MINISTÈRE
DU BUDGET

PROJET DE LOI DE FINANCES
POUR L'EXERCICE 2027

PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE

2027 — TOME 2 — Doc.n°9

Kinshasa
Septembre 2026

SOMMAIRE

N°	Section	Ministère	Page
TOME II			
20	44	Agriculture et Sécurité Alimentaire	9
21	45	Développement Rural	47
22	46	Industrie	75
23	48	Mines	99
24	49	Hydrocarbures	131
25	57	Tourisme	157
26	82	Pêche et Elevage	187
27	37 et 63	Santé Publique, Hygiène et Prévoyance sociale	221
28	38	Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté	275
29	40 et 41	Enseignement Supérieur et Universitaire, Recherches Scientifiques et Innovation Technologique	319
30	58	Cultures et Arts et Patrimoines	361

31	**59**	**Jeunesse et Eveil Patriotique**	**397**
32	**60**	**Sports et Loisirs**	**435**
33	**65**	**Emploi et Travail**	**477**
34	**64, 70, 68**	**Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale. Ministère Délégué En Charge Des Personnes Vivant Avec Handicap Et Autres Personnes Vulnérables**	**507**
35	**65**	**Genre, Famille et Enfants**	**583**
36	**78**	**Formation Professionnelle et Métiers**	**615**
37	**34**	**Justice et garde des sceaux**	**647**
38	**54 et 81**	**Droits Humains**	**695**
39	**22 et 23**	**Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise**	**727**
40	**69**	**Intégration Régionale**	**763**
41	**36**	**Relations avec le Parlement**	**787**
42	**53 et 80**	**Communication et Médias**	**819**
43	**61**	**Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Secteur Public**	**841**

TOME II

GRAND DOMAINE 2 : SECTEURS SOCIAUX, DIPLOMATIE ET ADMINISTRATION GENERALE

VOLUME 3

SECTEURS SOCIAUX ET DE PRODUTION

SOUS-SECTEUR 1.1: PRODUCTION

20. ministère de l’Agriculture et Sécurité Alimentaire

Section 44

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Le Ministère de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire est dirigé par **Son Excellence Monsieur MUHINDO NZANGI BUTONDO**

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSIONS

Les attributions spécifiques du Ministère de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire telles que mentionnées dans l'ordonnance N°25/293 du 15 Décembre 2025 fixant les attributions des ministères sont les suivantes :

- ✓ Conception et élaboration des études visant la sécurité alimentaire en collaboration avec les Ministères concernés ;
- ✓ Production agricole durable et autosuffisance alimentaire ;
- ✓ Planification des objectifs nationaux de production dans les domaines de l'agriculture, et de l'agroforesterie ;
- ✓ Promotion et encadrement des Associations et Coopératives agricoles ;
- ✓ Conception, exécution, suivi et évaluation des programmes et projets de développement agricole durable ;
- ✓ Promotion des produits de l'agriculture destinés à l'alimentation intérieure, à l'industrie nationale et à l'exportation ;
- ✓ Surveillance phytosanitaire et gestion de la quarantaine végétale à l'intérieur du pays et aux postes frontaliers et mise à jour permanente des mesures réglementaires y relatives ;
- ✓ Orientation et appui des opérateurs économiques intéressés à investir dans les secteurs de l'agriculture vers les sites à hautes potentialités de production, de manière à minimiser les coûts d'exploitation ;
- ✓ Collecte, analyse et publication des données statistiques d'agriculture sous forme d'annuaire ;
- ✓ Conception et élaboration des politiques, des stratégies et programmes ayant trait à l'alimentation et à la nutrition et veiller à leur mise en application après validation ;
- ✓ Conception et élaboration des stratégies et plans de contingence des crises et urgences alimentaires et nutritionnelles et veiller à leur mise en application après validation ;
- ✓ Elaboration des stratégies et plans de communication ayant trait à la sécurité alimentaire, l'alimentation, la nutrition et veiller à leur mise en application après validation ;
- ✓ Elaborations des avants projets des textes de loi, des projets de texte réglementaire, des directives et normes nationales relatives à l'alimentation, à l'hygiène alimentaire, à la sécurité sanitaire des aliments et veiller à leur mise en application après validation ;
- ✓ Coordination du processus d'élaboration et de la définition de la réglementation relative à l'hygiène des conditions de production, transformation, transport, stockage et distribution des aliments et de leurs matières premières ;
- ✓ Garantie du contrôle et de la certification de la qualité nutritionnelle des denrées et produits alimentaires ainsi que des produits agricoles destinés à l'alimentation humaine tant à la production que dans les circuits commerciaux ou dans les lieux de consommation collective ;
- ✓ Conception et élaboration des protocoles nationaux relatifs aux analyses et évaluation de la sécurité alimentaire, de la résilience des ménages à l'insécurité alimentaire, des économies et moyens d'existence des ménages, de la vulnérabilité face aux chocs et veiller à leur mise en application après validation ;
- ✓ Contribuer aux plaidoyers et aux efforts de mobilisation des ressources en faveur des interventions ayant trait à la sécurité alimentaire, l'alimentation, la nutrition, la résilience des ménages à l'insécurité alimentaire, le renforcement des économies et moyen d'existence des ménages et à la réduction de la vulnérabilité face aux chocs ;
- ✓ Organisation des concertations régulière avec les différentes parties prenantes des services étatiques, des organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'alimentation, de la nutrition et de la résilience aux chocs ;
- ✓ Organisation et opérationnalisation des bureaux relais de la Direction de la Sécurité alimentaire et Nutrition au niveau des entités territoriales décentralisées (Province et territoires) ;
- ✓ Identification et établissement de la liste des besoins en formation et renforcement des capacités techniques et opérationnelle du personnel du Ministère.

I.1.2 ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère est doté d'un Secrétariat Général institué par l'Ordonnance n° 82/027 du 19 mars 1982, un organe technique qui coordonne les activités du Ministère mises en œuvre par différentes structures dont les Directions et Services spécialisés selon l'arrêté n°12/ME/MIN.FP/2018 portant agrément provisoire du cadre organique du Secrétariat Général à l'agriculture, qui définit les responsabilités de chaque structure concourant à la réalisation de la vision du Gouvernement dans l'Agriculture. Il s'agit de :

Cabinet du Ministre ;
Administration du Secrétariat Général ;

- Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP) ;
- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction d'Etudes et Planification (DEP) ;
- Direction d'Archive et Nouvelles Technologies d'Information et des Communications (DANTIC) ;
- Direction de Production des Végétaux (DPRODEV) ;
- Direction de Protection des Végétaux (DPROTEV) ;
- Direction d'Agro-industrie (DAI) ;
- Direction d'Aménagement des Terres Agricoles et Maîtrise de l'Eau (DATAME) ;
- Direction des Centres Agricoles (DICA) ;
- Direction d'Encadrement des Professionnels de l'Agriculture (DEPA) ;
- Direction de Développement et Entrepreneuriat Agricole (DDEA) ;
- Direction Marché des Produits Agricoles et Crédit des Campagnes (DMPACC) ;
- Direction de l'inspection (DI).

Services spécialisés du Ministère :

- Service National de Statistiques Agricoles (SNSA) ;
- Service National de Vulgarisation Agricole (SNVA) ;
- Service de Quarantaine Végétale (SQV) ;
- Service National des Semences (SENASEM) ;
- Service National des Fertilisants et des Intrants Connexes (SENAFIC) ;
- Service National de Mécanisation Agricole (SENAMA) ;
- Programme National de Riz (PNR) ;
- Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PROSANA)
- Programme d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire (PUAA) ;
- Système d'Analyse Stratégique et d'Appui à la Gestion des Connaissances (SKSS) ;
- Programme National Bambous en RDC ;
- Cacaoyère de BENGAMISA (CABEN) ;
- Centre National de Vulgarisation Agricole (CNVA).

Établissement Publics

- ✓ Office National des Produits Agricoles du Congo (ONAPAC) ;
- ✓ Centre de Recherche sur le Maïs (CRM) .

Opérateurs Publics

- ✓ Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) ;
- ✓ Bio Agro Busness BAB ;

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités Nationales

La vision du Gouvernement dans le secteur de l'Agriculture est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population tout en approfondissant les chaînes de valeur pour plus d'emplois. Cette démarche de développement est inscrite dans le PNSD 2024-2028 définissant la RDC comme une société d'espoir, capable de se hisser au niveau de développement humain des pays à revenu intermédiaire, à économie émergente et à converger vers l'atteinte des ODD (Objectifs de Développement Durable) et de l'agenda 2063 de l'union africaine.

L'Agriculture faisant parti du deuxième domaine de concentration du PNSD 2024-2028 dénommée « Diversification économique » ; sa transformation est actuellement le principal levier sur lequel le Gouvernement mise pour opérer cet important assaut compte tenu de sa place dans la structure du PIB du pays et du nombre de personnes qui dépendent d'elle pour leur survie (plus ou moins 70 % de la population).

Des reformes pour assurer la transformation structurelle de l'agriculture sont envisagées à travers le Programme de Transformation Agricole en RDC (PATA-RDC) qui est un plan d'investissement issu du Forum organisé en 2023 à travers lequel un Pacte National pour l'Alimentation et l'Agriculture en RDC a été conclu avec certains partenaires dont la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Agence Américaine pour le Développement (USAID) et l'Institut International pour l'Agriculture Tropical (IITA).

Ce Pacte pour l'Alimentation et l'Agriculture présenté par la RDC et adopté au sommet africain sur l'alimentation Dakar-2 vise à moderniser le secteur agricole par des investissements ciblés visant d'ici 2030, traduisant ainsi la volonté politique du Chef de l'Etat de matérialiser la ''Revanche du sol sur le sous-sol''. Un organe consultatif appelé Conseil Consultatif Présidentiel du Pacte National pour l'Agriculture et l'Alimentation, le CCP-PNAA a été mise en place pour accompagner cette initiative.

I.2.2. Politiques Sectorielles

Le Ministère s'est doté en Novembre 2022 d'un document de Politique Agricole Durable qui prend en compte les enjeux nationaux et internationaux en vue de répondre aux aspirations du Gouvernement pour une production agricole durable, résiliente et respectueuse de l'environnement.
C'est un instrument de référence et d'orientation du secteur au sens large du terme.

Cette Politique est alignée sur les stratégies du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) du Programme de Transformation Agricole (PATA-RDC 2022-2032).

En 2017, en perspective de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le Ministère s'est également doté d'une Politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, document stratégique dont la vision est « d'assurer à tout moment, à l'ensemble des populations de la RDC un accès équitable à une alimentation équilibrée, suffisante et saine afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la consolidation de la paix sociale et à la réalisation d'un développement durable »

Le Ministère s'est inscrit aussi depuis 2013, dans la pratique de lettres de missions initiée par la Primature en vue d'améliorer la gestion des politiques publiques pour plus des résultats dans leur mise en œuvre ; il a élaboré son cadre des résultats assigné au Ministre conformément au Programme d'Action du Gouvernement 2024-2028 qui tourne autour de 3 objectifs stratégiques suivant :

- ✓ Accroître la productivité et la production des cultures vivrières de base ;
- ✓ Développer les chaînes de valeurs agricoles et

- ✓ Renforcer le cadre institutionnel et les capacités des acteurs du secteurs à tout le niveau.

Différentes initiatives stratégiques visant à revitaliser et moderniser le secteur ont été renforcées à travers la réforme et la réhabilitation des CAAPSA afin de restaurer leurs rôles stratégiques dans la multiplication et la production de semences, la redynamisation des services spécialisés du Ministère, l'encadrement des agriculteurs pour la relance de la production locale ainsi que le renforcement de la coordination des interventions des partenaires.

Actuellement les priorités du secteur sont orientées vers le développement de la filière semence, la mécanisation agricole, les fertilisants, l'appui aux producteurs, la réhabilitation des infrastructures agricoles de base et la promotion des cultures industrielles dans le cadre de la politique de la révolution agricole agressive basée sur les résultats.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette programmatique

SECTION 44: AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE								
MAQUETTE NOMENCLATURE PROGRAMMATIQUE ACTUALISEE								
N°	**CODE SECT**	**LIBELLE SECTION**	**CODE PROG**	**LIBELLE PROGRAMME**	**Code Action**	**LIBELLE ACTION**	**Périmètre**	
							Services normatifs	**Opérateurs**
	44	**AGRICULTURE**						
			080	**Administration Générale de l'Agriculture**			Cabinet, SG, DEP, DAF, DRH, DANTIC, CTA, CGPMP, Corps des inspecteurs	
					0801	Pilotage et Coordination des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre et SG, CTA, CGPMP	
					0802	Gestion des Ressources Financières et Matérielles	Direction Administrative et Financière	
					0803	Planification, Programmation et Suivi et Évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
					0804	Gestion des Resources Humaines	Direction des Resources Humaines	
					0805	Gestion du Système d'Information et de la Communication	Direction Archives Nouvelles Technologies d'Information et Communication	
36			**081**	**Filières végétales**			Direction de Production des Végétaux ; Direction de Protection des Végétaux, Direction Agro-industrie ; Direction d'aménagement des terres agricoles et maîtrise de l'eau ; Direction de Centre Agricole ; Service National des Semences ; SQV, Programme National de Riz; Service National de Vulgarisation agricole ; Service National des Fertilisants et des Intrants Connexes ; Le Service National de motorisation Agricole (SENAMA) Service National de Statistiques Agricoles,; Direction Développement et Entrepreneuriat Agricole, Direction Marché des Produits Agricoles et Crédits des Campagnes; Représentation Permanente FAO ; Direction d'Encadrement des Professionnels de l'Agriculture ; SAKSS	BAB, IITA, CRM, ONAPAC,
					0811	Cultures vivrières et maraîchères	Direction de Production des Végétaux ; Direction de Protection des Végétaux, Programme National de Riz ;	BAB, IITA, CRM,

							Direction des centres agricoles, ;	
					0812	Cultures industrielles	Direction Agro industrielles, SQV, Cacaoyère de Bengamisa	ONAPAC
					0814	Appui aux Producteurs	Service National des Semences, Service National de Vulgarisation agricole ; Service National des Fertilisants et des Intrants Connexes ; Le Service National de motorisation Agricole (SENAMA) ; Centre National de Vulgarisation Agricole (CNVA) ; Direction Marché des Produits Agricoles et Crédits des Campagnes, Service National de Statistique Agricole (SNSA), Direction Développement et Entrepreneuriat Agricole	
					0815	Adaptation au changement climatique	Direction d'aménagement des terres agricoles et maîtrise de l'eau, Programme National Bambou (PNB)	
			082	**Sécurité Alimentaire**		Lutte contre l'insécurité Alimentaire	Programme d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire (PUAA),	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1 Performances antérieures

L'agriculture congolaise affiche depuis 1960 une baisse importante et continue de sa productivité et de son rendement, elle fait preuve de plusieurs contre-performances en dépit de ses énormes potentialités. La tendance majeure observée fait état d'un faible niveau d'exploitation des terres arables estimé à 10% seulement sur un potentiel de plus de 80 millions d'hectares ; il en est de même du potentiel d'irrigation dont seulement 0,14% sont exploité sur 4 millions d'hectares irrigables.

Bien que le secteur enregistre une évolution positive de la production agricole au cours de 30 dernières années ; cette production ne couvre pas les besoins nationaux. En termes de volume, près de 80 % de la production vivrière congolaise est constituée de tubercules et racines principalement le Manioc dont le pays enregistre un excédent de 6,46 millions de tonnes, nécessaires au développement de l'industrie locale et à l'augmentation des revenus des petits producteurs.

Ces dix dernières années, la production moyenne de manioc a été évaluée à 40 millions de tonnes par an ; actuellement le pays produit près de 45 millions de tonnes par an et se classe au deuxième ou troisième rang mondial.

Si la couverture des besoins alimentaires du pays était assurée par les tubercules/Manioc, le diagnostic actuel n'afficherait pas un tableau sombre du déficit en couverture des besoins alimentaires national et du nombre élevé des populations en situation d'insécurité alimentaire aiguë (24,8 millions IPC Phase 3 et plus); ce qui justifie la forte dépendance aux importations alimentaires qui ont dépassé le 1,9 milliards USD en 2024 contre les exportations qui ont à peine atteint un record historique de 519 millions de USD la même année; soit quatre fois le niveau de l'année précédente grâce aux progrès du cacao, du café et de l'huile de palme.

Le faible progrès réalisé de 3,1% de la contribution de l'agriculture à la croissance économique depuis 2019 contre un taux historique de 2,2% est imputé essentiellement à la production vivrière. Le secteur contribue entre 17% et 20%

En général, les principales cultures vivrières pratiquées ont connu une légère augmentation de la production ; pour les cultures industrielles (café arabica, cacao, thé, huile de palme) cette augmentation a été très remarquable durant ce dix dernières années grâce à de nouveaux investissements dans le secteur et à une bonne mercuriale des prix.

A ce jour, des nombreux programmes et projets de développement agricole mis en œuvre ont contribué à l'amélioration de la production dans le secteur dont notamment PADRIR, PRODAN, PNDA, PADCA-6P, AVENIR, RENUGL, PURPA, PSFD...) ainsi que les projets gouvernementaux de développement le Programme Volontariste Agricole.

Les exportations des produits agricoles ont connu une hausse remarquable principalement le café et cacao due à l'amélioration de l'indice des cours de ce produits sur les marchés internationaux ; le pays a exporté aux environs de 9200 tonnes des Cafés en 2024 avec comme valeur 28.257.025 USD et pour le Cacao 73.310 tonnes d'exportation en 2024 avec comme valeur de 463.167.038 USD.

Faible progrès réalisé de 3,1% depuis 2019 de la contribution de l'agriculture à la croissance économique contre un taux historique de 2,2% due essentiellement à la production vivrière.

I.4.2 Perspectives

En vue d'assurer la sécurité alimentaire de la population et résorber le déficit de 6,9 Millions de tonnes de produits agricole dont le pays a besoins, la production totale des principales cultures devra plus que doublée d'ici 2030. Une telle progression devra s'appuyer sur des politiques très audacieuses en vue d'induire une croissance agricole moyenne annuelle d'au moins 6% l'an.

C'est dans ce cadre que le pays a conclu le Pacte pour l'alimentation et l'Agriculture en vue d'assurer une transformation structurelle rapide du secteur agricole du pays d'ici 10 ans. Ce Pacte vise à impliquer directement 30% des ménages agricoles dans la production et le développement des chaînes de valeur du manioc, du maïs, de l'arachide, du riz, de l'huile de palme, du soja et du haricot en vue d'inverser la tendance actuelle du tableau sombre des indicateurs de la sécurité alimentaire.

Le pays devra atteindre d'ici 2030 son autosuffisance alimentaire et réduire sa facture annuelle d'importation des produits alimentaires de base compris entre 500 et 800 millions de USD pour les céréales.

Une volonté politique du Gouvernement et un engagement ferme des partenaires est affiché en vue de mobiliser plus d'investissement au vu des opportunités d'affaire que ce Pacte pourra générer.
Les domaines prioritaires pour exercice 2027 sont ;

- Développement de la filière semencière (installation des Centres d'Adaptation, d'Amélioration et de Production de semences Améliorées ''CAAPSA);
- Promotion de la mécanisation agricole (Installation des brigades des mécanisations agricoles) ;
- Relance de la production locale par l'appui à l'agriculture familiale à travers l'organisation des campagnes agricoles ;
- Développement de la chaîne de valeur des cultures de bases ;
- Promotion des fertilisants (installation des usines de production d'engrais et biofertilisants) ;
- Réhabilitation des infrastructures agricoles de base (Construction des entrepôts, aires de séchages ; silos,..) ;
- Relance des cultures industrielles de bases (Café, Cacao, palmier à huile, …)
- Amélioration de la gouvernance agricole ;
- Coordination des interventions des PTFs à travers différents programmes et projets alignés aux priorités nationales. (PADRIR, PRODAN, PNDA, PADCA-6P, AVENIR, RENUGL, PURPA, PSFD, PAAD...)

Pour concrétiser toutes ces aspirations, le pays devra lever les principales contraintes et défis majeurs qui entravent le bon développement de l'agriculture à savoir : la faible gouvernance du secteur, faible financement du secteur, faible encadrement des producteurs, faible accès aux ressources productives (semences, intrants agricoles, crédits, terres, ...); désenclavement des bassins de production, etc.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

I.5.1 Objectifs et indicateurs les plus représentatifs

I.5.1.1 Objectifs

Objectif 1 : Améliorer la gouvernance agricole ;
Objectif 2 : Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population

I.5.1.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance

Objectif 1. **Améliorer la Gouvernance agricole**									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	*Taux d'aboutissement des projets de textes soumis au Parlement*	%	30	30	30	30	60	60	60
Source : CTA/Secrétariat Général									
Mode de calcul : (Nombre de textes promulgués) /Nombre total des projets de textes soumis au Parlement) x100									
Commentaires : le Ministère compte enregistrer 60% d'aboutissement du processus législatif des textes initiés et déposé au parlement par leurs promulgation (Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture, la loi semencière et la loi phytosanitaire).									
2	*Taux d'exécution du budget global du Ministère*	%	31,08	15,24	ND	ND	40	50	70
Source : DEP (Exploitation des rapports de redditions des comptes)									
Mode de calcul : (Montant des dépenses exécutées / Montant des crédits alloués) × 100									
Commentaire : Nous envisageons atteindre un taux d'exécution budgétaire de 70% d'ici 2029 grâce au basculement vers la gestion en mode programme									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Objectif 2 : **Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population**									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	*Taux de réduction de l'insécurité alimentaire aiguë*	%	23	22	21	23	23	20	17
Source : PROSANA/Rapport Analyse IPC entre Juin 2026									
Mode de calcul :(Taux initial– taux final) / (Taux initial) x100									
Commentaire : Nous envisageons réduire ce taux d'insécurité alimentaire aiguë de 6% d'ici 2029 par l'accroissement de la productivité et production agricole.									

N°		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
4	*Taux de Croissance de la production des cultures vivrières de base*	**%**	2,2	3,1	3.1	3.1	3,5	4	5
Source : DEP/Rapport annuel BCC 2024									
Mode de calcul : (Production de l'année N – Production de l'année N-1) / (Production de l'année N-1) x100									
Commentaires : Nous envisageons accroître à 5% la production globale des principales cultures de bases afin de parvenir d'ici 2029 à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.									
		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
5	*Taux de Réduction du déficit alimentaire national*	%	22	22	22	22	20	15	10
Source : Rapport d'évaluation des campagnes agricoles									
Mode de calcul : (Production de l'année N – Production de l'année N-1) / (Production de l'année N-1) x100									
Commentaires : Nous envisageons réduire de 10% le besoin alimentaire national en produit de bases afin de parvenir d'ici 2029 à réduire sensiblement les importations de ce produit et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.									

I.6 Évolution des Crédits du Ministère

I.6.1. Évolution des crédits par Titres de 2027 à 2029

Tableau 3 : Évolution des crédits par Titres de 2027 à 2029

Titres	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours PLFR2026 en CDF		Projections		
I. Dépenses Courantes	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Titre III : Dépenses de personnel	9042489106		82 386 930 272	31 670 848 413	94 426 201 965	7728109654	7728109654
Titre IV : Biens et matériels	16860300975		10 535 877 285	700 000 000	18 012 505 405	10679407947	10679407947
Titre V : Dépenses de prestations	31037284507		22 926 102 681	290 726 000	15 449 474 561	2341762915	2341762915
Titre VI : Transferts et Interventions	222510625284		26 706 822 034	-	24 500 306 281	165512368598	165512368598
II. Dépenses en Capital	1544207212632					835619166916	835619166916
Titre VII: Equipements	176430401471		1015378683100		971 866 231 129,90	53755737453	53755737453
Financement Intérieur	1516407917539					123173372057	197756601419
Financement Extérieur	27799295093					421663426972	474270133282
Titre VIII : Construction, Réfection, Réhabilitation, Addiction d'ouvrage et édifices, acquisition immobilière	203221430711		81060864345	46903932824,88	151 083 817 898		
Financement Intérieur	1516407917539					123173372057	197756601419
Financement Extérieur	27799295093					421663426972	474270133282
TOTAL			1238995279717	79565507237,88	1 275 338 537 239,90		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. Évolution des crédits par rubriques budgétaires

Tableau 4 : Évolution des crédits par Rubriques de 2027 à 2029

Rubriques	**Réalisations LFR 2025**		**Exercice en cours PLFR 2026 en CDF**		**Projections**		
AGRICULTURE	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Contrepartie des projets	2000000000				1 128 477 057	1207470451	1291993383
Fonctionnement du Ministère	57788684085		41859803242	990726000	41 901 663 045	42739696306	43594490232
Fonds de Péréquation	390287355920		119530504872	-	228 856 547 275,4	476280650605	596285749419
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	41050000000		25583091679	-	23 376 575 296	23844107444	23049627792
Investissements sur Ressources Extérieures	1516407917539		787013748532	46903932824,88	660 899 961 224,5	421663426972	474270133282
Investissements sur Ressources Propres	27799295093		48605418384	-	72 124 216 159	123173372057	197756601419
Investissement sur Transfert aux Provinces et ETDs	181460625284		140229276919	-	159 940 847 311	233329662258	302193902130
Rémunération	67914251883		73989106996	31670848413	85 986 518 886	99745217193	116535908010
Subventions aux Organismes Auxiliaires	2923649759		1123730355	-	1 123 730 355	1167862421	1043626346
TOTAL	**2287631779563**		**1 238 995 279 717**	**79 565 507 237,88**	**1 275 338 537 240**	**142 3151 465 707**	**1 756 022 032 013**

Source : LFR 2025, ESB 2026 FIN JUIN, PLF 2027 CDMT Central 2027-2029

I.6.3. Évolution des crédits par programme

Tableau 5 : Évolution des crédits par Actions

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE LF 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	**080**	**Administration Générale**			1 202 407 579 678	78 815 939 811	1 126 561 723 803,9
2	**081**	**Filières végétales**			34 523 424 424	749 567 427	46 712 537 821
3	**082**	**Sécurité Alimentaire**			2 064 275 615		2 064 275 615
TOTAL							**1 275 338 537 240**

I.7. Ventilation des effectifs du ministère par programme/effectifs globaux et la masse salariale du Ministère pour l'exercice 2027

Tableau 6 : Ventilation des effectifs du ministère

1.ADMINISTRATION CENTRALE

GRADE		EXISTANTS				BESOINS 2027		TOTAL PREVISIONS 2027
	Effectif cadre organique (1)	Effectif payé en Juin 2026 (2)	Masse salariale payé en Juin 2026	Masse salariale 2026 (3)	Effectif non payé (4)= (5)-(2)	Effectif (5)	Masse salariale (6)	Effectif (7)=(2)+(4)
I. TRAITEMENT DE BASE (SALAIRE ORDINAIRE)								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général	**1**	1	390439	390439	0	1	4685268	1
DG (DA)	**0**	19	8683144	8683144	0	19	86076384	19
Directeur	**23**	22	8305616	8305616	24	46	208395456	46
Chef de Division	**60**	97	34070086	34070086	45	142	598509552	142
Chef de Bureau	**185**	264	91547016	91547016	56	320	1331592960	320
Att.Admin.1ère Cl	359	570	187358430	187358430	85	655	2583574140	655
Att.Admin.2ème Cl	414	963	303366186	303366186	3171	4134	15627611376	4134
Agent.Admin.1ère Cl	136	882	265074516	265074516	1727	2609	9409243704	2609
Agent.Admin.2ème Cl	17	463	133132872	133132872	444	907	3129628896	907
Agent.Aux.1ère Cl	0	88	24108920	24108920	16	104	341908320	104
Agent.Aux.2ème Cl	0	37	9419645	9419645	16	53	161916060	53
Huissier	24	10	2407200	2407200	15	25	72216000	25
TOTAL I	**1219**	**3416**	**1066353958**	**1066353958**	**5599**	**9015**	**40 494 706 368**	**9015**

BUDGET ANNEXE ADMINISTRATION CENTRALE								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général								
Directeur		**1**	133154	133154	**0**	**1**	1597848	1
Chef de Division		**1**	130038	130038	**0**	**1**	1560456	1
Chef de Bureau		**1**	127504	127504	**0**	**1**	1530048	1
Att.Admin.1ère Cl		96	11779680	11779680	154	**250**	368115000	**250**
Att.Admin.2ème Cl		194	22929830	22929830	186	**380**	538969200	**380**
Agent.Admin.1ère Cl		194	22623310	22623310	236	**430**	601733400	**430**
Agent.Admin.2ème Cl		222	25689840	25689840	40	**262**	363823680	**262**
Agent.Aux.1ère Cl		11	1263020	1263020	10	**21**	28934640	**21**
Agent.Adux.2ème Cl		44	4959460	4959460	6	**50**	67629000	**50**
Huissier		1	110614	110614	3	**4**	5309472	**4**
TOTAL II		**763**	**89746450**	**89746450**	**637**	**1400**	**1979202744**	**1400**
TOTAL III = I + II		**4179**	**11 56 106 408**	**11 56 106 408**	**6236**	**10415**	**1 979 204 144**	**10415**

2. PROVINCES

GRADE		EXISTANTS				BESOINS 2027		TOTAL PREVISIONS 2027
	Effectif cadre organique (1)	Effectif payé en Juin 2026 (2)	Masse salariale payé en Juin 2026	Masse salariale 2026 (3)	Effectif non payé (4)= (5)-(2)	Effectif (5)	Masse salariale (6)	Effectif (7)=(2)+(4)
I.TRAITEMENT DE BASE (SALAIRE ORDINAIRE)								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général		0	0	0	0	0	0	0
DG (DA)		0	0	0	0	0	0	0
Directeur		121	45680888	45680888	0	121	548170656	121
Chef de Division		79	28537802	28537802	0	6	8 282 736	79
Chef de Bureau		246	85302960	85302960	104	350	1456392000	350
Att.Admin.1ère Cl		796	185085124	185085124	219	1015	2832081420	1015
Att.Admin.2ème Cl		1236	389367192	389367192	772	2008	7590770112	2008
Agent.Admin.1ère Cl		2414	725498732	725498732	589	3003	10830187368	3003
Agent.Admin.2ème Cl		2238	643747272	643747272	2232	4470	15429224160	4470
Agent.Aux.1ère Cl		1159	317525435	317525435	1856	3015	9912053700	3015
Agent.Aux.2ème Cl		507	129125295	129125295	2217	2724	8325143280	2724
Huissier		171	41163120	41163120	54	225	649944000	225
TOTAL IV		**8967**	**2 591 033 820**	**2591033820**	**8043**	**17010**	**57 680 842 848**	**17010**
BUDGET ANNEXE PROVINCES								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
ADG		0	0	0	0	0	0	0
Directeur		9	1066689	1066689	0	9	12 800 268	9
Procer Directeur		1	70000	70000	0	1	840 000	
Chef de Division		2	225008	225008	0	6	8 282 736	6
Chef de Bureau		57	6139185	6139185	0	2	2 700 096	2
Att.Admin.1ère Cl		57	6139185	6139185	45	102	131 830 920	102
Att.Admin.2ème Cl		74	7821430	7821430	91	165	209 276 100	165

Agent.Admin.1ère Cl		61	6351015	6351015	114	175	218 641 500	175
Agent.Admin.2ème Cl		43	4434074	4434074	137	180	222 734 880	180
Agent.Aux.1ère Cl		9	1055880	1055880	43	52	73 207 680	52
Agent.Adux.2ème Cl		0	0	0	0	0	0	0
Huissier		0	0	0	0	0	0	0
TOTAL V		**278**	**278553509**	**278553509**	**414**	**692**	**880 314 180**	**692**
TOTAL VI = IV +V		**9245**	**2869 587 329**		**8457**	**17702**	**58796734500**	**17702**

3. ACCESSOIRS DU PERSONNELS

GRADE		**EXISTANTS**				**BESOINS 2027**		**TOTAL PREVISIONS 2027**
	Effectif cadre organique (1)	**Effectif payé en Juin 2026 (2)**	**Masse salariale payé en Juin 2026**	**Masse salariale 2026 (3)**	**Effectif non payé (4)= (5)-(2)**	**Effectif (5)**	**Masse salariale (6)**	**Effectif (7)=(2)+(4)**
1. . PRIMES DE PERSONNELS ADMINISTRATIFS								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général		1	1800000	1800000	0	1	21600000	1
Directeur		12	13440000	13440000	10	22	422400000	22
Chef de Division		28	27440000	27440000	77	105	1764000000	105
Chef de Bureau		81	68040000	68040000	104	185	2664000000	185
Att.Admin.1ère Cl		122	64351218	64351218	131	253	3036000000	253
Att.Admin.2ème Cl		126	61485228	61485228	261	387	3715200000	387
Agent.Admin.1ère Cl		96	43055424	43055424	372	468	3369600000	468
Agent.Admin.2ème Cl		64	26176320	26176320	49	113	542400000	113
Agent.Aux.1ère Cl		34	12384534	12384534	0	34	142800000	34
Agent.Adux.2ème Cl		17	5252507	5252507	0	17	61200000	17
Huissier		22	5581312	5581312	0	22	58080000	22
TOTAL 1.		**603**	**329006543**	**329006543**	1004	**1607**	**15797280000**	**1607**
2 .CORPS DES INSPECTEURS								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général		0	0	0	0	0	0	0
Directeur		15	242500	242500	14	15	43650000	0

Chef de Division		35	6908825	6908825	0	35	82905900	35
Chef de Bureau		9	1488555	1488555	17	26	51603240	26
Att.Admin.1ère Cl		12	1537200	1537200	1	13	19983600	13
Att.Admin.2ème Cl		0	0	0	5	5	7686000	5
Agent.Admin.1ère Cl		0	0	0	31	31	47653200	31
Agent.Admin.2ème Cl		0	0	0	0	2	3074400	2
Agent.Aux.1ère Cl		0	0	0	0	0	0	0
Agent.Aux.2ème Cl		0	0	0	0	0	0	0
Huissier		0	0	0	0	0	0	0
TOTAL 2..		**57**	10177080	10177080	70	**127**	**270394320**	**70**
3. PRIME DES PROFESSIONNELS DE L'AGRICULTURE								
INGENIEURS A0		1788	540026724	540026724	324	1882	8 248 074 960	1882
INGENIEURS A1		3125	599 931 450	599 931 450	120	3464	10 148 285 400	3464
INGENIEURS A2-A3 VETERINAIRES		**5 618**	**345 935 400**	**345 935 400**	**405**	6023	9561334800	6023
TOTAL 3.		**10531**	**1485893574**	**1485893574**	**849**	**11369**	**28 831 235 940**	**11369**
VIII.. PROGRAMME D'URGENCE D'AUTOSSUFFISSANCE ALIMENTAIRE								
Hauts Fonctionnaires								
Secrétaire Général		1	1008000	1008000	0	1	12096000	1
Directeur		1	963000	963000	0	1	11556000	1
Chef de Division		3	2691000	2691000	2	5	53820000	5
Chef de Bureau		3	2427000	2427000	17	20	194160000	20
Att.Admin.1ère Cl		9	6489000	6489000	35	44	380688000	44
Att.Admin.2ème Cl		4	2500000	2500000	46	50	375000000	50
Agent.Admin.1ère Cl		1	485000	485000	28	29	168780000	29
Agent.Admin.2ème Cl		0	0	0				
Agent.Aux.1ère Cl		0	0	0	0	0	0	0
Agent.Aux.2ème Cl		0	0	0	0	0	0	0
Huissier		0	0	0	0	0	0	0
TOTAL 3		**22**	**16563000**	**16563000**	**128**	**150**	**698 756 000**	**150**

4. COMMISSION INTERMINISTERIELLE CHARGEE DE LA PAIE DES PROFESSIONNELS DE L'AGRICULTURE								
Hauts Fonctionnaires								
Vice-Premier Ministre		1	3000000	3000000	0	1	36000000	1
Ministre		1	2700000	2700000	0	1	32400000	1
Vice -Ministre		1	2450000	2450000	0	1	29400000	1
Secrétaire Général		4	8800000	8800000	0	4	105600000	4
Directeur		12	22800000	22800000	10	22	501600000	22
Chef de Division		13	20800000	20800000	16	29	556800000	29
Chef de Bureau		18	22500000	22500000	22	40	600000000	40
Secrétaire Technique		10	11500000	11500000	25	35	483000000	35
Service d'Appoint		25	26250000	26250000	20	45	567000000	45
TOTA L 4		**85**	**12080000**	**12080000**	**93**	**178**	**3 000 600 000**	**178**
4. COMMISSION PEMANENTE CHARGEE DE PREPARATION, SUIVIET CONTROLE DE LA PAIE DE LA PRIME SPECIALE ET SPECIFIQUE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF								
Hauts Fonctionnaires								
Vice-Premier Ministre		0	0	0	1	1	42000000	1
Ministre		0	0	0	2	2	76800000	2
Vice -Ministre		0	0	0	1	1	36000000	1
Secrétaire Général		0	0	0	7	7	235200000	7
Directeur		0	0	0	22	22	660000000	22
Chef de Division		0	0	0	20	20	528000000	20
Chef de Bureau		**0**	0	0	20	20	432000000	20
Service d'Appoint		0	0	0	33	33	594000000	33
TOTAL 5		**0**	**0**	**0**	**106**	**106**	**2604000000**	**106**

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES
PROGRAMME I : (080) ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du Programme : **TOIRAMBE BAMONINGA Benjamin**
Fonction : Secrétaire Général à l'Agriculture et Sécurité alimentaire

II.1 Périmètre du Programme

Les structures qui concourent à la mise en œuvre de ce Programme se présentent de manière suivante :

- Cabinet du Ministre ;
  Administration du Secrétaire Général :
  - Cellule Technique d'Appui ;
  - Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction Administrative et Financière ;
- Direction d'Etudes et Planification ;
- Direction d'Archive et Nouvelles Technologies d'Information et des Communications ;
- Direction de l'Inspection.

II.2. Stratégie du Programme

La stratégie de ce programme vise à renforcer les capacités institutionnelles, administratives, financières et techniques du Ministère afin d'améliorer la gouvernance agricole. Ce choix stratégique fait suite à un diagnostic institutionnel faisant état d'un cadre législatif défavorable aux investisseurs et des défis majeurs auxquels fait face le Secrétariat Général dont notamment l'insuffisance organisationnelle, le vieillissement des ressources humaines et le besoin criant en renforcement des capacités institutionnelles et humaines. Avec une vingtaine de directions et services, le chevauchement des attributions s'observe au quotidien.

Outres ces défis, le Ministère s'est doté d'un document de la Politique de l'Agriculture Durable ; bien que différentes stratégies aient été élaborées séparément sans une coordination adéquate ; l'harmonisation de toutes ces stratégies en document unique ainsi que l'actualisation du Plan National d'Investissement Agricole 2013-2020 demeurent aussi prioritaire pour ce programme.

Face à ces défis, et dans les perspectives de garantir une gouvernance performante du Ministère, le programme ambitionne atteindre les résultats suivants :

- ✓ Améliorer l'environnement juridique et réglementaire adaptés du Ministère ;
- ✓ Renforcer l'efficacité des services et les capacités des ressources humaines et
- ✓ Assurer une bonne coordination et harmonie entre les différents services.

La mise en place du ''Conseil Consultatif Présidentiel du Pacte National pour l'Agriculture et l'Alimentation (CCP-PNAA) est venue renforcée la coordination au plus haut niveau des interventions du Ministère en tant qu'un organe consultatif avec comme mandat de Coordonner la formulation des orientations stratégiques de la Transformation Agricole en RDC. L'adoption aussi du nouveau cadre organique revisité du Ministère permettra de restructurer les services dans le strict respect du périmètre de leurs attributions.

Le Programme a pour principales missions la définition des orientations stratégiques et la coordination technique de l'administration générale des services du Ministère. Il comprend toutes les fonctions transversales qui viennent en appui aux programmes des politiques publiques et ces leviers d'actions s'articuleront autour des actions suivantes :

- ✓ Pilotage et Coordination des actions stratégiques de l'agriculture ;
- ✓ Gestion des ressources financières et matérielles ;
- ✓ Planification, programmation et suivi-évaluation ;
- ✓ Gestion des Ressources humaines et
- ✓ Gestion du système d'information et communication

II.3 Objectifs et Indicateurs de performance du Programme

II.3.1. Objectifs du Programme

Objectifs 1 : Renforcer le cadre institutionnel du secteur ;

Objectif 2 : Renforcer les capacités des services publics

II.3.2. Cadre de Performance

Tableau 1 : Cadre de performance du programme

Programmes et Actions	Objectifs stratégiques/ Opérationnels	Indicateurs de performance de programme et actions	Unité	Références		Réalisations			Estimation	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
ADMINISTRATION GENERALE	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère	Taux d'application des réformes institutionnelles et réglementaires du Ministère	%	2011	15	30	30	30	40	60	80	90	Ministre
Action 1 : Pilotage et Coordination des actions stratégiques de l'Agriculture	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère	Taux de réalisation des réunions des Comités de Pilotage des différents Programmes/projets du Ministère	%	2023	50	50	50	60	50	75	85	100	Ministre, SG
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution des crédits d'investissement du Ministère	%	2022	90,64	40,47	5,42	ND	ND	50	60	80	DAF
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification et de suivi-évaluation des actions du Ministère	Pourcentage des rapports annuels d'activité déposé dans le délai par les services	%	2022	25	37	40	50	50	70	85	100	DEP
Action 4 : Gestion des Ressources Humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Pourcentage des agents et cadres formés en Budget Programmes	%	2022	5	5	10	10	20	50	70	70	DRH
Action 5 : Gestion du système d'information et communication	Assurer la publication proactive des informations du Ministère	Taux de numérisation (dématérialisation) de service agricole	%	2023	30	30	35	40	40	50	70	80	DANTIC

II.4. Évolution des crédits du Programme

II.4.1. Évolution des crédits du Programme par Titre

Tableau 3 : Évolution des crédits du Programme par Titre 2027-2029

Titres	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours LFR 2026 en CDF		Projections		
I. Dépenses Courantes	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Titre III : Dépenses de personnel	9042489106		75 155 135 169	30 921 280 986	87 194 406 862	7728109654	7728109654
Titre IV : Biens et matériels	16860300975		2 574 256 805	700 000 000	5 349 453 406	10619407947	10619407947
Titre V: Dépenses de prestations	31037284507		10 534 964 075	290 726 000	7 759 767 474	23417762915	23417762915
Titre VI : Transferts et Interventions	222510625284		17 703 676 184		17 537 160 431	165912368598	165912368598
II. Dépenses en Capital	1544207212632					835619166916	835619166916
Titre VII : Equipements	176430401471		1 015 378 683 100	46 903 932 825	971 866 231 129,9	53755737453	53755737453
Financement Intérieur	1516407917539					48605418384	48605418384
Financement Extérieur	27799295093					787013748532	787013748532
Titre VIII : Construction, Réfection, Réhabilitation, Addiction d'ouvrage et édifices, acquisition immobilière	203221430711		81 060 864 345		136 854 704 501	65715222931	65715222931
Financement Intérieur	1516407917539					48605418384	48605418384
Financement Extérieur	27799295093					787013748532	787013748532
TOTAL			**1 202 407 579 678**	**78 815 939 811**	**1 226 561 723 803,9**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027, CDMT Central 2027-2029

II.4.2. Évolution des crédits du Programme par Rubriques

Tableau 3 : Évolution des crédits du Programme par Rubriques

Rubriques	Réalisations LFR 2025		Exercise en cours LF 2026 en CDF		Projections		
AGRICULTURE	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Contrepartie des projets			1 060 598 738		1 128 477 057		
Fonctionnement du Ministère	57788684085		15 862 958 285	990 726 000	15 904 818 088	42739696306	43594490232
Fonds de Péréquation	390287355920		119 530 504 872		228 856 547 276,4	476280650605	596285749419
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques			16 579 945 829		16 413 430 076		
Interventions sur Ressources Exterieures			787 013 748 532	46 903 932 825	660 899 961 224,5		
Interventions sur Ressources Propres			48 605 418 384		57 895 102 762		
Interventions sur Transfert aux Provinces et ETDs			140 229 276 919		159 940 847 311		
Rémunération	67914251883		72 401 397 764	30 921 280 986	84 398 809 654	99745217193	116535908010
Subventions aux Organismes Auxiliaires	2923649759		1 123 730 355		1 123 730 355	1167862421	1043626346
TOTAL			**1 202 407 579 678**	**78 815 939 811**	**1 226 561 723 803,9**	619 933 426 525	757 460 874 007

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.5. Évolution des crédits par actions du Programme

Tableau 5 : Évolution des crédits du Programme par Action

Actions	Exercice en cours LFR 2026 en CDF		Projections
	Crédits votés	Exécution fin Juin	2027
Actions 1: Pilotage et Coordination des actions stratégiques de l'Agriculture	1 196 841 738 756	78 815 939 811	1 164 915 480 119,9
Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	1 618 788 245		1 618 788 245
Action 3: Planification, Programmation et Suivi-évaluation	1 184 906 815		57 265 309 577
Action 4: Gestion des Ressources humaines	1 762 088 947		1 762 088 947
Action 5: Gestion du système d'information et communication	1 000 056 915		1 000 056 915
Total	**1 202 407 579 678**	**78 815 939 811**	**1 226 561 723 803,9**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

PROGRAMME II : (081) FILIERES VEGETALES

Responsable du Programme : Pré-responsable : Ir. MAMBA MAMBA Damas
Fonction : Directeur Chef de Service de la Direction des Protections des végétaux

III.1 Périmètre du Programme

Le Programme « Filières Végétales » est exécuté par les services suivants :

- Direction de Production des Végétaux ;
- Direction de Protection des Végétaux ;
- Direction de l'Agro-industrie ;
- Direction d'Aménagement des Terres Agricoles et Maîtrise de l'Eau ;
- Direction des Centres Agricoles ;
- Direction Développement et Entreprenariat Agricole ;
- Direction Marché des Produits Agricoles et Crédits des Campagnes et

Les différents services spécialisés du ministère :

Service National de Vulgarisation agricole (SNV) ;

- Service de quarantaine végétale (SQV) ;
- Service National des Semences (SENASEM) ;
- Service National des Fertilisants et des Intrants Connexes (SENAFIC) ;
- Service National de motorisation Agricole (SENAMA) ;
- Programme National Riz (PNR) ;
- Programme National Bambous (PNB)
- Programme de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (PROSANA)

III.2. Stratégie du Programme

La stratégie du programme consiste à relancer les cultures vivrières de base et les cultures industrielles porteuses de croissance. Ce choix stratégique se justifie par une faible productivité et production agricole observée ; une forte dépendance aux importations des produits alimentaires notamment les céréales et les légumineuses ainsi qu'un déficit de 22% du bilan alimentaire national estimé à 6,9 millions de tonnes.

Pour les cultures industrielles, le déficit d'infrastructures post-récoltes freine son essor du développement et pourtant le pays s'est révélé être un producteur émergent du cacao de spécialité sur le marché mondial, son café arabica de haute qualité du Kivu se positionne toujours dans le segment premium international malheureusement l'instabilité au Kivu et les exportations frauduleuses font manquer des devises au pays.

En rapport avec la production vivrière, le besoin alimentaire du pays est estimé respectivement à 15 835 673 tonnes des céréales et 5 078 364 de tonnes des légumineuses contre une production de 4 966 935 tonnes de céréales et 2 866 984 tonnes de légumineuses.

Pour inverser cette tendance :

- ✓ 30% de ménages agricoles seront directement impliqués dans l'amélioration de la productivité des cultures vivrières de base et le développement des chaînes de valeurs des cultures de Maïs, Manioc, Riz, Arachide, Soja, Haricot et Palmier à huile à travers la mise en œuvre du Pacte National pour l'Alimentation et l'Agriculture.
- ✓ La production agricole devra doubler ou voire même tripler en vue de résorber le déficit alimentaire observé ;
- ✓ Pour le Manioc dont le pays est autosuffisant, son volume de production devra atteindre plus de 70 millions de tonnes d'ici 2032, une opportunité pour la transformation de la farine de manioc panifiable nécessaire à la substitution partielle du blé dans l'industrie de la boulangerie ;
- ✓ Par contre pour le Riz dont le pays importe plus de 60%, son volume devra atteindre 3,5 millions de tonnes par an d'ici 2032 en vue de couvrir les besoins nationaux de consommation interne, il en de même pour le Maïs dont le volume devra atteindre aussi 4,2 millions de tonnes pour couvrir 45% de gap observé ; Haricot 0,45 millions de tonnes pour couvrir 44% et le Noix de palme 9,47 millions de tonnes pour couvrir 45% du gap observé.

Un Conseil Consultatif Présidentiel du Pacte National pour l'Agriculture et l'Alimentation (CPP-PNAA) a été créé dans le cadre de la réforme pour renforcer le suivi des engagements pris par toutes les parties prenantes au Pacte National (Gouvernement, bailleurs BAD, USAID, BM) lors du sommet de Dakar 2 sur la souveraineté alimentaire de l'Afrique. A cette réforme s'ajoute aussi l'adoption du Décret portant Gestion des Investissements Publics en RDC pour renforcer l'efficacité des dépenses publiques. Ce décret devra être vulgarisé à tous les partenaires et servir d'instrument efficace de gestion

publique pour une mobilisation des ressources et leur canalisation au profil des secteurs prioritaires de développement.

Pour sa part l'Office National des Produits agricoles (ONAPAC) a vu ses missions élargies au de la d'un seul produit « le café » mis en exergue par un nouveau Décret n° 22/49 du 30 décembre 2022. Ainsi l'établissement a désormais pour objet de promouvoir la culture et le développement des débouchés intérieurs et extérieurs des produits agricoles d'exportation et leurs dérivés, notamment le café, le thé, le cacao, la rauwolfia, la vanille, les plantes à épices, le ketchou, la Eppia multiflora, les plantes à parfum, les huiles essentielles, les plantes médicinales, le gingembre.

L'accent pour ce programme sera mis en amont sur le renforcement de l'efficacité des services agricoles au niveau des ETDs et les priorités suivantes seront mises en œuvre :

- Développement de la filière semencière (installation des Centres d'Adaptation, d'Amélioration et de Production de semences Améliorées ''CAAPSA) ;
- Promotion de la mécanisation agricole (Installation des brigades des mécanisations agricoles);
- Relance de la production locale par l'appui à l'agriculture familiale à travers l'organisation des campagnes agricole ;
- Développement de la chaîne de valeur des cultures de bases ;
- Promotion des fertilisants (installation des usines de production d'engrais et biofertilisants) ;
- Réhabilitation des infrastructures agricoles de base (Construction des entrepôts, aires de séchages ; silos,) ;
- Relance des cultures industrielles de bases

III.3 Objectifs et Indicateurs de performance du Programme

II.3.1. Objectifs du Programme

Objectifs1: Accroître la productivité des exploitants agricoles ;
Objectif 2 : Développer les chaînes de valeurs agricoles,
Objectif 3 : Réduire la vulnérabilité du secteur au changement climatique

Le Programme Filières végétales comprend principales actions à savoir :

- ✓ Cultures rivières et maraîchères;
- ✓ Cultures industrial's;
- ✓ Appius aux producteurs;
- ✓ Adaptation aux changements climatiques ;

III.3.2. Cadre de Performance
Tableau 1 : Cadre de performance

Programmes et Actions	Objectifs stratégiques/ Opérationnels	Indicateurs de performance de programme et actions		Unité	Références		Réalisations			Estimation	Cibles prévues			Structures responsables
					Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
FILIERES VEGETALES	Accroitre la productivité des exploitants agricoles	*Rendements moyens des cultures vivrières et industrielles de base*	Manioc	T/ha	2023	10,3	10,3	10,3	15	15	20	20	20	DPRODV
			Maïs	T/ha	2023	0,81	0,81	0,81	0,81	1,5	2	2	2	DPRODV
			Riz	T/ha	2023	0,88	0,88	0,88	1	1	1,5	2	3	
			Haricot	T/ha	2023	0,9	0,81	0,81	0,81	1	1	1,5	1,5	DPRODV
			Café	T/ha	2023	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	1	1,5	ONAPAC
			Cacao	T/ha	2023	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	1	1,2	ONAPAC
			Palmier à huile	T/ha	2023	3	3	3	3	5	5	5	5	DPRODV
	Développer les chaînes de valeurs agricoles	*Nombre d'OPA accompagnées dans la professionnalisation des filières agricoles*		Nbre	2023	200	200	200	200	250	350	350	400	SNVA
	Réduire la vulnérabilité du secteur au changement climatique	*Taux d'Adoption des pratiques agricoles durables*		%	2023	10	10	10	10	10	30	40	50	SNVA
Cultures vivrières et maraîchères	Faciliter l'accès aux semences de qualité	*Taux des ménages agricoles ayant bénéficiées des semences de qualité*		%	2020	18	20	25	25	25	30	35	40	SENASEM
	Promouvoir la mécanisation agricole	*Taux des ménages agricoles ayant accès aux services de la mécanisation agricole*		%	2023	20	20	20	20	20	25	35	40	SENAMA
Cultures industrielles	Promouvoir les cultures industrielles de base	*Nombre de superficie des nouvelles plantations créer*		Nbre	2023	ND	ND	ND	ND	ND	100000	100000	100000	ONAPAC
	Renforcer la lutte contre l'exportation frauduleuse des café-cacao	*Taux de réduction de la fraude à l'exportation aux postes frontalier*		%	2022	130	39,6	12,2	ND	ND	10	10	10	ONAPAC

Appuis aux producteurs	Appuyer la transformation locale des produits agricoles	*Part de la production locale transformé*	%	2023	20	20	20	20	20	30	30	30	DAI
	Promouvoir entrepreneuriat agricole des jeunes	*Taux d'insertion professionnelle des jeunes dans la chaine de valeur agricole*	%	2025	ND	ND	ND	10	10	10	20	20	DEP
Adaptation aux changements climatiques	Assurer la durabilité de la production agricole	Taux d'adoption des techniques agricoles durables	%	2022	5	5	5	5	10	15	20	20	DATAME
	Renforcer la résilience des systèmes de production	*Nombre des Superficies aménagées en périmètres rizicoles*	ha	2022	13500	13500	13500	15000	ND	30000	30000	35000	DATAME

III.4. Évolution des Crédits du Programme

III.4.1. Évolution des crédits du Programme par Titres

Tableau 2 : Présentation des crédits par titres

Titres	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours LFR 2026 en CDF		Projections		
I.Dépenses Courantes	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Titre III: Dépenses de personnel	9042489106		6 731 161 321	749 567 427	6 731 161 321	7 728 109 654	7 728 109 654
Titre IV: Biens et matériels	16 860 300 975		7 485 662 468		12 187 093 987	10 619 407 947	10 619 407 947
Titre V: Dépenses de prestations	31 037 284 507		11 541 616 521		6 840 185 002	23417762915	23 417 762 915
Titre VI: Transferts et Interventions	222 510 625 284		8 764 984 114		6 724 984 114	165 912 368 598	165 912 368 598
II. Dépenses en Capital	154 420 721 2632					835 619 166 916	835 619 166 916
Titre VII: Equipements	176 430 401 471					53 755 737 453	53 755 737 453
Financement Intérieur	151 640 7917 539					48 605 418 384	48 605 418 384
Financement Extérieur	27 799 295 093					78 7013 748 532	787 013 748 532
Titre VIII: Construction, Réfection, Réhabilitation, Addiction d'ouvrage et édifices, acquisition immobilière	203 221 430 711				14 229 113 397	65 715 222 931	65 715 222 931
Financement Intérieur	1 516 407 917 539					48 605 418 384	48 605 418 384
Financement Extérieur	27 799 295 093					78 7013 748 532	787 013 748 532
TOTAL			**34 523 424 424**	**749 567 427**	**46 712 537 821**		

Source : LF 2024, 2025, LFR 2026, PLF 2027

III.4.2. Évolution des crédits du Programme par Rubriques

Tableau 3 : Présentation des crédits par Rubriques

Rubriques	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours LFR 2026 en CDF		Projections		
AGRICULTURE	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Contrepartie des projets	200 000 0000					1 207 470 451	1 291 993 383
Fonctionnement du Ministère			24 170 731 078		24 170 731 078		
Fonds de Péréquation							
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques			8 764 984 114		6 724 984 114		
Investissements sur Ressources Exterieures	27799295093					421 663 426 972	47 427 0133 282
Investissements sur Ressources Propres	1516407917539				14 229 113 397	123 173 372 057	19 775 6601 419
Investissements sur Transfert aux Provinces et ETDs	181460625284					233 329 662 258	302 193 902 130
Rémuneration			1 587 709 232	749 567 427	1 587 709 232		
Subventions aux Organismes Auxiliaires							
TOTAL			**34 523 424 424**	**749 567 427**	**46 712 537 821**	779 373 931 738	975 512 030 214

Source : LF 2024, 2025, LFR 2026, PLF 2027

III.5 Évolution des crédits par actions du Programme

Tableau 4 : Présentation des crédits par Actions

Actions	Réalisations LFR 2025		Exercice en cours LFR 2026 en CDF		Projections		
	Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécution fin Juin	2027	2028	2029
Actions 1: Cultures vivrières et maraîchères	1516407917539		6 472 303 366	258 682 794	6 432 303 366	421663426972	474 270 133 282
Action 2: Cultures industrielles	27799295093		17 675 153 649	58 646 106	25 675 153 649	123 173 372 057	197 756 601 419
Action 3: Appuis aux producteurs	1544207212632		7 711 216 084	432 238 527	11 940 329 481	544 836 799 029	672 026 734 701
Action 4: Adaptation aux changements climatique	1516407917539		729 128 779		2 664 751 325	421 663 426 972	474 270 133 282
Total			**34 523 424 424**	**749 567 427**	**46 712 537 821**	**421 663 426 972**	**474 270 133 282**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

III.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du Programme

III.6.1. Présentation des opérateurs publics

1. BIO AGRO BUSNESS « BAB »

La Société **BIO AGRO BUSNESS SAS en sigle « BAB SAS »** est une entreprise congolaise de droit privés spécialisée dans l'exploitation agro industrielle ; prestataire de services relatives à la gestion des parcs agricoles et agro-industriels établis dans les sites agricoles de Mongata, sakadi-kaniama, Nkundi, Nkuadi, Lubondaie et Plaine de la Ruzizi. Sur base du contrat établiy, le Régisseur assure l'exploitation des services agricole au nom et pour le compte de l'Autorité Délégante.

Elle a pour objectif de développer des cultures vivrières à grande échelle en RDC afin d'offrir des produits agricoles de qualité à la consommation locale pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

2. INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE TROPICALE « IITA »

Institut International d'Agriculture Tropicale est une organisation internationale de recherche pour le développement ayant la mission d'assistance technique en vue améliorer la performance du Programme Volontariste agricole. Un accord a été signé entre l'IITA et le Gouvernement pour implémenter les activités à gain rapide dans les 4 sites agricoles du Programme Volontariste Agricole (Mongata, Nkuadi, Nkundi et Ruzizi).

3. CENTRE DE RECHERCHE SUR LE MAIS « CRM »

Le Centre de Recherche sur le Maïs, créé par ordonnance 90-054 du 17 février 1990, est une structure de recherche travaillant sur l'amélioration de la production du maïs en RDC grâce au développement variétal, à la production de semences et aux techniques culturales.
Missions

- Produire, conditionner et stockage des semences de base et de leur commercialisation.
- Réaliser des essais agronomiques et vulgariser des techniques culturales du maïs.
- Contribuer à la sécurité alimentaire nationale
- Développer des variétés améliorées de maïs (hybride à rendement élevé).

3.1 Présentation des Établissements publics

OFFICE NATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES DU CONGO « ONAPAC »

Décret n° 22/49 du 30 décembre 2022 modifiant et complétant le décret 09/59 du 3 décembre 2009 fixe le statut de l'établissement public dénommé Office national du café, en sigle « ONC» en Office National des produits Agricoles du Congo « ONAPAC » dont l'objectif est de promouvoir la culture et le développement des débouchés intérieurs et extérieurs des produits agricoles d'exportation et leurs dérivés, notamment le café, le thé, le cacao,.

2.3. PROGRAMME III : (082) SECURITE ALIMENTAIRE

Responsable du Programme : Pré-responsable : Liévin MBATCHI
Fonction : Coordonnateur du Programme d'Urgence et Autosuffisance Alimentaire (PUAA)

2.3.1 Périmètre du Programme

Le Programme « Sécurité Alimentaire » est exécuté par les services suivants :
Programme d'Urgence et Autosuffisance Alimentaire (PUAA)

2.3.2. Stratégie du Programme

La stratégie du programme consiste à contribuer de façon durable à la lutte contre l'insécurité alimentaire et à améliorer les conditions de vie des populations par l'accroissement de la disponibilité, de l'accessibilité, de la qualité et de la stabilité des produits agricoles.

Le choix stratégique de cet objectif se justifie par une situation nutritionnelle et alimentaire dramatique dans le pays, les données récent (Rapport IPC janvier-juin 2026) sont sans appel : 26,5 millions de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère. Parmi elles, 3,6 millions de personnes luttent pour leur survie en phase d'urgence (Phase 4 de l'IPC) et 22,9 millions se trouvent en phase de crise (Phase 3). A ce tableau sombre s'ajoute aussi une détresse nutritionnelle extrême, touchant de plein fouet 4,1 millions d'enfants de moins de cinq ans qui sont atteints par la malnutrition aiguë.

Malheureusement l'intensification des conflits à l'Est du pays ; la faible productivité agricole et la dégradation des routes de dessertes agricoles limitent les ambitions de ce programme.

Face à la complexité et à l'ampleur de cette crise ; l'approche purement humanitaire mise en œuvre à ce jour ne suffit pas d'où la stratégie intégrée et multisectorielle impliquant à la foi la pacification des zones de conflits, la réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base ainsi que la mobilisation des investissements en faveur de la relance agricole.

Pour le Ministère, le programme ambitionne atteindre les résultats suivants :

- ✓ L'optimisation de la gestion des risques alimentaires assurée ;
- ✓ Le renforcement de la résilience face aux crises d'urgence alimentaire, et
- ✓ La promotion de bonnes pratiques nutritionnelles renforcée.

A travers la lutte contre l'insécurité alimentaire ; le programme devra d'une manière concrète réduire l'exposition des populations à la faim, améliorer l'accès aux aliments et renforcer la capacité de réponse aux crises.
Les activités prioritaires suivantes serviront à partir de leurs indicateurs de mesurer les leviers d'action essentiel de ce programme.il s'agit de :

- ✓ Mise en place du système national d'alerte précoce ;
- ✓ Organisation des campagnes de sensibilisation nutritionnelle ;
- ✓ Renforcement des mécanismes de coordination des réponses humanitaires ;
- ✓ Formation des communautés sur les mesures de préventions et réponses aux crises.

2.3.3. Objectifs et Indicateurs de performance du Programme

2.3.3.1. Objectifs du Programme

Objectifs 1 : Garantir la sécurité alimentaire de la population ;

2.3.3.2. Cadre de Performance

Le Programme Sécurité alimentaire comprend la principale action suivante : Lutte contre l'insécurité alimentaire

Tableau 2 : Cadre de performance

Programmes et Actions	Objectifs stratégiques/ Opérationnels	Indicateurs de performance de programme et actions	Unité	Références		Réalisations			Estimation	Cibles prévues			Structures responsables
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
SECURITE ALIMENTAIRE	Garantir la sécurité alimentaire de la population	Pourcentage des ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable SCA	%	2012	38	40	40	42	42	50	60	65	PUAA
Action : Lutte contre l'insécurité alimentaire	Renforcer la prévention et la réponse aux crises et urgences alimentaires	Nombre de province couverte par le système national d'alerte précoce sur les risques d'insécurité alimentaire	Nbre	2026	1	0	0	0	1	2	5	6	PUAA
		Taux d'assistance des ménages agricoles affectés par une crise alimentaire	%	2026	ND	ND	ND	ND	ND	≥ 70	≥ 70	≥ 70	PUAA

2.3.4. Évolution des crédits du Programme

2.3.4.1. Évolution des crédits du Programme par Titre

Tableau 3 **Évolution des crédits du Programme par Titre**

Titres	**Réalisations LFR 2025**		**Exercice en cours LFR 2026 en CDF**		**Projections**		
I. Dépenses Courantes	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**	**2028**	**2029**
Titre III: Dépenses de personnel	9042489106		500 633 782		500 633 783	7728109654	7728109654
Titre IV: Biens et matériels	16860300975		475 958 012		475 958 012	10619407947	10619407947
Titre V: Dépenses de prestations	31037284507		849 522 085		849 522 085	23417762915	23417762915
Titre VI: Transferts et Interventions	222510625284		238 161 736		238 161 736	165912368598	165912368598
II. Dépenses en Capital	**1544207212632**					**835619166916**	**835619166916**
Titre VII : Equipements	176430401471					53755737453	53755737453
Financement Intérieur	1516407917539					48605418384	48605418384
Financement Extérieur	27799295093					787013748532	787013748532
Titre VIII: Construction, Réfection, Réhabilitation, Addiction d'ouvrage et édifices, acquisition immobilière	203221430711					65715222931	65715222931
Financement Intérieur	1516407917539					48605418384	48605418384
Financement Extérieur	27799295093					787013748532	787013748532
TOTAL			**2 064 275 615**		**2 064 275 615**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2. **Évolution des Crédits du Programme par Rubriques**

Tableau 4 : Évolution des Crédits du Programme par Titre

Rubriques	**Réalisations LFR 2025**		**Exercice en cours LFR 2026 en CDF**		**Projections**
AGRICULTURE	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	**2027**
Contrepartie des projets					
Fonctionnement du Ministère	1 826 113 879		1 826 113 879		1 826 113 879
Fonds de Péréquation					
Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques			238 161 736		238 161 736
Interventions sur Ressources Extérieures	238 161 736				
Interventions sur Ressources Propres					
Interventions sur Transfert aux Provinces et ETDs					
Rémunération					
Subventions aux Organismes Auxiliaires					
TOTAL			**2 064 275 615**		**2 064 275 615**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.3 Évolution des crédits par actions du Programme

Tableau 5 : **Évolution des crédits du Programme par Titre**

Rubriques	**Réalisations LFR 2025**		**Exercice en cours LFR 2026 en CDF**		**Prévisions 2027**
	Crédits votés	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution fin Juin**	
Actions 1: Lutte contre l'insécurité alimentaire			**2 064 275 615**		**2 064 275 615**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

21. Ministère de Développement Rural

Section 45

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE DU EVELOPPEMENT RURAL

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1 Mission

L'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères ordonne au Ministère du Développement Rural les attributions suivantes :

- Elaboration et suivi des projets de développement dans les campagnes, milieux ruraux et péri urbains ;
- Organisation et encadrement des paysans dans des coopératives et associations en milieu rural, en collaboration avec le ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions ;
- Elaboration et conduite des politiques et stratégies de développement rural ;
- Réglementation de l'activité de forages manuels et mécaniques ;
- Organisation et encadrement de la population rurale pour l'accroissement de la production agricole, en collaboration avec le ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions ;
- Aménagement et équipement de l'espace rural en collaboration avec les Ministères concernés ;
- Coordination et intégration des programmes de développement en milieu rural ;
- Promotion du bien-être social des populations rurales par la sensibilisation et l'animation rurales ;
- Promotion et soutien de la pêche en milieu rural en collaboration avec le Ministère ayant la Pêche et l'Elevage dans ses attributions ;
- Aménagement, construction, réhabilitation, entretien des infrastructures socio - économiques de base en milieu rural et péri urbain dont :
    - Voies de desserte agricole et cours d'eau ;
    - Sources d'eau, adduction gravitaire et forage des puits ;
- Electrification rurale, en collaboration avec les Ministères ayant les Travaux Publics ainsi que l'Electricité dans leurs attributions

I.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère du Développement Rural est organisé comme suit :

- Le Cabinet du Ministre du Développement Rural ;
- L'Administration du Développement Rural au niveau central :
    - Le Secrétariat Général : la Cellule Technique d'Appui, la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics et Cellule Inspection ;
    - **Les Directions normatives** :

- ***Des Structures Standards*** **:** Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction Administrative et Financière (DAF), Direction d'Études et Planification (DEP), Direction des Archives, Nouvelles Technologies d'Information et de la Communication (DANTIC) ;

- ***Directions Métiers*** : Direction Infrastructures et Aménagement de l'espace en milieu Rural (DIAR), Direction de l'Économie rurale (DER), Direction Organisation et Encadrement des Paysans (DOEP), Direction d'Animation et Vulgarisation Rurales (DAVRU).

- **Les Services spécialisés** : Service National Promotion des Technologies appropries en milieu rural (SENATAR), Service National Energies Renouvelables en Milieu rural (SENER), Service National de l'Habitat Rural (SENHARU), Service National de Développement Rural Intégré (SENDRI), Service National Promotion Emploi des Jeunes en milieux rural et Péri-urbain (SENEPJER), Service National Coopératives et Organisation du Monde Rural (SENACOM), Service National d'Appui aux Activités Génératrice des Revenues du Paysan (SENAGERP), Service National Informations Rurales (SNIR)
- **Les Opérateurs** : Office des Voies de Dessertes Agricoles (OVDA), Office National d'Hydraulique Rurale (ONHR) et Agence Nationale d'Implantation et de Coordination des Centres de Développement Intégré (AN-CDI).
- **Le Programme et Projets** : PAMOVI (Programme d'Action pour la Modernisation des Villages), PRISE (Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Économique dans les Régions centres) et PROADER (Projet d'Action pour l'Economie Rural Intégré).
- **Niveau Provincial :** Ministères provinciaux en charge du Développement Rural et Inspections Provinciales et autres services y rattachés.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités Nationales

Dans le cadre des orientations actuelles de la politique gouvernementale, le Ministère du Développement Rural concentre son action sur la mise en œuvre de la vision du Chef de l'État, qui place l'homme au centre de l'action publique. Cette vision s'articule autour de la lutte contre les inégalités et les disparités sous toutes leurs formes qu'elles soient : économiques, sociales, géographiques ou spatiales aussi bien en milieu urbain, périurbain et rural.

Conformément aux lignes directrices du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028, le Ministère est rattaché au domaine de concentration « Développement durable et équilibré » des entités territoriales décentralisées. À ce titre, il porte des interventions majeures liées à la résilience climatique, à l'atténuation des effets du changement climatique et à la promotion d'un développement durable et harmonieux à la base.

Cette orientation est en parfaite cohérence avec les piliers III et IV du Programme d'Action du Gouvernement « PAG » :

- Pilier III : Aménagement du territoire national pour une connectivité maximale ;
- Pilier IV : Garantie d'un accès équitable aux services sociaux de base (eau, électricité, habitat, éducation et santé en milieu rural et périurbain…)

I.2.2. Politiques sectorielles

Créé par l'Ordonnance présidentielle n°77/342 du 2 décembre 1977, le Ministère du Développement Rural avait à l'origine trois directions techniques : Génie Rural, Économie Rurale et Promotion Rurale. Depuis sa création, il a connu plusieurs restructurations, notamment des fusions et des scissions successives, avant d'établir de manière définitive son autonomie institutionnelle à partir de 2014.

À ce jour, le nouveau cadre organique du Secrétariat Général tel que revisité et validé en mars 2023 par le Vice-Premier Ministre chargé de la Fonction Publique comprend 19 directions et services.

Le Gouvernement vient d'adopter depuis décembre 2025 en conseil des Ministres le document des Politiques

Nationales du Développement Rural « PNDR » qui fixe les grandes orientations stratégiques intégrant les dimensions d'intersectorialité et de transversalité avec d'autres Ministères intervenant en milieu rural. Cette stratégie est centrée sur la revalorisation de l'homme, en particulier du paysan, comme acteur principal du développement. Elle vise à renforcer les liens entre les zones de production situées en milieu rural et périurbain ainsi que les centres de consommation, notamment par :

- La Coordination et le pilotage ;
- L'aménagement spatial par la réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base (voies des dessertes agricoles, dessertes en eau potable et irrigations, fournitures en énergie propre non polluante) ;
- L'organisation des producteurs en coopératives paysannes ;
- L'amélioration des infrastructures (marchés, entrepôt de conservation et de transformation des produits agricoles…).

Dans un contexte où l'investissement en milieu rural est crucial pour une décentralisation réussie, la mise en œuvre de stratégies sectorielles contribue pleinement à l'instauration d'une gouvernance territorialisée et d'une gestion axée sur les résultats, conformément aux réformes des finances publiques et aux engagements contenus dans le Plan National Stratégique de Développement « PNSD » et du Programme d'Actions du Gouvernement « PAG » 2024–2028.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTÈRE

Tableau n°1 : Maquette Programmatique

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs/spécialisés	Opérateurs
45	DEVELOPPEMENT RURAL						
		084	Administration Générale			Cabinet du Ministre, SG, DRH, DEP, DAF, DANTIC, CTA, CGPMP et CI	
				0841	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre et Secrétariat Général (CTA, CGPMP et CCI)	
				0842	Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et Financière (DAF)	
				0843	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etude et Planification (DEP)	
				0844	Gestion des ressources humaines	Direction des Ressources Humaines (DRH)	
				0845	Gestion du système d'information et de la communication	Direction Archive et, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC)	
		085	Infrastructures Rurales			Direction Infrastructures et Aménagement de l'espace en milieu Rural (DIAR), Service National Energies Renouvelables en Milieu rural (SENER), Service National Habitat Rural (SENHARU)	Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA) Office National d'Hydraulique Rurale (ONHR),
				0851	Construction, Aménagement et suivi des routes de desserte agricole et des voies navigables	Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA),	Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA),
				0852	Desserte en Eau potable en milieu rural	Office National d'Hydraulique Rurale (ONHR)	Office National d'Hydraulique Rurale (ONHR)
				0853	Couverture en Energie Electrique en Milieu Rural	Service National Energies Nouvelles en Milieu rural (SENER)	
				0854	Amélioration de l'Habitat Rural	Service National d'Habitat Rural (SENHARU)	

		180	Monde Rural			Direction Economie Rurale (DER); Service National Coopératives et Organisation du Monde rural (SENACOM); Service National Promotion Emploi des Jeunes en milieux rural et Péri-urbain (SENEPJER); Service National De Développement Intégré (SENDRI) ; Service National Promotion des Technologies appropries en milieu rural (SENATAR); Direction d'Animation Et Vulgarisation En Milieu Rural (DAVRU); Service National d'Appui aux Activités Génératrice des Revenues du Paysan (SENAGERP); Direction Organisation et Encadrement des Paysannes (DOEP)	Agence Nationale d'Implantation et de Coordination des Centres de Développement Intégré (AN-CDI)
				1801	Organisation du monde rural	Direction Organisation et Encadrement des Paysannes (DOEP), Service National Promotion Emploi des Jeunes en milieux rural et Péri-urbain (SENEPJER), Service National de Développement Intégré (SENDRI),	AN-CDI
				1802	Financement du secteur rural	Direction de l'Economie Rurale (DER), Service National d'Appui aux Activités Génératrice des Revenues du Paysan (SENAGERP) ; Service National Coopératives et Organisation du Monde rural (SENACOM)	AN-CDI
				1803	Promotion des technologies Alternatives	Service National Promotion des Technologies appropries en milieu rural (SENATAR), Service National d'Information Rurale (SNIR)Direction d'Animation Et Vulgarisation En Milieu Rural (DAVRU),	AN-CDI

Source : DEP&DAF/Canevas-type PAP 2027, Nouveau cadre et structure organique 2024.

I.4. PERFORMANCES ANTÉRIEURES ET PERSPECTIVES

1. Performances antérieures

La performance antérieure du Ministère du Développement Rural se présente comme suit :

- Acquisition d'équipements agro sylvo- pastoraux pour le compte du projet PROADER avec source de financement sur les investissements extérieurs « BAD » ;
- Réhabilitation de quelques forages et réfection d'ouvrages hydrauliques et hydro-électriques dans le compte de Projet PRISE avec source de financement sur les investissements extérieurs « BAD » ;
- Acquisition d'équipements de construction des routes de desserte agricole pour le compte de OVDA, Projet PDL 145 Territoires
- Construction de 5 ouvrages hydrauliques sur les 20 prévus, soit 20% de taux d'exécution pour le compte de ONHR, Projet PDL 145 Territoires. Contreperformance
- Construction de 20 lignes électriques contre 500 prévus dans les 26 provinces pour le compte de SENEN, soit 4% de taux d'exécution. Projet PDL 145 Territoires, une contreperformance.
- Réhabilitation et entretien de 132 forages sur 700 prévus dans les 45 territoires, soit 19% de taux d'exécution pour le compte de ONHR, Projet PDL 145 Territoires
- Réhabilitation de 14 Km des routes de desserte agricole sur 12 203 km prévus l'an conformément au PNSD 2024-2025 pour le compte de OVDA, soit 0.1% de taux, PDL 145 Territoires

  La performance du Ministère du Développement rural entre 2023 et 2025 s'est révélée préoccupante, avec des taux d'exécution très faibles oscillant autour de 5**,1 %** en 2023, contre **3,5 %** en 2024 et **16,9%** en 2025, soit une moyenne triennale de **8,4 %**. Au cours de l'année 2025 les performances de tous les investissements sur ressources (Extérieures, Propres et Transferts aux ETD…) représente un crédit voté de 646 618 164 201 CDF contre 41 904 965 421 CDF, soit un taux d'exécution de 6,5%.

Bref, le Ministère du Développement Rural est confronté aux difficultés financières liées notamment au non décaissement de la dotation initiale des offices et services concernés au programme d'infrastructure.

2. Perspectives

Dans le but de se conformer aux prescrits du Plan Stratégique National de Développement ainsi que le Programme d'Action du Gouvernement, le Ministère du Développement rural compte poursuivre ses activités de développement à la base. Pour ce faire, il ambitionne d'atteindre dans les dix prochaines années *une meilleure connectivité entre les bassins de production et les centres de consommation* par la réhabilitation annuelle de 12 300 Kilomètres de routes de desserte agricole sur un réseau de 87.000 Kilomètres pour la période allant de 2024-2028. Il s'agit d'améliorer la mobilité des personnes, des biens et services ainsi que d'assurer la fluidité des échanges entre les villages et les villes. Le MINIDER ambitionne de faire passer le taux moyen de desserte en eau potable de **14 %** à **20 %** d'ici les cinq prochaines années.

En outre, en matière *d'électrification en milieu rural*, le MINIDER ambitionne d'accroitre le taux de desserte en électricité de **1,5%** à **7 %** ; ce qui explique les efforts à déployer dans les cinq années à venir par la promotion des énergies nouvelles et renouvelables.

En matière de l'Habitat, le MINIDER compte poursuivre ses efforts de modernisation de l'habitat rural en accompagnant les populations dans l'élaboration *des études de faisabilité* permettant de définir un *modèle type* d'habitat rural propre à chaque contexte bio-socio écologique spécifique.

En définitive conformément à la vision du Chef de l'Etat qui vise de mettre l'Homme au centre de l'Action de développement, le Ministère du développement rural compte poursuivre avec la réforme de la gouvernance du secteur en lui dotant des outils de gestion, notamment la vulgarisation de son document de politiques et son plan directeur ainsi que l'élaboration du document de stratégies sectorielles.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DU MINISTÈRE

I.5.1. Objectifs

Objectif 1 *: Poursuivre la réforme de la gouvernance à travers l'accompagnement des services du ministère pour l'amélioration des conditions du cadres de vie des populations vivant en milieu rural ;*

Objectif 2 *: Promouvoir la connectivité entre les milieux ruraux et urbains, desservir l'eau, électricité et améliorer l'habitat en vue de la relance de la production économique en milieu rural et péri-urbain ;*

Objectif 3 *: Organiser, capaciter et structurer l'Homme et les activités en milieu rural.*

I.5.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau n°2 : Présentation des Indicateurs de Performance du MINIDER

Objectif 1 : Poursuivre la réforme de la gouvernance à travers l'accompagnement des services du ministère pour l'amélioration des conditions du cadres de vie des populations vivant en milieu rural ;									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**En cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	*Nombre des Documents de réforme produit (Gestion des ressources humaines, planification et suivi évaluation gestion administrative et financière, ainsi que la gestion d'archivages)*	Nombre	0	0	0	8	5	10	15
Source : SG/DEP/DRH/DAF									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : *le nombre des documents produits sera comparé au nombre des documents prévus*									
2	*Nombre des Cadres et Agents renforcés en capacité*	Nombre	0	0	20	12	100	150	200
Source : DRH et Autres services bénéficiaires									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : *on procèdera au dénombrement des cadres formés au niveau central et en provinces tenant compte du genre*									
3	*Nombre de mécanisme de suivi évaluation (sites connectés dans le SIG SGBD du MINIDER disponible et fonctionnel)*	Nombre	0	0	0	0	26	72	145
Source : DANTIC/DEP/DAF									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : *dans le cadre de la digitalisation de son administration, le MINIDER se propose de mettre en place un SIG SGBD de suivi évaluation du MINIDER, à raison d'un système au niveau central, dans les 26 Provinces et dans 145 territoires d'une manière progressive*.									
Objectif 2 : Promouvoir la connectivité entre les milieux ruraux et urbains, desservir l'eau, électricité et améliorer l'habitat en vue de la relance de la production économique en milieu rural et péri-urbain ;									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			En cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.	*Nombre de Kilomètres de routes de dessertes agricoles réhabilités*	Nombre	0	0	5	0	40	60	80
Source : OVDA									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : *il s'agit de procéder au dénombrement des infrastructures socio-économique de base (centre de santé, écoles, centre multifonctionnel genre (Ex foyers sociaux) en milieu rural et péri-urbain par rapport à ce qui était prévu).*									
2	*Nombre d'infrastructures socio-économiques de base électrifiés en milieu rural et péri-urbain*	Nombre	0	0	1	0	40	60	80

Source : SENEN/GENIE RURAL									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : *il s'agit de procéder au dénombrement des infrastructures électrifiés.*									
3	*Nombre des sources d'eau aménagées et des forages construits en milieu rural*	Nombre	0	0	0	0	26	30	40
Source : ONHR									
Mode de calcul : comptage									
Commentaire : : *il s'agit de procéder au dénombrement des sources d'eau aménagées et des forages construits en milieu rural et péri-urbain par rapport à ce qui était prévu.*									
Objectif 3 : Organiser, capaciter et structurer l'Homme et les activités en milieu rural.									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			En cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.	*Nombre des organisations paysannes structurée*	Nombre	0	0	0	100	200	500	800
Source : SNCOOP									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : dénombrement des organisations paysannes regroupées en structure sur le nombre total prévu									
2.	*Nombre des Sociétés Coopératives enregistrées et immatriculées*	Nombre	0	0	0	0	500	800	1 000
Source : SNCOOP									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : dénombrement des sociétés coopératives enregistrées et immatriculées sur le nombre prévu									
3.	*Nombre des jeunes entrepreneurs formés et ayant accès aux financements en milieu rural*	Nombre	0	0	0	0	1 000	1 500	2 000
Source : SENEJER et SNCOOP									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : dénombrement des jeunes entrepreneurs formés et ayant accédés au financement sur le nombre prévu									

I.6. EVOLUTION DES CRÉDITS DU MINISTÈRE

I.6.1. Présentation des crédits par Programme

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévision 2027
			Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution En cours (T1)	
1	084	Administration Générale	875723577343.80	275101436931.68	180148095320	15501013633	82 624 308 981
2	085	Infrastructures Rurales	179044099493.00	9165269916.83	17921083440	363575559	691 081 261 995
3	180	Monde Rural	2764834610.00	109814214.00	7185312859	1587364774	214 914 603 846
TOTAL			**1 057 532 511 447**	**178 340 353 376**	**205254491619**	**8 253 783 562**	**988 620 174 822**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par titre 2025 -2027

Tableau 4 : Présentation des crédits par titre 2025 -2027

TITRE		REALISATIONS LFR 2025		EXECUTION EN COURS		Prévisions 2027
		Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution(T1)	
I. DEPENSES COURANTES		**103559625092.40**	**40776538593.94**	**92 373 793 366**	**8 253 783 562**	**98 416 819 421**
Titre III (*) : Dépenses de personnel		37173777420.40	31320432844.00	45 882 558 191	8 003 783 562	59124640308
Titre IV : Biens et matériels ;		11227906220.00	2122625580.98	8 981 625 476	250 000 000	8921294582
Titre V : Dépenses de prestations		22750131943.00	4001412666.96	20 957 126 112	0	13548392737
Titre VI : Transferts et interventions		32407809509.00	3332067502.00	16 552 483 587	0	16822491795
II. DEPENSES EN CAPITAL		**953972886354.40**	**243599982568.58**	**616 041 833 348**	**0**	**890 203 355 400**
Titre VII : Equipements ;	Fin. Intérieur	147093366575.40	0.00	55 443 765 001	0	516815579853
	Fin. Extérieur	463863748076.00	201823898285.43	129 368 785 003		0.00
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, … d'ouvrage et édifice	Fin. Intérieur	227672404955.00	6394327038.83	129 368 785 003	0	336082102778
	Fin. Extérieur	70343366748.00	35381757244.32	301 860 498 341	0	0.00
TOTAL		**1025124701937.80**	**274386521162.52**	**708 415 626 714**	**8 253 783 562**	**988 620 174 822**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des Crédits par Rubrique Budgétaire

Tableau 5 : Projections des crédits par rubrique 2027 – 2029

Rubriques	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE EN COURS**		**Projection**		
	Crédits votés	**Exécution**	**LFR 2026**	**Exécution**	**2 027**	**2 028**	**2029**
Contrepartie des Projets	2 360 027 500	0	1 251 521 093	0	1 331 618 443	1 424 831 734	1 524 569 955
Fonctionnement des Ministères	40 403 151 921	7983537679	28 576 555 021	250 000 000	28 605 131 576	29 177 234 208	29 760 778 892
Fonds de Péréquation	195 688 992 366	0.00	70 869 876 441		114428273638	238 140 325 301	298 142 874 707
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	28 800 000 000	1 977 396 752	16 552 483 587	0	15 124 848 638	15 427 345 611	14 913 310 342
Investissements sur Ressources Extérieures	534 207 114 824	237205655530	333 915 022 109	0	491 722 082 877	498 610 675 787	560 451 051 955
Investissements sur Ressources Propres	17 378 349 874	0	47 850 331 381	0	67 218 111 757	115 921 962 434	191 775 204 947
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	204 338 401 790	6394327038	162 155 082 324	0	178197595916	261 065 806 095	335 477 274 735
Rémunérations	31 021 281 312	33541286382	45 882 558 191	8 003 783 762	53 324 642 641	65 450 247 136	80 526 189 450
Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 335 191 859	297 317 780	1 362 196 567	0	1 362 196 567	1 415 693 875	1 265 093 730
Total	**1031462511446**	**28739952161**	**708 415 626 714**	**8 253 783 562**	**292 625 869 554**	**1 226 634 122 181**	**1 513 836 348 713**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs globaux et par programme pour l'Exercice 2025-2026

Tableau 6. Effectifs globaux et par programme

SECTION/GRADE	**Effectif salaire (1)**	**Total masse T3 2025 (2)**	**Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3) = (2/9) *12**	**Nouvelles actions 2026**	**Masse salariale (Base)**
				Effectif (4)	
SECTION : SEC-GEN	**8 716**	**6 940 485 879**	**29 713 447 715**	**8 639**	**6 829 027 734**
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	50	154 515 228	661 507 022	51	190 456 428
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	396	651 879 066	2 790 809 589	389	570 534 696
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	5263	3 844 494 249	16 458 959 913	5219	3 544 884 531
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	3007	2 289 597 336	9 802 171 191	2980	2 523 152 079

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

1. PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE

a. **Code et intitulé du programme : 084 ADMINISTRATION GENERALE**
b. **Responsable du programme : MONGOPASI SANDJA Pelé**

II.1. Périmètre du Programme

Le Programme Administration Générale a pour périmètre :

- Le Cabinet du Ministre du Développement Rural ;

- Le Secrétariat Général comprend la Cellule Technique d'Appui (CTA), la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics (CGPMP), la Cellule Inspection (CI), ainsi que les Directions normatives des structures standards, à savoir la Direction des Ressources Humaines (DRH), la Direction Administrative et Financière (DAF), la Direction d'Études et Planification (DEP) et la Direction des Archives, Nouvelles Technologies d'Information et Communication (DANTIC).

II.2. Stratégie du Programme

Pour parvenir à la réalisation des attributions et missions du ministère du développement rural, ce programme préconise les stratégies suivantes :

- Amélioration du pilotage et de la bonne gouvernance (gestion des procédures ; administratives, financières et techniques ainsi que la gestion de
- s ressources humaines du secteur) ;
- Amélioration de la coordination entre les acteurs du développement rural ;
- Renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- Optimisation de la gestion administrative et financière ;
- Développement d'un système de gestion et de pilotage efficace ;
- Mise en place de mécanismes de concertation intersectorielle ;
- Poursuite de la réforme dans le secteur de Développement Rural ;
- Collecte et Diffusion des données relatives à toutes interventions en milieu rural ;
- Renforcement des capacités techniques et opérationnelles en matière de coordination, du pilotage, de suivi et de planification stratégique.

Les objectifs choisis sont en lien avec les actions du Programme Administration notamment à ce qui concerne la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la planification, la programmation, le Suivi-évaluation ainsi que la gestion suivant les nouvelles technologies de l'information et de la Communication ainsi le Pilotage et contrôle du secteur.

Les résultats attendus sont l'amélioration de la gestion du Ministère dans les différents domaines que nous venons d'énumérés ci-haut. Ainsi, à la fin de l'exercice 2027, les résultats suivants sont attendus :

- ✓ Le Pilotage et la coordination des actions stratégiques du Ministère du Développement Rural sont améliorés ;
- ✓ La Gestion des ressources financières et matérielles est améliorée ;
- ✓ La Planification, la programmation et le suivi-évaluation ont renforcés dans les différentes directions, services spécialisés et office ;
- ✓ Les systèmes de gestion de d'information, de la communication et d'archivages sont mises en place

II.3.1 Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

Les objectifs du Programme Administration Générale sont :

- ***Objectif 1*** *: Poursuivre les réformes du secteur développement rural ;*
- ***Objectif 2*** *: Améliorer la gestion des ressources financières et matérielles du Ministère*
- ***Objectif 3 :*** *Renforcer la planification, la programmation et le Suivi-Evaluation dans le secteur*
- ***Objectif 4*** *: Renforcer la gestion des ressources humaines et les capacités managériales des cadres et agents du Ministère*
- ***Objectif 5 :*** *Numériser et archiver les données du Ministère au niveau national et provincial*

II.3.2. Cadre de performance du Programme Administration Générale

Tableau 1 : Cadre de performance du Programme Administration Générale

Programme et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	**Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère**	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère (indicateur d'activité)	Taux							65	75	80	Ministre
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	Taux	0	0	0	0	0	2	50	75	100	Ministre Secrétaire General Directeur de Cabinet Conseillers techniques
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières.	Taux d'exécution du budget (indicateur de moyens)	Taux	0	0	0	0	0	0	65	75	80	DAF CGPMP
		Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM) (indicateur d'activité).	Taux	0	0	0	0	0	0	65	75	80	
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé (indicateur de produit)	Taux	0	0	0	0	0	10	65	75	80	DEP
Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel formé par an (indicateur de produit)	Taux	0	0	0	0	0	5	65	75	80	DRH
Action 5 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Assurer la préservation des archives	Taux de dématérialisation des procédures (indicateur d'effet)	Taux	0	0	0	0	0	1	50	60	70	DANTIC

Source : DGPPB du Ministère du budget, Afritac-Centre et Minider

II.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.4.1. Evolution par Titre budgétaire

Tableau 2 Evolution par Titre budgétaire

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin mars	
Dépenses courantes	**103559625092.40**	**40776538593.94**	**102 242 907 633**	**983 095 170**	**55 437 826 292**
Titre III : Dépenses de personnel	37173777420.40	31320432844.00	2 294 521 006	733 095 170	59124640308
Titre IV : Biens et matériels ;	11227906220.00	2122625580.98	6 858 373 205	250 000 000	8921294582
Titre V : Dépenses de prestations ;	22750131943.00	4001412666.96	16 002 870 812	**0**	13548392737
Titre VI : Transferts et interventions	32407809509.00	3332067502.00	77 087 142 610	0	16822491795
Financement intérieur	*147093366575.40*	*0.00*	*77 087 142 610*	*0*	*0.00*
Financement extérieur	463863374807	201823898285.43	*0*	*0*	*0*
Dépenses en capital	**953972886354.40**	**243599982568.58**	**0**	**0**	**27 186 482 689**
Titre VII : Equipements	610957114651.40	201823898285.43	0	0	516815579853
Financement intérieur	147093366575.40	0.00	*0*	*0*	*0.00*
Financement extérieur	463863748076.00	201823898285.43	*0*	*0*	*0*
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	343015771703.00	41776084283.15	0	0	336082102778
Financement intérieur	272672404955.00	6394327038.83	*0*	*0*	*0.00*
Financement extérieur	70343366748.00	35381757244.32	*0*	*0*	***0***
Total	463863374807	w	**102 242 907 633**	**983 095 170**	**82 624 308 981**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.2. Evolution par Rubrique budgétaire

Tableau 3 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2025-2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		
	Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	Prévisions 2027
Contrepartie des Projets	2 360 027 500	0	1 251 521 093	0	1 331 618 443
Fonctionnement des Ministères	40 403 151 921	8 024 865 216	22 861 244 017	250 000 000	28605131576
Fonds de Péréquation	195 688 992 366		70 869 876 441	0	144428273638
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	39 384 941 634	10 067 264 118	4 965 745 076	0	15124848638
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	491722082877
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	67218111757
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	0	0	0	0	178197595916
Rémunérations	3 000 000 000	2 692 560 734	2 294 521 006	733 095 170	53324642641
Subvention de Fonctionnement pour les Services Spécialisés	0	0		0	1362196567
TOTAL	**280 837 113 421**	**20 784 690 068**	**102 242 907 633**	**983 095 170**	**292625869554**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.3. Présentation des crédits par action

Tableau 11 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
1	0841	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	280 837 113 421	20 784 690 068	102 242 907 633	250 000 000	69 647 489 540
2	0842	Gestion des ressources Financières et matérielles	0	0	0	733 095 170	4 838 433 916
3	0843	Planification, programmation et suivi-évaluation	0	0	0	0	2 403 174 605
4	0844	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	3 246 564 473
5	0845	Gestion du système d'information et de la communication	0	0	0	0	2 488 646 447
Total			**280 837 113 421**	**20 784 690 068**	**102 242 907 633**	**983 095 170**	**82 624 308 981**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II. 2. PROGRAMME : INFRASTRUCTURES RURALES

a. **Code et intitulé du programme : INFRASTRUCTURES RURALES**
b. **Pre-Responsable du programme : -**

II.2.1. Périmètre du programme

Le Périmètre du programme Infrastructures Rurales est constitué de :

1) Service National Energies Renouvelables en Milieu rural (SENER), Service National de l'Habitat Rural (SENHARU), Direction Infrastructures et Aménagement de l'espace en milieu Rural (DIAR) ;
2) Les Opérateurs et Établissements Publics rattachés au Ministère :

- Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA) opérateur du Programme infrastructures rurales ;
- Office National d'Hydraulique Rural (ONHR), opérateur du Programme Infrastructure rurales.

3) Le programme et projets du Ministère :

- PAMOVI : Programme d'Action pour la Modernisation des Villages ;
- PRISE II : Projet de Reconstruction des Infrastructures Socio-Économique ;
- PROADER : Projet d'Action pour l'Economie Rural Intégré.

II.2.2. La stratégie du programme

Ce programme a comme stratégies :

- Planification et priorisation des axes agricoles stratégiques ;
- Réhabilitation et construction de nouvelles infrastructures routières ;
- Renforcement de la gestion et de l'entretien des infrastructures routières ;
- Développement et modernisation des infrastructures hydrauliques ;
- Gestion durable des ressources en eau ;
- Implication des collectivités locales et des partenaires dans la gestion de l'eau ;
- Expansion du réseau électrique rural ;
- Promotion des énergies renouvelables et alternatives ;
- Facilitation de l'accès des ménages ruraux à l'électricité.

A la fin de l'exercice 2027, les résultats suivants sont attendus pour le programme opérationnel Infrastructures rurales :

- ✓ Les voies des dessertes agricoles en milieu rural et péri-urbain sont améliorées ;
- ✓ Le Taux de Desserte en Eau potable en milieu rural et péri-urbain est augmenté ;
- ✓ La desserte en Electricité en milieu rural et péri-urbain est également augmentée
- ✓ Habitat rural

II.2.3. Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

- ***Objectif 1*** *: Améliorer les voies des dessertes agricoles en milieu rural et péri-urbain ;*
- ***Objectif 2*** *: Augmenter le Taux de Desserte en Eau potable en milieu rural et péri-urbain ;*
- ***Objectif 3*** *: Améliorer la desserte en Electricité en milieu rural et péri-urbain ;*
- ***Objectif 4*** *: Améliorer l'Habitat rural*

II.2.3.2 Cadre de performance du programme Opérationnel 1 : Infrastructures Rurales

Tableau 13 : Cadre de performance du programme Opérationnel 1 : Infrastructures Rurales

Programme et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme opérationnel 1	**Objectif stratégique**												
Action 1 Construction, Aménagement et suivi des routes de desserte agricole et des voies navigables	Améliorer la connectivité des voies des dessertes agricoles entre les milieux rural et péri-urbain	Nombre de Kilomètres de routes de dessertes agricoles réhabilités	Km	0	0	0	95	54	100	1203	1450	1800	OVDA
		Nombre de Kilomètres des routes de desserte agricole entretenus	Km	0	0	13 326	8 025	0	0	5 000	6 000	7 500	
Action 2 : Desserte en Eau potable en milieu rural	Augmenter le Taux de Desserte en Eau potable en milieu rural et péri-urbain	Nombre des sources d'eau aménagées et	Nombre	0	0	0	0	0	0	26	30	40	ONHR
		Nombre des forages construits en milieu rural	Nombre	0	0	0	0	0	0	10	15	20	
Action 3 : Couverture en Energie Electrique	Améliorer la desserte en Electricité dans le milieu rural	Le taux de l'électrification par énergie solaire en milieu rural	Taux	0	0	1	0	0	0	10	26	40	SENEN
Action 4 : Amélioration de l'habitat rural	Améliorer l'habitat rural	Nombre de model type d'habitat instauré en milieu rural	Nombre	0	0	0	0	0	0	5	10	20	SENHARU

Source : OVDA, ONHR, SENEN et SENARHU

II.2.4. PRÉSENTATION DES ACTIONS DU PROGRAMME

Tableau n°14

Code Action	Actions Programme 085	Périmètres	Opérateurs
0851	Construction, Aménagement et suivi des routes de desserte agricole et des voies navigables		Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA)
0852	Desserte en Eau potable en milieu rural		Office National d'Hydraulique Rural (ONHR)
0853	Couverture en Energie Electrique	Service National Energies Renouvelables en Milieu rural (SENER)	
0854	Amélioration de l'habitat rural	Service National de l'Habitat Rural (SENHARU) ;	

Source : OVDA, ONHR, SENEN et SENARHU

II.2.5. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.2.5.1. Evolution par Titre budgétaire

Tableau 15 : Ventilation des crédits du programme par titre 2025-2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
Dépenses courantes	**103559625092.40**	**40776538593.94**	**5 221 387 962**	**1 168 721 613**	**73 898 533 618**
Titre III : Dépenses de personnel	37173777420.40	31320432844.00	5 221 387 962	1 168 721 613	7 783 994 392
Titre IV : Biens et matériels ;	11227906220.00	2122625580.98	0	0	0
Titre V : Dépenses de prestations ;	22750131943.00	4001412666.96	0	0	299 683 245
Titre VI : Transferts et interventions	32407809509.00	3332067502.00	0	0	65 814 855 981
Financement intérieur	147093366575.40	0.00	*0*	*0*	*65 814 855 981*
Financement extérieur	953972886354.40	243599982568058	*0*	*0*	0
Dépenses en capital	**953972886354.40**	**243599982568.58**	**462 332 370 442**	**0**	**617 182 728 377**
Titre VII : Equipements	610957114651.40	201823898285.43	138 699 711 133	0	387 988 778 163
Financement intérieur	272672404955.00	6394327038.83	*53 551 380 495*	*0*	*0*
Financement extérieur	70343366748.00	35381757244.32	*85 148 330 638*	*0*	*387 988 778 163*
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	343015771703.00	41776084283.15	323 632 659 309	0	229 193 950 214
Financement intérieur	272672404955.00	6394327038.83	*124 953 221 154*	*0*	*229 193 950 214*
Financement extérieur	70343366748.00	35381757244.32	*198 679 438 155*	*0*	*0*
Total	2262158389467	4 912 776 189 954	**467 553 758 404**	**1 168 721 613**	**691 081 261 995**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5.2. Evolution par Rubrique budgétaire

Tableau 16 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2025-2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
Contrepartie des Projets	0	0	0	0	1331618443
Fonctionnement des Ministères	2360027500.40	0.00	0	0	28605131576
Fonds de Péréquation	195688992366.00	0.00	0	0	114428273638
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	28800000000.00	1954396752.00	0	0	15124848638
Investissements sur Ressources Extérieures	534207114824.00	237205655529.75	283 827 768 793	0	491722082877
Investissements sur Ressources Propres	17 378 349 874	0	40 672 781 674	0	67218111757
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	840172043390.00	6394327038.83	137 831 819 975	0	178197595916
Rémunérations	31021281312.00	30541286382.00	5 221 387 962	1 168 721 613	53324642641
Subventions aux Organismes Auxiliaires	3335191859.00	297317780.00		0	1362196567
TOTAL	1 652963001125	276392983483	**467 553 758 404**	**1 168 721 613**	**292625869554**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5.3. Présentation des crédits par action

Tableau 17 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
1	**0851**	Construction, Aménagement et suivi des routes de desserte agricole et des voies navigables	316 836 698 623	79 110 407 125	280 532 255 043	265 810 869	268 172 369 169
2	**0852**	Desserte en Eau potable en milieu rural	158 418 349 312	39 555 203 562	140 266 127 521	352 120 450	227 200 375 582
3	**0853**	Couverture en Energie Electrique en Milieu Rural	52 806 116 437	13 185 067 854	46 755 375 840	253 451 032	87 170 757 746
4	**0854**	Amélioration de l'Habitat Rural	0	0	0	297 339 262	108 537 759 500
Total			**528 061 154 372**	**131 850 678 541**	**467 553 758 404**	**1 168 721 613**	**691 081 261 995**

Source : Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5.4. Ventilation des effectifs globaux et par programme pour l'Exercice 2025-2026

Tableau 18 : Effectif global du programme

SECTION/GRADE	Effectif salaire (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3) = (2/9) *12	Nouvelles actions 2026	Masse salariale (Base)
				Effectif (4)	
SECTION : PGM 085	**1016**	**851 731 504**	**3 646 413 229**	**959**	**777 136 337**
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	6	18 541 827	79 380 843	3	11 203 309
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	90	148 154 333	634 274 907	100	146 667 017
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	500	365 237 911	1 563 648 101	630	427 912 867
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	420	319 797 433	1 369 109 378	226	191 353 144

Source : Listing DRH et ESB 2025-2026(Mars)

Tableaux de 2 opérateurs du Programme (Ressources et dépense réalisé des années n-2, n-1 et les prévisions pour les années courantes et les années n+1 à n+3)

Tableau 19 **: Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA)**

OVDA	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Réalisation		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES	**10 838 239 583**	**3 439 927 606 102**	**265 810 869**	**4 455 465 399 915**	**4 963 234 296 822**	
Dépenses de personnel	853 537 884	23 064 420 000	265 810 869	29 873 513 936	33 278 060 904	
Dépenses fonctionnement	1 908 390 292	309 598 225 541	0	400 998 026 623	446 697 927 164	
Dépenses d'investissement	8 076 311 407	3 107 264 960 561	0	4 024 593 859 356	4 483 258 308 754	
RECETTES	**10 838 239 583**	**3 439 927 606 102**	**0**	**4 455 465 399 915**	**4 963 234 296 822**	
Subvention de l'Etat	-	3 439 927 606 102	0	4 455 465 399 915	4 963 234 296 822	
Autres ressources	10 838 239 583	0	0	0	0	
EXCEDENT/DEFICIT	**0**	**0**		**0**	**0**	

Source : OVDA

Commentaire : Depuis la mutation de la Direction des Voies de Desserte Agricole à l'Office des Voies de Desserte Agricole jusqu'à nos jour, l'Office n'a guère reçu sa dotation initiale, la rémunération de son personnel et moins encore le frais relatif au Budget d'Investissement.

L'enveloppe figurant dans le tableau ci-haut, pendant les années de réalisations constituent les anciennes dotations de l'ex. DVDA avant sa transformation à l'OVDA.

De ce qui précède, nous suggérons à l'Etat Congolais le financement nécessaire, consistant et régulier capable de répondre à la mission de l'OVDA à fin d'atteindre son objectif global, celui de désenclaver l'arrière-pays.

Tableau 20 : **Office National d'Hydraulique Rural (ONHR)**

ONHR	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Réalisation		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES		**1 087 318 977**	**453 049 574**	**69 582 614 702**	**88 174 855 059**	**111 144 767 523.9**
Dépenses de personnel	ND	1 087 318 977	453 049 573.75	20 941 813 510	24 941 813 510	28 941 813 509
Dépenses fonctionnement	ND	0	0	7 456 005 968	9 692 807 758	12 600 650 086
Dépenses d'investissement	ND	0	0	41184 795 224	53 540 233 791	69 602 303 929
RECETTES		**1 087 318 977**	**453 049 574**	**67 405 135 103**	**85 344 131 581**	**1 074 648 270 023**
Subvention de l'Etat	ND	1 087 318 977	453 049 573.75	67 405 135 103	85 344 131 581.22	107464827003
Autres ressources	ND	0	0	2 177 479 598	2 830 723 478	3 679 940 521
EXCEDENT/DEFICIT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Source : ONHR

II.3. PROGRAMME : MONDE RURAL

a. Code et intitulé du programme **: 180 MONDE RURAL**
b. Pre-Responsable du programme **: -**

II.3.1. Périmètre du programme :

Le Périmètre du programme Infrastructures Rurales est constitué de :

1) Direction Economie Rurale (DER); Service National Coopératives et Organisation du Monde rural (SENACOM); Service National Promotion Emploi des Jeunes en milieux rural et Péri-urbain (SENEPJER); Service National De Développement Intégré (SENDRI) ; Service National Promotion des Technologies appropries en milieu rural (SENATAR); Direction d'Animation Et Vulgarisation En Milieu Rural (DAVRU); Service National d'Appui aux Activités Génératrice des Revenues du Paysan (SENAGERP); Direction Organisation et Encadrement des Paysannes (DOEP);

2) L'Opérateur et Établissement Public rattaché au Ministère :
Agence Nationale d'Implantation et de Coordination des Centres de Développement Intégré (AN-CDI)

II.3.2. Stratégie du programme

- Développement et structuration des chaînes de valeur agricoles ;
- Gestion durable des ressources naturelles et agricoles ;
- Facilitation de l'accès aux intrants et aux équipements modernes ;
- Mise en place de programmes de formation professionnelle en milieu rural ;
- Soutien à l'auto-entrepreneuriat rural ;
- Développement de réseaux d'information et de sensibilisation ;
- Renforcement des capacités des organisations paysannes dans la gestion financière ;
- Facilitation de l'accès aux financements pour les organisations paysannes ;
- Création d'un cadre de dialogue entre les organisations paysannes et les institutions financières.

Les objectifs choisis pour l'exercice 2027 ont été tirés sur base des priorités du Ministère car il y a bcp à faire vu que ce dernier ne bénéficie pas de budget investissement depuis une décennie, d'où il faut commencer par quelque part.

Les résultats attendus pour ce programme Monde rural sont :

- ✓ Les dynamiques communautaires et les sociétés coopératives sont créées et accompagnées ;
- ✓ Les paysans et les sociétés coopératives ont l'accès aux crédits agricoles ;
- ✓ Les technologies alternatives sont promues dans les milieux ruraux et péri-urbains

II.3.3. Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

- *Objectif 1 : Structurer les populations paysannes en structure dynamique communautaire et en Sociétés Coopératives ;*
- *Objectif 2 : Faciliter les paysans et les Coopératives à l'accès aux crédits agricoles ;*
- *Objectif 3 : Promouvoir les technologies alternatives dans les milieux ruraux et péri-urbains*

Tableau 21 : Cadre de performance du programme Opérationnel 2 : Monde Rural

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2024		2027	2028	2029	
Programme opérationnel 2	**Objectif stratégique**												
Action 1 : Organisation du monde rural	Assurer la structuration les populations paysannes en	Nombre des organisations paysannes structurée	Nombre	0	0	0	0	0	6	10	10	15	DOEP SENEPJER SENDRI
		Nombre des Sociétés Coopératives enregistrées et immatriculées	Nombre	0	0	0	0	0	20	250	300	350	
Action 2 : Financement du secteur rural.	Accompagner les paysans et les Coopératives multifonctionnelles à dans le processus d'accès aux crédits	Nombre des paysans coopératives accompagnées	Nombre	0	0	0	0	0	0	250	300	350	DER SENAGERP SENACOM
		Nombre des jeunes entrepreneurs formés et ayant accès aux financements en milieu rural	Nombre	0	0	0	0	0	0	1 450	2 500	4 000	
Action 3 : Promotion des technologies Alternatives	Promouvoir les technologies alternatives dans les milieux ruraux	Nombre des technologies promis par la sensibilisation et la Vulgarisation	Nombre	0	0	0	0	0	0	25	35	50	DAVRU SENATAR SNIR

Source : DEP

Commentaire : Ce programme regorge plusieurs services spécialisés, il est un grand programme d'où il faut allouer un montant colossal pour la mise en œuvre des activités à réaliser. En effet., l'administration du Développement rural est en pleine mutation du faite de la validation récente de son nouveau cadre organique qui doit être adapter à la nouvelle Maquette programmatique issue de la validation conjointe de la mission d'accompagnement d'Afritac-Centre du fond monétaire internationale.

II.3.4. PRÉSENTATION DES ACTIONS DU PROGRAMME

Tableau n°22

Code Action	Actions Programme 180	Périmètres	Opérateurs
1801	Organisation du monde rural	Direction Organisation et Encadrement des Paysannes (DOEP), Service National Promotion Emploi des Jeunes en milieux rural et Péri-urbain (SENEPJER), Service National Habitat Rural (SENHARU), Service National de Développement Intégré (SENDRI)	AN-CDI
1802	Financement du secteur rural.	Direction de l'Economie Rurale (DER), Service National d'Appui aux Activités Génératrice des Revenues du Paysan (SENAGERP); Service National Coopératives et Organisation du Monde rural (SENACOM)	AN-CDI
1803	Promotion des technologies Alternatives	Service National Promotion des Technologies appropries en milieu rural (SENATAR), Service National d'Information Rurale (SNIR), Direction d'Animation Et Vulgarisation En Milieu Rural (DAVRU)	AN-CDI

Source : DEP

II.3.5. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.3.5.1. Evolution par Titre budgétaire

Tableau 23 : Ventilation des crédits du programme par titre 2025-2027

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFI 2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
Dépenses courantes	**103559625092**	**40776538594**	**57 030 895 305**	**6 101 966 779**	**86222749422**
Titre III : Dépenses de personnel	37173777420	31320432844	38 366 649 223	6 101 966 779	59124640308
Titre IV : Biens et matériels ;	11227906220	2122625581	2 123 252 271	0	8921294582
Titre V : Dépenses de prestations ;	22750131943	4001412667	4 954 255 300	**0**	13548392737
Titre VI : Transferts et interventions	**32407809509**	3332067502	11 586 738 511	0	16822491795
Financement intérieur	***147093366575***	*0*	*11 586 738 511*	*0*	*0*
Financement extérieur	*463863748076*	*201823898285*	*0*	*0*	*0*
Dépenses en capital	**953972886354**	**243599982568**	**81 588 065 372**	**0**	**852897682641**
Titre VII : Equipements	610957114651	201823898285	24 476 419 612	0	516815579853
Financement intérieur	*147093366575*	*0.00*	*9 450 243 617*	*0*	*0*
Financement extérieur	*463863748076*	*201823898285*	*15 026 175 995*	*0*	*0*
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	343015771703	41776084283	57 111 645 760	0	336082102778
Financement intérieur	*272672404955*	*6394327039*	*22 050 568 439*	*0*	*0*
Financement extérieur	*70343366748*	*35381757244*	*35 061 077 321*	*0*	*0*
Total	1 657 261 719 877	486 200 419 447	**138 618 960 677**	**6 101 966 779**	**939120432063**

Source : Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5.2. Evolution par Rubrique budgétaire

Tableau 24 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2025-2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
Contrepartie des Projets	2360027500	0.00		0	1331618443
Fonctionnement des Ministères	40403151921	7983537680	5 715 311 004	0	28605131576
Fonds de Péréquation	195688992366	0.00		0	114428273638
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	28 800 000 000	1 954 396 752	11 586 738 511	0	15124848638
Investissements sur Ressources Extérieures	534207114824	237205655530	50 087 253 316	0	491722082877
Investissements sur Ressources Propres	17378349874	0.00	7 177 549 707	0	67218111757
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	204338401790	6394327039	24 323 262 349	0	178197595916
Rémunérations	31021281312	305412863822	38 366 649 223	974 973 153	53324642641
Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 335 191 859	297317780	1 362 196 567	0	1362196567
TOTAL	984 994 167 666	557293701851	**138 618 960 677**	**6 101 966 779**	**292625869554**

Source : LFR 2025, ESB 2025-2026 (fin mars) et CDMT CENTRAL 2027-2029

II.3.5.3. Présentation des crédits par action

Tableau 25 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
1	**1801**	Organisation du monde rural	126 323 522 878	5 655 096 649	83 171 376 406	1 342 432 691	85 965 841 538
2	**1802**	Financement du secteur rural.	37 928 372 199	11 310 193 297	55 447 584 271	2 684 865 383	70 921 819 269
3	**1803**	Promotion des technologies Alternatives	84 282 348 582	8 739 694 821	0	2 074 668 705	58 026 943 038
Total			**248 634 243 654**	**25 704 984 767**	**138 618 960 677**	**6 101 966 779**	**214 914 603 846**

Source : Nouvelle maquette Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.5.4. Ventilation des effectifs globaux et par programme pour l'Exercice 2025-2026

Tableau 26 : Effectif global du programme

SECTION/GRADE	Effectif salaire (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3) = (2/9) *12	Nouvelles actions 2026	Masse salariale (Base)
				Effectif (4)	
SECTION : PGM 180	**7426**	**5 732 005 455**	**24 539 729 260**	**7391**	**5 710 381 503**
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	40	123 612 182	529 205 618	44	164 315 350
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	146	240 339 252	1 028 934 849	125	183 333 771
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	4674	3 414 243 990	14 616 982 450	4491	3 050 407 440
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	2566	1 953 810 031	8 364 606 344	2731	2 312 324 942

Source : Listing DRH et ESB 2025-2026(Mars)

Tableau de l'opérateur du Programme (Ressources et dépense réalisé des années n-2, n-1 et les prévisions pour les années courantes et les années n+1 à n+3)

Tableau 27 : **Agence Nationale d'Implantation et de Coordination des Centres de Développement Intégré**

AN-CDI	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Réalisation		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES	**2 356 783 054**	**2 464 526 179**	**3 457 359 976**	**277 957 758 532**	**292 485 746 052**	**307 301 256 306**
Dépenses de personnel	2 356 783 054	2 464 526 179	3 457 359 976	29 826 450 240	30 218 267 553	30 577 176 326
Dépenses fonctionnement	0	0	0	35 591 453 292	36 059 002 984	36 487 283 410
Dépenses d'investissement	0	0	0	212 539 855 000	226 208 475 515	240 236 796 570
RECETTES		**1 954 396 752**	**719 457 376**	**278 216 126 156**	**295 574 740 888**	**321 501 809 477**
Subvention de l'Etat	0	1 954 396 752	719 457 376	133 007 931 032	137 880 370 204	140 229 521 772
Autres ressources	0	0	0	145 208 195 124	157 694 370 684	181 272 287 705
EXCEDENT/DEFICIT		**- 510 129 427**	**- 2 737 902 600**	**258 367 624**	**3 088 994 836**	**14 200 553 171**

Source : AN-CDI

Commentaire *:* ce tableau montre une progression significative du budget entre 2024 et 2029, traduisant la montée en puissance progressive de l'Agence. Sur la période 2024–2026, les dépenses concernent principalement le personnel, correspondant à la phase de structuration institutionnelle. À partir de 2027, l'augmentation importante des dépenses s'explique par le lancement effectif des investissements liés au déploiement des Centres de Développement Intégré (CDI), ainsi que par l'introduction des dépenses de fonctionnement. Les ressources prévues reposent essentiellement sur la subvention de l'État, complétée par d'autres financements attendus, notamment des partenaires techniques et financiers. L'évolution du solde budgétaire montre un déficit initial lié à la phase de démarrage, suivi d'une amélioration progressive à partir de 2027, traduisant une montée en régime des capacités financières de l'AN-CDI.

22. Ministère de l'Industrie

Section 46

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Maitre KALUMBA MWANA NGONGO, Ministre a.i de l'Industrie

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MUNISTERE

I.1.1. Mission ou Domaines d' intervention

Les attributions du ministère de l'Industrie telles que détaillées dans l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des ministères peuvent se résumer en ces termes :

- Industrialisation du pays et intégration industrielle ;
- Encadrement de l'installation et de l'implantation des Etablissements ;
- Promotion, encadrement technique et protection de l'industrie nationale ;
- Gestion de la propriété industrielle et lutte contre la contrefaçon ;
- Elaboration et surveillance des normes pour les biens présents ou consommés sur le territoire national ;
- Gestion de la métrologie légale et de la normalisation ;
- Inspection technique des établissements industriels ;
- Mise en valeur de l'espace national et promotion d'un environnement favorable aux affaires, en collaboration avec le ministère ayant l'économie dans ses attributions ;
- Elaboration des normes tant pour les biens consommés localement que ceux destinés à l'exportation ;
- Promotion des nouvelles technologies appliquées à l'industrie, en collaboration avec le Ministère ayant la recherche scientifique dans ses attributions ;
- Réalisation des études industrielles et production de statistiques industrielles ;
- Protection des marques, inventions et brevets tant nationaux qu'étrangers ;
- Elaboration et mise en œuvre du schéma directeur d'industrialisation, en collaboration avec les ministères concernés ;
- Promotion des zones industrielles, des zones économiques spéciales et des corridors de développement industriel ;
- Coopération en matière industrielle, de transfert de technologie et des procédés industriels.

Les principaux textes légaux et réglementaires qui régissent le secteur sont :

- Ordonnance n°22/003 du 7 janvier 2022 fixant les attributions des Ministères ;
- Loi n°082-001 du 7 janvier 1982 régissant la propriété industrielle ;
- Loi n°14/023 du 7 juillet 2014 fixant les règles relatives aux conditions et modalités de sauvetage de l'entreprise industrielle du Congo ;
- Décret n°12/021 du 18 juillet 2012 portant création d'une Zone Economique Spéciale sur le site de Maluku ;
- Décret n°15/007 du 14 avril 2015 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence des Zones Economiques Spéciales (AZES) ;
- Ordonnance n°75-271 du 22 août 1975 portant création d'un Comité National de Normalisation (CNN) ;
- Décret n°17/018 du 30 septembre 2017 portant interdiction de production, d'importation, de consommation et d'utilisation des sacs, sachets, films et autres emballages en plastiques ;
- Arrêté ministériel n°19/12/CAB/MIND/2015 du 23 décembre 2015 portant adoption des normes nationales et application de six (6) normes internationales sur les emballages en plastiques ainsi que quarante-huit (48) normes harmonisées COMESA relatives aux secteurs de l'agro-alimentaire, de l'électronique et de l'évaluation de la conformité et management qualité ;
- Arrêté interministériel n°001/CAB/MIN/PME/2012 et n°003/CAB/MIN/ECO & COM/2012 du 21 août 2012 portant interdiction de fabrication, d'importation et de commercialisation des emballages non biodégradables ;
- Arrêté ministériel n°029/10/CAB/MIN/IND/2018 du 28 octobre 2018 portant adoption et application en normes nationales d'une (1) norme sur les allumettes ainsi que quatre-vingt-dix-sept (97) normes harmonisées COMESA relative au secteur de l'agro-alimentaire, de l'électronique de la construction, du textile et cuir ;
- Arrêté ministériel n°037/01/CAB/MIND/2019 du 21 janvier 2019 portant réglementation de l'encadrement, de l'installation, de l'implantation et de la délocalisation des Etablissements industriels en République Démocratique du Congo ;
- Arrêté interministériel n°022/MIN/IND/2010 et n°014/CAB/MIN/COMPME/2010 du 20 août 2010 portant réglementation du marché de la mitraille ;
- Arrêté interministériel n°001/CAB/MIN/ECO/2007 et n°001/CAB/MIN/IND/2007 du 12 avril 2007 portant interdiction du commerce d'alcools, eaux de vie et liqueurs conditionnés dans le sachet ;
- Arrêté interministériel n°012/CAB/MIND/LMM/2015 et n°099/09/MIND/2015 du 29 juin 2015 portant création du Comité d'opérationnalisation de la Cimenterie de MAIKO « CIMAIKO » ex Cimenterie de la Province Orientale (CIPOR) ;
- L'Arrêté Ministériel n°051/CAB.VPMIN/FP-MA-ISP-JPL/2026 du 07 mai 2026 portant agrément provisoire du cadre et des Structures Organiques du Secrétariat Général de l'Industrie ;

- Autres arrêtés portant adoption des normes.

Politiques sectorielles
La mission du ministère est de contribuer à la consolidation de la croissance et de la stabilité macroéconomique par l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique industrielle dynamique et inclusive pour le développement des capacités de production et du taux d'utilisation des capacités installées à partir des matières premières locales.
En vue de bien mener cette mission, le Ministère de l'Industrie s'est doté d'un Document de la Politique et des Stratégies Industrielles, « DPSI ».
Le Ministère compte à travers sa politique soutenir les industries d'exportation (EI) et celles pouvant garantir la substitution des importations (SI) par des produits générés localement. Dans la quasi-totalité des segments d'activités de l'économie, le Ministère favorisera à travers cette politique l'élargissement de la chaine de création des valeurs. Cet élargissement débouchera sur une plus grande création d'emplois compte tenu des effets qu'il aura sur les interactions horizontales et verticales entre les secteurs et les unités de production.

I.1.2. Organisation du Ministère

Le ministère de l'Industrie est organisé comme suit :
Cabinet du Ministre ;
Secrétariat Général à l'Industrie ;
Organismes sous – tutelle ;
Projets ;
Divisions provinciales.

Le Cabinet du ministre de l'Industrie est composé du :
- Ministre de l'Industrie ;
- Directeur de Cabinet et son Adjoint ;
- Collège des conseillers ;
- Personnel d'appoint.
- Le Secrétariat Général à l'Industrie est composé de :
- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administratives et Financières (DAF) ;
- Direction des Etudes et Planification (DEP) ;
- Direction de l'Inspection (DI) ;
- Direction du Développement Industriel (DDI) ;
- Direction de la Métrologie Légale et Normalisation et (DMLN) ;
- Direction de la Propriété Industrielle (DPI) ;
- Direction Documentation, Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DDANTIC) ;
- Direction de la Promotion Industrielle (DPRI) ;
- Direction Partenariat et Intégration Industrielle (DPII) ;
- Cellule de Contrôle et de Passation des Marchés ;
- Direction de Partenariat et Intégration Industrielle
- Cellule de Communication et Vulgarisation.
- Les organismes sous tutelle du ministère de l'Industrie/ Section 46 sont :
- Bureau National d'Etudes et Planification Industrielle « BNEPI », Etablissement public ;
- Fonds de Promotion de l'Industrie « FPI », Etablissement public.
- Agence des Zones Economique Spéciales « AZES », Etablissement public.
- Direction Générale des Corridors de Développement Industriel (DGCDI), Etablissement public.
- Conseil Congolais batterie (CCB) ;
- Comité National de Normalisation (CNN) ;
- Centre d'Appui à la Technologie et l'Innovation (CATI) ;
- Conseil Congolais de Batterie (CCB), Etablissement public.
- Projet
- Opérationnalisation de la Cimenterie de MAIKO.
- Divisions provinciales.

I.2 Présentation stratégique du Ministère

La démarche de la vision du développement de la République Démocratique du Congo inscrite dans le Programme National Stratégique de Développement (PNSD) est de porter la RDC comme pays émergent en 2050.

La vision du ministère de l'Industrie consiste à doter le pays d'un tissu industriel dynamique, compétitif, responsable en matière d'environnement et de développement durable fondé sur l'élargissement de la chaine des valeurs pour plus d'emplois décents en vue de contribuer à l'éclosion d'une économie diversifiée et compétitive.

De cette vision, les objectifs principaux suivants ont été retenus :

- Faire du Congo un pool économique et industriel ;
- Développer un potentiel attractif des investissements.

De façon spécifique de 2026 à 2029, le Ministère compte à travers cette politique :

- Accroître le nombre d'entreprises industrielles de 575 à plus de 2.000 unités ;
- Atteindre au moins 1.000.000 d'emplois décents plus particulièrement ceux des jeunes et des femmes ;
- Former 80% d'Agents et Cadres du Ministère et les doter des moyens susceptibles d'améliorer leur rendement;
- Accroître la contribution de l'industrie manufacturière au PIB à 28% contre 19,7% en 2017 ;
- Conquérir au moins 60% de la part du marché local et atteindre au moins 15% du marché régional pour les exportations.

I.3. Présentation de la Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du ministère de l'Industrie

N°	CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action		LIBELLE ACTION	Périmètre	
								Services normatifs	Opérateurs
38	**46**	**INDUSTRIE**							
				Administration Générale de l'Industrie				Cabinet du Ministre, Secrétaire Général ; DRH ; DEP ; DANTIC ; CGPMP, DAF, DI	
					861		Pilotage de la stratégie Ministérielle de l'Industrie	Cabinet du Ministre	
					862		Coordination Administrative de l'Industrie	Secrétaire Général	
							Gestion des ressources Financières et matérielles	DAF	
							Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
							Gestion des ressources humaines	DRH	
							Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
				Développement du secteur de l'industrie					**CNN,AZES,DGCDI, CCB**
							Développement des unités de transformation industrielle	Direction de Développement Industriel	DGCDI, AZES
							Appui au PMI et intégration des filières prioritaires	Direction de Développement Industriel	CNN, CCB
							Gestion et promotion de la propriété industrielle	Direction de la Propriété Industrielle	AZES, DGCDI,
							Production des normes et audit de qualité dans les industries locales	Direction Métrologie légale et Normalisation	CATI
							Développement des Zones industrielles et corridors industriels	Direction de la Promotion Industrielle	CCB
				Développement des infrastructures industrielles					
							Aménagement et viabilisation des ZES	Direction de la Promotion Industrielle	
							Développement des infrastructures industrielles	Direction Partenariat et intégration industrielle	
							Création des Parcs Agro-Industriels	Direction de la Promotion Industrielle	

I.4 Performances antérieures et perspectives

1.4.1. Performances antérieures

Le ministère de l'Industrie a réalisé les performances ci-après :

L'opérationnalisation de la Zone Economique Spéciale Pilote de Maluku dont 03 entreprises y sont déjà installées : Sté SAPHIRE CERAMICS pour la production des carreaux ; Sté VARUN BAVERAGE Ltd pour la production de boissons sucrées PEPSI, UNIQUE PHARMA pour la production des produits pharmaceutiques.

La ZES Kin-malebo pour la transformation des bois.

La ZES de Miluna déjà identifiée.

La ZES Musompo dans la Province du Lualaba dont les travaux d'aménagement ont été lancés par le Ministre de tutelle pour la production des batteries électriques.

Identification des sites, Kalambambuyi, Songololo, Manono, Musienene et Banana.

Le ministère de l'Industrie a élaboré plusieurs normes dont le portefeuille est à 1255. Nous pouvons noter :

L'adoption de 1255 normes nationales congolaises sur l'agro-alimentaire et leur mise en application,

L'adoption des normes nationales congolaises pour la panification et la pâtisserie, farine panifiable de manioc.

L'adoption des normes nationale congolaise pour les produits cosmétiques et détergents, les lubrifiants et les produits pétroliers, les ciments, les peintures et vernis, l'électrotechnique, la technologie de l'information et la sécurité, l'assainissement, l'environnement, eaux usées et des forages, sur les fruits, légumes et produit dérivé, forages de mines et leur mise en application.

L'adoption de 3 normes bio-fortifiées en 2025.

I.4.2. Perspectives

Le Ministère compte réaliser :

- L'aménagement des ZES à travers les zones industrielles ;
- La relance de parc agro-industriel de Bukangalonzo et d'autres entreprises en difficultés conformément à la Loi sur le sauvetage des industries ;
- La création des parcs agro-industriels, notamment le parc de Mbanza-Ngungu ;
- Le développement des corridors du développement industriel notamment le processus d'opérationnalisation du projet de développement intégré Muanda – Manono -Kipushi ;
- L'installation d'un laboratoire de contrôle qualité et de métrologie.

Le Ministère projette :

- De ramener de 700 unités industrielles à plus de 1000 unités
- De conquérir le marché intérieur à plus 65% et accroitre à 15% l'exportation des produits manufacturés congolais
- À créer plus de 1.000.000 d'emplois

I.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Ministère

I.5.1. Objectifs

Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur.
Objectif 2 : Créer et gérer les espaces industriels productifs.
Objectif 3 : Appuyer les entreprises industrielles en difficulté

I.5.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur.									
Indicateurs	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	***Proportion des équipements acquis.***	%	N.D	N.D	10	30	60	80	100
Source : *Etats des lieux des Directions et divisions provinciales 2025*									
Mode de calcul : *nombres des équipements acquis sur nombre des besoins requis x 100*									
Commentaires : *l'acquisition de ses équipements permettra la célérité dans le traitement des dossiers et moderniser la gestion de la propriété industrielle et autres directions. Il sied de noter que les années antérieures n'ont pas de données* **réelles du fait d'absence des états de lieux pour ladite période.**									
2	***Proportion des agents et cadres formés.***	%	N.D	N.D	10	30	50	70	100
Source : Rapport d'activités du Secrétariat Général à l'Industrie/DSGRHF 2025									
Mode de calcul : *nombres des agents et cadres formés sur nombres des agents et cadres prévus X 100*									
Commentaires : cette formation permettra d'assurer l'efficacité, efficience et un rendement optimal.									
3	***Proportion des textes légaux et règlementaires du Ministère revisités.***	%	N/D	N.D	30	50	70	85	100
Source : DEP 2025									
Mode de calcul : *nombres des textes revisités sur nombres des textes à revisiter X 100*									
Commentaires : la révisitation des textes légaux et règlementaires du ministère de l'Industrie permettra à ce dernier d'être efficace à l'accomplissement de ses missions.									
Objectif 2 : Créer et gérer les espaces industriels productifs									
Indicateurs	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Nombre des espaces industriels productifs créés**	Nombre	2	2	3	5	6	7	9
Source : Agence des Zones Economiques Spéciales « AZES 2025 »									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaires : création des espaces industriels productifs permettra la création d'emplois et la croissance économique.									
Objectif 3 : Appuyer les entreprises industrielles en difficultés									
Indicateurs	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	***Proportion d'entreprises diagnostiquées***	%	N.D	N.D	N.D	20	50	70	100
Source : Direction Développement Industriel									
Mode de calcul : Nombre des industries diagnostiquées / nombre des industries en difficultés identifiées x 100									
Commentaires : l'appui aux entreprises industrielles permettra de relancer la production									
2	***Proportion d'industries relancées***	%	N.D	N.D	N.D	10	50	70	100
Source : Direction Développement Industriel									
Mode de calcul : Nombre des industries relancées sur nombre des industries prévues x 100									
Commentaires : l'appui des entreprises industrielles permettra de relancer la production du secteur									

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. Présentation des crédits du ministère par titre

Tableau N° 3 : Evolution des crédits du ministère par titre

Titre	Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
I. Dépenses Courantes	**38 115 087 901**	**44 184 141 667**	**67 473 200 976**	**13 855 090 433**	**73 038 845 132**
Titre III : Dépenses de personnel	28 901 110 849	32 274 129 549	55 176 592 614	12 185 917 533	58 037 184 353
Titre IV : Biens et matériels	1 573 641 676	58 900 000	1 445 013 885	600 000 000	1 788 755 196
Titre V : Dépenses de prestations	2 118 382 022	18 018 000	2 486 636 083		2 074 186 135
Titre VI : Transferts et interventions	5 521 953 354	11 833 094 119	8 364 958 394	1 069 172 900	11 138 719 448
II. Dépenses en capital	24 762 526 591	46 284 015 220	41 134 855 588		54 515 636 216
Titre VII : Equipements	20 762 526 591	46 284 015 220	28 933 298 549		29 908 967 203
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 000 000 000		328 162 413 611		24 606 669 013
Financement intérieur	4 000 000 000				
Financement extérieur	-				
Total	**64 641 589 435**	**97 460 715 058**	**108 608 056 564**	**13 855 090 433**	**127 554 481 348**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF2027

I.6.2. Evolution du Crédit du ministère par Rubrique budgétaire

Tableau N° 4 : Présentation de Crédits par Rubrique Budgétaire

Rubrique	Réalisations 2025		Année en Cours 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	
Contrepartie des Projets	200 010 000	46 284 015 220	107 075 321		113 928 142
Fonctionnement des Ministères	4 308 064 698	3 063 867 930	5 088 208 335	1 910 792 220	5 093 296 543
Fonds de Péréquation					
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	11 833 094 119	697 291 269	1 069 172 900	9 828 381 539
Investissements sur Ressources Extérieures	17 624 218 034		16 412 507 899		8 665 667 134
Investissements sur Ressources Propres	6 938 298 557		24 615 272 368		45 736 040 940
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD					
Rémunérations	28 397 869 849	29 287 179 619	54 101 742 040	10 875 125 313	56 806 829 142
Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 409 153 354		1 310 337 909		1 261 265 749
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)					
Total	**64 641 589 435**	**97 460 715 058**	**108 608 056 564**	**13 855 090 433**	**127 505 409 188**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution du ministère par programme
Tableau N° 5 : Présentation de Crédits par programme.

Code Programme	Programme	Crédits votés en FC		Année en cours 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	
	Administration Générale	49 614 351 384	70 263 544 154	63 774 173 147	8 676 926 649	80 408 249 006
	Développement du secteur de l'industrie	14 746 678 295	27 197 170 904	44 630 657 193	5 178 163 784	47 146 232 342
	Développement des infrastructures industrielles	280 559 756		203 226 224		
	Total	**64 641 589 435**	**97 460 715 058**	**108 608 056 564**	**13 855 090 433**	**127 505 409 188**

Source : ESB 2025 ESB 2026 PLF 2027

I.7. Tableau : Ventilation des effectifs globaux et par Masse salariale du Ministère pour l'Exercice 2027

Grade	Emplois			Crédits de masse salariale			
	Emplois 2019 (-retraite)	Evolutions pour 2020 (actions Nvelles) (2)	Projection Emplois 2020	Barème/Base (1)	Ancienneté/Échelon (2)	Avancement	Total masse salariale (4)=(1+2+3)
	-1		(3)= (1+2)			-3	
I. Traitement de Base							
Hauts Fonctionnaires							
SG	1			415 439			4 985 268
DG							
Directeur	15			402 528			72 455 040
CD	83			386 238			384 693 048
CB	459			371 760			2 047 657 080
ATA1 (ATB1)	685			353 960			2 909 551 200
ATA2 (ATB2)	1045			340 022			4 263 875 880
AGA1 (AGB1)	468			325 538			1 828 221 408
AGA2 (AGB2)	121			312 644			453 959 088
AA1	92			298 965			330 057 360
AA2	16			279 685			53 699 520
Huissier	182			265 720			48 361 040
Sous-Total I	**3 167**			**12 397 515 932**			

Source : DRH INDUSTRIE

II. PRESENTATION DU PROGRAMME.

II.1. PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : Ir. Saturnin WANGWAMBA MUTSHIMA (Fonction : Secrétaire Général)

II.1.1. Périmètre du programme

Le programme de l'Administration Générale est constitué de :

- Cabinet du Ministre,
- Secrétaire Général ;
- DRH ;
- DEP ;
- DANTIC ;
- CGPMP,
- DAF ;
- DI.

II.1.2. La Stratégie du programme

Ce programme a pour but d'assurer le pilotage et la coordination administrative de l'ensemble du Ministère.

Les actions du programme « Administration Générale » passe par des reformes du secteur : notamment la loi relative à la propriété industrielle, à la métrologie légale et normalisation ainsi que la loi sur l'industrie

La stratégie du programme consiste à assurer une planification efficace des actions du ministère qui concourent à la réalisation du programme.

II.1. 3. Objectifs du programme et Indicateurs de Performance

II.1.3.1. Objectifs du programme

Les Objectifs du programme sont :

Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur

Objectif 2 : suivre la mise en œuvre du Plan Directeur de l'Industrialisation

II.1.3.2. Cadre de performance du Programme Administration générale

Tableau 2 : Cadre de performance du Programme Administration générale

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE														
Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance		**Référence**		**Réalisation**			**Année encours**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
A1.1	Pilotage de la stratégie Ministérielle de l'Industrie	Orienter la politique du secteur	Taux de mise en œuvre de recommandation au niveau ministériel	%	2023	5	6	8	15	25	50	70	100	
			Taux de réalisation de priorité du ministère	%	2023	6	8	10	20	40	60	80	100	
A1.2	Coordination Administrative de l'Industrie	Exécuter la politique du secteur	Nombre d'actes administratifs traités dans les délais	%	2023	10	15	25	40	60	75	80	100	
			Taux d'exécution de budget par programme ou par action	%	2023	8	15	24	35	45	65	75	100	
A1.3	Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la disponibilité et la traçabilité des ressources matérielles et financières	Taux de disponibilité des ressources matérielles	%	2023	7	10	15	20	25	60	70	100	
			Taux de traçabilité des dépenses	%	2023	10	15	25	30	40	65	80	100	
			Délai moyen de traitement des demandes de ressources	Jours	2023	80	60	55	50	40	20	12	7	
A1.4	Planification, programmation et	Assurer une programmation	Taux d'exécution des activités	%	2023	2	3	5	10	25	50	70	100	

	suivi-évaluation	cohérente des activités et suivi régulier des performances	planifiées											
			Taux de production des rapports de suivi dans les délais	%	2023	10	15	20	25	35	50	70	100	
			Coût moyen de suivi par activité évaluée	%	2023	5	10	15	25	40	70	80	100	
A1.5	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace des ressources humaines	Taux de couverture des besoins en personnel	%	2023	10	15	20	30	45	65	90	100	
			Taux de satisfaction des agents	%	2023	5	10	17	20	35	60	70	100	
			Coût moyen de formation par agent formé	Montant USD	2023	500	500	500	500	500	500	500	500	
A1.6	Gestion du système d'information et de la communication	Garantir la modernisation et la diffusion efficace dès l'information administrative	Taux de numérisation des documents administratifs	%	2023	5	10	15	20	25	60	80	100	
			Taux de diffusion des informations administratives dans les délais	%	2023	10	15	25	30	40	60	70	100	
			Coût moyen de diffusion par information publiée	Montant USD	2023	400	400	400	400	400	400	400	400	

II.1.4. Présentation des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution de crédit du programme par titre

Tableau N° 1 : Présentation de Crédits du programme par Titre

Titre	Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027 en Fc
	Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
I. Dépenses Courantes	24 851 824 793	23 979 528 934	22 639 317 559	8 676 926 649	25 892 612 790
Titre III : Dépenses de personnel	20 711 084 545	16 910 052 763	18 208 022 189	8 076 926 649	19 351 536 356
Titre IV : Biens et matériels	1 625 239 669	942 307 500	1 269 813 380	600 000 000	1 658 777 294
Titre V : Dépenses de prestations	2 226 828 808	6 127 168 671	1 777 878 400		1 580 403 343
Titre VI : Transferts et interventions	288 671 771		1 383 603 590		3 301 895 797
II. Dépenses en capital	24 762 526 591	46 284 015 220	41 134 855 588		54 515 636 216
Titre VII : Equipements	20 762 526 591	46 284 015 220	28 933 298 549		29 908 967 203
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 000 000 000		12 201 557 039		24 606 669 013
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**49 614 351 384**	**70 263 544 154**	**63 774 173 147**	**8 676 926 649**	**80 408 249 006**

Source : ESB 2025 ESB 2026 PLF 2027

II.1.4.2. Présentation de crédit du programme par Rubrique Budgétaire

Tableau N°3 : Evolution de Crédits du programme par Rubrique Budgétaire

Rubrique	Réalisations 2025		Réalisations 2026		Réalisations 2025
	Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
Contrepartie des Projets	200 010 000	46 284 015 220	107 075 321		113 928 142
Fonctionnement des Ministères	4 674 329 477	10 051 633 331	4 075 763 194	1 910 792 220	4 340 945 398
Fonds de Péréquation					
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000		1 274 641 611		3 111 421 435
Investissements sur Ressources Extérieures	17 624 218 034		16 412 507 899		8 665 667 134
Investissements sur Ressources Propres	6 938 298 557		24 615 272 368		45 736 040 940
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD					
Rémunérations	20 001 623 545	13 927 895 603	17 261 658 568	6 766 134 429	18 249 771 596
Subventions aux Organismes Auxiliaires	75 871 771		27 254 186		27 254 186
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)					
Total	**49 614 351 384**	**70 263 544 154**	**63 774 173 147**	**8 676 926 649**	**80 408 249 006**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

II.1.4.3. Présentation de crédit du programme par action

Tableau N°3 : Evolution de Crédits du programme par action

N°	Code Prog	Action	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Pilotage de la stratégie Ministérielle de l'Industrie	1 763 974 943	6 992 558 171	1 967 619 185	600 000 000	1 971 707 393
2		Coordination Administrative de l'Industrie	46 998 946 523	63 247 151 183	61 189 812 304	8 076 926 649	78 436 541 614
3		Gestion des ressources Financières et matérielles	45 493 290		32 953 514		
4		Planification, programmation et suivi-évaluation	374 256 668	20 304 000	271 096 509		
5		Gestion des ressources humaines	300 425 400		217 616 102		
6		Gestion du système d'information et de la communication	131 254 560	3 530 800	95 075 533		
TOTAL			**49 614 351 384**	**70 263 544 154**	**63 774 173 147**	**8 676 926 649**	**80 408 249 006**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

II. PROGRAMME : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE

Responsable : Eugénie NZINGA NGOMA
Fonction : Directeur du Développement Industriel
Stratégie du Programme

II.2.1. Périmètre du Programme

- DDI, DPRI, DPI, DNML, DGCDI, CATI, AZES, CCB et CNN.

II.2.2. Stratégie du programme

La stratégie consiste à la mise en œuvre des actions suivantes :

- Implantation des zones économiques spéciales (ZES) sur le territoire national ;
- Appui à l'implantation des parcs agro-industriels ;
- Développement des corridors ;
- Modernisation de la gestion de la protection de la propriété industrielle et des droits intellectuels (brevet, marque, licence, …) ;
- Appui aux industries innovantes ;
- Opérationnalisation du Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation « CATI » ;
- Elaboration et homologation des normes nationales et adoption des normes internationales ;
- Dotation en équipement de métrologie légale et assurance qualité ;
- Sensibilisation et vulgarisation à la culture normative.

II.2.3. Objectifs et Indicateurs de performance

II.2.3.1. Les objectifs du programme

- **Objectif 1 :** Créer et gérer les espaces industriels productifs ;
- **Objectif 2 :** Renforcer le Plan RDC – OMPI sur le développement de la propriété industrielle.

II.2.3.2 Cadre de performance des objectifs opérationnels du Programme Développement du secteur de l'Industrie.

- ✓ **Objectif 1** : Aménager et mettre en service de nouveaux espaces industriels conformément au programme annuel ;
- ✓ **Objectif 2:** Assurer la gestion, l'entretien et la fonctionnalité durable des espaces industriels productifs ;
- ✓ **Objectif 3 :** Accroître l'occupation des espaces industriels et promouvoir les investissements productifs.

Cadre de performance des objectifs du programme développement du secteur de l'industrie 2023-2029

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs du programme développement du secteur de l'industrie 2023-2029

DEUXIEME PROGRAMME : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes / actions**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Année encours**	**Cibles prévues**			**Structure I**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	Développement des unités de transformation industrielle	Renforcer le tissu industriel du pays	Taux de réalisation des projets industriels programmés	%	2023	10	25	30	40	60	70	100	
			Taux d'occupation des espaces industriels aménagés	%	2023	N.D	30	40	50	60	80	100	
			Taux de survie des entreprises industrielles accompagnées après trois ans	%	2023	15	20	30	40	60	80	100	
	Appui au PMI et intégration des filières prioritaires	Renforcer la compétitivité des PMI et favoriser leur intégration dans les chaines de valeurs	Taux de PMI ayant bénéficié d'un appui technique ou financier	%	2023	10	25	35	45	65	75	100	
			Proportion des PMI intégrées dans une chaîne de valeur structurée	%	2023	15	20	25	30	50	75	100	
			Nombre des normes internationales adoptées	Nbre	2023	1 000	1 152	1 495	1 553	2 000	2 500	3 000	
	Gestion et promotion de la propriété industrielle	Assurer la protection, la gestion, la valorisation et la	Taux de traitement des demandes de titres de propriété industrielle dans les délais	%	2023	30	45	50	55	70	80	100	
			Taux de délivrance des titres de	%	2023	30		40	50	60	70	100	

		promotion des droits des propriétés industrielles	propriété industrielle				35						
			Taux de participation aux activités de l'OMPI	%	2023	3	5	10	15	45	60	100	
	Production des normes et audit de qualité dans les industries locales	Assurer la compétitivité des produits et la qualité des produits industriels locaux	Taux de produits industriels conformes aux normes nationales	%	2023	20	30	50	60	70	80	100	
			Taux d'entreprises industrielles certifiées aux normes de qualité	%	2023	10	20	30	40	60	70	100	
			Délai moyen de traitement des demandes de certification	Jrs	2023	65	50	40	30	21	14	7	
	Développement des Zones industrielles et corridors industriels	Promouvoir la diversification de l'économie	Nombre des filières industrielles développées par rapport aux filières ciblées	Nbre	2023	4	4	5	6	6	8	10	
			Taux d'investissements industriels orientés vers les secteurs prioritaires	%	2023	20	30	45	60	70	80	100	
			Taux de croissance de la valeur ajoutée des nouvelles filières industrielles	%	2023	N.D	N.D	30	45	60	70	100	

II.2.4 Evolution du crédit du programme

II.2.4.1. Présentation des crédits du programme par Titre

Tableau N°3 : Evolutions des crédits du programme par titre

Titre	Réalisations 2025		Réalisations 2026		Prévisions 2027 en Fc
	Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
I. Dépenses Courantes	14 746 678 295	27 197 170 904	44 630 657 193	5 178 163 784	47 146 232 342
Titre III : Dépenses de personnel	8 517 717 304	15 364 076 786	36 928 072 190	4 108 990 884	38 685 647 997
Titre IV : Biens et matériels	201 528 650		145 979 264		129 977 902
Titre V : Dépenses de prestations	794 150 758		575 250 935		493 782 792
Titre VI : Transferts et interventions	5 233 281 583	11 833 094 119	6 981 354 804	1 069 172 900	7 836 823 651
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements					
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**14 746 678 295**	**27 197 170 904**	**44 630 657 193**	**5 178 163 784**	**47 146 232 342**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

II.2.4.2 Présentation des crédits du programme Développement du Secteur de l'Industrie
Tableau N° 4 : Evolution par Rubrique Budgétaire

Rubrique	Réalisations 2025		Réalisations 2026		Réalisations 2025
	Crédits votés en FC	**Crédits votés en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution au 30 Juin en FC**	
Contrepartie des Projets					
Fonctionnement des Ministères	1 117 150 408	4 792 770	809 218 917		752 351 145
Fonds de Péréquation					
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 900 000 000	11 833 094 119	5 698 271 081	1 069 172 900	6 553 739 928
Investissements sur Ressources Extérieures					
Investissements sur Ressources Propres					
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD					
Rémunérations	8 396 246 304	15 359 284 016	36 840 083 472	4 108 990 884	38 557 057 546
Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 333 281 583		1 283 083 723		1 283 083 723
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)					
Total	**14 746 678 295**	**27 197 170 904**	**44 630 657 193**	**5 178 163 784**	**47 146 232 342**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

II.2.4. Présentation des crédits du programme par action

Tableau N° 5 : Evolution des crédits du programme par action

N°	Code Prog	Action	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au	
1		Développement des unités de transformation industrielle	555 442 048		402 339 926		179 703 112
2		Appui au PMI et intégration des filières prioritaires	378 593 640	4 792 770	5 206 366 818		20 432 325 837
3		Gestion et promotion de la propriété industrielle	13 368 789 756	27 192 378 134	18 131 835 359	5 178 163 784	
4		Production des normes et audit de qualité dans les industries locales	443 852 851		20 890 115 090		6 434 546 783
5		Développement des Zones industrielles et corridors industriels					20 099 656 610
TOTAL			**14 746 678 295**	**27 197 170 904**	**44 630 657 193**	**5 178 163 784**	**47 146 232 342**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF 2027

III. **PROGRAMME : Développement des infrastructures industrielles**

Responsable : Michel KONANDG AKASSAMB,
Fonction : Directeur de Métrologie Légale et Normalisation

II.3.1 Périmètre du Programme

DDI, CCB

II.3.2. Stratégie du Programme

La stratégie du programme repose sur le renforcement des liens de coopération avec les partenaires au développement.

II.3.3 Objectifs et Indicateurs de performance

II.3.3.1. Les objectifs du programme

Objectif 1 : financer les projets structurants et les projets industrialisant
Object 2 : Identifier et Appuyer les entreprises industrielles en difficultés

II.3.3.2. Cadre de performance des objectifs opérationnels du Programme

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs opérationnels du Programme

TROSIEME PROGRAMME : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES													
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes / actions**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Année encours**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	Aménagement et viabilisation des ZES	Créer les conditions favorables à l'implantation des industries	Taux de réalisation des infrastructures industrielles programmées	%	**2023**	N.D	15	20	35	60	80	90	
			Taux d'occupation des zones industrielles aménagées	%	**2023**								
			Délai moyen de mise à disposition des parcelles industrielles	Jrs	**2023**	N.D	160	150	100	90	60	30	
	Développement des infrastructures industrielles	Attirer les investisseurs	Taux de réalisation des investissements industriels attendus dans les zones aménagées	Millions en CDF	**2023**	N.D	N.D	30	40	50	100	1000	
			Nombre d'investisseurs ayant signé un contrat ou une convention d'implantation	Nbr	**2023**								
			Taux de satisfaction des investisseurs concernant les infrastructures et les services offerts	%	**2023**	N.D	15	20	45	50	60	100	
	Création des Parcs Agro-Industriels	Contribuer à la sécurité alimentaire du Pays	Nombre d'unités agro-industrielles implantées ou rendues opérationnelles	Nbre	**2023**	N.D	N.D	17	35	70	105	150	
			Nombre des parcs agro-industriels créés	Nbre	**2023**	N.D	3	3	4	8	10	15	
			Capacité annuelle de transformation des produits agricoles créée grâce aux infrastructures industrielles (tonnes/an)	Montant	**2023**								

23. Ministère des Mines

Section 48

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Louis WATUM KABAMBA, Ministre

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSION DU MINISTERE

Au plan stratégique, le ministère des Mines a pour mission principale d'assurer la bonne gouvernance du secteur et mettre en valeur de façon optimale les ressources et le territoire.

De cette mission découlent les attributions contenues dans l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères. Celle-ci confère au Ministère les attributions ci-après :

- Application et vulgarisation de la législation minière ;
- Elaboration des cartes géologiques et minières ;
- Gestion du domaine minier et informations y relatives ;
- Promotion de la mise en valeur des ressources minérales ;
- Octroi des droits et titres pour les gisements miniers ;
- Suivi et contrôle technique des activités de prospection, de recherche et d'exploitation des ressources minérales ;
- Suivi et contrôle de la commercialisation des produits miniers ;
- Police des exploitations des ressources minérales en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité ;
- Etablissement de la politique de la transformation locale des produits miniers ;
- Conception et élaboration de la politique nationale relative aux métaux stratégiques.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère des Mines comprend :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat général des Mines (SG y compris 26 divisions provinciales des Mines, 2 cellules, 4 directions standards et 7 directions métiers) ;
- Le Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle (SAEMAPE) ;
- Le Cadastre Minier (CAMI) ;
- Le centre d'expertise, d'évaluation et de certification de substances minérales, précieuses et semi précieuses (CEEC) ;
- La Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM) ;
- Le service géologique National du Congo (SGN-C) ;
- Le Fonds Minier pour les Générations Futures (FOMIN) ;
- Centre de retraitement des Minerais (CRM) ;
- L'Inspection Générale des Mines (IGM) ;
- L'autorité de régulation et de Contrôle des Marchés des substances Minérales Stratégiques (ARSCOMS) ;
- Entreprise Générale de Cobalt (EGC).

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. PRIORITES NATIONALES

Le Gouvernement ambitionne de développer un secteur minier compétitif et durable susceptible de jouer le rôle du socle d'un pays émergent. A cet effet, le Gouvernement déploie ses efforts de relance de la production minière pour soutenir durablement la croissance économique, accroître les recettes plus rapidement et améliorer les conditions sociales et environnementales dans les zones d'exploitation minières. Les objectifs stratégiques tels que repris dans le Plan National de Développement (PNSD 2024-2028) qui sous-tendent cette politique sont ventilés comme suit :

- Renforcer les capacités institutionnelles ;
- Actualiser les réserves minérales ;
- Développer une industrie minière compétitive et créatrice d'emplois ;
- Améliorer la performance de l'artisanat minier ;
- Promouvoir l'image de la RDC comme destination fiable des investissements étrangers.

I.2.2. POLITIQUES SECTORIELLES

L'état des lieux du Ministère révèle que le Ministère des Mines est confronté aux contraintes majeures suivantes :

- Manque d'un bâtiment administratif ;
- Accès difficile au financement et faible exécution du budget national en faveur du secteur ;
- Insuffisance de la connaissance intégrale et certifiée du sol et du sous-sol ;
- Faible encadrement de l'artisanat minier ;
- Insuffisance d'écoles de formation professionnelle ;
- Insuffisance d'études géologiques et minières ;
- Vulgarisation insuffisante de la législation minière ;
- Fraude et contrebande minières persistantes ;
- Absence d'un magazine animé par l'Administration pour la promotion du secteur minier;
- Insuffisance du personnel technique qualifié ;
- Déficit de collaboration entre le Ministère des Mines et les institutions de formation supérieure et technique :
- Absence d'une règlementation spécifique en matière de l'exploitation du sable ou toute autre substance liée aux matériaux de construction par dragues dans le fleuve et autres cours d'eau en République Démocratique du Congo.

Au regard des défis et contraintes énumérés ci-haut, les orientations stratégiques du Ministère traduites en cinq (5) axes principaux suivants ont été retenues pour y remédier. Il s'agit de :

- Renforcement des capacités institutionnelles du Ministère ;
- Intensification des recherches géologiques et minières et renforcement du développement des infrastructures des géo-données ;
- Développement et soutien d'une industrie minière compétitive, créatrice d'emplois et favorisant un environnement durable ;
- Promotion de l'image de la RDC en tant que lieu propice aux investisseurs miniers ;
- Poursuite de la normalisation de l'exploitation minière artisanale pour sa migration vers l'Exploitation Minière à Petite Echelle.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
48	MINES						
			ADMINISTRATION GÉNÉRALE			**Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA**	
					Pilotage et coordination des actions stratégies du Ministère	Cabinet du Ministre, SG, CTA	
					Gestion des ressources financières et matérielles	DAF, CGPMP	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
					Gestion des ressources humaines et formation	DRH	
					Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
			GOUVERNANCE, CONTROLE ET REGULATION DU SECTEUR MINIER			**Direction des Mines, Direction des carrières, Direction hygiène et sécurité, Direction juridique et contentieux**	CAMI, IGM, ARECOMS
					Élaboration et modernisation du cadre juridique et réglementaire	Direction juridique et contentieux	CAMI
					Gestion du cadastre et des titres miniers	Direction des Mines, Direction des carrières,	CAMI
					Contrôle, inspection et lutte contre l'exploitation illégale	Direction des Mines, Direction des carrières, Direction hygiène et sécurité,	IGM, ARECOMS
			DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES MINIERES ET DES CARRIERES			**Direction de Géologie, Direction de la protection de l'environnement minier (DPEM, Direction de la métallurgie**	CTCPM, Service géologique national du Congo (SGNC), Centre de retraitement minier (CRM); CEEC
					Recherche géologique et connaissance du potentiel minier	Direction de Géologie	Service géologique national du Congo (SGNC)
					Promotion et attractivité des investissements miniers	Direction de Géologie	Service géologique national du Congo (SGNC)
					Suivi de la production et valorisation locale durable	Direction de la protection de l'environnement minier (DPEM), Direction de la métallurgie	Centre de retraitement minier (CRM); CEEC
			APPUI A L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (BA)			SAEMAPE	
					Assistance et encadrement de l'EMAPE (exploitation minière artisanale et à petite Echelle)	SAEMAPE	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

En dépit des défis sécuritaires, de fraude minière et d'impact environnemental auxquels le ministère des Mines est confronté, les actions phares suivantes ont été réalisées au cours de trois dernières années :

- Contribution à 70% à la croissance globale (Cfr statistiques 2025 Groupe de la Banque Mondiale) ;
- Création de l'Inspection Générale des Mines en 2023 ;
- Renforcement des capacités des Agents et Cadres en 2025;
- Création et opérationnalisation du Fonds Minier pour les Générations Futures (FOMIN) en 2024 ;
- Mise en place du système de suivi et de remédiation de travail des enfants dans les mines artisanales en 2023 ;
- Revisitation du cadre et structures organiques du Secrétariat Général en 2025 ;
- Création et opérationnalisation de l'Ecole Supérieure des Mines et Métiers en 2025 ;
- Déploiement des équipements de laboratoire moderne dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga en 2024 ;
- Mise en œuvre du Référentiel des Emplois et des Compétences en 2025;
- Mise en place du système de traçabilité dénommé Initiative de traçabilité de base en 2023 ;
- Institution des nouvelles zones d'exploitation artisanale (ZEA) dans les provinces du Haut-Katanga et Lualaba en 2025 ;
- Signature des accords de partenariat sur la gouvernance du secteur minier artisanal et la lutte contre le travail des enfants dans les mines artisanales en 2024 ;
- Signature de l'arrêté ministériel ….portant assurance des exploitants artisanaux dans les provinces pilotes du Haut-Katanga et Lualaba en 2025 ;
- Etc.

I.4.2. PERSPECTIVES

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route, le ministère envisage au cours de trois prochaines années, les actions ci-après :

- Finalisation et opérationnalisation de la stratégie du ministère ;
- Création et mise sur pied de certaines initiatives, notamment la Commission Nationale de Lutte contre la Fraude minière (CNLFM) ;
- Mise en œuvre du système de certification CTC élargie à la filière cupro-cobaltifère et des pierres de couleur ;
- Publication du Manuel des Procédures de Traçabilité des produits miniers marchands de l'extraction à l'exportation ;
- Mise en œuvre de la Commission Interministérielle chargée du Suivi de la Question du Travail des enfants dans les mines artisanales (CISTEMA) ;
- Renforcement des Capacités des Structures chargées de la protection de l'environnement minier;
- Renforcement des Capacités des Structures chargées de l'hygiène et sécurité ;
- Renforcement des capacités institutionnelles ;
- Reforme relative à la modernisation de la gestion des ressources humaines ;
- Poursuite de la cartographie géologique à l'échelle 1/200.000 par télédétection dans 6 provinces : Bas-Uélé, Sud et Nord Ubangi, Mongala, Tshuapa et Equateur ;
- Elaboration de la politique de développement communautaire dans les zones minières ;
- Renforcement des mesures de lutte contre la fraude et la contrebande minière ;
- Activation de seize (16) actes générateurs en gestation du secteur des mines ;
- Renforcement du contrôle, de la transparence des revenus du secteur et lutte contre la gangrène de la corruption ;
- Organisation annuelle de la conférence minière de la RDC ;
- Production d'un magazine (périodique) animé par l'Administration, dédié à la promotion du secteur ;
- Elaboration d'une proposition de loi pour la protection des investissements miniers ;
- Signature d'un arrêté interministériel portant interconnexion de l'administration des mines, les régies financières, la banque centrale et les banques commerciales ;
- Déploiement des équipements de laboratoire moderne dans les provinces du Haut-Uélé, Ituri, Tshopo, Maniema, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Haut-Lomami, et la ville de Kinshasa ;
- Poursuite de l'institution des zones d'exploitation artisanale (ZEA) et formation des agents du SAEMAPE ;
- Déploiement de l'assurance médicale et prévoyance sociale des exploitants artisanaux hormis le Haut-Katanga et le Lualaba déjà pris en charge ; Etc.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIFS

- Améliorer la gouvernance, la transparence et la régulation du secteur minier ;
- Promouvoir le développement et l'exploitation durable des ressources minières et des carrières.

I.5.2. CADRE DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Objectif 1. Améliorer la gouvernance, la transparence et la régulation du secteur minier									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	**Proportion des réunions stratégiques organisées**	%	62	60	76,9	89	94	98	100
Source : Cellule technique d'appui / Secrétariat Général									
Mode de calcul : (Nombre de réunions tenues /Nombre de réunions prévus)*100									
Commentaires :									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	**Taux d'exécution du plan stratégique du développement minier**	%	22,47	3,37	4,49	2,24	30	50	50
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre d'actions du PSDM exécutées/Nombre d'actions prévues)*100									
Commentaires :									
Objectif 2. Promouvoir le développement et l'exploitation durable des ressources minières et des carrières									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	**Indice de conformité aux normes internationales**	%							
Source : CTCPM									
Commentaires :									

2	**Proportion d'accords stratégiques signés**	%							
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre d'accords signés/Nombre d'accords prévus) *100									
Commentaires :									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	**Taux de mise en œuvre des accords stratégiques signés**	%	ND	ND	20	ND	100	100	100
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre d'accords mise en œuvre / Nombre d'accords signés) *100									
Commentaires : deux accords signés sont actuellement en cours de mise en œuvre, ce qui correspond à un taux de mise en œuvre de 20% ; cette situation montre que le nombre des accords conclus demeure faible par rapport à l'ensemble des actions du PSDM dont les résultats entendus dépendront de la poursuite régulière des activités prévues.									

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE[1]

N°	Titre	2024	2025	EXERCICE EN COURS (2026)	Prévisions		
					2027	2028	2029
I. Dépenses courantes							
1	Titre III : Dépenses de personnel	12 438 177 515	15 017 758 802	16 280 496 229	20118754105	17 949 247 092,47	18 846 709 447,09
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 361 173 224	2 164 454 044	1 651 788 006	5242054563	1 821 096 277	1 912 151 090,45
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	3 491 253 991	2 964 455 579	1 994 401 606	5074679338	2 198 827 771	2 308 769 159,15
4	Titre VI : Interventions Economique	17 120 789 502	14 163 829 502	5 612 399 399	46586063448	6 187 670 337,40	6 497 053 854,27
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
I. Dépenses en capital							
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre	571 103 892	674 977 450	1 065 232 004	21278278405	1 174 418 284,41	1 233 139 199
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 750 000 000	251 311 249	-	-	-	-
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
Total		**36 732 498 124**	**41 705 608 517**	**26 604 317 244**	**98299829859**	**29 331 259 762.28**	**30 797 822 749.96**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

N°	RUBRIQUE	2024	VOTE 2025	EXECUTION 2025	2026 Année en cours		Projections		
					Crédits votés	Exécution fin juin	2027	2028	2029
1.	Contrepartie des projets								
2.	Financement des Réformes								
3.	Fonctionnement du Ministère	5 769 476 474	6 866 180 972	11 121 354 002	4 973 585 896		14978559482	5 483 378 450	5 757 547 373
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 240 000 000	218 040 000	-	198 586 559		40922711707	218 941 681	229 888 765
5.	Investissements sur Ressources Extérieures								
6.	Investissements sur Ressources Propres	2 321 103 892	926 288 699	-	1 065 232 004		21278278405	1 174 418 284	1 233 139 199
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD								
8.	Rémunérations	11 613 853 256	13 438 212 453	7 607 091 534	15 067 349 604		15820717084	16 611 752 938	17 442 340 585
10.	Subventions aux Organismes Auxiliaires		13 788 064 502	1 326 937 195	**5 299 563 181**		**5299563181**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR PROGRAMME[2]

Code Prog	Code actions	Libellé du Programme et Actions	2025	Exercice en cours (2026)	Prévisions		
			Crédits Votés		2027	2028	2029
	ADMINISTRATION GENERALE		**19 991 738 693**	**20 823 492 010**	**46636479829**	**24 659 889 702,84**	**25 892 884 187,98**
		Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	**17 847 110 828**	21 078 258 398	**42 035 061 332**	23 238 779 884	24 400 718 878
		Gestion des ressources Financières et matérielles	**199 159 722**	384 202 252	**1 628 544 201**	423 582 982,8	444 762 132
		Planification, programmation et suivi-évaluation	**543 947 003**	380 745 259	**1 044 454 431**	419 771 648	440 760 230,4
		Gestion des ressources humaines	**563 930 186**	363 422 835	**1 164 148 849**	400 673 675,6	420 707 359,4
		Gestion du système d'information et de la communication	**837 590 954**	160 618 152	**764271016**	177 081 512,6	185 935 588,2
	GOUVERNANCE, CONTROLE ET REGULATION DU SECTEUR MINIER		**635 905 718**	**982 870 997**	**7156648260**	**1 083 615 274,19**	**1 137 796 037,90**
		Elaboration et modernisation du cadre juridique et réglementaire	**154 019 256**	111 565 367	**711788521**	123 000 817,1	129 150 858
		Gestion du Cadastre et des titres miniers	**269 193 330**	362 066 182	**780596801**	399 177 965,7	419 136 863,9
		Contrôle, inspection et lutte contre l'exploitation illégale	**531 033 740**	509 239 448	**5664262938**	561 436 491,4	589 508 316
	DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES MINIERES ET DES CARRIERES		**4 067 278 172**	**1 637 737 335**	**26447551614**	**1 805 605 411,84**	**1 895 885 682,43**
		Recherche géologique et connaissance du potentiel minier	**1 675 926 073**	185 799 928	**2996861092**	204 844 420,6	215 086 641,7
		Promotion et attractivité des investissements miniers	**1675926073**	1 086 466 824	**2996861092**	1 197 829 673	1 257 721 157
		Suivi de la production et valorisation locale durable	**463 324 745**	365 470 583	**20453829431**	402 931 317,8	423 077 883,6
	APPUI A L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (BA)		**1 077 641 344**	**1 616 462 016**	**1077641344**	**1 782 149 372,64**	**1 871 256 841,27**
		Assistance et encadrement de l'EMAPE (exploitation minière artisanale et à petite échelle)	**3 000 000 000**	1 616 462 016	**1077641344**	1 782 149 373	1 871 256 841
TOTAL GENERAL				**26 604 317 244**	**81318321047**	**29 331 259 764,51**	**30 797 822 749,59**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE

TABLEAU VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE

SECTION / GRADE	EFFECTIF SALAIRE DE BASE (1)	BAREME MASSE SALARIALE	TOTAL MASSE T3 2025 (2)	PROJECTION A FIN DECEMBRE 2026 A POLITIQUE INCHANGEE (3): = (2/9)*12	NOUVELLES ACTIONS 2027		PROJECTION 2027	
					EFFECTIFS (4)	MASSE SALARIALE (5)	EFFECTIFS (6)	MASSE SALARIALE (7)
SECTION : 48 MINES								
SG	1	415 439	4 985 268	6 647 024	1	4 985 268	1	4 985 268
DIR	7	402 529	33 812 436	45 083 248	17	82 115 916	17	82 115 916
CD	21	386 238	97 331 976	129 775 968	42	194 663 952	42	194 663 952
CB	138	371 760	615 634 560	820 846 080	145	646 862 400	145	646 862 400
ATA1	359	353 960	1 524 859 680	2 033 146 240	1242	5 275 419 840	1242	5 275 419 840
ATA2	1034	340 022	4 218 992 976	5 625 323 968	3158	12 885 473 712	3158	12 885 473 712
AGA1	1085	325 538	4 238 504 760	5 651 339 680	2920	11 406 851 520	2920	11 406 851 520
AGA2	928	312 644	3 481 603 584	4 642 138 112	4101	15 385 836 528	4101	15 385 836 528
AA1	88	298 965	315 707 040	420 942 720	167	599 125 860	167	599 125 860
AA2	30	279 685	100 686 600	134 248 800	59	198 016 980	59	198 016 980
HUISSIER	6	279 685	20 137 320	26 849 760	21	70 480 620	21	70 480 620
TOTAL	**3 697**		**14 652 256 200**	**19 536 341 600**	**11873**	**46 749 832 596**	**11873**	**46 749 832 596**

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 65 : ADMINISTRATION GENERALE

Pré-responsable du Programme : Jacques RAMAZANI LUTUBA

Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme connaitra la participation de services suivants : Cabinet du Ministre, Secrétariat général, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA.

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale vise à améliorer le pilotage stratégique, la coordination administrative et la performance institutionnelle du Ministère des Mines afin d'assurer une mise en œuvre efficace des politiques minières. Sa stratégie repose principalement sur le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que la modernisation des outils de gestion du personnel, de la planification, de suivi-évaluation et de communication.

Cette stratégie répond notamment aux contraintes liées au manque d'infrastructures administratives, à la faiblesse du financement public du secteur, à l'insuffisance du personnel qualifié ainsi qu'à la faiblesse des systèmes d'information et de gouvernance administrative. Le programme privilégie ainsi la digitalisation des procédures, le renforcement des capacités des agents, la promotion du secteur minier à travers la mise sur pied d'un magazine et l'amélioration du pilotage des politiques publiques du ministère.

Les résultats attendus portent sur une administration plus performante, mieux coordonnée, transparente et orientée vers les résultats, à travers notamment une meilleure exécution budgétaire, un suivi efficace des programmes et une amélioration de la qualité des services administratifs.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

TABLEAU 1 CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**	**unité de mesure**	**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions		**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
0.651	**ADMINISTRATION GENERALE**	Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative du ministère	Taux d'exécution des décisions stratégiques	%	2023	22,47	3,37	4,49	2,2	30	50	50	CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DEP, CGPMP
			Taux d'exécution du plan d'actions annuel du ministère	%	2023	17	16,2	14 ;7	10,5	8,	6	3	
	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Assurer le pilotage et la coordination stratégique du Ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	2023	62	60	77	89	94	98	100	CTA
	Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'alignement des engagements des actions du ministère	%	2023		44	95	76	79	84	88	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2023	0	0	0	50	53	55	58	CGPMP
	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2023	6	11,6	15	16	17,4	18,5	19,7	DRH
			Taux d'absentéisme	%	2023	17	16,2	14,7	10,5	8,7	6	3	DRH
	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%	2023	0	0	0	50	100	100	100	DEP
	Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la publication proactive de l'information	Taux de dématérialisation des procédures	%	2023	40	45	50	55	60	65	70	DANTIC

II.1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.1.4.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

TABLEAU 2 **EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE**

N°	Titre	2024	2025	EXERCICE EN COURS (2026)	Prévisions		
					2027	2028	2029
I. Dépenses courantes							
1	Titre III : Dépenses de personnel		14 479 241 553	15 890 415 950	2221266906	16 611 752 938	17 442 340 585
2	Titre IV : Biens et matériels ;		1 628 196 352	1 284 040 454	3155349146	4 001 199 027	4 201 258 979
3	Titre V : Dépenses de prestations ;		2 539 148 844	1 670 916 893	3091165552	9 730 092	10 216 596
4	Titre VI : Interventions Economique		1225765 000	912 886 709	363788560	778 270 379	817 183 898
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
I. Dépenses en capital							
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre		674 977 450	1 065 232 004		1 174 418 284	1 233 139 199
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière		251 311 249				
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
Total				**20 823 492 010**	**8831570164**	**22 575 370 721**	**23 704 139 257**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

TABLEAU 3 EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

N°	RUBRIQUE	2024	2025	2026 Année en cours		Projections		
				Crédits votés	Exécution fin juin	2027	2028	2029
1.	Contrepartie des projets							
2.	Financement des Réformes							
3.	Fonctionnement du Ministère		4 615 925 947	3 984 996 226		9 673 569 853	4 001 199 027	4 201 258 979
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		643 692 000	92 722 874			9 730 092	10 216 596
5.	Investissements sur Ressources Extérieures							
6.	Investissements sur Ressources Propres		350 636 699	1 065 232 004		21 278 278 405	1 174 418 284	1 233 139 199
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD							
8.	Rémunérations		13 438 212 453	15 067 349 604		15 820 717 084	16 611 752 938	17 442 340 585
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)			705 914 176		741 209 885	778 270 379	817 183 898
10.	Subventions aux Services Ex-BPO		1 000 000 000					
11.	Subvention aux organismes Auxiliaires			**15 067 349 604**		**705914176**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

TABLEAU 4 EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Code Prog	Code actions	Libellé du Programme et Actions	2024	2025	Exercice en cours (2026)	Prévisions		
						2027	2028	2029
	ADMINISTRATION GENERALE			19 991 738 693	20 467 701 251	46 636 479 829	24 659 889 703	25 892 884 188
		Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère		17 847 110 828	19 034 449 444	42 035 061 332	23 238 779 884	24 400 718 878
		Gestion des ressources Financières et matérielles		199 159 722	528 465 561	1 628 544 201	423 582 982,8	444 762 132
		Gestion des ressources humaines		543 947 003	380 745 259	1 044 454 431	400 673 676	420 707 359,4
		Planification, programmation et suivi-évaluation		563 930 186	363 422 835	1 164 148 849	419 771 648	440 760 230,4
		Gestion du système d'information et de la communication		837 590 954	160 618 152	764271016	177 081 512,6	185 935 588,2

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.6. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

1. Cabinet du Ministre
2. Secrétariat Général
3. Direction des ressources humaines
4. Direction administrative et financiers
5. Direction des études et planification
6. Direction archives et nouvelle technologie de l'information et de la communication
7. Cellule Gestion de passation des marchés
8. Cellule technique d'appuie

II.2. PROGRAMME : GOURVERNANCE, CONTROLE ET REGULATION DU SECTEUR

Pré-responsable du Programme : Emmanuel KIANDA

Fonction : Directeur-Chef de service

II.2.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme est assurée par les services suivants :

- Direction des Mines**,** Direction des carrières,
- Direction hygiène et sécurité,
- Direction juridique et contentieux,
- Cadastre Minier (CAMI)
- Inspection Générale des Mines (IGM)
- Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des Substances Minérales Stratégiques(ARECOMS)

II.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme Gouvernance, Contrôle et Régulation du secteur minier vise à renforcer la transparence, le contrôle et la régulation des activités minières afin d'assurer une exploitation conforme à la législation nationale et aux normes internationales. La stratégie du programme repose sur la modernisation du cadre juridique et réglementaire, l'amélioration de la gestion des titres miniers ainsi que le renforcement des mécanismes de contrôle et d'inspection.

Cette stratégie répond principalement aux contraintes liées à la fraude et à la contrebande minières persistantes, à la faible vulgarisation de la législation minière, à l'insuffisance du contrôle des activités minières ainsi qu'au déficit du personnel technique qualifié. Le programme met également l'accent sur la digitalisation des procédures cadastrales et le renforcement de la gouvernance du secteur minier. Dans cette optique, le programme vise l'interconnexion de l'administration des mines, les régies financières, la banque centrale et les banques commerciales.

Les résultats attendus concernent notamment l'amélioration de la transparence dans la gestion des titres miniers, la réduction de l'exploitation illégale, le renforcement du contrôle des activités minières et l'amélioration de l'application de la réglementation dans le secteur.

II.2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

TABLEAU 1 CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

DEUXIEME PROGRAMME : GOURVERNANCE, CONTROLE ET REGULATION DU SECTEUR													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	GOURVERNANCE, CONTROLE ET REGULATION DU SECTEUR	Renforcer la gouvernance, le contrôle et la régulation du secteur	Taux de conformité aux textes légaux et règlementaires	%	2023	97	99	99	60	100	100	100	Direction des Mines
			Taux des sites miniers contrôlés	%	2023	10	10	10	10	100	100	100	
	Élaboration et modernisation du cadre juridique et réglementaire	Assurer la règlementation du secteur	Proportion de textes légaux et règlementaires élaborés	%	2023	90	90	90	**90**	100	100	**100**	Direction des Mines
	Gestion du cadastre et des titres miniers	Améliorer la transparence dans la gestion des titres et cadastres miniers	Proportion des titres miniers délivrés	%	2023								CAMI
			Délai moyen de traitement des demandes de titres	Jours	2023								CAMI
	Contrôle, inspection et lutte contre l'exploitation illégale	Renforcer le contrôle et l'inspection dans le secteur	Taux de sites miniers conformes à la règlementation	%	2023								CAMI
			Taux de cas d'infractions constatées	%	2023	10	10	10	30				Direction des Mines

II.2.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.2.4.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

TABLEAU 2 EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

N°	Titre	2024	2025	EXERCICE EN COURS (2026)	Prévisions		
					2027	2028	2029
I. Dépenses courantes							
1	Titre III : Dépenses de personnel		337 405 375	244 402 910	1042945298		
2	Titre IV : Biens et matériels ;		294 280 847	199 367 904	1003162572	981 388 306	1 030 457 721
3	Titre V : Dépenses de prestations ;		272 560 103	183 309 424	980629324	102 226 967	107 338 317
4	Titre VI : Interventions Economique		50 000 000	8 825 480	4129911066		
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
I. Dépenses en capital							
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre						
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière						
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
Total					**7156648260**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

TABLEAU 3 EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

N°	RUBRIQUE	2024	2025	2026 Année en cours		Projections		
				Crédits votés	Exécution fin juin	2027	2028	2029
1.	Contrepartie des projets							
2.	Financement des Réformes							
3.	Fonctionnement du Ministère		904 246 325	890 148 123		3026737194	981 388 306	1 030 457 721
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		50 000 000	101 548 354		4129911066	102 226 969	107 338 317
5.	Investissements sur Ressources Extérieures							
6.	Investissements sur Ressources Propres							
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD							
8.	Rémunérations							
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)							
10.	Mise à la Retraite							

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

TABLEAU 4 EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Code Prog	Code actions	Libellé du Programme et Actions	2025	Exercice en cours (2026)	Prévisions		
			Crédits Votés		2027	2028	2029
	GOUVERNANCE, CONTROLE ET REGULATION DU SECTEUR			635 905 718	7156648260	1 083 615 274,19	1 137 796 037,90
		Elaboration et modernisation du cadre juridique et réglementaire	154 019 256	111 565 367	711788521	123 000 817,1	129 150 858
		Gestion du Cadastre et des titres miniers	269 193 330	181 033 091	780596801	399 177 965,7	419 136 863,9
		Contrôle, inspection et lutte contre l'exploitation illégale	531 033 740	343 307 260	5664262938	561 436 491,4	589 508 316

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.5. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

1. SAEMAPE
2. CAMI
3. Direction de la métallurgie
4. Direction des mines
5. Direction des carrières
6. Direction hygiènes, sécurité et protection
7. Inspection Général des Mines
8. Direction Juridique et contentieux

II.3. PROGRAMME : DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES MINIERES ET DES CARRIERES

Pré-responsable du Programme : KISHIKO HAMBA Dieudonné

Fonction : Directeur-Chef de service

II.3.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme implique la participation de services suivants : Direction de Géologie, Direction de la protection de l'environnement minier (DPEM), Direction de la métallurgie, CTCPM, Service géologique national du Congo (SGNC), Centre de retraitement minier (CRM); CEEC

II.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme répond aux contraintes liées à l'insuffisance des études géologiques et minières, à la faible connaissance certifiée du sous-sol, au faible niveau de transformation locale des minerais ainsi qu'à l'insuffisance des infrastructures techniques et environnementales du secteur.

Pour y remédier, le programme vise à promouvoir une exploitation rationnelle, durable et compétitive des ressources minérales afin de contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois. Il repose sur l'intensification des recherches géologiques, le développement des infrastructures de géodonnées, la promotion des investissements miniers ainsi que la valorisation locale des produits miniers. Sa mise en œuvre requiert également la protection de l'environnement minier et l'amélioration de l'attractivité du secteur.

Les résultats attendus portent notamment sur une meilleure connaissance du potentiel minier national, l'accroissement des investissements, l'amélioration du suivi de la production minière et le développement d'une industrie minière durable et créatrice de valeur ajoutée locale.

II.3.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

TABLEAU 1 CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

TROISIEME PROGRAMME : DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES MINIERES ET DES CARRIERES													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**unité de mesure**	**Année** 2	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES MINIERES ET DES CARRIERES	Promouvoir l'exploitation durable des ressources minières et des carrières	Indice de conformité aux normes internationales	%	2023								
			Taux de croissance de la production minière	%	2023								
	Recherche géologique et connaissance du potentiel minier	Améliorer la connaissance intégrale et certifiée du sol et du sous-sol	Proportion de gisements certifiés	%	2023								
	Promotion et attractivité des investissements miniers	Attirer les investissements nationaux et étrangers	Nombre d'accords miniers conclus	Nbre	2023								
	Suivi de la production et valorisation locale durable	Assurer la traçabilité et favoriser la transformation locale	Taux de traçabilité des minerais	%	2023								
			Taux de transformation locale	%	2023								

II.3.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

I.3.4.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

TABLEAU 2 EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

N°	Titre	2024	2025	EXERCICE EN COURS (2026)	Prévisions		
					2027	2028	2029
I. Dépenses courantes							
1	Titre III : Dépenses de personnel		1 701 111 874	145 677 369	746640155		
2	Titre IV : Biens et matériels ;		241 976 845	168 379 648	770420709	500 791 117,4	525 830 673,2
3	Titre V : Dépenses de prestations ;		272 088 172	140 175 289	739214051	106 984 621	112 333 852,1
4	Titre VI : Interventions Economique		8 388 064 502	3 613 045 866	23 943 927 597	3 282 348 655	3 446 466 088
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
I. Dépenses en capital							
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre						
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière						
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
Total				**4 067 278 172**	**26 200 202 512**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

TABLEAU 3 EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

N°	RUBRIQUE	2024	2025	2026 Année en cours		Projections		
				Crédits votés	Exécution fin juin	2027	2028	2029
1.	Contrepartie des projets							
2.	Financement des Réformes							
3.	Fonctionnement du Ministère		715 176 891	454 232 306		2256274915	500 791 117	525 830 673
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		100 000 000	97 038 205		20427919936	106 984 621	112 333 852
5.	Investissements sur Ressources Extérieures							
6.	Investissements sur Ressources Propres							
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD							
8.	Rémunérations							
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)						3 282 348 655	3 446 466 088
10.	Subventions aux services EX BPO		9 788 064 502			3516007661		
11.	Subventions aux organismes auxiliaires			**3 516 007 661**				

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

TABLEAU 4 EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Code Prog	Code actions	Libellé du Programme et Actions	2025	Exercice en cours (2026)	Prévisions		
			Crédits Votés		2027	2028	2029
	DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES MINIERES ET DES CARRIERES			**1 628 911 855**	**26447551615**	**1 805 605 411,84**	**1 895 885 682,43**
		Recherche géologique et connaissance du potentiel minier minier	**1 675 926 073**	**636 133 376**	**2996861092**	204 844 420,6	215 086 641,7
		Promotion et attractivité des investissements	**1675926073**	**636 133 376**	**2996861092**	1 197 829 673	1 257 721 157
		Suivi de la production et valorisation locale durable	**463 324 745**	**356 645 103**	**20453829431**	402 931 317,8	423 077 883,6

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

1. Direction Archives et nouvelles technologies de l'information
2. Direction de Géologie
3. Direction de la métallurgie
4. Service géologique national du Congo (SGNC)
5. Centre de retraitement minier (CRM)
6. Direction de la métallurgie
7. FOMIN
8. Direction des Mines
9. Direction de la protection de l'environnement minier (DPEM)

II.4. PROGRAMME : APPUI A L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (BA)

Pré-responsable du Programme : Jean-Paul KAPONGO KADIOBO

Fonction : Directeur Général

II.4.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme appui à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle est mise en œuvre par le Service d'assistance et d'encadrement d'exploitation minière artisanale et à petite échelle (SAEMAPE).

II.4.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Face aux contraintes d'ordre structurel, sécuritaire, financier, organisationnel, et la persistance de l'exploitation informelle, ce programme vise à améliorer l'assistance et l'encadrement, favoriser la formalisation et la professionnalisation et accroitre la productivité qualitative et quantitative de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle et le renforcement de la traçabilité minière.

Il repose sur la poursuite de l'institution et la viabilisation des ZEA, l'incitation des entreprises de petites mines à souscrire au régime de taxation unique et l'encadrement de leurs productions minières, la création d'un fonds de crédit minier, la dotation du secteur de l'EMAPE d'une traçabilité digitale dénommée Initiative de traçabilité de Base (ITB) et son déploiement total, la vulgarisation des normes de sécurité sur les sites d'exploitation en veillant à leur stricte application, la formation des acteurs de l'EMAPE, l'amélioration des conditions d'exploitation et l'accompagnement de la mutation de l'exploitation minière artisanale vers une exploitation minière en petite mine plus structurée et durable.

Les résultats attendus de ce programme sont la délocalisation et la relocalisation des exploitants artisanaux évoluant dans les titres miniers concédés vers les ZEA institués et viables, la perception de l'imposition forfaitaire dû à l'Etat par les entreprises de petite mine, la création et l'opérationnalisation d'un fonds de crédit minier afin de promouvoir l'émergence d'une classe moyenne Congolaise du secteur minier et la création de petites et moyennes entreprises minières congolaises, l'application progressive de l'article 30 litera e du Code minier afin de réduire le nombre des sites miniers clandestins, le renforcement de la traçabilité, lutte contre la fraude et contre bande minière, l'augmentation du nombre de sites miniers formalisés ainsi qu'une meilleure organisation des coopératives minières.

Le programme met enfin l'accent sur la vulgarisation des normes de sécurité, d'hygiène et de protection environnementale dans les sites miniers artisanaux et souscrit à l'assurance santé et la prévoyance sociale pour le compte des exploitants artisanaux.

II.4.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

TABLEAU 1 CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

QUATRIEME PROGRAMME : APPUI A L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (BA)													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année** 2023	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	APPUI A L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (BA)	Assurer l'assistance et l'encadrement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle	Taux des coopératives d'exploitation artisanale assistées	%									SAEMAPE
			Taux des coopératives d'exploitation artisanale encadrées	%									
			Taux de conformité des sites miniers de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle encadrés	%									
	Assistance et encadrement de l'EMAPE (exploitation minière artisanale et à petite Echelle)	Améliorer les conditions de travail et renforcer les capacités managériales des acteurs de l'EAMAPE	Taux de réduction d'accidents	%			79	68		85	90	95	
			Taux d'exploitants formés	%			22	23		60	70	80	

II.4.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.4.4.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

TABLEAU 2 EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

N°	Titre	2024	2025	EXERCICE EN COURS (2026)	Prévisions		
					2027	2028	2029
I. Dépenses courantes							
1	Titre III : Dépenses de personnel						
2	Titre IV : Biens et matériels ;						
3	Titre V : Dépenses de prestations ;						
4	Titre VI : Interventions Economique		3 000 000 000	1 077 641 344	1077641344	1 782 149 373	1 871 256 841
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
I. Dépenses en capital							
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre						
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière						
	Financement intérieur						
	Financement extérieur						
Total				**1 077 641 344**	**1077641344**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

TABLEAU 3 EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

N°	RUBRIQUE	2024	2025	2026 Année en cours		Projections		
				Crédits votés	Exécution fin juin	2027	2028	2029
1.	Contrepartie des projets	°	°	°	°	°	°	°
2.	Financement des Réformes	°	°	°	°	°	°	°
3.	Fonctionnement du Ministère	°	°	°	°	°	°	°
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	°	°	°	°	°	°	°
5.	Investissements sur Ressources Extérieures	°	°	°	°	°	°	°
6.	Investissements sur Ressources Propres	°	°	°	°	°	°	°
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	°	°	°	°	°	°	°
8.	Rémunérations	°	°	°	°	°	°	°
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	°	°	°	°	°	1 782 149 373	1 871 256 841
10.	Subventions aux Services Ex-BPO		3 000 000 000	°	°	°	°	°
11.	Subvention aux organismes Auxiliaires			1 077 641 344		1077641344		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

TABLEAU 4 EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Code Prog	Code actions	Libellé du Programme et Actions	2025	Exercice en cours (2026)	Prévisions		
			Crédits Votés		2027	2028	2029
	APPUI A L'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE (BA)		**3 000 000 000**	**1 077 641 344**	**1077641344**	**1 782 149 372,64**	**1 871 256 841,27**
		Assistance et encadrement de l'EMAPE (Exploitation minière et à petite échelle)	**3 000 000 000**	**1 077 641 344**	**1077641344**	1 782 149 372,64	1 871 256 841,27

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

24. Ministère des Hydrocarbures

Section 49

RESPONSABLE : ACACIA **BANDUBOLA MBONGO**

I.1. MISSIONS ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSIONS DU MINISTERE

Le Ministère des Hydrocarbures a pour mission principale de propulser la RDC parmi les pays producteurs d'hydrocarbures en Afrique et dans le monde.

Les attributions générales se résument en :

- Application de la législation sur les hydrocarbures ;
- Gestion du domaine des hydrocarbures et des informations y relatives ;
- Promotion de la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières ;
- Constitution et gestion des stocks stratégiques et de sécurité des produits pétroliers en collaboration avec les ministères ayant les finances et l'économie dans leurs attributions ;
- Octroi des droits et titres sur les gisements des hydrocarbures et conservations des titres y afférents ;
- Suivi de l'exécution des conventions en collaboration avec les ministères ayant les finances et le portefeuille dans leurs attributions ;
- Octroi des autorisations d'importation, de transport-stockage, de commercialisation et de fourniture des produits pétroliers ;
- Suivi et contrôle technique des activités de prospection, de recherche et d'exploitation des ressources pétrolières, des activités de raffinage, de transport-stockage des produits pétroliers, ainsi que des activités connexes ;
- Suivi et contrôle de la commercialisation des produits des hydrocarbures.
- Évaluation des potentialités du territoire en ce qui concerne les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du secteur avec le concours du ministère ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère des Hydrocarbures s'organise de la manière suivante :

- Cabinet du Ministre des Hydrocarbures ;
- Secrétariat Général : Secrétariat Administratif (SA) ; Cellule Technique d'Appui (CTA) ; Cellule de Gestion et Passation des Marchés Publics (CGPMP) ; Cellule Inspection.
- Les Directions : Ressources Humaines (DRH) ; Administrative et Financière (DAF) ; Études et Planification (DEP) ; Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (DANTIC) ; Exploration (DEXPLO) ; Production (DPRO) ; Raffinage, Pétrochimie et Marchés Pétroliers (DRPM) ; Gaz Non Associés, Biocarburants et Hydrogène Naturel (DGAZ) ; Approvisionnement, Distribution et Transport-Stockage (DADTS) ; Contrat, Droits et Titres Hydrocarbures (DCDT).
- Les sociétés nationales : Société Nationale des Hydrocarbures (SONAHYDROC SA), Entreprise Nationale de Gestion des Infrastructures Pétroliers (ENGIP-RDC SA), Société Commerciale Nationale d'Hydrocarbures (COBIL SA).

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités Nationales

Le Gouvernement entend redynamiser le secteur et accroître son efficacité en tant que l'un des moteurs du progrès économique et de l'émergence du pays.

Dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028), le Gouvernement s'est inscrit dans la logique de devenir un Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Inférieure (PRITI) à l'horizon 2030, grâce à la transformation de l'agriculture, d'atteindre le statut de Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Supérieure (PRITS) à l'horizon 2040, grâce à la transformation de l'industrie, et devenir un pays à revenu élevé à l'horizon 2050, grâce à l'accumulation de connaissances.

Par la suite le Gouvernement s'est engagé à diversifier les sources de croissance mais également élargir la chaîne de création des valeurs dans les différents secteurs productifs dont le Ministère des Hydrocarbures fait partie.

Pour y arriver, le Gouvernement attend: (i) assurer la transparence et la publication des contrats d'hydrocarbures ; (ii) réviser l'appel d'offres des blocs pétroliers en excluant ceux situés dans les aires protégées ; (iii) développer les programmes de formation continue et renforcer les capacités des agents tout en réduisant le déficit en personnel qualifié du Ministère des Hydrocarbures, (iv) créer une base des données géologiques, géo pétrolières, (v) vulgariser les textes légaux et réglementaires régissant le secteur des Hydrocarbures, (vi) exploitation du gaz méthane du lac Kivu pour la production de l'électricité, (vii) élaboration de la cartographie et certification des réserves pétrolières et gazières de la RDC, (viii) élaboration et mise en œuvre d'un plan stratégique de développement des sociétés nationales d'un plan de restructuration.

I.2.2. Politiques sectorielles

Le secteur des Hydrocarbures a des atouts majeurs pour faire de la RDC l'un des plus grands pays pétroliers d'Afrique. Les activités du secteur s'organisent autour de l'exploration-production pétrolière, gazière, schistes bitumineux, sables aspphaltiques ; du raffinage, du transport-stockage et de la commercialisation des produits pétroliers et gaziers.
Dans sa politique sectorielle, le Ministère des Hydrocarbures vise : élaborer la cartographie des blocs pétroliers, évaluer les ressources et certifier les réserves pétrolières et gazières des bassins sédimentaires ; assurer le dégazage du golfe de Kabuno dans le lac Kivu ; assurer le contrôle des infrastructures de stockage, de transport pendant et après la construction ainsi que de la logistique ; améliorer le réseau d'approvisionnement du pays en produits pétroliers ; améliorer les conditions de contrôle d'hygiène et sécurité ; assurer la protection de l'environnement ; promouvoir la production des biocarburants et de l'hydrogène naturel ; augmenter la production pétrolière et gazière ; renforcer la gouvernance ainsi que le cadre légal et réglementaire ; rendre le secteur attractif aux investissements ; façonner, transformer le pétrole brut en produits finis selon la structure de la demande intérieure ; assurer une exportation desdits produits conduisant à l'amélioration de la balance Commerciale ; améliorer le réseau de transport par voie maritime, fluviale, routière, ferroviaire et par pipe-line susceptible d'une transmission de la totalité de la production dans les meilleures conditions de stockage et de sécurité ; satisfaire la demande du consommateur par une politique de prix visant en particulier l'amélioration de l'approvisionnement de l'arrière-pays.

La stratégie du secteur des hydrocarbures, repose sur trois (3) axes à savoir :

1. Renforcement des capacités institutionnelles et humaines ;
2. Développement durable des hydrocarbures à travers les deux maillons du secteur à savoir l'Amont Pétrolier avec les trois bassins sédimentaires à indices prouvés et l'Aval Pétrolier avec les activités liées à la raffinerie, au transport-stockage, à la fourniture, à l'importation et commercialisation ainsi qu'à la pétrochimie ;
3. Promotion des biocarburants dont l'accent sera mis à l'élaboration du projet de loi pour la réglementation du secteur des biocarburants.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

TABLEAU 1. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE

SECTION 49: HYDROCARBURES								
MAQUETTE NOMENCLATURE PROGRAMMATIQUE ACTUALISEE								
N°	SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
							Services normatifs	Opérateurs
	49	HYDROCARBURES						
			094	**Administration Générale des Hydrocarbures**			Cabinet du Ministre ; Secrétariat Général, Direction Administrative et Financière, Direction d'Étude et Planification, Direction des Ressources Humaines, Direction Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication	
					0941	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre ; Secrétariat Général	
						Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et Financière	
						Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
						Gestion des ressources humaines	Direction des Ressources Humaines	
					0942	Gestion du système d'information, de la communication	Direction Archives et Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication	

						et d'archivages		
			095	**Amont Pétrolier**			Direction Production, Direction Exploration, Direction Raffinage Pétrochimie et Marchés pétroliers, Direction Gaz non associés, Biocarburants et Hydrogène naturel, ***Direction de Contrats, Droits et Titres Hydrocarbures***	
					0951	Certification des réserves pétrolières et gazières	Direction Production, Direction Exploration	
					0952	Renforcement des capacités de Transformation du brut et ses dérivés	Direction Raffinage Pétrochimie et Marchés pétroliers	
					0953	Contrôle de la règlementation sur le biocarburant	Direction Gaz non associés, Biocarburants et Hydrogène naturel, ***Direction de Contrats, Droits et Titres Hydrocarbures***	
			096	**Aval Pétrolier**			Direction Approvisionnement, Distribution et Transport-Stockage, Direction Raffinage Pétrochimie et Marchés pétroliers.	Société Nationale des Hydrocarbures du Congo (SONAHYDROC)
					0961	Gestion de Stock des Produits Pétroliers	Direction Approvisionnement, Distribution et Transport-Stockage, Direction Raffinage Pétrochimie et Marchés pétroliers.	Société Nationale des Hydrocarbures du Congo (SONAHYDROC)

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES ENREGISTRÉES DANS LE SECTEUR

- La loi N°15/012 du 1er Août 2015 portant Régime Général des Hydrocarbures et le Décret n°25/14 du 1er avril 2025 portant Règlement d'Hydrocarbures ;
- La création de l'Entreprise Nationale de Gestion des Infrastructures Pétrolières (ENGIP-RDC SA) ;
- La mise en place du nouveau cadre organique du Secrétariat Général aux Hydrocarbures ;
- L'instauration de la nouvelle structure portant fixation des prix des carburants terrestres des sociétés minières et leurs sous-traitants dans la zone Sud ;
- L'activation des nouveaux actes générateurs ;
- La certification de volumes consommés des produits pétroliers ;
- L'extension du marquage moléculaire dans les zones Sud et Est ;
- Le relooking du site internet du Ministère des Hydrocarbures ;
- La mise en œuvre de l'entrepôt des données du secteur des Hydrocarbures (PETROLEUM DATAWAREHOUSE).
- La modernisation de la banque des données pétrolières et Gazières.

I.4.2. PERSPECTIVES

- Evaluation des ressources et certification de réserves pétrolières et gazières ;
- Mise en valeur des ressources évaluées ;
- Financement de la prospection des Hydrocarbures ;
- Construction d'une raffinerie moderne ;
- Encouragement des nationaux à investir dans l'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIFS REPRESENTATIFS

La vision du Gouvernement est de hisser la RDC d'ici 2030 parmi les pays producteurs d'Hydrocarbures dans le continent. Pour matérialiser sa vision dans ce secteur, le Gouvernement s'est fixé des objectifs stratégiques visant à :

- Intensifier les recherches géologiques et pétrolières ;
- Améliorer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

I.5.2. INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS

Tableau 2 : Cadre de performance du Ministère

Objectif 1. Intensifier les recherches géologiques et pétrolières										
Indicateurs			**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2.1.	Taux d'exploration des bassins sédimentaires		%	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	66,6	66,6
Source : DEXPLO										
Mode de calcul : nombre de bassins sédimentaires explorés/nombre de bassins sédimentaires X100										
Commentaire : De 2024 jusqu'à ces jours, un seul bassin (Côtier) est en production sur les 3 que compte la RDC soit un taux de 33,3%. Le même taux en 2027 pour espérer atteindre 66,6% pour les exercices 2028 et 2029 avec les travaux dans tous les bassins.										
	Objectif 2. Améliorer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers									
N°	Nom de l'indicateur	**Unité de mesure**	**Réalisations**				**Exercice en cours**	**Cibles**		
				2024	**2025**		**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Volume des produits pétroliers importés	m^3		965.926,54	1.149.622,21		549.810,554	1.209.583,24	1.330.541,57	1.463.595,73
Sources : SEP-CONGO, DADTS										
Mode de calcul : Somme des quantités importées										
Commentaires : Les volumes des produits pétroliers importés concernent l'approvisionnement par la voie Ouest. Une croissance de 183.695,67 m^3 est signalée entre 2024 et 2025. A mi-juillet 2026, le volume évalué est de 549.810,554 m^3. En prévision pour 2027, 2028 et 2029, les volumes obtenus sont calculés sur base du coefficient (0,1) dont le volume est additionné au volume de l'année précédente.										

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. Evolution des crédits par titre 2025 -2027

Tableau 3 : Evolution des crédits par titre 2025 -2027

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Avril en FC	
I. DEPENSES COURANTES	**12 562 018 427,00**	**17 978 775 413,00**	**12 768 437 804,00**	**7699664691**	**15350854747**
Titre III (*) : Dépenses de personnel	9 978 491 840,00	10 401 852 078	10 783 023 892,00	5007571311	11255880830
Titre IV : Biens et matériels	830 569 113,00	1 182 466 000,00	605 972 324,00	600000000	2574718735
Titre V : Dépenses de prestations	1 728 907 152,00	6 394 457 335,00	1 192 715 184,00	2 092 093 380	1247788050
Titre VI : Transferts et interventions	114 050 322,00	-	186 726 404,00	-	272467132
II. DEPENSES EN CAPITAL	**628 242 457,00**	**-**	**17 358 707 853,00**	**7000000000**	**31028163522**
Titre VII : Equipements	Fin. intérieur	-	-	-	14921004780
	Fin. extérieur	-	-		-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, … d'ouvrage et édifice	Fin. intérieur	-	-	7 000 000 000,00	16107158742
	Fin. extérieur	-	-	-	
TOTAL		**17978775413**	**17 978 775 413,00**	**14699664691**	**46379018269**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par Rubrique entre 2025 et 2029

Tableau 4 : **Evolution des crédits par Rubrique entre 2025 et 2029**

Rubrique	REALISATION LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projection
	Credit voté en CDF	Exécution en CDF	**Credits votés en CDF**	**Exécut en fin avril**	**2 027**
TOTAL	**13 280 260 884**	**17 978 775 413,00**	**301271445657**	**7699664691**	**46379018269**
Fonctionnement des Ministères	3 715 717 204	7 602 912 935,00	2 691 516 399	2 692093380	4694207915
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	-	177 033 557	-	261764592
Investissements sur Ressources Propres	628 242 457	-	17358707853	-	31 028163522
Rémunérations	8 836 301 223	10 375 862 478,00	9 899 887 848	5007571311	10394882240

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. Projection des crédits par programme 2024 – 2029

Tableau 6 : Projection des crédits par programme 2024 – 2029

N°	**Libellé des programmes**	**HISTORIQUE**			**Projections**
		2024	2025	2026	2027
1	Administration générale	13 467 415 390,00	12 677 546 787,00	29 481 570 005,00	32877227111
2	Amont pétrolier	202 779 915,00	350 619 679,00	305 964 505,00	658247707
3	Aval pétrolier	209 530 115,00	252 094 418,00	339 611 147,00	128435434
Total		**13 879 725 420,00**	**13 280 260 884,00**	**30 127 145 657,00**	**46379018269**

Source : DAF/HYDRO

I.7. Ventilation des effectifs globaux pour les exercices 2025-2026

I.7.1. Ventilation des effectifs globaux

Tableau 7 : **Ventilation des effectifs globaux**

SECTION/GRADE	**Effectif salaire (1)**	**Total masse T3 2025 (2)**	**Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3) = (2/9)*12**	Nouvelles actions 2026 **Effectif (4)**
SECTION : Administration des Hydrocarbures				
1. Hauts Fonctionnaires (SG, DG, Directeur)	7	23 900 463	31 867 284	5
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	77	242 519 814	323 359 752	19
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	712	1 993 955 436	2 658 607 248	512
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	524	1 349 475 264	1 799 300 352	956

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable : Christian KANKU KASHALA
Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Sous le pilotage de la Ministre d'Etat, Ministre des Hydrocarbures, ce programme sera mis en œuvre par le Secrétaire Général aux Hydrocarbures sur qui reposent les actions de coordination.
Les Services concourant à la mise en œuvre du programme sont entre autres :

- La Direction des Ressources Humaines ;
- La Direction Administrative et Financière ;
- La Direction d'Etudes et Planification ;
- La Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ;
- La Cellule Technique d'Appui ;
- La cellule Gestion des Projets et des Marchés Publics ;
- La cellule Inspection.

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale se fonde sur un certain nombre d'atouts et d'acquis.
Dans le cadre de ce programme, le Ministère entend poursuivre les objectifs spécifiques suivants :

- Améliorer la gestion de l'Administration des Hydrocarbures ;
- Optimiser le fonctionnement et la performance globale du Ministère en modernisant ses services et son rendement ;
- Réaliser les études et planifier les politiques stratégiques dans le secteur des Hydrocarbures ;
- Maîtriser l'effectif de l'Administration des Hydrocarbures ;
- Numériser les activités du Ministère ;
- Suivre et contrôler les activités des opérateurs économiques opérant dans le secteur des Hydrocarbures.

II.1.3. *OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME*

II.1.3.1. Objectifs de performance du programme

Ce programme a comme objectif d'améliorer la gestion de l'Administration des Hydrocarbures

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 8 : Cadre de performance du programme

Programme : Administration générale								
Objectif: Garantir une gouvernance performante du ministère								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de mise en œuvre des activités du ministère.	%	65	70	55	80	80	85
Source : Secrétariat Général								
Mode de calcul : Nombre des activités réalisées/nombre des activités prévues x100								
Commentaire *:* un seuil de 80% est atteindre dans la mise en œuvre des activités du secteur des Hydrocarbures pour les exercices 2027 et 2028 pour espérer une réalisation de 85 en 2029								

ACTION 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère								
Objectif: Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'exécution des décisions des réunions.	%						
Mode de calcul : nombre des décisions exécutées /nombre des décisions prises x100								
Source : Secrétariat Général								
Commentaire:								

Action 2: Gestion des ressources Financières et matérielles								
Objectif : Améliorer la gestion des ressources financières et matérielles								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'exécution du budget alloué	%	66,8	135,4	100	100	100	100
Source : ESB								
Mode de calcul : Crédits réellement consommés /crédits alloués x100								
Commentaire :								
2	Nombre d'équipements acquis	Nombre	0	0	0	113	70	70
Source : DAF								
Mode de calcul : Somme d'équipements acquis								
Commentaire :								
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation								
Objectif: Assurer une bonne planification, programmation et suivi-évaluation du Ministère								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre d'outils de planification élaborés	Nombre	3	2	2	3	3	3
Source : DEP								
Mode de calcul : somme d'outils élaborés								
Commentaire : Jusqu'à fin juin 2026, deux outils de planification étaient déjà élaborés. Les contraintes budgétaires ne permettent au Ministère d'en produire autant. C'est le pourquoi d'un nombre réduit de trois projetés pour les exercices 2027, 2028 et 2029.								

Action 4: Gestion des ressources humaines								
Objectif: Améliorer la gestion des ressources humaines								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre d'Agents et Cadres formés et recyclés	Nombre	30	91	70	70	70	85
Source : DRH								
Mode de calcul : Somme d'Agents et Cadres formés et recyclés								
Commentaire : Le Ministère attend continuer à renforcer les capacités techniques du personnel avec un nombre de 85 agents et Cadres à former pour l'exercice 2029 contre 70 Agents et Cadres des exercices précédents.								

Action 5: Gestion du système d'information et de la communication et d'archivages
Objectif: assurer la gestion du système d'information, de la communication et d'archivages

Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des dossiers collectés, traités, numérisés et archivés	Nombre	650	500	550	100	1500	2000
Source : DANTIC								
Mode de calcul : somme des dossiers collectés, traités, numérisés et archivés								
Commentaire : Les cibles fixées visent à renforcer progressivement la gestion documentaire du Ministère des Hydrocarbures. Elles traduisent l'engagement de l'Administration à améliorer la collecte, le traitement, la conservation et la sécurisation des informations administratives et techniques.								
2	Nombre d'applications ou logiciels implémentés	Nombre	2	2	5	50	100	200
Mode de calcul : somme d'applications ou logiciels implémentés								
Source : DANTIC								
Commentaire: les cibles de l'indicateur reflètent la volonté du Ministère des Hydrocarbures de moderniser son système d'information par le déploiement progressif des solutions numériques répondant aux besoins des différents services. L'implémentation des applications vise à améliorer la gestion de l'information ; la communication interne, la gestion électronique des documents, la sécurisation des données et l'efficacité des ressources disponibles.								

II.1.4. *EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME*

II.1.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 9 : Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Titres	Historique								Projection	
	Réalisation LFR 2024			Réalisation LFR 2025			Exercice en cours LFR 2026		Prévision 2027	
	votés	Exécution	Tx d'ex	votés	Exécution	Tx d'ex	votés	Exécution	Tx d'ex	
A. Dépenses courantes										
Titre III : Dépenses de personnel	7 691 771 282,00			9 772 703 571,00	10 388 711 478,00	106,303352	10 578 304 218,00	3 329 919 847,00	31,48	10977009451
Titre IV : Biens et matériels	498 246 878,00			681 665 522,00	1 182 466 000,00	173,4671862	480 556 987,00	425 000 000,00	88,44	2368747298
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 250 884 932,00			1 271 658 356,00	6 394 457 335,00	502,8439679	877 274 543,00	2 083 092 781,00	237,45	842573929
Titre VI : Transferts et interventions	716 105 107,00			114 050 322,00	-	-	186 726 404,00	-	-	154208066
B. Dépenses en capital										
Titre VII : Equipements	1 628 242 457,00			628 242 457,00			10 358 707 853,00			9427529625
Financement intérieur					-			-		
Financement extérieur										
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière										9107158742
Financement intérieur	1 500 000 000,00						7 000 000 000,00			
Financement extérieur										
Total	**13 285 250 656,00**	**-**	**-**	**12 468 320 228,00**	**17 965 634 813,00**		**29 481 570 005,00**	**5 838 012 628,00**	**357,37**	**3287722711**

Source : LFR 2025, ESB 2025-2026(fin mai), PLF 2027.

II.1.4.2. Evolution par Rubrique budgétaire

Tableau 10 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2025-2027

Rubrique	REALISATION LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027
	Credit voté en CDF	Exécution en CDF	Credits votés en CDF	Exécution au 30 juin	
TOTAL	**14008504291**	**17978775413**	**30127145657**	**7699664691**	**32877227111**
Fonctionnement des Ministères	3715718204	7602912935	2691516399	2692093380	3804150978
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	828242407	-	177033557	-	143505526
Investissements sur Ressources Propres	628242457	-	17358707853	-	18534688367
Rémunérations	8836301223	10375862478	9899887848	5007571311	10394882240

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.5. ***Evolution des crédits par action du programme***

II.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	9 925 286 839	17 910 771 313	22 516 375 278	-	32140749657
2		Gestion des ressources Financières et matérielles	1 042 798 048	38 566 000	920 888 451	-	123172463
3		Planification, programmation et suivi-évaluation	335 837 174	-	231 372 387	-	231603760
4		Gestion des ressources humaines	358 238 725	3 448 500	247 136 908	-	294384044
5		Gestion du système d'information et de la communication	78 366 985	12 849 000	54 062 760	-	87317187
TOTAL			**11 740 077 771**	-	**23 969 835 784**	**-**	**32877227111**

Source : ESB 2025-2026 (fin mai), PLF 2027 et CDMT Central 2027-2029

II.2. PROGRAMME 2 : AMONT PETROLIER

Pré-Responsable : Monsieur Gustave NGALAMULUME BANTU
Fonction : Directeur Chef de Service Exploration

II.2.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Ce programme concerne trois Directions dont la Direction Exploration ; Direction Production; Direction de Gaz non associés, Biocarburants et Hydrogène naturel et la Direction de Contrats, Droits et Titres Hydrocarbures.

II.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Dans le cadre de la redynamisation et l'accroissement de l'efficacité du secteur des Hydrocarbures en tant que l'un des moteurs du progrès économique et de l'émergence du pays, le Gouvernement entend valoriser les ressources pétrolières et gazières.

Pour y arriver ***et dans le cadre de la mise en œuvre du programme, le secteur des hydrocarbures ambitionne de mettre en production les bassins sédimentaires de la RDC à travers : (i) la coordination, le suivi, le contrôle et la régulation technique, administrative et environnementale des activités d'hydrocarbures en amont ; (ii) la subdivision des bassins en blocs d'exploration-production pétroliers et leur attribution ; (iii) la constitution de la banque des données pétrolières et gazières ; (iv) la contrepartie locale en terme de développement et le bien être des communautés locales et des générations futures.***

II.2.3. ***OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME***
II.2.3.1. ***OBJECTIF DU PROGRMME***
Le deuxième programme du Ministère vise à mettre en production les bassins sédimentaires de la RDC
II.2.3.2. ***Cadre de performance du programme***

Tableau 13 : objectifs et indicateurs du programme

PROGRAMME : AMONT PETROLIER								
Objectif: Mettre en production les bassins sédimentaires de la RDC								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Volume de barils produits	Baril	20000	20000	20000	22000	22 000	31000
Source : Direction production								
Mode de calcul : somme de barils produits par jour								
Commentaire : actuellement la production est en baisse avec une production de 20000 baril/jour. Au cas où les trois bassins sont en production ; 31000 barils/jour seraient produits.								
ACTION 1: Certification des réserves pétrolières et gazières								
Objectif: ***Certifier les réserves pétrolières et gazières des bassins sédimentaires du pays***								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre d'aires sédimentaires identifiés et valorisables	Nombre	3	3	3	3	7	7
Source: DPRO & DEXPLO								
Mode de calcul: somme des bassins sédimentaires identifiés et valorisés								
Commentaire: Trois bassins sédimentaires identifiés et valorisables à ce jour mais qui seront subdivisés en 7 sous bassins								

suivant les caractéristiques distinctes de chacun								
	Nombre d'aires sédimentaires valorisés	Nombre	-	-	1	0	1	2
Source : DPRO & DEXPLO								
Mode de calcul: somme des bassins valorisés								
Commentaire: depuis 1975, seul le bassin côtier est en production. Le Ministère compte valoriser 1 bassin en 2028 et 2 bassins en 2029.								
ACTION 2: Renforcement des capacités de transformation du brut et ses dérivés								
Objectif: Acquérir les unités de transformation du brut								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre d'unités de transformation acquises	Nombre	0	0	0	0	1	1
Source : DRPM								
Mode de calcul : Somme des unités acquises								
Commentaire : Aucune unité de transformation n'est acquise à ces jours. l'acquisition d'une unité est projetée pour 2028 et une autre en 2029.								
ACTION 3: Contrôle de la règlementation sur les biocarburants								
Objectif: Assurer la réglementation sur les Biocarburants								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des textes élaborés	Nombre	0	0	0	1	2	1
Source : Direction de Gaz non associé, Biocarburants et Hydrogène naturel.								
Mode de calcul : Somme des textes élaborés								
Commentaire : l'année 2027 servira au secteur de mettre en place la loi générale régissant les biocarburants avant qu'elle soit complétée par le décret en 2028 et des textes d'application comme les arrêtés, les circulaires en 2029.								

II.2.4. Evolution des crédits du programme

II.2.4.1. Evolution des crédits par titre 2025 -2027

Tableau 14 : Présentation des crédits par titre 2025 -2027

Titres	Historique									Prévision
	2024			2025			2026			2027
	Prévision	Exécution	Tx d'ex	Prévision	Exécution	Tx d'ex	Prévision	Exécution	Tx d'ex	
A. Dépenses courantes										
Titre III : Dépenses de personnel	10 330 099,00			84 522 967,00	13 140 600,00	15,55	103 816 136,00	-	-	237023656
Titre IV : Biens et matériels	11 909 056,00			56 155 982,00	-	-	57 317 287,00	-	-	140937077
Titre V : Dépenses de prestations	180 540 760,00			209 940 730,00	-	-	144 831 082,00	-	-	280286974
Titre VI : Transferts et interventions										
B. Dépenses en capital										
Titre VII : Equipements										
Financement intérieur										
Financement extérieur										
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice,										
acquisition immobilière										
Financement intérieur										
Financement extérieur										
Total	**202 779 915,00**	**-**	**-**	**350 619 679,00**	**13 140 600,00**		**305 964 505,00**	**-**	**-**	**658247707**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits par Rubrique budgétaire

Tableau 15 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2025-2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projection 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Mai en FC	
Contrepartie des Projets	-	-	-		
Fonctionnement des Ministères	350 619 679	13 140 600	305 964 505		658247707
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-			
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-		
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-		
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-		
TOTAL	**350 619 679**	**13 140 600**	**305 964 505**		658247707

Source : LFR 2025, ESB 2025-2026 (fin mai), PLF 2027 et CDMT Central 2027-2029.

II.2.5. LES OPÉRATEURS CONCOURANT À LA POLITIQUE DU PROGRAMME

II.2.5.1. SONAHYDROC

La SONAHYDROC, est une société de l'Etat œuvrant dans les deux maillons de la chaîne pétrolière à savoir Amont et Aval. En amont pour faire les recherches en vue de la découverte d'autres gisements pétrolière et en Aval pour assurer le transport, stockage, distribution et commercialisation des produits pétroliers.

II.3. PROGRAMME 3 : AVAL PETROLIER

Pré-Responsable : Monsieur Axel- Baudouin MITUENSI BEYUM'VIYA
Fonction : Directeur-Chef de Service Approvisionnement, Distribution et Transport-Stockage

II.3.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Les directions qui concourent à la mise en œuvre de ce programme sont :

- Direction Approvisionnement, Distribution et Transport-Stockage ;
- Direction Raffinage, Pétrochimie et Marchés Pétroliers.

II.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

La stratégie du programme aval pétrolier se résume par :

- Le Suivi, contrôle et régulation technique, administratif et environnemental des activités d'hydrocarbures en aval ;
- La diversification des activités en investissant dans les biocarburants, l'hydrogène naturel pour s'adapter aux nouvelles règlementations environnementales.

La mise en œuvre du programme s'appuie non seulement sur ses trois piliers dont le raffinage-pétrochimie, transport-stockage et importation-commercialisation mais aussi et surtout sur la libéralisation du maillon c'est-à-dire que tout acteur congolais ou étranger peut opérer dans le secteur en respectant les conditions d'exercice.

II.3.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

II.3.3.1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le programme aval vise non seulement à améliorer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers mais aussi à encadrer l'exercice des activités d'hydrocarbures en aval.

II.3.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 19 : Objectif et indicateurs du programme

<table>
<tr><td colspan="8">PROGRAMME : AVAL PETROLIER</td></tr>
<tr><td colspan="8">Objectif: Améliorer l'exercice des activités d'hydrocarbures en aval</td></tr>
<tr><td colspan="2" rowspan="2">Indicateurs</td><td rowspan="2">Unité de mesure</td><td colspan="2">Réalisations</td><td>Exercice en cours</td><td colspan="2">Cibles</td><td></td></tr>
<tr><td>No</td><td>Nom de l'indicateur</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026</td><td>2027</td><td>2028</td><td>2029</td></tr>
<tr><td>1</td><td>Nombre d'avant-projets de textes légaux et règlementaires conçus et élaborés</td><td>Nombre</td><td>0</td><td>7</td><td>1</td><td>2</td><td>2</td><td>3</td></tr>
<tr><td colspan="8">Source : DADTS</td></tr>
<tr><td colspan="8">Mode de calcul : Somme d'avant-projets conçus et élaborés</td></tr>
<tr><td colspan="8">Commentaire : Il n'y a eu aucun avant-projet en 2024 et sept (7) en 2025. Un (1) avant-projet est en cours en 2026 et en prévision, 2 pour 2027, 2 pour 2028 et 3 pour 2029.</td></tr>
<tr><td>2</td><td>Taux d'acquisition d'équipements de contrôle</td><td>%</td><td>0</td><td>0</td><td>25</td><td>50</td><td>75</td><td>100</td></tr>
<tr><td colspan="8">Source : DADTS</td></tr>
<tr><td colspan="8">Mode de calcul : nombre d'équipements acquis/nombre d'équipements prévus x100</td></tr>
<tr><td colspan="8">Commentaire : Aucun équipement n'a été acquis pour les exercices 2024 et 2025. L'acquisition a eu lieu en 2026. Le taux d'acquisition est de 25% pour les 4 catégories d'équipements. L'acquisition devra continuer pour les exercices 2027, 2028 pour se clôturer en 2029.</td></tr>
</table>

ACTION 1: ***Gestion des stocks des Produits Pétroliers importés***								
Objectif : Assurer la disponibilité des produits pétroliers								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Volume des produits pétroliers importés	m^3	965.926,54	1.149.622,21	549.810,554	1.209.583,24	1.330.541,57	1.463.595,73
Source : DADTS, DGDA								
Mode de calcul : Somme de quantités par voie d'approvisionnement								
Commentaire: Les volumes des produits pétroliers seront améliorés au niveau des voies d'entrée suite à la lutte contre la fraude et la contrebande. La traçabilité des produits pétroliers conformes sera assurée par le marquage moléculaire imposé à chaque voie d'approvisionnement. Les volumes des produits pétroliers importés concernent l'approvisionnement par la voie Ouest. Une croissance de 183.695,67 m^3 est signalée entre 2024 et 2025. A mi-juillet 2026, le volume évalué est de 549.810,554 m^3. En prévision pour 2027, 2028 et 2029, les volumes obtenus sont calculés sur base du coefficient (0,1) dont le volume est additionné au volume de l'année précédente.								
2	Nombre d'infrastructures pétrolières construites	Nombre	0	0	0	1	2	2
Source : DADTS								
Mode de calcul : Somme d'infrastructures pétrolières construites								
Commentaire : Les infrastructures pétrolières visées sont celles affectées pour le stockage et le transport en l'occurrence les terminaux et les canalisations.								

II.3.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.3.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau…. Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Titres	Historique									Projection
	2024			2025			2026			2027
	Prévision	Exécution	Tx d'ex	Prévision	Exécution	Tx d'ex	Prévision	Exécution	Tx d'ex	
A. Dépenses courantes										
Titre III : Dépenses de personnel	76 265 302,00			121 265 302,00	-		100 903 538,00	-		41847723
Titre IV : Biens et matériels	63 276 650,00			92 747 609,00	-		68 098 050,00	-		65034360
Titre V : Dépenses de prestations	252 152 897,00			247 308 066,00	-		170 609 559,00	-		124927147
Titre VI : Transferts et interventions										118259066
B. Dépenses en capital										
Titre VII : Equipements										5493475155
Financement intérieur										
Financement extérieur										
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice,										7000000000
acquisition immobilière										
Financement intérieur										
Financement extérieur										
Total	**391 694 849,00**	-	-	**461 320 977,00**	-		**339 611 147,00**	-	-	**12843543451**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Evolution des crédits par Rubrique budgétaire

Tableau 21 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2025-2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projection 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Mai en FC	
Contrepartie des Projets	-	-	-		
Fonctionnement des Ministères	461 320 977	-	339 611 147		231809230
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	-	18 259 066		118259066
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-		
Investissements sur Ressources Propres	628 242 457	-	5 493 475 155		12493475155
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-		
Rémunérations	-	-	-		
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-		
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-		
TOTAL	**1 189 563 434**	**-**	**5 833 086 302**		12843543451

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5. LES OPÉRATEURS COUNCOURANT A LA POLITIQUE DU PROGRAMME

II.3.5.1. SONAHYDROC

La SONAHYDROC, est une société de l'Etat œuvrant dans les deux maillons de la chaîne pétrolière à savoir Amont et Aval. En amont pour faire les recherches en vue de la découverte d'autres gisements pétrolière et en Aval pour assurer le transport, stockage, distribution et commercialisation des produits pétroliers.

II.3.5.2. SEP-CONGO

SEP c'est une société de service qui assure le transport et distribution des produits pétroliers dans le pays.

II.3.5.3. COBIL SA

La COBIL c'est une société qui assure la commercialisation des produits pétroliers dans le pays.

II.3.5.4. SOCIR

SOCIR SA, la Congolaise des Industries de Raffinage, est une société nationale anonyme avec Conseil d'Administration créée le 19 janvier 1963 par l'Ordonnance-loi n°47 du 6 mars 1963. La première production de la SOCIR a eu lieu le 12/01/1968. Au début de la création, la SOCIR avait pour mission :

1. Le raffinage du pétrole brut ;
2. La vente des produits finis et sous-produits ;
3. Le transport et stockage du pétrole brut et produits finis.

La SOCIR étant tombé en faillite depuis 1999, elle assure actuellement le déchargement et l'allégement à BANANA et transporter les produits finis à ANGO-ANGO point de départ du pompage par pipeline vers les terminaux de Kinshasa.

II.3.5.5. : ENGIP-RDC SA

ENGIP-RDC SA est l'Entreprise Nationale de Gestion des Infrastructures Pétrolières. C'est une société publique commerciale créée en janvier 2026 par le Gouvernement Congolais avec comme missions principales :

- Gestion des données: centraliser les bases de données de l'aval pétrolier et optimiser les coûts logistiques qui impactent les prix à la pompe ;
- Sécurisation et modernisation les infrastructures stratégiques de l'aval pétrolier sur l'ensemble du territoire national. L'entreprise veille à l'opérationnalisation des installations critiques et au développement des nouvelles infrastructures pour garantir un approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers ;
- Gestion des actifs : elle a repris la gestion des actifs logistiques pétroliers historiques, marquant la récupération totale des installations pétrolières par l'Etat Congolais.

II.3.6. VENTILATION DES EFFECTIFS DU PROGRAMME

Tableau 28 : Effectif du programme

SECTION/GRADE	Effectif salaire (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3) = (2/9)*12	Nouvelles actions 2026
				Effectif (4)
SECTION : Aval Pétrolier				
1. Hauts Fonctionnaires (Directeur)	-	-	-	2
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	26	82 053 954	109 405 272	-
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	16	45 082 800	60 110 400	3
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	-	-	-	-

25. Ministère du Tourisme

Section 57

1. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable du Ministère : Son Excellence Monsieur le Ministre Didier MAZENGA MUKANZU

1.1. Missions et organisation du Ministère

1.1.1. Missions du Ministère

Conformément à l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère du Tourisme intervient dans :

- ✓ Exécution de la Politique Nationale du Tourisme ;
- ✓ Élaboration, suivi et évaluation des plans de mise en œuvre de ladite Politique ;
- ✓ Gestion et exploitation des aspects touristiques dans les aires protégées (parcs nationaux, réserves naturelles, jardins zoologiques et botaniques, domaines de chasse, etc.) ;
- ✓ Promotion du Tourisme par tous les moyens et coordination de toutes les activités du secteur ;
- ✓ Suivi et audit technique des établissements publics et privés œuvrant dans le secteur du Tourisme ;
- ✓ Promotion et organisation de l'industrie hôtelière et des agences de voyages ;
- ✓ Règlementation des activités touristiques :
- ✓ Inspection des établissements touristiques et hôteliers sur le territoire National ;
- ✓ Élaboration des normes de classification des établissements touristiques, hôteliers, des agences de voyages et autres ;
- ✓ Identification, développement, aménagement et réhabilitation des infrastructures touristiques publiques ;
- ✓ Mise en œuvre des traités, conventions et accords sous régionaux, régionaux et internationaux relatifs au secteur du Tourisme ;
- ✓ Représentation de la République Démocratique du Congo aux conférences et réunions sous régionales, régionales et internationales relatives au secteur du Tourisme, en collaboration avec le ministère ayant la coopération internationale dans ses attributions ;
- ✓ Promotion du partenariat public–privé dans le domaine du Tourisme.

1.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère du Tourisme est constitué du Cabinet du Ministre, du Secrétariat Général, des Etablissements Publics et un Compte d'Affectation Spécial (CAS).
Le Secrétariat Général est composé des directions standards et des directions métiers ainsi que des services y rattachés.
Les Directions standards sont au nombre de quatre à savoir :

- ➢ Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- ➢ Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- ➢ Direction d'Études et Planification (DEP) ;
- ➢ Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (DANTIC).

Les directions métiers sont au nombre de quatre à savoir :

- ➢ Direction des Ressources Touristiques (DRT) ;
- ➢ Direction de l'Inspection Nationale du Tourisme (DIT) ;
- ➢ Direction de Partenariat Touristique (DPT) ;
- ➢ Direction de Promotion et Investissements Touristiques (DPIT).

Les services rattachés au Secrétaire Général sont :

- ➢ Cellule Technique d'Appui (CTA) ;
- ➢ Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).

Les établissements publics sont au nombre de trois à savoir :

- ➢ Office National du Tourisme (ONT)
- ➢ Site touristique de la N'sele (STN)
- ➢ Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN)

Le Compte d'Affectation Spécial (CAS) est le suivant :

- Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)

1.2. Présentation stratégique du Ministère

1.2.1. Priorités nationales

La vision du développement de la République Démocratique du Congo inscrit dans le Plan National Stratégique du Développement « PNSD » est de porter le pays, en 2021 pays intermédiaire, en 2023 pays émergent et en 2050 pays développé.
A ce titre, la RDC devra capitaliser ses atouts et opportunités dans le domaine touristique afin de devenir une destination de référence en Afrique et dans le Monde.

1.2.2. Politique sectorielle

Le secteur du tourisme en RDC à travers tous ses acteurs publics et privés, œuvrera à travers cette nouvelle politique à proposer à ses visiteurs une offre attractive fondée sur :

- La diversité des expériences ;
- L'amélioration de l'accessibilité ;
- Le renforcement des infrastructures touristiques et des services en termes de qualité et de confort.

En tenant compte des ambitions du secteur en termes de renforcement des infrastructures, développement des capacités hôtelières et de l'effort de promotion, le tourisme congolais pourrait générer des recettes annuelles en devise d'environ 7 milliards USD à l'échéance 2030.

1.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère du Tourisme

SECTION 57 : TOURISME								
MAQUETTE NOMENCLATURE PROGRAMMATIQUE ACTUALISEE								
N°	CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
							Services normatifs	Opérateurs
	57	TOURISME						
			120	Administration Générale du Tourisme	1201	Pilotage et Coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet, SG, CTA, CGPMP	
					1202	Gestion des ressources financières et matérielles	DAF	
					1203	Gestion des ressources humaines	DRH	
					1204	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
					1205	Gestion du système d'information, de communication et de Numérisation	DANTIC	
					1206	Règlementation, normalisation et inspection des établissements touristiques	DIT	
			121	Développement et encadrement de l'offre touristique	1211	Aménagement, valorisation et gestion durable des sites touristiques	DRT	ICCN
					1212	Appui en investissements touristiques et Partenariats Public-Privé (PPP)	DPT	STN
					1213	Structuration et professionnalisation de l'industrie hôtelière, des Agences de voyages et des établissements touristiques	DRT	ONT

			188	Promotion, Commercialisation Et Partenariat Du Tourisme	1881	Marketing et image de la destination RDC	DPIT	
					1882	Promotion du tourisme interne et externe	DPIT	ONT, STN
					1883	Partenariat et coordination des syndicats d'initiative touristique	DPIT	STN

1.4. Performance antérieure et perspectives

1.4.1. Performance antérieure

Le Secteur du Tourisme après la promulgation de la Loi n°18/018 du 09 juillet 2018 portant Principes Fondamentaux relatifs au Tourisme a réalisé :

- La rationalisation du Cadre Organique de l'Administration Générale ;
- La multiplication par neuf des recettes du tourisme durant les huit dernières années par la numérisation du secteur dans la perception de la Redevance du Fonds de Promotion du Tourisme auprès des Compagnies aériennes et Horeca par la Télé déclaration et télé paiement ;
- L'amélioration de la destination République Démocratique du Congo ces deux dernières années.

1.4.2. Perspectives

A la lumière de son étendue, la République Démocratique du Congo partant de sa faune, flore et de ses espèces rares, ambitionne de devenir très compétitive et une Industrie Touristique du Millénaire capable par son intervention à contribuer à la hauteur de 10% au PIB et créer plus de 50.000 emplois par an.
La République Démocratique du Congo espère faire rayonner le Tourisme par :

- L'amélioration de sa gouvernance et de son Cadre institutionnel légal ;
- L'actualisation des textes réglementaires ;
- La production des statistiques fiables pour la création du compte satellite du Tourisme ;
- La sécurisation, la réhabilitation et la création des Sites Touristiques ;
- L'aménagement des voies d'accès et les Structures d'accueil ;
- La création des Zones de Développement et d'Expansion Touristiques ;
- La création des infrastructures de formation hôtelière ;
- Le respect des normes internationales dans la classification des unités touristiques ;
- L'incitation du Partenariat Public - Privé (PPP);
- La mise en place d'un mécanisme favorisant l'écotourisme et le tourisme scolaire.

1.5. Objectifs et Indicateurs représentatifs de la politique du Ministère du Tourisme

1.5.1. Objectifs du Ministère

Les missions du Ministère sont représentées à travers les objectifs suivants :

- Concevoir, planifier, organiser, coordonner et suivre les activités du Ministère ;
- Faire du secteur du Tourisme une véritable industrie et un levier de la diversification de l'économie nationale ;
- Promouvoir le Tourisme par tous les moyens et coordonner toutes les activités du secteur.

1.5.2. Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif1 : Concevoir, planifier, organiser, coordonner et suivre les activités du Ministère									
Indicateurs de performance		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre du plan de travail annuel du ministère	%	-	-	-		50%	80%	100%
Source : Cabinet									
Mode de calcul : (Nombre de travaux réalisées/Nombre de travaux prévues par an) *100									
Commentaire : Les activités prévues lors d'un exercice budgétaire sont censées être réalisées à 100%, cependant l'exercice 2027 étant encore soumis au budget des moyens nous pousse à penser à une réalisation progressive									
2	Proportion des réunions stratégiques avec les partenaires techniques organisées	%	100	100	100	50	100	100	100

Source : DEP									
Mode de calcul : (Nbre de réunions organisées / Nbre de réunions prévues par an) x 100									
Commentaire : Les réunions stratégiques sont organisées régulièrement chaque mois avec les partenaires									
Objectif 2 : Faire du secteur du Tourisme une véritable industrie et un levier de la diversification de l'économie nationale									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'investissements publics réalisés dans le secteur du tourisme	%	-	-	-		50	75	100
Source : DAF									
Mode de calcul : (nombre d'investissements publics réalisés/nombre d'investissements prévus par an) * 100									
Commentaire : La réalisation des investissements est la conséquence des moyens disponibles, cela rend la réalisation de cet indicateur progressive, en partant de l'exercice avec le budget des moyens aux exercices avec les reformes en cours.									
2	Taux d'emplois directs créés dans le secteur du tourisme	%	-	-	-		60	80	100
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre emplois créés / nombre d'emplois prévus par an) *100									
Commentaire : La création d'emplois dépend des moyens disponibles, cela rend la réalisation de cet indicateur progressive, en partant de l'exercice avec le budget des moyens aux exercices avec les reformes en cours									
3	Taux d'accroissement des recettes du Tourisme	%	-	-	-		5	10	15
Source : DAF									
Mode de calcul : ((Recettes réalisées N – Recettes réalisées N-1) / Recettes réalisées N-1) *100									
Commentaire : plus on a les moyens à investir, plus on accroit les recettes, les reformes en cours nous permettront d'avoir les moyens de réaliser les objectifs liés aux recettes.									
Objectif 3 : Promouvoir le Tourisme par tous les moyens et coordonner toutes les activités du secteur									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Proportion de campagnes nationales et internationales de promotion du tourisme réalisées	%	-	-	-	0	80	90	100
Source : DEP									
Mode de calcul : (nombre des campagnes réalisées / nombre des campagnes prévues par an) x 100									
Commentaires : la cible globale est fixée à 100% de réalisation des campagnes de promotion touristique à l'horizon 2029, le niveau de 80% et 90% constituent des étapes intermédiaires vers l'atteinte de cette cible finale									
2	Taux de fréquentation des touristes	%	-	-	-	-	60	70	80
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre des touristes reçus / Nombre des touristes prévus par an) x 100									
Commentaire : Le niveau de fréquentation accroit avec les moyens disponibles, cependant on ne peut prétendre atteindre les 100%, car la fréquentation dépend aussi des facteurs exogènes au secteur du tourisme comme les conditions climatiques, sanitaires, sécuritaires,….									

1.6. Présentation des crédits du Ministère

1.6.1. Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Évolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS
		Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	2027
Dépenses courantes		**79 003 118 949,00**	**87 819 501 591,40**	**63 366 143 057,00**	**18 936 056 728,86**	**80 761 971 519,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	27 993 543 306,00	23 051 000 040,00	29 157 431 801,00	10 486 212 153,00	52 660 476 462,00
2	Titre IV : Biens et matériels	3 464 318 983,00	10 062 964 690,00	3 214 532 175,00	300 000 000,00	17 133 969 797,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	40 348 233 071,00	51 446 381 848,94	27 834 895 761,00	7 902 640 700,73	2 793 034 248,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	7 197 023 589,00	3 259 155 012,46	3 159 283 320,00	247 203 875,13	8 174 491 012,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Dépenses en capital	**1 821 892 225,00**	**-**	**7 095 176 059,00**	**-**	**144 972 211 271,00**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 821 892 225,00	-	7 095 176 059,00	-	144 972 211 271,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total		**80 825 011 174,00**	**87 819 501 591,40**	**70 461 319 116,00**	**18 936 056 728,86**	**225 734 182 790,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.6.2. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Évolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	47 812 983 863,00	62 640 142 258,94	34 633 806 405,00	8 202 640 700,73	36 668 440 211,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000,00	1 284 668 742,33	354 067 114,00	164 802 583,42	5 323 529 184,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	129 858 000 000,00
5	Investissements sur Ressources Propres	1 821 892 225,00	-	7 095 176 059,00	-	15 114 211 271,00
6	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	24 372 312 941,00	23 051 000 040,00	25 834 651 717,00	10 486 212 153,00	36 226 384 303,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 413 389 189,00	596 486 675,00	2 543 617 821,00	82 401 291,71	2 543 617 821,00
9	Subventions aux Services Ex-BPO	4 204 432 956,00	247 203 875,13	-	-	-
10	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
TOTAL		**80 825 011 174,00**	**87 819 501 591,40**	**70 461 319 116,00**	**18 936 056 728,86**	**225 734 182 790,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.6.3. Évolution des crédits par programme

Tableau 5 : Évolution des crédits par programme

N°	Code programme	Intitulé du programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS
			Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	2027
1	120	Administration Générale du Tourisme	64 008 431 053,00	76 182 656 510,94	53 915 898 245,00	14 411 469 386,73	195 682 826 710,00
2	121	Développement des Ressources touristiques	948 798 149,00	0,00	1 891 465 752,00	0,00	1 927 681 926,00
3	188	Promotion de la destination RDC	15 867 781 972,00	11 636 845 080,46	14 653 955 119,00	4 524 587 342,13	28 123 674 154,00
TOTAL			**80 825 011 174,00**	**87 819 501 591,40**	**70 461 319 116,00**	**18 936 056 728,86**	**225 734 182 790,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.7. Ventilation des effectifs du Ministère

Tableau 6 : Évolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2026 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2027		Projections 2028		Projections 2029	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale (9)
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	19	22 982 829	35 058 669	29	35 058 669	29	35 058 669	29	35 058 669
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	154	173 186 442	1 600 978 560	878	1 600 978 560	878	1 600 978 560	878	1 600 978 560
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	1692	1 701 814 914	3 889 903 026	3877	3 889 903 026	3877	3 889 903 026	3877	3 889 903 026
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	2081	1 933 575 144	2 875 340 430	3062	2 875 340 430	3062	2 875 340 430	3062	2 875 340 430

Source : DRH et DirPaie

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

2.1. PROGRAMME 1 : (120) Administration Générale du Tourisme

a) Code et Intitulé du programme : **(120) Administration Générale**
b) Responsable du programme : **Jean Parfait NTABALA MURHANDIKIRE**
Fonction : Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du Programme

Le périmètre du programme Administration générale est constitué de :

- Cabinet du ministre ;
- Secrétariat Général ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction Administrative et Financière ;
- Direction d'Études et Planifications ;
- Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication ;
- Direction Inspection Nationale du Tourisme ;
- Cellule Technique d'Appui ;
- Cellule Gestion des Projets et des Marchés Publics.

2.1.2. Stratégie du Programme

Le programme a comme stratégie : la conception, la planification, l'organisation, la coordination, le suivi et le contrôle des activités de l'Administration du Ministère en charge du Tourisme, conformément aux attributions du Ministère.
A cet effet, le programme vise à :

- Assurer la coordination entre la hiérarchie du Ministère et les services administratifs ;
- Promouvoir l'unité de la jurisprudence administrative, la sauvegarde de la tradition administrative et la discipline du Ministère ;
- Assurer les autres fonctions supports du Ministère.

Le programme Administration Générale vise à améliorer l'efficacité institutionnelle du ministère à travers la modernisation de ses outils de gestion, le renforcement du cadre juridique et le développement de ses ressources humaines et financières.
Elle s'articule autour de cinq actions majeures :

1. Pilotage et coordination des actions stratégiques : Elle vise à renforcer les capacités fonctionnelles des services à travers l'harmonisation des initiatives administratives entre les différentes directions, les divisions provinciales et organismes publics rattachés. Il s'agira de faire de la coordination administrative, un instrument servant à assurer la cohérence des politiques publiques au niveau sectoriel.
2. Gestion des ressources financières et matérielles : il s'agit de garantir une gestion transparente et efficiente des Ressources Matérielles et financières.
3. Planification, programmation et suivi-évaluation : Il est question de renforcer la programmation, la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des actions prévues afin de réaliser les résultats attendus.
4. Gestion des ressources humaines : La stratégie vise à valoriser les carrières, renforcer les compétences et améliorer la qualité de vie ainsi que les conditions de travail.
5. Gestion du système d'information et de la communication : Elle vise à informatiser les services et à digitaliser la gestion des informations économiques afin de constituer une banque des données.

2.1.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

2.1.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs du programme sont :
Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles et humaines :
Objectif 2 : Améliorer la coordination et le pilotage des activités du secteur ;
Objectif 3 : Améliorer la mobilisation des recettes financières

2.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 1 **: Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale**

Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles et humaines									
Indicateurs de performance		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de mise en œuvre du plan de formation	%	-	-	-		50	60	80
Source : DRH									
Mode de calcul : (Nombre de formations réalisées/Nombre de formations prévues par an) *100									
Commentaire : Le plan de formation est une réforme au niveau du Tourisme dont l'exécution totale est progressive et adaptée aux moyens alloués									
2	Textes règlementaires élaborés	Nbre	09	00	01		06	02	01
Source : DEP									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : Il y a des dispositions prévues qui nécessitent que des actes réglementaires soient pris notamment : 3 décrets, 3 arrêtés interministériels et 13 arrêtés ministériels ; et aussi, par rapport à leurs caducités, certains textes non prévus dans la Loi seront modifiés.									
3	Taux de couverture de la campagne de vulgarisation et sensibilisation des textes relatifs au secteur	%	15,38	00	7,69		50	73,07	100
Source : DIT									
Mode de calcul : (Nombre de provinces vulgarisées / 26 (=nombre total des provinces)) x 100									
Commentaire : Les projections fixent une montée progressive de la couverture nécessitant une accélération significative des campagnes de vulgarisation afin de rattraper le retard accumulé et d'assurer la sensibilisation de l'ensemble des 26 provinces dans les délais prévus									
Objectif 2 : Améliorer la coordination et le pilotage des activités du secteur									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
1	Taux de mise en œuvre du plan de travail annuel du ministère		-	-	-		50%	80%	100%
Source : Cabinet									
Mode de calcul : (Nombre de travaux réalisées/Nombre de travaux prévues par an) *100									
Commentaire : Les activités prévues lors d'un exercice budgétaire sont censées être réalisées à 100%, cependant l'exercice 2027 étant encore soumis au budget des moyens nous pousse à penser à une réalisation progressive									
2	Taux de dématérialisation des procédures	%	-	-	-		20	30	50
Source : DANTIC									
Mode de calcul : (Nombre des services informatisés / nombre total de services) *100									
Commentaire : L'informatisation est couteuse en terme des temps et des finances, d'où sa réalisation au niveau des services ne peut être rapide vu les moyens financiers alloués.									
Objectif 3 : Améliorer la mobilisation des recettes									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de réalisation des recettes	%	25,2	43,8	52,8		100	100	100
Source : DAF									
Mode de calcul : (Réalisations /assignations) *100									
Commentaires : l'insécurité dans certaines provinces, l'incivisme fiscal dans le chef de certains assujettis, la taxation d'office par la DGRAD sont parmi les causes de faibles réalisations des assignations. Cependant, les reformes mises en place nous permettront d'améliorer la mobilisation des recettes.									
Action 1 : Pilotage et Coordination des actions stratégiques du ministère									

Objectif opérationnel : Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère									
1	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	-	-	-		80	90	100
Source : Cabinet, SG									
Mode de calcul : (Nombre de réunions des instances de pilotages organisées/ Nombre de réunions des instances de pilotage prévues par an) *100									
Commentaire : il sied de noter que les instances de pilotage du ministère du tourisme se veulent rassurant de l'évolution des tenues des réunions à tous les niveaux afin d'obtenir les résultats escomptés									
Action 2 : Gestion des ressources financières et matérielles									
Objectif opérationnel : Assurer la gestion optimale des ressources matérielles, financières et logistique									
1	Taux d'exécution du budget	%	44,98	49,41	108,65		100	100	100
Source : DAF									
Mode de calcul : (Montant du budget exécuté/Montant voté) * 100									
Commentaire : Depuis plusieurs années, le taux d'exécution du budget du secteur du tourisme est extrêmement faible. Ceci handicape lourdement le bon fonctionnement du tourisme, ce qui ne favorise pas son décollage, cependant nous comptons sur les reformes en cours pour que les crédits nous alloués soient exécutés en totalité.									
2	Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	-	-	-		60	80	100
Source : CGPMP									
Mode de calcul : (Nombre des marchés exécutés/nombre des marchés prévus) * 100									
Commentaire : Une bonne gestion couplée à une bonne planification mènent vers une exécution totale du plan de passation des marchés, cependant on aura une phase intermédiaire avant la réalisation complète de cette cible									
Action 3 : Gestion des ressources humaines									
Objectif opérationnel : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines									
1	Proportion du personnel formé par an	%	-	-	-		60	80	100
Source : DRH									
Mode de calcul : (nombre du personnel formé/Effectif total du personnel prévu par an) *100									
Commentaire : Le plan de formation est une réforme au niveau du Tourisme dont l'exécution totale est progressive et adaptée aux moyens alloués									
Action 4 : Planification, programmation et suivi-évaluation									
Objectif opérationnel : Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions									
1	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%	-	-	-		100	100	100
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre de programmes disposant d'un cadre de performance validé / Nombre total de programme validé) x 100									
Commentaire : Avec un PAP validé, tous les programmes auront un cadre de performance complet et validé									
Action 5 : Gestion du système d'information, de communication et de Numérisation									
Objectif opérationnel : Assurer la publication proactive de l'information et la préservation des archives									
2	Taux de dématérialisation des procédures	%	-	-	-		20	30	50
Source : DANTIC									

Mode de calcul : (Nombre des services informatisés / nombre total de services) *100									
Commentaire : L'informatisation est couteuse en termes des temps et des finances, d'où sa réalisation au niveau des services ne peut être rapide vu les moyens financiers alloués.									
Action 6 : Règlementation, normalisation et inspection des établissements touristiques									
Objectif opérationnel : renforcer le contrôle et la conformité des établissements touristiques aux normes en vigueur									
1	Taux de conformité d'établissements touristiques	%	-	-	-		60	70	80
Source : DIT									
Mode de calcul : (Nombre d'établissements touristiques conformes/nombre total d'établissements touristiques inspectés par an) *100									
Commentaire : Avec la mise en pratique des recommandations formulées à l'avantage d'établissements touristiques inspectés, le taux de conformité de ces établissements doit être croissant d'une année à l'autre. Néanmoins, l'atteinte des 100% nécessite que les conditions d'exploitation et d'accessibilité soient garanties.									
2	Proportion des missions d'inspection réalisées par an	%	7,69	7,69	7,69		15	20	30
Source : DIT									
Mode de calcul : (Nombre des missions effectuées/nombre des missions prévues par an) *100									
Commentaire : Les 100% représentent 104 missions soit 4missions par province et par an. Au vu du rapport, seules deux missions sont effectuées dans chacune des 4 provinces soit 8 missions par an suite aux problèmes financiers. Avec une augmentation des moyens alloués, une augmentation progressive du nombre des missions permettra d'accroitre les résultats de cet indicateur.									

2.1.4. Présentation des crédits du Programme

2.1.4.1. Présentation des crédits de programme par titre

Tableau 2 : Évolution des crédits de programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
	Dépenses courantes	**62 804 730 615,00**	**76 182 656 510,94**	**47 712 197 807,00**	**14 411 469 386,73**	**50 710 615 439,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	17 779 931 118,00	13 542 514 252,00	16 886 503 274,00	6 208 828 686,00	30 951 764 214,00
2	Titre IV : Biens et matériels	3 265 074 779,00	10 062 964 690,00	2 458 619 437,00	300 000 000,00	16 333 955 871,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	39 725 367 446,00	51 446 381 848,94	27 405 201 609,00	7 902 640 700,73	2 417 276 245,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	2 034 357 272,00	1 130 795 720,00	961 873 487,00	-	1 007 619 109,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Dépenses en capital	**1 203 700 438,00**	**-**	**6 203 700 438,00**	**-**	**144 972 211 271,00**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 203 700 438,00	-	6 203 700 438,00	-	144 972 211 271,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Total	**64 008 431 053,00**	**76 182 656 510,94**	**53 915 898 245,00**	**14 411 469 386,73**	**195 682 826 710,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.2. Evolution des crédits par rubrique Budgétaire

Tableau 3: Évolution des crédits de programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	46 864 185 714,00	62 640 142 258,94	32 742 340 653,00	8 202 640 700,73	34 740 758 285,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	129 858 000 000,00
5	Investissements sur Ressources Propres	1 203 700 438,00	-	6 203 700 438,00	-	15 114 211 271,00
6	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	14 285 389 073,00	13 542 514 252,00	14 269 582 052,00	6 208 828 686,00	15 269 582 052,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	700 275 102,00	-	700 275 102,00
9	Subventions aux Services Ex-BPO	1 655 155 828,00	-	-	-	-
10	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
TOTAL		**64 008 431 053,00**	**76 182 656 510,94**	**53 915 898 245,00**	**14 411 469 386,73**	**195 682 826 710,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.5. Évolution des crédits par actions du programme

2.1.5.1. Présentation des crédits par actions

Tableau 10 : Évolution des crédits par actions du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS
		Actions du Programme	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027 en FC
1	1201	Pilotage et Coordination des actions stratégiques du ministère	61 972 788 619,00	76 182 656 510,94	52 099 269 436,00	14 411 469 386,73	27 555 304 122,00
2	1202	Gestion des ressources financières et matérielles	600 471 614,00	-	414 245 273,00	-	168 127 522 588,00
3	1203	Gestion des ressources humaines	634 259 315,00	-	437 554 275,00	-	-
4	1204	Planification, programmation et suivi-évaluation	293 205 282,00	-	202 272 510,00	-	-
5	1205	Gestion du système d'information, de communication et de Numérisation	224 027 853,00	-	154 549 318,00	-	-
6	1206	Règlementation, normalisation et inspection des établissements touristiques	283 678 370,00	-	608 007 433,00	-	-
	TOTAL	**TOTAL**	**64 008 431 053,00**	**76 182 656 510,94**	**53 915 898 245,00**	**14 411 469 386,73**	**195 682 826 710,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

PROGRAMME 2 : (121) Développement et encadrement de l'offre touristique
Pré-Responsable du programme : **Michel WATUNDA MAZOMBO**
Fonction : Directeur des Ressources Touristiques

2.2.1. Périmètre du Programme

- Direction des Ressources Touristiques
- Direction de Partenariat Touristique

2.2.2. Stratégie du programme

L'ambition du Ministère est de faire du secteur du tourisme un levier stratégique de diversification de l'économie nationale, de création d'emplois et de développement durable, en vue de contribuer à l'émergence de la République Démocratique du Congo à l'horizon 2030.

A cet effet, le programme vise à renforcer le cadre institutionnel, juridique et réglementaire du secteur, à assurer la connaissance, la valorisation et la gestion durable des ressources touristiques, à améliorer l'aménagement et l'accessibilité des destinations touristiques, à garantir la qualité des prestations touristiques ainsi que l'attractivité des investissements dans le secteur.

Conformément aux dispositions de la loi portant principes fondamentaux relatifs au tourisme et aux attributions des directions concernées, le programme s'articule autour des axes d'interventions suivants :

- Contribuer à la conception et l'élaboration des politiques, stratégiques et programmes de développement du tourisme ;
- Elaborer et assurer la mise en œuvre du cadre juridique et réglementaire applicable au secteur touristique ;
- Identifier, inventorier, protéger et valoriser les potentiels ainsi que les ressources touristiques à travers la constitution et la mise à jour du cadastre touristique ;
- Assurer l'aménagement, le développement et la gestion durable des ressources et des sites touristiques
- Renforcer la numérisation des procédures administratives, des services et des mécanismes de gestion des ressources touristiques ;
- Garantir la qualité, la normalisation, la classification et l'homologation des unités touristiques ainsi que le suivi de leur conformité ;
- Assurer la mobilisation, la constatation et la liquidation des recettes liées aux activités touristiques ;
- Faciliter la délivrance des autorisations, agréments et titres d'exploitation des unités touristiques dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Constituer et gérer la base de données statistiques physiques et pécuniaires des unités touristiques ;
- Tenir le secrétariat de la commission national de validation et d'homologation des unités touristiques
- Développer, promouvoir et renforcer l'attractivité des destinations touristiques de la République Démocratique du Congo ;
- Elaborer les mécanismes d'incitations d'investissements dans le secteur du tourisme et en assurer le suivi ;
- Créer un cadre de concertation permanent avec les opérateurs du secteur et en assurer le fonctionnement ;
- Assurer la participation des acteurs du secteur aux manifestations foraines et culturelles, aux conférences, aux expositions, aux festivals et autres forums sous régionaux, régionaux et internationaux organisés en matière du tourisme ;
- Concevoir les mécanismes susceptibles de développer le partenariat et la collaboration entre les professionnels du secteur.

2.2.3. Les objectifs et Indicateurs de performance du programme Développement et encadrement de l'offre touristique

2.2.3.1. Les objectifs du programme sont :

Objectif 1 : Valoriser les unités touristiques et Promouvoir le partenariat touristique

Objectif 2 : Diversifier les produits touristiques

2.2.3.2. Cadre de performance

Tableau 13 : Cadre de performance des objectifs du programme Développement des ressources touristiques et mécanisme favorisant le tourisme durable

Objectif 1 : Valoriser les unités touristiques et Promouvoir le tourisme durable									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'accessibilité des sites touristiques	%	-	-	-		10	20	30
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre des sites touristiques accessibles / nombre des sites répertoriés) X100									
Commentaires : Sur l'ensemble des sites touristiques répertoriés, nombreux sont inaccessibles. La faible disponibilité des moyens financiers ne permet de rendre accessibles les sites qui seront considérés comme prioritaires dans le court terme.									
2	Taux d'unités touristiques homologuées classées et non classées	%	-	-	60	65	70	75	80
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre d'unités homologuées classées et non classées/Nombre d'unités touristiques répertoriées) * 100									
Commentaires : La validation de la classification et l'homologation des unités touristiques par la commission nationale d'homologation se feront progressivement en fonction des moyens disponibles									
3	Proportion des sites touristiques identifiés et à aménager	%	-	-	-	-	100	100	100
Source : DRT.									
Mode de calcul : (nombre des sites aménagés/Nombre des sites prévus par an) x 100									
Commentaires : Les sites prioritaires étant choisis conformément aux crédits alloués sont censés être totalement aménagés lors de l'exercice budgétaire									

Objectif 2 : Diversifier les produits touristiques									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
01	Taux d'exploitation des produits innovants	%	-	-	-		60	80	100
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre de produits innovants exploités / Nombre des produits conçus) x 100									
Commentaires : Avec les reformes en cours, nous visons d'exploiter progressivement les produits innovants conçus avec une exploitation maximale d'ici 2029.									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
02	Taux de création des zones de développement et d'expansion touristique	%	0	0	0	0	100	100	100
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre de zones de développement et d'expansion touristique créées / Nombre total des zones prévues par an) x 100									
Commentaire : Les zones de développement et d'expansion touristique étant choisies conformément aux crédits alloués sont censées être créées lors de l'exercice budgétaire									

Action 1 : Aménagement, valorisation et gestion durable des sites touristiques									
Objectif opérationnel 1 : améliorer l'attractivité et l'accessibilité aux sites touristiques									
1	Taux d'accessibilité aux sites touristiques	%	-	-	-		10	20	30
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre des sites prioritaires ayant une voie d'accès/Nombre total des sites prioritaires) *100									
Commentaire : Sur l'ensemble des sites touristiques répertoriés, nombreux sont inaccessibles. La faible disponibilité des moyens financiers ne permet de rendre accessibles les sites qui seront considérés comme prioritaires dans le court terme									
2	Taux de fréquentation des sites touristiques	%	-	-	-	-	50	70	100
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre des touristes reçus / Nombre des touristes attendus par an) x 100									
Commentaire : L'amélioration année par année des conditions d'exploitation permet une atteinte progressive des résultats avec une réalisation effective d'ici 2029									
Objectif opérationnel 2 : valoriser le patrimoine touristique naturel, culturel et historique									
1	Proportion de sites inventoriés et valorisés	%	-	-	-	-	30	50	70
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre des sites valorisés / Nombre total des sites inventoriés) * 100									
Commentaire : La valorisation des sites touristiques est progressive car elle dépend des ressources allouées									
2	Proportion de produits touristiques développés autour des sites	%	-	-	-		15	25	30
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre de produits touristiques développés autour des sites réalisés /Nombre de produits touristiques développés autour des sites prévus par an) * 100									
Commentaire : Le développement des produits touristiques autour des sites est lent car ils sont nombreux et les ressources allouées sont insignifiantes									
Action 2 : Appui en investissements touristiques et partenariats public privé (PPP)									
Objectif opérationnel 1 : promouvoir l'émergence des opérateurs économiques du tourisme									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations		Exercice en cours		Cible		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Proportion d'opérateurs du tourisme financés par l'Etat Congolais	%	-	-	-	-	20	30	50
Source : DPT									
Mode de calcul : (Nombre d'opérateurs touristiques financés / Nombre d'opérateurs prévus par an) x 100									
Commentaire : Au vu des réalités socio-économiques, nous comptons financer les opérateurs économiques du secteur du tourisme à la hauteur de 50% à l'horizon 2029.									
2	Taux d'augmentation des opérateurs touristiques formels	%	-	-	-		5	7.5	10
Source : DPT									
Mode de calcul : (nombre d'opérateurs touristiques formels de l'année N-nombre d'opérateurs touristiques formels de l'année N-1) /nombre d'opérateurs touristiques formels de l'année N-1) *100									
Commentaire : Au vu des réalités socio-économiques, nous comptons formaliser les opérateurs start-up du secteur du tourisme jusqu'à atteindre une croissance de 10% entre 2028 et 2029.									
Objectif opérationnel 2 : Attirer et sécuriser les capitaux privés dans les projets de l'Etat									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
01	Proportion de projets publics attribués aux	%	-	-	-		50	70	80

	opérateurs privés du secteur								
Source : DPT									
Mode de calcul : (nombre de contrats de PPP conclus / nombre des PPP prévus par an) x 100									
Commentaire : Pour permettre à l'Etat d'inciter les investissements Privés dans le secteur du tourisme, nous comptons attribuer progressivement aux opérateurs les projets publics pour leur mise en œuvre.									
02	Taux d'exécution avec satisfaction des projets PPP du tourisme	%	-	-	-		100	100	100
Source : DPT									
Mode de calcul : (nombre de contrats de partenariat exécutés et clôturés avec satisfaction du partenaire/ Nombre de projets conclus) *100									
Commentaire : les reformes en cours permettent de rendre satisfaisant tous les partenariats signés et exécutés.									
Action 3 : Structuration et professionnalisation de l'industrie hôtelière, des agences de voyages et des établissements touristiques.									
Objectif opérationnel 1 : améliorer la qualité des services offerts par les établissements touristiques et hôteliers									
1	Proportion d'établissements touristiques ayant un personnel qualifié	%	-	-	-	-	50	60	80
Source : DRT									
Mode de calcul : (Nombre d'établissements ayant un personnel qualifié / Nombre d'établissements répertoriés) x 100									
Commentaire : La disponibilité des ressources permettant de suivre la mise en exécution des recommandations formulées pour les établissements touristiques couplée à la disponibilité des diplômés des établissements d'enseignement ou de formation dans les filières liées au Tourisme permettra d'augmenter les effectifs du personnel qualifié									
2	Taux de pose des panonceaux dans les unités touristiques homologuées et classées	%	-	-	-		60	80	100
Source : DRT									
Mode de calcul : (nombre des panonceaux posés/nombre des unités touristiques existantes) * 100									
Commentaire : une couverture progressive de la pose des panonceaux est liée aux ressources allouées et aux conditions d'ordre sécuritaires, climatiques, etc									

2.2. Évolution des Crédits du Programme

2.2.1. Évolution par titre

Tableau 14 : ventilation des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
	Dépenses courantes	**9 099 860 084,00**	**6 106 964 027,46**	**8 477 479 905,00**	**2 419 747 901,13**	**1 927 681 926,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	5 848 793 128,00	4 829 826 136,00	6 716 023 480,00	2 172 544 026,00	751 909 997,00
2	Titre IV : Biens et matériels	161 083 426,00	-	523 433 284,00	-	800 013 926,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	440 706 402,00	-	304 028 598,00	-	375 758 003,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	2 649 277 128,00	1 277 137 891,46	933 994 543,00	247 203 875,13	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Dépenses en capital	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Total	**9 099 860 084,00**	**6 106 964 027,46**	**8 477 479 905,00**	**2 419 747 901,13**	**1 927 681 926,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.2. Évolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire

Tableau 15 : Présentation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	684 042 908,00	-	1 296 512 749,00	-	1 927 681 926,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000,00	1 029 934 016,33	18 259 066,00	164 802 583,42	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	5 766 540 048,00	4 829 826 136,00	6 246 972 613,00	2 172 544 026,00	-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	915 735 477,00	82 401 291,71	-
9	Subventions aux Services Ex-BPO	2 549 277 128,00	247 203 875,13	-	-	-
10	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
	TOTAL	**9 099 860 084,00**	**6 106 964 027,46**	**8 477 479 905,00**	**2 419 747 901,13**	**1 927 681 926,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.3. Evolution des crédits par action du programme

Tableau 16 : Évolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS
		Actions du Programme	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027 en FC
1	1211	Aménagement, valorisation et gestion durable des sites touristiques	440 673 121,00	-	716 312 858,00	-	595 547 956,00
2	1212	Appui en investissements touristiques et Partenariats Public-Privé (PPP)	243 369 787,00	-	580 199 891,00	-	577 780 092,00
3	1213	Structuration et professionnalisation de l'industrie hôtelière, des Agences de voyages et des établissements touristiques	8 415 817 176,00	6 106 964 027,46	7 180 967 156,00	2 419 747 901,13	754 353 878,00
		TOTAL	**9 099 860 084,00**	**6 106 964 027,46**	**8 477 479 905,00**	**2 419 747 901,13**	**1 927 681 926,00**

Source : *LFR 2025, ESB 2024-2026, PL 2026*

PROGRAMME 3 : 188 : Promotion, commercialisation et partenariat du tourisme

Pre-responsable du programme : Jean Robert KASENGA KABEZAMWALI
Fonction : Directeur de Promotion et Investissements Touristiques

2.3.1. Périmètre du Programme

- Direction de Promotion et Investissements Touristiques (DPIT)

2.3.2. Stratégie du programme

La Direction de Promotion et Investissements Touristiques s'inscrit dans une logique de création de valeur pour l'économie nationale, à travers :

- L'attraction des investissements dans le secteur ;
- Le développement des partenariats structurants ;
- La promotion du tourisme durable et
- Le renforcement de la visibilité du pays sur la scène touristique internationale.

Elle a pour mission de :

- Contribuer à la conception et l'élaboration de projet de politique et de stratégie en matière du tourisme ;
- Concevoir et élaborer les avant-projets des textes législatifs et des projets des textes règlementaires relatifs à la promotion et aux investissements touristiques et en assurer la mise en œuvre après validation ;
- Assurer :
  - la promotion des investissements et du développement du partenariat public-privé ;
  - la promotion du tourisme durable pour le développement économique ;
- Contribuer à la facilitation des investissements de nature à créer des effets d'entrainement sur l'économie nationale,
- Elaborer :
  - les projets de politiques incitatives et des programmes conséquents pour la promotion du tourisme ;
  - les mesures tendant à encourager, à sécuriser et à garantir l'éclosion du secteur.
- Emettre des avis techniques sur la faisabilité des projets d'investissements touristiques conformément aux textes légaux.

Pour atteindre les objectifs, au regard de la Loi 18/018 portant principes fondamentaux relatifs au Tourisme, ce programme repose sur les actions ci-dessous :

- Marketing et image de la destination RDC ;
- Promotion du tourisme interne et externe ;
- Partenariat et coordination des syndicats d'initiative touristique.

2.3.3. Objectifs et indicateurs de performance

2.3.3.1. Les objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

Objectif 1 : Promouvoir la destination RDC ;

Objectif 2 : Valoriser les potentialités touristiques du pays ;

2.3.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 19 : Cadre de performance des objectifs du Programme promotion de la destination RDC

Objectif 1 : Promouvoir la destination RDC									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours (fin juin)	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
01	Taux de participation du ministère aux évènementiels organisés (salons, foires et visites)	%	27%	43%	11%	60%	100%	100%	100%
Source : DPIT									
Mode de calcul : (Nombre de participations/ Nombre d'évènements organisés) x100									
Commentaires : Au regard de la participation accrue du Ministère aux différents évènementiels, il est évident que le tourisme atteigne les 100% de participation et d'organisation des activités programmées									

Objectif 2 : Valoriser les potentialités touristiques du pays									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux des projets touristiques intégrant les normes du tourisme durable	%	-	-	-	-	70	80	100
Source : DPIT,									
Mode de calcul : (nombre des projets intégrant les normes du tourisme durable /nombre total des projets touristiques réalisés par an) *100									
Commentaire : L'intégration des critères du tourisme durable dans l'agrément des projets touristiques et la vulgarisation progressive du plan de gestion des déchets permettent de ramener les normes du tourisme durable à être respectées à hauteur des 100% d'ici 2029									
2	Taux d'accroissement du nombre d'investisseurs dans le secteur du tourisme	-	-	1,29	1,5		2	3	5
Source : DPIT, DRT									
Mode de calcul : ((nombre d'investisseurs N – Nombre d'investisseurs N-1) / Nombre d'investisseurs N-1) *100									
Commentaire : Les reformes en cours et les activités de sensibilisation menées sur les investissements touristiques au cours de l'année permettront d'avoir un taux de croissance progressif des investisseurs dans le secteur du Tourisme									
Action 1 : Marketing et image de la destination RDC									
Objectif opérationnel 1 : Développer une identité de marque forte et cohérente pour promouvoir la destination RDC									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice encours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Proportion de visiteurs internationaux enregistrés sur le portail touristique officiel	%	-	-	-		70	80	90
Source : DPIT									
Mode de calcul : (Nombre de visiteurs internationaux enregistrés / Nombre des visiteurs internationaux prévus par an) x 100									
Commentaire : Avec une planification rigoureuse couplée à la disponibilité des ressources, le nombre des visiteurs prévus devrait être atteint, cependant les causes d'ordre exogènes peuvent rendre impossible l'atteinte des 100%									
Objectif opérationnel 2 : Concevoir et diffuser des campagnes de sensibilisation mettant en valeur les atouts touristiques, culturels et naturels de la RDC									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice encours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Proportion de campagnes de sensibilisation réalisées	%	-	-	-	-	100	100	100
Source : DPIT									
Mode de calcul : (Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées/Nombre total de campagnes prévues par an) x100									
Commentaire : Toutes les campagnes prévues seront toutes réalisées, car la programmation tiendra compte des ressources allouées au Secteur									
2	Taux de supports promotionnels produits et diffusés	**%**	-	-	-		60	80	100
Source : DPIT, ONT									
Mode de calcul : (Nbre de supports promotionnels produits et diffusés/Nbre de supports programmés) x 100									
Commentaire : La production et la diffusion des supports promotionnels étant exigeantes, elles nécessitent une grande mobilisation des ressources. Les reformes en cours permettront d'atteindre progressivement des résultats et avec l'expérience, réaliser les 100% d'ici 2029									
Action 2 : Promotion du tourisme interne et externe									
Objectif opérationnel 1 : Accroître la visibilité de la destination RDC									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		

N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de participation aux événements promotionnels touristiques nationaux et internationaux	**%**	100	100	100	-	100	100	100
Source : DPIT									
Mode de calcul : (Nombre d'événements touristiques organisés et participés/nombre d'événements programmés) *100									
Commentaire : Au regard de la participation accrue du Ministère aux différents événements touristiques, il est évident que le tourisme atteigne les 100% de participation et d'organisation des activités programmées									
2	Proportion des produits touristiques promus dans des foires ou salons nationaux et internationaux	**%**	-	-	-		100	100	100
Source : DPIT, ONT									
Mode de calcul : (Nombre des produits touristiques promus/Nombre des produits touristiques sélectionnés par an) *100									
Commentaire : Les produits touristiques sont sélectionnés en fonction des moyens disponibles, d'où leur promotion sera effective à hauteur de 100% chaque année									
Action 3 : Partenariat et coordination des Syndicats d'initiative touristique									
Objectif opérationnel : Promouvoir un cadre de concertation permanent									

Indicateur	Unité de mesure	Réalisations	Exercice encours	Cibles

N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de rencontre entre l'Administration du Tourisme et les syndicats d'initiatives touristiques	%	-	-	-		100	100	100
Source : DPIT									
Mode de calcul : (Nombre de rencontres effectives entre l'Administration du Tourisme et les syndicats d'initiatives / Nombre de rencontres prévues entre l'Administration du Tourisme et les syndicats d'initiatives par an) *100									
Commentaire : Pour une meilleure mise en œuvre de nos politiques, nous sommes appelés à tenir les rencontres prévues avec les syndicats d'initiatives touristiques.									

2.3 Présentation des crédits du Programme

2.3.1 Evolution des crédits du Programme

2.3.1.1 Evolution par Titre

Tableau 20 : Ventilation des crédits du programme par Titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
	Dépenses courantes	**7 098 528 250,00**	**5 529 881 053,00**	**7 176 465 345,00**	**2 104 839 441,00**	**28 123 674 154,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	4 364 819 060,00	4 678 659 652,00	5 554 905 047,00	2 104 839 441,00	20 956 802 251,00
2	Titre IV : Biens et matériels	38 160 778,00	-	232 479 454,00	-	-
3	Titre V : Dépenses de prestations	182 159 223,00	-	125 665 554,00	-	-
4	Titre VI : Transferts et interventions	2 513 389 189,00	851 221 401,00	1 263 415 290,00	-	7 166 871 903,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Dépenses en capital	**618 191 787,00**	**-**	**891 475 621,00**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	618 191 787,00	-	891 475 621,00	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Total	**7 716 720 037,00**	**5 529 881 053,00**	**8 067 940 966,00**	**2 104 839 441,00**	**28 123 674 154,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.1.2 Evolution par Rubrique budgétaire

Tableau 21 : Présentation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	264 755 241,00	-	594 953 003,00	-	-
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000,00	254 734 726,00	335 808 048,00	-	5 323 529 184,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	618 191 787,00	-	891 475 621,00	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	4 320 383 820,00	4 678 659 652,00	5 318 097 052,00	2 104 839 441,00	20 956 802 251,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 413 389 189,00	596 486 675,00	927 607 242,00	-	1 843 342 719,00
9	Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-
10	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
	TOTAL	**7 716 720 037,00**	**5 529 881 053,00**	**8 067 940 966,00**	**2 104 839 441,00**	**28 123 674 154,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.1.3 Evolution des crédits par action du Programme

Présentation des crédits par action

Tableau 22 : Evolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	2027 en FC
1	1881	Marketing et image de la destination RDC	-	-	-	-	10 942 706 998,00
2	1882	Promotion du tourisme interne et externe	264 755 241,00	-	594 953 003,00	-	17 180 967 156,00
3	1883	Partenariat et coordination des syndicats d'initiative touristique	7 451 964 796,00	5 529 881 053,00	7 472 987 963,00	2 104 839 441,00	-
	TOTAL	**TOTAL**	**7 716 720 037,00**	**5 529 881 053,00**	**8 067 940 966,00**	**2 104 839 441,00**	**28 123 674 154,00**

Source : LFR 2025, ESB 2024-2026, PLF 2027

26. Ministère de Pêche et Elevage

Section 82

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Le Ministre : S.E. Monsieur Jean Pierre TSHIMANGA BUANA

I.1 MISSIONS ET ORGANISATION DU MINISTERE

Missions

Conformément à l'Ordonnance n° 025/293 du 15 Décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, les missions/attributions du Ministère de la Pêche et Elevage sont les suivantes :

Production animale, halieutique et autosuffisance alimentaire ;

Planification des objectifs nationaux de production dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture, de la pisciculture et de l'élevage ;

Agrément et contrôle des dispensaires, cliniques, laboratoires et pharmacies vétérinaires ;

Promotion et encadrement des paysans, éleveurs, pêcheurs, associations et coopératives avicoles, piscicoles, aquacoles et pastorales ;

Conception, exécution, suivi et évaluation des programmes avicole, piscicole, aquacole et pastoral ;

Promotion des produits de la pêche et de l'élevage destinés à l'alimentation intérieure, à l'industrie nationale et à l'exportation ;

Surveillance zoo-sanitaire et gestion de la quarantaine animale et halieutique à l'intérieur du pays et aux postes frontaliers et mise à jour permanente des mesures réglementaires y relatives ;

Orientation et appui des opérateurs économiques intéressés à investir dans les secteurs de la pêche et de l'élevage vers les sites à hautes potentialités de production, de manière à minimiser les coûts d'exploitation ;

Collecte, analyse et publication des données statistiques de pêche et d'élevage, sous forme d'annuaire ;

Réglementation de la pêche en collaboration avec le Ministère ayant l'environnement dans ses attributions.

Organisation du Ministère

Le Ministère de la Pêche et Elevage est organisé de la manière ci-après :

Le Cabinet du Ministre ;

Le Secrétariat Général.

Conformément à son cadre organique agréé par le Ministre de la Fonction Publique à travers l'Arrêté N° 044/CAB.VPMIN/FP-MA-ISP/JSP/2024 du 15 février 2024 portant agrément provisoire du cadre et des structures organiques du Secrétariat Général à la Pêche et Elevage. Celui-ci est structuré de la manière suivante :

Secrétariat administratif du Secrétaire Général,

Services rattachés Auprès du Secrétaire Général

Cellule Technique d'Appui,

Cellule Gestion des Projets et des Marchés Publics

Cellule Inspection,

Directions Standards

Direction Ressources Humaines,

Direction Administrative et Financière,

Direction Etudes et Planification,

Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication (DANTIC),

Directions Métiers

Direction Services Vétérinaires,

Direction Production Animale,

Direction Aménagement des Infrastructures de Pêche, d'Aquaculture et d'Elevage (DAIPAE),

Direction Production Pêche et Ressources Halieutiques,

Direction Aquaculture,

Direction Promotion Pêche, Aquaculture et Elevage,

Services déconcentrés

Division provinciale de Pêche et Elevage,

Antenne Territoriale de Pêche et Elevage,

Services spécialisés

Service National d'Epidemio-surveillance (SENES),

Laboratoire Vétérinaire Central,

Service de Quarantaine Animale et Halieutique,

Service National de promotion d'Elevage Familial et des Intrants connexes (SENAPEFIC),

Service National de Développement de Pêche et Aquaculture (SENADEPA),

Service National des Statistiques de Pêche et Elevage (SENSPE),

Coordination provinciale des Services Spécialisés

Coordination Provinciale du Service National de Promotion de l'Elevage familial et intrants connexes,

Coordination provinciale du service national des statistiques de Pêche et Elevage,
Coordination Provinciale du Service National d'Epidémiosurveillance,
Coordination Provinciale du Service National de Développement de Pêche et Aquaculture,
Coordination Provinciale du Service de Quarantaine Animale et halieutique,

2. Présentation stratégique du Ministère

2.1. Priorités Nationales

2.1.1. PLAN NATIONAL STRATEGIQUE DE DEVELOPEMENT 2024-2028

La République Démocratique du Congo (RDC) a levé l'option de planifier le développement à l'horizon 2050, conformément à sa vision stipulée comme suit : D'ici 2050, les potentiels des secteurs extractifs et agricoles de la RDC auront été mis en valeur, dans l'optique de construire une économie diversifiée à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, vaincre la pauvreté, et instaurer la paix durable sur l'ensemble du territoire national.

Le Plan Stratégique National de Développement a comme 3 -ème pilier : la diversité et la transformation structurelle de l'économie qui porte sur les grandes orientations stratégiques visant à solidifier l'économie et à la rendre plus résiliente. Il déroule un ensemble de mesures de facilitation, organisées par secteur agricole, visant à diversifier les moteurs de la croissance et à rendre l'économie plus compétitive à l'échelle tant régionale qu'internationale.

Secteur (du PNSD); agriculture, pêche et élevage avec des objectif suivants :
Identifier et diffuser les systèmes de production d'élevage résilients au changement climatique,
Identifier les potentialités du développement agricole de la RDC par types de production d'élevage et halieutique, par catégorie de structure d'exploitation ;
Renforcer l'encadrement de producteurs ;
Eliminer progressivement le déficit en infrastructures d'élevage et halieutiques ;
Mettre en place et diffuser les modèles techniques de production plus performants ;
Elimer les poches d'insécurité alimentaire et nutritionnelle permanente ou transitoire ;
Lever les freins entravant l'accès au capital foncier et aux services financiers ;
Améliorer la gouvernance du secteur agricole.

2.1.2. PROGRAMME D'ACTION DU GOUVERMENT 2024-2028

Le programme d'action du Gouvernement 2024-2028 sert de base pour la planification des activités des ministères, des structures et des agences ainsi que pour l'élaboration et la mise en œuvre du budget de l'Etat au cours de la période indiquée.

Pour guider son action, pour le quinquennat 2024-2028, le gouvernement a retenu six orientations stratégies déclinées en piliers dont le premier « construire une économie diversifier et compétitive pour créer plus d'emplois et de protéger le pouvoir de ménage » duquel l'axe stratégique 1.2.1. traite sur « les modernisation et développement des secteurs de l'agriculture, de la pêche »

2.2. Politiques sectorielles

2.2.1. Plan Stratégique du Ministère de la pêche et de l'élevage ;

Ce plan rassemble les trois sous-secteurs du Ministère à savoir :la pêche, l'élevage et l'aquaculture ; définit la mission, les objectifs, les axes stratégiques, cadre de suivi et évaluation du Ministère de Pêche et Elevage.
Mission :« contribuer au développement des secteurs de Pêche, Elevage et Aquaculture en assurant la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles par la création de l'emploi, l'augmentation de la productivité, l'exploitation durable de l'environnement et des ressources halieutiques, aquacoles et pastorales en vue d'améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base »
Axes stratégiques :
1. Promotion de la pêche, élevage et aquaculture au cœur de la famille ;
2. Professionnalisation et rentabilité de la pêche ;
3. Promotion de l'élevage des insectes et de leurs productions ;
4. Relance de promotion et la productivité des filières bovine, porcine, ovine, avicole et cuniculé.

Politique Nationale de Développement de l'Elevage ;
Elaborée pour offrir un cadre de référence et d'actions à moyen et long terme dans l'optique d'améliorer la

contribution du secteur à l'atteinte des objectifs nationaux de croissance et des Objectifs de Développement Durable.

Vision : à l'horizon 2035, un secteur de l'élevage compétitif, capable de satisfaire d'une manière durable les besoins de la population congolaise en produits d'origine animale, d'assurer la promotion socio-économique des acteurs des chaines de valeurs et de contribuer de manière substantielle à la croissance de l'économie nationale.

Axes stratégiques :
Renforcement de la gouvernance du secteur ;
Renforcement des capacités et compétences des acteurs ;
Sécurisation et la gestion durable des ressources pastorales ;
Accroissement de la productivité et des productions animales ;
Amélioration de la compétitivité des produits animaux.

PLAN PRIORITAIRE DE RELANCE DE LA PÊCHE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 2021–2030;
La vision du secteur de la pêche est d'assurer la gestion durable des pêches et de l'aquaculture en RDC. Celle-ci participe à la vision globale de développement du pays, qui place l'être humain dans toutes ses dimensions au centre de l'action gouvernementale pour le sortir de la pauvreté.

Lettre de mission du ministère

La Lettre de mission constitue un outil de pilotage de nos actions, par lequel nous nous engageons, à la lumière des attributions du ministère sous notre responsabilité, à traduire en actions concrètes et en résultats tangibles les engagements électoraux du Président de la République, Chef de l'Etat, et les priorités du Programme gouvernemental par l'atteinte des Objectifs Stratégiques Sectoriels (OSS) ci-dessous :
- OSS1 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles
- OSS2 : Développer la chaine de valeur poissons
- OSS3 : Développer l'élevage

1.3. Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 Maquette Programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
82	PECHE ET ELEVAGE						
		163	Administration Générale de la Pêche et élevage				
				1631	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre, SG, Cellules technique d'appui, Cellule Inspection	
					Gestion des ressources financières et matérielles	DAF, CGPMP	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP,	
					Gestion des ressources humaines	DRH,	
					Gestion du système d'information et communication	DANTIC	
		082	Développement des Filières animales				
				0821	Relance et exploitation de l'élevage de bovins	SNDE	
				0822	Développement de l'élevage des animaux à cycle courts	Service National promotion de l'élevage familial intrants connexes SENAPEFIC, Service National des statistiques des Pêches et Elevage	
				0823	Réhabilitations et constructions des infrastructures d'élevage	Direction de l'Aménagement des infrastructures de Pêche, d'Aquaculture et d'Elevage	
					Promotion de l'élevage non conventionnel	Dir Production Animale,	
		083	Développement des Filières Halieutiques et aquacoles				
				0831	Pêche	Direction de Production Pêche et Ressources Halieutiques « DPPRH, Dir Promotion Pêche, Aquaculture et Elevage	ONPA

				0832	Aquaculture	Direction de l'Aquaculture « DA » et le Service National de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (SENADEPA)	
		187	Lutte contre les maladies animales				
				1871	Prévention et surveillance des maladies	Service National d'Epidémio-surveillance (SENES), Services de Quarantaines Animales et Halieutiques, Laboratoire vétérinaires	
				1872	Contrôle et éradication des maladies	Direction des Services Vétérinaires, Direction de Lutte contre les Maladies Animales, Laboratoire vétérinaires,	

1.4. Performances antérieures et perspectives
Performances antérieures

N°	Actions prévues						Réalisations				Source de Financement
	Libellé	Nbre	Lieux	Années			Taux de Réalisation	Années			
				2023	2024	2025		2023	2024	2025	
2	Réhabilitation de centres d'alevinage	3	Kasangulu/Kongo-central	X			100	x			Trésor Public
			Kikwit/Kwilu	X			100		x		Trésor Public
			Nyakabera/Sud-Kivu				100	x			Banque Mondiale
3.	Construction de centres d'alevinage	6	Mueka / Kasaï	x			90		x		Trésor Public
			Kianza/Kwango	X			80		X		Trésor Public
			Camp Kokolo/Kinshasa	X			70		x		Trésor Public
			Kamanyola, Sange et Luvungi /Sud-Kivu				100	x			Banque Mondiale/PICAGL
			Gungu/ kwilu								
4.	Construction des débarcadères	6	Vichumbi/N-Kivu				100				BAD
			Tshomia/Ituri				100				BAD
			Mahagi/Ituri				100				BAD
			Baraka/Sud-Kivu				50				Trésor public
			Tanganyika				100				ALT
			Kinkole/Kinshasa				95		x		Trésor public

5.	Renforcement des capacités (ACSA et Agents)	ND	Niveau central								
			Sud-Kivu	X			100	x			Banque Mondiale/PICAGL
			Tanganyika		X		100	x			Banque Mondiale/PICAGL
			Kwilu			X	95	x	x		FAO
			Kwango		X		95		X		FAO
6.	Acquisition des intrants de pêche et piscicole	ND	Kinshasa,	X	x		ND	x	x		Trésor public
			Kasaï	X			ND	x			Trésor public
			Tanganyika	X			ND	x			Trésor public
			Sud-Kivu	X			ND	x			Trésor public
			Nord-Kivu				ND				Trésor public, BAD
			Tshopo								
			Equateur		x		ND	x			Trésor public
			Kongo Central	X			ND	x			FAO
8.	Acquisition d'équipement pour les campagnes de vaccination	5 jeeps landcriser double cabine +25 motos	Kwilu				ND				Trésor public
			Kwango				ND				Trésor public
			Sud-Kivu		x		ND		x		Banque Mondiale/PICAGL
			Tanganyika		x		ND		x		Banque Mondiale/PCAGL
9.	Acquisition des motos pour les divisions provinciales	22	Kwilu (4), Kasai (4), Sud-Kivu (10),Kasai Central (1), Kasai Oriental (3)		x		100		x		Banque Mondiale/PMNS
10.	Construction des écloseries	1	Kashusha/Sud-Kivu	X			100	x			Banque Mondiale/PICAGL
		1	Ngandajika/ Lomami				100	x			ENABEL
		1	Kasangulu/Kongo Central	x			100		x		Trésor public
		1	Ndunga/ Kwilu	x			100			x	Trésor public/avenir

11.	Construction des provenderies	1	Kashusha/Sud-Kivu	X			100	x			Banque Mondiale/PICAGL
		2	Kalemie/ TANGANYIKA	X			100	X			Banque Mondiale/PICAGL
12	Acquisition des bateaux de pêche	16	Moanda/Kongo central	X	x		100		x	X	Trésor public
13	Organisation de la campagne de vaccination	1	Toutes les provinces	X	X	x	100	X	x	X	Trésor public
14	Etc. ;										

4.2. Perspectives

N°	Perspectives d'avenir	Source de financement
1	Renforcer les capacités humaines et institutionnelles de l'administration de la pêche et de l'élevage	Trésor public
2	Accroitre la production locale en viande	Trésor public
3	Accroitre la production locale des poissons	Trésor public
4	Réduire les pertes postes captures	Trésor public
5	Réduire la mortalité animale	Trésor public
6	Prévenir les épidémies animales, épizooties et zoonoses	Trésor public

1.4.1. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Ministère

- Les objectifs globaux du Ministère sont :
- Améliorer la gouvernance des secteurs de pêche, de l'élevage et d'aquaculture et renforcer les capacités humaines et institutionnelles ;
- Couvrir le besoin de la population en matière de protéines animales ;
- Développer la chaine de valeur halieutique et aquacole ;
- Améliorer la prévention et le contrôle des maladies animales prioritaires et des zoonoses.

Cadre de performance des Objectifs les plus représentatifs

Objectif 1. Améliorer la gouvernance des secteurs de pêche, d'élevage et d'aquaculture et renforcer les capacités humaines et institutionnelles									
N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Performance humaine renforcé	%	10	5	2,65	1,7	15	15	7
Source : DRH									
Mode de calcul : Nombre des Agents et Cadres formés par an divisé par le nombre total des Agents et Cadres prévus multiplié par cent.									
Commentaire : le Ministère de la pêche et élevage prévoit de renforcer les capacités de 15%% de son personnel pour l'exercice 2027 conformément à son plan de renforcement des capacités.Pour le Secteur les 37% ciblés représentent les 100% de la planification Dans le cadre du Programme National de Développement Agricole et Investiment Project Financement, les cadres et agents du Ministère bénéficieront des formations prévues dans les composantes renforcement des capacités de ces programmes.									
N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles/*		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Performance institutionnelle améliorée	%	4	0	2	15	8	2	2
Source : DAF									
Mode de calcul : Nombre des services équipés en meubles et outils informatiques par an divisé par le nombre total des Services multiplié par cent.									
Commentaire : cette année le gouvernement a équipé toutes les Directions centrales et 12 administrations provinciales en quelques outils informatiques et de son côté, COREF a équipé 5 services en fournitures et matériels de bureau en vue du basculement au budget programme Pour le Secteur les 12% ciblés représentent les 100% de la planification									
N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Cadre règlementaire amélioré	%	2	2	4	0	2	3	5
Source : DEP, DRH, DPA, DPPRH, DSV									

Mode de calcul : (Nombre de textes réglementaires élaborés et mis en œuvre ÷ Nombre total de textes réglementaires prévus) × 100									
Commentaire : Textes réglementaires et les mesures d'applications doivent être mis en place ou actualisés, vulgarisés pour régir et réglementer les activités du secteur à travers des mesures d'applications. Pour le Secteur les 10% ciblés représentent les 100% de la planification									
Objectif 2. Couvrir le besoin de la population en matière de protéines animales ;									
N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	20
1	Quantité de viande produite	Tonne	201548,53	291000	309000	154 500	309000	482000	688000
Source : DPA, SENAPEFIC									
Mode de calcul : Comptage									
Commentaire : la production locale des viandes va réduire le taux d'importation de la viande.									
Objectif 3 : Développer la chaine de valeur halieutique et aquacole									
N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	
1	Ressources halieutiques et aquacoles produites	Tonne	241200	241200	241200	150000	640320	760320	855300
Source : DPPRH, DA, SNSPEL, SENADEPA									
Mode de calcul : comptage									
Commentaire : il s'agit de la production halieutique et aquacole									
Objectif 4. Améliorer la prévention et le contrôle des maladies et des zoonoses.									
N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Libellé		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3.	Couverture zoo vaccinale assurée	%	0	0	60	0	70	70	
Source: SENES, SQAH, DSV, LABO VET									
Mode de calcul : (Nombre de campagnes de vaccination réalisées pour les maladies animales prioritaires dans les provinces concernées ÷ Nombre total de campagnes de vaccination prévues pour les 6 maladies prioritaires dans les 26 provinces) × 100									
Commentaire : par manque de financement pour l'année 2026 la campagne de vaccination n'a pas eu lieu									
	Mortalité animale réduite	%	6.4	5.8	5.2	4.7	4	3.6	3.2
Source: SENES, SQAH, DSV, LABO VET									
Mode de calcul : nombre d'animaux d'élevage morts par an divisé par le total d'animaux d'élevage recensés au cours de l'année multiplié par 100									
Commentaire : cet indicateur renseigne sur le niveau prévention, du contrôle et de maitrise des causes de mortalité									

1.5. Evolution des crédits du Ministère
Evolution par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
Fonctionnement des Ministères	24 217 597 754	31 720 024 646	18 305 773 127	434 557 888	17 559 798 029
Fonds de Péréquation	195 688 992 362	26 691 659 200	73 229 989 646	36 635 175 860	114 428 273 638
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 600 000 000	920 280 000	4 109 694 046	38 105 878	5 352 301 592
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	13 342 255 609	31 701 825 432	15 343 593 950	9 080 561 041	59 697 426 150
Rémunérations	11 697 926 683	13 235 625 879	14 557 439 024	9 080 561 041	19 959 289 246
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Investissements sur Transfert aux ETD	56 382 068 890	395 796 228	37 018 289 259	18 509 144 630	50 190 603 524
Total	302 928 841 298	104 665 211 384	25 428 477 642	434 557 888	267 187 692 179

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Présentation des crédits par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	37 515 524 437	45 875 930 525	73 227 678 102	0	42 871 388 867
Titre III : Dépenses de personnel	16 806 616 470	13 272 843 879	18 441 686 117	7 483 174 65	23 927 399 413
Titre IV : Biens et matériels	4 059 515 224	27 378 004 305	3 063 090 977	999 292 428	4 865 946 771
Titre V : Dépenses de prestations ;	15 049 392 743	4 304 802 341	10 594 917 703	5 787 778 400	8 725 741 091
Titre VI : Transferts et interventions	1 600 000 000	920 280 000	41 127 983 305		5 352 301 592
II.Dépenses en capital	265 413 316 861	58 789 280 860	88 613 945 670	0	224 316 303 312
Titre VII : Equipements	137 034 713 472	50 555 509 543	46 936 598 893		109 139 075 845

Financement intérieur	137 034 713 472	50 555 509 543	46 936 598 893		109 139 075 845
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	128 378 603 389	8 233 771 317	41 677 346 777	19 745 897 445	115 177 227 467
Financement intérieur	128 378 603 389	8 233 771 317	41 677 346 777		115 177 227 467
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	302 928 841 298	104 665 211 384		0	267 187 692 179

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6. **Ventilation des effectifs et la masse salariale du Ministère**

Tableau 7 Ventilation des effectifs et la masse salariale du Ministère

Grade	Emplois			Crédits de masse salariale 2026			
	Emplois 2026 (-retraite)(1)	Evolutions pour 2027 (actions Nouvelles) (2)	Projection Emplois 2027 (3)= (1+2)	Barème/Base (1)	Ancienneté/Échelon (5)	Avancement (6)	Total masse salariale (4)=(1+2+3)
Hauts Fonctionnaires							
SG	1	0	1	415 439			4 985 268
DG	0	0	0	402 528			0
Directeur et Assimilés	46	4	50	402 528			241 516 800
Cadres Supérieurs							
CD et Assimilés	31	7	38	386 238			176 124 528
CB et Assimilés	96	15	111	371 760			495 184 320
Agents de Collaboration							
ATA1	220	38	258	353 960			1 095 860 160
ATA2	523	35	558	340 022			2 276 787 312
AGA1	678	49	727	325 538			2 839 993 512
Agents d'exécution							
AGA2	721	38	759	312 644			2 847 561 552
AA1	145	51	196	298 965			703 165 680
AA2	66	17	83	279 685			278 566 260
Huissier	11	1	12	265 720			38 263 680
Sous-Total I	2 538	255	2 793		0	0	10 998 009 072
II. Primes permanentes (prime administrative)							
Hauts Fonctionnaires							
SG	1	0	1	1 800 000			21 600 000
DG	0	0	0	0			0
Directeur et Assimilés	25	0	25	1 004 218			301 265 400
46							
CD et Assimilés	46	25	71	892 638			760 527 576
CB et Assimilés	91	24	115	754 907			1 041 771 660
Agents de Collaboration							
ATA1	61	9	70	669 478			562 361 520
ATA2	109	13	122	557 899			816 764 136
AGA1	91	5	96	446 319			514 159 488
Agents d'exécution							
AGA2	56	8	64	334 739			257 079 552
AA1	67	0	67	223 159			179 419 836
AA2	1	0	1	223 159			2 677 908
Huissier	4	0	4	111 580			5 355 840
Sous-Total I	552	84	636		0	0	4 462 982 916
Total Général							15 460 991 988

PROGRAMME 165: ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : M'NYAMPARA RACHIDI wa KASEYA Emile-Noël

Fonction : Secrétaire Général

1.1. Périmètre du Programme

Le programme « Administration générale » est constitué :

Du Cabinet du Ministre ;

Du Secrétariat Général

Des cellules rattachées au Secrétaire Général :

Cellule de gestion des projets et des marchés publiques ;

Cellule technique d'appui ;

Cellule d'inspection ;

Des Directions standards :

Direction Etudes et Planification ;

Direction Administrative et Financière ;

Direction Ressources humaines ;

Direction Archives et Nouvelles Technologies d'information et communication.

1.2. Stratégie du programme

Le programme Administration Générale déploie une stratégie qui tient à répondre aux problèmes de professionnalisation du personnel et des opérateurs du secteur, actualisation et/ou élaboration des documents de planification, de dotation du secteur des textes légaux et règlementaires, de l'insuffisance des moyens financiers ainsi que des infrastructures.

Pour ce faire :

Procéder au renforcement de capacité du personnel et des opérateurs du secteur,

Actualiser et/ou élaborer des documents de planification,

Elabore le cadre légal et institutionnel ;

Mobiliser les partenaires techniques et financiers, et

Construire et réhabiliter certaines infrastructures de base.

Objectifs, et indicateurs de performance du programme

Objectif global : Améliorer la gouvernance des secteurs de pêche, de l'élevage et d'aquaculture et renforcer les capacités humaines et institutionnelles ;

Objectifs spécifiques :

Améliorer la gouvernance du secteur de la pêche, de l'élevage et de l'aquaculture ;

Assurer une utilisation optimale des ressources financières;

Renforcer la qualité de la planification et du suivi des performances ;

Renforcer la gestion et le développement des compétences des ressources humaines.Développer un système d'information et de communication performant

1.3. Cadre de Performance des Objectifs du Programme 2027

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
163 Programme Administration Générale	Améliorer la gouvernance des secteurs de pêche, de l'élevage et d'aquaculture et renforcer les capacités humaines et institutionnelles	Performance institutionnelle améliorée	%	2025	2,65			2,65	2,65	8	9	10	Cabinet, dep
		Performance humaine améliorée	%	2025	2			2	2	15	15	7	DRH
		Cadre règlementaire amélioré	%	2025	4			4	4	8	2	2	DEP
1631 Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques de la pêche et élevage	Améliorer la gouvernance du secteur de la pêche, de l'élevage et de l'aquaculture	Textes légaux et réglementaires Elaborés	nbre	2025	4				4	2	8	10	DEP
Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer une gestion efficace des ressources financières.	Taux d'Exécution budgétaire	%	2024	1,37	0.31	1.37	14,67	1,37	30	40	50	DAF
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	Renforcer la qualité de la planification et du suivi des performances	Documents de planification élaborés	nbre	2025	2			2	2	2	1	1	DEP
		Outils de suivi-évaluation élaborés	Nbre	2025	0			0	0	3	4	1	DEP
Action 4: Gestion des ressources humaines	Renforcer la gestion et le développement des	Satisfaction des besoins en personnel	%	2025	85			85	85	90	100	100	DRH

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
et formation	compétences des ressources humaines.;	Personnel formé	%	2025	2.65			2,65	15	15	7	20	DRH
Action 5: Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Développer un système d'information et de communication performant	informations admnistratives, statistiques et documents institutionnels numérisés	nbre	2025	0	0	0	0	0	70	100	150	DANTIC

1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

Tableau 2 Evolution par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	13 002 042 153	31 498 722 279	9 319 059 485		10 046 413 370
Fonds de péréquation	195 688 992 362	26 691 659 200	73 229 989 646		114 428 273 638
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	76 211 756		176 211 756
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	-	0	0
Investissements sur Ressources Propres	11 444 453 985	31 452 325 432	13 161 122 082		52 514 954 282
Investissement sur transfert aux provinces et ETD	56 382 068 890	395 796 228	37 018 289 259		50 190 603 524
Rémunérations	10 743 215 195	12 583 140 607	11 601 340 120		13 601 340 120
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0
Total	287 260 772 585	102 621 643 746	144 406 012 348	0	0

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Présentation des crédits du programme par titre

Tableau : Présentation des crédits du programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	23 745 257 348	44 081 862 886	58 014 900 620	13 095 554 716	23 823 965 246
Titre III : Dépenses de personnel	13 774 552 559	12 583 140 607	13 966 349 300	0	16 107 844 867
Titre IV : Biens et matériels	2 807 621 975	27 295 046 530	1 922 500 551	300 000 000	3 003 925 707
Titre V : Dépenses de prestations ;	7 163 082 814	4 203 675 749	5 031 549 754	12 795 554 716	4 535 982 916
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	37 094 501 015	0	176 211 756
II.Dépenses en capital	207 133 446 347	58 143 984 632	86 391 111 728	0	217 133 831 444

Titre VII : Equipements	92 876 411 542	49 910 213 315	44 713 764 951	0	104 956 603 977
Financement intérieur	92 876 411 542	49 910 213 315	44 713 764 951	0	104 956 603 977
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	114 257 034 805	8 233 771 317	41 677 346 777	0	112 177 227 467
Financement intérieur	114 257 034 805	8 233 771 317	41 677 346 777	0	112 177 227 467
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**230 878 703 695**	**102 225 847 518**	**144 406 012 348**	**13 095 554 716**	**240 957 796 690**

Source : LRF 2025, LFR 2026 FIN JUIN, PLF2027

PROGRAMME : DEVELOPPEMENT DES FILIERES ANIMALES

Pre-Responsable du programme : Dr Bertin MATUMO,
Fonction : Directeur-Chef de Service de la Production Animale (DPA).
Périmètre du Programme

Le programme « Développement de la filière animale » est un vaste programme qui concoure à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.
Il sera mis en œuvre par trois structures qui sont :
Direction Production Animale (assure le leadership de ce programme) ;
Service National de Développement de l'Elevage Familial et d'Intrants connexes (SENAPEFIC) ;
Direction de l'Aménagement des infrastructures de Pêche, d'Aquaculture et d'Elevage ;
Service National des statistiques des Pêches et Elevage ;
Service Nation de Développement d'Elevage.
Stratégie du programme
Le développement des filières animales est buté aux problèmes de faible production des élevages, insuffisance d'aliments équilibrés, un accompagnement insuffisant des éleveurs et des organisations paysannes, au manque d'infrastructures modernes de production et de commercialisation, ainsi des intrants vétérinaires.
Pour ce faire, le ministère tient à augmenter la production animale par:
Diffuser les reproducteurs améliorés ;
Améliorer les pâturages,
Produire les aliments équilibrés au niveau local,
Développer les infrastructures de production et de commercialisation et ;
Encadrer les acteurs de la filière.

Objectifs, et indicateurs de performance du programme
Objectif global du programme : Couvrir le besoin de la population en matière de protéine animale
Objectifs spécifiques du programme :
Accroitre la production et la productivité des bovins ;
Accroitre la production et la productivité des animaux à cycle court ;
Etendre et moderniser les infrastructures d'élevage ;
Diversifier les sources de protéines animale

Cadre de Performance des Objectifs du Programme 2026

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme : Développement des Filières animales	Couvrir le besoin de la population en en matière de protéine animale	quantité de viande produite	Tonnes	2025	309000			309000	309000	309000	482000	688000	DPA
Action 1 : Relance et exploitation de l'élevage des bovins	Accroitre la production et la productivité des bovins	Ranchs relancés	Nombre	2022	0	0	0	1	0	2	1	1	SNDE
		Quantité du lait produite	tonne	2026	8300			8300	8300	8500	8500	9500	SNDE
Action 2 : Développement de l'elevage des animaux à cycle court	Accroitre la production et la productivité des animaux à cycle court	Géniteurs améliorés diffusés	Nombre	2022	15800	17000	17025	18000	15800	50000	100000		SENAPEFIC
		Pâturages améliorés aménagés	Nombre	2022	0	2	2	1	0	2	1	1	SENAPEFIC
		Aliments équilibrés produits	Nombre	2025									SENAPEFIC
Action 3 : Réhabilitation et construction des infrastructures d'elevage	construire et moderniser les infrastructures d'élevage	Infrastructures de production animale construictes	Nombre	2023	4	4	1	1	4	1	5	7	DAIPAE
		Infrastructures de production animale réhabilitée	Nombre	2025	0	0	0		0				DAIPAE
Action 4 :Promotion de l'élevage non conventionnel	Diversifier les sources de protéines animale	Quantité de miel produite	tonne	2023	6890	6860	7849	9784	6860		11200	15000	DPA
		Quantité de chenille produite	tonne	2026									DPA

EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME
Evolution par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	3 086 995 165	65 636 052	2 268 639 530	0	933 428 245
Fonds de péréquation	0	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	142 804 572	127 019 593	0	5 018 931 019
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	2 182 471 868	0	7 182 807 049
Investissement sur transfert aux provinces et ETD	0	249 500 000	0	0	0
Rémunérations	142 804 572	0	142 804 572	0	400 950 576
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0
Total	3 329 799 737	457 940 624	4 720 935 563	0	13 536 284 475

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Présentation des crédits du programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	3 329 799 737	457 940 624	2 538 463 695	0	5 959 707 845
Titre III : Dépenses de personnel	618 047 519	167 086 324	493 950 154	0	555 716 310
Titre IV : Biens et matériels	249 797 101	34 325 300	255 965 979	0	384 892 930
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 361 955 117	7 029 000	1 661 527 969	0	393 769 581
Titre VI : Transferts et interventions	100 000 000	249 500 000	127 019 593	0	5 019 098 605
II.Dépenses en capital	0	0	2182471868	0	7 182 807 049
Titre VII : Equipements	0	0	2 182 471 868	0	4 182 723 253
Financement intérieur	0	0	2 182 471 868	0	4 182 723 253
Financement extérieur	0	0	0	0	0

Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	3 000 083 796
Financement intérieur	0	0	0	0	3 000 083 796
Financement extérieur			0	0	0
Total	3 329 799 737	457 940 624	4 720 935 563	0	13 536 284 475

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

PROGRAMME 083 : DEVELOPPEMENT DES FILIERES HALIEUTIQUES ET AQUACOLES

Pré-Responsable : KOMBOZI LIMBEYA Gabriel,
Fonction : Directeur Chef de Service de la Direction d'Aquaculture

3.1. Périmètre du Programme

Le programme « Développement de la filière halieutique et aquacole » sera mis en œuvre par quatre structures ci-dessous :
Direction de Production Pêche et Ressources Halieutiques « DPPRHD;
La Direction de l'Aquaculture « DA » ;
Direction promotion pêche, aquaculture et élevage ;
Service National Développement de Pêche et Aquaculture (SENADEPA).
Stratégie du Programme
Le développement de ces filières est buté aux problèmes de faible production halieutique et aquacole, à l'insuffisance d'aliments équilibrés, à un faible accompagnement des opérateurs, au manque d'infrastructures modernes de production, conservation et de commercialisation, ainsi qu'à une mauvaise gestion des pêcheries et un accès limité aux intrants de pêche.

Pour remédier à cette situation, le ministère tient à :

- augmenter la production halieutique par la diffusion des reproducteurs améliorés et le repeuplement des zones à fort potentiel,
- produire l'aliments équilibrés au niveau local,
- développer les infrastructures de production, transformation et commercialisations ainsi que encadrer les acteurs dans ces filières.

Objectifs du Programme et les indicateurs de performance
Objectif global du programme : Développer la chaine de valeur halieutique et aquacole;
Objectifs spécifiques :
Accroitre la production halieutique ;
Accroitre la production aquacole.

Cadre de performance des objectifs du programme

MINISTERE DE LA PECHE ET ELEVAGE												
Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère												
TROISIEME PROGRAMME : DEVELOPPEMENT DES FILIERES HALIEUTIQUES ET AQUACOLES												
Programme et Actions	Objectifs	Indicateur de performance		Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
			Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2027	2028	2029	
Programme : Développement des Filières Halieutiques et Aquacoles	Développer la chaine de valeur halieutique et aquacole	Ressources halieutiques et aquacoles produits	Tonne	2023	241200	241200	241200	241200	150000	640320	753600	
Action 1 :Pêche	Accroitre la production halieutique	Infrastructures de transformation mise en place	Nbr	2022	0	0	0	0	8	12	15	DAIPAE
		Nombre de bateaux de pêche acquis	Nbr	2024	8	8	8	8	0	9	12	ONPA
		Débarcadères construits	Nbr	2022	1	0	1	0	2	2	1	DAPI
Action 2 : Aquaculture	Accroitre la production aquacole	Centres d'alevinage intégrés construits	Nbr	2023	3	3	6	3	2	5	7	DA
		Aliment pour poisson produit	Tonne	2022					1000	1500	2300	SENADEPA

EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME
Evolution par rubrique budgétaire
Tableau Evolution par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	3 295 072 318		2 407 728 353		3 033 960 344
2	Fonds de péréquation			-		
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000		3 906 462 697		157 158 817
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
6	Investissement sur transfert aux provinces et ETD	0	0	0	0	0
7	Rémunérations	756 424 424		2 757 811 840		5 901 850 222
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires			-		0
9	Subventions aux Services Ex-BPO					0
Total		**5 551 496 742**	**0**	**9 072 002 890**	**0**	**9 092 969 383**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Présentation des crédits du programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	5 551 496 742	775 948 740	9 072 002 890	0	9 092 969 383
Titre III : Dépenses de personnel	1 601 850 364	757811840	3 377 792 989	0	6 660 828 500
Titre IV : Biens et matériels	254 588 125	7780400	241 664 237	0	537 551 510
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 195 058 253	10356500	1 546 082 967	0	1 737 430 556
Titre VI : Transferts et interventions	1 500 000 000	0	3 906 462 697	0	157 158 817
II.Dépenses en capital	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement			0	0	0

extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur			0	0	0
Total	**5 551 496 742**	**775 948 740**	**9 072 002 890**	**0**	**9 092 969 383**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

N°	Opérateur	Observation
1	Office National de Pêche et Aquaculture	Non fonctionnel

PROGRAMME 187 : LUTTE CONTRE LES MALADIES ANIMALES

Responsable du programme : Dr. NLEMBA,
Fonction : Directeur Chef de Services Vétérinaires

4.1. Périmètre du Programme

Les composantes principales dudit programme sont : la surveillance, la détection et le contrôle qui seront mis en œuvre par les structures ci-après :
Direction des Services Vétérinaires,
Laboratoire Vétérinaire central ;
Service National d'Epidémio-surveillance ;
Service de Quarantaine Animale et Halieutique ;
Direction de Lutte contre les Maladies Animales.

Stratégie du programme

Le secteur de l'élevage en RDC est confronté à beaucoup de problèmes de santé animale. Le pays fait face à une insuffisance de vaccin et autres produits vétérinaires, d'infrastructures sanitaires et postes de contrôle, d'un manque d'organisation régulière de campagne sanitaire d'envergure nationale, l'obsolescence du système de surveillance épidémiologique et d'alerte précoce ainsi qu'une faible collaboration avec les pays voisins sur la lutte contre les zoonoses aux frontières.
Pour remédier à ces problèmes, le pays entend :
assurer la production locale des vaccins, la coordination des campagnes sanitaires régulières,
construire et réhabiliter les infrastructures,
'améliorer le système de surveillance épidémiologique ainsi que le renforcement de la coopération régionale pour la lutte contre les zoonoses transfrontalières.
Objectifs du Programme et les Indicateurs de Performance
Objectif global du programme :
Améliorer la prévention et le contrôle des maladies animales et zoonoses.
Objectifs spécifiques :
Prévenir et surveiller les maladies animales prioritaires, y compris les zoonoses ;
Eradiquer les maladies prioritaires et zoonoses ;

Cadre de performance des objectifs du programme

MINISTERE DE LA PECHE ET ELEVAGE

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

PREMIER PROGRAMME : LUTTE CONTRE LES MALADIES ANIMALES

Programme et Actions	Objectifs	Indicateur de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Année	Valeur	2023	2024	2025	2027	2028	2029	
Programme : Lutte contre les maladies animales	Améliorer la prévention et le contrôle des maladies animales prioritaires et des zoonoses	Couverture zoo vaccinale assurée	%	2025	60	0	0	60	70	70	80	
Action 1: Prévention et détection des maladies	Prévenir et détecter les maladies animales prioritaires, y compris les zoonoses vaccinables	Campagne de vaccination organisée	Nbre	2024	1	0	0	5	26	72	89	DLMA
		Alertes notifiée	Nbre	2022			73		192	384	413	DSV
		-mortalité animale	taux	2023	6.4	6.4	5.8	5.2	4	3.6	3.0	DSV
Action 2: Contrôle et éradication des maladies animales	Contrôler et Eradiquer les maladies prioritaires et zoonoses	Maladies animales prioritaires traitées	taux	2024	30		30	60	70	80	92	
		Dispositifs de mis en quarantaine déployés aux points d'entrées	Nbre	2024	2		2	2	4	5	7	SQAH
		Produits alimentaires d'origine animale contrôlés aux postes frontaliers	tonne	2022			8	140818,38	30	40	54	SQAH

EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

Tableau Evolution par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	4 833 488 118		3 546 828 405		3 546 828 405
2	Fonds de péréquation	0	0	0	0	0
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
3	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
4	Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
5	Investissement sur transfert aux provinces et ETD	0	0	0	0	0
5	Rémunérations	55 482 492		55 482 492		55 482 492
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires			-		0
7	Subventions aux Services Ex-BPO					0
Total		4 888 970 610	0	3 602 310 897	0	3 602 310 897

Source : ESB 2025 LFR2025 ESB 2026 PLF2027

Présentation des crédits du programme par titre

Tableau : Présentation des crédits du programme par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	4 888 970 610	193 011 907	3 602 310 897	10 368 110	3 602 310 897
Titre III : Dépenses de personnel	812 166 028	55 482 492	603 593 674	0	603 593 674
Titre IV : Biens et matériels	747 508 023	40 852 075	642 960 210	10 368 110	939 826 401
Titre V : Dépenses de prestations ;	3 329 296 559	96 677 340	2 355 757 013	0	2 058 890 822
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0
II.Dépenses en capital	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0		0	0	0

Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0		0	0	0
Total	4 888 970 610	193 011 907	3 602 310 897	10 368 110	3 602 310 897

Source : ESB 2025,FR2025, ESB 2026, PLF2027

1.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

Tableau Evolution par rubrique budgétaire

Rubrique	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE ENCOURS LF 2026**		**Projections 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	
Action 1871 : Prévention et surveillance des maladies					
Fonctionnement des Ministères	2 665 603 133	27 465 305	1 930 855 915	0	1 854 584 761
Fonds de péréquation	0	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Investissement sur transfert aux provinces et ETD	0	0	0	0	0
Rémunérations	55 482 492	55 482 492	55 482 492	0	0
Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	0
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0
Total	2 721 085 625	82 947 797	1 986 338 407	0	1 854 584 761
Action 0872 : Contrôle et éradication des maladies					
Fonctionnement des Ministères	2 167 884 985	110 064 110	1 615 972 490	10 368 110	1 692 243 644
Fonds de péréquation	0	0	0	0	0
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	0	0	0	0
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0

Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0
Investissement sur transfert aux provinces et ETD	0	0	0	0	0
Rémunérations	0	0	0	0	55 482 492
Subventions aux Organismes Auxiliaires					0
Subventions aux Services Ex-BPO					0
Total	2 167 884 985	110 064 110	1 615 972 490	10 368 110	1 747 726 136
Général	4 888 970 610	193 011 907	3 602 310 897	10 368 110	3 602 310 897

Source : ESB 2025, LFR2025, ESB 2026, PLF2027

Tableau : Présentation des crédits par titre

TITRE	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE ENCOURS LF 2026**		**Projections 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	
Action 1 : Prévention et surveillance des maladies					
I. Dépenses Courantes	2 721 085 625	82 947 797	1 986 338 407	0	1 854 584 761
Titre III : Dépenses de personnel	508 670 730	55 482 492	383 753 861	0	292 275 799
Titre IV : Biens et matériels	617 020 525	22 625 305	520 845 642	0	419 033 977
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 595 394 370	4 840 000	1 081 738 904	0	1 143 274 985
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0
II.Dépenses en capital	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur				0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur				0	0
Total	2 721 085 625	82 947 797	1 986 338 407	0	1 854 584 761
Action 2 : Contrôle et éradication des maladies					
I. Dépenses Courantes	2 167 884 985	110 064 110	1 615 972 490	10 368 110	1 747 726 136
Titre III : Dépenses de personnel	303 495 298	0	219 839 813	0	311 317 875

Titre IV : Biens et matériels	130 487 498	18 226 770	122 114 568	10 368 110	520 792 424
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 733 902 189	91 837 340	1 274 018 109	0	915 615 837
Titre VI : Transferts et interventions	0	0	0	0	0
II.Dépenses en capital	0	0	0	0	0
Titre VII : Equipements	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur				0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	0
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur				0	0
Total	2 167 884 985	110 064 110	1 615 972 490	10 368 110	1 747 726 136
Général	**4 888 970 610**	**193 011 907**	**3 602 310 897**	**10 368 110**	**3 602 310 897**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

SOUS-SECTEUR 1.2: SOCIAUX

27. Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance sociale

Section 37 et 63

1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

(Ordonnance N° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères)

1.1. Mission

Le Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale (MSPHPS) a pour mission : (a) d'assurer le bien-être de tous, d'élaborer et d'appliquer les lois sur la santé, de gérer la prévention des maladies, d'organiser les soins médicaux et de mettre en place les aides pour protéger les personnes vulnérables ; et, (b) de garantir la protection des citoyens contre les risques liés à la maladie, à la vieillesse, aux accidents du travail et à d'autres situations pouvant affecter leur bien-être socio-économique

1.2. Organisation du Ministère

Le MSPHPS est composé de :

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariat Général à la Santé Publique et Hygiène ;
- Secrétariat Général à la Prévoyance Sociale ;
- Inspection Général de la Santé ;
- Etablissements publics.

En sa section 37/Santé Publique et Hygiène,

1. Le Secrétariat Général à la Santé Publique et Hygiène comprend :

- *La Direction des Ressources Humaines ;*
- *La Direction d'Etudes et Planification ;*
- *La Direction Administrative et Financière ;*
- *La Direction Archives et nouvelles technologies de l'information et de la communication ;*
- *La Cellule de gestion des projets et des marchés publics ;*
- *La Cellule Technique d'Appui*
- *La Direction des établissements des soins et partenariat ;*
- *La Direction des Soins de Santé Primaire ;*
- *La Direction de santé de la Famille et des Groupes spécifiques ;*
- *La Direction de l'Enseignement des Sciences de santé ;*
- *La Direction de Formation continue*
- *La Direction de Laboratoire de santé publique ;*
- *La Direction de l'Hygiène et Salubrité Publique ;*
- ***Les Programmes Spécialisés** (liste en annexe)*

2. Les Etablissements publics : INSP, FPS, ANICNS, ACOREP, ANAMED.

En sa section 63 /Prévoyance Sociale,

1. Le Secrétariat Général à la Prévoyance Sociale comprend :

- *La Direction de Services Généraux ;*
- *La Direction d'Etudes et Planification ;*
- *La Direction de la Sécurité Sociale ;*
- *La Direction de l'Action Sanitaire et Sociale ;*
- *La Direction des Mutuelles et Assurances ;*
- *La Direction de l'inspection de la Prévoyance Sociale ;*
- *La Direction de Sensibilisation et Prevention des Maladies Professionnelles*
- ***Les Programmes Spécialisés** (liste en annexe)*

2. Les Etablissements Publics **:** CNSS et FSS

2. PRESENTATION STRAGEGIQUE DU MINISTERE

2.1. Priorités nationales

Tirées du PNSD 2024-2028, les priorités nationales sont les suivantes :
Pour la section 37/ santé publique et hygiène :
OBJECTIF 1 *: Développer les Zones de Santé et assurer la continuité des soins avec un focus sur l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité aux soins de qualité dans la dynamique de la CSU*
(i) priorisation et renforcement des interventions relatives à la santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et de la nutrition dans les politiques et programmes de développement ; (ii) renforcement de la lutte contre les Grandes endémies (Paludisme, Tuberculose, VIH/Sida, Trypanosomiase…) et les maladies non-transmissibles ; et (iii) intensification de l'approche multisectorielle et renforcement de la surveillance épidémiologique et de la sécurité sanitaire.

OBJECTIF 2 : *Appuyer le développement des ZS par le renforcement des piliers du système de santé*
(i)renforcement de la disponibilité, motivation et développement des capacités des professionnels de santé et du personnel administratif dans les centres de santé et hôpitaux publics ; (ii) investissement en infrastructures et équipements pour l'amélioration de la couverture avec la poursuite du projet d'équipements des structures de santé y inclus la dotation des hôpitaux généraux de référence en ambulances médicalisées (véhicules et/ou hors-bord) ; (iii) renforcement de la règlementation pharmaceutique et de chaine d'approvisionnement ; (iv) renforcement de la qualité de l'information sanitaire pour la prise de décisions ; (v) amélioration du financement de la santé à travers les mécanismes de mobilisation des ressources ; et (vi) mise en commun et achat stratégique à travers des mécanismes de réduction des barrières d'accès aux services et soins de santé conformément à la stratégie de financement de la santé.

OBJECTIF 3 : Renforcer la gouvernance et le pilotage du secteur
(i) renforcement des capacités institutionnelles et de pilotage du système de santé à travers les réformes ; (ii) actualisation des textes législatifs et réglementaires ; (iii) réorganisation de la médecine traditionnelle et revalorisation scientifique en finançant les recherches y relatives ; (iv) renforcement des mécanismes de suivi de l'application des normes et des directives du secteur ; (v) renforcement de la coordination du secteur de la santé et de la collaboration intersectorielle ; et (vi) renforcement de la collaboration entre le secteur de la santé et d'autres secteurs dans la mise en œuvre des politiques/ stratégies multisectorielles.
OBJECTIF 4 : *Améliorer l'accessibilité aux soins de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent*
(i) mise en place des mécanismes de réduction des barrières d'accès aux soins de santé ; et (ii) appui à la gratuité du contrôle prénatal, de la maternité et l'investissement dans le programme de planning familial.

Pour la section 63/prévoyance sociale :
Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de l'Administration de la Prévoyance Sociale ;
(i) renforcement de la gouvernance et la coordination des actions visant l'amélioration de la couverture Sociale ; et (ii) renforcement des capacités techniques et interventionnelles du personnel de la Prévoyance Sociale.

Object 2 : Garantir une prévoyance sociale pour une gouvernance efficace et clairvoyante de la Protection Sociale ;
(i) développement des compétences opérationnelles des acteurs de la Prévoyance Sociale ; et (ii) amélioration du cadre de travail des services de la Prévoyance Sociale.
Objectif 3 : Mobiliser les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la Politique Sectorielle ;
(i) optimisation des ressources financières du secteur ; et (ii) redynamisation du cadre de coopération avec les PTF pour le financement additionnel de la politique nationale.
Objectif 4 : Promouvoir et renforcer la régulation du secteur pour l'extension de la couverture sociale à toute la population ;
(i) amélioration des normes et standards en matière de protection sociale ; (ii) protection des populations contre les risques financiers liés à la maladie dans la perspective de la CSU ; et (iii) appui à l'extension de la protection sociale aux catégories des populations non couvertes .

2.2. Politiques sectorielles

Les politiques sectorielles sont présentés pour une période de trois ans.

Pour la section 37/santé publique et hygiène :

- Renforcement des interventions relatives à la santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et de la nutrition ;
- Renforcement de la lutte contre les Grandes endémies (Paludisme, Tuberculose, VIH/Sida,) et les maladies non-transmissibles ;
- Intégration de l'approche multisectorielle et le renforcement de la surveillance épidémiologique et de la sécurité sanitaire ;
- Rationalisation des effectifs du personnel de santé, motivation et développement des capacités des professionnels de santé et du personnel administratif dans les ESS ;
- Poursuite *des* projets de construction/réhabilitation des ESS dans les provinces et ETD (PDL-145T…), y inclus la dotation en équipements ;
- Approvisionnement des ESS en kit de médicaments essentiels et intrants spécifiques pour leur mise en service ;
- Renforcement de la qualité de l'information sanitaire pour la prise de décisions ;
- Renforcement des capacités institutionnelles et de pilotage du système de santé à travers les réformes

Pour la section 63/prévoyance sociale :

- Renforcement de la gouvernance et la coordination des actions visant l'amélioration de la couverture Sociale ;
- Renforcement des capacités techniques et interventionnelles du personnel de la Prévoyance Sociale ;
- Amélioration du cadre de travail des services de la Prévoyance Sociale ;
- Appui à l'extension de la protection sociale aux catégories des populations non couvertes.

2.3. Maquette Programmatique du Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
	SANTE PUBLIQUE ET PREVOYANCE SOCIALE						
		058	Administration Générale de la Santé			Cabinet du Ministre, SG Santé, SG prévoyance sociale, IGS, DRH, Direction des Services Généraux de la Prévoyance Sociale, DEP Santé, DEP Prévoyance Sociale, DAF, DANTIC, Direction de l'Inspection de la Prévoyance Sociale, PNCNS, Cellule technique (CTA), CGPMP Santé, CGPMP Prévoyance Sociale, DESS, DFC, ANICNS, CT-AS, PNPMS, CSE, CMD à la Protection Sociale, Programme national de protection sociale (PNPS)	
				0581	Pilotage de la stratégie Ministérielle	Cabinet du Ministre santé, cabinet du ministre provincial santé, Cabinet du Ministre Provincial de la prévoyance social	
				0582	Coordination Administrative de la Santé et de la Prévoyance sociale	SG santé et SG prévoyance sociale	CTA
				0583	Contrôle-Inspection	IGS, IPS et Direction de l'Inspection de la Prévoyance Sociale	
				0584	Gestion des ressources Humaines pour la Santé et la Prévoyance Sociale	DRH Santé, Direction de la Formation Continue (DFC)Santé et Direction des Services Généraux de la Prévoyance Sociale	
				0585	Formation de base	DESS	INPESS
				0586	Gestion du Système d'information Sanitaire, digitalisation et communication	DANTIC, PNCNS, PNCPS, CMD/Prévoyance Sociale	ANICNS
				0587	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP Santé, DEP Prévoyance Sociale, Cellule Technique d'Achat Stratégique (CT-AS), Programme National de Promotion des Mutuels de Santé (PNPMS), Cellule de Suivi-Evaluation (CSE), Programme National d'appui à la Protection Sociale (PNPS), Coordination d'actions de Reformes de la Prévoyance Sociale (CARSI), Programme national de protection sociale (PNPS)	Centre de connaissance en santé, Comité d'éthique
				0588	Gouvernance Financière et Matérielle	DAF et CGPMP santé, Direction des Services Généraux de la Prévoyance Sociale et CGPMP Prévoyance Sociale	

		059	Prestations de services de santé et continuité des soins			Direction des établissements de soins et partenariat, , Direction des Soins de Santé Primaire, Hôpitaux et Centres de Santé, Dir de la Santé de la Famille et groupe vulnerables, PNSR, PRONANUT, Programme National de Santé Mentale, Programme National de Santé des Adolescents, Programme National de Médecine du Sportif, Programme National de Santé au Travail, Programme National de lutte contre la Toxicomanie, Programme National de Santé Scolaire et Universitaire, Programme National de Transfusion Sanguine, Programme National de Réhabilitation à base communautaire, Programme National de Lutte contre les Infections Respiratoires Programme National d'Approvisionnement des Médicaments, Programme National des Médecines Traditionnelles et Plantes Médicinales	Fonds de Promotion de la santé, ANAMED, ACOREP, RSOP/Nutrition
				0591	Infrastructures sanitaires	Direction des établissements de soins et partenariat,	Fonds de Promotion de la santé
				0592	Médicaments et autres produits de santé	Programme National d'Approvisionnement en Médicaments,	ANAMED, ACOREP
				0593	Services de santé et prestations des soins	DSSP	Fonds de Promotion de la santé, ACOREP
				0594	Interventions de la SRMNEA-NUT	Dir de la Santé de la Famille et groupe Spécifique, PNSR, PRONANUT, Programme National de Santé Mentale, Programme National de Santé des Adolescents, Programme National de Médecine Sportif, Programme National de Santé au Travail, Programme National de lutte contre la Toxicomanie, Programme National de Santé Scolaire et Universitaire, Programme National de Transfusion Sanguine, Programme National de Réhabilitation à base communautaire, Programme National de Lutte contre les Infections Respiratoires	RSOP/Nutrition
		060	Lutte contre la maladie			Dir de surveillance Épidémiologique, Dir de Laboratoire, Direction de l'Hygiène Salubrité Publique, PEV, PNLCHOL-MD, PNIRA, PNSBD, PNSOV, PNLTHA, Centre National de Lutte contre le Cancer, PNTS, PNL Dranculose, PNLP, PNLT, PNLS, Programme National de lutte contre les Maladies Tropicales Négligées à chimiothérapie préventive, PNL, Programme National des Urgences et Catastrophe, Programme National de l'Hygiène aux Frontières, Programme National de Prévention des Accidents,	

					Programme National de Lutte contre l'ulcère de Buruli et le Noma, Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales (PNLHV), Centre National de Lutte contre le Cancer, PNTS…	
				0601	Prévention et surveillance des maladies endémo-épidémiques	Dir de surveillance Épidémiologique, Dir de Laboratoire, PNSBD, PNSOV, PNLTHA, PNTS, PNL Dranculose,PNLP, PNLT, PNLS, Programme National de lutte contre les Maladies Tropicales Négligées à chimiothérapie préventive, PNL, Programme National de Lutte contre l'ulcère de Buruli et le Noma, Virales (PNLHV),Programme National de Lutte contre les Hépatites , Programme National de Lutte contre l'Onchocercose (PNLO), PNED,	Institut National de Santé Publique (INSP), INRB
				0602	Gestion des Urgences Santé publiques, catastrophes naturelles et effet de changement climatique	Dir de surveillance Épidémiologique, Direction de l'Hygiène et Salubrité Publique, PEV (toutes les Maladies à prévention Vaccinale), Programme National des Urgences et Catastrophe, Programme National de l'Hygiène aux Frontières, Programme National de Lutte contre les Fièvres Hémorragiques Virales (PNLFHV), PNECHOL-MD, PNIRA, Programme National de Lutte contre les Hépatites	INSP, INRB, Croix-Rouge
				0603	Maladies non transmissibles	Drépanocytose, les programmes de lutte contre (Diabète, Cardiovasculaire,) Centre National de Lutte contre le Cancer,Programme National de Lutte contre la Toxicomanie (PNLCT), Programme National de Lutte contre les Maladies Respiratoires Chroniques, Programme National de Prévention des Accidents,	INSP, INRB
		136 Protection Sociale				DSS, DMA, DASS, DSPMP, PROSECU	CNSS, FSS
				136.1	Sécurité sociale	Direction de Sécurité Sociale, Direction d'Action Sanitaire et Sociale, DSPMP, PROSECU	CNSS
				136.2	Promotion des mutuelles	Direction des Mutuelles et Assurances	
				136.3	Couverture santé universelle	Direction des Mutuelles et Assurances	FSS

3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

3.1. Performance antérieure.

Le MSPHP reste stationnaire. Si la gestion immédiate des urgences épidémiques et les approvisionnements ciblés (nutrition, intrants VIH) fonctionnent, la stagnation d'une part massive des indicateurs démontre que le socle de la pyramide sanitaire ne se renforce pas.

L'accès financier des ménages aux services et soins de santé demeure un grand défi. En effet, le mode de paiement direct (Out of Pocket payement) est le plus fréquent : 42% en 2023. Le régime de l'administration publique représentait 36,1% alors que les paiements volontaires des soins de santé par les privés étaient de 24,2% contre 0,6% pour les régimes d'assurance maladie obligatoire.

3.1.1. Réalisation de trois dernières années (financier et physique)

- Pour la section 37 Exercice 2025, tous les programmes du Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale ont connu une exécution financière à hauteur de 36,2 %, soit 1 996 816 592 455 CDF décaissé sur une prévision de 5 467 597 443 090 CDF. Cette tendance a été influencée par deux programmes à savoir « Administration Générale » et « Equipements et Matériels ». Le gouvernement a dû fournir les efforts dans l'achat des équipements.
- Pour le cycle triennal 2024-2026, le Gouvernement a décaissé 108 millions de USD pour la poursuite de la mise en œuvre du programme de gratuité de la maternité dont 68 millions ont servi aux paiements des prestations et le reste pour l'achat médicaments, équipements et autres intrants.

3.1.2. Principales contraintes et les Défis rencontrés

La proportion du budget alloué au MSPHPS demeure faible pour améliorer le système de santé et de la Prévoyance Sociale. Même si le MSPHPS déplore cette faible allocation, l'exécution de ce dernier demeure toujours insuffisante.

3.2. Perspectives pour les trois prochaines années

Pour rompre le cycle de la faible résilience, réduire les dépenses catastrophiques des ménages et améliorer durablement la qualité des soins de santé, les efforts entre 2027-2029 devront impérativement prioriser le décaissement des financements pour renforcer le MSPHPS afin de contribuer au bien-être de la population congolaise, pour gagner 20 ans d'espérance de vie en 10 ans.

1.4. *Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Ministère*

1.4.1. Les objectifs les plus représentatifs

Les objectifs les plus représentatifs sont :

Objectif 1 : Renforcer la gouvernance du système de santé et de la prévoyance sociale ;

Objectif 2 : Etendre la couverture sanitaire et les Interventions SRMNEA-Nut;

Objectif 3 : Réduire la morbidité, la mortalité et l'impact socio-économique des maladies transmissibles, non transmissibles, des épidémies et urgences sanitaires ;

Objectif 4 : Etendre la protection sociale à toutes les couches de la population.

- ***Objectif*** 1***:*** *Renforcer la gouvernance du système de santé et de la prévoyance sociale*

Cet objectif vise à améliorer la performance du système de santé et de la prévoyance sociale et d'une part à garantir la bonne coordination entre les différents acteurs et organisations afin d'atteindre l'objectif « la santé pour tous », et d'autre part à garantir une protection équitable pour tous et assurer une gestion transparente des risques sociaux.

- ***Objectif*** **2*:*** *Etendre la couverture sanitaire et les Interventions SRMNEA-Nut*

Cet objectif vise à réduire la mortalité évitable, améliorer l'accès équitable aux soins de santé et garantir le bien-être des populations vulnérables.

- ***Objectif*** **3*:*** *Réduire la morbidité, la mortalité et l'impact socio-économique des maladies transmissibles, non transmissibles, des épidémies et urgences sanitaires*

Cet objectif vise à protéger la santé publique et le développement en luttant contre la maladie, la mortalité et la pauvreté.

- ***Objectif*** **4*:*** *Etendre la protection sociale à toutes les couches de la population*

Cet objectif vise à élargir la couverture sociale pour rendre opérationnelle de manière progressive les régimes d'assurance sociale et autres mécanismes de protection sociale.

1.4.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer la gouvernance du système de santé et de la Prévoyance Sociale											
Indicateurs de performance des programmes et actions	**Unité de mesure**	**Références**		**Réalisation**			**Année en cours**	**Cibles prévues**			**Structures responsables**
		Année	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
Proportion du budget de l'Etat alloué au secteur pour améliorer le système de santé				9,22	13,11	11,95	10	13	14	15	
Source	DAF										
Mode de calcul	Budget alloué à la santé /Montant global du budget du pouvoir central *100										
Commentaire	Cet indicateur montre l'engagement de l'Etat congolais par rapport à la déclaration d'Abuja qui fixe la part du budget alloué à la santé au seuil de minimum de 15% dans le cadre d'améliorer le financement de la santé										
Taux d'exécution du budget de l'Etat alloué au système de santé					42,71	36,52	50	55	60	65	
Source	DAF										
Mode de calcul	Montant du Budget de la santé exécuté/Montant total du budget alloué *100										
Commentaire	Cet indicateur montre l'effort du gouvernement dans le financement de la santé et le respect de ses engagements de différents déclarations régionaux et internationaux										
Proportion du budget de l'Etat alloué au secteur pour améliorer le système de la prévoyance sociale				ND	ND	3,4	1	1,5	2	2,16	
Source	DSG										
Mode de calcul	Budget alloué à la *prévoyance sociale* /Montant global du budget du pouvoir central *100										
Commentaire	Cet indicateur montre l'engagement de l'Etat congolais qui fixe la part du budget alloué à la prévoyance sociale dans le cadre d'améliorer le financement du secteur										

Taux d'exécution du budget de l'Etat alloué à la prévoyance sociale			ND	ND	ND	3,4	10	15	20	30	
Source	DSG										
Mode de calcul	Montant du Budget de la *prévoyance sociale* exécuté/Montant total du budget alloué *100										
Commentaire	Cet indicateur montre l'effort du gouvernement dans le financement de la *prévoyance sociale* et le respect de ses engagements de différents déclarations régionaux et internationaux										
Objectif 2. Etendre la couverture sanitaire et les Interventions SRMNEA-Nut											
Indicateurs de performance des programmes et actions	**Unite de mesure**	**Références**		**Réalisation**			**Année en cours**	**Cibles prévues**			**Structures responsables**
		Année	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
Proportion des ESS construits sur financement propres du gouvernement/FPS				19,7	23,96	26	30	35	40	50	
Source	Rapport DESP et FPS										
Mode de calcul	Nombre des ESS construits sur financement propre du gouvernement/FPS sur Nombre total des ESS construits au cours de l'année * 100										
Commentaire	Cet indicateur reflète le niveau d'engagement et de priorité accordé par le gouvernement à l'investissement dans les infrastructures et équipements hospitaliers à partir de ses propres ressources pour garantir une espérance de vie prospère										
Proportion des ESS nouveaux intégrés dans la pyramide sanitaire				30	30	40	55	60	70	75	
Source	DSSP										
Mode de calcul	Nombre d'ESS nouvellement intégrés dans la pyramide sanitaire sur Nombre total d'ESS créés au cours de l'année * 100										
Commentaire	Cet indicateur sert à structurer les services de santé en fonction de leur niveau pour une meilleure prise en charge des patients et optimisation des ressources										
Proportion des décès maternels notifiés ayant bénéficié de la revue				*746 pour 100.000 NV*	*746 pour 100.000 NV*	*567 pour 100.000 NV*	*450 pour 100.000 NV*	*350 pour 100.000 NV*	*250 pour 100.000 NV*	*200 pour 100.000 NV*	

Source	*Rapport de SDMPR /PNSR*										
Mode de calcul	*Nbre des décès maternel revue/Décès maternel notifiés dans les ESS et communauté * 100*										
Commentaire	*Cet indicateur d'apprécier de la prise en charge obstétricale dans les ESS et communauté* ***D'après la Target des ODD 2030, il faut réduire les décès maternels à 70% pour 100.000 naissances vivantes*** *Le résultat des grandes enquêtes EDS III menées dans le pays 2023-2024 montre que 746%pour 100.000 naissances vivantes (NV*										
Objectif 3. Réduire la morbidité, la mortalité et l'impact socio-économique des maladies transmissibles, non transmissibles, des épidémies et urgences sanitaires en RDC.											
Indicateurs de performance des programmes et actions	**Unite de mesure**	**Références**		**Réalisation**			**Année en cours**	**Cibles prévues**			**Structures responsables**
		Année	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
Proportion des épidémies investiguées dans les 7 jours (48 heures) après la notification					33	28	0	25	50	75	
Source	Direction de Surveillance Epidémiologique (DSE), DHIS2, rapports MAPEPI										
Mode de calcul	Nombre d'épidémies investiguées dans les 7 jours et 48 heures après notification / Nombre total d'épidémies notifiées x 100										
Commentaire	Cet indicateur mesure la promptitude du système national de surveillance épidémiologique.										
Proportion épidémies ripostées dans les 7 jours				62	54	47	45	60	65	70	
Source	Direction Surveillance Epidémiologique (DSE), Bulletin épidémiologique/Institut National de la Santé Publique-Centre Opérationnel des Urgences de Santé Publique (INSP-COUSP).										
Mode de calcul	Nombre d'épidémies déclarées dont la riposte est organisée dans les 7 jours / Nombre total d'épidémie déclarée x 100										
Commentaire	Cet indicateur nous permet d'évaluer la résilience du système face aux urgences de Santé publique										
Proportion des ESS évalués conformes aux normes d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux				15	21	21	30	40	50	60	
Source	Direction d'Hygiène et Salubrité Publique										
Mode de calcul	Nombre des ESS évalués conformes aux normes de gestion des déchets biomédicaux sur Nombre total des ESS x 100										
Commentaire	*Il permet d'évaluer le niveau de prévention et contrôle des infections en milieu hospitalier.*										

Objectif 4. Etendre la protection sociale à toutes les couches de la population											
Indicateurs de performance des programmes et actions	**Unite de mesure**	**Références**		**Réalisation**			**Année en cours**	**Cibles prévues**			**Structures responsables**
		Année	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
Taux de la population couverte par une branche de protection sociale				ND	5,6	5,6	10	20	40	50	
Source	DEP										
Mode de calcul	Effectif de la population bénéficiaire d'une branche de protection sociale sur effectif total de la population*100										
Commentaire	Cet indicateur mesure le niveau de couverture sociale de la population par les mécanismes de protection sociale										
Taux de financement de la protection sociale				ND	2	2	3	5	8	10	
Source	DEP										
Mode de calcul	Nombre des structures identifiées et financées sur nombre total des structures *100										
Commentaire	Cet indicateur permet de mesurer la proportion des structures financées en faveur de la protection sociale										

1.5. Evolution des crédits du Ministère

A. Evolution par rubriques

Rubriques	HISTORIQUE			EXERCICE ENCOURS LFR 2026	PREVISIONS 2027	PROJECTION	
	2023	2024	2025			2028	2029
Contrepartie des Projets	56.866.720.000	41.433.360.000	53.002.703.610	50.823.271.368	83.183.511.710	91.501.862.881	100.652.049.169
Dépenses exceptionnelles sur ressources propres					12.500.000.000	13.750.000.000	15.125.000.000
Fonctionnement des Ministères	75.548.570.302	92.733.369.550	297.956.722.883	317.498.036.222	733.407.858.629	806.748.644.492	887.423.508.941
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	95.636.585.676	162.131.690.811	100.000.000.000	155.475.085.282	427.393.442.859	470.132.787.145	517.146.065.859
Interventions pour catastrophes naturelles, calamites et accidents majeurs	0	0	-		25.000.000.000	27.500.000.000	30.250.000.000
Investissements sur Ressources Extérieures	1.273.520.194.155	3.541.716.650.915	3.765.648.723.586	1.002.604.638.866	1.476.432.052.117	1.624.075.257.329	1.786.482.783.062
Investissements sur Ressources Propres	89.445.302.741	47.370.136.591	47.937.705.991	115.414.913.071	610.402.453.048	671.442.698.353	738.586.968.188
Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	385.642.572.271	497.823.592.177	144.193.701.658	135.942.800.963	172.963.670.468	190.260.037.515	209.286.041.266
Rémunérations	806.563.413.489	951.788.001.981	1.049.412.696.819	1.407.895.447.060	1.766.950.939.985	1.943.646.033.983	2.138.010.637.382
Subventions aux Organismes Auxiliaires	8.791.439.936	7.753.923.141	7.753.923.141	16.526.588.256	106.521.494.088	117.173.643.497	128.891.007.846
TOTAL Secteur	**2.794.127.851.165**	**5 348 634 887 950**	**1 061 047 161 869**	**3.202.180.781.088**	**5.414.755.422.904**	**5.956.230.965.194**	**6.551.854.061.713**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

B. Evolution par titres

		HISTORIQUE			EXERCICE EN COURS	PREVISIONS	PROJECTIONS	
N°	**Titre**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
I.	**Dépenses courantes**	**190 630 369 268**	**1105 828 266 554**	**1058 858 106 405**	**1897 395 156 820**	**3075 775 154 982**	**3383 352 670 480**	**3721 687 937 529**
1	Titre III : Dépenses de personnel	2 231 650 930	918 975 740 217	1049 412 696 819	1425 087 516 578	1787 577 393 737	1966 335 133 111	2162 968 646 422
2	Titre IV : Biens et matériels ;	66 420 727 157	51 759 465 586		200 362 074 980	599 449 248 958	659 394 173 854	725 333 591 239
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	15 858 479 124	29 529 662 544		99 943 891 724	117 333 575 340	129 066 932 874	141 973 626 162
4	Titre VI : Transferts et interventions	106 119 512 057	105 563 398 207	9 445 409 586	172 001 673 538	571 414 936 947	628 556 430 642	691 412 073 706
	Financement intérieur						0 0 0	0 0 0
	Financement extérieur						0 0 0	0 0 0
II.	**Dépenses en capital**	**56 866 720 000**	**4173 716 110 152**	**2 189 055 464**	**1304 785 624 268**	**2338 980 267 921**	**2572 878 294 713**	**2830 166 124 185**
5	Titre VII : Equipements	54 866 720 000	3684 047 863 393	244 559 014	1109 734 019 753	1790 368 421 663	1969 405 263 830	2166 345 790 213
	Financement intérieur						0 0 0	0 0 0
	Financement extérieur						0 0 0	0 0 0
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, a	2 000 000 000	489 668 246 759	1 944 496 450	195 051 604 515	548 611 846 258	603 473 030 884	663 820 333 972
	Financement intérieur						0 0 0	0 0 0
	Financement extérieur						0 0 0	0 0 0
	Total	**247 497 089 268**	**5279 544 376 706**	**1061 047 161 869**	**3202 180 781 088**	**5414 755 422 904**	**5956 230 965 194**	**6551 854 061 713**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.5.1. Présentation des crédits par programme

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2024		EXERCICE ENCOURS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévision 2027
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	**58**	Administration générale					**2 702 079 933 162**		**3 999 525 864 998**
2	**59**	Prestation et continuité de service					**309 8486 89 678**		**932 237 343 602**
3	**60**	Lutte contre la maladie					**196 252 158 248**		**482 992 214 303**
4	**136**	Protection sociale					**35 325 728 699**		**772 404 645 309,06**
TOTAL									

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

DEUXIÈME PARTIE : PRESENTATION DU PROGRAMME

2.1. PROGRAMME 1 : 058 ADMINISTRATION GENERALE

Pré-Responsable : Dr. Sylvain YULA RAMAZANI
Fonction : Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du programme

Les services suivants entrent dans le champ d'action de la mise en œuvre de la stratégie du programme à savoir : Le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général à la santé, le Secrétariat Général à la prévoyance sociale, l' IGS et l'IPS ,La Direction de l'Inspection de la Prévoyance Sociale, la DRH, la DSG de la Prévoyance Sociale, la Direction de l'enseignement des sciences de santé (DESS), la direction de la formation continue (DFC),la DANTIC, la DEP santé, la DEP Prévoyance Sociale, la DAF, le Programme National de Promotion des Mutuelles de Santé (PNPMS), le Programme National des Comptes Nationaux de la santé (PNCNS), le Programme National de Promotion pour la Communication en Santé (PNPCS), Programme National d'appui à la Protection Sociale, la CGPMP santé , la CGPMP prévoyance sociale, la Cellule de Suivi-Evaluation (CSE), la Cellule Technique d'Achat Stratégique (CT-AS) , le Centre multidisciplinaire des documentation de la prévoyance sociale, le Centre de Connaissance au Congo, la Commission Chargée de l'Harmonisation de l'Enveloppe Salariale et Alignement de la Prime de Risque.
Les opérateurs identifiés pour l'atteinte des objectifs de ce programme sont : ANICNS, INPESS, ITM/NAV, le Comité d'éthique de la santé

2.1.2. Stratégie du Programme

Le programme 058 « Administration Générale » a pour but d'assurer le pilotage, la coordination administrative de l'ensemble du Ministère et le renforcement du système de santé et prévoyance sociale. Il veille à la cohérence du soutien apporté par les fonctions support à dimension transversale exercées par les secrétariats généraux, assurant une gestion mutualisée de différentes prestations au profit des directions et services de l'ensemble du ministère repris dans le périmètre de ce programme.
La gouvernance du secteur de la santé et de la prévoyance sociale couvrent les domaines suivants : la législation et la réglementation ; l'élaboration des politiques de santé et de la prévoyance sociale ; le pilotage, la régulation et la coordination ; les réformes sectorielles et la décentralisation ; l'inspection et le contrôle ; la production et la gestion de l'information stratégique, le suivi et évaluation ; la collaboration intersectorielle ; la gouvernance digitale / digitalisation, la redevabilité et la gouvernance financière.
Se référant à la programmation 2027-2029, l'administration santé et Prévoyance Sociale vont mettre en œuvre les actions suivantes dont les indicateurs de performance sont repris ci-dessous.
Huit actions sont retenues pour mettre en œuvre ce programme, il s'agit : (i) Pilotage de la stratégie Ministérielle de la Santé et Prévoyance Sociale, (ii) Coordination Administrative de la Santé et Prévoyance Sociale ; (iii) Contrôle-Inspection ; (iv) Gestion des ressources humaines pour la Santé et Prévoyance Sociale ; (v) Formation de base (vi) Gestion du système d'information sanitaire, digitalisation et communication (vii) Planification, programmation et suivi-évaluation (viii) Gouvernance financière et matérielle.
Ce programme regroupe l'ensemble des crédits dédiés à la rémunération, aux investissements sur ressources extérieures et sur ressources propres. Il regroupe également des ressources pour assurer le fonctionnement des services du Ministère figurant dans ce programme répondant à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la Santé et de la Prévoyance Sociale. Toutes ces structures bénéficient d'une dotation et figurent dans la loi de finances exercice 2027.

2.1.3. Objectifs du programme et indicateurs de performance du programme

2.1.3.1. Objectifs du Programme

Objectif 1 : Améliorer la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur de la Santé et Prévoyance Sociale
Objectif 2 : Assurer le fonctionnement des organes du CCT-SS et CNP-SS, de la plateforme SRMNEA-Nut et suivi de la mise en œuvre des réformes
Objectif 3 : Optimiser le contrôle des ressources financières, matérielles et humaines des organes et unités rattachées au ministère de la Santé ;
Objectif 4 : Renforcer les capacités des Ressources humaines du secteur de la Santé et Prévoyance Sociale ;
Objectif 5 : Mettre en œuvre un programme de formation des ITM/IEM basé sur l'approche par compétence à travers le curricula actualisé conforme aux normes et référentiels nationaux de formation en santé
Objectif 6 : Dématérialiser le système d'information sanitaire ;
Objectif 7 : Renforcer les mécanismes de planification, suivi, évaluation des stratégies et redevabilité à tous les niveaux ;
Objectif 8 : Assurer la gestion optimale des ressources financières et matérielles

2.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 7 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Objectif 1 : Améliorer la gouvernance et le pilotage stratégique du secteur									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Taux d'élaboration des textes légaux et règlementaires du secteur santé*	%	33,3	83,3	41,6	50	70	80	90
	Source : *DEP Santé*								
	Mode de calcul : Nombre des textes produits/ Total des textes prévus x100								
	Commentaire *:* Les avant-projets des différents textes sont disponibles mais en attente de validation								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	*Taux d'élaboration des textes légaux et règlementaires du secteur Prévoyance Sociale*	%	60	60	65	65	70	75	80
	Source : *DEP Prévoyance Sociale*								
	Mode de calcul : Nombre des textes produits/ Total des textes prévus x100								
	Commentaire *:* Les avant-projets des différents textes sont disponibles mais en attente de validation								
***Objectif 2: Assurer* le fonctionnement des organes du CCT-SS et CNP-SS, de la plateforme SRMNEA-Nut et suivi de la mise en œuvre des réformes**									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Proportion des réunions ténues des différents organes de pilotage au niveau nationale (CNP, CCT, Commissions) Provincial (CPP et Groupe de travail)*	%	45	82	85	56,5	80	85	90
	Source : *Comptes rendus des réunions des organes de pilotage (SG)*								
	Mode de calcul : Nbre des réunions tenues /Nbre total des réunions prévues *100								
	Commentaire *:* Cet indicateur permet d'assurer un leadership avisé sur les grandes décisions du secteur concernant le 6 piliers du système de santé								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en***	***Cibles***		

						cours			
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Proportion de réunion de plateforme SRMNEA-Nut	%	10	25	28	30	37	45	50
	Source : SG/DSFGS								
	Mode de calcul : Nbre des réunion tenue /Nbre total des planifié *100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'assurer un leadership avisé sur les grandes décisions des recommandations des interventions SRMNEA-Nut								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Objectif 3 : **Optimiser le contrôle des ressources financières, matérielles et humaines des organes et unités rattachées au MSPHPS ;**									
1	Taux de réalisation des missions contrôle et inspection programmées au secteur de la santé	%							
	Source : IGS								
	Mode de calcul : (Nombre de missions de contrôle et inspection réalisées/Nombre de missions de contrôle et inspection programmées) *100								
	Commentaire : Il mesure le nombre de missions programmées dans le plan annuel d'activités. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité opérationnelle des services de l'Inspectorat Général de la Santé, il mesure le respect du plan annuel de contrôle des services de la Santé et identifie les insuffisances organisationnelles et logistiques de l'IG/santé								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux d'irrégularités détectées et documentées dans le secteur de la santé	%							
	Source : IGS								
	Mode de calcul : (Nombre d'irrégularités détectées /Nombre d'opérations contrôlées) *100								
	Commentaire : Il permet d'évaluer le niveau de conformité administrative, de détecter les risques de mauvaise gouvernance et de renforcer les mécanismes de contrôle interne, type d'irrégularités concernées : dépenses non justifiées, matériels non inventoriés, agents fictifs, écarts des stocks, violation des procédures)								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations	Exercice en	Cibles

						cours			
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Taux de réalisation des missions contrôle et inspection programmées au secteur de la prévoyance Sociale	%	38	0	0	30	37	45	50
	Source : DIPS								
	Mode de calcul : (Nombre de missions de contrôle et inspection réalisées/Nombre de missions de contrôle et inspection programmées) *100								
	Commentaire : Il mesure le nombre de missions programmées dans le plan annuel d'activités. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité opérationnelle de la Direction de l'Inspection de la Prévoyance Sociale, il mesure le respect du plan annuel de contrôle des services de la Prévoyance Sociale et identifie les insuffisances organisationnelles et logistiques de la DIPS								
Objectif 4: Optimiser l'effectif du personnel de santé équitablement réparti et Renforcer les capacités des Ressources humaines									

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Proprotion des Provinces couvertes par la base des données opérationnelles des ressources humaines en santé			15,3	15,3	15,3	38,4	57,6	100
	Source : Rapport annuel DRH								
	Mode de calcul : Nbre des provinces couvertes par la base des données opérationnelles /Nbre total des provinces *100								
	Commentaire : Cet indicateur permet d'évaluer la disponibilité des données fiables et de qualité des ressources humaines de la santé susceptibles d'orienter la prise des décisions sur des bases factuelles								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Proportion des Provinces ayant exprimé les besoins de recrutement et redéploiement du personnel	%		0	0	0	57.6	77	100
	Source : Rapport annuel DRH								
	Mode de calcul : Nbre des formations réalisées/Nbre des formations prévues * 100								
	Commentaires : Cet indicateur indique le niveau de mise en œuvre du planning de formation								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Proportion d'agents de santé payés par l'Etat en salaire			25	28	30	35	50	70

	Source : *Rapport annuel DRH et DFC*								
	Mode de calcul : *Nbre des cadres et agents formés/Nbre des cadres et agents prévus*								
	Commentaires : *Cet indicateur apprécie le niveau de compétence des cadres et agents*								
4	*Proportion d'agents de santé payés par l'Etat en prime de risque*			51	55	63	80	70	80
	Source *: Rapport annuel DRH*								
	Mode de calcul *: (Nbre d'agents du MSP bénéficiaires de la prime de risque payés par l'Etat /Nbre total d'agents du MSP) *100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet de suivre l'évolution d'enveloppe de paie et l'effectifs des agents de santé bénéficiaires de la prime de risque afin d'orienter la décision de gestion*								

5	*Proprotion des Provinces couvertes par la base des données dans le secteur de la Prévoyance Sociale*			ND	ND	7	23	30	38
	Source : *DSG*								
	Mode de calcul : Nbre des provinces couvertes par la base des données opérationnelles /Nbre total des provinces *100								
	Commentaire *:* Cet indicateur permet d'évaluer la disponibilité des données fiables et de qualité des ressources humaines de la prévoyance sociale susceptibles d'orienter la prise des décisions sur des bases factuelles								
	Proportion de mise en œuvre du plan de	%	ND	ND	ND	18	29	47	60
	Source : DRH (Services Généraux)								
	Mode de calcul : Nbre de formations et échanges d'expériences organisées/Nbre de formations et échanges d'expériences prévues								
	Commentaire : Cet indicateur permet à améliorer la performance du secteur de la prévoyance sociale								

Objectif 5 : **Renforcer les capacités des Ressources humaines**

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Proportion d'agents membres d'Equipes Cadres de Zone de Santé formées en Management de Soins de Santé Primaires*	*%*		50	60	70	80	90	100
	Source *: DRH/FC*								
	Mode de calcul *: (Nbre d'agents membres d'Equipes Cadres de Zone de Santé formées en Management de Soins de Santé Primaires /Nbre total d'agents prévus) * 100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet d'apprécier la capacité des membres d'ECZS à piloter leur ZS*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	*Proportion d'agents de santé formés en SRMNEA*	*%*		3	6	30	50	75	100
	Source *: DRH/FC*								
	Mode de calcul *: Nbre des cadres et agents formés/Nbre des cadres et agents prévus*								

	Commentaire : *Cet indicateur permet d'apprécier la capacité des personnels de santé à réduire le risque de la mortalité néo-natale*								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
3	*Nombre des cadres et agents formées de la Prévoyance Sociale*	*%*		3	6	30	50	75	100
	Source : DRH (Services Généraux)								
	Mode de calcul : Nbre des cadres et agents formés/Nbre total prévu								
	Commentaire : Cet indicateur vise l'amélioration de la performance du secteur de la prévoyance sociale								
Objectif 5 : Mettre en œuvre un programme de formation des ITM/IEM basé sur l'approche par compétence à travers le curricula actualisé conforme aux normes et référentiels nationaux de formation en santé									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Proportion des ITM/IEM ayant intégrés au moins l'une des filières spécifiques*	*%*		30	40	45	55	80	100
	Source : *DEES*								
	Mode de calcul : *(Nombre des ITM/IEM ayant intégrés au moins une des filières spécifiques/Nombre total des ITM/IEM) x 100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet d'apprécier l'équité dans l'organisation des filières de formation au sein des ITM/IEM.*								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	*Proportion des ITM/IEM ayant intégrés l'Approche par Compétence (APC)*	*%*		50	53	55	70	90	100
	Source : *DEES*								
	Mode de calcul : *(Nombre des ITM/IEM ayant intégrés l' Approche par Compétence (APC)/Nombre total des ITM/IEM) x 100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet d'apprécier le niveau dans l'organisation de l'enseignement des sciences de bases*								
Objectif 6: Dématérialiser le système d'information sanitaire ;									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Proportion d'informations rendus accessible*			*ND*	*ND*	*ND*	*20*	*45*	*70*
	Source : *DANTIC*								
	Mode de calcul : Nbre d'informations diffusées/Nbre total d'informations reçues * 100								
	Commentaire *:* Cet indicateur permet au décideur de prendre les décisions basées sur les évidences								
Objectif 7 : Renforcer les mécanismes de planification, suivi, évaluation des stratégies et redevabilité à tous les niveaux ;									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***

1	*Proportion des unités fonctionnelles ayant produit dans le délai le PAO de l'exercice n+1*	*%*	40	45	60	38,3	50	*75*	*90*
	Source : *Rapport annuel du secteur (DEP)*								
	Mode de calcul : *Nombre de structures disposant d'un plan d'action opérationnel élaboré dans les délais / Nombre total de structure x100*								
	Commentaire *: Cet indicateur traduit le niveau de planification fait par les différentes unités fonctionnelles pour la mise en œuvre du PNDS*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	*Taux d'exécution des activités planifiées dans le PAO des Directions et programmes phares (PNLP, PNLT, PEV, PNLS, PNSR, PNCNS, PRONANUT)*		*ND*	*ND*	*ND*		*47*	*60*	*80*
	Source : *Rapport annuel du secteur (DEP)*								
	Mode de calcul : *Nbre des activités réalisées/Nbre des activités planifiées *100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet de suivre l'exécution du PAO par rapport aux ressources mobilisées*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
3	*Taux d'exécution financière des projets rattachés au ministère de la santé*		*ND*	*ND*	*ND*		*50*	*70*	*90*
	Source : *Rapport annuel du secteur (DEP)*								
	Mode de calcul : *Budget réel décaissé pour la période/ Budget approuvé pour la période par le projet *100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet de suivre le niveau de réalisation des projets par rapport aux livrables*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
4	*Taux des organes de coordination fonctionnels à tous les niveaux*						*60*	*75*	*90*
	Source : *Rapport annuel du secteur (DEP)*								
	Mode de calcul : *Nombre d'organes de coordination fonctionnels / Nombre total d'organes de coordination prévus dans le secteur x 100*								
	Commentaire *: Cet indicateur permet d'apprécier l'efficacité du dispositif de gouvernance et de coordination à tous les niveaux du système de santé.*								

N	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
	Proportion de mission								

	de suivi-évaluation et Etat de lieux	%	ND	ND	3,8	0	33	50	70
	Source : DEP prévoyance sociale et DSG								
	Mode de calcul : Nbre de mission de suivi-évaluation effectuée/Nbre de mission prévue								
	Commentaire : Cet indicateur évalue la performance et la redevabilité des structures								
5									

Objectif 8 : Assurer la gestion optimale des ressources financières et matérielles

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Taux d'exécution du plan de passation des marché santé*	*%*	*ND*	*ND*	*ND*		*60*	*70*	*90*
	Source : *CGPMP santé*								
	Mode de calcul : *Montant des marchés payés /Montant total des marchés programmés *100*								
	Commentaires : *Cet indicateur permet d'évaluer le niveau d'exécution des investissements programmés dans le PPM*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	*Taux des recettes mobilisées par les structures sanitaire de référence*		*ND*	*ND*	*ND*	*ND*	*70*	*85*	*90*
	Source : *DAF*								
	Mode de calcul : *Montant des recettes mobilisées par les structures sanitaire de référence/Montant des recettes prévus*								
	Commentaires : *Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité du système de recouvrement des structures sanitaires pour assurer l'offre des soins*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
3	*Taux des structures administratives ayant des locaux*		*ND*	*ND*	*15*	*15*	*60*	*70*	*80*
	Source : *DAF*								
	Mode de calcul : *Nbres des structures du Ministère de la santé disposant des locaux/Nbre total des structures du Ministère de la Santé*								
	Commentaires : *cet indicateur suit la capacité opérationnelle de l'administration et le niveau d'investissement en infrastructures administratives*								

N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
4	*Taux d'exécution du plan de passation des marché de la prévoyance sociale*	*%*	*54 ,5*	*100*	*0*	*0*	*60*	*70*	*90*
	Source : *CGPMP prévoyance sociale*								
	Mode de calcul : *Montant des marchés payés /Montant total des marchés programmés *100*								
	Commentaires : *Cet indicateur permet d'évaluer le niveau d'exécution des investissements programmés dans le PPM*								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
5	*Proportion des équipements et matériels acquis sur financement propre du Gouvernement pour la Prévoyance sociale*	%	ND	*ND*	*ND*	0	5	33	50
	Source : DRH (Services Généraux)								
	Mode de calcul : Nbre des équipements acquis/nbre des équipements prévus								
	Commentaire : Cet indicateur permet à améliorer les conditions du travail de l'administration de la prévoyance sociale								
N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
6	*Proportion des locaux construits/ réhabilités sur financement propre du Gouvernement pour la Prévoyance sociale*	%	ND	*ND*	*ND*	0	5	33	50
	Source : DRH (Services Généraux)								
	Mode de calcul : Nbre des locaux réhabilités/nbre des locaux prévus								
	Commentaire : Cet indicateur permet de jauger le niveau d'amélioration du cadre de travail des agents et cadres								
N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
7	*Proportion des terrains acquis sur financement propre du Gouvernement pour la Prévoyance sociale*	%	ND	*ND*	*ND*	0	5	33	50
	Source : DRH (Services Généraux)								
	Mode de calcul : Nbre des terrains acquis/nbre des terrains prévus								
	Commentaire : Cet indicateur vise de jauger le niveau d'amélioration du cadre de travail des agents et cadres								

2.1.4. Evolution des crédits du programme ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2.1.4.1. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 8 : Présentation des crédits du programme par Rubrique 2026-2028

Rubriques	2025		2026		PREVISION 2027
	Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
Contreparties des Projets	4 200 550 000	-	38 820 567 758	-	45073257125,50
Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	-	-	-	-	-
Fonctionnement des Ministères	85 363 803 001	1 069 261 944 867	45 582 122 681	117 931 336 116	45986529822,50
Interventions pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs	-	-	-	-	-
Interventions Economiques, sociales, culturelles et Scientifiques	420 200 000 000	2 728 731 510	32 417 126 053		39727838048,00
Investissement sur Ressources Extérieures	448 790 620 435	190 486 324 534	1 002 604 638 866	143 118 287 849	1476432052117,00
Investissement sur Ressources Propres	8 117 676 624		88 919 044 065	19 565 864 070	153889671127,00
Investissement sur transfert aux Provinces et ETD	-	-	177 474 466 870	11 500 000 000	234130929647,00
Rémunérations	248 608 170 487	114 761 841 960	1 412 001 134 458	589 552 728 897	1570747622176,00
Subvention aux organismes Auxiliaires	1 172 491 799		618 825 859	-	583936493,00
Subvention aux Services ExBPO	-	-	-	-	-
Transfert aux Provinces et ETD (fonctionnement)	-	-	-	-	-
TOTAL	**1 216 453 312 345**	**1 377 238 842 871**	**2 798 437 926 610**	**881 668 216 933**	**3566571836556,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.2. Evolution des crédits par Titre 2027-2029

Tableau 9 : Présentation des crédits du programme par titre **2027-2029**

N°	Titre	2025		2026	2027	
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
I.	**Dépenses courantes**					
1	Titre III : Dépenses de personnel	265 578 519 824	149 722 369 090	1 422 095 269 246	589 552 728 897	1581162948044,00
2	Titre IV : Biens et matériels ;	12 573 305 510	10 975 732 152	12 109 101 507	369 961 359	12291084826,00
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	55 453 390 395	988 624 733 103	22 506 912 496	117 563 858 091	23280119128,50
4	Titre VI : Transferts et interventions	421 739 249 558	37 429 683 992	28 956 553 757	-	40311774541,00
	Financement intérieur	-	-			-
	Financement extérieur	-	-			-
II.	**Dépenses en capital**					
5	Titre VII : Equipements	456 359 708 964	190 486 324 534	1 140 062 377 902	189 665 761 249	1633126454914,50
	Financement intérieur	-	-			-
	Financement extérieur	-	-			-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 749 138 095	-	171 043 645 185	-	276399455102,00
	Financement intérieur	-	-			-
	Financement extérieur	-	-			-
	Total	**1 216 453 312 345**	**1 377 238 842 871**	**2 798 437 926 610**	**881 668 216 933**	3566571836556,00

2.1.5. Evolution des crédits par action du programme

CODE ACTION	ACTIONS DU PROGRAMME	2025		2026		2027
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
0581	Pilotage de la stratégie Ministérielle	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
0582	Coordination Administrative de la Santé et de la Prévoyance sociale	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
0583	Contrôle-Inspection	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
0584	Gestion des ressources Humaines pour la Santé et la Prévoyance Sociale	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5

0585	Formation de base	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
0586	Gestion du Système d'information Sanitaire, digitalisation et communication	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
0587	Planification, programmation et suivi-évaluation	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
0588	Gouvernance Financière et Matérielle	152 056 664 043,125	172 594 981 968,125	350 211 802 848,625	112 143 728 282,75	445 821 479 569,5
Total		**1 216 453 312 345**	**1 380 759 855 745**	2 801 694 422 789	897 149 826 262	3566571836556

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2. PROGRAMME 2: (059) PRESTATIONS DE SERVICES DE SANTE ET CONTINUITE DES SOINS

Responsable de programme :

Fonction :

2.2.1. Périmètre du programme

Les services suivants entrent dans le champ d'action de la mise en œuvre de la stratégie du programme à savoir : la Direction des établissements de soins et partenariat, la Direction des Soins de Santé Primaire, les Hôpitaux et les Centres de Santé, la Direction de la Santé de la Famille et groupe Spécifique, le PNSR, le PRONANUT, le Programme National de Santé Mentale, le Programme National de Santé des Adolescents, le Programme National de Médecine du Sportif, le Programme National de Santé au Travail, le Programme National de lutte contre la Toxicomanie, la Coordination PCIMNE-communautaire, le Programme National de Santé Scolaire et Universitaire, le Programme National de Transfusion Sanguine, le Programme National de Réhabilitation à base communautaire, le Programme National de Lutte contre les Infections Respiratoires/Coordination PCIMNE-clinique, le Programme National d'Approvisionnement des Médicaments, le Programme National des Médecines Traditionnelles et Plantes Médicinales.

Opérateurs : Fonds de Promotion pour la Santé, ACOREP, ANAMED, FEDECAM, FOMECO, Centre de rééducation des Handicapés Physiques de Kinshasa

2.2.2. Stratégie du Programme

Le programme budgétaire Prestations de Services de Santé et Continuité des Soins a pour but de garantir l'accessibilité à des soins de santé de qualité, qu'ils soient préventifs, curatifs ou promotionnels et un accent particulier est portée à la santé de la mère et de l'enfant, et ce, de manière équitable sur l'ensemble du territoire national

Se référant au Programme d'Action du Gouvernement Congolais (PAG 2024-2028) articulée autour du renforcement de l'offre de services et soins de qualité ainsi que de la gratuité des soins d'accouchement et du nouveau-né dont les indicateurs de performance sont repris ci-dessous.

Quatre actions essentielles sont retenues pour mettre en œuvre ce programme, il s'agit : (I) Infrastructures sanitaires et équipement, (II) Médicaments et autres produits de santé, (III) Services de santé et prestations des soins et (IV) Interventions de la SRMNEA-Nut

Ce programme regroupe l'ensemble des crédits dédiés à des nouveaux investissements, **Infrastructures :** Poursuite de la réfection et l'équipement des hôpitaux généraux de référence des chefs-lieux des provinces et la Construction/ réhabilitation des Établissements de Soins de Santé (ESS) et **Plateau technique :** Investissements ciblés pour le Centre Hospitalier Universitaire de Référence (CHUR), les Centres de Santé (CS) construits via le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL 145-T), et les hôpitaux secondaires.

Il regroupe également des ressources pour **les équipements et Intrants :** Dotation en matériel médico-technique moderne et acquisition de médicaments essentiels pour la gratuité des soins et le traitement d'autres pathologies. Ainsi que certains services impliqués dans l'atteinte des objectifs de ce programme répondant à l'amélioration de l'offre de services et soins de qualité.

2.2.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

Les objectifs du programme sont les suivants :

a) Objectif 1 : Normaliser et moderniser les infrastructures et équipements sanitaires

b) Objectif 2 : Assurer la disponibilité et la maintenance des équipements sanitaires.

c) Objectif 3 : Développer la production locale des médicaments et des produits de santé de qualité ;

d) Objectif 4 : Etendre la couverture sanitaire et les des interventions SRMNEA-Nut (PMA, PCA, Santé communautaire) ;

e) Objectif 5 : Accroitre l'accès aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base et complet ;

f) Objectif 6 : Promouvoir l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant au niveau communautaire.

Tableau 10 : Cadre de performance des Objectifs du Programme des Prestations de services de Santé et Continuité des soins.

Objectif 1: Normaliser et moderniser les infrastructures et équipements sanitaires									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des ESS construits sur financement propres FPS	%	ND	ND	ND	0	33	60	90
	Source : Rapport de FPS								
	Mode de calcul : Nombre d'hôpitaux construits sur financement propre du FPS sur Nombre total d'hôpitaux construits au cours de l'année * 100								
	Commentaires : Cet indicateur reflète le niveau d'engagement et de priorité accordé par le FPS à l'investissement dans les infrastructures et équipements hospitaliers à partir de ses propres ressources pour garantir une espérance de vie prospère Pour 2027-2029, 10 HGR seront construit dans les provinces sur financement propre de FPS.								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Proportions ESS équipées sur financement propres du gouvernement	%	[2]ND	ND	19	26	33	60	90
	Source : Rapport de la DESP								
	Mode de calcul : Nombre d'hôpitaux (ESS) équipés sur financement propres du gouvernement sur Nombre total d'hôpitaux (ESS) construits sur financement propres du gouvernement *100								
	Commentaires : Cet indicateur reflète le niveau d'engagement et de priorité accordé par le gouvernement à l'investissement dans les infrastructures et équipements hospitaliers à partir de ses propres ressources pour garantir une espérance de vie prospère Dans le cadre du Programme de Développement de 145 Territoires « PDL 145 T, depuis 2023 le Gouvernement a déjà commencé à construire 360 centres de santé sur les 788 prévus dont 103 CS ont été construit. Cependant, les CS construits ne sont pas encore équipés. Pour 2027, la particularité est que le FPS va acquérir les équipements médicaux pour 170 ESS construit dans le cadre de PDL 145T sur financement propre du Gouvernement								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	Proportion des ESS Equipés sur financement propres FPS	%	ND	ND	ND	0	33	60	90
	Source : Rapport de FPS								
	Mode de calcul : Nombre d'hôpitaux équipés sur financement propre du FPS sur Nombre total d'hôpitaux équipés au cours de l'année * 100								
	Commentaires : Nombre d'hôpitaux équipés sur financement propre du FPS sur Nombre total d'hôpitaux équipés au cours de l'année * 100								
Objectif 2: Assurer la disponibilité et la maintenance des équipements sanitaires									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux des ESS de référence ayant une disponibilité des équipements	%	8	15	21	30	50	70	80

	médicaux essentiels								
	Source : Rapport de la DESP								
	Mode de calcul : Nbre d' ESS de référence ayant des équipements essentiels fonctionnels/Nbre total d'ESS de référence ayant des équipements essentiels* 100								
	Commentaires : Cet indicateur apprécie la disponibilité des équipements								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	Taux de réalisation de la maintenance préventive planifiée	%	ND	ND	ND	0	18	35	50
	Source : Rapport de la DESP								
	Mode de calcul : Nbre de maintenances préventives réalisées/Nbre de maintenances préventives planifiées * 100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'évaluer la prise en charge de l'entretien et maintenance des équipements								
Objectif 3: Développer la production locale des médicaments et des produits de santé de qualité									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des structurés ayant un taux de disponibilité des médicaments à 90%		29	33	46	46	50	70	80
	Source : PNAM								
	Mode de calcul : Nombre des structures ayant un taux de disponibilité des médicaments à 90% sur Nombre total des structures évalués au cours de l'année * 100								
	Commentaires : cet indicateur permet d'évaluer la capacité des formations sanitaires à garantir un accès régulier aux médicaments vitaux, critère indispensable pour la qualité des soins et la confiance des usagers								

N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Proportion des industries locales de fabrication des médicaments et produits de santé appuyées		5	5	5	30	50	70	80
	Source : ACOREP								
	Mode de calcul : Nombre des industries locales appuyées/Nombre total des industries fonctionnelles * 100								
	Commentaires : Cet indicateur indique l'appui financier apportés aux industries locales de fabrication des médicaments, consommables et nutriments								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	Proportion d'industries de santé crées par		5	5	5	34	73	80	90

	DPS								
	Source : SG/DEP								
	Mode de calcul : Nombre des industries crées/Nombre des industries prévues *100								
	Commentaires : Cet indicateur permet de suivre les efforts en matière de développement industriel local, souveraineté sanitaire et promotion de l'investissement dans la santé								
Objectif 4: Etendre la couverture sanitaire et les des interventions SRMNEA-Nut (PMA, PCA, Santé communautaire)									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des formateurs par DPS formés en ordinogrammes, en référence et contre référence, guide thérapeutique (DQI), supervision intégrée et DHIS2 SNIS		ND	5	5	34	73	80	90
	Source : Rapport de DSSP								
	Mode de calcul : Nombre de DPS dont les formateurs des CS, des HGR, des hôpitaux de niveau secondaire et des hôpitaux de niveau tertiaire sont formés sur le total de DPS multiplié par 100								
	Commentaires : Cette formation des prestataires permettra à assurer les soins et services de qualité, répondre ainsi au 2ème aspect de la CSU qui est d'offrir les soins et services de qualité à la population congolaise (**9 DPS /26 = 34%)**								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Proportion de la population à moins de 5Km couverte par un CS offrant un paquet minimum d'activités conforme aux normes nationales		21	29	35	35	50	70	80
	Source : Rapport de DSSP								
	Mode de calcul : Nombre de la population résidant à moins de 5 km d'un CS offrant un PMA conforme aux normes / Population totale de l'aire de santé x100								
	Commentaires : Cet indicateur permettra à assurer les soins et services de qualité, répondre ainsi au 2ème aspect de la CSU qui est d'offrir les soins et services de qualité à la population congolaise								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	proportion de la population couverte par un HGR offrant un paquet		8	15	21	30	40	50	60

	complémentaire d'activités conforme aux normes nationales								
	Source : Rapport de DSSP								
	Mode de calcul : Nombre de la population bénéficiaire d'un PCA complet à l'HGR sur nombre total de la population de la zone de santé								
	Commentaires : Cet indicateur permet de s'assurer de services de qualité offrir à la population congolaise								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Prévalence contraceptif		ND	11	11	25	40	50	60
	Source : Rapport PNSR								
	Mode de calcul : Total des utilisatrices des méthodes contraceptives modernes/le Nbre des femmes en âge de procréer (21% de la population) * 100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier l'utilisation de la contraception moderne (le résultat des grandes enquêtes EDS III menées dans le pays 2023-2024)								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié		85	85	85	85	87	88	90
	Source : DHIS2, Rapport de SDMPR /PNSR								
	Mode de calcul : Nbre d'accouchement assisté par un personnel qualifié/Nbre total des accouchés attendus (4% de la population) *100								
	Commentaires : et indicateur permet d'apprécier la qualité des accouchements par un personnel qualifié (Pour 85 % des naissances, l'accouchement a été assisté par un prestataire de santé qualifié. Prestataires qualifiés selon (le résultat des grandes enquêtes EDS III menées dans le pays 2023-2024)								

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Taux de couverture en fer folate/MMS			43	43	50	60	65	70
	Source : Rapport de PNSR et PRONANUT								
	Mode de calcul : Femmes ayant réçu la 3ème dose +MMS à la CPN1 à la 16ème Semaine+MMS récupéré/4% de la population*100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier la qualité nutritionnelle de la femme enceinte (Femmes enceintes 63 % ont reçu des suppléments contenant du fer et 55 % ont reçu un médicament pour le déparasitage le résultat des grandes enquêtes EDS III menées dans le pays 2023-2024)								

Objectif 6: Accroitre l'accès aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base et complet

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	**Proportion d'accouchées consultées dans les** 48 **heures**			29	29	29	50	65	80

	Source : DHIS2/Carte de score SRMNEA-Nut								
	Mode de calcul : Nbre des accouchées ayant été consultées dans les 2 jours ayant suivi la naissance la plus récente par un prestataire de santé, sur le Nbre total des accouchées attendues (4% de la population) *100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier la couverture de la CPoN dans les 48h00 qui suivent la naissance la plus récente (29% des accouchées de 15-49 ans ayant été consultées dans les 2 jours qui suivent la naissance la plus récente par un prestataire de santé, sur le total des accouchées au cours de la meme période.								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	% de TPI3			22	22	22	40	55	60
	Source : DSFGS								
	Mode de calcul : Nbre de femme enceinte ayant recue au moins 3 dose de Fansidar au cours de 4 visite CPN sur nombre total de femmes enceintes attendues durant la même période * 100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'apprecié la couverture en TPI3 chez les femmes enceintes								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	Taux de couverture en CPN 4			45	45	60	75	80	85
	Source : Rapport de PNSR								
	Mode de calcul : Nbre des Femmes ayant effectué au moins 4 visites de suivi sur le nombre total de femmes enceintes attendues (CPN1)durant la même période * 100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'apprécier la couverture en soins prenatal ou sert à évaluer l'accessibilité et l'utilisation adéquate des soins de santé maternelle (Couverture en soins prénatals : 84 % des femmes de 15–49 ans ayant eu une naissance vivante et/ou un mort-né a bénéficié des soins prénatals dispensés par un prestataire de santé qualifié et 45 % ont effectué au moins 4 visites prénatales).								
Objectif 7: Promouvoir l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant au niveau communautaire									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion d'enfants de 0-59 mois résidant dans les communautés n'ayant pas accès facile aux ESS et avec malnutrition sont traités au SSC selon les directives nationale (PRONANUT)		8	15	25	27	33	38	44
	Source : Rapport de PRONANUT								
	Mode de calcul : Nbre d'enfants de 0-59 mois résidant dans les communautés n'ayant pas accès facile aux ESS et avec malnutrition sont traités au SSC selon les directives nationale sur Nbre total d'enfants de 0-59 mois résidant dans les communautés n'ayant pas accès facile aux ESS et avec malnutrition *100								
	Commentaires : Cet indicateur permet de détecter des communautés de chaque village/cellule ayant un accès difficile aux ESS utilisent les SSC								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

2	Proportion d'enfants exclusivement allaités au sein jusqu'à 6 mois		53	53	53	53	60	75	80
	Source : DHIS2/PRONANUT								
	Mode de calcul : Nombre d'enfants exclusivement allaités au sein jusqu'à 6 mois sur le nombre total des enfants allaités au cours de la même période								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'apprecié la contuinité de l'allaitement maternelle exclusive jusqu'à 6 mois								

2.2.4. Evolution des crédits du programme

2.2.4.1. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2027-2029

Tableau 11 : Projections des crédits par Rubrique 2027-2029

N°	Rubrique	2025		2026		2027
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
1	Contrepartie des Projets	*3 933 360 000*	*18 633 958 621*	933 360 000	-	933360000,00
2	Dépenses Exceptionnelles	-	--			
3	Fonctionnement des Ministères	*42 720 838 959*	*35 739 608 215*	44 365 607 411	337 918 990	44365607411,00
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	*45 597 294 714*	*29 586 489 982*	18 539 154 003	-	37999094841,00
5	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-		-	
6	Investissements sur Ressources Propres	*8 459 430 000*	*3 177 568* *909 544*	57 514 916 335	-	10000000000,00
7	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-		-	
8	Rémunérations	*2 794 615 118*	*525 596 839 791*	35 915 424	17 554 071	982323528,00
9	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	307 896 669	-	679120426,00
10	Subventions aux services Ex-BPO	-	-	-	-	--
11	Transfert aux provinces et ETD	*6 359 402 659*	*905 000 000*			-
Total		***109 864 941 450***	***3 788 030 806 153***	**121 696 849 842**	**355 473 061**	**94959506206**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.4.1.1. Evolution des crédits par Titre

Tableau 12 : Présentation des crédits par titre

N°	Titre	2025		2026		2027
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
I.	**Dépenses courantes**	***109 864 941 450***	***1 062 591 259 792***	**102 224 335 839**	**355 473 061**	**84 026 146 206**
1	Titre III : Dépenses de personnel	*16 015 453 751*	*1 000 838 230 089*	634 915 717	17 554 071	1581323821,00
2	Titre IV : Biens et matériels ;	*895 522 904*	*17 879 924 670*	796 552 846	17 500 000	796552846,00
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	*40 997 267 422*	*5 621 945 937*	42 970 054 272	320 418 990	42970054272,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	*51 956 697 373*	*38 251 159 096*	57 822 813 004	-	38678215267,00
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
II.	**Dépenses en capital**	**-**	***2 725 439 546 361***	**19 472 514 003**	**-**	**10 933 360 000**
5	Titre VII : Equipements	-		12265315786,00	-	933360000,00
	Financement intérieur	-			-	
	Financement extérieur	-			-	
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	*3 628 434 454*	7 207 198 217	-	10000000000,00
	Financement intérieur	-			-	
	Financement extérieur	-			-	
	Total	***109 864 941 450***	***3 788 030 806 153***	**121 696 849 842**	**355 473 061**	**94959506206**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5. Evolution des crédits par action du programme

N°	Code Action	Intitulé	2025		2026		2027
			Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
1	0591	Infrastructures sanitaires	27 466 235 362,5	706 423 888,25	30 424 212 460,5	88 868 265,25	23 739 876 551,5
2	0592	Médicaments et autres produits de santé	27 466 235 362,5	706 423 888,25	30 424 212 460,5	88 868 265,25	23 739 876 551,5
3	0593	Services de santé et prestations des soins	27 466 235 362,5	706 423 888,25	30 424 212 460,5	88 868 265,25	23 739 876 551,5
4	0594	Interventions de la SRMNEA-NUT	27 466 235 362,5	706 423 888,25	30 424 212 460,5	88 868 265,25	23 739 876 551,5
Total			***109 864 941 450***	***2 825 695 553***	**121 696 849 842**	**355 473 061**	**94959506206,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.6. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

Le MSPHPS dispose en outre des établissements publics de facilitation de la CSU :

- ***Fonds de promotion de la santé (FPS)***

Il a pour mission :

- *Financer les projets d'infrastructures sanitaires, d'équipements médicaux de santé ainsi que de la production locale des médicaments, des technologies d'assistances et autres intrants spécifiques ;*
- *Financer la promotion de la médecine traditionnelle ;*
- *Financer l'approvisionnement en médicaments essentiels, en ce compris les contraceptifs, les vaccins et autres intrants de santé publique ;*
- *Financer la gouvernance du secteur de la santé, la normalisation et la recherche sur le système de santé ainsi que le développement des Ressources Humaines du secteur ;*
- *Collecter et gérer les ressources financières générées par tous les mécanismes de financement innovant fiscal et para fiscal dédié spécialement à la promotion pour la santé, dans le cadre de la couverture santé universelle,*
- *Subventionner les établissements des soins de santé (ESS) et pharmaceutiques en vue de réduire les coûts et d'améliorer la qualité des soins ;*
- *Effectuer toute autre opération qui se rattache directement ou indirectement à son Object social.*

Pour 2027-2029, 10 HGR seront construit dans 10 provinces différents sur financement propre de FPS. Et pour l'année 2027, la particularité est que le FPS va acquérir les équipements médicaux pour 170 ESS construit dans le cadre de PDL 145T sur financement propre du Gouvernement

- ***Autorité Congolaise de Réglementation Pharmaceutique (ACOREP)***

L'ACOREP a pour missions de : Contribuer à l'accès universel de la population congolaise à l'offre des services de santé en veillant à la mise sur le marché des produits médicaux de qualité et efficaces ; Protéger la santé publique par la mise en place d'une réglementation adéquate et d'un système de contrôle des produits pharmaceutiques et médicaux.

- ***Agence National des Médicaments (ANAMED)***

  L'ANAMED a pour mission de : Réguler le secteur ; Sécuriser l'approvisionnement en Médicaments de qualité et lutter contre les trafics illicites et les produits falsifiés.

- ***Fédération des Centrales d'Approvisionnement en Médicaments (FEDECAME)***

  La FEDECAME est un service public congolais chargée d'assurer l'approvisionnement des ESS en médicaments essentiels, consommables médicaux, équipements de qualité, réactifs et autres dispositifs médicaux essentiels au meilleur prix et dans le respect des normes de qualité en vigueur.

Programme 3 : (060) LUTTE CONTRE LA MALADIE

***Responsable du programme** :*

Fonction :

i. Périmètre du programme

Direction de surveillance Epidémiologique, Direction de Laboratoire, PEV, PNLD-CH, PNSOV, PNSBD, PNLTHA, Centre National de Lutte contre le Cancer, PNTS, PNL Drancculose, Programme National des Urgences et Catastrophe, Programme National de lutte contre les Maladies Tropicales Négligées, PNL Drépanocytose, les programmes de lutte contre (Diabète, Cardiovasculaire, …), Programme National de l'Hygiène aux Frontières, Direction de l'Hygiène et Salubrité Publique Stratégie du Programme.

ii. Stratégie du Programme

Ce programme concerne les interventions à mener dans la lutte contre la maladie. Ces interventions ciblent les actions suivantes :

- *La Prévention et surveillance des maladies endémo-épidémiques ;*
- *La Gestion des urgences de santé publique, catastrophes naturelles et effets de changement climatique ;*
- *L'amélioration de la lutte contre les maladies non transmissibles, les traumatismes et maladies mentales.*

Les crédits octroyés à ce programme vont contribuer à prendre en charge toutes sortes d'urgences de santé publique qui surviennent sur l'étendue nationale. Cette prise en charge exige des investissements importants afin de prépositionner les kits d'urgence.

En plus des urgences de santé publique, le MSPHPS mène des actions d'envergure pour lutter contre les maladies dites transmissibles (Paludisme, VIH et TB) dont la prévalence croit ces trois dernières années. Il sied de signaler que le financement USAID qui permettait de prendre en charge ces trois maladies ont été suspendu. Cette situation a entrainé un frein dans la prise en charge des malades qui bénéficiaient de la gratuité des soins car la prise en charge et l'acquisition des médicaments ainsi que d'autres interventions liées à ces maladies ne sont plus couvertes.

A titre d'exemple, nous avons la province de ITURI qui a vu la résurgence de la maladie EBOLA (17 -ème épidémie).

En plus de ces trois maladies, nous avons le cancer, le diabète, la drépanocytose, les maladies tropicales négligés, les hépatites, … dont le taux est croissant et exige des interventions de santé publique qui doivent être subventionné parce que la prise en charge des malades coute cher.

iii. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont les suivants :

***a) Objectif 1 :** Améliorer les conditions d'hygiène et assainissement dans les milieux hospitaliers et dans les communautés*

***b) Objectif 2** : Renforcer les capacités du domaine règlementaire international à différents niveaux (surveillance, disposition des médicaments,*

***c) Objectif 3** : Renforcer le contrôle et/ou l'élimination des maladies endémiques, transmissibles et non transmissibles.*

***d) Objectif 4** : Améliorer les conditions d'hygiène et assainissement dans les milieux hospitaliers et dans les communautés*

***e) Objectif 5** : Renforcer l'élimination des maladies non-transmissibles*

2.3.3.2. Indicateurs de performance du programme

Tableau 13 : Cadre de performance du programme

Objectif 1: Améliorer les conditions d'hygiène et assainissement dans les milieux hospitaliers et dans les communautés									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	*Proportion des ESS évalués conformes aux normes d'hygiène et de gestion des déchets*	*%*	15	21	21	30	60	70	90

	biomédicaux								
	Source : Direction d'Hygiène et Salubrité Publique								
	Mode de calcul : Nombre des ESS évalués conformes aux normes de gestion des déchets biomédicaux sur Nombre total des ESS évalués x 100								
	Commentaires :								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	*Proportion des ZS disposant d'une brigade d'hygiène fonctionnelle*	*%*	23	23	23	40	70	80	90
	Source : *Direction d'Hygiène et Salubrité Publique*								
	Mode de calcul : *ZS disposant d'une brigade d'hygiène fonctionnelle sur Nombre total des ZS x 100*								
	Commentaires :								
Objectif 2: Renforcer les capacités du domaine règlementaire international à différents niveaux surveillance, disposition des médicaments,									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	Proportion d'épidémies investigués dans les 7 jours	%	100	100	100	100	100	100	100
	Source : Direction de Surveillance Epidémiologique, INSP, rapports de riposte								
	Mode de calcul : Nombre d'épidémies investiguées dans les 7 jours / Nombre total d'épidémies notifiées x 100								
	Commentaires : Cet indicateur mesure la capacité opérationnelle de riposte rapide aux épidémies.								
Objectif 3: Renforcer le contrôle et/ou l'élimination des maladies endémiques, transmissibles et non transmissibles.									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	Proportion d'alertes vérifiées dans les 48 heures			27	27	35	50	75	100
	Source : Direction de Surveillance Epidémiologique (DSE),								
	Mode de calcul : Nombre d'alertes ayant bénéficiée d'une vérification dans les 48 heures sur le nombre totale d'alertes reçues*100								
	Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer la rapidité de la riposte aux flambées épidémiques								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	Proportion des laboratoires de sante publique ciblés fonctionnels			23	30	50	60	70	70
	Source : Direction des laboratoires, INRB								
	Mode de calcul : Nombre de laboratoires de santé publique fonctionnels / Nombre total de laboratoires ciblés x 100								
	Commentaires : Cet indicateur renseigne sur la fonctionnalité du réseau national des laboratoires.								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	***Taux Couverture vaccinale pour les différents antigènes***		*21*	21	25	25	40	55	60
	Source : PEV								

	Mode de calcul : Nombre d'enfant de 11 à 23 mois complétement vaccinés sur nombre total d'enfant de 11 à 23 mois x100.								
	Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer la couverture vaccinale pour la protection de nos enfants								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	**Proportion de cas de paludisme notifié et diagnostiqué selon le protocole national**			78	78	78	80	85	90
	Source : PNLP								
	Mode de calcul : Nombre de cas de paludisme traité selon le protocole national sur nombre total de cas de paludismes x100								
	Commentaires : Cet indicateur évalue le niveau de diagnostic et traitement pour le paludisme								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
3	*Proportion de cas de VIH dépisté*		78	78	80	80	85	90	95
	Source : PNLS								
	Mode de calcul : Nombre de cas de VIH dépisté sur Nombre de VIH attendu x 100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de de diagnostic et la prise en charge des cas personnes vivant avec le VIH positif								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	**Proportion de cas de paludisme traité selon le protocole national**			90	90	90	92	95	95
	Source : PNLP								
	Mode de calcul : Nombre de cas de paludisme traité selon le protocole national sur Nombre total de cas de paludisme x 100								
	Commentaires : Cet indicateur évalue le niveau de diagnostic et traitement pour le paludisme								
N°	*Nom de l'Indicateur*	*Unité de mesure*	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
3	Taux des détections de tuberculose		78	78	80	80	85	90	95
	Source : PNLT								
	Mode de calcul : Nombre de notifié (Nouveaux et rechutes)/ le nombre estimé de TB X 100.								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de diagnostic des personnes souffrant de la maladie chronique de la TBC								
3	Taux des succès thérapeutique de la tuberculose		69	69	77	77	85	90	95
	Source : PNLT								
	Mode de calcul : : Nombre de cas de tuberculose guéri sur Nombre total de cas de tuberculose mis sous traitement x 100								
	Commentaires : Cet indicateur permet d'évaluer la prise en charge des personnes souffrant de la maladie chronique de la TBC								
Objectif 4: Améliorer les conditions d'hygiène et assainissement dans les milieux hospitaliers et dans les communautés									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
1	Améliorer les conditions			50	40	100	100	100	100

	d'hygiène et assainissement dans les milieux hospitaliers et dans les communautés								
	Source : DSE/INSP-COUSP								
	Mode de calcul : Nombre des épidémies confirmées dans le 7 jours/le nombre des épidémies notifiées x100								
	Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer la rapidité de la riposte aux flambées épidémiques.								
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
2	Proportion des provinces disposant d'un plan de préparation et de riposte multirisque			40	40	40	60	75	80
	Source : INSP, Programme national des urgences et catastrophes								
	Mode de calcul : Nombre de provinces disposant d'un plan multirisque validé / Nombre total des provinces x 100								
	Commentaires : Cet indicateur évalue le niveau de préparation des provinces aux urgences sanitaires et catastrophes.								
Objectif 5: Renforcer l'élimination des maladies non-transmissibles									
N°	***Nom de l'Indicateur***	***Unité de mesure***	***Valeur de base***	***Réalisations***		***Exercice en cours***	***Cibles***		
			2023	***2024***	***2025***	***2026***	***2027***	***2028***	***2029***
3	Proportion des ESS de référence ayant les capacités requises pour assurer la prise en charge de l'HTA, Diabète, Drépanocytose, Cardiopathie, pathologie rénale, Obésité, Goutte, …		8	15	21	30	50	70	80
	Source : Direction Surveillance Epidémiologique, Arrêté ministériel sur le reclassement des hôpitaux								
	Mode de calcul : Nombre ESS de référence ayant les capacités requises pour assurer la prise en charge de l'HTA, Diabète, Drépanocytose, Cardiopathie, Agression rénale, Obésité, Goutte sur Nombre total des ESS de référence ciblés x 100								
	Commentaires : Ce sont des HGR fonctionnels que dispose les Zone de santé et les ESS dont l'évolution des plateaux techniques a été constatée et classés parmi les hôpitaux publics de référence secondaire et les hôpitaux publics de référence tertiaire.								

2.3.4. Evolution des crédits du programme

2.3.4.1. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2027-2029

Tableau 14 : Projections des crédits par Rubrique 2027-2029

N°	Rubrique	2025				
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
1	Contrepartie des Projets	*1 069 343 610*	*534 671 805*	8 069 343 610	-	8069343610,00
2	Dépenses Exceptionnelles					
3	Fonctionnement des Ministères	*49 127 956 693*	*20 306 577 413*	43 896 239 835	17 498 920	51455993055,00
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	*23 744 859 002*		30 609 100 828	20 492 910 277	12190681308,00
5	Investissements sur Ressources Extérieures				-	
6	Investissements sur Ressources Propres	*4 507 338 250*	2 712 772 605 583	9 877 998 632	177 480 789	8677062785,00
7	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD				-	
8	Rémunérations	*1 898 338 481*	*48 595 020*	191 273 676	270 974 520	191273676,00
9	Subventions aux Organismes Auxiliaires	*703 134 099*	*136 271 726*	2 284 310 848	177 480 789	3179953103,00
10	Subventions aux services Ex-BPO	*1 691 486 445*				
Total		***82 742 456 584***	**2 733 798 721 547**	**94 928 267 429**	**20 781 383 717**	**83 764 307 537**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Evolution des crédits par Titre 2027-2029

Tableau 15 : Présentation des crédits par titre 2027-2029

N°	Titre	2025		2026		2027
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
I.	**Dépenses courantes**	***77 165 774 724***	***728 407 414 646***	**76 980 925 187**	**20 781 383 717**	**67 017 901 142**
1	Titre III : Dépenses de personnel	*3 206 826 81 3*	*534 427 251 095*	496 092 217	93 493 731	1569578432,00
2	Titre IV : Biens et matériels ;	*34 910 344 126*	*92 860 119 158*	33 099 482 519	17 498 920	36305926872,00
3	Titre V : Dépenses de prestations;	*12 909 124 240*	*46 397 339 600*	10 491 938 775	-	13771761427,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	*26 139 479 545*	*54 722 704 793*	32 893 411 676	20 670 391 066	15370634411,00
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
II.	**Dépenses en capital**	***5 576 681860***	***2 005 391 306 901***	**17 947 342 242**	**-**	**16 746 406 395**
5	Titre VII : Equipements	*1 857 404 250*		11 070 570 173	-	7000000000,00
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	*3 719 277 610*		6 876 772 069	-	9746406395,00
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	***82 742 456 584***	**2 733 798 721 547**	**94 928 267 429**	**20 781 383 717**	**83 764 307 537**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.5. Evolution des crédit par action du programme

N°	Code Action	Intitulé	2025		2026		2027
1	0601	Prévention et surveillance des maladies endémo-épidémiques	27 580 818 861,33	911 266 240 515,66	31 642 755 809,66	6 927 127 905,66	27 921 435 845,66
2	0602	Gestion des Urgences Santé publiques , catastrophes naturelles et effet de changement climatique	27 580 818 861,33	911 266 240 515,66	31 642 755 809,66	6 927 127 905,66	27 921 435 845,66
3	0603	Maladies non transmissibles	27 580 818 861,33	911 266 240 515,66	31 642 755 809,66	6 927 127 905,66	27 921 435 845,66
Total			***82 742 456 584***	**2 733 798 721 547**	**94 928 267 429**	**20 781 383 717**	**83 764 307 537**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3. PROGRAMME 4 : (136) PROTECTION SOCIALE

Responsable de programme :
Fonction :

2.4.1. Périmètres du programme

Les unités administratives et des autres entités qui concourent aux objectifs spécifiques du programme et qui sont couvertes par le budget du programme : Direction de Sécurité Sociale, Direction d'Actions Sanitaire et Sociale, Direction des Mutuelles et Assurances, Direction de Sensibilisation et Prevention des Maladies Professionnelles.

Les Opérateurs qui interviennent aux champs d'applications sont les suivant : La Caisse Nationale de Sécurité Sociale, en sigle CNSS et le Fonds de Solidarité de Santé, en sigle FSS.

2.4.2. Stratégie du Programme

Le programme 136 « Protection Sociale » a pour but de mettre en place une Politique Nationale de Protection Sociale en RDC, d'assurer une protection efficace de toutes les couches sociales, particulièrement les plus vulnérables et les plus démunies, à l'horizon 2030, en leur octroyant, notamment l'accès aux soins de santé de qualité, l'éducation de base pour tous, un revenu minimum ainsi qu'une alimentation saine et équilibrée.
Ce programme permet aussi la mise en œuvre des nouvelles lois promulguées notamment : La Loi n°16/009 du 15 juillet 2016 fixant les règles relatives au régime général de la sécurité sociale, la loi n°22/031 du 15 juillet 2022 portant régime spécial de sécurité sociale des agents publics de l'Etat et la Loi n°17/002 du 08 février 2017 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la mutualité, la Loi n°18/035 du 13 décembre 2018 fixant les principes fondamentaux relatifs à l'organisation de la santé publique en RDC, a instituée l'assurance maladie obligatoire pour tous les 4 sous régimes contributifs.
Trois actions sont retenues pour mettre en œuvre ce programme, il s'agit : (i) Sécurité Sociale, (ii) Promotion des Mutuelles ; (iii) Couverture Santé Universelle.

2.4.3. Objectifs et indicateurs de performance

2.4.3.1. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont les suivants :

a) Objectif 1 : Améliorer la gouvernance de la sécurité sociale et les prestations offertes
b) Objectif 2 : Assurer la promotion de la prévention des risques professionnels
c) Objectif 3 : Etendre la promotion des mutuelles sociales
d) Objectif 4 : Opérationnaliser les structures faitières des mutuelles
e) Objectif 5 : mettre en place le Fonds National d'Action Mutualistes
f) Objectif 6 : Rendre opérationnel de manière progressive les régimes d'assurance maladie obligatoire
g) Objectif 7 : Elargir la prise en charge gratuite mère et enfant dans les provinces
h) Objectif 8 : Institutionnaliser le métier de médecin conseil

2.4.3.1. Indicateurs de performance

Tableau 16 : Cadre de performance des Objectifs du Programme Protection Sociale

Objectif 1: a) Améliorer la gouvernance de la sécurité sociale								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**	
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	*Proportion des textes législatifs et règlementaires, normes et directives mis en œuvre*	%	ND	ND	16	16	25	35	50
Source : DSS, DASS, CNSS								
Mode de calcul : Nbre des textes mis en œuvre /nbre des textes élaborés								
Commentaires : Cet indicateur vise à améliorer la gouvernance de la sécurité sociale et l'extension de la sécurité sociale								
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**	
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	*Proportion de la couverture sociale*	%	ND	ND	20	20	30	40	50
Source : DSS, CNSS, CNSSAP								
Mode de calcul : Nbre de la population couverte/totale de la population active								
Commentaire : Cet indicateur permet d'évaluer le nombre de la population couverte								

N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	*Taux de la viabilité des caisses et organismes de sécurité sociale*	%	34	36	39	39	45	50	55
Source : DSS, CNSS, CNSSAP									
Mode de calcul : Taux de couverture=(actifs/passifs); Recettes totales encaissées/totales prestations payées									
Commentaire : Cet indicateur permet de mesurer la viabilité d'une caisse de sécurité sociale pour sa santé financière et sa capacité à faire face au paiement des prestations sociales									
b) Améliorer les prestations offertes									

N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**	**Exercice en cours**	**Cibles**			
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	*Proportion des bénéficiaires de la branche de pension*	%	ND	ND	5	5	10	15	50
Source : DSS, CNSS, CNSSAP									
Mode de calcul : Nbre des cotisants/nbre des pensionnés									
Commentaire : Cet indicateur permet de garantir la pension pour pérénniser la survie des bénéficiaires									

N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	*Proportion des bénéficiaires de la branche des risques professionnels*	%	ND	ND	5	5	10	15	50
Source : DSS, CNSS, CNSSAP									
Mode de calcul : Nbre des dossiers traités/nbre des dossiers déclarés									
Commentaires : Cet indicateur permet de garantir la réparation aux bénéficiaires victimes d'un AT et MP									

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations	Exercice en cours	Cibles			
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	*Proportion des bénéficiaires des prestations aux familles*	%	ND	ND	5	5	10	15	50

Source : DSS, CNSS, CNSSAP

Mode de calcul : Nbre des dossiers traités/nbre des dossiers déclarés

Commentaire : Cet indicateur vise à garantir la prise en charge des bénéficiaires aux prestations aux familles

Objectif 2: Assurer la promotion de la prévention des risques professionnels

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	*Proportion des travailleurs et employeurs sensibilisés*	%	ND	ND	5	5	10	15	50

Source : DSS, DASS, DSPMP

Mode de calcul : Nbre des employeurs et travailleurs sensibilisés/Nbre des employeurs et travailleurs prévus

Commentaire : Cet indicateur vise à sensibiliser les employeurs et travailleurs à la culture de prevention des risques des accidents du travail (AT) et maladies professionnelles (MP)

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	*Proportion des accidents du travail (AT) et maladies professionnelles (MP)*	%	ND	ND	5	5	10	15	50

Source : DASS, DSS, DSPMP, CNSS

Mode de calcul : Nbre des travailleurs victimes des AT et MP identifiés/Nbre des travailleurs victimes des AT et MP déclarés

Commentaires : Cet indicateur permet à juguler les AT et MP afin de garantir la protection optimale des travailleurs en milieu du travail

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	*Proportion des cas d'invalidités pris en charge*	%	ND	ND	5	5	10	15	50

Source : DASS, DSS, DSPMP, CNSS

Mode de calcul : Nbre des travailleurs invalides identifiés/Nbre des travailleurs invalides déclarés

Commentaire : Cet indicateur permet à rationnaliser la prise en charge des travailleurs invalides et leurs reclassements professionnels

Objectif 3 : Etendre la promotion des mutuelles sociales

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	*Proportion de campagnes de sensibilisation et d'enregistrement par an et par province*	%	ND	ND	5	5	10	15	50

Source : DMA, FSS

Mode de calcul : (Nbre de campagnes de sensibilisation réalisées/ Nbre de campagnes prévues)

Commentaire : Cet indicateur permet à faire le suivi et évaluation des activités de campagne de sensibilisation

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	*Proportion des mutuelles sociales créées*	%	ND	ND	2	2	10	15	30

Source : DMA, FSS

Mode de calcul : Nbre des mutuelles sociales créées et agréées/Nbre total des iniatives mutualistes sociales planifiées

Commentaire : Cet indicateur vise d'évaluer le nombre d'initiative mutualiste dans l'économie informelle

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	*Taux de pénétration des associations mutualistes dans le secteur informel*	%	ND	ND	2	2	5	10	15

Source : DMA

Mode de calcul : (Travailleur dans informel cotisant à une mutuelle agréé/ population active totale du secteur informel) x 100

Commentaire : Il permet de mesurer la couche de la population affiliée aux mutuelles de santé et montre le succés des campagnes de sensibilisation et l'adaptation des produits de prévoyance sociale

Objectif 4: Opérationaliser les structures faitières des mutuelles

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	*Proportion des unions des mutuelles créées dans chaque province*	%	ND	ND	ND	ND	15	38	57

Source : DMA

Mode de calcul : Nbre des unions créées/nbre des unions prévues

Commentaire : Cet indicateur vise à améliorer la gouvernance du secteur de la mutualité au niveau de chaque province

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	*Proportion de fédération des mutuelles créées dans chaque province*	%	ND	ND	7,6	19,2	38	61	80
Source : DMA									
Mode de calcul : Nbre des fédérations créées/nbre des Fédérations prévues									
Commentaire : Cet indicateur vise à améliorer la gouvernance du secteur de la mutualité au niveau de chaque province									
Objectif 5 : Mettre en place le Fonds National d'Action Mutualistes									
N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	*Proportion des missions de l'état de lieux organisée*	%	ND	ND	ND	20	50	65	80
Source : DMA									
Mode de calcul : Nbre des missions effectuées /Nbre des missions prévues									
Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer la proportion des missions de l'état de lieux organiser									
N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	*Proportion de rapport des récoltes de données*	%	ND	ND	0	0	30	55	70
Source : DMA									
Mode de calcul : Nbre des rapports produits/Nbre des rapports prévus									
Commentaires : Cet indicateur permet de mesurer la proportion des rapports des études menés									
N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	*Proportion de population ayant la capacité contributive*	%	ND	ND	5	5	10	15	50
Source : DMA									
Mode de calcul : Nbre de population de l'économie informelle ayant la capacité contributive/ Nbre de population de l'économie informelle									
Commentaire : Cet indicateur vise à evaluer la capacité contributive de la population de l'économie infomelle									
Objectif 6 : Rendre opérationel de manière progressive les régimes d'assurance maladie obligatoire									
N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	*Proportion de couverture de la population à l'assurance maladie obligatoire*	%	ND	ND	5	5	10	15	50
Source : DMA, FSS									
Mode de calcul : Nbre total de population active/Nbre de population couverte									
Commentaire : Cet indicateur permet de mesurer la couverture de la population aux régimes de l'AMO institués									

N°	Nom de l'Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base	Réalisations		Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	*Proportion des textes réglementaires et mesures d'applications signés*	%	ND	ND	25	25	35	50	70
Source : FSS									
Mode de calcul : Nbre des textes réglementaire et mesures d'applications signés/Nbre des textes élaborés et transmis.									
Commentaire : Cet indicateur permet d'évaluer le nombre des textes élaborés et transmis à l'autorité pour sanction.									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	*Proportion des réunions techniques et sensibilisation organisées*	%	ND	ND	10	10	35	50	70
Source : FSS									
Mode de calcul : Nbre *des réunions techniques et sensibilisation ténues/Nbre des réunions prévues*									
Commentaire : Cet indicateur vise à évaluer le nombre *des réunions techniques et sensibilisation organisées*									
Objectif 7: Elargir la prise en charge gratuite mère et enfant dans les provinces									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	*Proportion des provinces couvertes par le programme*	%	ND	ND	7,6	38	51	60	80
Source : FSS									
Mode de calcul : Nbre des provinces couvertes/ Nbre total des provinces									
Commentaire : Cet indicateur permet à évaluer mise en application de la couverture sociale sur toute l'étendue du territoire nationale									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	*Proportion d'accouchements totalement couverts*	%	ND	ND	38	50	70	80	90
Source : FSS									
Mode de calcul : Nbre total d'accouchements/Nbre d'accouchements pris en charge									
Commentaire : Cet indicateur permet de connaitre le nombre total d'accouchement couvert par FSS									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	*Proportion de*	%	ND	ND	78				

	nouveau-nés pris en charge en néonatologie					78	80	85	90
Source : FSS									
Mode de calcul : (Nbre total de nouveau-nés/ Nbre de nouveau-nés pris en charge en néonathologie)*100									
Commentaire : Cet indicateur vise à évaluer le nombre total de *nouveau-nés pris en charge en néonatologie*									
Objectif 8: Institutionnaliser le métier de médecin conseil									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	*Proportion des textes législatifs et réglementaires, normes et directives mis en œuvre*	%	ND	ND	25	25	50	70	80
Source : DEP									
Mode de calcul : Nbre des textes produits (statut, référentiel et déontologie …) / Nbre prévu									
Commentaire : Cet indicateur vise la reconnaissance légale du métier de médecin conseil en RDC									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	*Proportion des médecins conseils formés et utilisés*	%	19	36	71	71	75	80	90
Source : DEP, DMA, FSS									
Mode de calcul : Nbre des médecins conseils formés/nbre des médecins prévus									
Commentaire : Cet indicateur permet à évaluer le nombre des proféssionnels formés en RDC									
N°	**Nom de l'Indicateur**	**Unité de mesure**	**Valeur de base**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	*Proportion des filières des formations instituées*	%	33	33	33	33	66	66	66
Source : DEP, DMA, FSS									
Mode de calcul : Nbre des Filières mises en place / Nbre des Filières planifiées									
Commentaire : Cet indicateur nous permet d'évaluer la progréssivité de la création des filières de formation en medécine d'assurances dans les écoles de santé publique en RDC									

2.4.4. Evolution des crédits du programme

2.4.4.1. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2027-2029

Tableau 17 : Projections des crédits par Rubrique 2027-2029

N°	Rubrique	Réalisation LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		PREVISION 2027
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
1	Contrepartie des Projets	--	--	--	--	--
2	Dépenses Exceptionnelles	--	--	--	--	--
3	Fonctionnement des Ministères	1 223 553 833		886 279 492		843 565 660
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	98 973 856 569		38 041 960 901	6 543 824 104	63 837 015 270
5	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
6	Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
7	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	--	--	--	--	--
8	Rémunérations	535 992 000	580 658 000	18 438 000	267 996 000	1 535 992 000
9	Subventions aux Organismes Auxiliaires	84 880 883		30 490 383		30 490 383
10	Subventions aux services Ex-BPO	--	--	--	--	--
Total		**100 818 283 285**	**580 658 000**	**40 494 722 776**	**6 811 820 104**	**66 247 063 313**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.4.2. Evolution des crédits par Titre 2027-2029

N°	Titre	2025		2026		2027
		Prévisions	Exécutions	Prévisions	Exécutions	
I.	**Dépenses courantes**	**100 818 283 285**	**580 658 000**	**40 494 722 776**	**6 811 820 104**	**66 247 063 313**
1	Titre III : Dépenses de personnel	688 803 629	580 658 000	1 646 682 611	267 996 000	1764892 939
2	Titre IV : Biens et matériels ;	201 810 458	-	160 830 688	-	252 000 175
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	868 931 746	-	614 758 193	-	362 664 546
4	Titre VI : Transferts et interventions	99 058 737 452	-	38 072 451 284	6 543 824 104	63 867 505 653
	Financement intérieur	99 058 737 452	-	38 072 451 284	6 543 824 104	63 867 505 653
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
II.	**Dépenses en capital**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	--	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Total	**100 818 283 285**	**580 658 000**	**40 494 722 776**	**6 811 820 104**	**66 247 063 313**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.5. Evolution des crédits par action du programme

N°	Code Action	Intitulé	2025		2026		2027
1	136.1	Sécurité sociale	1 495 441 949	580 658 000	5 199 971 317	267 996 000	42 157 257 485
2	136.2	Promotion des mutuelles	348 984 767	-	252 790 558	-	252 790 558
3	136.3	Couverture santé universelle	98 973 856 569	-	35 041 960 901	6 543 824 104	23 837 015 270
Total			**100 818 283 285**	**580 658 000**	**40 494 722 776**	**6 811 820 104**	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

28. Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté

Section 38

PRESENTATION DU MINISTERE L'EDUCATION NATIONALE ET NOUVELLE CITOYENNETE

Responsable : Son Excellence Madame **Raïssa MALU DINANGA** Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale et Nouvelle citoyenneté

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSION DU MINISTERE

Le Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté (EDU-NC) a pour mission de construire un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et à une citoyenneté démocratique active, en contribuant à encrer les valeurs de civisme, de moralité, de paix, de travail, de solidarité et de transparence.

De cette mission découlent les attributions contenues dans l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères. Il s'agit notamment de :

- Organisation de l'enseignement maternel, primaire, secondaire et technique ;
- Création gestion des établissements publics d'enseignement maternel, primaire, secondaire et technique ;
- Agrément supervision des établissements privés d'enseignement maternel, primaire, secondaire et technique ;
- Définition, conduite et exécution de la politique générale du Gouvernement dans le domaine de l'enseignement du secteur ;
- Conception, émission et contrôle des titres et pièces scolaires ;
- Etablissement de l'équivalence des titres et pièces scolaires ;
- Conception, élaboration, impression et diffusion des programmes d'études du secteur ;
- Conception, création et mise en circulation des matériels pédagogiques et supports didactiques du secteur ;
- Négociation avec les partenaires extérieurs pour un soutien institutionnel et infrastructurel aux établissements d'enseignement public et aux services centraux du Ministère ;
- Publication des statistiques scolaires du secteur ; Organisation et supervision des épreuves et publication des résultats des tests et examens concernés, délivrance des certificats et diplômes.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté comprend :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat général de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenne (SG y compris 60 directions) Provinciales de l'éducation, 2 cellules, 4 directions standards et 22 directions métiers) ;
- L'Inspection Générale de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté (IGE y compris 60 Inspections Principales Provinciales)
- Le Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation ;
- Le Secrétariat Permanent pour l'UNESCO.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. PRIORITES NATIONALES

La vision du Gouvernement pour le secteur de l'éducation telle que renseignée le PNSD 2024-2028 est « la construction d'un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique active ».

Pour ce faire, les objectifs stratégiques suivants sont assignés au Ministère :

- Renforcer les capacités de gestion du MINEDU-NC ;
- Développer l'accès et assurer l'équité à l'enseignement primaire ;
- Promouvoir la préscolarisation des enfants de 3 à 5 ans à travers l'amélioration de l'offre publique gratuite, notamment au profit des familles des milieux rural et périurbains ;
- Développer un enseignement primaire de qualité pour apporter à tous les savoirs et les compétences de base ;

- Augmenter l'accueil dans le second cycle secondaire et rééquilibrer les flux d'élèves entre l'enseignement général et l'enseignement technique ;
- Développer l'accès au premier cycle du secondaire et engager la mise en place de l'éducation de base à huit ans.

I.2.2. POLITIQUES SECTORIELLES

La vision du système éducatif déclinée dans la SSEF 2016-2025 est toujours d'actualité et les stratégies de sa mise en œuvre restent largement pertinentes. La Stratégie Sectorielle Intérimaire de l'Education et de la Formation (SSIEF) 2026-2030 a pour objectif de rassembler et fédérer dans un même document les différentes initiatives en cours ou planifiées des sous-secteurs, les enrichir pour assurer une convergence et une cohérence de la mise en œuvre des stratégies du secteur dans son ensemble.

Eu égard à l'évaluation de la SSEF 2016-2025, et dans le cadre des travaux en cours, l'état de lieux révèle ce qui suit :

- Absence d'une stratégie sectorielle à jour ;
- Insuffisance des moyens pour la prise en charge des inspecteurs itinérants ;
- Obsolescence des programmes scolaires ;
- Insuffisance de l'offre scolaire (bâtiments administratifs, salles de classes, enseignants, inspecteurs) ;
- Caducité des données et annuaires statistiques du Ministère ;
- Vieillissement du personnel enseignant ;
- Abandon scolaire massif dans les zones en conflits et en proie aux épidémies ;
- Faible mobilisation des ressources internes relatives à la gratuité d'enseignement de base ;
- Non activation des ressources prévues dans le décret n° 21/06 du 24 novembre 2021 portant création du Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF) ;
- Pléthore des services et effectifs au niveau central et provincial ;
- Difficulté d'accès et faible allocation des ressources à l'organisation des épreuves certificatives et non certificatives dans les zones occupées ;
- Persistance des nouvelles unités et des enseignants mécanisés mais non payés ;
- Dysfonctionnement et chevauchement d'attributions entre services ;
- Obsolescence du statut de l'enseignant par rapport au régime général ;
- Insuffisance du personnel enseignant qualifié ;
- Existence des bureaux gestionnaires mécanisés et non payés ;
- Faible intégration de la nouvelle citoyenneté dans les programmes scolaires ;
- Sous traitement des enseignants des écoles consulaires.

Dans le but d'améliorer l'environnement scolaire et l'éducation à la nouvelle citoyenneté, la lettre des missions en droite ligne avec le programme d'actions du Gouvernement (PAG), assigne au Ministère les priorités suivantes :
,

- Promotion d'un environnement scolaire sécurisé, inclusif et écosensible ;
- Opérationnalisation les activités de rétention scolaire ;
- Reformulation des programmes scolaires en y intégrant les notions sur l'entreprenariat, la nouvelle citoyenneté, l'inclusion, le développement durable et la gestion environnementale ;
- Formation initiale et continue des inspecteurs et enseignants ;
- Production régulière des données statistiques annuaires scolaires ;
- Mise à la retraite honorable des enseignants ;
- Ré visitation et rationalisation des cadres et structures organiques du Ministère ;
- Amélioration des conditions socio-professionnelles des enseignants et des inspecteurs ;
- Evaluation de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire.

En outre, dans le cadre du Plan Quinquennal, le Ministère envisage réaliser les actions suivantes :

- Transformation de l'infrastructure et des ressources pédagogiques ;
- Amélioration de la qualité des apprentissages ;
- Renforcement de la gouvernance et de la gestion du système éducatif ;
- Promotion de la citoyenneté et des valeurs républicaines ;
- Innovation et durabilité.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau N° 1 : Maquette programmatique du ministère

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
38	**EDUCATION NATIONALE ET NOUVELLE CITOYENNETE**						
			ADMINISTRATION GÉNÉRALE			**Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA**	
		62		621	Pilotage et coordination des actions stratégies du Ministère	Cabinet du Ministre, SG, CTA,	
				622	Gestion des ressources financières et matérielles	DAF, CGPMP	
				623	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
				624	Gestion des ressources humaines	DRH	
				625	Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
		63	**ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE**			**Direction de l'Enseignement Spécial, Direction nationale d'orientation scolaire, Commission nationale de l'éducation de base, Direction Programme, Matériel Didactique (DIPROMAD), Direction de l'Education à la Vie Courante, Direction des Activités Physiques, Sportives et Para Scolaires, Direction Infrastructures Scolaires**	
		63		631	Encadrement pédagogique et gestion administratives des structures préscolaire et primaire	Direction de l'Enseignement Spécial, Commission nationale de l'éducation de base, Direction Programme, Matériel Didactique (DIPROMAD),	
				632	Administration scolaire préscolaire et primaire	Direction Programme, Matériel Didactique(DIPROMAD), Direction nationale d'orientation scolaire et professionnelle	
				633	Enseignement et vie de l'élève au préscolaire et primaire	Direction Education à la Vie Courante, Direction des Activités	

						Physiques, Sportives et Para Scolaires (DASP)	
				634	Infrastructures et équipements préscolaire et primaire	Direction Infrastructures Scolaires	
		64	**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE**			**Service de formation des Enseignants de Maternel, Direction de formation des enseignants (DIFOR), Service d'Identification des Elèves, Direction de l'Administration de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (DAETP), Direction de l'Education à la Vie Courante, Direction Programme Matériel Didactique Direction des Activités Physiques, Sportives et Para Scolaires (DASP), Direction des Infrastructures Scolaires**	
				641	Encadrement pédagogique et gestion administratives des structures secondaires et techniques	Service de formation des Enseignants de Maternel, Direction de formation des enseignants (DIFOR)	
				642	Administration scolaire secondaire et technique	Service d'Identification des Elèves, Direction de l'Administration de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (DAETP)	
				643	Enseignement et Vie de l'élève au secondaire et technique	Direction Education à la Vie Courante, Direction Programme Matériel Didactique, Direction des Activités Physiques, Sportives et Para Scolaires (DASP)	
				644	Infrastructures et Equipements secondaire et technique	Direction Infrastructures Scolaires	
			EVALUATION PEDAGOGIQUE ET FORMATION DES ENSEIGNANTS			**Inspection Générale de l'Enseignement, Direction de Formation des Enseignants, Direction Nationale d'Orientation Scolaire et Professionnelle, Cellule**	

					Indépendante des Evaluations Acquis Scolaires (CIAES)	
	65		651	Enseignement préscolaire et primaire	Inspection Générale de l'Enseignement	
			652	Enseignement secondaire	Inspection Générale de l'Enseignement	
			653	Enseignement technique	Inspection Générale de l'Enseignement	
			654	Evaluation certificative	Inspection Générale de l'Enseignement, Direction Nationale d'Orientation Scolaire et Professionnelle, Cellule Indépendante des Evaluations Acquis Scolaires (CIEAS)	
			655	Formation des enseignants	Inspection Générale de l'Enseignement, Direction de formation des enseignants (DIFOR)	
			656	Formation des inspecteurs	Inspection Générale de l'Enseignement	
		PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION(CAS)			**Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF)**	
	66		661	Conception, programmation, exécution et évaluation des projets de promotion de l'éducation et de la formation	Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF)	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

En dépit des défis d'ordre structurel, financier et sécuritaire auxquels le ministère est confronté, les actions phares suivantes ont été réalisées au cours de trois dernières années :

- Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire (SNAS) 2025-2030 ;
- Stratégie de l'Éducation et de la Formation en situation d'Urgence (SEFSU) 2025-2029 ;
- Mesures d'accompagnement de l'Enseignement à Distance (EAD) ;
- Manuel de procédure de création et d'agrément des établissements scolaires publics et privés ;
- Manuel de Procédures de Perception et de Gestion des Frais de Bulletins scolaires des classes non concernées par la gratuité « MPPGBS » ;
- Huit bandes dessinées éducatives publiées
- Recrutement par concours des enseignants et directeurs dans les provinces de Kinshasa, Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Kongo-Central, Ituri ;
- Numération des services de correction des examens d'Etat pour l'année scolaire 2025-2026 ;
- Installation des centres de scannage dans huit (8) provinces administratives (Kinshasa, Haut-Katanga, Nord-Kivu, Tshopo, Kasaï, Kasaï oriental, Sud Ubangi, Equateur) ;
- Numérisation du processus d'agrément des écoles ;
- Numérisation et archivage des palmarès des examens d'Etat depuis la première édition (en cours) ;
- Octroi des bourses aux élèves filles ayant embrassé les filières techniques depuis l'année scolaire 2025-2026 ;
- Octroi des motos aux sous-Proved de la zone d'intervention du Projet PERSE ;
- Opérationnalisation de E-Diplôme à partir de 2026 (en cours) ;
- Construction en urgence de quarante espaces temporaires d'apprentissage dans les sites des réfugiés et déplacés internes au Nord Kivu (Bulengo et Washi) ;
- Acquisition de deux écoles appartenant aux privés ;
- Acquisition de deux établissements à Kinshasa sur fonds de l'Education et de la Formation pour améliorer l'offre de la gratuité de l'enseignement ;
- Existence de la stratégie en situation d'urgence,
- Numérisation plus de 15.000 arrêtés signés par leurs Excellences de 1984 à 2021.
- Numérisation de plus de 2.300 actes d'engagements des agents et cadres du secrétariat général.

I.4.2. PERSPECTIVES

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la lettre des missions et du plan quinquennal, le ministère envisage les actions ci-après :

- Mise en place d'une réforme pour définir le statut des enseignants des écoles consulaires ;
- Construction des écoles pour accroitre la capacité d'accueil ;
- Installation des WASH dans les écoles,
- Mise en œuvre de la feuille de route **de** la Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire validée en 2025,
- Institutionnalisation du concours annuel de recrutement des enseignants sur base du mérite,
- Mécanisation du personnel enseignant,
- Mise en retraite des enseignants,
- Actualisation des Programmes de l'enseignement technique et professionnel et déploiement avec la contribution d'acteurs économiques locaux ;
- Introduction des premiers modules d'éducation numérique alignés sur le curriculum national dans les classes pilotes,
- Déploiement à travers le pays du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines ;

- Intensification du contrôle de la qualité des enseignements sur le terrain avec le lancement du 9ème concours d'accession au corps des inspecteurs ;
- Poursuite du processus de numérisation des services (Diplôme d'Etat ; agréments des écoles,)
- Elaboration un guide ou manuel de « nouvelle citoyenneté » à destination des établissements, explicitant les valeurs à promouvoir (intégrité, civisme, unité nationale, respect de l'autre, etc.),
- Organisation des concours interscolaires (par exemple concours d'éloquence ou de projets communautaires) seront organisés pour valoriser l'engagement citoyen des jeunes,
- Augmentation du nombre d'écoles maternelles publiques ;
- Multiplication de centres de formation des éducateurs de la maternelle ;
- Opérationnalisation des classes Pré-primaire dans les provinces progressivement ;
- Augmentation des effectifs d'inspecteurs de la maternelle ;
- Renforcement les capacités du Service National de Formation ;
- Construction les écoles spéciales ;
- Intensification les formations des enseignants ;
- Validation des programmes des branches spécifiques ;
- Dotation des écoles en équipements informatiques et didactiques ;
- Formation des enseignants à l'utilisation des programmes rénovés.
- Vulgarisation de Manuel des procédures de gestion des Archives dans les 60 Provinces Éducationnelles.
- Formation des points focaux des différentes provinces éducationnelles sur la gestion des Archives physiques et numériques.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIFS

- Garantir l'accès, l'équité et la rétention à l'éducation inclusive à tous les niveaux du système éducatif ;
- Améliorer la gouvernance et le pilotage du ministère ;
- Améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux des cycles (préscolaire, primaire et secondaire 1 et 2).

I.5.2. CADRE DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Tableau N°2 : Cadre de performance des objectifs du ministère.

Objectif 1 : Garantir l'accès, l'équité et la rétention à l'éducation inclusive à tous les niveaux du système éducatif									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux brut d'admission (TBA) au primaire	**Taux**	140.6%	108,6%	120%	120%	110%	108%	108,6%
Source : Annuaire statistique 2023-2024									
Modalité de calcul : TBA=Nombre d'élèves admis en 1ère année (tous âges)/Population d'âge officiel d'admission×100									
Commentaires : Cet indicateur indique combien d'enfants, quel que soit leur âge, réussissent à entrer en première année et permet d'**évaluer la capacité d'accueil**									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux brut de scolarisation (TBS) au primaire	%	110.9%	**113,4 %**	119,2%	118%	119,5%	122%	110%
Source : Annuaire statistique et rapport revue conjointe 2023-2024									
Modalité de calcul est le rapport entre le total des élèves inscrits sans distinction d'âge et la population scolarisable d'âge légal (6 – 11 ans), exprimé en pourcentage.									
Commentaires : Le taux brut de scolarisation élevé indique un degré élevé de participation que les élèves appartiennent au groupe d'âge officiel ou non. Quand la valeur du TBS approche ou dépasse 100%, cela indique que le pays est, en principe, capable de scolariser la totalité de sa population en âge de fréquenter l'école (que le pays a la capacité d'accueil suffisante).									
Objectif 2 : Améliorer la gouvernance et le pilotage du ministère									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution budgétaire	%	80%	73%	96.5%		87%	87%	97%
Source : DAF									
Mode de calcul : Montant des crédits effectivement dépenses/Montant des crédits prévus au budget×100									
Commentaires **:** Indicateur d'efficacité et d'efficience, car il montre dans quelle mesure les ressources prévues sont effectivement mobilisées et utilisées Le niveau de réalisation de ce budget est plus dans la rémunération et pour d'autres rubriques la réalisation est nulle									
2	Taux des activités réalisées et évaluées	%	32	37%	58%	35%	62%	65%	70%
Source : DEP									

Mode de calcul : Nombre d'activités réalisées et évaluées/Nombre total d'activités planifiées×100									
Commentaires : La culture de la bonne gouvernance et de redevabilité rassure une gestion axée sur les résultats. Le ministère a opté de faire de la planification opérationnelle son activité phare afin de répondre aux exigences et attentes de la stratégie sectorielle par sa mise en œuvre et son évaluation.									
Objectif 3 : Améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux des cycles (préscolaire, primaire et secondaire 1 et 2).									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Ratio manuel/Elève	Rapport	3	5	5	3	1	1	1
Source : Annuaire statistique et rapport revue conjointe de la SSEF 2016-2025									
Modalité de calcul : Nombre de manuels disponibles divisé par le nombre total d'élèves									
Commentaires : Cet indicateur renseigne sur la disponibilité de manuels pour les élèves. Il est impérieux les années qui suivent que chaque élève ait un manuel par branche contrairement à la situation actuelle dont plusieurs élèves partagent un manuel.									
	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Ratio manuel/ Guide pédagogique Enseignement	Rapport		3	3	3	1	1	1
Source : Inspection générale									
Modalité de calcul : Nombre total d'enseignants moins nombre d'enseignants formés									
Commentaires : la plupart des enseignants formés l'ont été avec l'appui du projet PEQIP									

I.6 Présentation des crédits par programme

I.6.1 Evolution des crédits par programme

Tableau N° 3 : Evolution des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	061	Administration générale	787 619 623 690	508 933 892 746	4 599 518 859 088	2 098 000 838 336	1 224 585 494 204
2	062	Enseignement préscolaire et primaire	2 377 564 760 539	2 073 172 699 528	39 272 059 611		3 308 984 125 309

3	063	Enseignement secondaire et technique	2 160 113 662 955	356 744 903 487	61 926 599 322		11 512 875 538
4	064	Evaluation pédagogique et formation des enseignants	388 663 088 424	72 447 975 806	513 754 845 182	52 216 246 077	573 346 858 817
5	065	Promotion de l'éducation et de la formation					
TOTAL			**5 713 961 135 607**	**3 011 299 471 567**	**5 214 472 363 203**	**2 150 217 084 413**	**5 118 429 353 868**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau N° 4 : Evolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		Prévisions 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1.	Contrepartie des projets	5 266 720 000		6 056 727 999		6 444 358 591
2.	Financement des Réformes	16 200 000 000		17 334 000 000	354 510 790	18 443 376 000
3.	Fonctionnement du Ministère	749 271 634 112	59 068 212 359	796 022 170 202	669 932 644 513	797 166 870 023

4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	37 725 070 998	36 452 293 461	93231 897 518	407 604 050	96 424 304 625
5.	Investissements sur Ressources Extérieures	1 754 456 590 964	331 324 054 514	831730 476 129	96 527 802 892	439 146 746 817
6.	Investissements sur Ressources Propres	84 209 299 804	789 752 692	139771 358 982		150 000 000 000
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	345 139 326 902	2 621 642 186	338679 725 728		318 397 895 351
8.	Rémunérations	2 701 199 179 335	2 558 912 743 665	2 975 483 277 859	1 382 357 986 782	3 227 476 789 862
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	-				
10.	Mise à la Retraite	20 493 313 494	22 130 772 690	16162 728 786	636 535 386	64 929 012 599
Total		**5 713 961 135 607**	**3 011 299 471 567**	**5 214 472 363 203**	**2 150 217 084 413**	**5 118 429 353 868**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. Présentation des crédits par titre

Tableau N°5: Evolution des crédits du programme par titre

Titres	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
I. Dépenses courantes	**3 524 889 197 938**	**2 676 564 022 175**	**3 898 234 074 365**	**2 053 689 281 521**	**4 189 182 268 032**
Titre III : Dépenses de personnel	2 898 064 965 024	2 570 651 942 708	3 139 964 567 575	1 392 197 590 546	3 391 958 079 578
Titre IV : Biens et matériels ;	24 134 302 254	13 069 747 177	42 198 783 081	1 019 553 037	42 998 783 081
Titre V : Dépenses de prestations ;	309 778 251 354	31 317 932 966	330 401 487 830	241 561 066 990	330 746 187 651
Titre VI : Transferts et interventions de l'Etat	292 911 679 307	61 524 399 324	385 669 235 879	418 911 070 948	438 737 302 799
II. Dépenses en capital	**2 189 071 937 669**	**334 735 449 392**	**1 316 238 288 838**	**96 527 802 892**	**903 344 804 530**
Titre VII : Equipements	1 532 337 702 767	247 635 598 212	700 656 432 453	96 527 802 892	524 540 784 481
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	656 734 234 902	87 099 851 180	615 581 856 385		389 448 216 278
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**5 713 961 135 607**	**3 011 299 471 567**	**5 214 472 363 203**	**2 150 217 084 413**	**5 118 429 353 868**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE PAR PROGRAMME

Tableau N° 6 Effectifs et masse salariale

Grade	Emplois			Crédits de masse salariale 2027			
	Emplois 2025 (-retraite)	Evolutions pour 2026 (actions Nvelles) (2)	Projection Emplois 2027	Barème/	Ancienneté/	Avancement	Total masse salariale (7)=(3x4)
	-1		(3)= (1+2)	Base (4)	Échelon (5)	(6)	
4. Traitement de Base							
Hauts Fonctionnaires							
SG	1	1	2	**390 439,00**	**390 439,00**		780 878
DG	0	0	0	**0**	**0**		0
Directeurs	248	240	263	**377 528,00**	**377 528,00**		99 289 864
Cadres Supérieurs							
CD	208	172	196	**361 238,00**	**361 238,00**		70 802 648
CB	341	277	328	**346 760,00**	**346 760,00**		113 737 280
Agents de Collaboration							
ATA1	258	549	817	328 960,00	328 960,00		268 760 320
ATA2	332	197	189	315 022,00	315 022,00		59 539 158
AGA1	198	130	295	300 538,00	300 538,00		88 658 710
Agents d'exécution							
AGA2	36	26	69	287 644,00	287 644,00		19 847 436
AA1	4	4	2	273 965,00	273 965,00		547 930
AA2	0		0	0	-		0
Huissier	0		0	240 720,00	240 720,00		0
Sous-Total I	2026	1 596	2 160	2 318 396	2 318 396	0	5 007 735 360
5. Primes permanentes							

Hauts Fonctionnaires							
SG	1	1	2	380 000	380 000		760 000
DG	0	0	0	0	0		0
Directeur	248	105	73	340 000	340 000		24 820 000
Cadres Supérieurs							
CD	208	118	88	300 000	300 000		26 400 000
CB	341	187	147	280 000	280 000		41 160 000
Agents de Collaboration							
ATA1	258	267	232	250 000	250 000		58 000 000
ATA2	332	226	227	204 000	204 000		46 308 000
AGA1	198	123	124	188 000	188 000		23 312 000
Agents d'exécution							
AGA2	36	22	17	180 523	180 523		3 068 891
AA1	4	2	0	0	0		0
AA2	0		0	0	0		0
Huissier	0		0				0
Sous-Total II		1051	909	2 122 523	0	0	1 929 373 407
Total Général (I+II)			3 069	4 440 919	2 318 396	0	13 629 180 411

I. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 65 : ADMINISTRATION GENERALE

Pré-responsable du Programme : Juvénal SANGA KAUBO
Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme connaitra la participation de services suivants : Cabinet du Ministre, Secrétariat général, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA.

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale vise à améliorer le pilotage stratégique, la coordination administrative et la performance institutionnelle du Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté afin d'assurer une mise en œuvre efficace des politiques éducatives.

Il repose principalement sur le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que la modernisation des outils de planification, de suivi-évaluation et de communication.

Ce programme répond notamment aux contraintes liées au manque d'infrastructures administratives, au faible financement public du secteur, à l'insuffisance du personnel qualifié ainsi qu'à la faiblesse des systèmes d'information et de gouvernance administrative.

Les résultats attendus portent sur une administration plus performante, mieux coordonnée, transparente et orientée vers les résultats, à travers notamment une meilleure exécution budgétaire, un suivi efficace des programmes et une amélioration de la qualité des services administratifs.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

II.1.3.1. Objectif du programme

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Cadre de performance des objectifs du programme

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions	**unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
0.651	**ADMINISTRATION GENERALE**	Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative du ministère	Taux d'exécution des décisions stratégiques	%	2023			99	99	99	99	100	CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DEP, CGPMP
			Taux de tenue des réunions de coordination prévues (%)	%	2023	88	90	94	60	100	100	100	
	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Assurer le pilotage et la coordination stratégique du Ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	2023				50	60	70	75	CABINET
	Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget alloué	%	2023	80%	72%	96.5%		87%	87%	97%	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	83%	75%	75%	85%	65	85	85	75	CGPMP

	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Nombre du personnel enseignant recruté	Nbre			1004	7050	ND	5025	3251	2740	DRH
			Nombre personnel enseignant mis à la retraite	Nbre		691	300	800	ND	4000	4000	4000	
	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Pourcentage des structures centrales et provinciales ayant produit le CDMT et PIP sectoriel	%						6	12	8	DEP
			Proportion des missions de suivi-évaluation organisées	%					25%	30%	35%	40%	DEP
	Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la publication proactive de l'information	Taux de numérisation des actes du ministère	%					25%	27%	35	45	DANTIC
			Taux de couverture numérique	%					16%	20%	25%	30%	

II.1.4. Présentation des crédits du programme

II.1.4.1. Présentation des crédits du programme par titres

Tableau N° 1 Evolution des crédits du programme par titres

N°	TITRES	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISION 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
I. Dépenses courantes		**710 611 577 850**	**508 637 574 151**	**3 332 914 234 568**	**2 001 473 035 445**	**341 822 901 349**
1	Titre III : Dépenses de personnel	574 279 277 084	504 030 989 106	3 063 298 403 776	1 371 617 672 695	176 224 703 719
2	Titre IV : Biens et matériels ;	3 707 514 009	1 504 948 523	16 093 149 932	939 624 397	14 139 733 976
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	33 610 676 845	160 303 349	83 656 157 076	231 712 554 049	46 885 178 105
4	Titre VI : Interventions Economique	99 014 109 912	2 941 333 173	169 866 523 784	397 203 184 304	104 573 285 549
	Financement intérieur					

	Financement extérieur					
I. Dépenses en capital		**77 008 045 840**	**296 318 595**	**1 266 604 624 520**	**96 527 802 892**	**882 762 592 855**
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre	23 326 211 834	296 318 595	651 022 768 135	96 527 802 892	493 314 376 577
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	53 681 834 006		615 581 856 385		389 448 216 278
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**787 619 623 690**	**508 933 892 746**	**4 599 518 859 088**	**2 098 000 838 337**	**1 224 585 494 204**

Evolution de crédit du programme par titre

II. 1. 4. 2. Présentation du programme

Tableau N° 2 : Présentation des crédits du programme par rubrique

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets			6 056 727 999		6 444 358 591
	Financement des Réformes	12 200 000 000				
2	Fonctionnement des Ministères	131 691 551 936	4 606 585 045	331 756 559 900	629 526 315 888	72 641 360 420
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 700 000 000		57 065 403 235	407 604 050	39 644 272 950
4	Investissements sur Ressources Extérieures			831 730 476 129	96 527 802 892	439 146 746 817
5	Investissements sur Ressources Propres	68 743 997 442		90 137 694 664		118 773 592 096
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	8 264 048 398	296 318 595	338 679 725 728		318 397 895 351
7	Rémunérations	565 020 025 914	504 030 989 106	2 927 929 542 647	1 370 902 580 121	164 608 255 380
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires					
9	Mise à la retraite			16 162 728 786	636 535 386	64 929 012 599
TOTAL		**787 619 623 690**	**508 933 892 746**	**4 599 518 859 088**	**2 098 000 838 337**	1 224 585 494 204

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.3. Présentation des crédits par action du programme

Tableau N° 3 Evolution des crédits du programme par action

ACTIONS		REALISATIONS 2025		ANNEE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	787 619 623 690	508 933 892 746	4 579 570 026 437	2 097 522 056 827	1 224 585 494 204
2	Gestion des ressources Financières et matérielles			12 542 950 401	448 271 330	
3	Gestion des ressources humaines					
4	Planification, programmation et suivi-évaluation			4 791 472 986	30 510 180	
5	Gestion du système d'information et de la communication			2 614 409 264		
TOTAL		**787 619 623 690**	**508 933 892 746**	**4 599 518 859 088**	**2 98 000 838 337**	**1 224 585 494 204**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II. 2. PROGRAMME : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE

Pré-responsable du Programme : Odon MULANDA KIMPEMBE
Fonction : Directeur-Chef de service

II .2.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme est assurée par les services suivants : Direction de l'Enseignement Spécial, Direction des Activités Physiques, Sportives et Para Scolaires, Direction nationale d'orientation scolaire, Direction de l'Education à la Vie Courante, Commission nationale de l'éducation de base, DIPROMAD, DINACOPE

II.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

La stratégie vise à développer d'abord l'enseignement préscolaire et surtout développer une préscolarisation de qualité, particulièrement en milieu rural, afin de mieux préparer les enfants à la réussite dans l'enseignement primaire, tandis qu'au l'enseignement primaire c'est pour assurer un enseignement primaire universel et de qualité, permettant à tous les enfants d'acquérir les compétences fondamentales (lecture, écriture, calcul et compétences de base), tout en améliorant l'accès, l'équité, la rétention scolaire et la réussite des élèves.

II.2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

II.2.3.1. Objectif du programme

II.2.4. Cadre de performance du programme

Cadre de performance des objectifs du programme

DEUXIEME PROGRAMME : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE ; Objectif stratégique du programme : améliorer la qualité des apprentissages et les performances scolaires													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Programme**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année** 2023	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE :													
	Encadrement pédagogique des éducateurs et Enseignants	**Améliorer les compétences des Encadreurs et enseignants ainsi que des apprentissages**	Pourcentage des éducateurs/éducatrices formés	%			23,2%	34,9%	34,9%	46,6%	58,3%	70%	
			Pourcentage des enseignants du primaire formés	%			44%	58%		72%	86%	100%	
	Enseignement et vie de l'élève au préscolaire et primaire	**Garantir un enseignement préscolaire et primaire de qualité et un environnement scolaire favorable à l'épanouissement et à la réussite**	Pourcentage d'écoles disposant d'un kit complet de préscolaire					10	**20**	20	10	**10**	
			Ratio manuel/élève	Rapport		4	4	4	**3**	1	1	**1**	
			Pourcentage d'élèves du primaire démontrant une	%					**0**	25%	50%	**25%**	

		des élèves dans la vie	amélioration des comportements citoyens et des valeurs civiques										
	Infrastructures et équipements préscolaire et primaire	**Améliorer les infrastructures et équipements des établissements préscolaires et primaires**	Nbre d'écoles construites	Nbre				**1384**	300	300	300	300	
			Elève/place assise	Ratio		1.2	1.15	**1.1**	**1.1**	**1**	**1**	**1**	
	Administration préscolaire et primaire	Améliorer la gouvernance et la gestion administrative des établissements préscolaires et primaires	Nombre d'enseignant mis à la retraite avec indemnité de sortie	%				1300	1300	1300	1300	1300	
			Nombre d'enseignants recrutés	Nbre				5000		800	800	800	

II.2.5. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.2.5.1. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRE

Tableau N° 1 : Evolution des crédits du programme par titre

TITRE		Réalisations 2025		Année en cours 2026		PREVISIONS 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
I. Dépenses courantes		**2 373 685 206 855**	**2 073 172 699 528**	**39 272 059 611**		3 307 329 960 109
1	Titre III : Dépenses de personnel	2 306 496 641 100	2 056 756 545 154	720 715 014		3 087 882 124 939
2	Titre IV : Biens et matériels ;	2 533 057 416	11 505 898 654	3 484 148 521		6 994 560 692
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	59 131 226 489	**4 910 255 720**	24 487 886 768		67 653 545 674
4	Titre VI : Interventions Economique	5 524 281 851		10 579 309 309		144 799 728 804
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
I. Dépenses en capital		**3 879 553 684**				1 654 165 200
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre	3 879 553 684				1 654 165 200
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**2 377 564 760 539**	**2 073 172 699 528**	**39 272 059 611**		3 308 984 125 309

II.2.5.2. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR RUBRIQUE BUDGETAIRE

Tableau N° 2 Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	Réalisations 2025		Exercice en cours 2026		PREVISIONS 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1.	Contrepartie des projets					
2.	Financement des Réformes			6 667 000 000		12 443 376 000
3	Fonctionnement du Ministère	236 762 553 434	18 407 044 969	32 324 293 475		300 544 741 40300
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000		280 766 136		30 270 646 281
5.	Investissements sur Ressources Extérieures					
6.	Investissements sur Ressources Propres	3 879 553 684				1 654 165 200
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD					
8.	Rémunérations	2 135 922 653 421	2 054 765 654 559			2 964 071 196 425
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)					
10.	Mise à la Retraite					
TOTAL		**2 377 564 760 539**	**2 073 172 699 528**	**39 272 059 611**	-	**3 308 984 125 309**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.5.3. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR ACTION

Tableau N ° 3 : Evolution des crédits par action du programme

	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	631	Administration scolaire préscolaire et primaire	2 377 564 760 539	2 073 172 699 528	14 864 495 073		3 247 469 253 303
2		Encadrement pédagogique et gestion administratives des structures préscolaire et primaire			15 676 395 152		
3	632	Enseignement et vie de l'élève au préscolaire et primaire			7 814 718 427		18 602 529 723
4		Infrastructures et équipements préscolaire et primaire			916 450 959		42 912 342 283
TOTAL			**2 377 564 760 539**	**2 073 172 699 528**	**38 610 976 823**	-	3 308 984 125 309

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3. ROGRAMME : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE

Pré-responsable du Programme : IDI BIOTE Marie
Fonction : Directeur-Chef de service

II.3.1 PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme connaitra la participation de services suivants : **Service d'Identification des Elèves, Service de formation des Enseignants de Maternel, DIFOR,** Direction Programme, Matériel Didactique, **Direction** des Infrastructures Scolaires, Direction de l'Education à la Vie Courante

II.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

L'objectif visé par le Gouvernement est de faire la distinction entre les formations générales et techniques qui devront préparer les élèves à des études supérieures et les formations professionnelles qui comprennent, notamment, les humanités pédagogiques et qui, elles ont pour finalités de préparer les formés aux métiers.

Certains établissements d'enseignement secondaire général et normal seront transformés progressivement en établissements de formation technique et professionnelle, selon les besoins du milieu pour permettre d'améliorer l'équité de l'offre de formation.

Les mécanismes de régulation et d'orientation précités ainsi que les activités de sensibilisation qui seront menées en concertation avec l'ensemble des acteurs permettront d'orienter les élèves vers la formation professionnelle dès la fin de l'école primaire. Des mesures d'encouragement seront mises en place pour améliorer l'accès des filles et des plus défavorisés à ce segment.

C.ete stratégie vise à améliorer et rendre plus équitable et plus pertinente l'offre d'EST pour :

- Mettre en adéquation l'offre de formation et les besoins locaux en main d'œuvre qualifiée,
- Rendre plus équitable la répartition des établissements ;
- Améliorer progressivement la qualité de l'offre.

II.3.3. Cadre de performance du programme

Cadre des performances des objectifs du programme

TROISIEME PROGRAMME : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE : Objectif stratégique du programme : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et technique

Code	Programmes et actions	Objectif	Indicateur de performance		Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				unité de mesure	Année 2023	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
	Encadrement pédagogique et gestion administrative des structures secondaires et techniques	**Assurer un accompagnement pédagogique de qualité aux enseignants**	**Nombre des Réseaux d'Écoles de Proximité pour la Formation Continue des Enseignants du Secondaire**	Nbre				10		20	20	20	
	Enseignement et Vie de l'élève au secondaire et technique	**Garantir un enseignement du secondaire de qualité et un environnement scolaire favorable à l'épanouissement et à la réussite des élèves dans la vie**	Pourcentage d'écoles ayant un environnement sûr, sécurisé et commode	%			40%	55%	55%	70%	85%	89%	
			Pourcentage des filles inscrites dans les filières techniques.	%			11%	19%	27%	34%	42%	50%	
	Infrastructures et Equipements secondaire et technique	**Améliorer les infrastructures et les équipements des établissements secondaires et techniques**	**Nombre d'électrolyseurs distribués aux écoles scientifiques**	Nbre				10		15	15	15	
	Administration scolaire secondaire et technique	Améliorer la gouvernance et la gestion administrative des établissements secondaires et techniques	Nombre d'enseignant mis à la retraite avec indemnité de sortie										
			Nombre d'enseignants recrutés						ND	2500	2500	2500	

II.3.4. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRE

II.3.4.1 PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRE

Tableau N° 1 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	TITRES	Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
I. Dépenses courantes		58 397 524 810	22 305 772 690	28 823 481 942		3 423 573 938
1	Titre III : Dépenses de personnel	3 253 569 224	116 100 000	1 215 714 363		585 320 655
2	Titre IV : Biens et matériels ;	11 198 222 264	58 900 000	2 262 442 858		187 736 714
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	23 452 419 828		15 983 382 540		2 650 516 569
4	Titre VI : Interventions Economique	20 493 313 494	22 130 772 690	31 685 761 096		
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
I. Dépenses en capital		2 101 716 138 145	334 439 130 797	10 779 298 467		8 089 301 600
5	Titre VII : Investissement sur ressources propre	1 498 663 737 249	247 339 279 617			8 089 301 600
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	**603 052 400 896**	**87 099 851 180**			
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**2 160 113 662 955**	**356 744 903 487**	61 926 599 323	-	**11 512 875 538**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR RUBRIQUE BUDGETAIRE

Tableau N° 2 : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	Réalisations 2025		Année en cours 2026		Projections 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1.	Contrepartie des projets	5 266 720 000				
2.	Financement des Réformes			6 667 000 000		
3.	Fonctionnement du Ministère	37 647 711 316	58 900 000	20 360 860 388		3 423 573 938
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			23 202 989 509		
5.	Investissements sur Ressources Extérieures	1 754 456 590 964	331 324 054 514			
6.	Investissements sur Ressources Propres	5 117 548 678	789 752 692	10 779 298 467		8 089 301 600
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	336 875 278 504	2 325 323 591			
8.	Rémunérations	256 500 000	116 100 000			
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 977 186 989				
10.	Mise à la Retraite	20 493 313 494	22 130 772 690			
TOTAL		**2 160 113 662 955**	**356 744 903 487**	61 926 599 322		11 512 875 538

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.3. PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR ACTION

Tableau N° 3 : Evolution des crédits par action

N	Actions	Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévisions 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Encadrement pédagogique et gestion administratives des structures secondaires et techniques Administration scolaire secondaire et technique	1 206 404 607		879 170 595		11 512 875 538
2	Enseignement et Vie de l'élève au secondaire et technique	28 891 639 797	22 130 772 690,00	38 623 112 553		
3	Infrastructures et Equipements secondaire et technique	2 130 015 618 551	334 614 130 796,63	21 507 865 216		
4	Encadrement pédagogique et gestion administratives des structures secondaires et techniques			916 450 959		
Total		**2 160 113 662 955**	**356 744 903 487**	**61 926 599 323**		**11 512 875 538**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4. PROGRAMME 4 065 : EVALUATION PEDAGOGIQUE ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

Responsable : KIMBONZA SEFU Hubert

Fonction : Inspecteur Général

II.4.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Inspection Générale de l'Enseignement, Direction des Formation des Enseignants, Direction Nationale d'Orientation Scolaire et Professionnelle, Cellule Indépendante des Evaluations Acquis Scolaires

II.4.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

La stratégie repose sur un processus continu visant à mesurer les acquis des apprenants, à identifier leurs difficultés et à améliorer la qualité de l'enseignement. Elle privilégie l'utilisation de méthodes variées, telles que les évaluations diagnostiques, formatives et sommatives, afin de recueillir des informations fiables sur les progrès réalisés. Les résultats obtenus permettent d'adapter les pratiques pédagogiques et de mieux répondre aux besoins des élèves.

La formation des enseignants constitue un levier essentiel pour garantir une éducation de qualité. Elle comprend la formation initiale, qui prépare les futurs enseignants à exercer leur métier, ainsi que la formation continue, qui leur permet d'actualiser leurs connaissances, de développer de nouvelles compétences et de s'approprier les innovations pédagogiques. Cette démarche favorise une amélioration constante des pratiques professionnelles et une meilleure prise en charge des apprenants.

L'articulation entre l'évaluation pédagogique et la formation des enseignants est indispensable pour renforcer les performances du système éducatif. Les données issues des évaluations permettent d'identifier les besoins en renforcement des capacités des enseignants et d'orienter les programmes de formation. En retour, des enseignants mieux formés sont en mesure de mettre en œuvre des pratiques d'évaluation plus efficaces, contribuant ainsi à l'amélioration des apprentissages et à la réussite des élèves.

II.4.3. OBJECTIFS DU PROGRAMME ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

II.4.3.1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Les objectifs sont :

Accroitre l'accès, l'équité et la rétention ;

Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement ;

Renforcer la gouvernance.

La finalité du système éducatif est de former des hommes et des femmes compétents, imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, civiques, créatifs et désireux de bâtir une nouvelle société congolaise démocratique, solidaire, prospère et pacifique. Il s'agit avant tout de libérer l'homme de toutes les pesanteurs qui l'empêchent de participer efficacement au développement de son pays, en lui inculquant le savoir, le savoir-faire et le savoir-être qui constituent le socle de la vie en société

II.4.3.2. Cadre de performance des objectifs du programme

QUATRIEME PROGRAMME : EVALUATION PEDAGOGIQUE ET FORMATION DES ENSEIGNANTS												
Programmes et actions	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
		Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année** 2023	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
EVALUATION PEDAGOGIQUE ET FORMATION DES ENSEIGNANTS : objectif stratégique du programme : Améliorer le système d'évaluation des apprentissages et de la qualité de l'enseignement												
Enseignement préscolaire et primaire	Renforcer la qualité des apprentissages et des pratiques pédagogiques	Pourcentage des éducateurs/éducatrices formés	%			11,5%	23,2%	34,9%	46,6%	58,3%	70%	
		Pourcentage des enseignants formés				30%	44%	58%	72%	86%	100%	
Enseignement secondaire	Développer les compétences des apprenants pour leur insertion dans la société et le monde du travail								80%	83%	85%	
Enseignement technique	Favoriser l'employabilité et l'entrepreneuriat des diplômés	Pourcentage des filles inscrites dans les filières techniques				11%	19%	27%	34%			

Evaluation certificative	Renforcer l'efficacité du système national d'évaluation et de certification	Taux de réussite à l'examen d'Etat				65%	78%	79%	80%			
Formation des enseignants	Améliorer la qualité du système éducatif par le développement professionnel continu	Nombre d'enseignants formés					12563	12769	12769	12769	12769	
Formation des inspecteurs	Améliorer la gouvernance et l'assurance qualité du système éducatif	Pourcentage des Enseignants et inspecteurs formés			30%	44%	58%	72%	86%	100%	30%	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

❖ *Volet : préscolaire*

Objectif 1. Améliorer la qualité de l'enseignement								
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercices en Cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Pourcentage des éducateurs/éducatrices formés	**%**	11,5%	23,2%	34,9%	46,6%	58,3%	70%
	Source : IGE							
	Modalité de calcul : Nombre des éducateurs/éducatrices formés divisé par le nombre total des éducateurs/éducatrices des provinces ciblées pour la formation multipliée par 100**.**							
	Commentaires : Permet d'améliorer les compétences des éducateurs et éducatrices afin d'encadrer les enfants							

❖ **Volet primaire**

Objectif 2. Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement								
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercices en Cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	Pourcentage des enseignants formés	**%**	30%	44%	58%	72%	86%	100%
Source: DIPROMAD								
Modalité de calcul : Nombre des enseignants formés divisé par le nombre total des enseignants des provinces ciblées pour la formation multipliée par 100								
Commentaires : Permet d'améliorer les compétences des enseignants afin d'accompagner les élèves								

Volet secondaire

Objectif 1. Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement							
Indicateur	**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en Cours**	**Cibles**		
Nom de l'indicateur		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Taux de réussite à l'examen d'Etat	%	65%	78%	79%	80%	83%	85%
Source : IGE							
Modalité de calcul : Nombre total de réussite divisé par le nombre total des participants multiplié par 100							
Commentaires : Il faut développer la politique de bibliothèque scolaire pour renforcer les élèves dans la culture de lecture, suivre le cursus des enfants pour éviter les inscriptions qui ne tiennent pas compte du parcours des enfants.							

II.4.3.3. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRE

Tableau N° 27 **Evolution des crédits du programme par titre**

N°	**Titres**	**Réalisations 2025**		**Exercice en cours 2026**		**Prévisions 2027**
		Crédits votés	**Exécution**	**Crédits votés**	**Exécution au 30 Juin**	
Dépenses courantes		382 194 888 424	72 447 975 806	474 900 479 331	52 216 246 077	551 863 917 713
1	Titre III : Dépenses de personnel	14 035 477 616	9 748 308 448	74 729 734 425	20 579 917 851	127 265 930 265
2	Titre IV : Biens et matériels ;	6 695 508 565		20 359 041 771	79 928 640	21 676 751 699
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	193 583 928 193	26 247 373 897	206 274 061 445	9 848 512 941	213 556 947 303
4	Titre VI : Interventions Economique	167 879 974 050	36 452 293 461	173 537 641 691	21 707 886 644	189 364 288 446
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
I. Dépenses en capital		6 468 200 000		38 854 365 851		21 482 941 104

5	Titre VII : Investissement sur ressources propre	6 468 200 000		38 854 365 851		
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**388 663 088 424**	**72 447 975 806**	513 754 845 182	**52 216 246 077**	573 346 858 817

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.4.3.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR RUBRIQUE BUDGETAIRE

Tableau N° 26 Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	Rubrique	Réalisations 2025		Exercice en cours 2026		
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1.	Contrepartie des projets					
2.	Financement des Réformes	4 000 000 000	35 995 682 345	4 000 000 000	354 510 790	6 000 000 000
3.	Fonctionnement du Ministère	343 169 817 426		413 401 770 878	40 406 328 626	420 557 194 262
4.	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	35 025 070 998	36 452 293 461	12 807 392 200		26 509 385 394
5.	Investissements sur Ressources Extérieures					
6.	Investissements sur Ressources Propres	6 468 200 000		38 854 365 851		21 482 941 104
7.	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD					
8.	Rémunérations			47 553 735 212	11 455 406 661	98 797 338 057
9.	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)					
10	Mise à la Retraite					
TOTAL		388 663 088 424	72 447 975 806	513 754 845 182	52 216 246 077	573 346 858 817

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

II.4.3.5. PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION

Tableau N° 28 Evolution des crédits du programme par action

N°	Action	Réalisations 2025		Exercice en cours 2026		Prévisions 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Enseignement préscolaire et primaire			170 297 475 408	17 405 415 359	61 964 978 728
2.	Enseignement secondaire			170 297 475 408	17 405 415 359	
3	Enseignement technique			170 297 475 408	17 405 415 359	
4	Evaluation certificative					509 123 538 899
5	Formation des enseignants					2 258 341 190
6	Formation des inspecteurs			170 297 475 408	17 405 415 359	
TOTAL				513 754 845 182	52 216 246 077	573 346 858 817

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.5. PROGRAMME : Programme 5 : (66) PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION (FPEF)

Responsable du Programme : Guy WEMBO LOMBELA
Fonction : Directeur Général

II. 5.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme **Promotion de l'Education et de la Formation** est mis en œuvre par **le Fonds de Promotion de l'Education et de la Formation (FPEF)** institué par le Décret N° 21/06 du 24 novembre 2021.

II.5.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme Promotion de l'Education et de la Formation vise à garantir un accès équitable à une éducation gratuite et de qualité et à développer une formation professionnelle pertinente, dans un contexte de forte demande sociale et des contraintes budgétaires nécessitant une action publique efficace et ciblée.

Il s'articule principalement autour de trois priorités complémentaires ci-après :

- ✓ Elargir l'accès à l'éducation et à la formation ;
- ✓ Assurer un financement innovant et pérenne de la gratuité ; et
- ✓ Consolider les acquis du système par l'amélioration de la qualité, de la gouvernance et de la performance.

Sa mise en œuvre mobilise les ressources du FPEF et des instruments de réforme orientés vers les résultats afin d'atteindre des impacts clairs : pérennisation de la gratuité de l'enseignement primaire, amélioration des apprentissages et meilleure insertion professionnelle des jeunes. Actuellement le fonds fait face à d'énormes difficultés pour mobiliser les quotités des ressources devant provenir de divers partenaires qui sont FOMIN, MINESU, FPI, ARPTIC et INPP. D'où, le MINEDUC devra s'impliquer dans la recherche d'une solution idoine, en cas de besoin porter le dossier au conseil des ministres ou solliciter l'arbitrage du Parlement le cas échéant.

II. 5. 3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

III.5.3.1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

III.5.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau N° 31 : Cadre de performance des objectifs du programme

CINQUIEME PROGRAMME : PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION												
Programmes et actions	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
		Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année** 2023	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION	Consolider durablement les acquis du système éducatif et de la formation professionnelle	Part du financement innovant dans le financement total de l'éducation nationale	%	17.67		1.38	0.98	0.19	10.57	37.14	54.16	
		Part du financement innovant dans le financement total de la formation professionnelle	%	0.99		0.32	0.24	0.16	3.78	16.41	28.19	
Conception, programmation, exécution et évaluation des projets de promotion de l'éducation et de la formation	Assurer le financement et le suivi-évaluation des projets de promotion de l'éducation et de la formation	Nombre de projets financés	Nbre	ND		ND	ND	ND	4	4	4	
		Taux de projets financés, suivis et évalués	%	ND		ND	ND	ND	25	40	80	

29. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, Recherches Scientifiques et Innovation Technologique

Section 40 et 41

I.PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS

Responsable : S.E. Madame Pr. Dr. SOMBO AYANNE SAFI MUKUNA Marie- Thérèse
Fonction : Ministre

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

1.1.1. Mission du Ministère

Les attributions du Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations telles que contenues dans l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des ministères sont les suivantes :

- Organisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;
- Création et tutelle des établissements publics de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;
- Reconnaissance et homologation des diplômes étrangers ;
- Agrément des établissements privés d'Enseignement Supérieur Universitaire et homologation de leur diplôme ;
- Création, Tutelle et gestion des services de l'Enseignement Supérieur Universitaire fonctionnant à l'étranger ;
- Suivi de la scolarité des étudiants et de la carrière des enseignants ;
- Négociation, suivie et gestion des dossiers des bourses d'études et des stages à l'étranger, en collaboration avec le ministère ayant la coopération internationale dans ses attributions;
- Contrôle de la scolarité et Entérinement de diplômes nationaux ;
- Promotion de la recherche fondamentale et appliquée ;
- Organisation, promotion et supervision des activités culturelles, sportives et de loisirs au sein des établissements d'Enseignement Supérieur et Universitaires publics ou privés agréés, en collaboration avec le ministère ayant dans ces attributions les sports et loisirs ;
- Inventaire, suivi et gestion du patrimoine mobilier et immobilier des établissements du secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.
- Mobilisation des fonds extrabudgétaires ;
- Conception, élaboration et promotion de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;
- Négociation et suivi des accords de coopération scientifique et technique, en collaboration avec le Ministère ayant la coopération internationale dans ces attributions ;
- Orientation de la recherche scientifique et technologique vers l'appui aux efforts de reconstruction et de développement du Pays ;
- Planification, budgétisation, coordination internationale, contrôle et évaluation des activités liées à la recherche scientifique et technologique nationale ;
- Stimulation et promotion d'une éthique et d'une culture de recherche scientifique et technologique ;
- Supervision de la lutte contre le trafic illicite des matières nucléaires sous toutes ses formes ;
- Enregistrement des procédés techniques sous forme de marques déposées, de brevets et licences auprès des organismes congolais compétents et des négociations des modalités de leur exploitation ;
- Publication et diffusion des résultats de la recherche scientifique et technologique en veillant à ce que sur le plan pratique, ils concourent au développement du pays ;
- Gestion d'un fonds spécial en faveur de la recherche

1.1.2. Organisation du Ministère

Outre le Ministère composé du Cabinet du Ministre et les deux Secrétariats Généraux, pour le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire**,** la loi Cadre n° 14/004 du 11 février 2014 de l'Enseignement National reconnait les autres organes ci-après :

- Le Conseil Académique Supérieur ;
- Le Conseil d'Administration des Universités ;
- Le Conseil d'Administration des Instituts Supérieurs Techniques, Artistiques et Technologiques ;
- Le Conseil d'Administration des Instituts Supérieurs Pédagogiques ;
- Le Conseil d'Administration des Ecoles Supérieures ;
- Le Conseil de l'Enseignement Supérieur et Universitaire Privé Agréé ;
- Le Conseil de l'Etablissement ;
- Le Comité de Gestion ;
- Le Recteur ou le Directeur Général selon le cas ;
- Le Conseil de Faculté ou de Section ;
- Le Conseil de département.

L'article 96 de ladite Loi-Cadre détermine les Services spécialisés du Ministère que sont :

- La Commission Permanente des Etudes (CPE) ;
- Le Centre Interdisciplinaire pour le Développement et l'Education Permanente (CIDEP) ;
- Le Collège des Commissaires aux Comptes ;
- Les Presses Universitaires du Congo (PUC) ;
- Le Centre de Linguistique Théorique et Appliquée.

Par ailleurs, dans le souci d'implémenter la culture de la qualité dans le système de l'ESU et en adéquation aux standards internationaux, le Ministère bénéficie des services de l'Agence Nationale de l'Assurance-Qualité créée par Décret n°18/003 du 28 février 2018.
En sus de ces services, le Ministère de l'ESU fonctionne avec un Secrétariat Général constitué de 14 Directions dont 4 standards et 10 métiers ; il s'agit de :

Directions standards :
Ressources Humaines **;**
Administrative et Financière **;**
Etudes et Planification **;**
Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication**.**

Directions métiers :
Services Académiques ;
Enseignement Supérieur et Universitaire Privé ;
Enseignement Ouvert et à Distance ;
Suivi Carrière du Personnel des Organes de l'ESU ;
Patrimoine Enseignement Supérieur et Universitaire ;
Coopération Universitaire **;**
Recherche Scientifique Universitaire ;
Activités Culturelles, Artistiques et Artisanales ;
Activités Physiques et Sports Universitaires ;
Police Universitaire.

Outre les directions susmentionnées, sont rattachés au Secrétaire Général, les services ci-après :

- Le Service Inspection **;**
- La Cellule Technique d'Appui et,
- La Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics.

Outre le Ministère composé du Cabinet du Ministre et les deux Secrétariats Généraux, pour le sous-secteur de la Recherche Scientifique, l'Ordonnance loi n° 82-040 du 05 Novembre 1982 reconnait deux autres organes suivants :

- Le Conseil scientifique National
- Les Centres et Instituts de Recherche

A. A. Le Ministère

Il est composé du Cabinet du Ministre et du Secrétariat Général qui, selon son cadre et structures organiques (arrêté N°CAB.MIN/FP/JMK/PPJ/304/2002), regorges-en son sein 06 Directions et une Cellule, à savoir :

- La Direction des Services Généraux ;
- La Direction de la Coordination de la Recherche ;
- La Direction de la Valorisation des Résultats de Recherche ;
- La Direction de la Coopération Scientifique ;
- La Direction du Corps des Inspecteurs et
- La Direction des Etudes et Planification ;
- La Cellule de Gestion des Projets des Marchés Publics

B. **Le Conseil Scientifique National**

C'est un Organe unique de décision et de contrôle de l'ensemble de centres et instituts de recherche scientifique conformément à l'article 12 de l'ordonnance-Loi précitée.
Conformément au projet de loi sur les principes fondamentaux, le Conseil scientifique jouera le rôle de Conseil d'administration des Centres et Instituts de recherche.

C. **Centres et Instituts de Recherche Scientifique**
Ils sont des établissements publics dotés chacun de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, conformément à l'article 28 de l'ordonnance-Loi précitée (Annexe 3).

Ils ont pour mission d'effectuer des études, les recherches scientifiques et technologiques, les expérimentations et, en général tous travaux qui sont avec leurs objectifs respectifs.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités nationales

La politique nationale de développement de la République Démocratique du Congo vise à bâtir une économie diversifiée, compétitive, inclusive et durable, fondée sur la valorisation du capital humain, la bonne gouvernance, la transformation structurelle de l'économie, l'industrialisation, la transition numérique, la protection de l'environnement et le renforcement de la cohésion sociale.

Dans cette perspective, l'Enseignement Supérieur, Universitaire, la Recherche Scientifique et les Innovations (ESURSI) constituent un levier stratégique pour produire les compétences, les connaissances et les innovations nécessaires à la transformation du pays.

Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) et le Programme d'Action du Gouvernement accordent ainsi une place centrale au développement d'un capital humain de haut niveau, à la promotion de la recherche appliquée, à l'innovation technologique, à la souveraineté scientifique, à l'économie de la connaissance et au renforcement des partenariats entre les universités, les centres de recherche, le secteur privé et les pouvoirs publics, afin d'accélérer la création d'emplois, d'améliorer la compétitivité nationale et de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable ainsi que de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

I.2.2. Politiques sectorielles

Pour la période 2027-2029, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovation (ESURSI) mettra en œuvre une politique sectorielle visant à faire de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation un moteur de la transformation économique, sociale et technologique de la République Démocratique du Congo. Cette politique s'inscrit dans les orientations du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), du Programme d'Action du Gouvernement, de la Vision 2050 de la RDC, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ainsi que des Objectifs de Développement Durable.

Tenant compte des défis mis en évidence par le Rapport d'État du Système Éducatif National (RESEN), de la Politique Nationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ainsi que des mutations induites par la quatrième révolution industrielle, le Ministère orientera son action autour des huit politiques sectorielles suivantes :

1. Amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'équité de l'enseignement supérieur
2. Modernisation de la gouvernance et renforcement de l'assurance qualité
3. Développement des infrastructures des Etablissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de Recherche ainsi que des écosystèmes numériques
4. Renforcement du système national de recherche scientifique et d'innovation
5. Développement de l'innovation, du transfert de technologies et de l'entrepreneuriat
6. Renforcement des ressources humaines, du financement et des partenariats
7. Transformation numérique et développement du système d'information sectoriel
8. Internationalisation de l'enseignement supérieur et amélioration de l'employabilité

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

SECTION 40/41 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS								
N°	CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
							Services normatifs	Opérateurs
	40/41	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS						
			67	Administration Générale de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations			Cabinet du Ministre, Secrétariats Généraux/ESURSI/, Ressources Humaines, Administrative et Financière, Etudes et Planification (ESURSI) , Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication , Coopération Universitaire, Activités Culturelles, Artistiques et Artisanales, Activités Physiques et Sports Universitaires, Police Universitaire, Direction des Services Généraux (DSG), Direction de la Coopération Scientifique, Direction du Corps des Inspecteurs (DCI) et Cellule de Gestion des projets et des Marchés Publics(CGPMP)	
					671	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations	Cabinet du Ministre	Agence Nationale d'Assurance-Qualité
					672	Coordination Administrative l'Enseignement Supérieur et Universitaire	Secrétariat Général/ESU, Ressources Humaines, Administrative et Financière, Etudes et Planification, Coopération Universitaire, Activités Culturelles, Artistiques et Artisanales, Activités Physiques et Sports Universitaires, Police Universitaire ? Direction du Corps des Inspecteurs (DCI)..	
					712	Coordination Administrative Recherche Scientifique et Innovations	Secrétariat Général, Direction des Services Généraux (DSG), Direction des Etudes et Planification (DEP), Direction du Corps des Inspecteurs (DCI), Direction de la Coopération Scientifique et Cellule des Gestions de projets et des Marchés Publics(CGPMP)	

			68	Enseignement Supérieur et Universitaire			Direction des Services Académiques, Direction de l'Enseignement Supérieur et Universitaire Privé, Direction de l'Enseignement Ouvert et à Distance, Direction de Suivi Carrière du Personnel des Organes de l'ESU, Direction du Patrimoine de l'Enseignement Supérieur et Universitaire,	
					681	Consolidation du système LMD		
							Direction des Services Académiques, Direction de l'Enseignement Supérieur et Universitaire Privé, Direction de l'Enseignement Ouvert et à Distance, Direction de Suivi Carrière du Personnel des Organes de l'ESU	
					682	Promotion de l'Assurance-Qualité	Commission Permanente des Etudes	Agence Nationale d'Assurance-Qualité
					683	Développement des infrastructures des EESU et des plateaux techniques des laboratoires et ateliers	Direction du Patrimoine de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	
					684	Numérisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	Direction des Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication, Direction de l'Enseignement Ouvert et à Distance	
			70	Recherche et Développement Expérimental			Direction de la Coordination de la Recherche (DCR), Direction de la Valorisation des Résultats de Recherche (DVRR) , Direction de l'Innovation	
					701	Recherche scientifique	Direction de Coordination de la Recherche; Direction de la Recherche Scientifique Universitaire	
					702	Innovation	Direction de l'Innovation	
					703	Valorisation des Résultats	Direction de Valorisation des Résultats de Recherche (DVRR)	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures

Au cours de la période 2023-2025, le Ministère a réalisé plusieurs actions majeures qui s'inscrivent dans la continuité des axes stratégiques déjà engagés.

Pour le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire nous pouvons citer notamment :

- Construction et opérationnalisation des infrastructures des EESU ci-après : Institut Supérieur Pédagogique de Kolwezi, Université de Bunia, Université Pédagogique Nationale, Réhabilitation de l'ISTA-Kinshasa, Université de Mbuji - Mayi et Université de Kananga.
- Audit de viabilité des Etablissements des EESU de la République.
- Contrôle de gestion des Etablissements des EESU publics.
- Evaluation à mi - parcourt du système LMD.
- Dotation de l'Administration Centrale de l'ESU d'un nouveau cadre organique.
- La réorganisation des études du Troisième cycle par l'arrêté n°134 / MINESU / CAB.MIN / MNB / RMM / 2025 du 21 octobre 2025 portant organisation des Ecoles doctorales au sein des établissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire de la République Démocratique du Congo.

Pour le sous-secteur de la Recherche Scientifique et Innovations, les actions suivantes ont été réalisées :

- Au niveau du cadre institutionnel, la réforme déjà enclenchée s'est matérialisée par l'élaboration du projet de Loi portant Principes Fondamentaux de la Recherche Scientifique et Technique, ce texte est en examen à la commission P.A.J. de l'Assemblée Nationale.
- **S'agissant de la promotion scientifique et de l'innovation**, le Ministère a institutionnalisé le Forum du Génie Scientifique Congolais dont trois éditions ont été organisées successivement en 2023, 2024 et 2025. Cette initiative a été renforcée en 2024 par la création de l'incubateur du génie scientifique congolais, dont la mission est d'accompagner les résultats de recherche, d'invention et innovation non matures.
- **Concernant le renforcement des infrastructures de recherche**, plusieurs projets structurants ont été lancés pour doter le pays d'outils modernes :

  - La construction de l'immeuble du Comité National de Protection contre les Rayonnements Ionisants en 2023 ;
  - La construction de l'infrastructure immobilière du Centre de Médecine Mixte d'Anémie SS de l'IRSS à Kinshasa en 2024 ;
  - La construction et l'équipement en cours du siège du Centre National de Télédétection avec l'appui de la Coopération Japonaise, ainsi que le projet de construction du Centre National d'Oncologie avec l'appui de l'OPEP en 2025.

- **Pour ce qui est de l'équipement et de la mobilité des structures de recherche**, l'année 2025 a été marquée par l'acquisition de véhicules terrestres destinés aux centres, instituts de recherche et services centraux. À cela s'ajoute la fourniture d'équipements spéciaux pour l'atténuation des risques Chimiques, Biologiques, Radiologiques et Nucléaires en faveur du Commissariat Général à l'Énergie Atomique.

- Au titre du financement**,** Les crédits inscrits au budget de l'État en dépenses de rémunération, de fonctionnement et d'investissement sont passés de 0,56 % du budget national en 2022, à 0,98 % en 2023, puis à 2,46 % en 2024, pour s'établir à 2,1 % en 2025. Cette progression traduit la volonté du Gouvernement d'accroître durablement le

financement public du secteur. À cet effort s'ajoute l'opérationnalisation du Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique - FNRSIT.

I.4.2. Perspectives

Les perspectives du Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) pour la période 2027-2029 s'inscrivent dans la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), de la Vision 2050 et des orientations du Gouvernement visant à faire du capital humain, de la recherche scientifique et de l'innovation les principaux moteurs de la transformation économique de la République Démocratique du Congo. Elles traduisent la volonté de consolider les réformes engagées et de renforcer la contribution de l'enseignement supérieur, universitaire, recherche scientifique et Innovations à la diversification de l'économie nationale, à la création d'emplois qualifiés et à l'amélioration de la compétitivité du pays. Elles s'articulent comme suit :

- Poursuivre les réformes du cadre légal et réglementaire ;
- Mettre en œuvre une nouvelle Politique nationale de la Recherche et de l'Innovation ;
- Améliorer la qualité, la pertinence et l'équité de l'enseignement supérieur ;
- Développer et moderniser les infrastructures universitaires et de recherche ;
- Renforcer la gouvernance et l'assurance qualité des établissements ;
- Accroître le financement de la recherche scientifique et de l'innovation ;
- Diversifier les mécanismes de financement ;
- Orienter la recherche vers les priorités nationales ;
- Promouvoir les technologies émergentes et l'innovation ;
- Moderniser les équipements scientifiques ;
- Accélérer la transformation numérique du secteur ;
- Installer des écosystèmes numériques intégrés dans les EESU d'enseignement supérieur et universitaire ;
- Développer un écosystème national de l'innovation ;
- Renforcer le système d'information pour la gestion de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ainsi que le système national d'information scientifique ;
- Organiser de façon continue le Forum du génie scientifique congolais ;
- Renforcer les capacités des ressources humaines ;
- Elaborer les programmes de recherche articulés aux priorités de développement du pays ;
- Valoriser les résultats de la recherche ;
- Renforcer l'internationalisation des universités ;
- Améliorer l'employabilité des diplômés.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

1.5.1. Objectifs le plus représentatifs

- Renforcer le pilotage et la coordination administrative de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations.
- Mettre en place un système éducatif du supérieur performant et inclusif.
- Contribuer à la résolution des problèmes socio-économiques et environnementaux par les avantages que procurent les résultats de recherche et innovations.

1.5.2. Cadre de performance

Tableau 2 Cadre de performance

Objectif 1. Améliorer le pilotage et la gouvernance du Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations									
Indicateur		Unité de mesure	**Réalisations**			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'établissements publics et privés agréés répondant aux normes nationales de viabilité	**%**	29	33	37	37	41	45	49
Source : Secrétariat Général /ESU									
Mode de calcul : (Nombre d'EESU publics et privés agréés viables /Nombre total d'EESU évalués) x 100									
Commentaires : Mesure la proportion d'EESU qui respecte l'ensemble des normes nationales de viabilité définies dans le décret n°15/040 du 14 décembre 2015 portant critères de viabilité des EESU de RDC.									
2	**Taux de variation de la Dépense Intérieure de la Recherche Développement**	**%**	-	9.30	8.51	1.96	19.23	19.35	20.2
Source : DEP/RSI									
Mode de calcul : (DIRD de l'année N – DIRD de l'année N-1/ DIRD de l'année N) X 100									

Commentaires :
Le taux de variation de la DIRD connaît une baisse entre 2024 (9,30%) et 2026 (1,96%), traduisant un ralentissement des investissements en Recherche et Développement lié à l'insuffisance des ressources consacrées à la recherche. A partir de 2027 (19,23%), une forte progression est attendue, atteignant 20,20% en 2029 grâce à l'opérationnalisation des fonds qui devrait renforcer durablement le financement de la Recherche et de l'Innovation pour améliorer la production scientifique.

Objectif 2. Améliorer l'offre éducative du Supérieur et promouvoir l'équité

Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'étudiants pour 100.000 habitants	Nombre	640	691	743	846	897	949	1129

Source : DEP / ESU

Mode de calcul : (Nombre d'étudiants inscrits / Population totale) x 100.000 habitants

Commentaire : Pour devenir un pays émergent d'ici 2050, la RDC doit investir massivement dans son capital humain. Avec seulement 743 étudiants pour 100 000 habitants en 2025, le pays reste loin des standards internationaux (2 000 min.) et de ses propres objectifs sectoriels. Pour combler ce retard et atteindre 1129 étudiants pour 100 000 habitants d'ici 2029, le ministère mise sur deux leviers majeurs : la construction d'infrastructures universitaires modernes et le développement de l'enseignement à distance pour rendre les études supérieures accessibles à tous.

2	Indice de parité de genre	Indice	0,61	0,62	0,65	0,67	0,69	0,77	0,80

Source : Secrétariat Général du Ministère de l'ESU

Mode de calcul : Nombre total d'étudiantes / Nombre total d'étudiants

Commentaire : L'Indice de Parité de genre dans l'accès à l'Enseignement Supérieur et Universitaire connait une évolution progressive favorable, passant de 0,61 en 2023 à 0,67 en 2026, traduisant une amélioration de la représentation des femmes parmi les étudiants. Cette tendance devrait se poursuivre avec des cibles de 0,69 en 2027, 0,77 en 2028 et 0, 80 en 2029, témoignant des efforts engagés en faveur de l'équité d'accès entre les femmes et les hommes. Malgré cette progression, l'Indice demeure inférieur à 1, ce qui indique que la parité complète n'est encore atteinte et nécessite la poursuite des actions favorisant l'accès et le maintien de jeunes femmes dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

Objectif 3 : Améliorer la qualité de la formation et la compétitivité des EESU au niveau international									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'étudiants pour un professeur	Ratio	140	140	137	133	121	110	100
Source : Direction de la recherche scientifique universitaire / Direction d'Etudes et Planification (ESU)									
Mode de calcul : Nombre d'étudiants / Nombre de professeurs									
Commentaire : La Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation a prévu un axe essentiel d'intervention pour arriver à au moins 121 étudiants pour un professeur en 2026 et 100 étudiants pour 1 professeur en 2030									
2	Taux des EESU appliquant le système LMD dans toute sa complétude	%	-	-	-	5	10	18	32
Source : Direction de la Recherche Scientifique Universitaire (DRSU) / Direction d'Études et Planification (DEP) **(ESU)**									
Mode de calcul : (Nombre d'EESU appliquant le système LMD dans toute sa complétude / Nombre total d'EESU) × 100									
Commentaire : Cet indicateur montre la vitesse de généralisation du système LMD. Les faibles valeurs initiales (5% en 2026) traduisent une phase pilote, mais la montée progressive vers 32% en 2029 reflète un effort de diffusion et d'appropriation institutionnelle.									

Objectif 4 : Contribuer à la résolution des problèmes socio-économiques, et environnementaux par les avantages que procurent les résultats de recherche et innovations									
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**			**Cibles**
N°	**Nom**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

1	Proportion de résultats des recherches en rapport avec les domaines prioritaires de développement dans les recherches enregistrées.	%	8,3	8,3	8,3	16,6	33,20	64	78
Source : DCR, DRSU et FNRSIT									
Mode de calcul : Nombre de résultats de recherche en rapport avec les domaines prioritaires /Nombre Total de Résultats de recherche enregistrées dans l'année X100									
Commentaires : Cette évolution montre une progression globale positive, mais irrégulière de la proposition des résultats de recherche orientés vers les domaines prioritaires de développement. Entre 2023 et 2025, l'indicateur reste stable à 8,3%, ce qui traduit une faible évolution de la prise en compte des priorités de développement dans les recherches enregistrées. A partir de 2026, la progression enregistrée s'explique principalement par les actions de sensibilisation menées auprès des chercheurs, afin de les encourager à orienter leurs travaux vers les domaines prioritaires définis par le Gouvernement.									
2	Pourcentage de publications scientifiques dans les revues nationales et/ou internationales indexées	%	5	7	3	8	12	15	20
Source : Direction Recherche Scientifique Universitaire									
Mode de calcul : Nombre de publications scientifiques des enseignants de l'ESU dans les revues nationales et/ou internationales indexées /Nombre total de toutes les publications scientifiques produites par les enseignants des EESU X 100									
Commentaire : Cet indicateur mesure la proportion des publications scientifiques des enseignants de l'ESU dans les revues nationales et/ou internationales indexées par rapport à toutes les publications scientifiques produites par les enseignants des EESU									
3	Nombre de start-ups créées grâce à l'exploitation des résultats de recherche	Nombre	6	7	8	12	15	18	21
Source : IGSC									
Mode de calcul : Comptage de start-ups créées									
Commentaire : Le nombre de start-ups créées grâce à l'exploitation des résultats de recherche connaît une progression régulière, passant de **6 en 2023** à **7 en 2024**, puis à **8 en 2025**. Avec l'opérationnalisation du **FNRSIT**, le renforcement de l'accompagnement par l'incubateur et l'organisation annuelle du **Forum du Génie scientifique**, cette dynamique devrait									

s'accélérer pour atteindre 12 start-ups en 2026, 15 en 2027, 18 en 2028 et 20 en 2029. Cette évolution traduit le renforcement progressif des mécanismes de transformation des résultats de recherche en initiatives entrepreneuriales créatrices d'emplois.

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. Présentation des crédits des Programmes

Tableau Présentation des crédits des Programmes

INTITULE DU PROGRAMME	REALISATIONS LFR 2023		REALISATIONS LFR 2024		EXERCICE ENCOURS LF 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		2027	2028	2029
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution FC	Projections		
Administration Générale de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	69 433 997 028	49 530 822 070	515 321 456 458	66 559 947 684	139 862 724 650	65 754 030 647	120 972 691 802	146 358 349 330	529 737 437 877	133 178 181 255	134 772 393 296
Enseignement Supérieur et Universitaire	508 874 524 885	492 742 852 637	536 527 215 376	565 851 856 917	698 573 209 466	751 591 401 215	925 385 102 958	382 406 979 597	637 696 504 120	1 031 107 125 778	1 086 252 446 868
Recherche et Développement Expérimental	224 329 949 625	322 345 691 397	756 536 172 186	32 207 590 862	378 334 303 764	116 538 481 753	456 182 729 768	72 298 754 280	244 272 874 391	258 952 724 442	271 462 632 971
TOTAL	**802 638 471 538**	**864 619 366 104**	**1 808 384 844 020**	**664 619 395 463**	**1 216 770 237 880**	**933 883 913 615**	**1 502 540 524 528**	**6 64 83 2 7**	**4 7 6 8 6 388**	**1 423 238 031 475**	**1 492 487 473 135**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Les crédits alloués aux programmes de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations connaissent une évolution globalement haussière sur la période, malgré des niveaux d'exécution très variables. En 2024, les crédits votés ont fortement augmenté pour atteindre 1 808,4 milliards de FC, tandis que l'exécution s'est établie à 664,6 milliards de FC. En 2025, les crédits votés s'élèvent à 1 216,8 milliards de FC, avec une exécution de 933,9 milliards de FC, traduisant une légère amélioration de l'absorption des crédits.

Le programme « Enseignement Supérieur et Universitaire » demeure le principal bénéficiaire des crédits et constitue le moteur de la progression budgétaire du secteur. Le programme « Recherche et Développement Expérimental » présente, quant à lui, des fluctuations importantes, tandis que l'Administration générale conserve des niveaux de crédits plus modérés. Pour la période 2027-2029, les projections, cadrées sur celles du CDMT, prévoient une progression régulière des ressources, passant de 1 341,5 milliards de FC en 2027 à 1 492,5 milliards de FC en 2029. Cependant, cette orientation reste peu favorable au financement durable

du secteur car les besoins restent largement supérieurs.

I.6.2. Evolution des Crédits par Rubrique Budgétaire

Tableau Evolution des Crédits par Rubrique Budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2023		REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projection		
Fonctionnement des Ministères	31 235 682 513	8 545 604 647	68 788 904 608	1 862 984 295	74 781 602 114	1 515 502 090	53 908 021 467	28 076 641 857	53 961 929 489	54 997 235 586	56 142 261 440
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	145 343 114 984	15 129 436 008	242 379 627 890	7 026 619 795	48 174 799 473	10 969 744 671	16 023 960 088	4 655 351 283	57 641 909 755	14 928 747 950	14 437 125 912
Contrepartie des Projets	1 666 720 000	-	2 675 470 250	-	2 842 110 250	-	2 488 555 322	0	4 276 054 046	2 833 170 463	3 031 492 395
Bourse d'études	15 000 000 000	473 958 199	10 000 000 000	140 959 214	29 500 000 000	24 590 976 700	31 565 000 000	0	33 442 550 711	28 842 550 711	29 314 920 144
Investissements sur Ressources Propres	43 548 705 746	12 894 200 057	5 000 000 000	-	5 183 276 820	2 957 413 384	21 068 023 834	75 060 836 530	49 481 628 601	26 545 710 031	21 896 489 729
Rémunérations	489 620 978 052	497 732 284 854	981 826 573 800	623 301 241 297	834 671 848 132	777 245 890 835	1 076 999 560 958	493 271 253 537	1 139 731 780 72	1 219 311 596 214	1 299 083 272 115
Subventions aux Organismes Auxiliaires	12 872 884 795	-	218 134 896 161	80 000 000	34 574 727 024	65 904 182	72 396 037 996	0	73 170 963 059	75 773 020 521	68 581 911 401
TOTAL	739 288 086 090	534 775 483 765	1 528 805 472 709	632 411 804 601	1 029 728 363 813	817 345 431 862	1 274 449 159 665	601 064 083 207	1 411 706 816 388	1 423 232 031 476	1 492 487 473 136

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE PAR PROGRAMME (ESU)

Tableau Ventilation des effectifs globaux et par Masse salariale du Ministère pour l'Exercice 2026

A. Administration Centrale

Grade	Emplois					
	2025	2026(1er trimestre)	Evolution pour 2025	Barème	Emplois 2027	Crédits de masse salariale 2027
I. Traitement de Base						
Hauts Fonctionnaires	**27**	**27**	**7**		**34**	**64 386 356**
SG	1	1		415 439	1	4 985 268
DCS	12	12	2	402 528	14	67 624 704
Directeur	14	14	5	402 528	19	91 776 384
Cadres Supérieurs	**129**	**129**	**314**		**578**	**2 593 989 864**
CD	45	45		386 238	89	412 502 184
CB	84	84	314	371 760	489	2 181 487 680
Agents de Collaboration	**555**	**555**	**566**		**1173**	**4 857 73 848**
ATA1	138	138	26	353 960	582	2 472 056 640
ATA2	252	252	286	340 022	439	1 791 235 896
AGA1	165	165	254	325 538	152	593 781 312
Agents d'exécution	**89**	**89**	**43**		**179**	**678 24 872**
AGA2	73	73		325 000	80	312 000 000
AA1	16	16		315 022	56	211 694 784
AA2			1	312 644	1	3 751 728
Huissier			42	298 965	42	150 678 360
Sous-Total I	**800**	**800**	**930**		**1964**	**8 293 574 94**
II Primes permanentes						
Hauts Fonctionnaires	**29**	**29**	**5**		**34**	**2 355 672**
SG	1	1		6 900 000	1	82 800 000
DCS	14	14		5 796 000	14	973 728 000
Directeur	14	14	5	5 698 000	19	1 299 144 000
Cadres Supérieurs	**139**	**139**	**439**		**578**	**23 7 292**
CD	48	48	41	4 437 000	89	4 738 716 000
CB	91	91	398	3 132 000	489	18 378 576 000
Agents de Collaboration	**2**	**2**	**418**		**73**	**32 68 322**
ATA1	164	164	418	2 414 250	582	16 861 122 000
ATA2	538	538		2 250 000	439	11 853 000 000
AGA1	419	419		2 175 000	152	3 967 200 000
Agents d'exécution	**281**	**281**	**43**		**179**	**3 73 968 8**
AGA2	217	217		1 696 500	80	1 628 640 000
AA1	64	64		1 500 750	56	1 008 504 000
AA2			1	1 252 800	1	15 033 600
Huissier			42	1 035 300	42	521 791 200
Sous-Total II	**57**	**57**	**905**		**964**	**6 328 254 8**
Total Général (I+II)						**69 62 829 74**

B. Personnel des Etablissements

B.1. Personnel académique et scientifique

Grade	Emplois				Projection	
	2025	2026(1er trimestre)	Evolution pour 2026	Barème	Emplois 2027	Crédits de masse salariale 2027
I. Traitement de Base						
Hauts Fonctionnaires	**937**	**937**	**241**		**78**	**5 724 22 848**
PE	194	194	26	415 439	220	1 096 758 960
PO	344	344	96	402 528	440	2 125 347 840
P	399	399	119	402 528	518	2 502 114 048
Cadres Supérieurs	**7 82**	**7 82**	**6 339**		**4 6**	**64 7 56 664**
PA	2 430	2 430	2 394	386 238	4 824	22 358 545 344
CT	5 391	5 391	3 945	371 760	9 336	41 649 016 320
Agents de Collaboration	**6 98**	**6 98**	**29 9 9**		**36 7**	**52 34 79 88**
ASS2	1 980	1 980	3 122	353 960	5 102	21 670 847 040
ASS1	4 218	4 218	26 797	350 538	31 015	130 463 232 840
Agents d'exécution	**815**	**815**	**3 67**		**3 882**	**5 89 332 688**
CPP2	278	278	362	346 760	640	2 663 116 800
CPP1	537	537	2 705	340 022	3 242	13 228 215 888
Sous-Total I	**5 77**	**5 77**	**39 566**	0	**55 337**	**237 757 95 8**
II Primes permanentes						
Hauts Fonctionnaires	**85**	**85**	**93**		**78**	**69 454 32 4**
PE	220	220	0	6 828 534	220	18 027 329 760
PO	399	399	41	4 552 356	440	24 036 439 680
P	466	466	52	4 406 429	518	27 390 362 664
Cadres Supérieurs	**2 3 5**	**2 3 5**	**855**		**4 6**	**386 426 28 896**
PA	4 446	4 446	378	4 323 992	4 824	250 307 248 896
CT	7 859	7 859	1 477	1 215 000	9 336	136 118 880 000
Agents de Collaboration	**4 4**	**4 4**	**2 7 7**		**36 7**	**282 459 32 329**
ASS2	3 283	3 283	1 819	727 174	5 102	44 520 513 221
ASS1	11 117	11 117	19 898	639 311	31 015	237 938 619 108
Agents d'exécution	**885**	**885**	**997**		**3 882**	**24 772 734 523**
CPP2	454	454	186	537 777	640	4 130 124 288
CPP1	1 431	1 431	1 811	530 604	3 242	20 642 610 235
Sous-Total II	**29 675**	**29 675**	**25 662**		**55 337**	**763 2 27 852**
Total Général (I+II)						**869 322 932**

B.2. Personnel administratif, Technique et Ouvrier

Grade	Emplois					
	2025	2026(1er trimestre)	Evolution pour 2026	Barème	Emplois 2027	Crédits de masse salariale 2027
I. Traitement de Base						
Hauts Fonctionnaires	444	444	95		539	7 433 887 4
DCS	620	620	40	4 2 528	660	3 88 2 76
Directeur	824	824	55	4 2 528	879	4 245 865 344
Cadres Supérieurs	4 22	4 22	616		4 738	2 4 636 9 2
CD	1 421	1 421	161	386 238	582	7 332 342 92
CB	2 701	2 701	455	37 76	3 56	4 79 294 72
Agents de Collaboration	4 6 8	4 6 8	34 427		49 45	99 74 279 2
ATA1 (ATB1)	5 761	5 761	10 072	353 96	5 833	67 25 984 6
ATA2 (ATB2)	4 699	4 699	11 112	34 22	5 8	64 5 3 54 4
AGA1 (AGB1)	4 158	4 158	13 243	325 538	7 4	67 976 24 856
Agents d'exécution	2 6	2 6	7 696		297	39 849 699 36
AGA2 (AGB2)	2 122	2 122	6 466	325	8 588	33 493 2
AA1	84	84	547	3 5 22	631	2 385 346 584
AA2	302	302	330	3 2 644	632	2 37 92 96
Huissier	93	93	353	298 965	446	6 6 68
Sous-Total I	22 785	22 785	42 834		65 6 9	268 435 5 2 496
II Primes permanentes						
Hauts Fonctionnaires	434	434	105		539	8 47 2 2
DCS	629	629	31	734 993	660	5 82 44 56
Directeur	805	805	74	4 3 899	879	4 26 326 652
Cadres Supérieurs	4 73	4 73	565		4 738	9 2 7 34 952
CD	1 434	1 434	148	377 225	582	7 6 239 4
CB	2 739	2 739	417	3 8 66	3 56	2 45 795 552
Agents de Collaboration	2 24	2 24	28 8 4		49 45	66 228 8 8 352
ATA1 (ATB1)	7 408	7 408	8 425	288 644	5 833	54 84 2 5 424
ATA2 (ATB2)	6 203	6 203	9 608	28 33	5 8	53 32 953 56
AGA1 (AGB1)	6 630	6 630	10 771	278 8	7 4	58 66 649 772
Agents d'exécution	4 484	4 484	5 8 3		297	33 477 7 34
AGA2 (AGB2)	3 681	3 681	4 907	272 24	8 588	28 33 7 5 344
AA1	154	154	477	269 773	631	2 42 72 56
AA2	425	425	207	267 8 2	632	2 3 86 2 8
Huissier	224	224	222	256 6	446	37 97 632
Sous-Total II	3 332	3 332	35 287		65 6 9	228 995 24 856
Total Général (I+II)						497 43 527 352

II. PRESENTATION DU PROGRAMME

2.1. PROGRAMME 1 : 067 Administration Générale de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations

Nom du Responsable du programme : LOSYO IMONANO Pacifique

Fonction : Secrétaire Général de l'ESU

2.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

	PERIMETRES	
	Services normatifs	**Opérateur**
PROGRAMME 1	Cabinet du Ministre, Secrétariats Généraux/ESURSI/, Ressources Humaines, Administrative et Financière, Etude et Planification, Coopération Universitaire, Activités Culturelles, Artistiques et Artisanales, Activités Physiques et Sports Universitaires, Police Universitaire, Direction des Services Généraux (DSG), Direction de la Coopération Scientifique, Direction du Corps des Inspecteurs (DCI) et Cellule de Gestion des projets et des Marchés Publics(CGPMP) et le Conseil Scientifique National	Agence Nationale d'Assurance-Qualité

2.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

- Ce programme vise le **renforcement des capacités de gestion et du pilotage du Ministère de l'ESURSI**. La SSEF 2016-2025 souligne, particulièrement pour l'Enseignement Supérieur et Universitaire, une crise de gouvernance qui constitue l'un des goulots d'étranglement du développement de ce sous-secteur du système éducatif congolais, et cela tant au niveau de l'administration centrale qu'au niveau des EESU. Cette crise est la conséquence d'une gestion inefficace qui a notamment occasionné la prolifération des EESU parmi lesquels certains sont non viables, c'est-à-dire ne répondant pas aux conditions minimales exigées d'un EESU. La réussite des réformes envisagées dans ce sous-secteur, notamment l'arrimage au système LMD est tributaire de la gestion et du pilotage efficace, flexible et transparent de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. En effet, le système LMD préconise non seulement d'enseigner et d'évaluer autrement, mais aussi de gérer et piloter autrement. C'est ainsi que le Gouvernement, dans la SSEF a consacré tout un axe stratégique qui consiste à améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur éducatif en général et de l'Enseignement Supérieur et Universitaire en particulier. Cette orientation vient d'être renforcée par la nouvelle structure organique du Secrétariat Général de l'ESU.

- Quant au sous-secteur de la Recherche Scientifique et Innovation, La faible gouvernance du sous-secteur due à l'obsolescence de l'ordonnance 82 -040 de 1982, texte de création du Ministère de la Recherche Scientifique et technique, vieux de 44 ans, et suite à l'évolution de la science, de la technologie et d'innovation nécessite sa révision.

Il y a aussi nécessité de la révision de la politique scientifique validée en octobre 2021 en vue de la prise en compte du mandat de l'innovation en faveur de la formulation de la politique de la recherche scientifique et innovation

Dans ce contexte, qu'une réforme avait été enclenchée sur le projet de loi portant Principes

fondamentaux de la Recherche Scientifique et Technique qui conduira à la rénovation du cadre légal et règlementaire.
Pour faire face aux défis actuels, le programme vise le renforcement des capacités institutionnelles et le pilotage efficace et efficient du secteur.

2.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.1.3.1. Objectifs du programme

- Renforcer le pilotage de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations ;
- Renforcer la coordination administrative de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;
- Renforcer la coordination administrative de la Recherche Scientifique et Innovations.

2.1.3.2. Cadre des performances

Tableau N°07 : Cadre de performance des objectifs du programme.

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS (ESURSI)													
Code	**Programmes et actions**	**Objectifs des programmes / actions**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
P1	**Administration Générale de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations**	**Renforcer le pilotage la coordination administrative de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations**	**Taux d'établissements publics et privés agréés répondant aux normes nationales de viabilité**	**%**	2023	29	33	37	54	59	72	76	**Secrétariat Général**
			Source : Secrétariat Général										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU publics et privés agrées viables / Nombre total d'EESU évalues) ×100										
			Commentaire : Cet indicateur mesure l'efficacité de la régulation sectorielle par rapport aux critères du décret n°15/040 du 14 décembre 2015. Il permet de suivre l'assainissement progressif du paysage de l'Enseignement Supérieur à travers une cartographie d'établissements viables.										
			Taux de conformité des structures organiques des EESU aux normes nationales.	**%**	2023	1	1	1	6	50	90	96	**Direction des Ressources Humaines**
			Source : Direction des Ressources Humaines										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU dont les organigrammes respectent les normes / Nombre total d'EESU évalues lors des contrôles) ×100										
			Commentaire : Un organigramme conforme garantit la stabilité institutionnelle, rationalise la masse salariale publique et améliore la redevabilité administrative, des piliers essentiels pour la gouvernance universitaire.										
			Taux d'amélioration de la Dépense Intérieure de la Recherche et Développement.	**%**	2023	0.43	-	9.30	8.51	1.96	19.23	19.35	**SG**
			Source : Secrétariat Général / Direction de la Recherche										
			Mode de calcul : [(DIRD en %du PIBn−DIRD en %du PIBn−1)/(DIRD en %du PIBn−1)]×100										
			Commentaire : Reflète l'effort macro-budgétaire national consacré à l'innovation, aligné sur les indicateurs de compétitivité et de croissance inclusive soutenus par les partenaires techniques et financiers										
A1.1	Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement Supérieur et	Doter l'Enseignement Supérieur, Universitaire Recherche scientifique et Innovations des textes	Pourcentage des dispositifs règlementaires élaborés et appliqués	%	2023	33	33	33	44	85	100	100	**Direction Administrative et Financière**
			Source : Direction Administrative et Financière										
			Mode de calcul : (Nombre de dispositifs réglementaires appliqués / Nombre total prévu par la Loi−Cadre n°14/004)×100										
			Commentaire : Permet d'évaluer la traduction concrète des orientations législatives en décrets d'application opérationnels, garantissant ainsi la sécurité juridique du secteur.										

	Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations	légaux et règlementaires adéquats										
A1.2	Coordination Administrative l'Enseignement Supérieur et Universitaire	Renforcer la coordination administrative de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	Pourcentage d'EESU publics ayant subi le contrôle de gestion.	%	2022	3	3	5	9	25	42	100	**Secrétariat Général**
			Source : Secrétariat Général										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU publics audités / Nombre total d'EESU publics fonctionnels) ×100										
			Commentaire : Outil central d'audit interne, de redevabilité financière et de lutte contre l'inefficacité allocative dans la gestion des deniers publics.										
			Pourcentage d'Etablissements utilisant le portail numérique de l'ESU	%	2026				7,5	50	80	100	**Archives et NTIC**
			Source : Archives et NTIC										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU utilisant activement la solution numérique / Nombre total d'EESU cibles)×100										
			Commentaire : Mesure l'appropriation effective de la transition numérique, indispensable à la fiabilité des flux d'information et à la modernisation administrative.										
			Annuaire statistique national de l'ESURSI	Oui/Non		-	-	-	1	1	1	1	**DEP**
			Source : Direction des Études et Planification (DEP)										
			Mode de calcul : Validation du rapport annuel consolidé basé sur des données collectées et vérifiées.										
			Commentaire : L'annuaire est le socle de toute planification fondée sur des données probantes.										
			Carte universitaire nationale	Oui/Non		-	-	-	1	1	1	1	**DEP/DANTIC**
			Source : DEP/DANTIC										
			Mode de calcul : (Nombre de provinces dotées d'une carte validée / Nombre total de provinces) ×100										
			Commentaire : Permet une décentralisation rationnelle et une répartition équitable des infrastructures universitaires en fonction des besoins socio-économiques régionaux										
A1.3	Coordination Administrative Recherche Scientifique et Innovations	Renforcer la coordination administrative de la Recherche Scientifique et Innovations	Proportion de rapports de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la lettre de mission 2024-2028 (feuille de route) produit et diffusé dans le délai prévu.	%	2023	ND	ND	8	18	35	50	75	**DEP**
			Source : DEP										
			Mode de calcul : Nombre de rapports produits et diffusés dans le délai prévu / Nombre total de rapports prévus sur la période) × 100										

			Commentaire : cette progression favorisera une gestion axée sur les résultats en assurant la disponibilité d'informations opportunes pour la prise de décision										
			Taux de couverture des Centres et Instituts de recherche par des missions audits et contrôle.	%	2023	5,7	8,5	11,4	22,8	25,7	28,5	31,4	**DCI**
			Source : DCI										
			Mode de calcul : (Nombre de Centres et Instituts audites ou contrôlés / le nombre total de Centres et Instituts de recherche concernés × 100										
			Commentaire ce taux faible révèle une insuffisance des ressources, des contraintes logistiques ou un retard dans l'exécution du budget alloué au secteur										
A1.4	Gestion des ressources de la recherche (Humaines, matérielles et Financières)	Améliorer les ressources	Taux du personnel administratif formé.	%	2023	5.7	6.8	11,9					**DSG**
			Source : DSG										
			Mode de calcul : Nombre de personnels administratifs formés sur Nombre total de personnels administratifs X 100										
			Commentaire : Un taux élevé traduit un bon niveau de renforcement des capacités du personnel administratif et un investissement dans le développement des compétences										
			Taux de structures de recherche bénéficiaires des infrastructures modernisées.	%	2023		6	9	13	30	45	50	**DSG**
			Source : DSG										
			Mode de calcul : (Nombre de Centres et Instituts ayant bénéficie´ d'infrastructures modernisées / le nombre total de Centres et Instituts de recherche × 100										
			Commentaire : Les objectifs tiennent compte du programme d'investissements destiné à améliorer progressivement les infrastructures et les équipements scientifiques des structures de recherche										
			Taux d'engagement budgétaire.	%	2023		30	100		100	100	100	**DSG**
			Source : DSG										
			Mode de calcul : Montant total des crédits engagés sur Montant total des crédits alloués X 100										
			Commentaire : Le maintien d'un taux élevé d'engagement budgétaire garantit une meilleure exécution des crédits alloués et une mise en œuvre efficace des activités programmées										
A1.5	Planification, programmation et suivi-évaluation	Renforcer la planification, la programmation et le suivi évaluation du sous-secteur	Nombre de documents de planification élaborés et validés.	Nombre	2023	3	3	5	5	6	7	8	**DEP**
			Source : DEP										
			Mode de calcul : Comptage des documents de planification élaborés et ayant fait l'objet d'une validation officielle durant la période de référence										
			Commentaire : Les cibles traduisent le renforcement progressif des outils de planification nécessaires à une programmation cohérente des interventions du sous-secteur										

			Proportion de rapports de suivi et d'évaluation produit et diffusé dans le délai	%	2023		8	18	35	50	75		**DEP**
			Source : DEP										
			Mode de calcul : Nombre de rapports de suivi et évaluation produit et diffusé dans le délai sur le nombre total de rapports de suivi et évaluation prévus										
			Commentaire : Les objectifs visent à institutionnaliser un dispositif de suivi régulier permettant d'améliorer la qualité du pilotage et de la prise de décision										
			Taux de mise en œuvre des actions de la feuille de route 2024-2028 du sous-secteur de la Recherche Scientifique et Innovations	%	2023		28	37	44	58	75	100	**DEP**
			Source : DEP										
			Mode de calcul : Nombre d'actions entièrement réalisées / Nombre total des actions programmées X100										
			Commentaire : L'évolution du taux de 2024 à 2029 permet d'apprécier la progression dans la réalisation de la feuille de route										
A1.6	Action 3 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Objectif opérationnel 3. Mettre en place un système d'information statistique STI	Fréquence d'enquêtes pour la mise à jour des données	Nombre	2023		1	0	2	2	3	4	**DEP**
			Source : DEP										
			Mode de calcul : Nombre total d'enquêtes réalisées par an										
			Commentaire : Les cibles traduisent la volonté d'assurer une collecte régulière des données afin de disposer d'informations statistiques actualisées et fiables										
			Nombre de supports de conservation des données STI (banque des données et annuaire statistique STI)	%	2023	0	0	0	1	2	3	4	**DEP**
			Source : DEP										
			Mode de calcul : Comptage de de supports de conservation des données STI (banque des données et annuaire statistique STI)										
			Commentaire : La progression retenue accompagne la mise en place graduelle d'un système intégré de gestion, de conservation et de diffusion des données du sous-secteur de la recherche scientifique et de l'innovation.										

Présentation des actions du programme

Action 0671 : Pilotage de la stratégie Ministérielle de l'Enseignement Supérieur, Universitaire, Recherche Scientifique et Innovations ;
Action 0672 : Coordination Administrative de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ;
Action 0673 : Coordination Administrative de la Recherche Scientifique et Innovations ;

2.1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME 1

2.1.4.1. Présentation des crédits du programme par rubriques budgétaire

Tableau N°08 : Evolution des crédits du programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2023		REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projection		
Fonctionnement des Ministères	26 692 665 721	8 545 604 647	57 912 649 931	1 862 984 295	66 643 663 876	1 515 502 090	46 184 580 363	300 000 000	44 333 973 275	47 155 380 242	48 098 487 847
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 091 061 135	2 804 415 547	13 931 603 216	305 661 750	2 481 118 537	-	1 064 926 233	-	2 180 416 697	992 538 972	959 467 824
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-	-			-	-
Contrepartie des Projets	-	-	1 842 110 250	-	1 842 110 250	-	958 262 857	-	4 124 539 941	1 090 963 097	1 167 330 514
Bourse d'études	-	-		-	-	-			33 442 550 711	-	-
Investissements sur Ressources Propres	-	-		-	-	-	-		44 481 628 601	-	-
Rémunérations	29 389 602 204	30 682 610 934	428 149 848 988	64 391 301 639	65 670 757 050	64 238 528 557	69 539 847 412	51 923 564 943	115 709 765 166	80 053 780 619	80 205 374 970
Mise à la Retraite	7 260 667 968	7 498 190 942									

Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	13 485 244 073	-	3 225 074 937	-	3 225 074 937	-	-	3 885 518 325	4 341 732 141
TOTAL	**69 433 997 028**	**49 530 822 070**	**515 321 456 458**	**66 559 947 684**	**139 862 724 650**	**65 754 030 647**	**120 972 691 802**	**52 223 564 943**	**244 272 874 39 1**	**133 178 181 255**	**134 772 393 296**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projection		
1	**671**	**Pilotage de la stratégie ministérielle de l'Enseignement Supérieur et Universitaire**	3 222 521 486	1 843 984 295	3 121 433 707	675 000 000	2 261 041 284	1 130 520 642	2 347 882 039	2 308 568 372	2 354 739 739
2	**672**	**Coordination Administrative l'Enseignement Supérieur et Universitaire**	62 961 742 597	64 715 963 389	88 074 476 598	65 079 030 647	76 397 842 202	-	226 962 029 272	83 232 250 460	87 381 440 136
3	**712**	**Coordination Administrative de la Recherche Scientifique et Innovations**	449 137 192 375	0	48666814345	0	42313808316	0	14 962 963 080	47637362424	45036213420
Total			**515 321 456 458**	**66 559 947 684**	**139 862 724 650**	**65 754 030 647**	**120 972 691 802**	**1 130 520 642**	**244 272 874 39**	**133 178 181 255**	**134 772 393 296**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.6. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

Agence Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ANAQ-ESU)

L'Agence Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ANAQ-ESU) est née de la volonté de moderniser le système d'enseignement supérieur en République Démocratique du Congo et de l'aligner sur les standards africains et internationaux. Sa création répond aux nombreux défis identifiés dans le secteur, notamment la prolifération d'établissements non viables, les faiblesses de gouvernance, l'insuffisance de la recherche, l'inadéquation entre la formation et l'emploi ainsi que le faible recours aux technologies numériques. À la suite de plusieurs réformes engagées depuis 2010, l'ANAQ-ESU a été instituée par le Décret n°18/003 du 28 février 2018 et officiellement installée en 2021 comme établissement public doté d'une autonomie technique et financière. Elle constitue l'instrument national de promotion de la qualité dans l'enseignement supérieur congolais.

Conformément à son mandat, l'ANAQ-ESU est chargée de définir les normes et standards de qualité, d'évaluer et d'accréditer les établissements et les programmes de formation, d'accompagner les universités dans leurs démarches d'assurance qualité et de renforcer les capacités des acteurs du secteur. Elle collabore avec les organismes nationaux, régionaux et internationaux afin de favoriser la reconnaissance des diplômes, la mobilité académique et l'amélioration continue des performances des établissements. Sa vision est de faire de l'assurance qualité un levier de transformation de l'enseignement supérieur en renforçant la gouvernance, la qualité de la formation, la recherche scientifique et les services à la société, tout en positionnant la RDC parmi les systèmes universitaires compétitifs en Afrique et dans le monde.

2.2. PROGRAMME 2 (068) : Enseignement Supérieur et Universitaire

Nom du Responsable du programme : BOKOMBE BOALA Freddy

Fonction : Directeur-chef de services académiques

2.2.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

	PERIMETRES	
	Services normatifs	Opérateur
PROGRAMME 2	Direction des Services Académiques, Direction de l'Enseignement Supérieur et Universitaire Privé, Direction de l'Enseignement Ouvert et à Distance, Direction d'Archives et de Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	Agence Nationale d'Assurance-Qualité

2.2.2. LA STRATEGIE DU PROGRAMME

Au regard du diagnostic du sous-secteur de l'ESU présenté ci-haut, il se dégage les principaux défis suivants pour le Ministère : (i) la rationalisation de l'offre de l'enseignement ; (ii) la couverture du déficit en infrastructures, équipements et matériels didactiques ; (iii) la consolidation de l'arrimage au système Licence-Maitrise-Doctorat (LMD) (iv) le renouvellement des ressources professorales pouvant assurer la relève académique ; (v) l'amélioration du profil de professionnalité des diplômés ; (vi) la revitalisation de la recherche scientifique universitaire ; (vii) le renforcement de la résilience du système en cas des situations d'urgence et des crises et (viii) la numérisation de l'enseignement supérieur et universitaire.

Face à ces défis, le programme compte engager des actions multiformes visant à améliorer le système de l'ESU congolais afin de proposer une nouvelle organisation du système. Dans cette optique, quatre objectifs stratégiques suivants ont été fixés : (i) Consolider le système LMD, (ii) Promouvoir l'Assurance-Qualité, (iii) Développer les infrastructures des EESU et (IV) Numériser l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

2.2.3. LES OBJECTIFS DU PROGRAMME ET LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

a) Objectif du programme

L'objectif du programme est de mettre en place un système éducatif du supérieur performant et inclusif.

DEUXIEME PROGRAMME : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE													
Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance		Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
			programmes et actions	unité de mesure	Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
P2	Enseignement Supérieur et Universitaire	Mettre en place un système éducatif du supérieur performant et inclusif	Taux des EESU appliquant le système LMD dans toute sa complétude	%	2023				5	10	18	32	Direction d'Etudes et Planification
			Source : Direction d'Etudes et Planification										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU appliquant le système LMD dans toute sa complétude / Nombre total d'EESU) × 100										
			Commentaire : Cet indicateur montre la vitesse de généralisation du système LMD. Les faibles valeurs initiales (5% en 2026) traduisent une phase pilote, mais la montée progressive vers 32% en 2029 reflète un effort de diffusion et d'appropriation institutionnelle.										
			Indice de parité de genre	Ratio	2023	0,61	0,62	0,65	0,67	0,69	0,77	0,80	Direction d'Etudes et Planification
			Source : Direction d'Etudes et Planification										
			Mode de calcul : Nombre d'étudiantes / Nombre d'étudiants										
			Commentaire : L'Indice de Parité de genre dans l'accès à l'Enseignement Supérieur et universitaire connait une évolution progressive favorable, passant de 0,61 en 2023 à 0,67 en 2026, traduisant une amélioration de la représentation des femmes parmi les étudiants. Cette tendance devrait se poursuivre avec des cibles de 0,69 en 2027, 0,77 en 2028 et 0, 80 en 2029, témoignant des efforts engagés en faveur de l'équité d'accès entre les femmes et les hommes. Malgré cette progression, l'Indice demeure inférieur à 1, ce qui indique que la parité complète n'est encore atteinte et nécessite la poursuite des actions fixant à favoriser l'accès et le maintien de jeunes femmes dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire.										
A2.1	Consolidation du système LMD	Consolider le système LMD dans les EESU	Nombre des descripteurs d'Unités d'Enseignement des niveaux Licence et Maîtrise élaborés dans les 8 domaines de formation	Nombre	2023	1345	1345	4231	7945	15890	15890	16000	Direction de Services Académiques et Enseignement Supérieur et Universitaire Privé
			Source : Direction de Services Académiques et Enseignement Supérieur et Universitaire Privé										
			Mode de calcul : Comptage des UE formalisées dans les 8 domaines										

			Commentaire : L'évolution des cibles traduit la poursuite de l'élaboration des descripteurs conformément au référentiel LMD. Leur généralisation garantira l'harmonisation des curricula et facilitera l'évaluation des programmes de formation.									
			Pourcentage d'enseignants formés aux approches pédagogiques innovantes et à l'évaluation selon le système LMD	%	2023	8	10	35	35	42	65	75	Direction de Services Académiques et Enseignement Supérieur et Universitaire Privé
			Source : Direction de Services Académiques et Enseignement Supérieur et Universitaire Privé									
			Mode de calcul : (Nombre d'enseignants formés aux approches pédagogiques innovantes et à l'évaluation selon le système LMD / Nombre total d'enseignants) × 100									
			Commentaire : L'augmentation progressive des cibles accompagne le renforcement des capacités pédagogiques des enseignants. Elle favorisera une meilleure appropriation des méthodes d'enseignement centrées sur les compétences.									
			Pourcentage des gestionnaires des EESU publics formés aux techniques modernes de gouvernance	%	2023	9	17	25	25	33	45	58	Direction de Ressources Humaines, Administratives et Financières
			Source : Direction de Services Académiques et Enseignement Supérieur et Universitaire Privé									
			Mode de calcul : (Nombre de gestionnaires formés aux techniques modernes de gouvernance / Nombre total de gestionnaires) × 100.									
			Commentaire : L'évolution de 25% en 2025 à 58% en 2029 traduit l'amélioration progressivement des compétences des responsables des établissements en matière de gestion stratégique, gestion de scolarité et gestion des évaluations sous le système LMD.									
A2.2	Promotion de l'Assurance-Qualité	Promouvoir l'Assurance - Qualité dans les EESU	Pourcentage d'Établissements ayant réalisé une auto-évaluation institutionnelle au moyen du référentiel de l'ANAQ	%	2023	1	5	28	28	37	42	47	ANAQ
			Source : ANAQ									
			Mode de calcul : (Nombre d'établissements ayant produit un rapport d'auto-évaluation institutionnelle au moyen du référentiel de l'ANAQ / Nombre total d'EESU) × 100									
			Commentaire : La croissance de 28% en 2025 à 47% en 2029 montre l'appropriation progressive du référentiel ANAQ par les EESU. Les cibles reflètent l'extension progressive du processus d'auto-évaluation dans les établissements. Cette démarche permettra d'identifier les insuffisances et d'améliorer durablement les performances institutionnelles.									

			Pourcentage d'universités publiques évaluées par une Agence d'Assurance-Qualité externe	%	2023	0	7	12	12	21	29	38	ANAQ
			Source : ANAQ										
			Mode de calcul : (Nombre d'universités évaluées par une Agence d'Assurance-Qualité externe / Nombre total d'universités publics) × 100										
			Commentaire: Le passage de 12% en 2025 à 38% en 2029 traduit l'ouverture à la certification externe, gage de crédibilité internationale										
A2.3	Développement des infrastructures des EESU et Amélioration des plateaux techniques de laboratoires et ateliers	Doter les EESU des infrastructures et Améliorer leurs plateaux techniques des laboratoires et ateliers	Pourcentage d'EESU disposant des infrastructures viables	%	2023	29	33	37	54	59	62	70	Direction du Patrimoine et Infrastructures
			Source : Direction du Patrimoine et Infrastructures										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU avec infrastructures viables / Nombre total d'EESU) × 100										
			Commentaire: L'évolution de 37% en 2025 à 70% en 2029 illustre un effort soutenu de réhabilitation et de construction. Les cibles tiennent compte du programme du Gouvernement sur la construction et la réhabilitation des infrastructures universitaires afin d'améliorer les conditions d'apprentissage (Présidence).										
			Pourcentage d'EESU disposant des plateaux techniques de laboratoires et ateliers mis aux normes	%	2023	29	33	37	54	59	62	65	Direction du Patrimoine et Infrastructures
			Source : Direction du Patrimoine et Infrastructures										
			Mode de calcul : (Nombre d'EESU disposant des plateaux techniques de laboratoires et ateliers mis aux normes / Nombre total d'EESU) × 100.										
			Commentaire : La progression de la valeur de cet indicateur vers 65% en 2029 traduit la modernisation scientifique et technique, indispensable pour la formation pratique et la recherche.										

A2.4	Numérisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	Numériser l'Enseignement Supérieur et Universitaire	Pourcentage d'Etablissements publics connectés à la fibre optique nationale	%	2023	0,9	0,9	0,9	2,4	3,2	4,2	5	Direction Enseignement Ouvert et à Distance
			Source : Direction Enseignement Ouvert et à Distance										
			Mode de calcul : (Nombre d'établissements publics connectés à la fibre optique nationale / Nombre total d'établissements publics) × 100.										
			Commentaire : Le faible pourcentage (0,9%) enregistré en 2025 montre qu'à ce jour que seul un nombre réduit des EESU sont connecte à la fibre optique nationale. L'évolution des cibles reflète le déploiement progressif des infrastructures numériques dans les établissements publics. Cette connexion favorisera le développement de l'enseignement numérique et de la recherche collaborative.										

			Pourcentage d'Etablissements publics disposant d'un écosystème numérique	%	2023	4,2	4,2	4,2	6	6,8	7,7	8	Direction d'Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication
			Source : Direction d'Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication										
			Mode de calcul : (Nombre d'établissements publics disposant d'un écosystème numérique / Nombre total d'établissements publics) × 100										
			Commentaire : L'évolution de 4,2% en 2025 à 8% en 2029 traduit une mise en place graduelle d'outils numériques (archives, plateformes pédagogiques, TIC).										

2.2.4. L'évolution des crédits du programme

2.2.4.1. Evolution des crédits du programme par Rubrique Budgétaire

Tableau Evolution des crédits du programme par Rubrique Budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2023		REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projection		
Fonctionnement des Ministères	1 625 190 794	-	1 625 190 794	-	2 315 783 549	-	1 718 852 642	-	1 036 491 386	1 754 982 925	1 790 082 583
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	23 347 483 219	12 325 020 461	9 500 000 000	6 720 958 045	1 763 512 005	10 969 744 671	1 322 000 828	4 655 351 283	1 490 904 938	1 232 139 187	1 191 084 620
Contrepartie des Projets	1 666 720 000	-	833 360 000	-	1 000 000 000	-	1 530 292 465	-		1 742 207 366	1 864 161 881
Bourse d'études	10 000 000 000	473 958 199	6 666 666 667	140 959 214	29 500 000 000	24 590 976 700	31 565 000 000	-		28 842 550 711	29 314 920 144
Investissements sur Ressources Propres	43 548 705 746	12 894 200 057	5 000 000 000	-	5 183 276 820	2 957 413 384	21 068 023 834	-		26 545 710 031	21 896 489 729
Rémunérations	422 618 880 422	467 049 673 920	505 553 970 152	558 909 939 658	652 462 609 329	713 007 362 278	865 356 654 452	373 749 214 314	630 506 195 847	968 054 339 416	1 027 572 755 095
Mise à la Retraite	6 067 544 704	-	7 348 027 763	80 000 000	6 348 027 763	65 904 182	2 824 278 737	-		2 935 196 142	2 622 952 816
Subventions aux organismes auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-	-	4 662 911 949		
TOTAL	508 874 524 885	492 742 852 637	536 527 215 376	565 851 856 917	698 573 209 466	751 591 401 215	925 385 102 958	378 404 565 597	637 696 504 120	1 031 107 125 778	1 086 252 446 868

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.4. Présentation des crédits par action du programme

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projection		
1	681	Consolidation du système LMD	522 604 732 737	565 771 856 917	685 020 217 252	748 568 083 649	899 187 945 086		629 913 612 283	999 093 168 092	1 059 062 181 413
2	682	Promotion de l'Assurance-Qualité	7 348 027 763	80 000 000	6 348 027 763	65 904 182	2 824 278 737	4 002 414 000	7 195 924 016	2 935 196 142	2 622 952 816
3	683	Développement des infrastructures des EESU et Amélioration des plateaux techniques de laboratoires et ateliers	6 061 145 342	-	6 461 062 162	2 957 413 384	22 834 026 176	0	357 118 234	28 528 581 896	24 006 129 399
4	684	Numérisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire	513 309 534	-	743 902 289	-	538 852 959	378 404 565 597	229 849 587	550 179 648	561 183 241
Total			**536 527 215 376**	**565 851 856 917**	**698 573 209 466**	**751 591 401 215**	**925 385 102 958**	**382 4 6 979 597**	**637 696 5 4 2**	**1 031 107 125 778**	**1 086 252 446 868**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3. PROGRAMME 3 : Recherche et Développement Expérimental

Nom du Responsable du programme : NGOLOMINGI NZOLE

Fonction : Directeur de la Coordination de la Recherche

2.3.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

	PERIMETRES	
	Services normatifs	Opérateur
PROGRAMME 072	Direction de la Coordination de la Recherche (DCR), Direction de la Valorisation des Résultats de Recherche (DVRR), Direction de la Recherche Universitaire	

2.3.2. LA STRATEGIE DU PROGRAMME

En RDC, l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) demeure insuffisamment appréhendée par la population en général. Les chercheurs congolais font face à de multiples difficultés, notamment les difficultés d'accès à des revues scientifiques de renommée internationale, l'insuffisance de revues scientifiques nationales, ainsi que le manque de mécanismes efficaces de diffusion des résultats de recherche. De ce fait, les connaissances produites restent peu connues et insuffisamment exploitées par leurs utilisateurs potentiels, limitant ainsi leur impact sur le développement du pays.

Par ailleurs, les activités de recherche en RDC sont souvent menées de manière disparate entrainant la dilution d'effort suite à une faible coordination. A cela s'ajoute un défi majeur : la plupart des travaux de recherche ne répondent pas aux priorités nationales de développement. Pour remédier à cette situation, il est important d'encourager la collaboration scientifique et de promouvoir la science, la technologie et l'innovation, de programmer la recherche dans les domaines prioritaires de la vie et d'en assurer une coordination efficace, afin d'en faire un véritable levier de développement socio-économique durable.

Ce programme consiste à relever le niveau, à promouvoir l'avancement de la science, la technologie et l'innovation pour en faire un outil de développement socio-économique durable pour l'émergence de la RDC.

Il consiste également à organiser des études, des activités de Recherche- Développement (R-D) ainsi que des Innovations au sein des institutions de Recherche Publiques, des Universités Publiques, des Privés sans but lucratif et des entreprises dans les différents domaines scientifiques en vue de produire des résultats.

Néanmoins, il est impérieux d'instaurer un dispositif légal de protection des chercheurs, inventeurs et innovateurs ainsi que de leurs résultats. A cet effet, ce programme prend en compte l'enregistrement, la certification, la publication des résultats de recherche et la promotion de ces derniers en vue de l'exploitation par les utilisateurs potentiels.

Enfin, ce programme prend en compte la coordination de tous les acteurs, les parties prenantes du système national de la science, la technologie et l'innovation (STI).

2.3.3. Les objectifs du programme et les indicateurs de performance

2.3.3.1. Objectif du programme :

Contribuer à la résolution des problèmes socio-économiques et environnementaux

2.3.3.2. Cadre de Performance

<table>
<tr><td colspan="5">TROISIEME PROGRAMME : Recherche et Développement Expérimental</td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="2">Code</td><td rowspan="2">Programmes et actions</td><td rowspan="2">Objectifs des programmes / actions</td><td>Indicateur de performance</td><td></td><td colspan="2">Référence</td><td colspan="2">Réalisation</td><td>Estimation</td><td colspan="3">Cibles prévues</td><td rowspan="2">Structure responsable</td></tr>
<tr><td>programmes et actions</td><td>unité de mesure</td><td>Année</td><td>Valeur</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026</td><td>2027</td><td>2028</td><td>2029</td></tr>
<tr><td rowspan="5">P3</td><td rowspan="5">Recherche et Développement Expérimental</td><td rowspan="5">Contribuer à la résolution des problèmes socio-économiques, et environnementaux</td><td>Proportion de résultats des recherches en rapport avec les domaines prioritaires de développement dans les recherches enregistrées</td><td>%</td><td>2023</td><td>8,3</td><td>8,3</td><td>8,3</td><td>16,6</td><td>33,20</td><td>64</td><td>78</td><td>DCR, DRSU et FNRSIT</td></tr>
<tr><td colspan="11">Source : DCR, DRSU et FNRSIT</td></tr>
<tr><td colspan="11">Mode de calcul : Nombre de résultats de recherche en rapport avec les domaines prioritaires /Nombre Total de Résultats de recherche enregistrées dans l’année X100</td></tr>
<tr><td colspan="11">Commentaires : Cette évolution montre une progression globale positive, mais irrégulière de la proposition des résultats de recherche orientés vers les domaines prioritaires de développement. Entre 2023 et 2025, l’indicateur reste stable à 8,3%, ce qui traduit une faible évolution de la prise en compte des priorités de développement dans les recherches enregistrées. A partir de 2026, la progression enregistrée s’explique principalement par les actions de sensibilisation menées auprès des chercheurs, afin de les encourager à orienter leurs travaux vers les domaines prioritaires définis par le Gouvernement.</td></tr>
<tr><td>Nombre de start-ups créées grâce à l’exploitation des résultats de recherche</td><td>%</td><td>2O23</td><td>6</td><td>7</td><td>8</td><td>12</td><td>15</td><td>18</td><td>21</td><td>DVRR</td></tr>
</table>

			Source : DVRR										
			Mode de calcul : DVRR										
			Commentaire : Le nombre de start-ups créées grâce à l'exploitation des résultats de recherche connaît une progression régulière, passant de 6 en 2023 à 7 en 2024, puis à 8 en 2025. Avec l'opérationnalisation du FNRSIT, le renforcement de l'accompagnement par l'incubateur et l'organisation annuelle du Forum du Génie scientifique, cette dynamique devrait s'accélérer pour atteindre 12 start-ups en 2026, 15 en 2027, 18 en 2028 et 20 en 2029. Cette évolution traduit le renforcement progressif des mécanismes de transformation des résultats de recherche en initiatives entrepreneuriales créatrices d'emplois.										
A3.1	**Recherche scientifique**	Renforcer la position des EESU en tant que moteurs du progrès scientifique, tout en contribuant à la résolution des grands enjeux sociétaux et économiques.	Nombre d'écoles doctorales opérationnelles	Nombre	2023	-	-	-	-	12	16	20	Direction de la recherche / Direction d'Etudes et Planification
			Source : Direction de la recherche / Direction d'Etudes et Planification										
			Mode de calcul : Comptage des écoles doctorales opérationnelles										
			Commentaire : L'arrêté n°134 / MINESURSI / CAB.MIN / SASM / MMK / 2025 du 21 octobre 2025 fixe l'organisation des écoles doctorales au sein des EESU. Ces écoles sont organisées par Thématique, par Domaine, par format généraliste unique et par format hybride. Le ministère projeté d'opérationnalisé 12 écoles doctorales dès l'année académique 2026-2027 et ce nombre passera à 16 et à 20 respectivement à l'année académique 2027-2028 et 2028-2029.										
		Produire de nouvelles connaissances	Taux de variation de la Dépense Intérieure de la Recherche Développement	%	2023	-	-	9,30	8,51	1,96	19,23	19,35	DCR
			Source : DCR										
			Mode de calcul : (DIRD de l'année N – DIRD de l'année N-1/ DIRD de l'année N) X 100										
			Commentaire : Le taux de variation de la DIRD connaît une baisse entre 2024 (9,30%) et 2026 (1,96%), traduisant un ralentissement des investissements en Recherche et Développement lié à l'insuffisance des ressources consacrées à la recherche. A partir de 2027 (19,23%), une forte progression est attendue, atteignant 20,20% en 2029 grâce à l'opérationnalisation des fonds qui devrait renforcer durablement le financement de la Recherche et de l'Innovation pour améliorer la production scientifique										
			Nombre de chercheur par millions d'habitants	Nombre	2023	11	11	11	13.5	14.9	21.6	25.9	DCR
			Source : DCR										
			Mode de calcul : Nombre de chercheur sur la population totale X 1 millions d'habitants										

			Commentaire : Le nombre de chercheurs par million d'habitants est resté stable à **11** entre **2023 et 2025**, traduisant une période de faible évolution des capacités nationales de recherche. À partir de **2026**, une augmentation significative est observée, avec **13,5 chercheurs par million d'habitants**, suivie d'une progression continue à **14,9** en **2027**, **21,6** en **2028** et **25,9** en **2029**. Cette tendance reflète les effets attendus des politiques de renforcement de la recherche scientifique, notamment le recrutement de nouveaux chercheurs, le développement des formations continues et diplômantes des chercheurs										
			Nombre de chercheurs actifs dans la R&D	Nombre	2023	1 310	1310	1310	1572	1784	2676	3031	DCR
			Source : DCR												
			Mode de calcul : dénombrement de tous les chercheurs ayant participé aux activités de R&D pendant l'année de référence (en effectifs ou en équivalent temps plein – ETP).												
			Commentaire : Le nombre de chercheurs actifs en R&D reste stable à **1 310** entre **2023 et 2025**, puis augmente progressivement pour atteindre **3 031** en **2029**. Cette projection est fondée sur le recrutement progressif de nouveaux chercheurs, le renforcement des formations de niveau master et doctorat, l'accroissement des financements consacrés à la R&D, la mise en œuvre des politiques nationales de recherche et d'innovation, ainsi que le développement des infrastructures de recherche.										
A3.2	**Innovation**	Contribuer à la diversification de l'économie	Nombre de prototypes en maturités adoptés par les acteurs socio-économiques	Nombre	2023	45	53	57	95	120	160	195	DVRR
			Source : DVRR												
			Mode de calcul : comptage de prototypes												
			Commentaire Le nombre de prototypes en maturité adoptés par les acteurs socio-économiques évolue de **45 en 2023** à **57 en 2025**, avant de connaître une forte progression pour atteindre **195 en 2029**. Cette dynamique traduit le renforcement de la valorisation des résultats de recherche et de leur transfert vers les utilisateurs. Elle est également soutenue par l'action de l'incubateur du Génie scientifique, qui accompagne les résultats de recherche encore non matures.										
			Nombre de start-up créées à partir des résultats de recherche	Nombre	2023	6	7	8	12	15	18	21	DVRR / DCR
			Source DVRR :												
			Mode de calcul : comptage de startups												
			Commentaire : Le nombre de start-up créées à partir des résultats de recherche, passant de **6 en 2023** à **8 en 2025**, avec une projection de **21 start-up en 2029**. Cette évolution traduit le renforcement de la valorisation économique des résultats de la										

<table>
<tr><td></td><td></td><td></td><td colspan="12">recherche. Elle est favorisée par l'accompagnement assuré par l'incubateur du Génie scientifique, qui soutient les porteurs de projets dans la maturation de leurs innovations, leur structuration et leur transformation en entreprises viables et compétitives.</td></tr>
<tr><td rowspan="11">A3.3</td><td rowspan="11">Valorisation des Résultats</td><td rowspan="11">Favoriser l'utilisation ou la consommation du produit</td><td>Pourcentage de résultats de recherche certifiés</td><td>%</td><td>2023</td><td>12.5</td><td>12.5</td><td>9.13</td><td>10.5</td><td>22</td><td>32</td><td>45</td><td>DVRR</td></tr>
<tr><td colspan="12">Source : DVRR</td></tr>
<tr><td colspan="12">Mode de calcul : (Nombre de résultats de recherche certifiés / Nombre total de résultats de recherche susceptibles d'être certifiés) × 100</td></tr>
<tr><td colspan="12">Commentaire : Après une phase de stagnation, suivie d'un léger recul, une progression soutenue est attendue à partir de 2026, traduisant les efforts engagés pour améliorer la qualité, la visibilité et la valorisation de la production scientifique nationale. Cette croissance résultera principalement de la mise en œuvre par l'État d'une politique de soutien à la publication scientifique dans des revues indexées, afin de lever les contraintes financières qui limitent actuellement la diffusion des résultats de recherche. Elle sera également favorisée par le renforcement des capacités des chercheurs, l'amélioration de la qualité éditoriale des revues scientifiques ainsi que le développement de mécanismes d'appui aux publications.</td></tr>
<tr><td>Pourcentage de publications dans les revues scientifiques nationales indexées</td><td>%</td><td>2023</td><td>ND</td><td>ND</td><td>52</td><td>55</td><td>62</td><td>68</td><td>75</td><td>DVRR et Direction de la Recherche Universitaire</td></tr>
<tr><td colspan="12">Source : DVRR et Direction de la Recherche Universitaire</td></tr>
<tr><td colspan="12">Mode de calcul : Nombre de publications dans les revues scientifiques nationales indexées / Nombre total de publications scientifiques) × 100</td></tr>
<tr><td colspan="12">Commentaire : L’indicateur affiche une progression régulière sur la période 2025-2029, passant de 52 % en 2025 à 75 % en 2029. Cette évolution traduit une amélioration continue des performances, soutenue par les réformes et les investissements réalisés dans le secteur de la recherche.
Cette croissance sera favorisée par la mise en œuvre de la politique de l'État visant à renforcer la valorisation des résultats de la recherche, notamment à travers le soutien à la publication des travaux scientifiques dans des revues indexées. Elle sera également portée par le renforcement des capacités des chercheurs, l'amélioration de la qualité éditoriale des revues scientifiques et le développement de mécanismes d'appui aux publications.</td></tr>
<tr><td>Taux d'activités de promotion réalisées</td><td>%</td><td>2023</td><td>25</td><td>25</td><td>25</td><td>35</td><td>50</td><td>75</td><td>100</td><td>DVRR</td></tr>
<tr><td colspan="12">Source : DVRR</td></tr>
<tr><td colspan="12">Mode de calcul : (Nombre d’activités réalisées / le Nombre total d’activités prévues) X100</td></tr>
</table>

			Commentaire : taux d'activités de promotion réalisées demeure stable entre 2023 et 2025, reflétant un niveau limité de mise en œuvre des actions de promotion durant cette période. À partir de 2026 une progression soutenue est attendue. Cette évolution traduit le renforcement progressif des actions de promotion et l'accélération de leur mise en œuvre. Cette progression sera rendue possible grâce à l'engagement accru de l'État en faveur de la promotion de la recherche et de l'innovation, et au renforcement

2.3.4. L'évolution des crédits du programme

2.3.4.1. Evolution des crédits du programme par Rubrique Budgétaire

Tableau Evolution des crédits du programme par Rubrique Budgétaire

Rubrique	REALISATIONS 2023		REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projections		
Fonctionnement des Ministères	2 917 825 998	0	9 251 063 883	0	5 822 154 689	0	6 004 588 462	0	8 591 464 828	6 086 872 419	6 253 691 010
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	115 904 570 630	0	218 948 024 674	0	43 930 168 931	0	13 637 033 027	0	53 970 588 120	12 704 069 791	12 286 573 468
Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Contrepartie des Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	151 514 105	0	0
Bourse d'études	5 000 000 000	0	3 333 333 333	0	0	0	0	0		0	0
Investissements sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000 000	0	0
Rémunérations	37 612 495 426	0	48 122 754 660	0	116 538 481 753	0	142 103 059 094	72 298 754 280	393 515 819 714	171 203 476 179	191 305 142 050
Subventions aux Organismes Auxiliaires	6 805 340 091	0	197 301 624 325	0	25 001 624 324	0	66 346 684 322	0		68 952 306 054	61 617 226 444
Subventions aux Services Ex-BPO	0	0	0	0	0	0	0	0	68 508 051 110	0	0
TOTAL	**168 240 236 146**	**0**	**467 987 699 131**	**0**	**187 041 874 067**	**0**	**228 091 364 905**	**72 298 754 280**	**529 737 437 877**	**258 952 724 442**	**271 462 632 971**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Présentation des crédits par action du programme

Tableau Présentation des crédits par action du programme

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS 2023		REALISATIONS LFR 2024		REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		2027	2028	2029
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Projection		
1	0721	Recherche Scientifique	112 257 176 068	0	313 102 910 532	0	124 694 582 711	0	149 834 220 090	0	464 490 610 564	170 367 770 893	178 688 093 134
2	0722	Innovation	53 326 730 201	0	154 884 788 599	0	62 347 291 356	0	74 917 110 046	0	50 035 924 683	85 205 851 692	89 343 911 566
3	0723	Valorisation des Résultats	2 656 329 877	0	0	0	0	0	3 340 034 769	0	15 210 902 630	3 379 101 857	3 430 628 271
Total			**168 240 236 146**	-	**467 987 699 131**	-	**187 041 874 067**	-	**228 091 364 905**	-	**529 737 437 877**	**258 952 724 442**	**271 462 632 971**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

3 . Ministère des Cultures et Arts et Patrimoines

Section 58

Responsable : S.E. Madame YOLANDE ELEBE MA NDEMBO

I. PRESENTATION DU MINISTÈRE DES CULTURES ET ARTS

I.1. Missions et Organisation du Ministère

I.1.1. Mission du Ministère

Le secteur de la culture et des arts occupe une place de choix dans la création de l'image d'un Congo nouveau. La plus grande mission du secteur reste la formation d'une âme congolaise et la sauvegarde de l'unité ainsi que l'identité congolaise autour d'une culture éthique nationale.
Au regard de l'ordonnance n 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des ministères, le ministère de la culture, art et patrimoine a pour missions : Promotion et développement des activités culturelles et artistiques ; protection et promotion des droits d'Auteurs et droit voisin ; protection et conservation des sites, des monuments et du patrimoine matérielle et immatérielle dans le domaine culturel et artistique de la nation, en collaboration avec le ministère ayant le tourisme dans ses attributions ; gestion des relations culturelles bilatérales et multilatérales en collaboration avec le ministère ayant la coopération internationale dans ses attributions ; gestion des archives, des bibliothèques nationales et des musées nationaux ; promotion et développement des activités culturelles et artistiques en rapport avec la lutte contre les antivaleurs en collaboration avec le ministère ayant la nouvelle citoyenneté dans ses attributions ; détections et promotions des jeunes talents dans le domaine de la culture et des arts ; promotion internationale du patrimoine culturelle et artistique ; développement des infrastructures culturelles.

I.1.2. Organisation du Ministère

Le pilotage du ministère de la culture, art et patrimoine est assuré par le ministre sectoriel et est organisé comme suit :

- Le cabinet du ministre
- Le secrétariat général (comprenant 10 directions dont 4 directions standards, 6 directions techniques), les divisions provinciales
- Les services spécialisés

I.2. Présentation stratégique du Ministère

I.2.1. Priorités nationales

La démarche de la vision du développement de la RDC inscrite dans le PNSD est formulée comme suit : d'ici 2050, le potentiel des secteurs extractifs et agricole de la RDC auront été mis en valeur, dans l'optique de construire une économie diversifiée à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, vaincre la pauvreté et instaurer la paix durable sur l'ensemble du territoire national.
Dans cette optique, le secteur de la culture en RDC est une mosaïque qui peut être qualifiée de scandale culturel, de par le foisonnement et la diversité des cultures qui la caractérisent mais aussi des revenus qu'il est susceptible de générer. Cependant, ce secteur reste confronté a plusieurs défis parmi lesquels : l'institution d'une culture éthique dans toutes les provinces de la RDC, la mise en œuvre d'une stratégie de vulgarisation et des mesures d'application de la loi de politique culturelle, la promotion d'échange entre la RDC et d'autres états pour promouvoir la diversité culturelle et l'élaboration d'une politique de promotion et de protection de la propriété intellectuelle.

I.2.2 Politiques sectorielles

Pour rétablir la culture au centre du développement de la République Démocratique du Congo, le Gouvernement s'est doté d'un certain nombre d'outils notamment : l'ordonnance-loi numéro 25/030 du 12 mars 2025 portant principes fondamentaux relatifs à la culture et aux arts en RDC et la stratégie sectorielle 2022-2026 en cours d'actualisation.

L'ambition portée par la stratégie sectorielle du ministère se décline en plusieurs objectifs. Il s'agit de : Doter et développer les capacités institutionnelles de ce secteur ; Valoriser les métiers de la Culture et des Arts en termes des industries culturelles et créatives ; Rayonner, développer et protéger la culture congolaise à l'intérieur tout comme à l'extérieur du pays ; Recouvrer la culture propre au Congolais, longtemps perdue, par l'Institution de la Culture-Ethique Nationale, gage de changement des mentalités du citoyen en République Démocratique du Congo.

I.3. Maquette Programmatique du Ministère

Tableau N°1 : Maquette Programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètres	
						Services Normatifs	Opérateurs
58	**CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE**						
		65	**Administration Générale**			**CABINET DU MINSTRE et SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	
				651	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	CABINET DU MINSTRE et SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	
				652	Gestion des ressources Financières et matérielles	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIER (DAF)	
				653	Gestion des ressources humaines	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)	
				654	Planification, programmation et suivi-évaluation	DIRECTION D'ÉTUDES ET PLANIFICATION (DEP)	
				655	Gestion du système d'information et de la communication	DIRECTION ARCHIVES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (DANTIC)	
				656	Règlementation, normalisation, classification et inspection des établissements touristiques	DIRECTION DES INTERVENTIONS ET CONTRÖLES CULTURELS	IMNC ET INACO
		123	**Développement de la Culture et des Arts**			**DIRECTION DE PROMOTION CULTURELLE**	**FOSCA, CTNC, RLPT, CCAPAC, EDLOK ET FASAEC**
				1231	Soutien à la création artistique et culturelle	DIRECTION DE PROMOTION CULTURELLE	FOSCA, CTNC, RLPT, FASAEC ET EDLOK
				1232	Formalisation des associations culturelles en entreprises créatives	DIRECTION DES ARTS et LETTRES	FASAEC
				1233	Infrastructures culturelles et artistiques	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES CULTURELLES	CCAPAC ET CGPMP
		124	**Sauvegarde et Valorisation du Patrimoine Culturel**			**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTUREL**	**IMNC, INACO, CCN, BNC, CICIBA ET OBLA**
				1241	Institution de la Culture Éthique Nationale	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTURE	CICIBA ET OBLA
				1242	Inventaire et inscription de patrimoines culturels au registre national et mondial	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE	IMNC, CCN et INACO

			1243	Immunisation et protection de biens culturels	DIRECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	IMNC, INACO, CCN et BNC
			1244	Valorisation de biens et patrimoines culturels	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTUREL	IMNC, BNC, CNVR/PC et CCN
		103	**Coopération et Rayonnement Culturel**		DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE	IMNC, INACO, ET CCAPAC
			1031	Promotion internationale des artistes et des industries culturelles congolaises	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET DIRECTION DES ARTS ET LETTRES	
			1032	Promotion des partenariats culturels et artistiques à l'international	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE	
			1033	Négociation, récupération et rapatriement des biens culturels illicitement acquis	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET DIRECTION DES ARTS ET LETTRES	IMNC ET INACO
			1034	Diffusion et vente de la culture congolaise à travers le monde	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE	CCAPAC

I.4. Performances antérieures et perspectives

I.4.1. Performances antérieures

Au cours de la période 2022-2026, le Ministère de la Culture, Arts et Patrimoine a enregistré plusieurs avancées significatives, notamment :

- ✓ **L'inscription de la Rumba congolaise au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO ;**
- ✓ **Le renforcement de la diplomatie culturelle et de la coopération internationale pour la promotion de la culture congolaise ;**
- ✓ **L'acquisition de la maison de l'artiste musicien Jules SHUNGU WEMBADIO PENE KIKUMBA dit PAPA WEMBA et son aménagement en Musée de la Rumba congolaise, contribuant à la valorisation du patrimoine musical national ;**
- ✓ **L'inauguration du Centre culturel et artistique pour les pays d'Afrique centrale, infrastructure majeure dédiée à la création, à la formation et à la diffusion artistiques ;**
- ✓ **Le renforcement du cadre juridique du secteur culturel à travers l'élaboration de textes législatifs relatifs à la culture et aux arts (la loi sur les principes fondamentaux de politique culturelle…).**

I.4.2. Perspectives

Le Ministère de la Culture, Arts et Patrimoine prévoie de réaliser plusieurs actions en vue de lui permettre d'assurer d'une manière satisfaisante la mission qui lui est confiée par le Gouvernement, notamment :

- ✓ Soutenir la création artistique et culturelle, formaliser les associations culturelles en entreprises créatives et mettre en place des infrastructures culturelles et artistiques adéquates, entre autres, la construction des maisons de la culture dans les différentes communes de Kinshasa, dans chaque territoire et chaque ville dans le cadre du programme PDL 145T ;
- ✓ Instituer la Culture Ethique Nationale, inventorier et inscrire le patrimoine culturel au registre national et mondial, immuniser et protéger de biens culturels et Valoriser les biens et patrimoine culturel ;
- ✓ Promouvoir à l'internationale les artistes et les industries culturelles congolaises, Promouvoir les partenariats culturels et artistiques à l'international, négocier, récupérer et rapatrier les biens culturels illicitement acquis, diffuser et vendre la culture congolaise à travers le monde.

I.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Ministère

I.5.1. Les objectifs les plus représentatifs

Les objectifs les plus représentatifs sont :

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère ;

Objectif 2 : Assurer la rentabilité de la culture congolaise ;

Objectif 3 : Assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel ;

Objectif 4 : Développer la diplomatie et l'influence culturelle de la RDC.

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère

Le renforcement des capacités opérationnelles du Ministère vise à améliorer son efficacité Institutionnelle en dotant les services des ressources humaines qualifiées, des équipements adéquats et des outils de gestions modernes, afin d'assurer une mise en œuvre efficiente des politiques et programmes du secteur.

Objectif 2 : Assurer la rentabilité de la culture congolaise

Cet objectif vise à faire de la culture congolaise un véritable levier de développement économique en renforçant la valorisation des biens et services culturels, en professionnalisant les acteurs des produits culturels. Il contribue

à la création de richesses, d'emplois et à l'accroissement de la contribution du secteur culturel à l'économie nationale.

Objectif 3 : Assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel

L'objectif consiste à sauvegarder, protéger, conserver et valoriser le patrimoine culturel matériel et immatériel, afin de préserver l'identité culturelle congolaise, de transmettre cet héritage aux générations futures.

Objectif 4 : Développer la diplomatie et l'influence culturelle de la RDC.

Cet objectif vise à accroitre l'influence culturelle de la RDC sur la scène internationale, ainsi que la promotion de son image (soft power) à travers la promotion de son patrimoine, de sa diversité culturelle, ses industries culturelles et créatives, le renforcement de la coopération culturelle et une participation active aux instances et événements culturels régionaux et mondiaux.

I.5.2. Objectifs et Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

Tableau N°2 Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère										
Indicateur		Unité de mesure	**Année de référence**				Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	2026	0	0	0	20	40	50	60
Source : Cabinet du ministre, Secrétariat Général										
Mode de calcul : Nombre d'Activité réalisée / nombre d'activité prévues * 100										
Commentaires : Le secteur n'étant pas encore opérationnel dans la perspective du budget programme, l'année 2026 a été choisie comme l'année de référence ; tout en se projetant à 40% pour l'année 2027 et poursuivre dans cette dynamique de performance progressive pour les années cibles restantes.										
Objectif 2 : **Assurer la rentabilité de la culture congolaise**										
Indicateur		Unité de mesure	**Année de référence**	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'accroissement des recettes non fiscales générées par les activités culturelles	%	2023	27	-16	26	-52	27	35	40
Source : Direction administrative et financière (DAF)										
Mode de calcul : (N - (N-1) / (N-1) *100										
Commentaires : Vu que les assignations ont progressées d'une manière exponentielle à partir de l'année 2023, c'est ainsi que cette année est considérée comme l'année de référence et l'année en cours jusque-là affiche un taux d'accroissement de -52% parce que c'est seulement les réalisations de six premiers mois qui ont été prise en compte pour être comparer aux celles de 2025. La projection de l'année 2027 est par rapport à l'année 2023 y compris les restes des cibles.										
Objectif 3 : **Assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel**										
Indicateur		Unité de mesure	Année de référence	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de patrimoine culturel préservé	%	2026	-	-	-	5	14	18	23
Source : DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTUREL, IMNC, INACO, CCN, BNC, CICIBA ET OBLA										
Mode de calcul : Nombre des biens culturels préservés / nombre total des biens cultures à préserver *100										
Commentaires : Permet d'apprécier l'effort du ministère dans la préservation du patrimoine culturel										
Objectif 4 : **Développer la diplomatie et l'influence culturelle de la RDC**										
Indicateur		Unité de mesure	Année de référence	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Part de projets culturels organisés à l'international	%	2026	-	-	-	3	10	15	20
Source : COOPÉRATION CULTURELLE, IMNC, INACO et CCAPAC										
Mode de calcul : Nombre de projet culturel organisé / le total prévu *100										
Commentaires : Cet indicateur a pour objectif d'évaluer le niveau de réalisation des activités culturelles à étranger en d'autres terme évaluer le degré du **SOFTPOWER** Congolais.										

I.6. Evolution des crédits du Ministère

I.6.1. Présentation des crédits du ministère par Titre

Tableau N° 3 : Evolution des crédits du ministère par titre.

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions à fin juin en FC	2027
Dépenses courantes		102022667663				
1	Titre III : Dépenses de personnel	94 256 919 580	44 619 060 895	126 007 003 523	48 986 498 712	146 235 525 546
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 820 181 660	471 371 900	2 125 362 572	300 000 000	2 512 154 333
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	2 968 374 754	0	2 366 625 083	3 877 800 732	1 389 311 984
4	Titre VI : Transferts et interventions	2 977 191 669	528 897 943	2 295 457 014	283 801 255	10 918 993 738
	Financement intérieur	0	0	0	0	0
	Financement extérieur	0	0	0	0	0
Dépenses en capital		1256717491				
5	Titre VII : Equipements	490 873 800	0	2 039 504 870	0	7 897 000 000
	Financement intérieur	0	0	0	0	0
	Financement extérieur	0	0	0	0	0
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	765 843 691	0	405 720 245	0	20 103 000 000
	Financement intérieur	0	0	0	0	0
	Financement extérieur	0	0	0	0	0
	Total	**103 279 385 154**	**45 618 330 738**	**135 239 673 307**	**53 448 100 698**	**189 055 985 601**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. Présentation des crédits du ministère par Rubrique Budgétaire.

Tableau N° 4 : Evolution des crédits du ministère par Rubrique Budgétaire.

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		Projections en FC		
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	0	0	0	0	0	0	0
2	Fonctionnement des Ministères	6 359 861 609	1 678 284 079	5 986 561 542	4 177 800 732	5 992 548 104	6 112 399 066	6 234 647 047
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	977 191 669	220 024 424	654 749 554	283 801 255	7 381 558 755	2 429 189 930	2 348 249 933

4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	1 256 717 491	0	2 445 225 115	0	28 000 000 000	6 300 000 000	5 196 616 897
6	Rémunérations	92 845 001 993	102 890 349 457	124 615 702 113	48 986 498 712	144 144 443 759	155 561 038 310	175 142 520 182
7	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0	0
8	Subvention aux organismes auxiliaires	2 000 000 000	1 213 202 238	1 537 434 983	0	3 537 434 983	1 597 814 398	1 427 840 448
TOTAL		**103 438 772 762**	**106 001 860 198**	**135 239 673 307**	**53 448 100 698**	**189 055 985 601**	**172 000 441 703**	**190 349 874 508**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. Présentation des crédits du ministère par programme

Tableau N° 5 : Evolution des crédits du ministère par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévisions 2027 EN FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin avril en FC	
1	65	Administration Générale	17 918 949 435	24 332 187 381	18 906 694 649	4 769 199 641	59 919 132 223
2	123	Développement de la Culture et des Arts	21 387 474 079	18 937 096 483	28 960 071 220	8 833 790 489	28 517 376 149
3	124	Sauvegarde et Valorisation du Patrimoine Culturel	35 432 642 742	36 003 762 872	42 989 987 486	8 266 438 128	87 734 808 471
4	103	Coopération et Rayonnement Culturel	28 699 706 506	33 745 316 862	44 382 919 952	10 037 300 251	12 884 668 758
TOTAL			**103 388 772 762**	**113 013 363 598**	**135 239 673 307**	**32 180 189 956**	**189 055 985 601**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale 2026-2027

Tableau N° 6 : Effectifs et masse salariale 2026

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2026 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2027				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale (9)
Section :									
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	11	4 453 630	5 938 173	11	4 453 630	00	00	11	4 453 630
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	121	45 330 432	60 440 576	121	45 330 432	00	00	11	45 330 432
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	1 411	458 533 532	611 378 043	1 411	458 533 532	1 662	1 694 442 240	3 070	12 437 179 944
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	1 458	446 258 047	595 010 729	1 458	446 258 047	1 909	2 208 739 726	3 367	12 186 062 412
5. Autres	0	0	0	0	0	00	00	00	00
Total	**2 998**	**954 575 541**	**1 272 767 520**	**2 998**	**954 575 541**	**3 571**	**3 903 181 966**	**6 569**	**24 673 026 418**

Source : *DIRPAIE/BUDGE*

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 1 : 065 ADMINISTRATION GENERALE

Responsable de programme : **Léon ABEDI TSHENENGWA**

Fonction : **Secrétaire Général**

II.1.1. Périmètre du programme

Le programme « Administration Générale » garanti l'impulsion des politiques publiques menées par le ministère de la Culture, Arts et Patrimoine et assure le pilotage et la coordination des actions stratégiques du ministère.

II.2. Stratégie du Programme

Le programme assure la mise en œuvre des mesures stratégiques globales du secteur en vue de lui permettre d'accomplir effectivement les attributions qui lui sont confiées conformément à l'ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des ministères. À ce titre il poursuit comme objectif de renforcer les capacités opérationnelles du Ministère.

II.1.3. Objectifs du programme et indicateurs de performance

II.1.3.1. Objectifs du programme

L'objectif du programme est de renforcer les capacités opérationnelles du Ministère

Les objectifs des actions composant le programme sont :

Objectif 1 : Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère

Objectif 2 : Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières

Objectif 3 : Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions

Objectif 4 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Objectif 5 : Assurer la disponibilité et la sécurité des SI

Objectif 6 : Garantir la sécurité du public, protéger le patrimoine, structurer l'environnement artistique et assurer la qualité des services offerts.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau N° 1 : adre de er ormance des ob ec s du ro ramme dministra on Génera e

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (Année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	2026	18 906 694 649				13	35	45	45	CABINET DU MINISTRE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques de la primature	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	2026	17 070 965 142				6	20	25	30	CABINET DU MINISTRE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Action 2: Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2026	568 580 319				23	50	50	50	DAF
Action 3: Gestion des ressources humaines et formation	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux du personnel formé par année	%	2026	639 216 382				35	55	60	65	DRH
Action 4: Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de	Taux de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%	2026	241 925 483				35	50	58	60	DEP

	suivi et évaluation des actions												
Action 5: Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Assurer la disponibilité et la sécurité des SI	Taux de dématérialisation des procédures	%	2026	222 206 475				0	25	35	45	
Action 6 : Règlementation, normalisation, classification et inspection des établissements touristiques				2026	163 800 848				5	15	20	25	IMNC ET INACO

Commentaire : Il s'agit ici de rendre fonctionnelles toutes les structures du Ministère de la Culture, Arts et Patrimoine au niveau central et provincial. Toutes les disciplines culturelles, artistiques et artisanales qui composent notre Secteur doivent être opérationnelles, encadrées et orientées conformément aux lois et règlements du pays

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau N° 2 : Ventilation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes			23 559 776 381	**5 218 854 901**	**34 233 681 993**
Titre III : Dépenses de personnel	13 709 954 474	24 412 439 361	17 068 968 709	816 527 860	26 155 401 074
Titre IV : Biens et matériels ;	1 476 187 866	-	1 862 197 896	300 000 000	2 165 208 198
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 938 914 537	-	3 877 800 732	3 877 800 732	860 171 150
Titre VI : Transferts et interventions	237 175 067	32 203 200	750 809 044	224 526 309	5 052 901 571
II. Dépenses en capital	**556 717 491**	2 085 450 230	630 246 554	**0**	**25 685 450 230**
Titre VII : Equipements	290 873 800	0	224 526 309	**0**	5 582 450 230
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	265 843 691	0	405 720 245	0	20 103 000 000
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**17 918 949 735**	**24 444 642 561**	**18 906 694 649**	**5 218 854 901**	**59 919 132 223**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau N° 3 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	0	0	0	0	0	0	0
2	Fonctionnement des Ministères	4 526 357 935	11 474 976 779	4 788 436 052	4 177 800 732	4 656 219 840	5 475 323 916	5 776 466 732
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	32 203 200	517 974 440	224 526 309	4 760 886 575	490 800 860	517 794 907
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	556 717 491	0	2 085 450 230	0	25 685 450 230	2 451 143 104	2 585 955 974
7	Rémunérations	12 735 874 009	12 937 462 582	12 360 812 988	6 553 167 936	24 524 560 582	13 804 798 864	14 564 062 802
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	0	0	0	0	292 014 996	0	0
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		**17 918 949 435**	**24 444 642 561**	**8 9 6 694 649**	**4 769 199 641**	**59 919 132 223**	**22 222 066 745**	**23 444 280 416**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027								

II.1.5. Présentation des crédits par action du programme

II.1.5.1. Présentation des crédits par action du programme

Tableau N° 4 : Evolution des crédits du programme par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	651	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	15 384 671 391	24 076 362 181	17 070 965 142	10 654 883 133	47 175 985 393
2	652	Gestion des ressources Financières et matérielles	784 941 780	0	568 580 319 2	0	482 816 918
3	653	Gestion des ressources humaines	882 456 935	255 825 200	639 216 382	0	639 856 098
4	654	Planification, programmation et suivi-évaluation	333 985 215	0	241 925 483	0	245 386 944
5	655	Gestion du système d'information et de la communication	306 762 547	0	222 206 475	0	218 422 726
6	656	Règlementation, normalisation, classification et inspection des établissements touristiques	226 131 867	0	4 743 357 008	1 096 194 645	11 156 664 174
Total			**17 918 949 735**	**24 332 187 381**	**28 603 473 682**	**11 751 0077 778**	**59 919 132 253**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Tableau N° 5 : Ressources et dépenses des opérateurs

Opérateur	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévissions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
	Ressources en FC	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État
IMNC	15 508 358 683	-	17 871 529 131	-	27 506 523 811	-	31 544 921 611	-	34 573 234 086	-	38 722 022 176	-
CCN	5 228 798 140	-	5 507 657 612	-	8 742 052 707	-	10 025 525 917	-	10 987 976 405	-	12 306 533 574	-
INACO	13 940 301 146	-	24 651 229 577	-	28 290 717 559	-	32 444 247 548	-	35 558 895 313	-	39 825 962 751	-
CTNC	4 469 249 878	-	3 492 017 866	-	2 608 943 117	-	2 991 977 710	-	3 279 207 570	-	3 672 712 479	-
ZOO	2 492 254 727	-	2 233 093 747	-	3 830 784 179	-	4 393 204 589	-	4 814 952 230	-	5 392 746 498	-
BNC	4 677 286 755	-	5 120 146 724	-	6 195 271 298	-	7 104 836 249	-	7 786 900 529	-	8 721 328 593	-
CICIBA	1 790 703 283	-	2 698 663 283	-	830 949 914	-	952 946 657	-	1 044 429 536	-	1 169 761 080	-
FOSCA	3 508 380 288	-	6 840 032 216	-	14 430 518 719	-	16 549 149 755	-	18 137 868 132	-	20 314 412 308	-
FASAEC	1 169 662 818	-	3 934 612 574	-	2 431 388 989	-	2 788 523 182	-	3 056 221 407	-	3 422 967 976	-
RLPT	3 125 071 151	-	3 067 127 411	-	1 319 534 947	-	1 595 834 542	-	1 749 034 658	-	1 958 918 817	-
EDLOK	2 112 275 463	-	3 119 317 215	-	1 284 976 811	-	1 473 631 967	-	1 615 100 636	-	1 808 912 712	-
OBLA	2 584 783 344	-	3 678 110 072	-	5 529 339 486	-	6 341 134 992	-	6 949 883 951	-	7 783 870 025	-
CCAPAC	-	-	-	-	11 200 000 000	-	12 844 339 200	-	14 077 395 763	-	15 766 683 255	-
CNVR/PC												
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027												

II.2. PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE ET DES ARTS

Responsable de programme : KALOMBO KABONGO Sébastien

Fonction : **Directeur**

II.2.1. Périmètre du programme

Le programme « Développement de la Culture et des Arts » assure la rentabilité de la culture Congolaise en soutenant la création artistique et la formalisation des acteurs culturelles en disponibilisant des infrastructures modernes en vue d'envisager le développement du secteur de la Culture, Arts et Patrimoine.

II.2.2. Stratégie du Programme

Le programme assure la mise en œuvre des mécanismes de transformation des associations culturelles en entreprises créatives.

II.2.3. Les Objectifs et indicateurs de performance du programme

II.2.3.1. Objectif du programme

L'objectif du programme est d'assurer la rentabilité de la culture congolaise.

Les objectifs des actions composant le programme sont :

Objectif 1 : Promouvoir la création des œuvres de l'esprit

Objectif 2 : Transformer les associations culturelles en entreprise créative

Objectif 3 : Développer les infrastructures culturelles et artistique

II.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau N° 1 : Cadre de performance des objectifs du programme développement de la culture et des arts

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (Année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur en FC	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE ET DES ARTS	Assurer la rentabilité de la culture congolaise	Taux d'accroissement des revenus générés par les activités culturelles	%	2026	**39 138 733 884**	-	-	-	13	35	45	45	DIRECTION DE PROMOTION CULTURELLE, FOSCA, CTNC, RLPT, CCAPAC, EDLOK et FASAEC
Action 1: Soutien à la création artistique et culturelle	Promouvoir la création des œuvres de l'esprit	Taux de création des œuvres de l'esprit	%	2026	22 400 474 909	-	-	-	12	20	25	30	DIRECTION DE PROMOTION CULTURELLE, FOSCA, CTNC, RLPT, FASAEC ET EDLOK
Action 2: Formalisation des associations culturelles en entreprises créatives	Transformer les associations culturelles en entreprise créative	Taux d'association culturelle transformé en entreprise créative	%	2026	189 551 296	-	-	-	23	29	35	47	DIRECTION DES ARTS et LETTRES et FASAEC
Action 3: Infrastructures culturelles et artistiques	Développer les infrastructures culturelles et artistiques	Taux des infrastructures culturelles développées	%	2026	11 538 145 955	-	-	-	35	55	60	65	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS CULTURELS, CCAPAC ET CGPMP

II.2.4 Présentation des crédits du programme

II.2.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau N° 2 : Evolution des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes			**22 518 765 017**	**9 396 926 712**	**27 832 826 379**
Titre III : Dépenses de personnel	19 871 410 782	21 717 285 783	21 898 026 387	10 556 213 562	24 988 623 017
Titre IV : Biens et matériels ;	186 907 617	0	135 388 375	0	189 742 509
Titre V : Dépenses de prestations ;	523 374 348	0	399 138 262	0	262 036 487
Titre VI : Transferts et interventions	778 133 622	0	193 027 968	0	2 392 424 366
II. Dépenses en capital			**129 774 885**	**0**	**684 549 770**
Titre VII : Equipements	0	0	129 774 885	**0**	684 549 770
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	**0**	**0**	148 827 915
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**21 359 826 369**	**21 717 285 783**	**22 648 539 902**	**9 396 926 712**	**28 517 376 149**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau N° 3 : Evolution des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	0	0	0	0	0	0	0
2	Fonctionnement des Ministères	934 366 797	0	183 733 392	0	684 666 793	850 699 292	952 783 207
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	270 000 000	0	16 512 547	0	1 420 672 180	78 229 598	87 617 149
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	200 000 000	0	129 774 885	0	684 549 770	163 115 394	165 072 779
7	Rémunérations	19 554 973 660	21 717 285 783	21 755 735 220	10 556 213 562	24 755 735 220	41 588 130 953	46 578 706 668
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	645 862 574	0	171 752 186	0	971 752 186	215 877 098	241 782 3450
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		**21 387 474 079**	**21 717 285 783**	**22 257 508 230**	10 556 213 562	**28 517 376 149**	**42 896 052 337**	**48 043 578 617**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.5. Evolution des crédits par action du programme

II.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau N° 4 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	1231	Soutien à la création artistique et culturelle	20 706 756 609	21 717 285 783	22 392 262 441	10 556 213 563	28 146 747 538
2	1232	Formalisation des associations culturelles en entreprises créatives	261 681 113	0	189 551 296	0	189 740 847
3	1233	Infrastructures culturelles et artistiques	419 036 357	0	173 542 140	0	180 887 764
Total			**21 387 474 079**	**21 717 285 783**	**22 643 776 667**	**10 556 213 563**	28 517 376 149

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.6 Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Tableau N° 5 : Ressources et dépenses des opérateurs

Opérateur	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévissions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
	Ressources en FC	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État
CTNC	4 469 249 878	-	3 492 017 866	-	2 608 943 117	-	2 991 977 710	-	3 279 207 570	-	3 672 712 479	-
FOSCA	3 508 380 288	-	6 840 032 216	-	14 430 518 719	-	16 549 149 755	-	18 137 868 132	-	20 314 412 308	-
FASAEC	1 169 662 818	-	3 934 612 574	-	2 431 388 989	-	2 788 523 182	-	3 056 221 407	-	3 422 967 976	-
RLPT	3 125 071 151	-	3 067 127 411	-	1 319 534 947	-	1 595 834 542	-	1 749 034 658	-	1 958 918 817	-
EDLOK	2 112 275 463	-	3 119 317 215	-	1 284 976 811	-	1 473 631 967	-	1 615 100 636	-	1 808 912 712	-
CCAPAC	-	-	-	-	11 200 000 000	-	12 844 339 200	-	14 077 395 763	-	15 766 683 255	-
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027												

II.3. PROGRAMME 3 : SAUVEGARDE ET VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL

Responsable de programme :
Fonction : **Directeur Général**

II.3.1. Périmètre du programme

Le programme « Sauvegarde et Valorisation du Patrimoine Culturel » assure la préservation et la valorisation du patrimoine culturel Congolais en instituant une culture éthique nationale, en faisant l'inventaire et l'inscription du patrimoine culturel au registre national et mondial et tout en immunisant les biens culturels du Congo.

II.3.2. Stratégie du Programme

Le programme assure la valorisation et la protection de biens et patrimoine culturel.

II.3.3. Les Objectifs et indicateurs de performance du programme

II.3.3.1. Objectifs du programme

L'objectif du programme est d'assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel
Les objectifs des actions composant le programme sont :
Objectif 1 : Contribuer à la promotion d'une culture éthique nationale ;
Objectif 2 : Renforcer la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel ;
Objectif 3 : Assurer la conservation des biens culturels ;
Objectif 3 : Promouvoir la diffusion des biens sur le plan international.

II.3.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau N° 1 Cadre de performance des objectifs du programme sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (Année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur en FC	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme	Assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel	Taux de patrimoine culturel préservé	%	2026	77 410 962 557	-	-	-	13	35	45	45	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTUREL, IMNC, INACO, CCN, BNC, CICIBA et OBLA
Action 1: Institution de la Culture Ethique Nationale	Contribuer à la promotion d'une culture éthique nationale	Taux des principes de la Culture-Ethique Nationale intégrés dans le programme de développement National	%	2026	6 306 389 829	-	-	-	12	20	25	30	DIRCTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTURE, CICIBA et OBLA
Action 2: Inventaire et inscription de patrimoines culturels au registre national et mondial	Renforcer la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel	Taux d'inscriptions au patrimoine culturel de l'humanité	%	2026	27 506 523 811	-	-	-	23	29	35	47	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE, IMNC, CCN et INACO
Action 3: Immunisation et protection de biens culturels	Assurer la conservation des biens culturels	Proportion de biens culturels conservés	%	2026	37 399 684 554	-	-	-	35	55	60	65	DIRECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, IMNC,INACO, CCN et BNC
Action 4 : Valorisation de biens et patrimoines culturels	Promouvoir la diffusion des biens sur le plan international	Taux d'exposition des biens culturels aux évènements internationaux	%	2026	6 198 364 363	-	-	-	26	35	47	55	DIRCTION GÉNÉRALE DE LA CULTURE-ETHIQUE NATIONALE ET PATRIMOINE CULTURE, IMNC, BNC et CCN

II.3.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau N° 2 : Evolution des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes			**77 355 502 813**	**31 140 809 359**	**86 104 808 471**
Titre III : Dépenses de personnel	58 023 026 664	66 003 239 026	75 818 277 632	31 081 534 413	82 859 486 276
Titre IV : Biens et matériels ;	40 452 775	112455180	43 291 747	0	63 658 675
Titre V : Dépenses de prestations ;	254 683 145	0	170 492 866	0	107 995 719
Titre VI : Transferts et interventions	1 565 709 735	871 769 150	1 323 440 568	59 274 946	3 073 667 801
II. Dépenses en capital			**130 000 000**	**0**	**1 630 000 000**
Titre VII : Equipements	200 000 000	0	130 000 000	0	1 630 000 000
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	0	0	0	0	
Financement intérieur	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0
Total	**60 083 872 319**	**66 987 463 356**	**77 485 502 813**	**31 140 809 359**	**87 734 808 471**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau N° 3 : Evolution des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	0	0	0	0	0	0	0
2	Fonctionnement des Ministères	506 535 920	112 455 180	366 914 288	0	366 992 713	461 178 361	516 519 764
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	300 000 000	87 879 050	56 041 322	59 274 946	800 000 000	44 599 027	49 950 911
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	200 000 000	0	130 000 000	0	1 630 000 000	163 398 344	183 006 145
7	Rémunérations	57 811 626 664	66 003 239 026	75 665 147 957	31 081 534 413	82 664 147 957	95 104 306 542	106 516 823 327
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 265 709 735	783 890 100	1 273 667 801	0	2 273 667 801	1 525 156 683	1 708 175 485
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		**60 083 872 319**	**66 987 463 356**	**77 485 502 813**	**31 140 809 359**	**87 734 808 471**	**97 298 638 958**	**108 974 475 632**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5. Présentation des crédits du programme par action

II.3.5.1. Evolution des crédits par action

Tableau N° 4 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	1241	Institution de la Culture Éthique Nationale	6 426 773 355	5 832 182 202	6 365 052 635	2 638 111 812	8 752 350 675
2	1242	Inventaire et inscription de patrimoines culturels au registre national et mondial	17 871 529 131	17 185 897 523	27 900 167 218	21 771 826 741	30 293 595 612
3	1243	Immunisation et protection de biens culturels	30 665 423 109	38 400 242 473	6 198 364 363	2 511 479 763	18 395 266 572
4	1244	Valorisation de biens et patrimoines culturels	5 120 146 724	5 569 141 158	27 900 167 216	0	30 293 595 612
Total			**60 083 872 319**	**66 987 463 356**	**68 363 751 432**	**31 140 809 359**	87 734 808 471

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.6 Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme

Tableau N° 5 : Ressources et dépenses des opérateurs

Opérateur	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévissions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
	Ressources en FC	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État	Ressources	Subvention État
IMNC	15 508 358 683	-	17 871 529 131	-	27 506 523 811	-	31 544 921 611	-	34 573 234 086	-	38 722 022 176	-
CCN	5 228 798 140	-	5 507 657 612	-	8 742 052 707	-	10 025 525 917	-	10 987 976 405	-	12 306 533 574	-
INACO	13 940 301 146	-	24 651 229 577	-	28 290 717 559	-	32 444 247 548	-	35 558 895 313	-	39 825 962 751	-
BNC	4 677 286 755	-	5 120 146 724	-	6 195 271 298	-	7 104 836 249	-	7 786 900 529	-	8 721 328 593	-
CICIBA	1 790 703 283	-	2 698 663 283	-	830 949 914	-	952 946 657	-	1 044 429 536	-	1 169 761 080	-
OBLA	2 584 783 344	-	3 678 110 072	-	5 529 339 486	-	6 341 134 992	-	6 949 883 951	-	7 783 870 025	-
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027												

II.4. PROGRAMME 4 : COOPERATION ET RAYONNEMENT CULTUREL

Responsable de programme : OFELO YAMBULA
Fonction : **Directeur**

II.4.1. Périmètre du programme

Le programme « Coopération et Rayonnement Culturel » assure le développement diplomatique et l'influence de la culture Congolaise à l'étranger en passant promotion internationale des artistes et des industries culturelles congolaises, et celle des partenariats culturels et artistiques à l'international et Diffusion et vente de la culture congolaise à travers le monde.

II.4.2. Stratégie du Programme

Le programme assure les négociations, récupération et rapatriements des biens culturels illicitement acquis.

II.4.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

II.4.3.1. Objectifs du programme

L'objectif du programme est d'assurer le développement diplomatique et l'influence de la RDC
Les objectifs des actions composant le programme sont :
Objectif 1 : Assurer le rayonnement des artistes et des industries culturelles congolaises ;
Objectif 2 : Améliorer les partenariats culturels et artistiques à l'international ;
Objectif 3 : Négociation, récupération et rapatriement des biens culturels illicitement acquis ;
Objectif 3 : Diffusion et vente de la culture congolaise à travers le monde.

II.4.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau N° 1 Cadre de performance du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (Année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur en FC	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme	Développer la diplomatie et l'influence culturelle de la RDC	Part de projets culturels organisés à l'international	%	2026	4 857 113 230	-	-	-	13	35	45	45	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE, IMNC, INACO et CCAPAC
Action 1: Promotion internationale des artistes et des industries culturelles congolaises	Assurer le rayonnement des artistes et des industries culturelles congolaises	Proportion de prestations à l'étranger accompagnées	%	2026		-	-	-	12	20	25	30	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET DIRECTION DES ARTS ET LETTRES
Action 2: Promotion des partenariats culturels et artistiques à l'international	Améliorer les partenariats culturels et artistiques à l'international	Taux d'existence de centre culturel à l'etranger	%	2026		-	-	-	23	29	35	47	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE
Action 3: Négociation, récupération et rapatriement des biens culturels illicitement acquis	Reconstituer le patrimoine culturel national	Taux de rapatriement des biens culturels	%	2026		-	-	-	35	55	60	65	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET DIRECTION DES ARTS ET LETTRES
Action 4 : Diffusion et vente de la culture congolaise à travers le monde	Maitriser le cout des activités culturelles à l'étranger financées par l'état	Cout moyen par activité culturelle	%	2026		-	-	-	26	35	47	55	DIRECTION DE COOPÉRATION CULTURELLE, et CCAPAC

II.4.4 Présentation des crédits du programme

II.4.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau N° 2 : Evolution des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes			**11 522 172 703**		**12 884 668 758**
Titre III : Dépenses de personnel			11 221 730 795	0	12 232 015 179
Titre IV : Biens et matériels ;			84 484 554	0	93 544 951
Titre V : Dépenses de prestations ;			178 169 025	0	159 108 628
Titre VI : Transferts et interventions			37 788 329	0	400 000 000
II. Dépenses en capital			**0**	**0**	
Titre VII : Equipements			0	0	
Financement intérieur			0	0	
Financement extérieur			0	0	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			0	0	
Financement intérieur			0	0	
Financement extérieur			0	0	
Total			**11 522 172 703**	**0**	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau N° 3 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	0	0	0	0	0	0	0
2	Fonctionnement des Ministères	392 600 957	0	284 384 374	0	284 668 758	300 025 515	316 526 918
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	357 191 669	99 942 174	37 788 329	0	400 000 000	146 467 055	154 522 743
4	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0	0	0	0
5	Investissements sur Ressources Propres	300 000 000	0	0	0		111 302 500	117 424 138
7	Rémunérations	2 742 527 660	2 761 164 478	11 200 000 000	0	12 200 000 000	4 729 907 149	4 990 052 042
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	256 156 643	0	0	0		101 884 831	107 488 497
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres		0	0	0	0	0	0
TOTAL		**4 048 476 929**	**2 861 558 652**	**4 857 113 230**	**202 802 374**	**12 884 668 758**	**5 406 088 452**	**5 703 423 317**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.5. Présentation des crédits du programme par action

Tableau N° 4 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	1241	Institution de la Culture Éthique Nationale	6 426 773 355	5 832 182 202	5 761 086 351	0	3 221 167 190
2	1242	Inventaire et inscription de patrimoines culturels au registre national et mondial	17 871 529 131	17 185 897 523	5 761 086 352	0	3 221 167 190
3	1243	Immunisation et protection de biens culturels	30 665 423 109	38 400 242 473	5 761 086 351	0	3 221 167 190
4	1244	Valorisation de biens et patrimoines culturels	5 120 146 724	5 569 141 158	5 761 086 352	0	3 221 167 190
Total			**60 083 872 319**	**66 987 463 356**	**23044345406**	**0**	12 884 668 758

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

3 . Ministère de la Jeunesse et Eveil Patriotique

Section 59

PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : SON EXCELLENCE MADAME GRACE EMIE KUTINO
Ministre de la Jeunesse et Eveil Patriotique

I.1. Missions et organisation du Ministère
I.1.1. Missions du Ministère

La mission du Ministère de la Jeunesse et Eveil Patriotique est d'encadrer et d'autonomiser les jeunes par la formation, l'insertion socio-professionnelle, le financement des initiatives entrepreneuriales et le volontariat en vue de permettre à ces jeunes de devenir des véritables citoyens, patriotes, responsables, compétitifs, éduqués, formés et capables d'améliorer leur qualité de vie et de prendre en main la destinée du pays dans tous les domaines de la vie nationale.

Les attributions du Ministère de la Jeunesse et Eveil Patriotique telles que détaillées dans l'Ordonnance n° 25/293 du 15 Décembre 2025 fixant les attributions des Ministères hormis les attributions communes à tous les ministères, peuvent se résumer en ces termes :

- Education civique de la jeunesse ;
- Education à la vie et encadrement patriotique de la jeunesse ;
- Promotion des mouvements associatifs des jeunes (Mouvements, Associations et ONG de la jeunesse) ;
- Promotion du développement intégral des jeunes à travers le volontariat, l'entreprenariat et le partenariat constructif ;
- Organisation, administration et gestion des Centres d'insertion des jeunes ;
- Conception, élaboration et mise en œuvre des politiques, des stratégies et programmes visant la promotion du civisme et du patriotisme dans la vie quotidienne de la population en collaboration avec le Ministère ayant dans ses attributions la sensibilisation des jeunes sur l'éveil patriotique ;
- Conduite des enquêtes de satisfaction des usagers des services publics et privés.

I.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère de la Jeunesse et Eveil Patriotique est organisé comme suit :

- Le cabinet du Ministre de la Jeunesse et Eveil Patriotique ;
- L'Administration de la Jeunesse et Eveil Patriotique.

Au niveau central : l'Administration est composée :

- **Du Secrétariat Général** avec ses services y rattaché dont la Cellule Technique d'Appui (CTA), la Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP), la Direction Inspection.
- **Des Directions Normatives dont :**

  - **Les Directions standards**

- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction Administrative et Financière ;
- Direction d'Etudes et Planification ;
- Direction d'Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et Communication ;

- **Les Directions métiers**

- Direction Encadrement, Intégration, Promotion et Protection des Jeunes ;
- Direction Brigades Agricoles, Pêches et Elevages des jeunes ;
- Direction Entrepreneuriat et Emplois des jeunes ;
- Direction Insertion Socio-professionnelle des jeunes ;
- Direction Brigades Artisanales des jeunes ;
- Direction Infrastructures de la jeunesse ;
- Direction d'Education civique ;
- Direction Volontariat et Education Environnementale des jeunes ;
- Direction Promotion de la Cohésion Nationale ;
- Direction Partenariat Public-Privé ;
- Direction Centre information des jeunes.

- **Des services de dépenses :**

- Conseil National de la Jeunesse ;
- Commission Nationale Permanente pour la CONFEJES
- Centre National de maintenance et de production de la jeunesse
- Le corps national des jeunes volontaires en RDC
- Cellule d'intégration régionale et multinationale de la jeunesse
- Programme de promotion des jeunes YOUTHCONNECT RDC
- Cellule Sectorielle Genre
- Secrétariat technique de l'implémentation de la résolution 2250 du 9 décembre 2015 de Conseil des Nations Unis sur les jeunes, la paix et sécurité
- Parlement des jeunes en RDC

- **Un établissement Public rattaché au Ministère :**

- Fonds spécial pour la Promotion, l'Entrepreneuriat et l'Emploi des Jeunes.

- **Des programmes et Projets**

Au niveau Provincial :

- Des Divisions provinciales en charges de la Jeunesse ;
- Des Centres de Production, Brigades Agricoles, Centres d'Insertion socioprofessionnel des Jeunes.

I.2. Présentation stratégique du Ministère

I.2.1. Priorités nationales

En dépit des avancées constatées dans le secteur grâce à l'existence de la politique Nationale de la Jeunesse depuis 2009, dont l'ambition est de traduire les préoccupations de la communauté nationale qui tient à protéger sa jeunesse contre tout ce qui peut porter atteinte à son éducation, sa santé, son développement intégral et son épanouissement, le secteur rencontre encore plusieurs problèmes qui plombent son décollage, dont les plus saillants sont : (i) la spoliation et le délabrement des infrastructures des jeunes ainsi que l'insuffisance d'établissements d'éducation populaire comme les maisons de jeunes , les centres d'insertion socio-professionnelle, les auberges, les centres récréatifs et de loisirs et ; (ii) l'insertion difficile

dans la vie professionnelle et l'insuffisance d'opportunités d'emploi pour les jeunes, accentuée par le chômage généralisé.

D'autres problèmes concernent : (i) l'Insuffisance de cadres qualifiés dans le domaine de l'encadrement de la jeunesse ; (ii) la faiblesse des capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des organisations des jeunes ; (iii) la perversion des mœurs se traduisant par l'exacerbation de la consommation de drogue, du tabac et d'alcool, qui s'accompagne de violences entre bandes rivales et comportements antisociaux; (iv) l'absence de dialogue intergénérationnel, surtout entre les parents et leurs enfants ; (v) l'absence de financements pour les initiatives des jeunes ; (vi) la prévalence élevée des antivaleurs chez les jeunes ; (vii) les effets pervers des médias sur les jeunes ; (viii) la passivité et l'insouciance des jeunes à l'égard des décisions qui les concernent et (IX) l'absence d'esprit patriotique dans le milieu des jeunes.

Au regard de ce qui précède, les défis majeurs du secteur de la Jeunesse sont : (i) l'opérationnalisation de la politique nationale de la jeunesse ; (ii) le recrutement des cadres qualifiés dans le domaine de la gestion de la jeunesse ; (iii) la modernisation des infrastructures d'encadrement des jeunes ; (iv) la réglementation des matières relatives à l'éducation citoyenne et à l'insertion des jeunes ; et (v) l'accompagnement socio-professionnel et économique des jeunes.

I.2.2. Politique sectorielle

La politique sectorielle tire ses forces dans la Constitution du pays. Elle est fondée sur les principes de l'égalité des sexes et de la non-discrimination afin de permettre à tous les jeunes congolais, filles et garçons, d'envisager l'avenir avec confiance et de s'organiser pour faire face aux nombreux défis auxquels ils sont confrontés. Cette politique élaborée depuis 2009, **est** devenue dès lors un document de très haute importance sur lequel doivent prendre appui tous les acteurs publics et privés évoluant dans le secteur du développement de la jeunesse. Cette dernière comporte des objectifs avec 15 domaines et plusieurs axes stratégiques et a**près plus de 16 ans d'existence ladite politique nécessite d'être mise à jour.**

Aussi, le **Ministère dispose d'une stratégie sectorielle de développement 2022-2026 validée techniquement nécessitant son actualisation. Cette stratégie prend en compte les questions émergeantes tout en se conformant au guide d'élaboration des politiques/stratégies sectorielles en vue de faciliter le basculement vers le Budget - Programme.**

Le Ministère compte à son actif, des Centres d'insertion des jeunes notamment : 222 Centres de Production, 12 Brigades Agricoles Pilotes des jeunes, 118 Centres d'Insertion Socio-Professionnelle des jeunes, 3 Centres d'écoute et d'information conviviales des Adolescents et jeunes et 15 Incubateurs-Pépinières d'entreprises des jeunes.

I.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	PERIMETRE	
						SERVICES NORMATIFS	OPERATEURS
59	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET EVEIL PATRIOTIQUE						
			ADMINISTRATION GENERALE DE LA JEUNESSE			Cabinet du Ministre ; Secrétariat Général ; Direction des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière ; Direction d'Etudes et Planification ; Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication ; Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ; Cellule Technique d'Appui et la Direction Inspection.	
					Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre de la Jeunesse, Secrétariat Général à la Jeunesse et Eveil Patriotique ; Cellule Technique d'Appui, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics et la–Direction Inspection.	
					Gestion des Ressources Financières et Matérielles	Direction Administrative et Financière (DAF)	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'études et Planification (DEP)	
					Gestion des ressources humaines et formation	Direction des ressources humaines (DRH)	

					Gestion du système d'information, de la communication et d'archives	Direction des Archives, Nouvelles technologie de l'information et de la communication (DANTIC)	
			JEUNESSE			Direction Brigades Agricoles, Pêches et Elevages des Jeunes ; Direction Entrepreneuriat et Emplois des jeunes; Direction Insertion Socio-professionnelle des jeunes ; Direction Centres Artisanaux des Jeunes ; Direction Infrastructures de la jeunesse ; Direction d'Education civique ; Direction Volontariat et Education Environnementale des jeunes ; Direction Partenariat Public-Privé ; Direction Centre d'Information des jeunes ; Direction Encadrement, Intégration, Promotion et Protection des jeunes;	Conseil National de la Jeunesse , Commission Nationale Permanente pour la CONFEJES, Centre National de maintenance et de production de la jeunesse, Le corps national des jeunes volontaires en RDC, Cellule d'intégration régionale et multinationale de la jeunesse, Programme de promotion des jeunes YOUTHCONNECT RDC, Cellule Sectorielle Genre, Secrétariat technique de l'implémentation de la résolution 2250 du 9 décembre 2015 de Conseil des Nations Unis sur les jeunes, la paix et sécurité et le Parlement des jeunes en RDC
					Insertion des jeunes	Direction Insertion socio – professionnelle	Centre National de Maintenance et de Production de la Jeunesse, Programme de Promotion des Jeunes YOUTHCONNECT RDC, Commission Nationale Permanente pour la CONFEJES.
					Entrepreneuriat et	Direction Partenariat Public-Privé ; Direction Entrepreneuriat et Emplois des jeunes	Conseil National de la Jeunesse, Fonds spécial pour la Promotion, l'Entrepreneuriat et l'Emploi des

					partenariat		Jeunes, Parlement des jeunes en RDC, Secrétariat technique de l'implémentation de la résolution 2250 du 9 décembre 2015 de, Conseil des Nations Unis sur les jeunes, la paix et sécurité, Cellule d'intégration régionale et multinationale de la jeunesse,
					Santé des adolescents et jeunes	Direction Encadrement, Intégration ; Promotion et Protection des jeunes ;	Cellule sectorielle genre
					Modernisation des Infrastructures des jeunes	Direction Infrastructures de la jeunesse ; Direction Brigades Agricoles, Pêches et Elevages des Jeunes Centre Artisanaux des jeunes.	
					Volontariat	Direction Volontariat et Education Environnementale des jeunes.	Corps National des Volontaires
			EVEIL PATRIOTIQUE			Direction d'Education Civique ; Direction Promotion de la Cohésion Nationale ; Direction information de la Jeunesse.	
					Education civique	Direction d'Education civique ; Direction information de la Jeunesse.	
					Cohésion Nationale	Direction Promotion de la Cohésion Nationale.	

I.4. Performances antérieures et perspectives

1.4.1. Performance antérieure

Lors de ces huit dernières années, les performances suivantes ont été atteintes :

- 10 255 jeunes ont été formés et insérés socio-professionnellement ;
- 40 350 jeunes ont bénéficié d'une formation sur les infections sexuellement transmissibles ;
- 30 820 jeunes ayant participé aux programmes d'éducation à la vie courante et civisme patriotique ;
- 50 4500 jeunes conscientisés sur les valeurs patriotiques ;
- 112 ateliers de sensibilisation organisés dans les domaines de planification Familiale, de Changement de Mentalité, de Lutte contre la Toxicomanie, de Violence basées sur les genres et de violences Juvéniles ;
- 103 ateliers de renforcement des capacités des Formateurs des formateurs des Apprenants dans les Centres Artisanaux des Jeunes, Centres d'Insertion Socioprofessionnelle des Jeunes et Centres de Production Agricole des Jeunes ;
- 115 ateliers de renforcement des capacités des Agents et Cadres organisés dans les domaines de l'Entrepreneuriat, Volontariat, la Cohésion Nationale, Eveil Patriotique et les textes régissant les agents de carrière des services public de l'Etat ;
- 30 658 jeunes ont bénéficié des programmes d'entrepreneuriat, de volontariat et d'insertion socio-économique ;
- 1 062 jeunes entrepreneurs accompagnés ;
- 15 partenariats conclus et opérationnels en faveur du développement et de l'autonomisation des jeunes ;
- 6 Structures d'insertion et réinsertion des jeunes construites 2 à Mahagi/Ituri, 2 à Masisi et 1 Walikale ;
- 8 Structures d'insertion et réinsertion des jeunes réhabilitées et équipés (Mangobo /Kisangani, Katuba / Lubumbashi, Mvuzi / Matadi, Kintambo et Bandalungwa / Kinshasa, CEICA/ Boma, Moanda/ Moanda, Kimbangu et Kimbanseke / Kinshasa) ;
- 3 Tracteurs et Accessoires acquis pour les Brigades Agricoles ;
- 2 Forages réalisés à la Brigade Agricole pilote de Bombe à Impuru / Maluku et au centre d'Insertion socioprofessionnel de Bandalungwa ;
- 12 Programmes référentialisés ont été produits dans les filières Froid, Coupe et couture, Esthétique, Maçonnerie, Menuiserie, Mécanique automobile, Electricité ; Plomberie, Soudure et Métallurgie, Apiculture ;
- 5 Documents sectoriels produits (Le guide d'Initiation à la Nouvelle Citoyenneté Produit, la Politique Nationale de la Jeunesse et la Stratégie sectorielle, Guide des procédures pour l'agrément d'une Association, Certificat d'Agrément des ONG) ;
- 1 Programme pour les classes de Secondaire ;
- Les modules de formation sur la culture de la paix (Education Civique et Cohésion Nationale) ;
- 58 Mobiliers de bureau, 22 Laptop et 26 desktops, 16 Imprimantes ainsi que Photocopieur et Fournitures divers acquis ;
- 3 Incubateurs à Mangobo/ Kisangani, Katuba/ Lubumbashi et Youthconnekt/ Kinshasa ;
- 1 Nouveau bâtiment Administratif construit et équipé au Secrétariat Général à la Jeunesse et Eveil Patriotique.

Toutes ces performances ont eu comme impacts socio-économiques :

Impacts sociaux

- Reduction du chômage et de la précarité ;
- Réinsertion des Jeunes vulnérables ;
- Lutte contre la délinquance Juvéniles et la Toxicomanie ;
- Renforcement de la Cohésion sociale, du civisme, du patriotisme et du volontariat ;
- Promotion de l'égalité de chance et de l'inclusion des jeunes femmes, des personnes à risque et des jeunes vivants avec handicap ;
- Reduction des Grossesses non désirées, Avortement clandestin, Mariages Précoces, de taux de prévalence des IST, VIH/SIDA et les violences basées sur le genre ;
- Renforcement des compétences locales, du leadership et de la résilience des Jeunes.

Impacts économiques

- Création d'emplois directs et indirects pour les jeunes ;
- Développement de l'Entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat social appuis à la création des PME, Startup et de micro-entreprise ;
- Modernisation de la productivité de l'agriculture, l'Elevage, la pêche, Artisanat et services ;
- Contribution à la réduction du chômage et de la pauvreté ;
- Elargissement de l'assiette fiscale grâce à la formalisation des activités économiques des jeunes ;
- L'accroissement des revenus des jeunes ;
- Attractivité des partenaires dans territoire (Investisseurs, ONG, Développeurs) ;
- Augmentation de la consommation globale.

I.4.2. Perspectives pour l'année budgétaire 2027

- ✓ (Code 261020) Construction d'un nouveau bâtiment administratif du Secrétariat Général de la Jeunesse et Eveil Patriotique ;
- ✓ Réhabilitation du bâtiment administratif du Secrétariat Général de la Jeunesse et Eveil Patriotique ;
- ✓ Réhabilitation des Brigades Agricoles Pilotes ;
- ✓ (Code 261050) Acquisition des véhicules terrestres ;
- ✓ (231018) Acquisition d'équipements divers pour la modernisation des brigades agricoles pilotes et centres d'insertion socioprofessionnelle des jeunes à travers le pays ;
- ✓ (Code 231018) Acquisition d'équipements divers et mobiliers des bureaux ;
- ✓ Acquisition d'équipements agro-sylvo-pastoraux des Brigades Agricoles pilotes.
- ✓ Construction des maisons des jeunes entrepreneurs ;
- ✓ Equipements des maisons des jeunes entrepreneurs ;
- ✓ Construction d'une école Nationale des cadres de la jeunesse ;
- ✓ Construction des centres artisanaux pilotes des jeunes dans divers filières dans les 11 anciennes provinces.

I.5. Objectifs et Indicateurs représentatifs de la politique du Ministère de la Jeunesse et Eveil Patriotique

I.5.1. Objectifs du Ministère

Les objectifs suivants représentent les missions du ministère :

- ✓ **Objectif 1 :** Améliorer l'éducation à la vie courante des Jeunes et à l'éveil patriotique ;
- ✓ **Objectif 2 :** Promouvoir le développement intégral des jeunes à travers l'insertion, l'entrepreneuriat, le volontariat et le partenariat constructif ;
- ✓
- ✓ **Objectif 3** : Appuyer l'organisation, l'administration et la gestion des structures d'insertion des jeunes.

I.5.2. Cadre de performance des objectifs les plus representatifs

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

	Objectif 1 : Améliorer l'éducation à la vie courante des Jeunes et à l'éveil patriotique.								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des jeunes ayant participé aux programmes d'éducation à la vie courante	**%**	5,5	6,3	7,5	8	16	20	24
	***Source** : DINC*								
	***Mode de calcul** : (Nombre des jeunes ayant participé / Nombre des jeunes prévus) x 100*								
	***Commentaire** : Nous comptons quadrupler la couverture en 2029 en touchant les jeunes faciles à atteindre ce qui nécessite plus de ressources, même si nous sommes encore en dessous du seuil critique de 40% pour observer un changement de comportement à l'échelle communautaire.*								
2	Proportion des jeunes conscientisés sur les valeurs patriotiques	**%**	6	7,3	8,5	9	18	27	36
	***Source** : DINC*								
	***Mode de calcul** : (Nombre des jeunes conscientisés / Nombre des jeunes prévus) x 100*								
	***Commentaire** : Nous comptons aussi quadrupler la couverture en 2029 en touchant toujours les jeunes faciles à atteindre pour observer un changement de comportement à l'échelle communautaire, ce qui nécessite plus de ressources,*								
	Objectif 2 : Promouvoir le développement intégral des jeunes à travers l'entrepreneuriat, volontariat et partenariat constructif								
Indicateurs		**Unité de**		**Réalisations**		**Exercice en**	**Cibles**		

		mesure				cours			
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Proportion des jeunes entrepreneurs accompagnés	**%**	2,1	2,4	2,9	3	6	12	18
	Source : *DEIPPJ*								
	Mode de calcul : *(Nombres des jeunes ayant reçu un accompagnement /Nombre total des jeunes prévus) x 100*								
	Commentaire : *Nous comptons tripler l'accompagnement en 2029, ce qui nécessite plus de ressources pour sa structuration (formation, coaching, fonds de démarrage)*								
2	Proportion de jeunes bénéficiaires des programmes de volontariat	**%**	1,1	1,3	1,5	1,7	5	10	15
	Source : *DEIPPJ*								
	Mode de calcul : *(Nombres des jeunes* bénéficiaires */Nombre des jeunes prévus) x 100*								
	Commentaire : *Ces cibles correspondent aux pourcentages des jeunes qui sont dans une phase d'attente entre fin de formation et emploi mais qui acceptent le volontariat comme tremplin.*								
3	Nombre de partenariats conclus et opérationnels en faveur du développement et de l'autonomisation des jeunes.	**Nombre**	9	9	10	15	17	20	23
	Source : *DPPP, DVEEJ, DEJ, DEEJ*								
	Mode de calcul : Nombre de partenariats conclus et opérationnels								
	Commentaire : *Nous comptons augmenter le n*ombre de partenariats conclus et opérationnels d'ici 2029 en *consolidant une meilleure gouvernance dans le p*ilotage et la coordination des actions stratégiques du Ministère.								
	Objectif 3 : Appuyer l'organisation, l'administration et la gestion des structures d'insertion des jeunes								
Indicateurs		**Unité de mesure**		**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des structures d'insertion et réinsertion des jeunes réhabilitées et équipées	**Nombre**	5	8	11	14	27	42	74
	Source *: **DEIPPJ***								
	Mode de calcul : *(Nombres des structures d'insertion réhabilitées et équipées*								
	Commentaire : *Sur **234*** structures d'insertion et réinsertion des jeunes très peu restent opérationnelles d'où la nécessite de mobiliser plus des ressources propres et extérieures pour réhabiliter et équiper un nombre assez important des structures.								
2	Pourcentage des jeunes formés et réinsérés	**%**	1,1	1,3	1,5	1,7	4,3	11	17

	Source : *DEIPPJ*								
	Mode de calcul : *(Nombres des jeunes formés et réinsérés/Nombre des jeunes prévus) x 100*								
	Commentaire : *Nous comptons* réhabiliter et équiper un nombre assez important des structures d'insertion et réinsertion des jeunes grâce à la mobilisation de plus des ressources par le Gouvernement et les partenaires extérieurs.								
3	Proportion d'éducateurs des structures d'insertions des jeunes renforcés en capacité	**%**	6	9	12	17	30	42	51
Source : *DIR*									
Mode de calcul : *(Nombres d'éducateurs renforcés /Nombre total d'éducateurs) x 100*									
Commentaire : *La modernisation* de nos structures d'insertion et réinsertion impliquera l'accroissement de la proportion d'éducateurs à recycler.									

I.6. PRESENTATION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. Evolution des crédits par Programme

Tableau 3 : Evolution des crédits par Programme

PROGRAMMES	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PROJECTIONS		
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution	Projections 2027	Projections 2028	Projections 2029
Administration Générale	29 793 160 518	27 004 145 238	37 027 590 277	17 623 337 166	57 619 157 089	42 504 323 457	44 629 539 630
Jeunesse	5 660 462 679	10 159 863 725	9 829 571 981	2 647 029 594	775 967 084	9 235 183 296	9 696 942 961
Eveil patriotique	827 756 871	149 242 500	529 544 390	13 154 000	19 098 072 080	504 337 326	529 554 192
TOTAL	**38 052 222 211**	**37 380 501 463**	**47 386 706 648**	**20 283 520 760**	**77 493 196 253**	**52 243 844 079**	**54 856 036 283**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution	
Contrepartie des Projets	400 000 000	-	715 146 578	-	760 915 959
Fonctionnement des Ministères	7 094 615 526	4 416 136 675	6 487 294 690	1 624 799 250	10 493 781 985
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 068 287 071	11 377958 400	6 488 931 700	9 130 076 075	9 504 179 627
Investissements sur Ressources Extérieures	1 370 732 513	-	2 732 565 061	-	1 442 771 536
Investissements sur Ressources Propres	1 221 322 735	-	1 404 521 145	1 404 521 145	7 405 425 374
Rémunérations	23 935 939 609	19 832 721 488	28 751 094 107	9 128 389 791	35 912 627 083
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 100 000 000	972 955 500	807 553 367	400 255 644	1 020 774 713
Total	**38 052 222 211**	**37 380 501 463**	**47 386 706 648**	**20 283 520 760**	**77 493 196 253**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Evolution des crédits par titre

Titres	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin 2026	
A. Dépenses courantes	35 060 126 963	37 380 501 463	42 534 446 076		67 884 083 384
Titre III : Dépenses de personnel	25 581 025 456	19 935 298 988	29 922 455 032	10 380 889 791	39 277 625 540
Titre IV : Biens et matériels ;	1 984 785 760	4 927 209 175	1 769 783 490	372 299 250	3 182 716 521
Titre V : Dépenses de Prestations ;	5 254 027 816	167 079 400	3 546 122 587	9 530 331 719	3 946 067 007
Titre VI : Transferts et interventions	2 421 166 808	12 350 913 900	7 296 084 967	10 524 954 340	
Dépenses en capital	2 992 095 248				9 609 112 869

Titre VII : Equipements	1 770 772 513		1 262 407 251		4 036 122 869
Financement intérieur			-		
Financement extérieur			-		
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition D'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 221 322 735 5 290 428 777		852 260 572		5 572 990 000
Total	**38 052 222 211**	**37 380 501 463**	**47 386 706 648**	**20 283 520 760**	**77 493 196 253**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs du Ministère

Tableau 6 : Evolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

Grade	Emplois			Crédits de masse salariale 2026			
	Emplois 2025 (-retraite) -1	Evolutions pour 2026 (actions Nvelles) (2)	Projection Emplois 2026 (3) = (1+2)	Barème/Base (1) En CDF	Ancienneté/Échelon (2)	Avancement -3	Total masse salariale (4) = (1+2+3)
I. Traitement de Base							
Hauts Fonctionnaires							
SG			1	415439			4 985 268
Directeur			28	402528			135 249 408
Cadres Supérieurs							
CD			236	386238			1 093 826 016
CB			782	371760			3 488 595 840
Agents de Collaboration							
ATA1 (ATB1)			1547	353960			6 570 913 440
ATA2 (ATB2)			2360	340022			9 629 423 040
AGA1 (AGB1)			2980	325538			11 641 238 880
Agents d'exécution							
AGA2 (AGB2)			4126	312644			15 479 629 728
AA1			1369	298965			4 947 272 820
AA2			481	279685			1 614 341 820
Huissier			41	265720			130 734 240
Sous-Total I			**13951**				**54 736 210 500**

II. Primes permanentes							
Hauts Fonctionnaires							
SG			1	1 625 000			19 500 000
DG							
Directeur			28	1 587 500			533 400 000
Cadres Supérieurs							
CD			236	1 175 000			2 904 600 000
CB			262	900 000			2 829 600 000
Agents de Collaboration							
ATA1 (ATB1)			948	600 000			6 825 600 000
ATA2 (ATB2)			938	500 000			5 628 000 000
AGA1 (AGB1)			218	450 000			1 177 200 000
Agents d'exécution							
AGA2 (AGB2)			133	400 000			638 400 000
AA1			2	350 000			8 400 000
AA2							
Huissier							
Sous-Total II			**2736**		**20 564 700 000**		
Total Général (I+II)				**75 300 910 500**			

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE DE LA JEUNESSE ET EVEIL PATRIOTIQUE

Responsable : Monsieur MOYA KILIMA Vincent

Fonction : *Secrétaire Général*

II.1.1. Périmètre du Programme

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariat Général ;
- Direction des Ressources Humaines,
- Direction Administrative et Financière ;
- Direction d'Etudes et Planification ;
- Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication ;
- Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ;
- Cellule Technique d'Appui,
- Direction Inspection

II.1.2. Stratégie du Programme

Le programme a pour but d'assurer le pilotage et la coordination administrative de l'ensemble du Ministère. Il regroupe l'ensemble des structures transversales qui assurent le bon fonctionnement administratif, financier, logistique et institutionnel du ministère de la Jeunesse, afin de mettre en œuvre la politique nationale de la jeunesse (stratégie nationale de la jeunesse) et programmes en faveur des jeunes.
Pour ce faire, la stratégie de ce programme se décline en deux axes :

- Le renforcement des capacités institutionnelles et techniques du Ministère ayant en charge la jeunesse et des structures des jeunes,
- L'amélioration des conditions de travail au sein de l'administration centrale et provinciale.

II.1.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

II.1.3.1. Objectifs du Programme

- ✓ Objectif 1 : Améliorer les conditions de travail du secteur de la jeunesse
- ✓ Objectif 2 : Revitaliser le cadre règlementaire et institutionnel d'appui au développement du secteur ;
- ✓ Objectif 3 : Assurer la bonne exécution des ressources financières allouées au programme.

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Cadre de performance du programme Administration Générale

Objectif 1 : Améliorer les conditions de travail du secteur de la jeunesse								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Pourcentage des agents et cadres bénéficiaire d'une rémunération adéquate	**%**	20%	35%	37%	50%	80%	100%
	Source : *DRH*							
	Mode de calcul : *(pourcentage des agents et cadres rémunéré /Nombre total des agents et cadre) x 100*							
	Commentaire : *La vision consiste à payer décemment tous les agents et cadres d'ici 2029 à travers une politique salariale tirée d'une répartition équitable du budget national.*							
2	Proportion d'agents et cadres formés	**%**	15%	18%	27%	42%	60%	80%
	Source : *Secrétariat Général, DBA et DEP*							
	Mode de calcul : *(Nombre d'agents et cadres formés/nombre d'agents et cadres prévus par an) x 100*							
	Commentaire : *Avec des crédits accrus, il est possible de former la majorité des agents et cadres.*							
3	Pourcentage des agents disposant d'un poste équipé conformément aux normes	**%**	10%	15%	30%	50%	65%	90%
Source *: Secrétariat Général*								
Mode de calcul : *(Nombres des Equipés/Nombres des agents prévus) x 100*								
Commentaire : Avec des meilleures allocations budgétaires, *les conditions de travail de chaque agent devraient sensiblement s'améliorer par l'acquisition des équipements modernes.*								
Objectif 2 : Revitaliser le cadre règlementaire et institutionnel d'appui au développement du secteur de la jeunesse								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des textes règlementaires élaborés ou révisés	**Nombre**	2	5	7	10	12	15
	Source *: Secrétariat Général*							
	Mode de calcul : *(Nombre* de textes effectivement élaborés ou révisés)							

	Commentaire : Plusieurs textes règlementaires doivent être élaborés et d'autres révisés pour permettre au secteur de se revitaliser davantage.							
2	**Taux de mise en œuvre des réformes institutionnelles**	**%**	2	4	7	15	30	60
	***Source** : Secrétariat Général*							
	***Mode de calcul :** (Nombre de réformes ou mises en application/nombre total de reformes formulées) x 100*							
	***Commentaire :** l'implémentation des reformes du cadre juridique et institutionnel* du secteur doit s'accélérer pour permettre à la jeunesse de saisir les opportunités de formation, d'insertion et d'emplois							
3	**Taux des jeunes bénéficiaires des initiatives d'appui au développement de la jeunesse**	**%**	0,2	1,6	3,3	10	17	25
***Source :** Secrétariat Général*								
***Mode de calcul** : (Nombre des jeunes bénéficiaires/Nombre des jeunes prévus par an) X100*								
***Commentaire** : Le budget alloué au secteur de la jeunesse doit sensiblement augmenter pour permettre au gouvernement de financer les initiatives entrepreneuriales des jeunes en vue de leur participation active au développement.*								
Objectif 3 : Assurer la bonne gestion des ressources Financières, Matérielles et du Patrimoines du Secteur								
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux d'exécution des crédits budgétaires alloués au secteur de la jeunesse**	**%**	30%	35%	30%	80%	90%	100%
	***Source :** DAF*							
	***Mode de calcul :** Montant des dépenses exécutés/montant du budget alloués x 100*							
	***Commentaire :** La cible de 100% exprime notre volonté de l'atteindre progressivement et encore mieux dans une exécution physique de qualité. Le faible taux d'exécution des crédits budgétaires actuel alloués au Ministère, s'explique par la lenteur du processus d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement et de paiement qui prend en moyenne 120 jours, d'où l'urgence de la mise en œuvre de la déconcentration effective de l'ordonnancement et le renforcement des capacités des gestionnaires sur la nouvelle nomenclature budgétaire.*							
2	**Taux des biens et équipements du secteur de la jeunesse inventoriés et sécurisés**	**%**	5%	10%	17%	40%	75%	100%
	***Source** : DAF*							
	***Mode de calcul :** Nombre* des biens et équipements inventoriés et sécurisés/le *nombre total des biens et équipements recensés x 100*							
	***Commentaire :** Aujourd'hui, la* fréquence des états des lieux devant aboutir aux inventaires et à la sécurisation des biens							

	et équipements du secteur de la jeunesse est très faible, d'où la nécessité d'augmenter progressivement cette fréquence pour une sécurisation de tous les biens.							
3	Taux de conformité de la gestion financière, matérielle et patrimoniale	**%**	10	20	30	60	80	90
Source : *Secrétariat Général*								
Mode de calcul : *(Nombre d'opérations conformes aux procédures et aux normes/le nombre total d'opérations contrôlées) x 100*								
Commentaire : Des efforts doivent davantage être fait pour se conformer *aux procédures et aux normes relatives à la gestion financière, matérielle et* patrimoniale du Ministère afin de préserver la bonne gouvernance et réduire les risques de perte ou de spoliation les biens publics.								

Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère								
Objectif Opérationnel : Améliorer le pilotage efficace, une coordination cohérente et un suivi régulier de la mise en œuvre des actions stratégiques du Ministère afin d'améliorer l'atteinte des résultats en faveur de la jeunesse.								
1	**Taux de réalisation du Plan de Travail Annuel**	**%**	30%	35%	30%	30%	50%	60%	80%
Source : Cabinet et SG								
Mode de Calcul : (nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions stratégiques programmées par an) × 100.								
Commentaires : La mise en œuvre du PTA est étroitement liée au niveau des décaissement annuel des fonds alloués au financement des diverses activités. La difficulté de mobilise les fonds publics réduit l'exécution du PTA au stricte minimum. Pour 2027, nous espérons renverser ce paradoxe.								
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles								
Objectif Opérationnel : Assurer une gestion efficace, transparente et rationnelle des ressources financières et matérielles du secteur de la jeunesse								
1. Taux d'exécution des crédits budgétaires du secteur de la Jeunesse		**%**	30%	35%	30%	30%	70%	90%	100%
Source : DAF								
Mode de Calcul : (Nombre des OPI payés ÷ Nombre des dossiers engagés) × 100								
Commentaire : *La cible de 100% exprime notre volonté de l'atteindre progressivement et encore mieux dans une exécution physique de qualité. Le faible taux d'exécution des crédits budgétaires actuel alloués au Ministère, s'explique par la lenteur du processus d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement et de paiement qui prend en moyenne 120 jours, d'où l'urgence de la mise en œuvre de la déconcentration effective de l'ordonnancement et le renforcement des capacités des gestionnaires sur la nouvelle nomenclature budgétaire.* Ceci permettra d'améliorer la bonne gouvernance, la transparence et la rationalisation dans l'utilisation des ressources financières et matérielles du secteur de la Jeunesse et garantira le respect des procédures, la traçabilité des opérations, l'utilisation optimale des crédits et la bonne gestion des biens et équipements.								
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation								
Objectif Opérationnel : Améliorer la planification et la programmation des activités du Secteur de la Jeunesse								
Proportion des programmes ayant un cadre de performance		**%**	10	13	15	20	25	100	100

Source : DEP									
Mode de calcul 1 : (nombre des programmes ayant un cadre de performance ÷ Nombre total des programmes) × 100									
Commentaire : Depuis toujours, notre seul cadre de performance a toujours été le PTA car il nous permet jusqu'à ce jour de suivre l'exécution de nos activités. A la validation de ce PAP, nous disposerons d'un cadre de performance dument validé par le Pouvoir Public. Voilà, ce qui explique les 100% à partir de 2027.									
Action 4 : Gestion des ressources humaines									
Objectif Opérationnel : Améliorer la gestion, la disponibilité et les compétences des ressources humaines du secteur de la jeunesse.									
Proportion d'agents ayant bénéficié d'une formation ou d'un renforcement des capacités		**%**	15%	18%	27%	42%	60%	80%	100%
Source : DRH									
Mode de Calcul : (Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents prévus par an) × 100									
Commentaires : Pour le moment, le Ministère ne dispose pas assez des ressources pour former tous les agents mais avec le temps et surtout grâce aux moyens disponibles, la formation obligatoire pour tous deviendra progressivement un impératif.									
Action 5 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archives									
Objectif Opérationnel : Assurer une gestion efficace et sécurisée de l'information, de la communication et des archives.									
1	**Taux de numérisation des services**	**%**	10	13	15	20	25	40	60
Source : DANTIC									
Mode de Calcul : (Nombre des services numérisés / Nombre total des services) × 100									
Commentaires : Pour le moment, le taux de numérisation des services est très faible par manque d'équipement informatiques appropriés mais nous espérons avec le temps atteindre la cible projetée.									

II.1.4. EVOLUTION DU CREDITS DU PROGRAMME

II.1.4.1. Evolution des crédits par titre

Tableau N° 1 : Evolution des crédits de programme par titre

Titres	2025		2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution	
A. Dépenses courantes	26 801 065 270	27 004 145 238	37 027 590 277	17 623 337 166	48 010 044 220
Titre III : Dépenses de personnel	22 612 701 697	19 004 712 998	24 337 840 017	10 002 447 291	31 626 819 162
Titre IV : Biens et matériels ;	1 000 827 543	4 196 640 500	1 401 790 601	325 413 750	2 690 053 078
Titre V : Dépenses de Prestations ;	3 423 083 385	152 679 400	7 144 963 766		3 392 870 429
Titre VI : Transferts et interventions	797 093 283	3 650 112 340	4 142 995 893	7 295 476 125	10 300 301 551

B. **Dépenses en capital**	3 336 308 794				9 609 112 869
Titre VII : Equipements	2 114 986 059				4 036 122 869
Financement intérieur	-				
Financement extérieur	-				
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition D'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 370 772 513				5 572 990 000
Total	**29 793 160 518**	**27 004 145 238**	**37 027 590 277**	**17 623 337 166**	**57 61915 089**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau N° 2 : Evolution des crédits du programme par rubrique

	Réalisations 2025		Exercice en cours 2026		LES PROJECTIONS		
RUBRIQUES	**Crédits votés**	**Exécutions**	**Crédits votés**	**Exécution au 30 Juin 2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Contrepartie des Projets	400 000 000		715 146 578		760 915 959	788 449 103	827 871 558
Fonctionnement des Ministères	4 601 840 125	4 349 319 900	4 466 983 187	1 577 913 750	8 982 831 280	4 879 214 283	5 123 174 997
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	3 650 112 340	4 142 995 893	7 295 476 125	9 847 465 990	577 441 266	606 313 329
Investissements sur Ressources Extérieures	1 370 772 513		2 732 565 061	2 732 565 061	2 869 193 314	1 442 771 536	3 163 285 629
Investissements sur Ressources Propres	1 221 322 735		1 404 521 145		7 405 425 374	1 548 484 562	1 625 908 790
Rémunérations	21 999 225 145	19 004 712 998	23 565 378 413	6 017 382 230	28 726 911 389	31 698 081 253	33 282 985 316
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-		-		452 835 561	-	-
Total	**29 793 160 518**	**27 004 145 238**	**37 27 590 277**	**17 23 337 166**	**57 19 157 089**	**42 04 323 457**	**44 29 539 630**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.2.4.3. Présentation des crédit du programme par action

Tableau N° 3 Evolution des crédits du programme par action

Code Programme	Action	Crédits votés en FC		Année en cours 2026		Prévision 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	
	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	28 763 047 844	26 902 791 238	36 267 763 287	17 602 374 916	**57 619 157 089**
	Gestion des Ressources Financières et Matérielles	120 750 779	30 164 000	139 870 976	7 838 000	
	Planification, programmation et suivi-évaluation	466 019 623	14 900 000	301 691 419	3 011 500	
	Gestion des ressources humaines et formation	443 342 272	56 290 000	276 872 604	8 356 250	
	Gestion du système d'information, de la communication et d'archives			41 391 991	1 756 500	
Total		29 793 160 518	27 004 145 238	**37 027 590 277**	**17 623 337 166**	**57 619 157 089**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME 2 : JEUNESSE

Code du Programme :

Pre-responsable :

Fonction :

II.2.1. Périmètre du Programme

- Direction Brigades Agricoles, Pêches et Elevages des Jeunes ;
- Direction Entrepreneuriat et Emplois des jeunes ;
- Direction Insertion Socio-professionnelle des jeunes ;
- Direction Centres Artisanaux des Jeunes ;
- Direction Infrastructures de la jeunesse ;
- Direction d'Education civique ;
- Direction Volontariat et Education Environnementale des jeunes ;
- Direction Partenariat Public-Privé ;
- Direction Centre d'Information des jeunes ;
- Direction Encadrement, Intégration, Promotion et Protection des jeunes ;

- **Opérateurs**

- Conseil National de la Jeunesse ;
- Commission Nationale Permanente pour la CONFEJES ;
- Centre National de maintenance et de production de la jeunesse ;
- Le corps national des jeunes volontaires en RDC ;
- Cellule d'intégration régionale et multinationale de la jeunesse ;
- Programme de promotion des jeunes YOUTHCONNECT RDC ;
- Cellule Sectorielle Genre ;
- Secrétariat technique de l'implémentation de la résolution 2250 du 9 décembre 2015 de Conseil des Nations Unis sur les jeunes, la paix et sécurité
- Et le Parlement des jeunes en RDC.

II.2.2. Stratégie du Programme

Le programme consiste à : améliorer le système éducatif national, promouvoir la santé des adolescents et jeunes en vue de leur développement harmonieux ; Réduire la propagation des IST et du VIH chez les jeunes et adolescents ; Promouvoir la formation, l'emploi et l'entreprenariat des jeunes ; Assurer la prévention et la protection sociale des jeunes et adolescents, l'insertion des jeunes dans le centre socio-professionnel; Promouvoir et protéger les droits humains, la culture de la paix, la démocratie, la bonne gouvernance, l''éducation et la participation citoyenne en milieu des jeunes ; Promouvoir les sports, les loisirs et les activités socioculturelles chez les adolescents et les jeunes ; Améliorer la qualité et l'accès aux technologies de l'information et de la communication ; Améliorer le cadre environnemental de vie des jeunes ; Impliquer les jeunes dans la production agricole pour assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaire ; Impliquer la jeunesse dans la maitrise de la problématique de la population ; Promouvoir et Protéger l'égalité des sexes, l'équité ainsi que l'élimination des violences ; Mettre en place un partenariat national pour les interventions multisectorielles ; Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du Ministère ayant en charge la

jeunesse et les organisations qui interviennent dans le secteur de la jeunesse, construction et réhabilitation des infrastructures visant l'augmentation de la capacité d'accueil de centres et de brigades Agricoles et l'amélioration des conditions du travail.

Il faudra dès lors rappeler en rapport avec les objectifs stratégiques et opérationnels en moyen terme que le développement de la jeunesse était retenu parmi les objectifs stratégiques essentiels.

II.2.3.2. Cadre de performance du programme

Cadre de performance du programme JEUNESSE

Objectif 1. Autonomiser et Promouvoir la Jeunesse							
Indicateur	**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice cours**	**Cibles**		
		2024	2025	2026	2027	2028	2029
Proportion des jeunes autonomisés	%	5,5	6,3	15	30	40	55
***Source** : BAPEI, EEJ, VEEJ*							
Mode de calcul : (Nombre des jeunes autonomisés/Nombre des jeunes accompagnés au départ) x 100							
***Commentaire** : l'autonomisation dépend plus des facteurs externes difficile à contrôler qui freine l'activité et insécurise le capital, donc sur 100 jeunes financés, 45ù peuvent perde leur capital la première année à cause des réalités du terrain.*							
Proportion des jeunes bénéficiaires d'un Kits complet lors de la formation	%	15%	18%	21%	70%	80%	85%
***Source :** BAPEI, EEJ, VEEJ*							
***Mode de calcul :** (Nombre des jeunes ayant reçu un kit complet/Nombre total des jeunes ayant terminé la formation) x 100*							
***Commentaire** : Donner un Kit ne veut pas dire autonomiser car, il n'est qu'un moyen, pas une fin car souvent après 12 mois, très peu utilise encore le kit donc la cible est fixée pour tenir compte d'un taux de déperdition lié aux abandons.*							
Pourcentage des micros entreprises des jeunes subventionnées	%	5	7	9	12	15	17
***Source :** BAPEI, EEJ, VEEJ*							
Mode de calcul : (Nombre des micros entreprises des jeunes subventionnées/Nombre des microentreprises accompagnés) x100							
***Commentaire** : Sur 100 jeunes accompagnés dans un programme d'insertion, souvent moins 20 crées effectivement leur micro-entreprises subventionnées.*							
Objectif 2 : Contribuer à la bonne santé physique, mentale et au bien-être des adolescents et jeunes pour une meilleure qualité de vie ;							

Proportion des adolescents et jeunes sensibilisés sur les IST et le VIH/SIDA	**%**	70%						100%
***Source** : DEIPPJ*								
***Mode de calcul :** (Nombre des jeunes Sensibilisés/Nombre total des jeunes prévus) x 100*								
***Commentaire** : La sensibilisation ne coûte pas cher, ne pas atteindre 100% n'est pas un problème de budget, mais d'organisation.*								
Proportion des adolescents et jeunes sensibilisés sur la consommation des substances psychoactives	**%**	70%	70%	70%	70%	90%	100%	100%
***Source** : DEIPPJ*								
***Mode de calcul :** (Nombres des jeunes sensibilisés SPA/Nombres des jeunes prévus) x 100*								
***Commentaire :** La cible de 100% de jeunes sensibilisés à la consommation des SPA d'ici 2028 est alignée sur la Stratégie Nationale de lutte contre la drogue 2024-2028 et la Politique Nationale de la Jeunesse.*								
Taux des capacitations des d'adolescents et jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive	**%**						%	100%
***Source** : DEIPPJ*								
***Mode de calcul** : (Nombres des jeunes formés/Nombres des jeunes de 15 à 24 ans) x 100*								
***Commentaire** : En RDC, une fille de 15 à 19 ans sur 4, est déjà mère donc un projet qui forme sans sensibiliser en santé sexuelle aura 25% de ses filles enceintes dans les six mois après la formation et abandonnent l'activité, d'où l'importance de cibler 100%.*								
Objectif 3. Développer les infrastructures d'insertion des Jeunes								
Nombre de centres d'insertion des jeunes construits réhabilités et équipés	**Nombre**	5	8	11	14	27	42	74
***Source** : DBA, INFR*								
***Mode de calcul :** (*Nombre de centres d'insertion des jeunes construits ou réhabilités et équipés/ Nombre de centres d'insertion des jeunes à construire ou à réhabiliter par an) x 100								
***Commentaire :** Quelques centres de production Agricole et Centres d'Insertion des jeunes ont été construits et réhabilités soit 14 jusque-là. Il est juste question de mobiliser plus de ressources pour atteindre la cible soit 74 en 2029.*								

Action 1 : Insertion des jeunes									
Objectif Opérationnel : Favoriser l'insertion socioprofessionnelle et économique des Jeunes par la formation, l'Accompagnement, l'Accès à l'emploi et à l'auto-emploi									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	**Proportion des jeunes insérés**	**%**	25	32	37	39	61	64	70
Source : DFRJ									
Mode de calcul : (Nombre des jeunes insérés /Nombre total des jeunes formés) X 100.									
Commentaires : Trajectoire progressive 2026-2029 pour atteindre 70% d'ici 2029.									
2	**Proportion des Jeunes accompagnés vers l'auto-emploi**	**%**	5	7	9	12	15	17	19
Source : DFRJ									
Mode de calcul : (Nombre des Jeunes accompagnés ayant créé une activité/Nombre des jeunes accompagnés) X 100.									
Commentaires : Peu des jeunes accompagnés arrivent à créer une activité									
Action 2 : Entrepreneuriat et Partenariat									
Objectif Opérationnel : Promouvoir et renforcer l'entrepreneuriat des Jeunes par l'accompagnement, le renforcement des capacités et la facilitation de l'accès aux opportunités des financements et aux marchés.									
1	**Taux des jeunes entrepreneurs accompagnés.**	**%**	5	7	9	13	18	25	30
Source : DEEJ									
Mode de calcul : (Nombre des Jeunes entrepreneurs accompagnés / Nombre total des Jeunes entrepreneurs prévus par an) X 100									
Commentaires : 40% des jeunes veulent un emploi salarié,30% n'ont pas le niveau minimum pour tenir une comptabilité, il ne reste que 30% avec la fibre entrepreneuriale réelle, donc, accompagner 100%, c'est gaspiller le coaching sur 70% qui ne l'utiliseront pas.									
Action 3 : Sante des adolescents et jeunes de moins de 14 ans									
Objectif Opérationnel : Améliorer l'accès des adolescents de mois de 14 ans aux services de santé préventif et curatif adapter à leurs besoins.									
1	**Proportion d'adolescents formés sur la santé sexuelle**	**%**	%	%			%		%
Source : DEIPPJ									
Mode de Calcul : (Nombre des adolescents formés / Nombre total d'adolescents cible) X 100									
Commentaires : *En RDC, une fille de 15 à 19 ans sur 4, est déjà mère donc un projet qui forme sans sensibiliser en santé sexuelle aura 25% de ses filles enceintes dans les six mois après la formation et abandonnent l'activité, d'où l'importance de cibler 100%.*									
Action 4 : Modernisation des infrastructures des jeunes									
Objectif Opérationnel : Améliorer et moderniser les infrastructures destinées aux jeunes.									
1	**Proportion d'infrastructures de jeunes réhabilitées, équipées et opérationnelles**	**%**	5	8	11	14	27	42	74
Source : Direction des Infrastructures									
Mode de calcul : (Nombre d'infrastructures modernisées / Nombre total d'infrastructures ciblées) × 100									
Commentaires : *Quelques centres de production Agricole et Centres d'Insertion des jeunes ont été construits et réhabilités soit*									

14 jusque-là. Il est juste question de mobiliser plus de ressources pour atteindre la cible soit 74 en 2029.									
Action 5 : Volontariat									
Objectif Opérationnel : Accroitre l'engagement citoyen des jeunes au développement communautaire et à la cohésion sociale.									
1.	**Proportion des jeunes volontaires recrutés et déployés**	**%**	1,1	1,3	1,5	1,7	5	10	15
Source : Direction volontariat et Education environnementale des Jeunes									
Mode de Calcul : Nombre des jeunes volontaires effectivement déployés / Nombre des jeunes volontaires prévus X 100									
Commentaires : *Ces cibles correspondent aux pourcentages des jeunes qui sont dans une phase d'attente entre fin de formation et emploi mais qui acceptent le volontariat comme tremplin.*									

II.2.4.2. Evolution des crédits par titre pour le programme : JEUNESSE

II.2.4.2.1. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau N° 1 : Présentation des crédits du programme par titres

Titres	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution	
A. Dépenses courantes	7 555 372 753	10 351 156 225	9 829 571 981	2 647 029 594	
Titre III : Dépenses de personnel	2 628 545 486	930 585 990	5 469 542 359	378 442 500	7 566 438 476
Titre IV : Biens et matériels ;	1 176 149 034	703 368 675	264 772 392	33 731 500	368 702 133
Titre V : Dépenses de Prestations ;	1 782 391 162	14 40 0 000	986 734 967		430 125 617
Titre VI : Transferts et interventions	1 844 219 140	8 576 759 060		2 234 855 594	10 732 805 854
Titre VII : Equipements					
Financement intérieur	-				
Financement extérieur	-				
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition D'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
Total	7 555 372 753	10 351 156 225	**9 829 571 981**	**2 647 029 594**	19 098 072 080

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Présentation des crédits du programme par rubrique

Tableau N° 2 : Evolution des crédits du programme par rubrique

	2025		2026		LES PROJECTIONS		
RUBRIQUES	**Budget voté**	**Exécuté**	**Voté**	**Exécuté**	**2027**	**2028**	**2029**
Contrepartie des Projets	-		-				
Fonctionnement des Ministères	5 587 085 682	1 650 354 665	1 535 334 024	33 731 500	1 179 550 532	1 817 825 795	1 908 717 085
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 805 001 535	8 555 854 550	2 345 935 807	1 834 599 950	8 823 054 959	6 576 605 934	6 905 436 231
Investissements sur Ressources Extérieures			-		_	-	-
Investissements sur Ressources Propres			-		-	-	-
Rémunérations	1 936 714 464	828 008 490	5 185 715 694	378 442 500	7 185 715 694	-	-
Subventions aux Organismes Auxiliaires			762 586 456	400 255 644	1 909 750 895	840 751 567	882 789 146
Total	**7 555 372 753**	**10 351 156 225**	**9 829 571 981**	**2 647 029 594**	**19 098 072 080**	**9 235 183 296**	**9 696 942 961**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.3 Présentation des crédits du programme par action

Tableau N° 3 Evolution des crédits du programme par action.

Code Programme	Action	Crédits votés		Année en cours 2026		Prévision 2027
		Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
	Insertion des jeunes	3 276 905 191	3 104 425 990	4 255 870 455	390 980 500	7 425 500 844
	Entrepreneuriat et partenariat	3 424 737 729	4 770 309 175	4 960 937 455	2 246 832 594	8 730 609 049
	Santé des adolescents et jeunes	403 551 887	14 100 000	232 771 606	4 342 500	967 928 143
	Modernisation des Infrastructures des jeunes	256 036 614		56 140 513		703 310 735
	Volontariat	256 110 015	13 100 000	379 992 465	4 874 000	314 582 796
Total		**5 660 462 679**	**10 159 863 725**	**9 829 571 981**	**2 647 029 594**	**19 098 072 080**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3. PROGRAMME 3 : EVEIL PATRIOTIQUE

Pré - Responsable :

Fonction :

II.3.1. Périmètre du programme

Les Directions et Structures qui interviennent dans le programme « Eveil Nationale Patriotique » sont les suivantes :

- ✓ Direction d'Education Civique ;
- ✓ Direction Promotion de la Cohésion ;
- ✓ Direction information de la Jeunesse.

II.3.2. Stratégie du programme

Le programme consiste à la transmission des valeurs patriotique et volontariste qui renforcent l'attachement à la nation et l'implication dans son développement à travers les campagnes de sensibilisation de la population en général et les jeunes en particulier. Il permet aussi de mettre en place un ensemble d'actions coordonnées telles que l'éducation civique et la cohésion nationale et sociale, visant à promouvoir chez les citoyens en particulier les jeunes les valeurs républicaines, le sens accru de la responsabilité, le civisme et l'engagement en faveur du développement national. En outre, le programme facilite sensiblement la réduction de la vulnérabilité des jeunes et prépare ces derniers à la vie active et au soutien de la politique nationale de la jeunesse.

II.3.3. Les Objectifs et Indicateurs de Performance du Programme

II.3.3.1. Les Objectifs du Programme

- ✓ **Objectif 1** : Sensibiliser, Identifier et Accompagner les structures des jeunes volontaires sur le civisme en RDC ;
- ✓ **Objectif 2** : Promotion du civisme et du patriotisme dans la vie quotidienne de la population.

II.3.3.2. Cadre de performance du programme

Cadre de performance des objectifs et des indicateurs du programme

Objectif 1. : Sensibiliser, Identifier et Accompagner les structures des jeunes volontaires sur le civisme en RDC ;							
Indicateur	**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
		2024	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Proportion des structures des jeunes Volontaires identifiés et sensibilisées au civisme.	%	45	60	70	75	80	85
Source : DEEV, DENC							
***Mode de calcul** : (Nombre des structures des jeunes volontaires identifiées/Nombre des structures des jeunes volon cartographiées dans la zone cible) x 100*							
***Commentaire** : La progression de 45%à 85% reflète la construction progressive d'une base de données nationa structures qui n'existait pas légalement en 2024 mais évoluant dans l'informel sans arrêté Ministériel ni provincial. de noter que le processus de tri entre les structures actives et fantômes est en cours de finalisation. La cible d représente 510 structures en 2029 soit 23 par province en moyenne dont 60% dans les zones urbaines.*							
Proportion de structures de jeunes volontaires accompagnées dans la mise en œuvre d'actions civiques.	%	35	45	55	60	65	70
Source : DENC, DEEV							
***Mode de calcul** : (Nombre total d'actions civiques réalisées par les structures accompagnées/Nombre des stru accompagnées) X 100*							
***Commentaire** : La trajectoire d'accompagnement de 30% à 70% en 2029 des structures sensibilisées reflète le pa classique de la sensibilisation institutionnelle à l'opérationnalisation sur le terrain selon le modèle PNUD volontair 2024 pour la RDC.*							
Objectif 2 : Promotion du civisme et du patriotisme dans la vie quotidienne de la population							
Proportion de la population pratiquant au moins trois gestes de civisme au quotidien	%	30	40	50	60	65	70
Source : DENC							
***Mode de calcul : Mode de calcul : (**Nombre de ménages enquêtés déclarant observer au moins 3 gestes de civisme/Nombre total de ménages enquêtés) x 100*							
Commentaire : *La progression de 30%à 70% de la population pratiquant au moins 3 gestes de civisme quotidien 2029 reflète le passage de la sensibilisation institutionnelle à la l'adoption de comportements durables au niveau des ménages selon le modèle de changement de norme sociale du PNUD en 2024 pour la RDC.*							
Proportion de la							

population manifestant au moins trois comportements de patriotisme au quotidien	**%**	25	35	45	55	60	65
Source : DENC							
Mode de calcul : *(Nombre de ménages enquêtés déclarant observer au moins 3 comportements de patriotisme /Nombre total de ménages enquêtés) x 100*							
Commentaire : *La progression de 25% à 65% en 2029 de la population manifestant au moins 3 comportements de patriotisme quotidien reflète la reconstruction progressive de la fierté nationale dans un contexte difficile pour la Cohésion nationale.*							

Action 1 : Éducation civique

Objectif Opérationnel : Renforcer les valeurs civiques, le patriotisme, la citoyenneté responsable et le respect des droits et devoirs des citoyens à travers des actions d'éducation civique.

Tableau **Indicateurs**		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de campagnes d'éducation civique organisées sur l'ensemble du territoire national	*Nombre*	30	70	110	130	195	260	359
Source : DENC									
Mode de Calcul : Nombre de campagnes d'éducation civique organisées									
2	Proportion de la population jeune de 15 à 35 ans sensibiliser aux valeurs civiques	%	35	38	41	47	52	76	85
Source : DENC									
Mode de Calcul : (Nombre des personnes sensibilisées/Nombre total des jeunes prévus) x100									
Commentaire : Cette action vise à promouvoir le civisme, le respect des lois, la participation citoyenne et le patriotisme. Les activités peuvent inclure des campagnes de sensibilisation, des formations, des conférences, des émissions médiatiques et des actions communautaires afin de renforcer la culture citoyenne. La sensibilisation civique doit être neutre, non partisane. En parlant de la constitution, des droits, devoirs, non-violence, il est possible si les moyens financiers suivent d'atteindre la cible surtout en recourant aussi aux nouvelles technologies.									
Action 2 : Cohésion Nationale									
Objectif Opérationnel : Unir les jeunes de communautés différentes autour des valeurs nationales et lucratives communes									
1	Proportion de jeunes sensibilisées aux valeurs de cohésion nationale	**%**	25	40	55	65	70	80	85
Source : DENC									

Mode de Calcul : (Nombre de jeunes ayant suivi des notions de cohésion nationale/Nombre total des jeunes inscrits) x 100									
Commentaire : La progression de 25 à 85% reflète la mise en conformité progressive P-DDRCS/PNUD.									
2	Proportion de jeunes formés ayant terminé la formation technique	%	55	65	70	75	78	80	82
Source : DENC									
Mode de Calcul :(Nombre des jeunes ayant suivi 90% des heures de formation technique et ayant obtenu une attestation/Nombre total de jeunes inscrits en début d'année) x 100.									
Commentaire : La trajectoire de 55 à 82% est conforme à la norme nationale de 70-80% de rétention en formation professionnelle									
3	Proportion de jeunes insérés économiquement six mois après la formation	%	15	25	30	35	40	42	45
Source : DENC									
Mode de Calcul : (Nombre des jeunes formés exerçant une activité génératrice de revenus vérifiable/Nombre total de jeunes formés) x100.									
Commentaire : le faible taux de 15% en 2023 s'explique par une faible capacité de financement mais a progressé jusqu'à 45%. Il sied de noter l'insertion économique a un impact réel sur la cohésion nationale, car un jeune inséré économiquement a trois fois moins de risque de basculer dans les discours de manipulation.									

II .3.4. Evolution des crédits du Programme

II.3.4.1. Présentation de crédit du programme par titre

Tableau N° 1 : Evolution des crédits du programme par titres

Titres	**Réalisations 2025**		**Année en cours 2026**		**Prévisions 2027**
	Crédits votés en FC	**Exécution**	**Crédits votés**	**Exécution au 30 Juin 2026**	
A. Dépenses courantes	827 756 871	149 242 500	457 448 822		775 967 084
Titre III : Dépenses de personnel	158 899 396	25 200 000	-	84 367 902	-
Titre IV : Biens et matériels ;	152 022 729	-	-	123 961 310	-
Titre V : Dépenses de Prestations ;	392 766 815	-	-	123 070 961	-
Titre VI : Transferts et interventions	124 067 931	124 042 500	457 448 822		480 321 263
Titre VII : Equipements	11 720 000	-	-	-	-
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition D'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	155 009 563	-	-	-	-
Total	**827 756 871**	**149 242 500**	**457 448 822**	-	**775 967 084**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Présentation des crédits du programme par rubriques

Tableau N° 2 : Evolutions des crédits du programme par rubrique

RUBRIQUES	Réalisations 2025		Année en cours 2026		Previsions 2027
	Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin 2026	
Contrepartie des Projets					
Fonctionnement des Ministères	703 688 940	25 200 000	484 977 479	13 154 000	331 400 173
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					
Investissements sur Ressources Extérieures					
Investissements sur Ressources Propres					
Rémunérations		44 566 911			
Subventions aux Organismes Auxiliaires	124 067 931	457 448 822			444 566 911
Total	**827 756 871**	**149 242 500**	**529 544 390**	**13 154 000**	**775 967 084**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Présentation des crédits du programme par action

Tableau N° 2 : Evolutions des crédits du programme par action

Code Programme	Action	Crédits votés en FC		Année en cours 2026		Prévision 2027
		Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
	Education civique	703 688 940	25 200 000	484 977 479	13 154 000	7 425 500 844
	Cohésion Nationale	124 067 931	124 042 500	44 566 911		8 730 609 049
Total		**827 756 871**	**149 242 500**	**529 544 390**	**13 154 000**	**19 098 072 080**

II.2.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du Programme

- ✓ Conseil National de la Jeunesse ;
- ✓ Commission Nationale Permanente pour la CONFEJES ;
- ✓ Centre National de maintenance et de production de la jeunesse ;
- ✓ Le corps national des jeunes volontaires en RDC ;
- ✓ Cellule d'intégration régionale et multinationale de la jeunesse ;
- ✓ Programme de promotion des jeunes YOUTHCONNECT RDC ;
- ✓ Cellule Sectorielle Genre, Secrétariat technique de l'implémentation de la résolution 2250 du 9 décembre 2015 de Conseil des Nations Unis sur les jeunes, la paix et sécurité et le Parlement des jeunes en RDC.
- ✓ Fonds spécial pour la Promotion, l'Entrepreneuriat et l'Emploi des Jeunes.

32. Ministère de Sports et Loisirs

Section 60

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Responsable : BUDIMBU NTUMBUANGA Didier

Fonction : Ministre

I.1. Missions et organisation du Ministère

1.1. 1.. Mission

Le Ministère des Sports et Loisirs a pour mission la promotion et le développement de la pratique des activités physiques, sportives et des loisirs par une grande frange de la population pour favoriser leur bien être en vue de participer activement, d'une part, au développement socio-économiques du pays, et d'autre part, à son rayonnement international par un encadrement optimal des talents.

1.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère des Sports et Loisirs est organisé comme suit :

- Cabinet du Ministre
- Secrétariat Général
- Quatre Directions standards, à savoir :
  - La Direction des ressources humaines ;
  - La Direction administrative et financière ;
  - La Direction d'Etudes et Planification ;
  - La Direction des nouvelles technologies de l'information et de communication ;
- Quatre structures rattachées au Secrétariat Général
  - La cellule technique administrative ;
  - La cellule de gestion des projets et marchés publics ;
  - La cellule de gestion et contrôle des structures d'appui au mouvement sportif ;
  - La cellule de l'Inspection.
- Deux directions métiers
  - La Direction des Activités Physiques et Sportives ;
  - La Direction des Loisirs.
- Trois Directions d'appui
- La Direction des Infrastructures, Equipements Sportifs et des Loisirs
- La Direction de Formation et Reclassement
- La Direction des Services Médico-sportifs
- Les Divisions Provinciales
- FIBA/AFRIQUE
  - Centre National de Médecine Sportive ;
  - La Direction de l'Institut National des Sports
- 4 stades nationaux ;
- Centre National ANTIDOPAGE
- Les Divisions Provinciales

1.2. Présentation stratégique du Ministère

1.2.1 Priorités Nationales

La démarche de la vision du développement de la RDC pour le secteur des sports et loisirs s'inscrit d'une part dans le premier pilier prioritaire du PNSD à savoir le développement du capital humain et d'autre part dans l'axe stratégique 4.3.2. du Programme d'actions du Gouvernement 2024 – 2028, à savoir « promotion des sports comme l'un des leviers du rayonnement du pays et de l'amélioration de la santé du Congolais ».

Concrètement comme objectifs stratégiques et mesures de facilitation, la politique du Gouvernement dans ce domaine consiste à donner l'accès à la pratique des activités physiques et sportives à la population pour avoir des citoyens sains d'esprit et de corps, et promouvoir la culture de spectacles et loisirs sur toute l'étendue de la République. Ainsi, il est attendu de mener les mesures de facilitation ci-après (i) renforcer les capacités institutionnelles, (ii) Promouvoir et développer les sports, (iii) Améliorer l'offre des services, (iv) Lutter contre les antivaleurs (v) Promouvoir et développer les activités de loisirs et (vi) Diversifier les ressources financières des sports et loisirs.

1.2.2. Politiques Sectorielles

Conformément à la Loi n° 011/023 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en République Démocratique du Congo, et à l'Ordonnance n° 25/ 293 du 15 Décembre 2025 portant attributions des Ministères, la mission du Secrétariat Général aux Sports et Loisirs consiste à organiser, promouvoir et contrôler les activités physiques, sportives et des loisirs en République Démocratique du Congo.

Les activités sportives sont pratiquées presque partout en RDC, mais elles exercent une faible contribution à la croissance économique et au bien-être social. Elles sont essentiellement appréhendées comme des divertissements et font l'objet d'une faible professionnalisation et ne constituent pas des vecteurs de développement.

Le secteur est confronté aux défis suivants : (i) la systématisation des activités physiques et sportives en milieux socioprofessionnels (École, Université, Armée, Police etc.) ; (ii) la mise en place du Conseil National des Sports dans le cadre du Partenariat Public Privé (PPP) ; (iii) la mise en place des structures de santé spécialisées en matière de sports ; (iv) l'élaboration d'une politique d'acquisition des matériels adéquats et produits pharmaceutiques ; (v) l'élaboration et adoption de la politique nationale sportive et de loisirs ; (vi) l'actualisation du cadre organique en fonction des structures standards et des métiers selon la réforme en cours ; (vii) l'organisation des états généraux des loisirs ; et (viii) la production des textes juridiques et réglementaires pour les sports et loisirs.

En vue de mener à bien sa mission, le Ministère en collaboration avec la primature a produit en 2024 comme cadre de référence stratégique et politique sur base des assignations de Madame la Première Ministre et Cheffe du Gouvernement sa matrice cadre des résultats ainsi que sa feuille de route 2024 - 2028 assortie des plans de travail opérationnel y correspondants.

Cette stratégie mise en chantier pour le second quinquennat du Président de la République a pour but d'améliorer davantage le système d'organisation et de gestion des sports et loisirs à travers les structures sportives nationales ainsi qu'à promouvoir les talents dans diverses disciplines.

1.3. Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
60	SPORTS ET LOISIRS						
		127	Administration générale			Cabinet du Ministre, Secrétariat général, CTA, CGPMP DRH, DAF, DEP, DNTIC	
				1271	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre / Secrétariat Général	
				1272	Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et financière ;	
				1273	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
				1274	Gestion des ressources humaines	Direction des ressources humaines ;	
				1275	Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC, CTA	
		128	SPORTS			Direction des Activités Physiques et Sportives Direction des Infrastructures et équipements sportifs et des loisirs, Direction de Formation et Reclassement	FIBA/AFRIQUE Centre National de Médecine Sportive ; 4 stades nationaux Centre National ANTIDOPAGE Direction de l'Institut National des Sports

						Direction des Services Médico-sportifs	
				1281	Infrastructures sportives	Direction des Infrastructures et équipements sportifs et des loisirs,	4 stades nationaux
				1282	Régulation et accompagnement des sports	Direction des Activités Physiques et Sportives	FIBA/AFRIQUE Centre National de Médecine Sportive ; Centre National ANTIDOPAGE
				1283	Formations des cadres sportifs	Direction de Formation et Reclassement,	Institut National des Sports
				1284	Lutte contre les anti-valeurs dans le milieu sportifs	Direction des Services Médico-sportifs	Centre National ANTIDOPAGE
				1285	Lutte contre le dopage	Direction des Services Médico-sportifs	Centre National de Médecine Sportive ; Centre National ANTIDOPAGE
		129	LOISIRS			Direction des Loisirs, Direction des Infrastructures, Equipements Sportifs et des loisirs	
				1291	Organisation du secteur des loisirs	Direction des Loisirs	
				1292	Régulation et valorisation du secteur des loisir	Direction des Loisirs	
				1293	Infrastructures de Loisirs	Direction des Infrastructures, Equipements Sportifs et des loisirs	

				1294	Formation des opérateurs	Direction de Formation et Reclassement,	
		130	MEDECINE DU SPORT			Direction des Services Médico-sportifs	Centre National de Médecine Sportive ; Centre National ANTIDOPAGE
				1301	Encadrement médico-physiologique	Direction des Services Médico-sportifs	Centre National de Médecine Sportive ; Centre National ANTIDOPAGE
				1302	Lutte contre le dopage	Direction des Services Médico-sportifs	Centre National de Médecine Sportive ; Centre National ANTIDOPAGE

1.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

1.4.1. Performances antérieures

Le secteur des sports et loisirs a connu une situation inconfortable sur le plan de performance suite à la mauvaise gouvernance, le manque d'encadrements des athlètes, l'insuffisance des infrastructures sportives et des loisirs, le manque de financement. Cela a eu comme conséquences notamment une organisation piètre des compétitions telles que les jeux congolais provinciaux et nationaux, la construction disparate et souvent non normée des nouvelles infrastructures, la participation sans impacts de nos léopards aux événements sportifs africains et internationaux. Nous espérons qu'avec l'avènement du basculement en budget – programme, il y aura une amélioration de la situation.

1.4.2. Perspectives

Le secteur des sports et loisirs vise haut pour l'atteinte des cibles projetées afin de faciliter d'une part la bonne santé de la population pour contribuer au développent socio-économique, et d'autre part l'encadrement des talents pour le rayonnement international du pays. Pour y parvenir, nous comptons organiser le secteur autour des priorités suivantes (i) actualisation du cadre juridique et règlementaire du secteur avec l'élaboration de la politique sectorielle, la production de loi portant principes fondamentaux sur les loisirs, (ii) l'actualisation du cadre organique, (iii) le renforcement permanant des capacités des cadres et agents, (iv) la régulation efficace des activités en collaboration avec le mouvement sportif, les différentes corporations sportives (universités, écoles, police, militaire, entreprises) et les opérateurs des loisirs, (v) l'amélioration du cadre professionnel, (vi) l'organisation régulière des compétitions à tous les niveaux pour améliorer les performances des athlètes, clubs en vue de la détection des talents devant formés les léopards et les équipes nationales, (vii) la promotion de l'inclusion, de l'éthique et de la lutte contre toutes sortes des violences, (vii) le renforcement de la coopération et du partenariat avec les organisations internationales du secteur des sports et Loisirs, (viii) enfin la diversification de financement pour promouvoir les APS, sports et loisirs.

1.5. Objectifs et indicateurs représentatifs de la politique du Ministère

1.5.1. Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

1. Améliorer l'offre des services sportifs ;
2. Assurer efficacement la gouvernance sportive et des loisirs ;
3. Assurer la promotion de l'inclusion, de l'éthique et du soft power à travers les sports et loisirs.

Indicateurs les plus représentatifs

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1. Améliorer l'offre des services sportifs										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles			
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028		2029
1	Nombre d'Infrastructures sportives construites	N	3	350	600	1.832	2.751	3.666	4.000	
2	Nombre d'Infrastructures sportives réhabilitées	N	3	300	500	1.704	2.573	3.300	4.000	
3	Nombre d'Infrastructures des loisirs construites	N	0	1	7	15	23	31	39	
4	Nombre d'Infrastructures des loisirs réhabilitées	N	0	0	0	-	-	-	-	
Source : DIES										
Mode de calcul : progression arithmétique de nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées d'un exercice à un autre										
Objectif 2. Assurer efficacement la gouvernance sportive et des loisirs										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours			Cibles	
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028		2029
1	Taux de réalisation des compétitions	%	10	10	25	35	70	80		100
Source : DAPS										
Mode de calcul : (nombre des compétions réalisées/ nombre des compétitions programmées) X 100										
Commentaires : vise à détecter les talents pour la formation des léopards et le renforcement des équipes nationales										
Objectif 3 : Assurer la promotion de l'inclusion, de l'éthique et du soft power du secteur										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours			Cibles	
N°	Nom		2023	2024	2025	2026	2027	2028		2029
1	Taux de participation à des compétitions internationales	%	30	35	40	70	80	85		95
Source : DAPS										
Mode de calcul : Nombre de participations aux événements internationales sur le nombre d'événements programmés X100										
Commentaires : vise à promouvoir le rayonnement international du pays par les sports et loisirs.										

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes	40382184327		33336960374	180276035154	27319531974
Titre III : Dépenses de personnel	7413048818	6 641 285 297	9 945 705 590	3 519 948 195	15537480504
Titre IV : Biens et matériels	3 889 347 593	872 026 297	2 582 403 812	356 116 000	1361900163
Titre V : Dépenses de prestations ;	11 653259464	4 934 538 243	9 086 539 612	8 252 390	6937481278
Titre VI : Transferts et interventions	17426528452	271 612 581 971	11 722 311 360	176 391 718 569	3482670029
II. Dépenses en capital	7742341488		8903692711	-	16125414165
Titre VII : Equipements	3 500 000 000	-	1 736 506 862	-	5177489774
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 242 341 488	-	7 167 185 849 -	-	10947924391
Total	48124525815	284060431808	42240653085	180276035154	43 444 946 139

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.6.2 Evolution des credits par rubrique

Tableau 4 : Évolution des crédits par rubrique

Rubrique	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE ENCOURS LF 2026**		**Projections 2027**
	Crédits votés	**Exécution**	**Crédits votés**	**Exécution à fin juin**	
Fonctionnement des Ministères	18 225 849 533	5 829 879 460	13 202 073 858	364 368 390	8144276125
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 211 500 000	271 569 320 554	10 701 959 258	176 391 718 569	8064771147
Investissements sur Ressources Propres	7 742 341 488	0	8 903 692 711	-	8064771147
Rémunérations	4 729 806 342	6 617 970 377	8 581 561 701	3519948195	10245720860
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1152197171	43261417	851 365 557	-	8925406860
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-
Total	48124525815	284060431808	42240653085	180276035154	43 444 946 139

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.6.3. Evolution des crédits par programme

Tableau 5 : Evolution des crédits par Programme

N°	PROGRAMME	2025		Loi des Finances 2026		Projection 2027
		VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	
1	Administration Générale	24 521979128	12 580 417 268	29139238405	3 669 988 434	**40323855737**
2	Sports	19943059612	271 384 645 067	10074055773	176 582 537 262	2581907141
3	Loisirs	762 613 068	-	538 644 617	-	539183261
4	Médico sportif	2896874007	95369473	2488714292	23 509 458	**1320320 000**
	TOTAL	48115525815	284060431808	42240653085	180276035154	43 444 946 139

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.7. Ventilation des effectifs du ministère par programme

Tableau 6 : Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale du Ministère pour l'exercice 2026–2028

GRADE	BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028	
	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
SG	1	3.415.431,00	1	3.415.431,00	1	3.000.000,00
DIR	17	54.442.976,00	17	54.442.976,00	17	47.600.000,00
CD	37	103.090.806,00	37	103.090.806,00	37	88.800.000,00
CB	96	246.888.960,00	96	246.888.960,00	96	211.200.000,00
ATA1	130	280.014.800,00	132	284.322.720,00	134	241.200.000,00
ATA2	150	291.003.300,00	152	294.883.344,00	154	246.400.000,00
AGA1	320	552.172.160,00	322	555.623.236,00	324	453.600.000,00
AGA2	150	226.881.600,00	152	229.906.688,00	154	184.800.000,00
AA1	120	155.875.800,00	122	158.473.730,00	124	124.000.000,00
AA2	110	118.754.350,00	112	120.913.520,00	114	91.200.000,00
HUISSIER		2.032.540.183,00		2.051.961.411,00		1.691.800.000,00
TOTAL	**1.131,00**	**2.032.540.183,00**	**1.143**	**2.036.361.411,00**	**1155**	**1.691.800.000,00**

2. PRESENTATION DU PROGRAMME

2.1. ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : MBOKO IYETI Alain Fonction : Secrétaire Général
Fonction : Secrétaire General

2.1.1. Périmètre du programme

L'ensemble des unités administratives et des autres entités qui concourent aux objectifs spécifiques du programme, et qui sont couvertes par le budget du programme sont :

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariat Général
- Quatre Directions standards, à savoir :
- La Direction des ressources humaines ;
- La Direction administrative et financière ;
- La Direction d'Etudes et Planification ;
- La Direction des nouvelles technologies de l'information et de communication ;
- Deux structures rattachées au Secrétariat Général
- La cellule technique administrative ;
- La cellule de gestion des projets et marchés publics ;
- La cellule de gestion et contrôle des structures d'appui au mouvement sportif

2.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme a pour finalité le pilotage et la coordination des actions du secteur.
Les réformes éventuelles dans ce programme sont :

- Activation du processus de validation, adoption et promulgation du décret portant création, organisation et fonctionnement des établissements publics d'appui au mouvement sportif (Fonds National de Promotion du Sport, Régie de gestion des infrastructures et Institut National du Sport) ;
- Actualisation du cadre et structures organiques de l'Administration des Sports et Loisirs ;
- Relance de la formation à l'Institut National du Sport ;

Comme leviers d'action ou instruments à partir desquels on compte améliorer la performance du programme, nous citerons :

- Plaidoyer pour la régularisation de la situation des agents non payés et nouvelles unités ;
- Renforcement des capacités des cadres et agents ;
- Organisation des missions d'accompagnement des provinces.
- Elaboration d'un avant-projet de loi sur les loisirs et la régulation des jeux de hasard ;
- Elaboration des mesures manquantes pour la mise en ouevre conforme de la loi sportive ;

.

2.1.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.1.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs du programme sont :

- Assurer la coordination efficace des politiques, programmes et activités du ministère
- Garantir une gestion transparente et rationnelle de ressources financières et matérielles
- Assurer une planification cohérente et un suivi efficace des programmes et projets
- Assurer une gestion efficiente personnel et un développement des compétences.

2.1.3.2. Cadre de Performance du Programme

Tableau 7 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Programme

Code	*Programmes et actions*	*Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel*	*Indicateur de performance des programmes et actions*	*Unité de mesure*	*Réalisation*			*Estimation*	*Cibles prévues*			*Structure responsable*
					2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	SG
127	ADMINISTRATION GENERALE	Améliorer les cadres et conditions du travail	Taux des bureaux disponibles et équipés	%	1	1	1	1	50	80	100	
			Taux du personnel formé	%	1	1	1	40	70	90	100	
			Taux du personnel féminin formé	%	1	1	1	10	70	90	100	
		Actualiser le cadre institutionnel, juridique, règlementaire et administratif	Taux de textes légaux règlementaires et administratifs actualisés	%	1	1	1	50	80	90	100	
		Participer au rayonnement international du pays par les sports	Taux de participation des léopards aux événements internationaux	%	20	30	40	50	60	70	80	
			Nombre des trophées gangnées	Nombre	1	1	1	1	1	2	4	
1271	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Assurer la coordination efficaces des politiques, programmes et activités du ministère	Taux des rapports stratégiques produits	%				50	70	80	100	

1272	Gestion des ressources Financières et matérielles	Garantir une gestion transparente et rationnelle de ressources financières et matérielles	Taux d'exécution budgétaire	%	1	1	1	0,1	70	80	100	
1273	Planification, programmation et suivi-évaluation	Assurer une planification cohérente et un suivi efficace des programmes et projets	Taux de réalisation des activités	%				50	70	80	100	
1274	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficiente personnel et un développement des compétence	Taux du personnel formé	%	1	1	10	60	80	90	100	
1275	Gestion du système d'information et de la communication	Moderniser le système d'information et renforcer la communication institutionnelle	Nombre /taux d'outils de communication et numérisation	%								
1276	Formation académique	Renforcer les capacités des apprenants sur les APS, sport et loisirs	Nombre des formés	N	1	1	1	50	100	150	200	

2.1.4. Evolution des crédits du programme

2.1.4.2.1 Présentation des crédits par titre

Tableau 8 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
Dépenses courantes				**19987707842**	**3643397434**	**24198441572**
1	Titre III : Dépenses de personnel	7 413 048 818	6 641 285 297	7 784 862 824	3 305 620 044	14072114899
2	Titre IV : Biens et matériels	3 889 347 593	872 026 297	1 550 001 450	329 525 000	1551303437
3	Titre V : Dépenses de prestations	11 508 861 819	4 934 538 243	6 929 267 933	8 252 390	5177489774
4	Titre VI : Transferts et interventions	16 448 056 499	271 612 581 971	3 723 575 635	-	3397533472
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital				**8903692711**		**16125414165**
5	Titre VII : Equipements	3 500 000 000	-	1 736 506 862	-	5177489774
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	4 242 341 488	-	7 167 185 849	-	10947924391
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**47001656217**	**284060431808**	**28891400553**	**3643397434**	**40323855737**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.2 Présentation des crédits du Programme par Rubrique budgétaire

Tableau 9 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027	2028	2029
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin			
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-			
2	Fonctionnement des Ministères	6 793 010 878	5 829 879 460	9 072 464 969	364 368 390	8064771147		
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 211 500 000	271 569 320 554	952 646 944	-	8064771147		
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-			
5	Investissements sur Ressources Propres	7 742 341 488	-	8 903 692 711	-	8064771147		
6	Rémunérations	4 729 806 342	6 617 970 377	7 001 557 377	3 305 620 044	8064771147		
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 215 028 452	43 261 417	-	-	8064771147		
TOTAL		**36691687160**	**284060431808**	25930362001	3669988434	**40323855737**		

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.3. Evolution des credits par action du programme

Tableau 10 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027
			Crédits Votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	1271	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	19 907 492 918	12 410 748 050	25 133 582 308	3 605 620 044	6720642622,9
2	1272	Gestion des ressources Financières et matérielles	1 397 266 695	68 468 250	1 284 290 389	30 901 390	6720642622,8
3	1273	Planification, programmation et suivi-évaluation	1 032 641 168	28 086 047	538 644 614	6 876 000	67206422,8
4	1274	Gestion des ressources humaines	847 360 216	49 800 000	721 369 556	26 591 000	67206422,8
5	1275	Gestion du système d'information et de la communication	602 094 904	-	1 012 481 027	-	67206422,8
6	1276	Formation académique	675098600	36744000	269 322 314	-	67206422,8
TOTAL			24461954501	12593846347	**28959690208**	**3669988434**	**40323855737**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.5. Evolution des effectifs et masse salariale du Programme

Tableau 11 : Evolution des effectifs et masse salariale du Programme

GRADE	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028	
	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
SG	1	565.431,00	1	3.415.431,00	1	3.415.431,00	1	3.415.431,00
DIR	4	2.170.112,00	4	12.810.112,00	4	12.810.112,00	4	12.810.112,00
CD	16	8.259.808,00	16	44.579.808,00	16	44.579.808,00	16	44.579.808,00
CB	20	9.835.200,00	15	38.576.400,00	15	38.576.400,00	15	38.576.400,00
ATA1	31	14.382.760,00	26	56.002.960,00	26	56.002.960,00	26	56.002.960,00
ATA2	48	21.121.056,00	43	83.420.946,00	43	83.420.946,00	43	83.420.946,00
AGA1	158	65.655.004,00	158	272.635.004,00	158	272.635.004,00	158	272.635.004,00
AGA2	58	22.767.552,00	53	80.164.832,00	53	80.164.832,00	53	80.164.832,00
AA1	31	11.437.915,00	26	33.773.090,00	26	33.773.090,00	26	33.773.090,00
AA2	8	2.740.680,00	8	.636.680,00	8	.636.680,00	8	8.636.680,00
HUISSIER			0					
TOTAL	**375**	**158.935.518,00**	**350**	**634.015.263,00**	**350**	**634.015.263,00**	**350**	**634.015.263,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2. PROGRAMME 2 : SPORTS

Responsable du programme : Directeur de la DAPS……

Fonction : Directeur

2.2.1. Périmètre du programme

L'ensemble des unités administratives et des autres entités qui concourent aux objectifs spécifiques du programme et qui sont couvertes par le budget du programme sont :

- La Direction des Activités Physiques et Sportives ;
- Trois Directions d'appui
- La Direction des Infrastructures, Equipements Sportifs et des Loisirs
- La Direction de Formation et Reclassement
- La Direction des Services Médico-sportifs
- Les Divisions Provinciales
- FIBA/AFRIQUE
- Centre National de Médecine Sportive ;
- La Direction de l'Institut National des Sports
- Quatre stades nationaux ;
- Centre National ANTIDOPAGE

2.2.2 STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme vise la promotion et le développement des activités physiques et sportives.

La stratégie du programme des sports consiste à mettre en place des réformes suivantes : (i) l'accompagnement des activités des académies et centres sportifs ; (ii) le renforcement des capacités des cadres sportifs ; (iii) la détection des talents et l'encadrement des athlètes pour l'amélioration des performances des athlètes, des clubs et des sélections nationales ; (iv) la construction et/ou réhabilitation des infrastructures conformes aux normes à l'échelle nationale, (l'organisation des compétitions sportives nationales et internationales en RDC, (v) le renforcement de la coopération et du partenariat avec les organisations internationales du secteur des sports et Loisirs ; (vi) la redynamisation du partenariat avec les structures du mouvement sportif et des loisirs, notamment la vulgarisation de la loi sportive et ses mesures d'application et la redynamisation des relations avec des structures du mouvement sportif et des loisirs en vue de leur redevabilité conformément aux dispositions des arrêtés de délégation des pouvoirs ; (vii) l'élaboration, validation et mise en oeuvre du programme officiel de l'éducation physique et sportive pour valoriser le sport scolaire de base et ainsi garantir l'avenir de toutes les disciplines sportives à travers l'émergence des jeunes talents en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale;

2.2.3 OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.2.3.1 Objectifs du programme

L'objectif stratégique de ce programme consiste à développer et promouvoir les disciplines sportives.

Et ceux spécifiques sont ;

Moderniser et standardiser les infrastructures sportives ;

Faciliter l'organisation régulière des compétitions locales, provinciales, nationales et internationales ;

Rendre efficaces les cadres sportifs ;

Restaurer l'éthique, la sécurité et la pureté des compétitions ;

Combattre la tricherie dans le sport

.

2.2.3.2. Le cadre de Performance des Objectifs et Indicateurs

Tableau 12 : Cadre de performance des objectifs du Programme II

Code	Programmes et actions	Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel	Indicateur de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
128	SPORT	Développer et promouvoir les disciplines sportives	Nombre d'initiatives ou de partenariats créés entre des publics d'horizons différents	Nombre	1	1	1	1	5	10	28	Direction des activités physiques et sportive
			Taux de réinscription aux disciplines sportives	%	40	40	50	70	90	95	100	DAPS
			TTaux de pénétration ou d'adhésion	%	50	50	50	60	80	90	100	DAPS
1281	Infrastructures sportives	Moderniser et standardiser les infrastructures sportives	Taux de satisfaction du public :	%	30	30	30	30	50	60	70	DAPS
			Taux d'infrastructures homologuées	%	10	10	10	20	50	80	90	DAPS
1282	Régulation et accompagnement des sports	Faciliter l'organisation régulière des compétitions locales, provinciales,	Taux de championnat organisé		30	40	50	70	80	90	100	DAPS

		nationales et internationales		%								
			Taux de fédérations implantées	%	25	30	40	45	50	55	60	DAPS
1283	Formations des cadres sportifs	Rendre efficaces les cadres sportifs	Taux de fidélisation des licences	%	50	60	70	80	85	90	100	Direction de formation et reclassement
			Taux des talents locaux détectés aux différents niveaux	%	20	30	40	50	80	85	90	Direction de formation et reclassement
1284	Lutte contre les anti-valeurs dans le milieu sportifs	Restaurer l'éthique, la sécurité et la pureté des compétitions	Proportion des sanctions exécuté	%	10	20	30	50	60	70	90	Direction des activités physiques et sportives
			Taux des rencontres sportives sans incidents	%	10	30	60	70	90	95	100	Direction des activités physiques et sportives
1285	Lutte contre le dopage	Combattre la tricherie dans le sport	Taux de pénétration des programmes d'éducation préventive	%	10	20	30	50	60	70	90	Centre National Antidopage
			Taux d'athlètes testés positifs aux produits dopants	%	25	20	18	15	10	5	0	Centre National Antidopage

2.2.4 Evolution des crédits du Programme

2.2.4.1 Évolution des crédits par Titre

Tableau 13 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	80 000 000	-	419 417 405	190 818 693	1427622786
2	Titre IV : Biens et matériels	153 350 183	-	420 142 806	-	373703738,4
3	Titre V : Dépenses de prestations	529 262 885	-	569 167 808		695444060,1
4	Titre VI : Transferts et interventions			-	-	851365557
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements					-
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**762613068**	-	**1408728019**	190 818 693	2581907141

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.2 Présentation des crédits du Programme par Rubrique budgétaire

Tableau 14: Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	
2	Fonctionnement des Ministères	3 364 970 580	23 314 920	2 244 352 743	176 391 718 569	860635715
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 111 500 000	270 961 517 854	7 168 854 622	176 391 718 569	
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres					
6	Rémunérations	390 585 408	423 127 213	370 041 648	190 818 693	860635713
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	59 809 661	-	21 484 454	-	860635713
TOTAL		18 926 865 649	271 407 959 987	9804733467	352974255831	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.4.2 Présentation des crédits par action

Tableau 15 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027
			Crédits Votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin	
1	1281	Infrastructures sportives	1 651 315 188	-	4 000 000 000	-	1290953570,5
2	1282	Régulation et accompagnement des sports	15 111 500 000	270 961 517 854	4 022 435 500	-	-
3	1283	Formations des cadres sportifs	552 287 283	-	589 523 112	-	1290953570,5
4	1284	Lutte contre les anti-valeurs dans le milieu sportifs	-	-	337.142.815	-	-
5	1285	Lutte contre le dopage	1 092 387 510	43 261 417	450758 235	-	-
TOTAL			**18407489981**	**271004779271**	9 399 859 662	**-**	2581907141

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5 Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

Tableau 16 : Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

N°	GRADE	BUDGET 2025			BUDGET 2026	B	UDGET 2027		BUDGET 2028	BUDGET 2029
		EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	
1	SG	0		1	3.415.431,00	1	3.415.431,00	1	3.415.431,00	
2	DIR	3	1.627.584,00	4	12.810.112,00	4	12.810.112,00	4	12.810.112,00	
3	CD	6	3.097.428,00	16	44.579.808,00	16	44.579.808,00	16	44.579.808,00	
4	CB	15	7.376.400,00	20	51.435.200,00	20	51.435.200,00	20	51.435.200,00	
5	ATA1	18	8.351.280,00	51	109.851.960,00	51	109.851.960,00	52	112.005.920,00	
6	ATA2	24	10.560.528,00	68	131.921.496,00	68	131.921.496,00	68	131.921.496,00	
7	AGA1	38	15.790.444,00	185	319.224.530,00	185	319.224.530,00	185	319.224.530,00	
8	AGA2	35	13.739.040,00	78	117.978.432,00	78	117.978.432,00	78	117.978.432,00	
9	AA1	14	5.165.510,00	56	72.742.040,00	58	72.742.040,00	58	75.339.970,00	
10	AA2	3	1.027.755,00	8	8.636.680,00	8	8.636.680,00	8	8.636.680,00	
11	HUISSIER									
TOTAL GENERAL		156	66.735.969,00	487	872.595.689,00	489	875.193.619,00	490	877.347.579,00	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.6 LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

- Mouvement sportif congolais ;
- FIBA/AFRIQUE
- Centre National de Médecine Sportive ;
- 4 stades nationaux ;
- ANTIDOPAGE.

PROGRAMME 3 : LOISIRS

2.3 Responsable du programme : Directeur de la DL

Fonction : Directeur

2.3.1 Périmètre du programme

Il n'y a qu'une seule unité administrative qui concoure aux objectifs spécifiques du programme et qui est couverte par le budget du programme est :

La Direction des Loisirs « DL »

2.3.2 STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme vise la promotion et le développement des loisirs associatifs et économiques.

La stratégie du programme des loisirs consiste à mettre en place des réformes suivantes :

La détection des talents et l'encadrement des athlètes pour l'amélioration des performances des athlètes, des clubs et des sélections nationales ;

La construction et/ou réhabilitation des infrastructures conformes aux normes à l'échelle nationale et l'acquisition des équipements des loisirs,

L'organisation des compétitions des loisirs nationales et internationales en RDC.

Le renforcement de la coopération et du partenariat avec les organisations internationales du secteur des Loisirs ;

la production de deux documents de base du secteur à savoir la loi et la politique sur les loisirs.

2.3.3 OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.3.3.1 Objectifs du Programme

L'objectif stratégique de ce programme consiste à Développer et promouvoir la pratique des loisirs pour tous. Et ceux spécifiques sont ;

Moderniser et structurer le secteur des loisirs ;

Nommer le secteur des loisirs ;

Rendre efficace l'offre de service des loisirs ;

Renforcer les capacités des opérateurs des loisirs

2.3.3.2 Cadre de performance du Programme Loisir

Tableau 17 : Cadre de performance de l'objectif du Programm

Code	Programmes et actions	Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel	Indicateur de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
129	LOISIR	Développer et promouvoir la pratique des loisirs pour tous	Taux de satisfaction des usagers	%	10	20	25	30	60	70	90	Opérateurs des loisirs
			Taux de fidélisation des usagers	%	10	20	20	32	60	70	90	Opérateurs des loisirs
			Taux de participation des femmes et personnes vivant avec handicap	%	10	15	20	25	30	35	40	Opérateurs des loisirs
1291	Organisation du secteur des loisirs	Moderniser et structurer le secteur des loisirs	Taux d'opérateurs répondant aux normes	%	30	40	42	55	80	90	100	Opérateurs des loisirs
1292	Régulation et valorisation du secteur des loisirs	Normer le secteur des loisirs	Nombre des actes règlementaires pris	%	20	30	40	50	80	90	100	Direction des loisirs
			Proportion des opérateurs en règle avec les taxes	%	10	15	20	30	40	50	60	Direction des loisirs
1293	Infrastructures de Loisirs	Rendre efficace l'offre de service des loisirs	Taux de satisfaction des usagers sur l'état du site	%	10	20	25	35	60	70	90	DNIES
1294	Formation des opérateurs des loisirs	Renforcer les capacités des opérateurs des loisirs	Taux des talents locaux détectés aux différents niveaux	%	0.1	0 ,5	1	3	4	5	10	Direction de formation et reclassement

2.3.4 Evolution des crédits du programme

2.3.4.1 Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 18 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	80 000 000	-	342 895 320		37742829,1
2	Titre IV : Biens et matériels	153 350 183	-	44 887 052	-	37742829,1
3	Titre V : Dépenses de prestations	529 262 885	-	112217 628	-	404387444,5
4	Titre VI : Transferts et interventions			829881103	-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements			1 000 000 000	-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			-	-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	**762613068**	-	1 829 881 103	-	479873102,7

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.2 Présentation des crédits du Programme par Rubrique budgétaire

Tableau 19 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	
2	Fonctionnement des Ministères	762 613 068	-	538 644 617		539183261,6
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres		-			-
6	Rémunérations					-
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires				-	-
TOTAL		762 613 068	-	538 644 617	-	539183261,6

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2 Présentation des crédits par action du programme

Tableau 20 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	1291	Organisation du secteur des loisirs	254204068	-	134661153,5	-	179727753,86
2	1292	Régulation et valorisation du secteur des loisir	-	-	134661153,5	-	179727753,86
3	1293	Infrastructures de Loisirs	25420468	-	134661153,5	-	-
4	1294	Formation des opérateurs des loisirs	25420468	-	134661153,5	-	179727753,86
TOTAL			**762613068**	**-**	**538644614**	**-**	539183261,6

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.5 Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

Tableau 21 : Evolution des effectifs et masse salariale du programme

N°	GRADE	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027			BUDGET 2028	
		EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE		EFF	MASSE SALARIALE
1	S.G	0		0		0		0		
2	DIR	3	1.627.584,00	3	9.607.584,00	3	9.607.584,00	3	9.607.584,00	
3	CD	5	2.581.190,00	5	13.931.190,00	6	16.717.428,00	5	16.717.428,00	
4	CB	14	6.884.640,00	14	36.004.640,00	14	38.576.400,00	14	36.004.640,00	
5	ATA1	8	3.711.680,00	28	60.310.880,00	28	81.850.480,00	31	66.772.760,00	
6	ATA2	19	8.360.418,00	39	75.660.858,00	39	85.360.968,00	39	75.660.858,00	
7	AGA1	26	10.803.988,00	44	75.923.672,00	44	98.355.666,00	44	75.923.672,00	
8	AGA2	24	9.421.056,00	44	66.551.936,00	44	83.189.920,00	44	66.551.936,00	
9	AA1	8	2.951.720,00	36	42.865.845,00	36	53.257.565,00	33	42.865.845,00	
10	AA2	1	342.585,00	1	1.079.585,00	1	3.238.755,00	1	1.079.585,00	
11	HUISSIER			0	0	0	0	0	0	
TOTAL		108	46.684.861,00	211	381.936.190,00	214	385.833.085,00	217	391.184.308,00	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

PROGRAMME 4 : MEDICO SPORTIF

Responsable du programme : Directeur de la DNMS

Fonction : Directeur

2.4.1 Périmètre du programme

L'ensemble des unités administratives et des autres entités qui concourent aux objectifs spécifiques du programme et qui sont couvertes par le budget du programme sont :

La Direction Nationale Médico-sportifs « DNMS »;

Le Centre Médico sportif.

Le Centre National ANTIDOPAGE.

2.4.2 STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme veiller à la bonne santé des acteurs sportifs.

La stratégie du programme médico sportif consiste à mettre en place des réformes suivantes : (i) la sensibilisation des sportifs sur l'importance des prises en charge s médicales, (ii) le renforcement de la gouvernance en matière des soins aux sportifs, (iii) l'implantation progressive des centres à l'intérieur du pays, (iv) le renforcement des normes internationales en rapport avec la médecine de sport ; (v) l'amélioration des services du centre national de médecine de sport, notamment : (vi) l'acquisition des matériels et équipements divers, (vii) sensibilisation des sportifs sur les missions du centre, (viii) le renforcement des capacités du personnel technique, et (ix) amélioration de la gouvernance du centre, (x) le relèvement du centre au niveau de centre de référence en matière sportive.

2.4.3 OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.4.3.1 Objectifs du Programme

L'objectif stratégique de ce programme consiste à Accompagner le pratiquant (du sportif amateur à l'athlète de haut niveau) pour concilier au mieux la santé, la sécurité et la recherche de performance. Et ceux spécifiques sont :

- Évaluer l'aptitude physique
- Assurer la sécurité des athlètes lors des entraînements ou sur le lieu des compétitions.
- Combattre la tricherie dans le sport

2.4.3.2 Cadre de performance du programme

Tableau 22 : Cadre de performance des objectifs du Programme III.

Code	Programmes et actions		Objectifs stratégique/ Objectif opérationnel	Indicateur de performance des programmes et actions	Unité de mesure	Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
						2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
130	MEDECINE DE SPORT		Accompagner le pratiquant (du sportif amateur à l'athlète de haut niveau) pour concilier au mieux la santé, la sécurité et la recherche de performance	Taux de sportifs bénéficiant d'un suivi médical régulier	%	30	55	60	78	85		100	CNMS
				Pourcentage de sportifs déclarés aptes à la pratique sportive	%	30	55	70	87	96		100	CNMS
				Taux de retour à la pratique sportive après blessure :	%	40	50	65	81	85	95	100	CNMS
1301	Encadrement médico-sportif		Évaluer l'aptitude physique	Taux de blessures (ex: contractures, entorses) par championnat	%	70	65	60	52	40	25	5	CNMS
													CNMS

			Assurer la sécurité des athlètes lors des entraînements ou sur le lieu des compétitions.	Taux des athlètes en conformité avec les normes	%	20	30	50	68	75	85	100	CNMS
1302	Lutte contre le dopage		Combattre la tricherie dans le sport	Taux de pénétration des programmes d'éducation préventive	%	25	35	40	44	60	70	85	CNMS
				Taux d'athlètes testés positifs aux produits dopants	%	55	50	40	33	20	15	5	CNMS

2.4.4 Evolution des crédits du Programme

2.4.4.1 Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 23 : Évolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	1 149 038 299		342 895 320	-	660160000
2	Titre IV : Biens et matériels	388 697 283	-	44 887 052	-	
3	Titre V : Dépenses de prestations	266 750 915	-	112 217 628	-	660160000
4	Titre VI : Transferts et interventions	1 062 831 281	-	829881103	-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements			1 000 000 000	-	

	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			-	-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
	Total	1 718 279 479	-	1 829 881 103	-	1320320000

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.4.2 Présentation des crédits du Programme par Rubrique budgétaire

Tableau 24 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

2.4.4.2 Présentation des crédits par action

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	
2	Fonctionnement des Ministères	693 555 472	-		-	
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres		-			
6	Rémunérations	48 099 744	52 108 056	1 209 962 676	23 509 458	1 320320 000
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 155 218 791	43 261 417	829 881 103	-	
TOTAL		**2896874007**	**1253224093**	**2039843779**	**23 509 458**	**1320320 000**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Tableau 25 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS 2025		REALISATIONS 2026		PREVISIONS 2027 en FC	2028	2029
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC			
1	1301	Encadrement médico-physiologique	693 555 472	-	1 228 450 000	-	1 058 257 589	1 320 320 000	
2	1302	Lutte contre le dopage	1 092 387 510	43 261 417	601.431.103	-	821.623.514	-	
TOTAL			**1785942982**	**43261417**	1 829 881 103	**-**	1 829 881 103	1 320 320 000	

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.5 Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

Tableau 26 : Evolution des effectifs et Masse salariale du programme

N°	GRADE	BUDGET 2025		BUDGET 2026		BUDGET 2027		BUDGET 2028	
		EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
1	S.G	0	0	0	0	0	0	0	
2	DIR	2	1.085.056,00	2	6.405.056,00	2	6.405.056,00	2	6.405.056,00
3	CD	0		0	-	0		0	-
4	CB	11	5.409.360,00	11	28.289.360,00	11	28.289.360,00	14	36.004.640,00
5	ATA1	8	3.711.680,00	28	60.310.880,00	28	60.310.880,00	28	60.310.880,00
6	ATA2	13	5.720.286,00	33	64.020.726,00	33	64.020.726,00	33	64.020.726,00
7	AGA1	17	7.064.146,00	34	58.668.292,00	34	58.668.292,00	34	58.668.292,00
8	AGA2	13	5.103.072,00	33	49.913.952,00	36	54.451.584,00	33	54.451.584,00
9	AA1	6	2.213.790,00	31	40.267.915,00	35	45.463.775,00	32	45.463.775,00
10	AA2	1	342.585,00	1	1.079.585,00	1	1.079.585,00	1	1.079.585,00
11	HUISSIER	0	0		0	0	0		
TOTAL		71	30.649.975,00	173	308.955.766,00	180	318.689.258,00	183	326.404.538,00

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

33. Ministère de l' Emploi et Travail

Section 65

Responsable : Son Excellence Ferdinand MASSAMBA WA MASSAMBA

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTÈRE

1.1. MISSIONS

Aux termes des articles 185 et 186 de la Loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du Travail telle que modifiée par la Loi n°16/010 du 15 juillet 2016ainsi que l'Ordonnance Présidentielle fixant les attributions des Ministères, le Ministère de l'Emploi et Travail, dans ses attributions, assure le rôle de conception, de conseil, de coordination et de contrôle.

Il a pour missions:

Formuler et mettre en œuvre des politiques et des stratégies en matière du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Salaires; Elaborer tous projets de textes législatifs ou réglementaires intéressant la condition des travailleurs, les rapports professionnels, l'emploi et le placement des travailleurs, la formation et le perfectionnement professionnels; Réunir et tenir à jour les données statistiques relatives aux conditions d'emploi et de travail; Eclairer de ses conseils et de ses recommandations les employeurs et les travailleurs ; Réaliser, en collaboration avec les autorités et organismes intéressés, la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein emploi ainsi qu'à développer et à utiliser pleinement les ressources productives ; Faire respecter par tout employeur, personne physique ou morale, de droit public ou privé, de nationalité congolaise ou étrangère, l'interdiction formelle d'avoir dans les effectifs de son personnel plus de 15% des personnes de nationalité étrangère ; Conseiller, coordonner et contrôler les services ou organismes concourant à l'application de la législation et la réglementation du travail; Suivre les relations avec les autres Etats et les Organisations Internationales en ce qui concerne les questions de l'emploi et du travail; Veiller à l'application de la législation et de la réglementation concernant l'emploi et le travail ; Assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession, telles que les dispositions relatives à la durée du travail, aux salaires, à la sécurité, à l'hygiène et au bien-être, à l'emploi des femmes, des enfants et des personnes avec handicap, aux conflits collectifs, aux litiges individuels du travail, à l'application des conventions collectives, à la représentation du personnel et d'autres matières connexes ; Fournir des informations et des conseils techniques aux employeurs et aux travailleurs sur les

moyens les plus efficaces d'observer les dispositions légales ; Donner des avis sur les questions relatives à l'établissement ou à la modification des installations d'entreprises et d'organismes soumis à une autorisation administrative ; Porter à l'attention de l'autorité compétente les déficiences ou les abus que révélerait l'application des dispositions légales.

1.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère de l'Emploi et Travail comprend les structures et services ci-après :

a) **Cabinet du Ministre :** Assure le pilotage de toutes les actions stratégiques du Ministère

b) **Secrétariat Général de l'Emploi et du Travail** qui assure la coordination administrative du Ministère et comprend :

- Office du Secrétaire Général; Direction des Services Généraux (DSG) ; Direction d'Etudes et Planification (DEP); Direction du Travail (DT) ; Direction de l'Emploi (DE);Direction de Santé au Travail ;Direction de la Formation Professionnelle ; Divisions Provinciales du Travail et de l'Emploi ;Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (DGPMP).

c) **Inspection Générale du Travail :** Elle joue le rôle de la police du Ministère en veillant à l'application des dispositions légales relatives à la main d'œuvre et la protection des travailleurs, d'une part ; et assure le respect du Code du travail afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des employés et employeurs, d'autre part.

d) **Etablissements Publics sous-tutelles :**

En dehors de ces Directions, Services Spécialisés et Programmes, il y'a lieu de signaler l'existence des Etablissements Publics à caractère technique et social dotés de la personnalité juridique :

L'Institut National de Préparation Professionnelle **(INPP)**;L'Office National de l'Emploi **(ONEM).**

e) **Programmes rattachés au Ministère**

- le Programme Cadre de Création d'Emplois et de Revenus **(PROCER)**;le Programme National pour l'Emploi des Jeunes **(PROYEN)**;le Programme National d'Appui aux Organismes publics **(PAO)** ;la Migration Pour le Développement en Afrique **(MIDA)** ;
- Genre et Equité dans le monde du Travail **(GET)** ;le Programme National pour la Coopération Internationale en vue de la Promotion de l'emploi **(CIPE)** ; le Cadre de Suivi, Contrôle et Evaluation des Programmes et Entités Sous-tutelle **(CASSEP)** ;

le Bureau National pour l'Ethique Professionnel **(BUNEP)**.

Services spécialisés

- Le Comité de Pilotage des Tribunaux du Travail ; la Commission Nationale pour l'Emploi des étrangers **(CNEE);** le Conseil National du Travail **(CNT) ; la C**ommission Nationale de Certification Professionnelle (**CNCP) ;** le Comité de Coordination de l'Alliance 8.7 ;
- le Comité de suivi du Programme Pays de Travail Décent **(PPTD**); le Pool des Marins Congolais.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

1.2.1 Priorités nationales

La République Démocratique du Congo est confrontée à une baisse du niveau d'emplois structurés qui se situe à 10% en 2026 contre 90% d'emplois informels. L'économie informelle est dynamisée par les femmes.

L'article 36 de la Constitution dispose que l'Etat garantit le droit au travail, la protection contre le chômage et une rémunération équitable et satisfaisante assurant au travailleur et à sa famille une existence conforme à la dignité humaine, complétée par tous les autres moyens de protection sociale, notamment la pension de retraite et la rente viagère.

Cependant, le secteur de l'emploi en RDC reste confronté à plusieurs défis qui méritent d'être relevés notamment : (i) réduire le taux de chômage couplé au sous-emploi qui se situe à 33,6%; (ii) résoudre la problématique de l'inadéquation entre la formation et l'emploi ; (iii) réduire le déséquilibre entre la demande et l'offre d'emplois; (iv) accroître le taux d'emploi dans le secteur formel qui se situe à 10% ; (v) renforcer les capacités des structures en charge de la promotion de l'emploi ; (vi) améliorer la gouvernance du marché du travail ; (vii) amener le secteur privé à devenir le moteur de croissance économique et un puissant levier de création d'emplois décents et productifs ; (viii) réduire les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail et (ix) faciliter l'accès des groupes sociaux défavorisés à l'emploi et à la formation professionnelle.

I.2.2 Politiques sectorielles

Le Ministère dispose d'une Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle qui fait partie intégrante des politiques publiques du Gouvernement.

Cette Politique résulte d'un long processus d'échanges, de consultations tripartites au niveau national et provincial allant de 2007 à 2015. Le décret n°18/040 portant approbation de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle est publié au Journal officiel n°2 du 15 janvier 2019 qui repose sur sept axes stratégiques comportant chacun des programmes et des actions prioritaires pour leur mise en œuvre :

- **Axe stratégique 1** : Placer l'emploi au centre des préoccupations Macroéconomiques et sectorielles ;
- **Axe stratégique 2** : Accroître l'offre d'emploi décent et développer le secteur privé ;
- **Axe stratégique3** : Améliorer l'employabilité des populations ciblées et développer la formation professionnelle ;
- **Axe stratégique 4** : Organiser le système d'informations et améliorer la gouvernance du marché du travail ;
- **Axe stratégique 5 :** Promouvoir l'emploi des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables ;
- **Axe stratégique 6** : Renforcer les capacités institutionnelles des structures chargées de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- **Axe stratégique 7**: Promouvoir l'entreprise du type moderne par la formalisation de l'économie informelle et sa modernisation.

I.1. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTÈRE

Tableau 1 : Maquette Programmatique du Ministère de l'Emploi et Travail

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
62							
		026	Administration Générale				
				0261	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Ministre (cabinet), SG, PAO, PROCER,PRO-YEN, POOL DES MARINS,CIPE,GET,CASEP,CNPTT,MIDA,BUNEP, CNEE, CNT, CNCP, Alliance 8.7, PPTD	
				0262	Gestion des ressources Financières et matérielles	Services généraux, CGMP	
				0263	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP,	
				0264	Gestion des ressources humaines	Services généraux,	
				0265	Gestion du système d'information et de la communication	Services généraux,	
		027	Recyclage et perfectionnement des travailleurs du secteur privé			**Dir. Formation professionnelle**	INPP
				0271	Infrastructures et équipements	Dir. Formation professionnelle,	
				0272	Formation et évaluation	Dir. Formation professionnelle,	INPP,
		028	Emploi et travail			**Inspection Générale du Travail**	ONEM
				0281	Promotion de l'emploi et du travail	Direction. de l'emploi, Dir. Du travail,	ONEM
				0282	Hygiène, santé et sécurité au travail	Dir. Santé au travail,	
				0283	Dialogue social	Dir. du travail,	
				0284	Insertion et réinsertion	Dir. de l'emploi,	ONEM
				0285	Inspection du travail	IGT	

I.4 PERFORMANCES ANTÉRIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures

I.4.1.1. Etat des lieux du secteur :

Le secteur de l'Emploi et Travail assure le pilotage de la stratégie sectorielle en matière de l'Emploi, Travail et Formation Professionnelle ainsi que la coordination administrative autour de services suivants :Cabinet du Ministre; Office du Secrétaire Général à l'Emploi et au Travail ; Direction des Services Généraux (DSG) ; Direction d'Etudes et Planification (DEP); Direction du Travail (DT) ; Direction de l'Emploi (DE);Direction de Santé au Travail (DST); Direction de la Formation Professionnelle (DFP) ;Cellule de Gestion des Projets et des Marchés publics ; Divisions Provinciales; Inspection Générale du Travail; Etablissements Publics sous-tutelle (INPP et ONEM); quelques services spécialisés et programmes rattachés (cités ci-haut).

I.4.1.2. **Résultats atteints dans le secteur au cours des dernières années**

Au cours de ces dernières années, le secteur de l'Emploi et Travail a réalisé les performances suivantes : élaboration du document de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle assorti d'un plan d'action national de mise en œuvre; Adhésion à l'Alliance 8.7 sur l'élimination du travail forcé, le travail des enfants dont la RDC est pays pionnier; Evaluation finale pour le Programme Pays pour le Travail Décent 2021- 2025; Ajustement et fixation d'un nouveau SMIG; Sessions Ordinaire et Extraordinaire de CNT organisées; élaboration du répertoire des emplois et métiers verts; existence du Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois (ROME-RDC); Tenue de la 4ème assemblée plénière de la CNCP; Construction des bureaux et centres de formation de l'INPP (antenne de MALUKU).

I.4.1.3 **Principaux Projets et Programmes menés ou en cours**

Le secteur a exécuté quelques projets ou programmes dont certains sont en cours de réalisation. Il s'agit de : Réhabilitation de l'Immeuble Kimpoko abritant le SGET; Acquisition des outils informatiques pour la numérisation du centre d'archivage des documents; Acquisition des véhicules terrestres en faveur de SGET et IGT; Construction des centres de formation professionnelle de l'INPP dans 11 provinces; Acquisition des terrains et construction des bureaux de liaison de l'ONEM dans 6 provinces; Redynamisation de la commission nationale de certification professionnelle; Organisation de la 37ème session ordinaire du CNT; Finalisation du ROME-RDC; Opérationnalisation de la plate forme numérique de l'ONEM.

I.4.1.4 **Ressources Financières Mobilisées du secteur :**

N°	Actes Générateurs de Recettes	ANNEES	Assignation votées		Assignation Réalisées en CDF		Ecart	
1			Montant brut en CDF	%	performance	%	GAP	%
	vente de carte de Travail pour Etranger	2024	87.405.168.824,35	100	138.886.813.261,90	158,9	+51.481.644.437,55	+ 58,9
		2025	75.449.433.602	100	88.907.951.131,10	117,8	+13.458.517.529,10	+17,8
		2026	88.295.022.934	100	38.904.377.305 (1er Semestre)	87,51 (linéaire)	En cours	En cours

Commentaires :

Par rapport aux assignations, le tableau ci-haut indique une performance manifeste réalisée par l'Administration de l'Emploi et Travail au cours de 3 derniers exercices budgétaires, dont :

- Exercice 2024 : performance de 138.886.813.261,90 CDF soit 158,9 % de réalisation ;
- Exercice 2025 : performance de 88.907.951.131,10 CDF soit 117,8 % de réalisation ;
- Exercice 2026 : pour les 4 premiers mois, on note les recettes de 20.187.623.045,07 CDF soit 22,86 %. Cet exercice est en cours de réalisation.

I.4.1.5 **Principales Contraintes et Défis**

Nonobstant les projets et programmes planifiés ainsi que les résultats atteints, le secteur reste confronté aux contraintes et défis ci-après :

Faible renforcement des capacités institutionnelles et humaines du Secrétariat Général de l'Emploi et du Travail ; Modicité de la prime permanente allouée aux agents et cadres du Secrétariat Général de l'Emploi et du Travail ; Non décaissement par le Trésor Public des frais de fonctionnement du Secrétariat Général, de services publics et de programmes rattachés; Manque du charroi automobile pour le personnel; Manque des financements pour la validation, l'opérationnalisation et la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle, du plan d'action national de lutte contre les pires formes de travail des enfants ; Absence d'un système d'information du marché du travail « SIMT » assorti d'une base des données emploi; Absence d'un Observatoire du marché du travail Congolais « OMTC »;Persistance des emplois informels représentant 90% de l'emploi total ; Niveau élevé du chômage et du sous-emploi (plus de 33%).

I.4.2 PERSPECTIVES

Multiplier les missions de contrôle mixte de cartes de travail pour étranger chaque semestre dans les entreprises ou établissements de toute nature pour maximiser les recettes du trésor; Organiser les Etats Généraux de l'Emploi; Mise en place d'un système d'information et d'analyse du marché du travail (SIAMT) et la base des données emplois ; Organiser des enquêtes-emplois pour produire les indicateurs du marché du travail à intégrer dans le cadre macro-économique et budgétaire; Numériser et digitaliser les archives de la Commission Nationale de l'Emploi des Etrangers « CNEE » et des autres services de l'Administration de l'Emploi et du Travail ; Organiser la 38ème session ordinaire du Conseil National du Travail ; Evaluer et actualiser le Plan d'Actions National (PAN) 2011- 2020 sur les pires formes de travail des enfants et élaboration du PAN 2026-2030 ainsi que sa Vulgarisation ; Valider politiquement le Plan d'Action Opérationnel de mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ; Renforcer les capacités institutionnelles et humaines du Secrétariat Général de l'Emploi et du Travail.

1.5.OBJECTIFS ET INDICATEURS REPRÉSENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE

I.5.1. OBJECTIFS :

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère

Objectif 2 : Renforcer les capacités des travailleurs du secteur privé

Objectif 3 : Promouvoir le travail décent

I.5.2. Cadre de performance des objectifs représentatifs du Ministère

Tableau 2 :

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère										
Indicateur :			**Année de référenceAnn**	**Réalisations**			**Année en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom**	**Unité de mesure**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	**Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère**	%	2023	----	30,10	37,03		60,00	65,00	70,00
Source : DEP										
Mode de calcul : nombre d'activités réalisées / total d'activités de programmes opérationnels *100										
Commentaires : Par rapport aux exercices antérieurs, le taux de réalisation parait faible à cause du non décaissement des crédits alloués au secteur pour exécuter les programmes opérationnels planifiés. L'idéal est que le Ministère soit doter des moyens conséquents pour la réalisation de son plan d'actions.										

Objectif 2 : Renforcer les capacités des travailleurs du secteur privé **if 1.**										
Indicateur			**Année de référenceAnn**	**Réalisations**			**Année en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom**	**Unité de mesure**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	**Taux de réalisation de formation**	%		----	---	31,53		80	85	90
Source : Dir. Formation professionnelle										
Mode de calcul : nombre de formation réalisées / nombre de formations prévues * 100										
Commentaires :										

Objectif 3 : Promouvoir le travail décent										
Indicateur			**Année de référenceAnn**	**Réalisations**			**Année en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom**	**Unité de mesure**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3	**Indice de travail décent**	**%**		---	10,0	10,3		15,00	20,00	25,00
Source : IGT et Dir. du travail										
Mode de calcul : cet indicateur est composite cad calculé à partir des 12 critères du travail décent suivant la législation congolaise										
Commentaires :										

I.6. ÉVOLUTION DES CRÉDITS DU MINISTÈRE

I.6.1. Présentation des crédits par titre

Tableau 3 : Présentation des crédits du Ministère par titre 2025-2027

Titre	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	En cours
I. Dépenses Courantes					99 293 224 852
Titre III : Dépenses de personnel	58 720 278 652	84 284 329 176	35 467 269 973	8 215 100 124	96 072 225 188
Titre IV : Biens et matériels	777 367 244	783 036 430	705 311 881	300 000 000	844 331 569
Titre V : Dépenses de prestations	2 705 903 672	3 503 132 099	1 171 956 584	30 114 306	1 423 146 496
Titre VI : Transferts et interventions	1 013 401 141	2 080 211 155	413 528 043	873 768 250	953 521 599
II. Dépenses en capital					**14 039 536 448**
Titre VII : Équipements	1 237 729 943	**0**	10 880 884 571	**0**	**9 411 841 211**
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, acquisition immobilière	1 012 987 295	**0**	312 014 819	0	4 627 695 237
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total					**113 332 761 300**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027					

1.6.2. Évolution des crédits par rubrique

Tableau 4 : Présentation des crédits du Ministère par rubrique 2025-2027

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		EXERCICE EN COURS 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	**Contrepartie des Projets**	400 000 000	**0**	**400 000 000**	**0**	**232143852**
2	**Fonctionnement des Ministères**	5048254710	4286 168 529	**2 828 301 859**	**4 286 168 529**	**3160171386**
3	**Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques**	419981155	2080211155	419 981 155	2 080 211 155	**360231370**
4	**Investissements sur Ressources Extérieures**	-	-		-	8753989789 -
5	**Investissements sur Ressources Propres**	1160813319	0	1 850 717 238	-	**232143852**
6	**Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD**	----	----	-------	----	----
7	**Rémunérations**	57863891613	84284329176	57 863 891 613	84 284 329 176	**95192706908**
8	**Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres**	**---**	**----**	**------**	**……**	**5053402807**
TOTAL						**113 332 761 300**
Source : *Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027*						

1.6.3 Evolution des credits par Programme

Tableau 5 : Présentation des credits du Ministère par programme 2025-2027

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	026	Administration Générale	24 071 153 189	21 576 788 665	47 343 474 635	51 007 594 924	54 538 611 170
2	027	Recyclage et perfectionnement des travailleurs du secteur privé	937 397 042	0	2 223 610 420	0	3 746 126 752
3	028	Emploi et travail	3 715 613 366	66 402 173 936	47 621 436 506	21 774 203 036	55 048 023 378
TOTAL			28 724 163 597	87 978 962 601	97 188 521 561	72 781 797 960	**113 332 761 300**

1.7. Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale 2026-2027

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale 2026

SECTION / GRADE	**Effectif Salaire (1)**	**Total masse T3 2025 (2)**	**Projection à fin décembre 2025 (3)**	**Suppressions 2026**		**Nouvelles actions 2026**		**PROJECTIONS 2027**	
				Effect. (4)	**Masse salariale (5)**	**Effect (6)**	**Masse salariale (7)**	**Effect (8)**	**Masse Salariale (9)**
Section : 62									
1. Hauts Fonctionnaires (SG, DG, Dir)	**7**	2 655 607	2 655 607	**7**	2 655 607	**7**	2 655 607	**7**	2 655 607
2. Cadres Supérieurs (CD,CB)	**27**	9397493	9397493	**27**	9397493	**27**	9397493	**88**	
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	**280**	87427438	87427438	**280**	87427438	**280**	87427438	**382**	
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1/AA2, Huissier)	**54**	15473563	15473563	**54**	15473563	**54**	15473563	**20**	
5. Autres	**--**	---	---	**--**		**--**		**--**	
Total	**368**	**114954101**		**368**	**114954101**	**368**	**114954101**	**500**	
Source : DIRPAIE/BUDGET									

2. PRESENTATION DES PROGRAMMES

2.0. PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable de programme : Donat BAGULA MUGANGU

Fonction : Secrétaire Général à l'Emploi et au Travail

2.1. Périmètre du programme

Il s'agit des unités administratives et autres structures qui contribuent à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme Administration Générale et qui sont budgétisés sous mode programme. On peut citer : Cabinet du Ministre; Office du Secrétaire Général; Services Généraux; DEP; CGMP; PAO, PROCER,PRO-YEN, POOL DES MARINS,CIPE,GET,CASEP,CNPTT,MIDA,BUNEP, CNEE, CNT, CNCP, Alliance 8.7, PPTD.

2.2. Stratégie du Programme

Le programme « administration générale » assure l'impulsion des politiques publiques menées par le ministère de l'Emploi et Travail et vise à renforcer le cadre de pilotage de l'Administration ainsi qu'améliorer la coordination entre différents acteurs et structures sectorielles. Il poursuit l'objectif stratégique de **renforcer les capacités opérationnelles du Ministère**.

Ce programme regroupe les moyens consacrés aux activités de soutien aux programmes opérationnelles. Il porte à ce titre, les crédits correspondants aux missions mises en œuvre par le cabinet du ministre et les directions ou services en charge des missions transversales.

Pour le mettre en œuvre, le renforcement de capacités institutionnelles de l'administration de l'Emploi et du Travail et la promotion d'une gestion optimale des ressources humaines et budgétaires serviront des leviers d'actions.

Ce programme est mis en œuvre par le cabinet du ministre, le secrétariat général, la direction des services généraux et la direction d'études et planifications.

2.3.1. Objectifs et indicateurs de performance du programme

Les Objectifs

L'objectif du programme est de renforcer les capacités opérationnelles du Ministère

Les objectifs des actions composant le programme sont :

- Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère
- Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières
- Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions
- Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières
- •Assurer la disponibilité et la sécurité des SI

2.3.2. Cadre de performance des objectifs du programme

Tableau 6 :

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	**Objectif stratégique**												
Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques de la primature	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%			----	---	---		70,00	75,00	80,00	Cabinet et SG
Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget (indicateur de moyens)	%			---	---	30		60,00	70,00	80,00	DSG
		Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM	%			----	---	50		80,00	90,00	100,00	CGMP
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%			50,00	50,00	50,00		70,00	75,00	80,00	DEP

Action 4: Gestion des ressources humaines et formation	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel formé par an	%			35,00	30,00	30,00		50,00	60,00	70,00	DSG
Action 5: Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Assurer la disponibilité et la sécurité des SI	Taux de dématérialisation des procédures	%			20,00	25,00	35,00		65,00	75,00	85,00	DSG

Commentaire :

2.4. Présentation des crédits du programme

1.1.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 7 : Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					42723670468
Titre III : Dépenses de personnel	58 720 278 652	84 284 329 176	35 467 269 973	8 215 100 124	40526287822
Titre IV : Biens et matériels	777 367 244	783 036 430	705 311 881	300 000 000	640738029
Titre V : Dépenses de prestations	2 705 903 672	3 503 132 099	1 171 956 584	30 114 306	1170118825

Titre VI : Transferts et interventions	1 013 401 141	2 080 211 155	413 528 043	873 768 250	386525792
II. Dépenses en capital					11814940702
Titre VII : Équipements	1 237 729 943	0	10 880 884 571	0	9300590702
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, acquisition immobilière	1 012 987 295	0	312 014 819	0	2514350000
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	65 467 667 947	90 650 708 860	48 950 965 871	9 418 982 680	**54538611170**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027					

2.4.2. Évolution des credits du programme par rubrique 2027-2029

Tableau 8 :

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections (en CDF) 2027
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	400 000 000	0	218 180 312	0	232143852
2	Fonctionnement des Ministères T 4 et 5	4 358 350 791	4 286 168 529	2 802 051 009	330 114 306	2286034531
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques T 6	419 981 155	2 080 211 155	307 529 944	2 753 768 250	238055714

4	Investissements sur Ressources Extérieures			9 570 990 000	0	5053402807
5	Investissements sur Ressources Propres T 7 et 8	1 850 717 238	0	1 514 979 587	0	6529394043
7	Rémunérations T3	57 863 891 613	84 284 329 176	77 202 932 088	26 414 669 766	40064285186
8	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	6529394043
TOTAL		64 892 940 797	90 650 708 860	91 616 662 940	29 498 552 322	**54538611170**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027						

2.5. Évolution des crédits par action du programme

2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 9 :

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
01	0261	Action 1: Pilotage et coordination des actions stratégiques de la primature	37 321 852 662	26 866 378 260	2 663 660 960	2 275 118 583	54178899359
02	0262	Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	89 745 908	46 104 930	2 65 056 965	169 869 063	**65129845**

03	0263	Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	211 318 019	123 682 861			190892299
04	0264	Action 4: Gestion des ressources humaines et formation	272 009 263	111 088 364	1 403 729 078	669 534 040	**51844833,5**
05	0265	Action 5: Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	------	----	135 305 037	125 039 170	51844833,5
Total			**37 893 925 852**	**27 147 254 315**	**39 827 639 034**	**28 347 664 237**	**54538611170**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027							

3. PROGRAMME 2 : Recyclage et perfectionnement des travailleurs du secteur privé

Responsable de programme : Fulgence MAWISSA KA' MBAYI

Fonction : Directeur

3.1. Périmètre du programme

Les structures de mise en œuvre de ce programme sont : la Direction de la formation Professionnelle et l'Institut National de Préparation Professionnelle.

3.2. Stratégie du Programme

Le programme « Recyclage et perfectionnement des travailleurs du secteur Privé » vise à améliorer l'employabilité des populations ciblées en offrant une formation professionnelle diversifiée et de qualité. Il a pour objectif de renforcer les capacités des travailleurs du secteur privé. Ce programme s'occupe des moyens spécifiques de formation professionnelle à la disposition des entreprises, des services publics, de groupements de petites entreprises et des organisations de producteurs individuels.

La mise en œuvre de ce programme implique de concevoir un plan de développement des compétences articulé autour de la formation continue, le transfert des compétences, l'amélioration des outils de formation et l'évaluation des compétences.

3.3.1. Objectifs et indicateurs de performance du programme

Objectifs et indicateurs de performance (Axe 3 de la politique de l'emploi)

- Former une main d'œuvre nationale qualifiée ;
- Orienter une main d'œuvre qualifiée vers l'entreprenariat ou l'auto-emploi ;
- Contribuer à la réduction de l'inadéquation entre la formation et l'emploi.

3.3.2 Cadre de performance des objectifs du programme

Tableau 14 :

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme : Recyclage et Perfectionnement des travailleurs du secteur Privé	**Renforcer les capacités des travailleurs du secteur privé**	Taux de réalisation formation	%			----	----			60,00	70,00	80,00	INPP
Action 1: Infrastructures et équipements	Développer la capacité en infrastructure et en équipement	Taux de centre de formation développé et équipé	%			---	---	31,53		50,00	60,00	70,00	DFP et INPP
Formation et évaluation	Améliorer l'offre de formation	•Taux de satisfaction	%			---	----			60,00	70,00	80,00	DFP et INPP

Commentaire :

3.4. Présentation des crédits du programme

3.4.1. Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Tableau 15 :

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					1368847502
Titre III : Dépenses de personnel	58720278652	84284329176	1084727502	521707656	124049143
Titre IV : Biens et matériels	777367244	783036430	12330651	0	57187842
Titre V : Dépenses de prestations	2705903672	3503132099	44560890	O	82697028
Titre VI : Transferts et interventions	1013401141	2080211155	87697028	0	1368847502
II. Dépenses en capital					2113345237
Titre VII : Équipements	1237729943	0	…..	…..	
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, acquisition immobilière	1012987295	0	2113345237	0	2113345237
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total					**3746126752**
Source : ESB 2026, ESB 2026, PLF 2027					

3.4.2. Évolution des credits du programme par rubrique 2027-2029

Tableau 16 :

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections (en CDF) 2027
	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Contrepartie des Projets	400 000 000	0	-	-	
Fonctionnement des Ministères	4 358 350 791	4 286 168 529	72 597 087	0	481062531
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	419 981 155	2 080 211 155	37 668 096	0	32668096
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Investissements sur Ressources Propres	1 850 717 238	0	2 113 345 237	0	2113345237
Subventions aux organismes auxiliaires	574 727 150	0	50 028 932	0	50028932
Rémunérations	57 863 891 613	84 284 329 176	1 069 021 956	521 707 656	1069021956
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	2113345237
TOTAL					**3746126752**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027					

3.5. Evolution des crédits par action du programme

3.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 17 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
01	0271	Infrastructures et équipements	----	----	----	----	82524039
02	0272	Formation et évaluation	----	----	----	----	3663602713
Total				----	----	----	**3746126752**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027							

4. PROGRAMME 3 : EMPLOI ET TRAVAIL

Responsable de programme : Jacques BEKWOMI NGWI

Fonction : **Directeur Chef de service de l'Emploi**

4.1. Périmètre du programme

Les organes opérationnels ci-dessous facilitent la réalité la réalisation des objectifs de ce programme : la Direction du Travail et l'ONEM.

4.2. Stratégie du Programme

Le programme « Promotion de l'Emploi et Travail » s'occupe de la mise en place des conditions favorables en vue d'améliorer le niveau et la structure de la création d'emplois dans l'économie nationale, en assurant une meilleure prise en compte de la dimension emploi dans les politiques macroéconomiques, sectorielles et programmes publics. Il poursuit l'objectif de promouvoir le travail décent.

La promotion du Travail Décent passe par l'amélioration du Salaire Minimum, le renforcement de la protection sociale, la création d'emplois productifs et durables pour les jeunes ainsi que l'application stricte de la législation Congolaise du travail.

4.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

4.3.1 OBJECTIFS DU PROGRAMME

Objectif 1 : Placer l'emploi au centre des préoccupations
macroéconomique et sectoriels.
Objectif 2 : Accroitre l'offre d'emploi décent et développer le secteur privé.
Objectif 3 : organiser le système d'information et améliorer la gouvernance
du marché du travail.
Objectif 4 : Promouvoir l'entreprise du type moderne par la formalisation des emplois
Informels et sa modernisation**.**

4.3.2. CADRE DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Tableau 20 :

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme : Emploi et Travail	**Promouvoir le travail décent**	**Indice de travail décent**											
Action 1: Promotion de l'Emploi et du Travail	**Promouvoir la création des emplois durables, productifs et bien rémunérés**	Taux de création d'emplois décents	%			----	----	10,3		15,00	20,00	25,00	DE,DT et ONEM
Action 2: Hygiène, Santé et sécurité au travail	**Améliorer la qualité de vie au travail**	Accidents du travail et maladies professionnelles	Nbre			46	----	30		25	15	10	IGT, DT
Action 3: Dialogue Social	**Promouvoir la paix sociale**	Taux de mise en œuvre des recommandations du CNT	%			---	---	50		60	65	70	DT

Action 4 : Insertion et réinsertion	**Améliorer l'employabilité**	-Taux d'accès aux opportunités d'emplois ; -Taux d'insertion des stagiaires suivant filières	% %			---- ----	----- -----	58 ---		67,2 70,00	70,00 80,00	75,00 100,00	DE et ONEM
Action 5: Inspection du travail	Assurer la protection des droits de travailleurs	-Taux de litige ayant abouti à la conciliation -Délai global de réponse à un litige	% Jour			---- ----	---- ----	36,75 40 jrs		50,00 30 jrs	55,00 20 jrs	60,00 15 jrs	IGT

Commentaire :

4.4. Présentation des crédits du programme

4.4.1 Evolution des crédits par titre

Tableau 21: Présentation des crédits du programme par titre 2025-2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes					54936772869
Titre III : Dépenses de personnel	58 720 278 652	84 284 329 176	46 746 055 072	19 894 203 036	54177089864
Titre IV : Biens et matériels	777 367 244	783 036 430	63 405 665	0	79544397
Titre V : Dépenses de prestations	2 705 903 672	3 503 132 099	263 462 062	0	195839829
Titre VI : Transferts et interventions	1 013 401 141	2 080 211 155	486 298 779	1 880 000 000	484298779
II. Dépenses en capital					111250509
Titre VII : Équipements	1 237 729 943	0	111 250 509	0	111250509
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, acquisition immobilière	1012987295	0	-	-	
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total					**55048023378**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027					

4.4.2. Évolution par rubrique budgétaire

Tableau 22 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique 2027-2029

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections (en CDF) 2027
	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Contrepartie des Projets	400 000 000	0	-	-	
Fonctionnement des Ministères	4 358 350 791	4 286 168 529	282 366 276	-	393074324
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	419 981 155	2 080 211 155	49 035 581	-	89507560
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
Subventions aux organismes auxiliaires	574 727 150	0	4 879 742 287	1 694 633 394	394791219
Investissements sur Ressources Propres	1 850 717 238	0	-	-	111250509
Rémunérations	57 863 891 613	8 4284 329 176	4 484 951 068	1 694 633 394	54059399766
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	
TOTAL					**55048023378**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027					

4.5. Evolution des crédits par action du programme

4.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 23 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
01	0281	Promotion de l'emploi et du travail			47 187 206 756	33 861 878 186	**3053683554**
02	0282	Hygiène, santé et sécurité au travail			91 510 520	79 129 541	**74095095**
03	0283	Dialogue social			98 432 710	85 115 190	**44083097**
04	0284	Insertion et réinsertion			92 423 046	79 918 606	**3009600457**
05	0285	Inspection du travail			42 459 327 943	29 563 350 220	**48866561175**
Total					**89 928 900 975**	**63 669 391 743**	**55048023378**
Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027							

34. Ministère des Affaires Sociales, Actions Humantaires et Solidarité Nationale . Ministere Delegue En Charge Des Personnes Vivant Avec Handicap Et Autres Personnes Vulnerables

Section 64, 70, 68

Responsable : S.E Eve BAZAIBA

Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale

1. PRESENTATION DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE ET DU MINISTERE DELEGUE EN CHARGE DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP ET AUTRES PERSONNES VULNERABLES

1.1. Mission et Organisation du Ministère

1.1.1. Mission du ministère

Aux termes de l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale est chargé de l'/la :

- Organisation, administration et gestion des centres d'actions sociales tels que les centres de promotion sociale, les orphelinats, les homes et les auspices des vieillards ;
- Tutelle et reclassement des enfants en situation particulièrement difficile ;
- Organisation de l'éducation non formelle et de l'enseignement spécialisé en collaboration avec les Ministères en charge de l'enseignement primaire, secondaire et technique ainsi que la jeunesse et les sports ;
- Supervision des activités relatives aux personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables ;
- Coordination, évaluation, supervision des programmes humanitaires, contrôle et suivi des activités des organismes et ONG chargés des questions humanitaires ;
- Collaboration avec les Ministères ayant en charge la Défense nationale et les Anciens combattants ainsi que la santé, pour appuyer la réinsertion des ex-combattants et autres groupes assimilés dans la vie civile ;
- Suivi et insertion des victimes des calamités et catastrophes naturelles, en collaboration avec les autres Ministères concernés
- Collaboration avec les Agences humanitaires et organisations nationales, sous-régionales, régionales et internationales compétentes en matière d'assistance aux réfugiés, aux victimes de la guerre et des catastrophes naturelles, aux déplacés et autres populations vulnérables en cas de crise humanitaire en collaboration avec les Ministères concernés ;
- Promotion de la vie associative dans le domaine de l'action humanitaire.

La mission principale du Ministère délégué en charge des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables est de promouvoir, protéger et garantir l'exercice plein et égal de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables, tout en assurant leur autonomisation et leur inclusion active dans la société.

I.1.2. Organisation du Ministère

Outre le Cabinet du Ministre, le Ministère comprend deux Secrétariats Généraux et deux Etablissements Publics. Il s'agit de : (i) Secrétariat Général des Affaires Sociales, (ii) Secrétariat Général aux Actions Humanitaires et à la Solidarité Nationale, (iii) le Fonds National de Promotion et de Service Social et (iv) la Caisse Nationale de Gestion des Catastrophes et des Calamités.

Les deux administrations comptent les structures suivantes au niveau national et provincial : (i) Les Directions normatives, (ii) Les Directions métiers, (iii) Les Services d'Appui ou Unités Sociales Spécialisées, (iv) Les Organismes Promotionnels à caractère social et (v) Les Divisions Provinciales.

Le Ministère délégué en charge des Personnes Vivant avec Handicap et Autres Personnes Vulnérable (PVH-APV) est organisé comme suit :

- Cabinet du Ministre
- Secrétariat Général
- Les structures standards
- La cellule de l'Inspection
- Quatre Directions métiers :
  - Direction de règlementation, appui à l'enseignement spécial et gestion des centres d'apprentissage professionnel (DRAESP) ;
  - Direction de représentativité des Personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables et accompagnement ;
  - Direction de la Promotion, inclusion sociale des Personnes Vivant avec Handicap (DIPIS) ;
  - Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA)
- Les Services Spécialisés et Organismes Sous-Tutelle :
  - Le Fonds National de Solidarité contre le Handicap (FNSH).
  - Centre spécialisé de recherche et des soins pour les personnes atteintes d'albinisme en sigle CRSP
  - Etablissement de fabrication de fauteuil roulant de réadaptation physique, d'autonomisation par le sport, culture et art adapté aux Personnes avec handicap, en sigle EFRASCA ;
  - Académie de développement continue de la langue des signes et de l'écriture braille, en sigle ACADEL ;
  - Conseil National Consultatif pour la Personne avec Handicap, en sigle CNCPH ;
  - Cadre de Concertation des organisations de la personne avec handicap, en sigle CCOPH ;
  - Centre de certification en accompagnement Psychosocial et Psychopédagogique dans le domaine de l'Autisme et autres Troubles du Neuro-développement, en sigle CATND ;
  - Secrétariat Résolution 2475.
- Les Divisions provinciales (29)

I.2. Présentation stratégique du ministère

1.2.1. Priorités Nationales

La démarche de la Vision du développement de la RDC inscrite dans le Plan National Stratégique de

Développement (PNSD) est de la porter comme pays intermédiaire en 2021, pays émergent en 2030 et pays développé en 2050.

Pour la période 2024-2028, les priorités du PNSD sont structurées autour de quatre domaines de concentration : (i) amélioration de la gouvernance, (ii) diversification de l'économie, (iii) la valorisation du capital humain et (iv) le développement des infrastructures et aménagement du territoire. Les actions du Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale s'inscrivent dans le troisième domaine de concentration.

Ainsi, l'action du Gouvernement dans le secteur de la protection sociale non contributive et des actions humanitaires s'inscrit dans la continuité de son objectif d'amélioration de la couverture et la qualité des interventions de protection sociale en faveur des couches vulnérables et plus pauvres de la population en vue de réduire les inégalités sociales, la vulnérabilité face aux risques et chocs socio-économiques et environnementaux et garantir l'accès aux services sociaux de base.

La démarche de la vision du développement de la RDC pour le secteur des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables s'inscrit d'une part dans le premier pilier prioritaire du PNSD à savoir **Garantir l'accès aux services de base** et d'autre part dans l'axe stratégique 4.4.2. Du Programme d'actions du Gouvernement 2024 – 2028, notamment « **Promotion de l'emploi décent, de la Sécurité sociale pour tous et gestion des risques** ».

Concrètement comme objectifs stratégiques et mesures de facilitation, la politique du Gouvernement dans ce domaine consiste à promouvoir et à protéger les droits des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables en vue d'enclencher leur autonomisation et inclusion sociale, économique, politique et publique.
Ainsi, il est attendu de mener les mesures de facilitation ci-après : (i) La lutte contre la stigmatisation et la discrimination, (ii) La promotion de l'éducation inclusive, (iii) La garantie sanitaire pour les PVH et APV, (iv) La promotion de l'emplois et de l'entreprenariat, (v) L'accessibilité physique, numérique, communicationnelle, financière, et (vi) La participation sociale, politique, économique des PVH et APV.

I.2.2 Politique Sectorielle

Le Ministère des Affaires Sociales « MINAS » est le principal Ministère du Gouvernement de la République en charge des groupes vulnérables. Il a pour mission institutionnelle primordiale de (i) concevoir, mettre en œuvre et coordonner la politique et les programmes visant à prévenir et atténuer la vulnérabilité des personnes et groupes sociaux défavorisés en vue de leur permettre d'une part, de faire face aux risques susceptibles de détériorer leurs conditions de vie déjà précaires et, d'autre part de renforcer leur potentiel afin de les sortir du cycle de vulnérabilité voire de la pauvreté, (ii) gérer et prévenir des crises humanitaires découlant des catastrophes naturelles et anthropiques, les guerres et conflits multiformes ainsi que les épidémies et autres sinistres

Pour ce faire, l'action du Ministère consiste à :

a) **Pour les Affaires Sociales** : (i) l'amélioration de la Gouvernance et du Pilotage sectoriel à travers le renforcement du cadre institutionnel et organisationnel des Affaires Sociales, (ii)

l'amélioration de l'offre, l'accessibilité et la qualité des programmes et services de protection sociale non contributive à travers l'élaboration et la mise en œuvre des programmes sociaux réguliers, prévisibles et pérennes dans une optique de renforcement durable de la couverture et de la résilience des populations vulnérables et les investissements dans la réhabilitation, la construction et l'équipement des centres d'actions sociales, et (iii) l'amélioration de l'offre, l'accessibilité et la qualité des programmes d'alphabétisation, de rattrapage scolaire et d'apprentissage des métiers à travers la valorisation des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle

b) **Pour les actions humanitaires** : (i) l'amélioration de la gouvernance et du pilotage des actions humanitaires et la mobilisation des partenaires nationaux et internationaux, (ii) la recherche des financements pour la réponse humanitaire, (iii) la réinsertion sociale et le relèvement des populations affectées et (iv) le renforcement de la solidarité nationale, (iv) le pré-positionnement des stocks stratégiques dans les différentes zones ciblées en fonction de l'analyse de risques dans chaque province ; et (v) la mise en place d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide.

c) **Pour les personnes vivant avec handicap et les autres personnes vulnérables :**

La politique nationale de promotion et de protection des droits de personnes avec handicap a pour but de définir la vision et les grandes orientations stratégiques permettant une bonne coordination des actions en faveur de la promotion et la protection des droits de personnes avec handicap, toutes catégories confondues.

La vision de cette politique est celle d'une société congolaise véritablement inclusive où la discrimination fondée sur le handicap doit être sensiblement réduite, la transversalité de la donne handicap reconnue par les différents Ministères sectoriels, qui l'intègrent dans leurs politiques et programmes du développement.

Les personnes avec handicap doivent aussi jouir du libre accès aux services sociaux de base, d'un environnement adapté et accessible ainsi que du plein exercice de leurs droits dans les conditions d'égalité avec les autres membres de la société.

Les activités organisées en faveur des PVH revêtaient un caractère simplement caritif sans pour autant adresser les réels problèmes de cette catégorie des personnes tels que la pauvreté remarquable, le manque d'encadrement, la discrimination, la stigmatisation au niveau sanitaire, professionnel, économique, sociale et politique. Bref, aucune perspective envisagée pour leur autonomisation et inclusion dans la société.

Les défis de cette politique se résume en quatre points notamment (1) la coordination et la transversalité de la donne handicap, (2) le changement de la conception sur la personne avec handicap et (3) l'habilitation socio-économique de la personne avec handicap.

Cette politique est accompagnée d'un document des stratégies d'interventions sectorielles qui retrace toutes voies et moyens identifiés pour adresser la problématique du handicap.

I.3 Maquette programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
	AFFAIRES SOCIALES ET ACTIONS HUMANITAIRES						
			Administration Générale des Affaires Sociales et Actions Humanitaires			Secrétariat général aux actions humanitaires et solidarité nationale. DEP, DSG, DIC, DAF, DANTIC, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ; SG aux PVH&APV, DEP, DAF, DRH, DANTIC, DICOREPHA, CENAPHI, INAV, SENARAC, CTA, Cellule Inspection, CGPMP	
					Pilotage des actions stratégiques du ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale et cabinet des	Cabinet du Ministre des Affaires sociales et Actions Humanitaires ; Cabinet du Ministre Délégué aux PVH & APV	

				personnes vivant avec handicap		
				Coordination administrative des affaires sociales	Secrétariat général aux Affaires Sociales, DEP, DSG, DIC, DAF, DANTIC, CGPPM	
				Coordination administrative des actions humanitaires et solidarité nationale.	Secrétariat général aux actions humanitaires et solidarité nationale. DEP, DSG, DIC, DAF, DANTIC, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics	
				Coordination administrative des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables	SG aux PVH&APV, DEP, DAF, DRH, DANTIC, DICOREPHA, CENAPHI, INAV, SENARAC, CTA, Cellule Inspection, CGPMP	
		Protection sociale			DAS, DISPE, DEPTA, DGSN, DIVAS	FNPSS, SNRS, CASI, CFMA, OES, SENAMES, Homes des vieillards, SNPS-GV
				Assistance sociale aux personnes vulnérables	DAS, DISPE, DEPTA, DGSN, DIVAS	FNPSS, SNRS, CASI, CFMA, OES, SENAMES, Homes des vieillards
				Réinsertion socio-économique des	DAS, DISPE, DEPTA, DGSN, DIVAS	FNPSS, SNRS, SNPS-GV, FMA

				personnes vulnérables		
				Lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales	DAS, DISPE, DEPTA, DGSN, DIVAS	FNPSS, SNRS, CASI, CFMA, OES, SENAMES, Homes des vieillards, Organismes promotionnels
				Registre Social Unique	DAS, DISPE, DEPTA, DGSN, DIVAS	UTG-RSU,
		Promotion sociale			DGENF, DEP DIC, DIVAS	INTS, ISETAM, SNRS, CFMA, CASI, CAP
				Offre et accès à l'éducation non-formelle	DGENF, DEP DIC, DIVAS	INTS, ISETAM, SNRS, CFMA, CASI, CAP
				Alphabétisation de masse	DGENF, DIC, DIVAS	SNRS
				Qualité des programmes d'alphabétisation et de l'éducation non formelle	DGENF, DIC, DIVAS	INTS, ISETAM, INAV, SNRS, CFMA, CASI, CAP
				Evaluation et certification des apprentissages	DIC, DGENF, DIVAS	INTS, ISETAM, SENAPEP, CASI, CFMA
				Formation des éducateurs sociaux et gestionnaires des programmes	DGENF, DIC, DIVAS	SENAPEP, SENAPEP
		Actions Humanitaires			Direction de Gestion et Urgence Humanitaire, Direction de l'Assistance aux Victimes des Catastrophes	Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes (CSNGHC),

					Naturelles et Autres Calamités, Service National des Victimes des Calamités (SENAVICAL)	
				Prévention et réduction des risques humanitaires	Service National de Mitigation des Risques	Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes (CSNGHC)
				Préparation de la réponse humanitaire d'urgence	Direction de Gestion et Urgence Humanitaire, Direction de l'Assistance aux Victimes des Catastrophes Naturelles et Autres Calamités, Service National des Victimes des Calamités (SENAVICAL)	Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes (CSNGHC),
				Organisation de la réponse humanitaire d'urgence	Direction de la logistique humanitaire, Direction de l'Assistance aux Victimes des Catastrophes Naturelles et Autres Calamités, Service National des Victimes des Calamités (SENAVICAL)	Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes (CSNGHC),
			.	Relèvement	Direction	Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes (CSNGHC),

				communautaire	d'Assistance et intégration des Réfugiés, Refoulés et Retournés	
			Autonomisation des PVH et APV		Direction de représentativité des Personnes avec handicap et accompagnement (DRPA), Direction de règlementation, appui à l'enseignement spécial et gestion des centres d'apprentissage professionnel (DRAESP), Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA) CRSP, EFRASCA, ACADEL, CNCPH, CCOPH, CATND, Secrétariat Résolution 2475, DICOREPHA, CENAPHI, INAV, SENARAC	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)

				Lutte contre la stigmatisation	Direction de représentativité des Personnes avec handicap et accompagnement (DRPA)	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)
				Education inclusive et enseignement spéciale	Direction de règlementation, appui à l'enseignement spécial et gestion des centres d'apprentissage professionnel (DRAESP)	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)
				Soins de santé spécifique	Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA)	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)
				Accessibilité	Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA)	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)
				Emploi et entrepreneuriat	Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)

					avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA), Direction de représentativité des Personnes avec handicap et accompagnement (DRPA)	
			Inclusion Sociale des Personnes Vivant avec Handicap		Direction de la Promotion, inclusion sociale des Personnes Vivant avec Handicap (DIPIS)	Fonds National d'Appui à l'Autonomisation et à l'Accessibilité (FONA-PVH)
				Intégration Sociale et Politique	Direction de la Promotion, inclusion sociale des Personnes Vivant avec Handicap (DIPIS)	
				Intégration économique	Direction de la Promotion, inclusion sociale des Personnes Vivant avec Handicap (DIPIS)	

1.4. Performances antérieures et perspectives

II.4.2 Performances antérieures

Les performances antérieures réalisées par le Ministère se présentent comme suit :

- Adoption des textes légaux et règlementaires relatifs à la promotion, la protection et l'assistance sociale des groupes vulnérables ainsi que les actions humanitaires : (i) loi portant protection et promotion sociale des personnes vivant avec handicap, (ii) projet de loi sur la protection des personnes de troisième âge, (iii) projet de loi sur l'action humanitaire, (iv) Décret n•25/041 du 04 décembre 2025 portant création, organisation et fonctionnement du registre social unique en RDC (2024-2025) :

- Actualisation des documents stratégiques et programmatiques : stratégie nationale de protection sociale non contributive et stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes, la stratégie nationale pour la gestion des personnes déplacées internes et rapatriées incluant les solutions durables (2025-2026) ;

- Elaboration et vulgarisation des directives et normes sur la protection sociale des groupes vulnérables : (i) normes et standards sur la protection et la prise en charge des personnes de troisième âge, (ii) boite à outils de l'assistant social, (iii) guides nationaux sur l'évaluation de l'âge de l'enfant, l'accréditation des assistants sociaux en charge de la protection de l'enfant et l'accréditation des travailleurs para-sociaux (2024-2026)

- Mise en place du Registre Social Unique (RSU) qui compte à ce jour 1.800.000 personnes enregistrés dans huit provinces soit plus de 480.000 ménages (2024-2026) ;

- 1.256.000 personnes vulnérables ont bénéficié des diverses prestations sociales (soutien psychosocial, assistance juridique, accès aux soins médicaux et à l'éducation, hébergement temporaire, réinsertion sociale, transferts monétaires ou en nature, etc.) (2025-2026)

- 1230 adolescents et jeunes filles et garçons ont bénéficié du soutien psychosocial, du renforcement des capacités, des mesures de prévention contre les violences basées sur le genre ainsi que la prise en charge médicale et juridique (2025)

- 756.150 enfants et jeunes non scolarisés et déscolarisés ainsi que les adultes analphabètes ont bénéficié des programmes alternatifs d'éducation non formelle (rattrapage scolaire, apprentissage des métiers, alphabétisation) ; 245 éducateurs sociaux et gestionnaires du sous-secteur d'alphabétisation et d'éducation non formelle ont bénéficié de la formation sur les supports pédagogiques et andragogiques ainsi que les évaluations.

- 8,2 millions de personnes affectés par les conflits et les catastrophes ont bénéficié de l'assistance humanitaire ;

- 2.775 assistants et éducateurs sociaux formés sur la protection et la prise en charge des personnes vulnérables, 175 cadres et agents formés sur diverses thématiques (gouvernance, planification, finances publiques, protection sociale, assistance humanitaire).

Le secteur des PVH et APV a connu des avancées significatives dans le renforcement de la gouvernance du secteur, la promotion des droits des personnes vivant avec handicap, l'inclusion socio-économique, la protection sociale ainsi que l'amélioration de la gestion administrative du secteur et du mécanisme de planification, d'études et de suivi-évaluation.

Les principales réalisations ont porté sur le renforcement progressif des capacités institutionnelles, l'amélioration de la coordination avec les partenaires, l'organisation de campagnes de sensibilisation, l'appui aux organisations des personnes vivant avec handicap, le développement de la formation professionnelle et de l'emploi inclusif, ainsi que la production de rapports sectoriels et d'outils de planification.

Malgré ces progrès, les performances du Ministère demeurent limitées par l'insuffisance des ressources budgétaires, le faible niveau d'équipement des services, l'absence d'un système intégré d'information sur les PVH-APV, la faible disponibilité de statistiques fiables et les capacités techniques encore insuffisantes de certaines structures.

I.4.2. Perspective

Les perspectives du Ministère s'articulent autour de/du :

- Renforcement de la gouvernance sectorielle et des capacités institutionnelles :
- Adoption et mise en œuvre des programmes sociaux, réguliers, à large échelle et humanitaires, prévisibles et pérennes ;
- Protection du patrimoine mobilier et immobilier du Ministère ;
- Optimisation du ciblage des bénéficiaires à travers le registre social unique et le renforcement du système d'informations et de gestion des données ;
- Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures des services sociaux et humanitaires
- Acquisition et pré positionnement des Kits humanitaires d'intervention dans des entrepôts aménagés
- Intégration de l'approche triple Nexus Humanitaire Développement Paix dans l'élaboration de la stratégie Nationale et Provinciales des solutions durables.

Le secteur des PVH et APV se nourrit des ambitions de l'atteinte des cibles projetées dans la matrice cadre des résultats sectoriels en rapport avec le PAG 2024-2028, afin de faciliter d'une part l'autonomisation professionnelle et économique des PVH et APV pour briser la spirale des interventions de type Caritas, et d'autre part l'inclusion parfaite des PVH et APV pour une participation active à la vie sociale, économique, politique et publique.

Ainsi les priorités porteront sur la mise en place d'un Système National d'Information des PVH-APV, l'élaboration d'une cartographie nationale des PVH et des services, le renforcement des capacités des structures centrales et provinciales, l'amélioration de l'accessibilité des services publics, la consolidation du dispositif de suivi-évaluation basé sur les indicateurs de performance et l'extension des programmes de protection sociale.

Bref, les interventions futures seront orientées vers une gouvernance plus efficace, une meilleure autonomisation des personnes vivant avec handicap et une parfaite inclusion sociale.

I.5 Objectifs et Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

I.5.1 Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Les principaux objectifs du Ministère sont :

1. Améliorer la Gouvernance et le Pilotage sectoriel
2. Améliorer l'offre, l'accessibilité et la qualité des programmes et services de protection sociale non contributive
3. Assurer la prise en charge holistique des sinistrés et le relèvement communautaire

1.5.2. Cadre de performance des objectifs représentatifs du ministère

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère des Affaires Sociales et Actions humanitaires

Objectif 1 : Améliorer la Gouvernance et le Pilotage sectoriel									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution du plan d'actions du Ministère dans les volets des Affaires Sociales et des Actions Humanitaires	Nombre	ND	10	10	20	50	70	100
Source : Secrétariats Généraux des Affaires Sociales et des Actions Humanitaires									
Mode de calcul : Nombre d'actions réalisées totalement ou partiellement sur nombre d'actions prévues									
Commentaires : les actions planifiées annuellement doivent etre exécutées à 100% pour atteindre les objectifs et les résultats escomptés. Des efforts sont requis pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces actions.									
	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Proportion des provinces couvertes par les missions de renforcement des capacités, de suivi-évaluation et de contrôle,		5	10	10	15	26	26	26
Source : Lois des finances et rapport de reddition des comptes									
Mode de calcul : Nombre de provinces couvert par les missions sur le nombre total de provinces									
Commentaires : la bonne gouvernance implique des missions régulières et des interactions avec toutes les provinces pour s'assurer de la mise en effective des actions priorisées									
	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations	Exercice en cours	Cibles				
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Taux de tenue des réunions stratégiques et des organes de coordination sectoriels (Affaires Sociales et Actions Humanitaires)	Pourcentage	ND	ND	ND	20	50	80	100
Source : Rapport des réunions des organes de coordination existants									
Mode de calcul : Nombre des réunions organisées sur le nombre des réunions prévues X 100									
Commentaires : La tenue des réunions régulières entre le MINAS et les partenaires est essentielle pour fixer les priorités et les orientations stratégiques que tous devraient suivre et partager les progrès et les défis									
Objectif 2 : Améliorer l'offre, l'accessibilité et la qualité des programmes et services de protection sociale non contributive									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029

1	Proportion de la population vulnérable couverte par au moins une prestation des programmes/interventions de protection et de promotion sociale non contributive	Pourcentage	ND	ND	Moins de 6%	Moins de 6%	8%	10%	15%
Source : Rapport annuel du Ministère, Bulletin statistique protection sociale									
Mode de calcul : Nombre de personnes ayant bénéficié d'une prestation ou service de protection sociale non contributive sur le nombre total des personnes vulnérables éligibles									
Commentaires : la tendance retenue reflète une progression de la couverture dans un contexte où les contraintes des ressources et l'ampleur de la pauvreté ou de la précarité sont importants									
2	Taux de couverture nationale des programmes de protection et de promotion sociale des groupes vulnérables	Pourcentage	ND	ND	8	12	15	20	26
Source : Rapport annuel du SGAS, bulletin statistique sur la protection sociale									
Mode de calcul : Nombre des provinces couvertes par les programmes de protection sociale sur le nombre total des provinces de la RDC x 100									
Commentaires : la tendance retenue reflète une progression vers une couverture totale des provinces d'ici 2029 par les programmes									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°			2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3	Nombre d'infrastructures des services administratifs et sociaux du Ministère construits et/ou réhabilitées	Nombre	ND	2	3	10	15	30	50
Source : SGAS									
Mode de calcul : Comptage des infrastructures des services du Ministère construits et/ou réhabilitées									
Commentaires : Cet indicateur évoluera progressivement pour atteindre les 26 provinces d'ici 2029.									
4	Nombre d'infrastructures des services administratifs et sociaux du Ministère équipées	Nombre	ND	2	3	14	14	15	26
Source : SGAS									
Mode de calcul : Comptage des infrastructures des services du Ministère équipés									
Commentaires : la tendance retenue reflète une progression vers une couverture de 26 provinces d'ici 2029									
Objectif 3 : Assurer la prise en charge holistique des sinistrés et le relèvement communautaire									
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de couverture de la réponse humanitaire désagrégé par province	%	ND	15	15	20	30	50	70
Source : Secrétariat Général des Actions Humanitaires									
Mode de calcul : Nombre de ménages (personnes) assistés sur le nombre total des ménages (ou personnes) affectés par les crises x 100									
Commentaires : le Ministère voudrait par cet indicateur atteindre un taux de couverture de 70% d'ici trois ans									

	Indicateur	**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°			**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Taux de provinces à risque disposant d'un plan de contingence opérationnel	%	0	23	23	23	45	65	88
Source : Secrétariat Général des Actions Humanitaires									
Mode de calcul : $Taux\ de\ zones\ couvertes = \frac{Nbre\ de\ provinces\ disposant\ d'unmécanisme\ fonctionnel}{Nbre\ de\ zones\ à\ risque} x\ 100$									
Commentaires : Nous voulons au travers de cet indicateur que d'ici trois ans au moins 23 provinces sur 26 disposent chacune d'un plan de contingence									
N°	Indicateur	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Délai moyen d'intervention humanitaire après une catastrophe	Nbre de jours	ND	ND	120	100	60	30	15
Source : SGAHSN									
Mode de calcul : Mode de calcul : $Delai\ moyen\ d'intervention = \frac{\sum des\ delais\ d'intervention}{Nbre\ d'interventionsréslisées}$									
Commentaires : Au travers de cet indicateur le ministère souhaite que le délais d'intervention humanitaire se rapproche de plus en plus la norme standard des actions humanitaires qui est de 72 heures									
N°	Indicateur	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
4	Taux de réinsertion socio-économique des ménages affectés par les crises ou catastrophes	%	0	0	0	0	15	20	30
Source : DEP/DGCUH									
Mode de calcul :									
Commentaires : le ministère souhaiterai que le gouvernement s'implique effectivement dès 2027 à l'action de relèvement et de réinsertion des sinistrés pour atteindre d'ici trois ans un taux d'au moins 30%									

Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère délégué en charge des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables

Objectif : Garantir aux personnes avec handicap une participation active à la vie socio-économique.									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de représentation des PVH dans les institutions publiques	**%**	-	-	-	-	**1**	**2**	**3**
Source : DIPIS									
Mode de calcul : (Nombre des PVH occupant un emploi dans les institutions publiques / Nombre Total des employés des institutions publiques) x 100									
Commentaires :									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux de représentation des PVH dans les institutions privées	**%**	-	-	-	-	**0.5**	**1**	**1.5**
Source : DIPIS									
Modalité de Calcul : (Nombre des PVH occupant un emploi dans les institutions privées / Nombre Total des employés des institutions privées) x 100									
Commentaires :									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'Indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
3	Taux de satisfaction des PVH concernant leurs inclusions socio-économique	**%**	-	-	-	-	**40**	**50**	70
Source : DAAGA									
Mode de calcul : (Nombre des PVH ayant répondu satisfaite / Nombre total des PVH ayant participé à l'enquête) x 100									
Commentaires :									

1.6. Evolution des crédits du ministère

1.6.1. Présentation des crédits par Titre

Tableau 3 : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
Dépenses courantes		**365 952 435 610,50**	**145 639 358 151,72**	**241 236 885 661,00**	**150 774 395 645,63**	**282 685 795 521,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	83 590 156 051,50	72 696 175 965,00	89 709 595 195	36 530 416 206	119 763 122 165,00
2	Titre IV : Biens et matériels	9 220 756 714,00	2 300 463 201,00	6 230 414 631	1 104 221 475,00	8 490 384 811,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	14 439 534 788,00	1 886 467 582,89	10 194 884 550	-	6 848 219 440,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	258 701 988 057,00	68 756 251 402,84	135 101 991 285	113 139 757 964,63	147 584 069 105,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**218 166 541 210,00**	**1 367 701 671,90**	**191 346 772 920,00**	**-**	**142 899 011 437,00**
5	Titre VII : Equipements	209 263 765 882,00	917 701 671,90	180 328 660 873	-	106 630 535 158,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	8 902 775 328,00	450 000 000,00	11 018 112 047	-	36 268 476 279,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Total	**584 118 976 820,50**	**147 007 059 823,63**	**432 583 658 581**	**150 774 395 645,63**	**425 584 806 958,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3 Evolution des crédits par rubrique Budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	10 367 872 264,00	550 122 500,00	6 028 375 488	-	6 414 191 520,00
2	Fonctionnement des Ministères	36 202 514 259,50	5 201 272 383,89	26 913 514 784	1 104 221 475	28 940 428 299,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	34 290 479 550,00	18 422 466 562,48	20 054 993 898,00	73 405 368 317,23	29 325 270 981,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	194 086 541 028,00	447 217 679,34	166 549 450 326,00	-	87 936 719 158,00
5	Investissements sur Ressources Propres	13 712 127 918,00	370 361 492,56	18 768 947 106,00	-	29 722 736 527,00
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	18 825 364 232,00
7	Rémunérations	75 251 602 127,00	72 337 785 265,00	84 766 698 255,00	36 530 416 206	112 418 417 517,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	5 207 839 674,00	305 917 250,00	2 001 678 724,00	-	2 001 678 724,00
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	215 000 000 000,00	49 371 916 690,36	107 500 000 000	39 734 389 647,41	110 000 000 000,00
TOTAL		584 118 976 820,50	147 007 059 823,63	**432 583 658 581,00**	**150 774 395 645,63**	**425 584 806 958,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3 Evolution des crédits par programme

Tableau 5 : Evolution des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Administration générale	400 808 336 142,50	103 786 478 278,45	278 910 117 384	65 091 879 001,63	275 565 871 527
2		Protection sociale	159 337 890 444,00	22 759 624 144,18	120 212 372 087	11 087 192 892	76 386 714 817
3		Promotion sociale	4 627 726 175,00	4 270 540 373,00	10 976 926 014	1 929 663 741	16 262 445 609
4		Actions Humanitaires	12 162 270 987,00	10 371 000 845,00	9 702 941 245	71 163 361 489	45 282 333 369
5		Autonomisation	6 916 253 072,00	5 819 416 183,00	12 588 259 948	1 502 298 522	11 894 399 733
6		Inclusion sociale	266 500 000,00	-	193 041 903	-	193 041 903
TOTAL			584 118 976 820,50	147 007 059 823,63	**432 583 658 581,00**	**150 774 395 645,63**	**425 584 806 958**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.7. Ventilation des effectifs globaux et de la masse salariale

Tableau 6.1 : Effectifs et masse salariale (TRAITEMENT DE BASE)

SECTION / GRADE	Effectif payé juin 2026		Année en cours 2026		PROJECTIONS 2027		
			Masse salariale payé en juin 2026	Projection à fin décembre (3): = (2)*12	Effectif	Masse Salariale mensuelle	Masse Salariale annuelle
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	39	411483,5	14 114 302,00	169 371 624,00	81	33 330 163,50	399 961 962,00
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	529	378999	185 121 528,00	2 221 458 336,00	3610	1 368 186 390,00	16 418 236 680,00
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	5181	340173,3333	1 762 550 708,00	21 150 608 496,00	22156	7 536 880 373,33	90 442 564 480,00
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	3603	289203,5	1 129 853 123,00	13 558 237 476,00	11386	3 292 871 051,00	39 514 452 612,00
5. Autres			-	-		-	0,00
Total	9352		3 091 639 661,00	37 099 675 932,00	37233	12 231 267 977,83	146 775 215 734,00

Source : DRH

Effectifs et masse salariale du ministère délégué en charge des PVH&APV (Salaire Kinshasa).

GRADE	BUDGET 2026 (en CDF)		BUDGET 2027 (en CDF)		BUDGET 2028(en CDF)	
	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE	EFF	MASSE SALARIALE
SG	1	21.468.688,44	1	64.985.172,00	1	64.985.172,00
DIR	4	72.068.596,80	8	422.642.688,00	8	422.642.688,00
CD	20	290.499.316,80	25	1.015.871.400,00	34	1.381.585.104,00
CB	35	386.908.431,00	50	1.423.056.000,00	77	2.191.506.240,00
ATA1	40	367.702.996,80	112	2.491.722.240,00	131	2.914.425.120,00
ATA2	27	216.980.314,92	120	2.217.631.680,00	135	2.494.835.640,00
AGA1					65	1.033.919.640,00
AGA2					41	571.971.648,00
AA1						
AA2						
HUISSIER	3	15.301.445,76	6	61.934.760,00	9	92.902.140,00
TOTAL	122	1.370.929.790,52	322	7.697.843.940,00	501	11.168.773.392,00

Source : DRH PVH & APV

DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DE PROGRAMME

II.1. Programme 1 : ADMINISTRATION GENERALE

- Responsable de programme : Gervais LUBANGO KABALA
- Fonction : Secrétaire Général des Affaires Sociales

II.1.1. Périmètre du programme

Les activités du Programme Administration Générale sont mises en œuvre par les structures ci-après :

- Cabinet du Ministre,
- Cabinet du Ministre délégué en charge des PVH & APV
- Secrétariat Général des Affaires Sociales :
  - Direction des Services Généraux et des Ressources Humaines (DSG-RH),
  - Direction d'Etudes et Planification « DEP »,
  - Direction de l'Inspection et Contrôle,
  - Fonds National de Promotion et de Service Social
  - Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics.

- Secrétariat Général aux Actions Humanitaires et à la Solidarité Nationale
  - Direction des Ressources Humaines (DRH),
  - Direction d'Etudes et Planification « DEP »,
  - Direction Administrative et Financière « DAF »,
  - Direction de la Solidarité, Actions Humanitaires et Partenariat « DSP »,
  - Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics.
  - Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes (CSNGHC)
- Secrétariat Général aux PVH & APV
  - La Direction des ressources humaines ;
  - La Direction administrative et financière ;
  - La Direction d'Etudes et Planification ;
  - La Direction des nouvelles technologies de l'information et de communication ;
  - La cellule technique d'appuie ;
  - La cellule de gestion des projets et marchés publics ;
  - La cellule d'inspection.
  - DICOREPHA, CENAPHI, INAV, SENARAC
- Les Divisions Provinciales
- Secrétariat Résolution 2475.

II.1.2. Stratégie du programme

La gouvernance, le pilotage et la coordination sont des impératifs pour transformer la vision et les objectifs sectoriels en résultats tangibles au profit des millions des congolais en situation de vulnérabilité, d'extrême pauvreté et d'urgence. L'accomplissement de la mission et la vision du

Ministère se heurte à plusieurs difficultés défis à savoir : (i) la fragmentation des programmes et des interventions menées par une multitude d'acteurs (services publics, ONGs et partenaires techniques et financiers),(ii) l'inadaptation du cadre organisationnel au contexte actuel, (iii) le faible alignement des programmes et des interventions des acteurs sur des cadres stratégiques et opérationnels uniques et harmonisés, (iv) la faible articulation entre le Gouvernement et les partenaires qui financent et exécutent une grande partie des initiatives de protection sociale, (v) la faiblesse du dispositif d'information et de gestion des données, (vi) les déficits des financements internes et externes liés aux contraintes budgétaires sévères qui limitent le champ d'action du Ministère et la couverture des interventions, (vii) la faible qualification des ressources humaines et les moyens logistiques limités, et (viii) l'inadéquation et la dégradation des infrastructures des services administratifs et sociaux.

Face à cette réalité, le Ministère s'engage à poursuivre les efforts sous ce programme pour (i) améliorer le cadre politique et juridique propice à la promotion et la protection sociale des groupes vulnérables ainsi que les actions humanitaires, (ii) renforcer le cadre institutionnel et organisationnel des actions sociales et humanitaires, (iii) renforcer les capacités du personnel du Ministère, et (iv) améliorer le système d'information et de gestion des données ainsi que le suivi-évaluation, (v) mobiliser davantage les ressources budgétaires, les financements innovants et les financements extérieurs pour accroitre la couverture et la qualité des prestations sociales, (vi) améliorer les infrastructures dédiées à la protection sociale non contributive, la promotion sociale et les actions humanitaires.
Dans le secteur des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables, les réformes éventuelles dans ce programme sont : (1) l'activation du processus de validation, adoption et promulgation du décret portant création, organisation et fonctionnement des établissements publics d'appui à l'autonomisation et l'inclusion des PVH et APV ; (2) la finalisation de la mécanisation des cadres et agents de l'Administration des PVH et APV; (3) la poursuite d'l'implantation des administrations déconcentrées du secteur ; et (4) la promotion des partenariats intersectoriels et institutionnels; (5) le lancement du processus de décoration avec la médaille de la vaillance pour la patrie de tous les congolais devenus handicapés suite aux services rendus à la nation.
Comme leviers d'action ou instruments à partir desquels on compte améliorer la performance du programme, nous citerons : '1) le plaidoyer pour la régularisation de la situation des agents non payés ; (2) le renforcement des capacités des cadres et agents ; et (3) l'organisation des missions d'accompagnement des provinces.

II.1.3. Objectifs du programme et indicateurs de performance

II.1.3.1. Objectifs du programme

L'objectif stratégique du programme est d'améliorer la gouvernance, le pilotage et la coordination du secteur des Affaires Sociales et des Actions Humanitaires pour soutenir des interventions ou programmes efficients et efficaces en faveur des groupes vulnérables et des personnes affectées par des crises humanitaires.

Les objectifs opérationnels s'articulent autour de :

- Elaborer et adopter des cadres stratégiques et opérationnels permettant de fédérer les acteurs clés autour d'une vision claire et des objectifs mesurables et réalistes (services publics, société civile et partenaires techniques et financiers) ;
- Renforcer les capacités institutionnelles et des ressources humaines ;
- Renforcer du dispositif de suivi-évaluation et de gestion des données de la protection et la promotion sociale ainsi que les actions humanitaires

II.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 7* : *Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale.

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence) 2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Améliorer la gouvernance, le pilotage et la coordination dans les secteurs des Affaires Sociales et des Actions Humanitaires	Taux d'exécution du plan d'actions du Ministère dans les volets des Affaires Sociales et des Actions Humanitaires	Taux	ND	10	10	15	15	20	50	70	100	Secrétariat Général des Affaires Sociales
		Source : SGAS/DEP											
		Mode de calcul : Nombre d'actions réalisées totalement ou partiellement sur nombre d'actions prévues											
		Commentaires : Commentaires : les actions planifiées annuellement doivent etre exécutées à 100% pour atteindre les objectifs et les résultats escomptés. Des efforts sont requis pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces actions.											
		Taux d'effectivité des organes de coordination du secteur de la protection et la promotion sociale non contributive	Pourcentage	2025	30%	ND	ND	ND	30%	70%	80%	100%	DEP Affaires Sociales et Actions Hum

												anit aires
		Source : SGAS/DEP										
		Mode de calcul : Nombre de réunions de coordination tenues sur le nombre de réunions prévues X 100										
		Commentaire : La fréquence et la régularité des réunions des cadres de coordinations multisectorielles et multi acteurs fluctuent, néanmoins le Ministère s'engage à maintenir une dynamique progressive pour atteindre le fonctionnement optimal des organes de coordination										
		Taux d'agents et cadres administratifs du Ministère renforcés en matière de gouvernance, de protection sociale et des actions humanitaires	Pourcentage	2025	5%	5%	7,5 %	10 %	15%	20 %	25 %	30 %	DEP Affaires Sociales et Actions Humanitaires
		Source : SGAS/DEP										
		Mode de calcul : Nombre d'agents et cadres formés sur le nombre total d'agents et cadres de l'administration des affaires sociales X 100										
		Commentaire : Plus le taux d'agents et cadres formés augmente, plus la gouvernance et la mise en œuvre des programmes s'améliorèrent.										
Action 1 : Pilotage des actions stratégiques du min	Adopter les documents stratégiques de protection et promotion sociale des groupes vulnérables et des actions humanitaires	Nombre de documents de protection et promotion sociale des groupes vulnérables et des actions humanitaires adoptés	Nombre	2025	4	0	0	0	2	4	4	4	DEP Affaires Sociales DEP Actions Humanitaires
		Source : SGAS/DEP										
		Mode de calcul : comptage des documents de politique et stratégie sectoriels produits et adoptés										

istère des affaires sociales		Commentaires : les documents des politiques et stratégies sectoriels sont essentiels pour orienter les interventions sectorielles vers l'atteinte des objectifs nationaux traduits dans le PNSD											
Action 2 : Coordination des affaires sociales	Renforcer les cadres de coordination et de concertation du secteur de la protection et la promotion sociale non contributive avec les partenaires techniques et financiers et les autres acteurs clés	Taux d'effectivité des organes de coordination du secteur de la protection et la promotion sociale non contributive	Pourcentage	2025	5%	5%	7,5 %	10 %	30%	50 %	70 %	90 %	DEP Affaires Sociales
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de réunions de coordination tenues sur le nombre de réunions prévues X 100												
	Commentaire : La fréquence et la régularité des réunions des cadres de coordinations multisectorielles et multi acteurs fluctuent, néanmoins le Ministère s'engage à maintenir une dynamique progressive pour atteindre le fonctionnement optimal des organes de coordination												
	Renforcer les capacités institutionnelles du Secrétariat Général aux Affaires Sociales	Pourcentage des services administratifs des Affaires Sociales opérationnels	Pourcentage	2025	ND	ND	ND	10 %	15%	25	30 %	45 %	DEP Affaires Sociales DSG /RH Affaires Sociales
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de services administratifs renforcés en infrastructures, moyens logistiques et de fonctionnement sur le nombre total des services administratifs X 100												
	Commentaire : Les services administratifs sont des supports importants pour le pilotage, la coordination, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies sectorielles												
	Renforcer les capacités du personnel de l'Administration des Affaires Sociales	Pourcentage du personnel de l'Administration des Affaires Sociales renforcés	Pourcentage	2025	5%	5%	7,5 %	10 %	20%	30 %	40 %	50 %	DEP Affaires Sociales

													DSG /RH Affaires Sociales
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de personnel administratif renforcé sur le nombre total de personnel administratif en activité X 100												
	Commentaire : Le personnel administratif est essentiel pour le pilotage, la coordination, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies sectorielles. Le cap visé en 2029 est de 50%												
Action 3 : Coordination des actions humanitaires et solidarité nationale	Renforcer les cadres de coordination et de concertation du secteur des Actions Humanitaires avec les partenaires techniques et financiers et les autres acteurs clés	Taux d'effectivité des organes de coordination du secteur des Actions Humanitaires	Pourcentage	2025	10 %	5%	7,5 %	10 %	20%	40 %	60 %	80 %	DEP Actions Humanitaires
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de réunions de coordination tenues sur le nombre de réunions prévues X 100												
	Commentaire : La fréquence et la régularité des réunions des cadres de coordinations multisectorielles et multi acteurs fluctuent, néanmoins le Ministère s'engage à maintenir une dynamique progressive pour atteindre le fonctionnement optimal des organes de coordination												
	Renforcer les capacités institutionnelles du Secrétariat Général aux Actions Humanitaires	Pourcentage des services administratifs des Actions Humanitaires renforcés en infrastructures, moyens logistiques et de fonctionnement	Pourcentage	2025	10 %	ND	ND	15 %	20%	30 %	45 %	70 %	DEP Actions Humanitaires Direction des Ressources Humanitaires (DR

													H)
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de services administratifs renforcés en infrastructures, moyens logistiques et de fonctionnement sur le nombre total des services administratifs X 100												
	Commentaire : Les services administratifs sont des supports importants pour le pilotage, la coordination, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies sectorielles												
	Renforcer les capacités du personnel de l'Administration des Actions Humanitaires	Pourcentage du personnel de l'Administration des Actions Humanitaires renforcés	Pourcentage	2025	10 %	12 %	15 %	20 %	25%	30 %	50 %	60 %	DEP Actions Humanitaires DRH Actions Humanitaires
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de réunions de coordination tenues sur le nombre de réunions prévues X 100												
	Commentaire : Le personnel administratif est essentiel pour le pilotage, la coordination, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies sectorielles. Le cap visé en 2029 est de 60%												

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution du crédit par titre

Tableau 8 : Ventilation des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
Dépenses courantes		**303 808 208 224,50**	**103 416 116 785,89**	**172 611 786 602,00**	**65 091 879 001,63**	**166 373 572 109,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	48 823 488 317,50	41 910 447 556,00	47 855 956 998,00	23 007 899 562,00	69 078 384 852,00
2	Titre IV : Biens et matériels	5 824 133 732,00	2 188 823 925,00	3 806 101 009,00	1 104 221 475,00	5 470 260 419,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	6 995 254 842,00	1 771 389 324,53	5 411 327 595,00	-	3 254 337 828,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	242 165 331 333,00	57 545 455 980,36	115 538 401 000,00	40 979 757 964,63	88 570 589 010,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**97 000 127 918,00**	**370 361 492,56**	**106 298 330 782,00**	**-**	**109 192 299 418,00**
5	Titre VII : Equipements	89 597 352 590,00	370 361 492,56	96 037 789 262,00	-	73 681 393 666,00

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	7 402 775 328,00	-	10 260 541 520,00	-	35 510 905 752,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
	Total	**400 808 336 142,50**	**103 786 478 278,45**	**278 910 117 384,00**	**65 091 879 001,63**	**275 565 871 527,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 9 : Evolution des crédits du programme par rubrique budgetaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	300 000 000,00	-	1 019 383 676,00	-	1 405 199 708,00
2	Fonctionnement des Ministères	18 961 926 607,50	4 695 704 849,53	14 930 107 305,00	1 104 221 475,00	17 376 378 204,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	24 923 600 000,00	7 796 438 390,00	4 261 053 237,00	1 245 368 317,23	6 433 579 873,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	83 488 000 000,00	-	86 510 000 000,00	-	59 238 998 951,00
5	Investissements sur Ressources Propres	13 212 127 918,00	370 361 492,56	18 768 947 106,00	-	29 722 736 527,00
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	18 825 364 232,00
7	Rémunérations	44 922 681 617,00	41 552 056 856,00	45 920 626 060,00	23 007 899 562,00	65 063 614 032,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	215 000 000 000,00	49 371 916 690,36	107 500 000 000,00	39 734 389 647,41	77 500 000 000,00
TOTAL		**400 808 336 142,50**	**103 786 478 278,45**	**278 910 117 384,00**	**65 091 879 001,63**	**275 565 871 527,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 10 : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	1.1	Pilotage des actions du ministère des affaires sociales, actions humanitaires et solidarité nationale	31 011 354 543,50	8 706 165 914,53	6 547 472 147,00	760 000 000,00	26 294 884 407,00
2	1.2	Coordination des affaires sociales	122 897 945 644,00	37 996 144 954,00	130 043 220 900,00	16 187 160 129,00	122 084 589 784,00
3	1.3	Coordination des actions humanitaires et solidarité nationale	229 436 223 148,00	56 725 565 405,92	121 074 220 359,00	44 411 209 860,63	101 184 956 202,00
4	1.4	Coordination administrative des PVH et APV	17 462 812 807,00	358 602 004,00	21 245 203 978,00	3 733 509 012,00	26 001 441 134,00
TOTAL			**400 808 336 142,50**	**103 786 478 278,45**	**278 910 117 384,00**	**65 091 879 001,63**	**275 565 871 527,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Programme 2 : PROTECTION SOCIALE

- ***Responsable :*** **DONATIEN NDONA MWAM TUM**
- ***Fonction : Directeur de la Direction de l'Action Sociale***

II.2.1. Périmètre du programme

Les structures qui concourent à la mise en œuvre des activités du Programme Promotion Sociale sont :

- Direction de l'Action Sociale (DAS) ;
- Direction des Interventions Spéciales de protection de l'Enfant (DISPE) ;
- Direction d'Encadrement des Personnes de Troisième Age (DEPTA) ;
- Service National Médico-social (SENAMES) ;
- Fondation Marie Antoinette (FMA) ;
- Centre Féminin Marie Antoinette (CFMA) ;
- Centre d'Actions Sociales Intégrées (CASI) ;
- Orphelinat des Enfants Sidéens (OES)
- Centre d'Accueil et Passage (CAP),
- Homes des Vieillards
- Divisions Urbaine et Provinciales des Affaires Sociales (DUAS et DIVAS)
- Centres de Promotion Sociale (CPS)

II.2.2. Stratégie du programme

La RDC présente un paradoxe saisissant. Le pays possède des immenses richesses naturelles, a enregistré, mais plus de deux congolais sur trois vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 3$ par jour). Les décennies des conflits armés, les épidémies récurrentes et l'insécurité alimentaire ont exacerbés les conditions de vie des populations.

Ainsi, sous ce Programme de Protection Sociale, le Ministère vise à garantir des conditions de vie dignes aux personnes vulnérables en réduisant les inégalités sociales et la précarité par une juste redistribution des richesses ou de la croissance et en facilitant leur accès aux services sociaux de base (santé, éducation). Protéger les plus vulnérables est une obligation constitutionnelle et morale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle, le Ministère s'engage à mener des réformes structurelles ciblées pour améliorer la couverture et la qualité de la protection sociale pour les populations vulnérables.

2.2.3 Objectifs du programme et indicateurs de performance

2.2.3.1. Objectifs du programme

Le programme de protection sociale poursuit les objectifs suivants :

Objectif général :

Le Programme de Protection Sociale a comme objectif général de garantir des conditions de vie dignes aux populations vulnérables en réduisant les inégalités sociales, en renforçant leur résilience face aux chocs (économiques, climatiques, sanitaires), en assurant leur accès aux services sociaux de base (santé, éducation, protection, etc.) et en favorisant leur insertion économique.

Objectifs spécifiques :

- Améliorer la couverture et la qualité de la protection sociale des populations vulnérables en la portant à au moins 15% des populations nécessiteuses ;
- Renforcer les capacités des infrastructures dédiées à la prise en charge des groupes vulnérables ;
- Renforcer les capacités des prestataires des services de protection sociale des groupes vulnérables ;

2.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 13 : Cadre des performances des Objectifs du programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2022	Réal 2023	Réal 2024		N+1 2027	N+2 2028	N+3 2029	
Programme Protection sociale	Améliorer la couverture et la qualité de la protection sociale des populations vulnérables en la portant à au moins 10% des populations nécessiteuses ;	Pourcentage de la population vulnérable couverte par au moins une prestation ou service de protection sociale non contributive	Pourcentage	2025	ND	ND	ND	6%	6%	10%	15%	15%	Direction de l'Action Sociale
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de personnes bénéficiaires d'au moins une prestation de protection et promotion sociale sur le nombre total des personnes éligibles aux programmes de protection et de promotion sociale												
	Commentaires : le Ministère a l'ambition d'atteindre d'ici 2029 au moins 15% de la population vulnérable touchée par différents programmes de protection sociale												
	Renforcer les capacités des infrastructures dédiées à la prise en charge des groupes vulnérables ;	Pourcentage d'infrastructures dédiées à la prise en charge des groupes vulnérables renforcées	Pourcentage	2025	30%	ND	ND	1%	3%	5%	7%	10%	DEP, DAS
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre d'infrastructures des services sociaux renforcés sur le nombre total d'infrastructures du SGAS X 100												
	Commentaire : les infrastructures des services sociaux servent des cadres d'accueil et d'accompagnement des personnes vulnérables. Leur nombre et état influence la couverture et la qualité des prestations sociales. D'ici 2029, le Ministère envisage de réhabilité ou de construire au moins 10 des infrastructures des Affaires Sociales.												

	Renforcer les capacités des prestataires des services de protection sociale des groupes vulnérables	Pourcentage des prestataires des services de protection sociale des groupes vulnérables renforcés	Pourcentage	2025	30%	ND	2,5	5%	5%	10%	10%	15%	DEP, DAS,
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de prestataires (éducateurs et assistants sociaux) renforcés sur le nombre total de prestataires du SGAS X 100												
	Commentaire : le nombre et la qualification des prestataires sociaux sont des déterminants pour la couverture et la qualité des prestations sociales												
Action 1 : Assistance sociale aux personnes vulnérables	Améliorer la couverture de l'assistance sociale en faveur des populations vulnérables	Pourcentage de la population vulnérable couverte par au moins une prestation d'assistance sociale	Pourcentage	2025	15%	ND	ND	6%	6%	10%	13%	15%	Direction de l'Action Sociale
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de personnes bénéficiaires d'au moins une prestation de protection et promotion sociale sur le nombre total des personnes éligibles aux programmes de protection et de promotion sociale												
	Commentaire : renseigne sur les progrès réalisés dans le secteur												
	Renforcer les capacités des infrastructures dédiées à l'assistance et la prise en charge sociale des populations vulnérables	Nombre d'infrastructures des services d'actions sociales renforcés	Nombre	2025	20	ND	3	3	5	10	10	10	Direction de l'Action Sociale
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre d'infrastructures des services sociaux renforcés sur le nombre total d'infrastructures du SGAS X 100												
	Commentaire : les infrastructures des services sociaux servent des cadres d'accueil et d'accompagnement des personnes vulnérables. Leur nombre et état influence la couverture et la qualité des prestations sociales												
	Renforcer les capacités des prestataires des services d'assistance et de prise en charge sociale des personnes vulnérables	Pourcentage des prestataires des services d'actions sociales renforcés	Pourcentage	2025	20 %	ND	ND	5%	5%	10%	15%	20%	Direction de l'Action Sociale
	Source : SGAS/DEP												

	Mode de calcul : Nombre de prestataires (éducateurs et assistants sociaux) renforcés sur le nombre total de prestataires du SGAS X 100												
	Commentaire : le nombre et la qualification des prestataires sociaux sont des déterminants pour la couverture et la qualité des prestations sociales												
Action 2 : Réinsertion socio-économique des personnes vulnérables	Améliorer la couverture et l'adéquation des programmes des filets sociaux ciblant les populations vulnérables	Pourcentage de personnes vulnérables ayant retrouvé l'autonomie, le statut socio-économique stable ou des liens communautaires	Nombre	2025	30%	ND	ND	5	5	10	20	30	Direction de l'Action Sociale
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de personnes bénéficiaire de l'inclusion socio-économique sur le nombre total de personnes ciblés par les programmes des filets sociaux x 100												
	Commentaire : Mesure l'impact des programmes des filets sociaux à travers l'inclusion socio-économique qui est l'une des finalités												
Action 3 : Lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales	Réduire le taux d'exclusion des personnes vulnérables et les inégalités sociales	Proportion de personnes en situation de privation de l'accès aux services sociaux essentiels (éducation, santé, alimentation)	Pourcentage	2025	ND	ND	ND	70	65	65	60	55	Direction de l'Action Sociale
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Nombre de personnes victimes de l'exclusion et des inégalités ou des privations sur le nombre total de personnes ciblés par les programmes des filets sociaux x 100												
	Commentaire : Mesure l'impact des programmes des filets sociaux à travers la réduction de l'exclusion et des inégalités sociales												
Action 4 : Registre Social Unique	Améliorer le ciblage des personnes et ménages bénéficiaires potentiels des programmes de protection sociale	Nombre de personnes enregistrés dans le RSU	Personnes	2025	1,8 million	110.000	110.000	600.000	ND	2,5 million	3,2 millions	4 millions	Unité Technique RSU
	Source : SGAS/DEP												
	Mode de calcul : Comptage du nombre de personnes enregistrées dans le RSU												
	Commentaire : Mesure la couverture du RSU y compris son opérationnalisation												

II.2.4. Evolution des crédits par programme

II.2.4.1. Evolution du crédit par titre

Tableau 14: Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
Dépenses courantes		**38 171 477 152,00**	**21 762 283 964,83**	**35 163 929 949,00**	**11 087 192 892,00**	**42 680 002 798,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	24 857 692 932,00	20 955 675 226,00	23 583 574 847,00	9 527 192 892,00	25 709 403 250,00
2	Titre IV : Biens et matériels	2 830 233 630,00	20 592 000,00	1 901 124 064,00	-	2 221 040 636,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	5 858 484 606,00	102 153 258,36	3 889 883 185,00	-	3 139 826 602,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	4 625 065 984,00	683 863 480,48	5 789 347 853,00	1 560 000 000,00	11 609 732 310,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**121 166 413 292,00**	**997 340 179,34**	**85 048 442 138,00**	**-**	**33 706 712 019,00**
5	Titre VII : Equipements	119 666 413 292,00	547 340 179,34	84 290 871 611,00	-	32 949 141 492,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 500 000 000,00	450 000 000,00	757 570 527,00	-	757 570 527,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total		**159 337 890 444,00**	**22 759 624 144,18**	**120 212 372 087,00**	**11 087 192 892,00**	**76 386 714 817,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits par rubrique budgetaire

Tableau 15 : Présentation des par rubrique budgetaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	10 067 872 264,00	550 122 500,00	5 008 991 812,00	-	5 008 991 812,00
2	Fonctionnement des Ministères	13 875 060 123,00	401 595 258,36	9 490 156 628,00	-	9 037 984 383,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 766 879 550,00	395 313 480,48	3 998 855 396,00	1 560 000 000,00	9 967 100 490,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	110 598 541 028,00	447 217 679,34	80 039 450 326,00	-	28 697 720 207,00
5	Investissements sur Ressources Propres	500 000 000,00	-	-	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	21 229 639 690,00	20 955 675 226,00	21 162 518 662,00	9 527 192 892,00	23 162 518 662,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 299 897 789,00	9 700 000,00	512 399 263,00	-	512 399 263,00
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
TOTAL		**159 337 890 444,00**	**22 759 624 144,18**	**120 212 372 087,00**	**11 087 192 892,00**	**76 386 714 817,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.5. Evolution des crédits par action du programme.

II.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 16 : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	2.1	Assistance sociale aux personnes vulnérables	9 898 032 249,49	3 189 730 469,97	10 704 381 891,00	2 848 692 774,00	13 689 807 180,00
2	2.2	Réinsertion socio-économique des personnes vulnérables	148 970 400 852,51	19 549 301 674,21	109 167 934 139,00	8 238 500 118,00	61 486 126 940,00
3	2.3	Lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales	469 457 342,00	20 592 000,00	340 056 057,00	-	287 231 435,00
4	2.4	Registre Social Unique	-	-	-	-	923 549 262,00
TOTAL			**159 337 890 444,00**	**22 759 624 144,18**	**120 212 372 087,00**	**11 087 192 892,00**	**76 386 714 817,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3. Programme 3 : PROMOTION SOCIALE

Responsable : Fonction :

II.3.1. Périmètre du programme

Le programme est mis en œuvre par la/le :

- Direction Générale de l'Education non Formelle (DGENF) ;
- Direction de l'Inspection et Contrôle (DIC) ;
- Service National Polyvalent d'éducation permanente (SENAPEP) ;
- Service National de Réinsertion Sociale (SNRS).
- Institut National pour Aveugles, « INAV » ;
- Institut National de Travail Social « INTS » ;
- Institut Supérieur d'Enseignements Techniques, Arts et Métiers (ISETAM) ;
- Centre Féminin Marie Antoinette (CFMA) ;
- Centre d'Actions Sociales Intégrées (CASI) ;
- Divisions urbaine et provinciales des Affaires Sociales (DUAS/DIVAS),
- Centres de promotion sociale (CPS),

II.3.2. Stratégie du programme

La RDC accuse un taux d'analphabétisme élevé se situant entre 30% et 40% dont 42,8% pour les femmes contre 17,5% pour les hommes. Cela signifie que plus de 18 millions de personnes ne savent ni lire, ni écrire, ni calculer. Par ailleurs, malgré la gratuité de l'enseignement de base décrétée par le Gouvernement, des milliers d'enfants sont non scolarisés ou déscolarisés (environ 4 millions). Bien qu'ayant atteint un niveau de couverture plus ou moins significatif, le système formel de l'éducation demeure caractérisé par l'inadéquation en l'offre éducative et les besoins de développement du pays compte tenu de la faiblesse des moyens disponibles et du fait de la situation socio-économique.

Pour pallier à cette situation dont les conséquences immédiates et futures sont néfastes, le Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale, l'un de quatre ministères clés en charge de l'éducation, développe trois offres éducatives alternatives formant le sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle en RDC. Il s'agit de/du : (i) programme rattrapage scolaire du niveau primaire, (ii) programme d'alphabétisation, et (iii) programme d'apprentissage des métiers. Ces programmes s'adressent aux jeunes non scolarisés et déscolarisés, aux adultes analphabètes et à d'autres personnes vulnérables. Ces programmes visent : (i) l'acquisition des compétences et des connaissances par les enfants n'ayant pas accédé à l'enseignement formel à l'âge d'inscription (6-7ans) et/ou déscolarisés pour leur réinsertion scolaire ou l'orientation vers les programmes d'apprentissage professionnel, (ii) l'acquisition des compétences en lecture, écriture et calcul par les jeunes et adultes pour leur épanouissement ; (iii) l'acquisition des compétences professionnelles et le perfectionnement des personnes vulnérables.

A côté de ces offres, le Ministère organise également la formation continue et les enseignements du niveau supérieur dans les domaines du travail social et des métiers.

La mise en œuvre de ces programmes est confrontée à plusieurs défis : (i) l'insuffisance et la dégradation infrastructures des centres de promotion sociale et des structures d'enseignements supérieurs, (ii) le déficit criant des équipements et des supports pédagogiques et andragogiques, (iii) l'insuffisance, la sous qualification et la faible motivation des éducateurs sociaux et des gestionnaires du sous-secteur d'alphabétisation et d'éducation non formelle, (v) l'absence des données fiables et à jour

Le Ministère est résolument engagé à poursuivre ses efforts pour étendre la couverture de ce programme et accroitre le nombre de bénéficiaires, améliorer les contenus, renforcer les compétences des éducateurs

et des gestionnaires ainsi que leur motivation, améliorer le système d'informations et de gestion des données.

II.3.3 Objectifs du programme et indicateurs de performance

2.3.3.1. Objectifs du programme

- **Objectif stratégique**

La finalité du programme de promotion sociale est de renforcer les connaissances et les compétences des populations vulnérables en vue de favoriser l'inclusion sociale, l'insertion scolaire et/ou professionnelle et l'autonomie. Il contribue à la réduction du taux d'analphabétisme, l'adaptation des populations vulnérables aux différentes mutations socio-économiques, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les disparités genres, et favorise leur participation au développement de leurs communautés et du pays.

- **Objectifs opérationnels**

Le programme de promotion sociale a comme objectifs opérationnels d', de :

- Accroître l'accès, l'accessibilité et l'équité aux programmes du sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ;
- Diversifier et adapter les offres éducatives du sous-secteur aux besoins des populations cibles et du marché de l'emploi ;
- Améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité des offres éducatives du sous-secteur l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

b. Cadre de performance du programme

Tableau : 19 Cadre de performance des objectifs du programme promotion sociale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation 2025 (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	Année	Valeur	Réal 2022	Réal 2023	Réal 2924		2026	2027	2028	
Programme Promotion sociale	**Améliorer** l'accès, l'accessibilité et l'équité aux programmes du sous-secteur de l'AENF	Taux de couverture des territoires et communes en centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle	%	2025	25	25	30	30	30	40	45	50	DGENF
		Source : DGENF											
		Mode de calcul : Nombre des territoires/communes couverts par au moins un centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle sur le nombre total des territoires/communes X 100											
		Commentaires : le Ministère ambitionne de déployer les centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans au moins 50% des territoires/communes de la RDC d'ici 2029											
	Améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité des offres éducatives du sous-secteur de l'AENF	Pourcentage du personnel de l'AENF formé	Pourcentage	Rapport	10%	ND	ND	15%	17%	20%	22,5%	25%	DGENF
		Source : DGENF											
		Mode de calcul : Nombre de personnel formé sur le nombre total de personnel X 100											
		Commentaires : Le besoin en matière de renforcement des capacités du personnel est immense, le Ministère envisage de former au moins 25% du personnel de l'AENF											
		Pourcentage de centres disposant des programmes et supports pédagogiques	Pourcentage	Rapport									
		Source : DGENF											
		Mode de calcul : Nombre de centres disposant des programmes et supports de l'AENF sur le nombre total des centres identifiés X 100											
		Commentaires :											

Action 1 : Offre et accès à l'éducation non-formelle	Garantir un accès universel, équitable et de qualité des apprenants aux offres du sous-secteur de l'AENF	Nbre d'apprenants inscrits dans les programmes du sous-secteur de l'AENF	Nombre	2025	1 800 000	487.135	515.256	650.650	710 000	1 050.120	1 530.160	1800 000	DGENF
		Nombre de centres de l'AENF construits, réhabilités et équipés	Nombre	2025	80	ND	ND	15	20	45	60	80	DEP, DGENF
Action 2: Alphabétisation de masse	Doter la population bénéficiaire des compétences de base en lecture, écriture et calcul pour favoriser l'inclusion sociale et améliorer le bien-être	Taux d'alphabétisation de la population cible	Pourcentage	2025	80%	ND	ND	65%	70%	70%	75%	80%	DGENF
Action 3 : Qualité des programmes d'alphabétisation et de l'éducation non formelle	Doter les centres de l'AENF des supports pédagogiques actualisés (programmes, manuels, guides, etc.)	Taux de centres dotés en supports pédagogiques actualisés	Pourcentage	2025	50%	ND	ND	10%	15%	20%	30%	50%	DGENF
Action 4 : Evaluation et certification des apprentissages	Valider officiellement l'acquisition des compétences et des connaissances des apprenants	Taux de réussite des apprenants dans le sous-secteur de l'AENF	Taux	2025	ND	ND	ND	35%		40%	50%	60%	DIC
Action 5 : Formation des éducateurs sociaux et gestionnaires des programmes	Améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité des offres éducatives du sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ;	Nombre du personnel du sous-secteur de l'AENF formé	Nombre	2025	235	210	190	210	250	300	350	350	DGENF, DIC

2.3.4. Evolution des crédits par programme

2.3.4.1. Evolution du crédit par titre

Tableau 20 : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
Dépenses courantes		**4 627 726 175,00**	**4 270 540 373,00**	**10 976 926 014,00**	**1 929 663 741,00**	**16 262 445 609,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	4 107 205 210,00	4 229 615 373,00	10 729 316 250,00	1 929 663 741,00	15 434 586 963,00
2	Titre IV : Biens et matériels	94 358 074,00	40 925 000,00	122 374 490,00	-	117 152 430,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	148 323 198,00	-	53 414 082,00	-	31 328 982,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	277 839 693,00	-	71 821 192,00	-	679 377 234,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total		**4 627 726 175,00**	**4 270 540 373,00**	**10 976 926 014,00**	**1 929 663 741,00**	**16 262 445 609,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 21 : Présentation des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution au 30 Juin en FC**	**en FC**
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	372 658 078,00	40 925 000,00	269 938 553,00	-	439 170 816,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000,00	-	7 938 725,00	-	615 494 767,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	3 977 228 404,00	4 229 615 373,00	10 635 166 269,00	1 929 663 741,00	15 143 897 559,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	177 839 693,00	-	63 882 467,00	-	63 882 467,00
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
TOTAL		**4 627 726 175,00**	**4 270 540 373,00**	**10 976 926 014,00**	**1 929 663 741,00**	**16 262 445 609,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.3.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 22 : Evolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	3.1	Offre et accès à l'éducation non-formelle	2 728 481 953,00	2 460 833 810,00	3 277 144 960,00	1 097 026 752,00	4 455 108 513,00
2	3.2	Alphabétisation de masse	-	-	-	-	-
3	3.3	Qualité des programmes d'alphabétisation et de l'éducation non formelle	-	-	-	-	-
4	3.4	Évaluation et certification des apprentissages	158 434 326,00	142 606 934,00	141 282 726,00	64 352 148,00	141 282 726,00
5	3.5	Formation des éducateurs sociaux et gestionnaires des programmes	1 740 809 896,00	1 667 099 629,00	7 558 498 328,00	768 284 841,00	11 666 054 370,00
TOTAL			**4 627 726 175,00**	**4 270 540 373,00**	**10 976 926 014,00**	**1 929 663 741,00**	**16 262 445 609,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.6. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

2.3.6.1. Une présentation succincte de l'établissement public décrivant ses principales missions (1 à 2 paragraphes)

Direction Générale de l'Education Non Formelle

Elevée au rang de Direction Générale de l'Education Non Formelle « DGENF » par la volonté du Gouvernement qui l'a confirmé par l'Arrêté Ministériel n°AFF.SOC/CABMIN/0231/2006 du 29/12/2006 en tenant compte des recommandations de différentes conférences et d'autres rencontres internationales.
Les missions dévolues à cette Direction Générale sont :

- Elaborer le plan d'action de la Direction Générale de l'Education Non Formelle.
- Elaborer le programme spécifique du Gouvernement relatif à l'éradication de l'analphabétisme en République Démocratique du Congo ;
- Contribuer à l'élaboration de la stratégie générale du Gouvernement en matière de

l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (AENF) ;

- Réglementer l'Education Non Formelle en République Démocratique du Congo :
- Améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité des actions de l'alphabétisation/formation pour le développement ;
- Collecter les données des centres de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle et produire les annuaires statistiques ;
- Concevoir et diffuser les programmes et les techniques d'alphabétisation, de rattrapage scolaire, de post-alphabétisation et de réadaptation pour les jeunes et pour les adultes ;
- Concevoir, produire et diffuser les supports didactiques et andragogiques du système éducatif non formel ;

- Identifier et gérer les centres d'alphabétisation, de rattrapage scolaire, d'apprentissage des métiers et de réadaptation ;
- Coordonner, encadrer, suivre et évaluer les activités de formation du secteur non formel ;
- Etudier et soumettre à la hiérarchie pour agrément ou pour subsidiassions ou subvention des dossiers des centres partenaires de l'AENF ;
- Former les cadres techniques du Ministère et des partenaires ;
- Produire et animer les programmes et les campagnes d'alphabétisation à la radio nationale, à la TV et à travers d'autres médias ;
- Organiser chaque année la Journée Internationale de l'Alphabétisation.

2.4. Programme 4 : ACTIONS HUMANITAIRES

2.4.1. Périmètre du programme

Les activités du Programme Actions Humanitaires sont mises en œuvre par les structures ci-après :

- Direction de Gestion et Urgence Humanitaire ;
- Direction de Solidarité et Partenariat humanitaire ;
- Direction d'Assistance et intégration des Réfugiés, Refoulés et Retournés.
- Service National de Mitigation des Risques ;
- Caisse nationale de solidarité et de gestion des catastrophes

2.4.2. Stratégie du programme

La RDC enregistre des crises humanitaires récurrentes liées à la persistance et la multiplication des conflits armés et interethniques ou civils, aux catastrophes naturelles ou artificielles, aux épidémies récurrentes, à l'insécurité alimentaire alarmante, aux accidents majeurs et autres situations d'urgence. Ces crises humanitaires touchent près de 15 millions des personnes qui ont besoin d'une assistance d'urgence. En présence des ressources financières et humaines limitées pour faire face aux conséquences engendrées par ces situations, des interventions humanitaires d'urgence sont mises en œuvre tant soit peu à travers le territoire national. Il s'observe également une couverture humanitaire insuffisante ou partielle des structures publiques, de la Société Civile et des Partenaires humanitaires sur le territoire national par rapport aux besoins.

Ainsi, les principaux défis de ce sous-secteur portent essentiellement sur : (i) la persistance de l'insécurité et d'autres crises entrainant des déplacements massifs des populations et exacerbant leurs conditions de vie déjà précaires, (ii) les déficits de financement structurels limitant l'aide d'urgence, (iii) l'insuffisance et l'état dégradé des infrastructures humanitaires y compris celles abritant l'administration des Actions Humanitaires ; (iv) la qualité du personnel dans le domaine de l'action humanitaire et de la solidarité nationale ; (v) l'amélioration de la gouvernance des actions humanitaires ; (vi) le pré-positionnement des stocks stratégiques dans les différentes zones ciblées en fonction de l'analyse de risques dans chaque province ; (vii) la mise en place d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide ; (viii) l'élaboration de la cartographie des zones à haut risque de catastrophes et de plan de prévention de risques; (ix) la création d'un fonds de solidarité humanitaire ; et (x) l'élaboration et la vulgarisation de la politique et des stratégies sectorielles.

Pour relever ces défis, le Ministère est engagé à travers le Programme Actions Humanitaires à poursuivre les efforts visant à sauver les vies, soulager la souffrance et préserver la dignité humaine des personnes affectées par des crises humanitaires tout en respectant les principes humanitaires. Pour ce faire, le Ministère renforcera : (i) la prévention des risques qui est la phase avant la survenu des catastrophes pour réduire les impacts négatifs des crises, (ii) la préparation et l'organisation de la réponse humanitaire d'urgence pour sauver, soulager et préserver les vies des personnes touchées par les crises, et (iii) le relèvement communautaire par la distribution des intrants productifs, l'appui aux marchés locaux, la formation et l'accompagnement des personnes affectées par les crises avec les activités génératrices des revenus individuels ou collectives.

Le programme poursuit les objectifs suivants : (i) Réduire le risque de catastrophe (ii) apporter la réponse holistique aux crises humanitaires (iii) Assurer le relèvement communautaire

2.4.3. Objectifs du programme et indicateurs de performance

a. Objectifs du programme

Objectif stratégique

L'objectif stratégique du programme Actions Humanitaires est de sauver des vies, soulager la souffrance et préserver la dignité humaine en répondant aux besoins essentiels et immédiats des populations affectées par les crises humanitaires.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du programme consistent à :

- Mitiger les risques de catastrophes
- Estimer les besoins de la réponse humanitaire d'urgence
- répondre de manière prompte et efficace aux urgences humanitaires
- Assurer la réinsertion et le relèvement communautaire

b. Cadre de performance des objectifs du programme

Tableau 25 : Cadre de performance des objectifs du programme Actions Humanitaires

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1	N (année de référence)	N+1	N+2	N+3	
Programme Actions Humanitaires	**Objectif stratégique** : répondre de manière prompte et efficace aux urgences humanitaires	**Indicateur 1 :** Délai de déploiement de l'évaluation multisectorielle rapide	Jours	2025	120	ND	ND	ND	100	60	30	15	DGUH SENAMIR
		Source : Rapport du Secrétariat Général											
		Mode de calcul : $Délai\ de\ déploiement = Heure\ ou\ jour\ d'arrivée\ de\ l'équipe sur\ le\ site - Heure\ ou\ jour\ de\ la\ survenue\ du\ sinistre\ ou\ catastrophe$											
		Commentaires : Au travers de cet indicateur le ministère souhaite que le délai d'intervention humanitaire se rapproche de plus en plus la norme standard des actions humanitaires qui est de 72 heures											
		Indicateur 2 : Proportion de la population affectée échantillonnée avec des données désagrégées (SADD)	%	2025	60	ND	ND	ND	40	60	70	90	DGUH SENAMIR
		Source : Rapport du Secrétariat Général											
		Mode de calcul : $Proportion\ de\ la\ population\ affectée\ échantillonnée = \frac{Nbre\ de\ pers.affectée\ ayant\ fait\ partie\ de\ l'échantillon}{Nbre\ total\ de\ la\ population\ touchée}$											
		Commentaires : Au travers de cet indicateur nous souhaitons avoir un taux d'échantillon le plus représentatif possible											
		Indicateur 3 : Taux de couverture de la réponse d'urgence dans les délais standards	%	2025	60	ND	ND	ND	60	70	80	90	DGUH DAIRRR SENAMIR
		Source : Rapport annuel du Secrétariat Général des Actions Humanitaires											
		Mode de calcul :											

		$Taux\ de\ couverture\ de\ la\ reponse = \frac{Nbre\ d'individus\ secourus\ (en\ moins\ de\ 72\ heures)}{Nbre\ total\ d'individusciblés\ par\ la\ réponse\ d'urgence} x\ 100$											
		Commentaires : le ministère envisage avoir un taux de couverture de la réponse d'urgence de 90%											
Action 1: Prévention et réduction des risques humanitaires	**Objectif opérationnel 1 :** Mitiger les risques de catastrophes	**Indicateur 1 :** taux de personnes couvertes par des systèmes d'alerte précoce (SAP)	Pourcentage	2025	6	ND	ND	ND	6	10	12	14	DGUH DAIRRR SNSMR
		Source : SNSMR											
		Mode de calcul : $Nbre\ de\ pers.Couverte\ par\ la\ SAP = \frac{Nbre\ de\ d'individus formés\ ou\ informés}{Pop.Totale\ dans\ la\ zone\ à\ risque} x\ 100$											
		Commentaires : Mesure la population vivant dans des zones à risque qui a accès à des alertes opportunes et compréhensibles avant une catastrophe.											
		Indicateur 2 : Proportion des provinces ayant un plan de contingence opérationnel	%	2025	26 provinces	6	6	6	6	12	14	26	DGUH DAIRRR SNSMR
		Source : DGCUH											
		Mode de calcul : $Proportion\ des\ provinces\ \ ayant\ un\ plan\ de\ contingence\ opérationnel = \frac{Nbre\ des\ provinces\ ayant\ un\ plan\ de\ contingence}{Nbre\ total\ des\ provinces\ du\ pays}$											
		Commentaires : Évalue le niveau de préparation institutionnelle locale à travers des plans de réponse validés et dotés de ressources.											
Action 2 : Préparation de la réponse humanitaire d'urgence	**Objectif opérationnel 2 :** Evaluer les besoins de la réponse humanitaire d'urgence	**Indicateur 1 :** Délai de déploiement de l'évaluation multi-sectorielle rapide de catastrophe	Nbre de jours	2025	7	ND	ND	ND	14	7	3	2	DGUH SNSMR
		Source : DGCUH											
		Mode de calcul : $Délai\ de\ déploiement = Heure\ ou\ jour\ d'arrivée\ de\ l'équipe\ sur\ le\ site - Heure\ ou\ jour\ de\ la\ survenue\ du\ sinistre\ ou\ catastrophe$											
		Commentaires : Cet indicateur comptabilise le temps écoulé entre la survenue de la catastrophe et l'arrivée physique de la première équipe d'évaluation multisectorielle sur le ou les sites affectés.											
		Indicateur 2 : Proportion de la population affectée échantillonnée avec des	%	2025	20	ND	ND	ND	20	30	40	50	DGUH SNSMR

		données désagrégées											
		Source : DGCUH											
		Mode de calcul : $$Proportion\ de\ la\ population\ affectée\ échantillonnée = \frac{Nbre\ de\ per.affetée\ ayant\ fait\ partie\ de\ l'échantillon}{Nbre\ total\ de\ la\ population\ touchée}$$											
		Commentaires : Cet indicateur mesure la part de la population touchée par une catastrophe qui a été interrogée ou analysée dans le cadre d'un échantillonnage représentatif											
Action 3 : Organisation de la réponse humanitaire d'Urgence	**Objectif opérationnel 3 :** Répondre de manière prompte aux urgences humanitaires	**Indicateur 1 :** Délai de déclenchement des fonds d'urgence	Nbre de jours	2025	100	ND	ND	ND	120	30	15	7	DGUH SNSMR
		Source : DGCUH											
		Mode de calcul : $$Délai\ de\ déclenchement\ de\ fonds\ = Heure\ ou\ date\ du\ virement\ de\ fonds - Heure\ ou\ date\ de\ la\ survenue\ du\ sinistre$$											
		Commentaires : Cet indicateur mesure le temps écoulé entre la validation officielle de l'état d'urgence (ou la survenue de la catastrophe) et la mise à disposition effective des premières enveloppes financières pour les équipes de terrain.											
		Indicateur 2 : Délai d'acheminement des premiers secours vitaux	Heure/jours	2025	60	ND	ND	ND	90	30	15	7	DGUH SNSMR
		Source : DGCUH											
		Mode de calcul : $$Délai\ d'acheminement\ des\ premiers\ secours\ vitaux = date\ et\ heure\ de\ la\ première\ distribution - date\ et\ heure\ de\ la\ survenue\ du\ sinistre$$											
		Commentaires : Cet indicateur mesure le temps nécessaire pour que la première aide matérielle concrète (eau potable, kits de dignité, abris temporaires, soins médicaux de première urgence) arrive physiquement dans les mains des populations affectées à partir de la survenue d'un sinistre.											
		Indicateur 3 : Taux de couverture de la réponse dans les délais standard	%	2025	5	ND	ND	ND	5	15	30	50	DGUH SNSMR
		Source : DGCUH											
		Mode de calcul : $$Taux\ de\ couverture\ de\ la\ reponse = \frac{Nbre\ d'individus\ secourus\ (en\ moins\ de\ 72\ heures)}{Nbre\ total\ d'individusciblés\ par\ la\ réponse\ d'urgence} x\ 100$$											
		Commentaires : Cet indicateur mesure la proportion d'interventions ou de distributions d'aide d'urgence (eau potable, soins médicaux, abris temporaires)											

		qui ont été menées à bien en respectant les standards humanitaires internationaux (généralement fixés à moins de 72 heures après le choc).											
Action 4 : Relèvement communautaire	**Objectif opérationnel 4 :** Assurer la réinsertion et le relèvement communautaire des personnes affectées	**Indicateur 1 :** Taux de réinsertion socio-économique des bénéficiaires	%	2025	0	ND	ND	ND	0	30	50	60	DAIRRR
		Source : DAIRRR											
		Mode de calcul : $$Proportion\ de\ pers.Affectés\ = \frac{Nbre\ de\ bénéficiaires\ réinsérés\ économiquement}{Nbre\ total\ de\ benficiaires\ appuyés} x\ 100$$											
		Commentaires : Cet indicateur mesure la Proportion des personnes affectées ayant retrouvé une activité génératrice de revenus ou un emploi après l'intervention											
		Indicateur 2 : Taux de satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis de l'appui reçu	%	2025	0	ND	ND	ND	0	25	40	50	DAIRRR
		Source : DAIRRR											
		Mode de calcul : $$Taux\ de\ satisfaction = \frac{\text{Nbre de bénéficiaires satisfaits}}{Nbre\ total\ de\ beneficiaires\ interrogés} x\ 100$$											
		Commentaires : Cet indicateur mesure le pourcentage de bénéficiaires satisfaits des actions de réinsertion et de relèvement.											

2.4.4. Présentation des crédits par programme

2.4.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 26 : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
Dépenses courantes		**12 162 270 987,00**	**10 371 000 845,00**	**9 702 941 245,00**	**71 163 361 489,00**	**45 282 333 369,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	3 315 118 712,00	2 620 992 466,00	3 569 511 708,00	1 163 361 489,00	4 569 511 708,00
2	Titre IV : Biens et matériels	306 031 278,00	35 599 600,00	280 571 328,00	-	344 379 628,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	1 137 472 142,00	12 925 000,00	622 951 730,00	-	422 726 028,00
4	Titre VI : Transferts et interventions	7 403 648 855,00	7 701 483 779,00	5 229 906 479,00	70 000 000 000,00	39 945 716 005,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total		**12 162 270 987,00**	**10 371 000 845,00**	**9 702 941 245,00**	**71 163 361 489,00**	**45 282 333 369,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

Tableau 27 : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	2 026 869 451,00	48 524 600,00	1 523 580 672,00	-	1 387 163 270,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 000 000 000,00	7 701 483 779,00	4 740 028 773,00	70 000 000 000,00	6 955 838 299,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	3 135 401 536,00	2 620 992 466,00	3 439 331 800,00	1 163 361 489,00	4 439 331 800,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	32 500 000 000,00
TOTAL		**12 162 270 987,00**	**10 371 000 845,00**	**9 702 941 245,00**	**71 163 361 489,00**	**45 282 333 369,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.4.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 28 : Evolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	4.1	Prévention et réduction des risques humanitaires	501 986 144,00	12 925 000,00	363 618 613,00	-	4 478 147 616,00
2	4.2	Préparation de la réponse humanitaire d'urgence	-	-	-	-	292 393 599,00
3	4.3	Organisation de la réponse humanitaire d'urgence	11 135 029 896,00	10 358 075 845,00	8 813 756 485,00	71 163 361 489,00	40 051 418 395,00
4	4.4	Relèvement communautaire	525 254 947,00	-	525 566 147,00	-	460 373 759,00
TOTAL			**12 162 270 987,00**	**10 371 000 845,00**	**9 702 941 245,00**	**71 163 361 489,00**	**45 282 333 369,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.6. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DU PROGRAMME

2.1.6.1. Une présentation succincte de l'établissement public décrivant ses principales missions

- le Service National de Mitigation des Risques dans le cadre de la Prévention et Réduction des Risques des Catastrophes
- Direction de Gestion et Urgence Humanitaire dans le cadre de la préparation et réponse aux catastrophes et d'autres urgences
- la Direction de Solidarité et Partenariat humanitaire dans le cadre de la mobilisation de ressource
- la Direction d'Assistance et intégration des Réfugiés, Refoulés et Retournés dans le cadre de Relèvement Communautaire.
- Caisse National de gestion des catastrophes et

PROGRAMME 5 : AUTONOMISATION DES PVH ET APV

Responsable du programme : **MUEPU CARTER**, Fonction : **Directeur**

2.2.1. Périmètre du programme

L'ensemble des unités administratives et des autres entités qui concourent aux objectifs spécifiques du programme et qui sont couvertes par le budget du programme sont :

- Les Directions métiers :
  - Direction de règlementation, appui à l'enseignement spécial et gestion des centres d'apprentissage professionnel (DRAESP) ;
  - Direction de représentativité des Personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables et accompagnement (DRPA) ;
  - Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA).
- Les Services Spécialisés et Organismes Sous-Tutelle
  - Fonds National d'appui à l'accessibilité et Autonomisation (FONA-PVH), CRSP, EFRASCA, ACADEL, CNCPH, CCOPH, CATND, Secrétariat Résolution 2475, DICOREPHA, CENAPHI, INAV, SENARAC,

2.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme vise à rendre les PVH et APV capables de mener leur vie dans l'indépendance totale en jouissance de mêmes droits comme les autres personnes.

La stratégie du programme d'autonomisation consiste à mettre en place des réformes suivantes : (i) la sensibilisation dès le plus jeune âge pour développer l'empathie et éliminer la discrimination entre pairs ; (ii) l'accessibilité à l'emploi et le développement des compétences professionnelles des personnes handicapées en entreprise ; (iii) le rassemblement des personnes valides et en situation de handicap autour de passions communes pour briser les barrières sociales ; (iv) l'amélioration de l'accueil et de l'accès aux droits dans les institutions publiques, les transports et les services de santé, (v) la promotion de l'éducation inclusive et de l'éducation spécialisée .

2.2.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.2.3.1. Objectifs du Programme

L'objectif stratégique de ce programme consiste à réduire la dépendance socio-économique des PVH et APV.

Et ceux spécifiques sont :

- Changer la perception du handicap et de la personne qui le porte et pousser la personne à l'acceptation de soi;
- Emanciper les PVH et APV par l'acquisition des connaissances, de qualification et préparer l'élite à l'acceptation de l'autre ;
- Faciliter l'accès des PVH et APV aux soins de santé primaires et spécifiques ;
- Promouvoir l'accès des PVH et APV aux services sociaux de base ;
- Promouvoir l'accès financier, économique et à l'innovation des PVH et APV.

2.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 12* : *Cadre de performance de l'objectif du programme Autonomisation des PVH et PV

Programmes et actions	Objectif stratégique /Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance Des programmes et actions	Références			Réalisation			2026 (année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme Autonomisation des PVH et PV	Réduire la dépendance socio-économique des PVH et APV.	Taux de réduction de la dépendance socio-économique des PVH et APV	%	2027	30	-	-	-	-	30	35	40	
	Source :	DAAGA											
	Mode de Calcul	(Nombre de PVH et APV autonome / Nombre total de PVH et APV) x 100											
	Commentaire												
Action 1: Lutte contre la stigmatisation	Réduire la stigmatisation et la discrimination envers les PVH et APV	Nombre des campagnes de sensibilisation Organisées	Nbr	2027	8	-	-	-	-	8	8	8	
	Source :	DAAGA											
	Mode de Calcul	Comptage des campagnes de sensibilisation organisées											
	Commentaire												
Action 2: Education inclusive et enseignement spécial	Assurer l'accès des PVH et APV au système d'éducation inclusive	Taux d'accès des PVH et APV au système d'éducation inclusive	%	2027	25	-	-	-	-	25	30	35	
	Source :	DRAESP											
	Mode de Calcul	(Nbre de PVH et APV inscrits dans un établissement d'éducation inclusive / Nbre des PVH et APV en âge scolaire) X 100											
	Commentaire												
	Garantir l'accès des PVH et APV à un enseignement spécialisé de qualité	Taux d'accès des PVH et APV au système d'éducation spécialisée et de qualité	%	2027	25	-	-	-	-	25	30	35	
	Source :												
	Mode de Calcul	(Nbre de PVH et APV inscrits dans un établissement d'éducation spécialisée / Nbre des PVH et APV en âge scolaire) X 100											
	Commentaire												
		Nombre d'infrastructures d'enseignement spécialisé construites	Nbr	2027	4	-	-	-	-	4	8	12	
	Source :	DRAESP											
	Mode de Calcul	Comptage											
	Commentaire												

Action 3 : Soins de santé spécifique	Garantir l'accès des PVH et APV à des soins de santé spécifique et de qualité	Taux de d'accès de PVH et APV aux soins de santé spécifique et de qualité	%	2027	35	-	-	-	-	35	40	45	
	Source :	DAAGA											
	Mode de Calcul	(Nbre des PVH et APV bénéficiaires de soins de santé spécifique / Nbre de PVH nécessitant ces soins) x 100											
	Commentaire												
Action 4 : Accessibilité	Garantir l'accessibilité des PVH et APV aux infrastructures et services sociaux de base	Taux d'accessibilité des PVH et APV aux infrastructures et services sociaux de base.											
		Taux d'accessibilité des infrastructures publiques et recevant du public aux PVH et APV.	%	2027						40	50	60	
	Source :	DAAGA											
	Mode de Calcul	Nbre d'infrastructures publiques conformes aux normes d'accessibilité/Nombre total d'infrastructures publiques ciblées) × 100											
	Commentaire												
		Taux d'accessibilité des services sociaux de base aux PVH et APV.	%	2027						30	35	40	
	Source :	DAAGA											
	Mode de Calcul	(Nbre de services sociaux de base accessibles et adaptés aux PVH et APV/ Nombre total de services sociaux de base ciblés) × 100											
	Commentaire												
Action 5 : Emploi et entrepreneuriat	Accroitre l'accès de PVH et APV à des emplois adaptés et aux programmes de soutien à l'entrepreneuriat	Taux de PVH ou APV détenant un emploi adapté											
	Source :												
	Mode de Calcul	(Nbre des PVH et APV employé / Nbr total des PVH et APV demandeur d'emploi) X 100											
	Commentaire												
		Nbre de PVH et APV renforcé en capacité entrepreneurial											
	Source :	DRPA											
	Mode de Calcul	Comptage											
	Commentaire												

2.2.4. Evolution des crédits par programme

2.2.4.1. Evolution du crédit par Titre

Tableau 13 : Evolution des crédits du programm par Titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	**Exécutions en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécutions au 30 Juin en FC**	**2027**
Dépenses courantes		**6 916 253 072,00**	**5 819 416 183,00**	**12 588 259 948,00**	**1 502 298 522,00**	**11 894 399 733,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	2 361 650 880,00	2 979 445 344,00	3 880 690 410,00	902 298 522,00	4 880 690 410,00
2	Titre IV : Biens et matériels	124 500 000,00	14 522 676,00	90 182 805,00	-	235 054 777,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	200 000 000,00	-	144 871 972,00	-	-
4	Titre VI : Transferts et interventions	4 230 102 192,00	2 825 448 163,00	8 472 514 761,00	600 000 000,00	6 778 654 546,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total		**6 916 253 072,00**	**5 819 416 183,00**	**12 588 259 948,00**	**1 502 298 522,00**	**11 894 399 733,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.4.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 14 : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	699 500 000,00	14 522 676,00	506 689 723,00	-	506 689 723,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000,00	2 529 230 913,00	7 047 117 767,00	600 000 000,00	5 353 257 552,00
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	1 986 650 880,00	2 979 445 344,00	3 609 055 464,00	902 298 522,00	4 609 055 464,00
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 730 102 192,00	296 217 250,00	1 425 396 994,00	-	1 425 396 994,00
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
TOTAL		**6 916 253 072,00**	**5 819 416 183,00**	**12 588 259 948,00**	**1 502 298 522,00**	**11 894 399 733,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.4.2. Evolution des crédits du programme par actions

Tableau 15 : Evolution des crédits du programme par action 2026-2027

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	5.1	Lutte contre la stigmatisation	1 857 147 448,00	255 357 238,00	929 042 218,00	60 145 140,00	929 042 218,00
2	5.2	Éducation inclusive et enseignement spécial	1 913 701 747,00	1 283 445 993,00	7 491 651 021,00	1 137 459 087,00	4 444 259 393,00
3	5.3	Soins de santé spécifique	601 523 831,00	165 135 813,00	262 399 503,00	35 339 955,00	262 399 503,00
4	5.4	Accessibilité	1 847 266 566,00	3 529 454 317,00	3 308 988 434,00	5 130 000,00	5 662 519 847,00

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
5	5.5	Emploi et entrepreneuriat	696 613 480,00	586 022 822,00	596 178 772,00	264 224 340,00	596 178 772,00
TOTAL			**6 916 253 072,00**	**5 819 416 183,00**	**12 588 259 948,00**	**1 502 298 522,00**	**11 894 399 733,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5. Liste des Opérateurs

2.2.5.1. Une présentation succincte du FONA-PVH

a. Présentation du FONAPVH

Le Fonds National d'Appui à l'accessibilité et à l'autonomisation de la Personne avec Handicap, en sigle « **FONA-PVH** », est un établissement public à caractère social et culturel doté de la personnalité juridique et jouissant de l'autonomie administrative et financière. Il est institué par :

- ✓ l'Article 35 de la Loi organique N° 22/003 du 03 mai 2022 portant protection et promotion des droits de la personne avec handicap,
- ✓ le Décret N° 24/ du 2 5 2024 portant organisation et fonctionnement d'un établissement public dénomme fonds national d'appui à l'autonomisation et a l'accessibilité des personnes avec handicap en République Démocratique du Congo, en sigle « FONA-PVH »

Le FONA-PVH exerce ses activités sur toute l'étendue du territoire national avec le siège social est établi à Kinshasa.

Le FONA-PVH a pour mission de :

- ✓ Appuyer les projets d'accessibilité et d'autonomisation de la personne avec handicap en vue de son inclusion sociale ;
- ✓ Assurer la collecte des contributions •auprès des tiers en vue de financer des projets sociaux initiés par les organisations de personnes avec handicap ;
- ✓ Financer les missions de contrôle et de suivi de réalisation des activités des projets susvisés ,
- ✓ ▪Prendre en charge tout projet initié par les personnes avec handicap en rapport avec la promotion, la protection et la participation des personnes avec handicap ;
- ✓ Prendre en charge des projets initiés paf les associations ou toute autre structure légalement reconnue s'occupant des personnes avec handicap sur le territoire national ainsi que ceux initiés par les pouvoirs publics visant l'accessibilité des personnes avec handicap

b. Ressources du FONAPVH

Les ressources financières du FONAPVH proviennent de :

i Dotation budgétaire Initiale mise à sa disposition dès sa création, pour marquer la volonté et la détermination du Gouvernement à accompagner les travaux d'accessibilité et d'autonomisation pour l'inclusion sociale des PVH dans toutes les vingt-six provinces de la République, dont la ville de Kinshasa ;

ii Subvention budgétaire ;

iii Sommes perçues au úre d'indemnités compensatoires du handicap prévues aux articles 12 et 13 du Décret no 24/26 du 25 mars 2024 fixant les modalités pratiques d'accessibilité des personnes avec handicap aux infrastructures, aides et autres services socnux de base République Démocratique du Congo ;

iv Revenus de participation, dépôts, placements et autres valeurs Immobilières

v Dons et legs ainsi qu'autres libéralités ;

vi Subvention du secteur bancaire pour l'inclusion sociale des personnes avec handicap •

vii Quotité de 3 0/0 des pf0duits des assurances perçus à titre de subvention pour l'inclusion sociale des personnes avec handicap;

viii Quotité de 2 0/0 des produits des sociétés de télécommunication perçus à titre de subvention pour l'inclusion sociale des personnes avec handicap, spécialement la communication pour les personnes sourdes et aveugles ;

ix Quotité de 3 % des produits du fonds vert (fonds carbones) perçus à titre de contribution à l'atténuation de l'impact du changement climatique sur les personnes avec handicap et autres personnes vulnérables, notamment les personnes atteintes d'albinisme ;

x Subvention du secteur des hydrocarbures aux efforts du Gouvernement pouf l'inclusion sociale des personnes avec handicap •

xi Fonds collectés ponctuellement par l'élan de solidarité nationale et internationale.

xii Appuis des partenaires techniques et financiers ;

xiii Autres sources de financements innovantes.

c. Prévisions budgétaires 2027 du FONAPVH

N°	Rubrique	Crédits votés 2026	Crédits sollicités 2027
1	onc onnement	0	1 639 056 056
2	ub en ons au or anismes	179 606 891	189 126 056
3	n es ssement sur ressources ro res	480 000 000	2 980 000 000
4	émunéra ons	0	4 479 059 646
TOTAL		659 606 891	9 287 242 187

PROGRAMME 6: INCLUSION SOCIALE DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

Responsable du programme : MALENGA PAPY, Fonction : Directeur

2.3.1. Périmètre du programme

- Les Directions métiers :
  - Direction de règlementation, appui à l'enseignement spécial et gestion des centres d'apprentissage professionnel (DRAESP) ;
  - Direction de représentativité des Personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables et accompagnement (DRPA) ;
  - Direction de l'autonomisation, accessibilité des personnes vivant avec handicap et Autres Personnes Vulnérables et gestion des aidants (DAAGA).
- Les Services Spécialisés et Organismes Sous-Tutelle
  - Fonds National d'appui à l'accessibilité et Autonomisation (FONA-PVH), CRSP, EFRASCA, ACADEL, CNCPH, CCOPH, CATND, Secrétariat Résolution 2475, DICOREPHA, CENAPHI, INAV, SENARAC,

Opérateurs

- Fonds National d'appui à l'accessibilité et Autonomisation (FONA-PVH),

2.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme vise à garantir que les personnes en situation de handicap puissent exercer pleinement leur citoyenneté, faire entendre leur voix dans les instances décisionnelles et participer sur un pied d'égalité avec les autres membres de la société à la vie communautaire et publique, conformément à la Constitution de la République Démocratique du Congo, à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) et aux Objectifs de Développement Durable.

La stratégie du programme consiste à mettre en place des réformes suivantes : (1) l'aménagement de l'accessibilité des processus électoraux et des opérations de vote, (2) le renforcement des capacités de leadership et soutien à la candidature politique, (3) la consultation et intégration systématique dans les instances décisionnelles publiques, (4) la promotion de la participation aux activités communautaires, de loisirs et de vie sociale, (5) l'accès aux droits de la famille, à la vie affective et à la citoyenneté civile…

2.3.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

2.3.3.1. Objectif du Programme

L'objectif stratégique de ce programme consiste à garantir les droits et la pleine participation des PVH dans la vie sociale. Et ceux spécifiques sont ;

- Garantir la présence active des PVH et APV dans la communauté ;
- Garantir la présence active des PVH et APV dans les activités économiques et financières ;
- Garantir la présence active des PVH et APV dans les sphères publique et politique;

2.3.3.2. Indicateurs de performance

- ***Tableau* 18 : *Cadre de performance des objectifs du programme Aménagement du territoire***

Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1	2026	N+1	N+2	N+3	
Programme : Développement des télécommunications	Garantir les droits et la pleine participation des PVH et APV dans la vie sociale	Taux de participations des PVH aux activités publiques.											
	Source :	DIPIS											
	Mode de Calcul :	(Nbre de participants PVH et APV / Nbre Total des participants) X 100											
	Commentaire :												
Action 1 : Intégration Sociale et Politique	Assurer l'intégration socio-politique des PVH et APV	Nbre de PVH et APV renforcées en leadership et en capacité managériale											
	Source :	DIPIS											
	Mode de Calcul :	Comptage											
	Commentaire :												
Action 2 : Intégration économique	Assurer l'intégration économique des PVH et APV	Nombre des PVH et APV formé à l'utilisation des produits financiers											
	Source : DIPIS												
	Mode de Calcul : Comptage												
	Commentaire :												

2.3.4. Evolution des crédits par programme

2.3.4.1. Evolution du crédit par Titre

Tableau 19 : Evolution des crédits du programme par Titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés en FC	Exécutions en FC	Crédits votés en FC	Exécutions au 30 Juin en FC	2027
Dépenses courantes		**266 500 000,00**	**-**	**193 041 903,00**	**-**	**193 041 903,00**
1	Titre III : Dépenses de personnel	125 000 000,00	-	90 544 982,00	-	90 544 982,00
2	Titre IV : Biens et matériels	41 500 000,00	-	30 060 935,00	-	102 496 921,00
3	Titre V : Dépenses de prestations	100 000 000,00	-	72 435 986,00	-	-
4	Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total	**Total**	**266 500 000,00**	**-**	**193 041 903,00**	**-**	**193 041 903,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 20 : Evolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	en FC
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	266 500 000,00	-	193 041 903,00	-	193 041 903,00
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	-
7	Rémunérations	-	-	-	-	-
8	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
9	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
TOTAL		**266 500 000,00**	**-**	**193 041 903,00**	**-**	**193 041 903,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme.

Tableau 21: Evolution des crédits du programme par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	6.1	Intégration sociale et politique	266 500 000,00	-	193 041 903,00	-	193 041 903,00
2	6.2	Intégration économique	-	-	-	-	-
TOTAL			**266 500 000,00**	**-**	**193 041 903,00**	**-**	**193 041 903,00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.6. Liste des opérateurs concourant à la réalisation du programme.

2.1.6.1. FONAPVH

a. Présentation du FONAPVH

Le Fonds National d'Appui à l'accessibilité et à l'autonomisation de la Personne avec Handicap, en sigle « **FONA-PVH** », est un établissement public à caractère social et culturel doté de la personnalité juridique et jouissant de l'autonomie administrative et financière. Il est institué par :

- ✓ l'Article 35 de la Loi organique N° 22/003 du 03 mai 2022 portant protection et promotion des droits de la personne avec handicap,
- ✓ le Décret N° 24/ du 2 5 2024 portant organisation et fonctionnement d'un établissement public dénomme fonds national d'appui à l'autonomisation et a l'accessibilité des personnes avec handicap en République Démocratique du Congo, en sigle « FONA-PVH »

Le FONA-PVH exerce ses activités sur toute l'étendue du territoire national avec le siège social est établi à Kinshasa.

Le FONA-PVH a pour mission de :

- ✓ Appuyer les projets d'accessibilité et d'autonomisation de la personne avec handicap en vue de son inclusion sociale ;
- ✓ Assurer la collecte des contributions •auprès des tiers en vue de financer des projets sociaux initiés par les organisations de personnes avec handicap ;
- ✓ Financer les missions de contrôle et de suivi de réalisation des activités des projets susvisés ,
- ✓ Prendre en charge tout projet initié par les personnes avec handicap en rapport avec la promotion, la protection et la participation des personnes avec handicap ;
- ✓ Prendre en charge des projets initiés paf les associations ou toute autre structure légalement reconnue s'occupant des personnes avec handicap sur le territoire national ainsi que ceux initiés par les pouvoirs publics visant l'accessibilité des personnes avec handicap

b. Ressources du FONAPVH

Les ressources financières du FONAPVH proviennent de :

- ✓ Dotation budgétaire Initiale mise à sa disposition dès sa création, pour marquer la volonté et la détermination du Gouvernement à accompagner les travaux d'accessibilité et d'autonomisation pour l'inclusion sociale des PVH dans toutes les vingt-six provinces de la République, dont la ville de Kinshasa ;
- ✓ Subvention budgétaire ;
- ✓ Sommes perçues au úre d'indemnités compensatoires du handicap prévues aux articles 12 et 13 du Décret no 24/26 du 25 mars 2024 fixant les modalités pratiques d'accessibilité des personnes avec handicap aux infrastructures, aides et autres services socnux de base République Démocratique du Congo ;

- ✓ Revenus de participation, dépôts, placements et autres valeurs Immobilières
- ✓ Dons et legs ainsi qu'autres libéralités ;
- ✓ Subvention du secteur bancaire pour l'inclusion sociale des personnes avec handicap •
- ✓ Quotité de 3 0/0 des pf0duits des assurances perçus à titre de subvention pour l'inclusion sociale des personnes avec handicap;
- ✓ Quotité de 2 0/0 des produits des sociétés de télécommunication perçus à titre de subvention pour l'inclusion sociale des personnes avec handicap, spécialement la communication pour les personnes sourdes et aveugles ;
- ✓ Quotité de 3 % des produits du fonds vert (fonds carbones) perçus à titre de contribution à l'atténuation de l'impact du changement climatique sur les personnes avec handicap et autres personnes vulnérables, notamment les personnes atteintes d'albinisme ;
- ✓ Subvention du secteur des hydrocarbures aux efforts du Gouvernement pouf l'inclusion sociale des personnes avec handicap •
- ✓ Fonds collectés ponctuellement par l'élan de solidarité nationale et internationale.
- ✓ Appuis des partenaires techniques et financiers ;
- ✓ Autres sources de financements innovantes.

Prévisions budgétaires 2027 du FONAPVH

N°	Rubrique	Crédits votés 2026	Crédits sollicités 2027
1	onc onnement	0	1 639 056 056
2	ub en ons au or anismes	179 606 891	189 126 056
3	n es ssement sur ressources ro res	480 000 000	2 980 000 000
4	émunéra ons	0	4 479 059 646
TOTAL		659 606 891	9 287 242 187

35. Ministère du Genre, Famille et Enfants

Section 65

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Son Excellent Micheline OMBAYE KALAMA
Fonction : Ministre

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSION

Les attributions du Ministère du Genre, Famille et Enfant sont définies dans l'Ordonnance n° 22/003 du 07 janvier 2022 fixant les attributions des Ministères Les attributions du Ministère du Genre, Famille et Enfant se résument en ces termes :Protection et promotion du statut de la femme, de l'enfant et de la famille en collaboration avec les ministères concernés ;Etude et mise en œuvre de toutes mesures visant à mettre fin à la discrimination et à la violence contre la femme, en vue d'assurer, au plan du droit, l'égalité de l'homme et de la femme ;Aménagement du cadre légal et institutionnel pour assurer la participation de la femme au développement de la Nation et promotion d'une représentation significative de la femme au sein des institutions nationales, provinciales et locales ;
Collaboration avec les ministères ayant dans leurs attributions les droits humains, l'Enseignement tant primaire, secondaire et technique que supérieur et universitaire, la Justice, la Santé ainsi que des Affaires sociales pour améliorer le statut de la femme et de l'enfant ; Promotion et vulgarisation de toutes études et recherches en rapport avec la condition de la femme et de l'enfant ;Intégration effective de la femme dans les politiques publiques et programmes politiques divers en R.D Congo.

I.1.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

L'organisation du Ministère du Genre, Famille et Enfant se présente de la manière ci – après :

Le Cabinet de la Ministre

Huit (08) structures spécialisées sont rattachées à ce cabinet. Il s'agit de : AVIFEM, FONAFEN, ONAF, CEPFE, CERED –GL, CGPMP, Cellule Technique Mixte de la Masculinité Positive, CNE.

Le Secrétariat Général :

Il est composé de :

- **Bureau du Secrétaire Général ;**

- **08 Directions normatives** : Services Généraux et du Personnel, Etudes et Planification, Services Juridiques, Promotion Socioéconomique, Organismes nationaux et internationaux, Protection de l'Enfant, Coordination, Suivi et Evaluation des ONG, Inspection ;

- 04 services spécialisés : le Service National Femme et Développement, le Centre Hospitalier de Référence Mère et Enfant de Ngaba, Centre de Documentation et d'Information sur la Famille et le Secrétariat Permanent de la Résolution 1325 de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE

I.2.1. PRIORITE NATIONALE

Le Plan National Stratégique de Développement 2024 – 2028 énonce la vision du Gouvernement dans le secteur du Genre qui consiste « à prendre en compte la dimension Genre dans les politiques et stratégies nationales et leur mise en œuvre pour lutter contre les inégalités homme-femme et contre les violences faites aux femmes ; ainsi que la protection de l'Enfant ». Cette vision résulte du constat fait dans le secteur lequel révèle d'énormes progrès réalisés en la matière, mais qui restent cependant mitigés malgré la visibilité de certaines actions menées dans ce cadre.
Ainsi, le PNSD relève les défis majeurs qui restent à surmonter. Il s'agit entre autre de (i) l'intégration du Genre dans les politiques et les programmes de développement ; (ii) la promotion de l'autonomisation économiques des femmes ; (iii) l'atteinte de la parité dans l'éducation secondaire et supérieure ; (iv) le soutien à la lutte contre les violences basées sur le genre et la protection de la famille, des femmes et des enfants ; et (vi) l'accroissement du budget consacré au genre, à la famille et à l'enfant.

Les objectifs ci – dessous sont définis pour soutenir l'action gouvernementale dans ce secteur :
Objectif 1 : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles
Objectif 2 : Renforcer le Pouvoir Economique et l'Autonomisation de Femmes
Objectif 3 : Promouvoir et Protéger la Famille, la Femme et les Droits de l'Enfant

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de mentionner par ailleurs les priorités reprises dans le Programme d'Actions du Gouvernement (P.A.G) 2024 – 2028 ; lesquelles priorités sont déclinées dans le PNSD. Elles sont définies au Pilier IV intitulé « Garantir l'accès aux services de base » du programme susmentionné.
Ainsi, l'axe IV.4 relatif à l'Accès à la protection sociale en son Axe Stratégique 4.4.1 dédié à la réduction des inégalités homme-femme et des violences faites aux femmes met en exergue des actions que le Gouvernement entend mettre en œuvre dans ledit secteur. Il s'agit de :
1.Augmenter le quota de participation des femmes dans les institutions, politico administratives ;
2.Construire des centres de suivi des Violences Basées sur le Genre et installer des antennes provinciales de l'AVIFEM ;
3.Mettre en œuvre le Plan d'action de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (implantation des CISM, opérationnalisation de l'AVIFEM).

I.2.2. POLITIQUES STORIELLES

Le Ministère du Genre, Famille et Enfant s'aligne sur les objectifs stratégiques définis dans le PNSD qui intègre les cadres stratégiques du secteur Genre.
Le Plan National Stratégique de Développement 2024 – 2028 énonce la vision du Gouvernement dans le secteur du Genre qui consiste « A prendre en compte la dimension Genre dans les politiques et stratégies nationales et leur mise en œuvre pour lutter contre les inégalités homme-femme et contre les violences faites aux femmes ; ainsi que la protection de l'Enfant ». Cela coïncide avec la Mission du Ministère du Genre, famille et Enfant avec sa transversalité qui intervient dans la réalisation de tous les Objectifs du Développement Durable(ODD) et, plus particulièrement l'ODD 5 : « Parvenir à l'égalité du sexe et autonomiser toutes les femmes et filles ». Il prône également de bâtir avec tous les secteurs une société sans discrimination où les femmes et les hommes ; les filles et les garçons auront les mêmes chances et droits de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance.

I.3. MAQUETTE PROGRAMATIQUE

Tableau 1. MAQUETTE PROGRAMATIQUE

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	PERIMETRE	
						SERVICES NORMATIFS	OPERATEURS
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT						
			Programme 1 : Administration Générale			Cabinet, SG; Inspection; CGPMP, Direction des Services Généraux, DEP, Généraux, Coordination et Suivi des ONG	Centre National de Documentation et d'Information sur la Famille (CENADIF), Service National Femme et Développement (SNFD), CE PFE
					Pilotage et Coordination des actions stratégiques du Genre, Famille et Enfant	Cabinet, SG; Inspection; CGPMP	
					Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction des Services Généraux	Service National Femme et Développement (SNFD)
					Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP,	Cellule d'Etudes et de Planification pour la promotion de la Femme (CEPFE),
					Gestion des ressources humaines	Direction des Services Généraux	
					Gestion du système d'information et de la communication	Coordination et Suivi des ONG	Centre National de Documentation et d'Information sur la Famille (CENADIF)
			Programme 2 : Statut de la Femme et Egalité de Genre			Directions des services juridiques, Dir. des Organismes Internationaux et Bilatéraux, Direction de Promotion Socioéconomique ;	AVIFEM, R 1325, Cellule Technique Mixte sur la Masculinité Positive, MAISON DE LA FEMME,

				Lutte contre les violences basées sur le genre	Directions des services juridiques, Dir. des Organismes Internationaux et Bilatéraux	(Agence National de lutte contre les Violences faites à la Femme et jeune fille et petite-fille (AVIFEM), Secrétariat National Résolution 1325(R 1325), Centre Mère et Enfant de NGABA(CMEN), Cellule Technique Mixte sur la Masculinité Positive (CTM+)
				Autonomisation de la femme	Direction de Promotion Socioéconomique ;	MAISON DE LA FEMME, Fond National pour la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant (FONAFEN), CEF et CESAN.
			Programme 3 : Protection des Droits de la Femme, de l'Enfant et de la Famille		Direction de Protection de l'Enfant,	ONAF, CERED –GL, CNE.
				Protection de la Famille et de l'Enfant	Direction de Protection de l'Enfant(DIPREN),	Office National pour la Promotion de la Stabilité de la Famille (ONAF), CNE, CERED –GL.

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES PERPECTIVES

I.4.1 PERFORMANCES ANTERIEURES

N°	LIBELLE	ANNEE 2025	ANNEE 2026
1	Construction des Bâtiments administratifs	25%	25%
2.	Réapprovisionnement des CISM en produits pharmaceutiques	75%	100%
3..	Construction Maison de la Femme	25%	35%
4.	Implantation des chambres froides mixtes à Kinshasa (5)	26%	50%
5.	Vulgarisation trimestrielle de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	100 %	100 %
.6.	Mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Enfant	75 %	100 %
7.	Production trimestrielle du magazine « Info Genre » sur la Famille, Femme et Genre	100 %	100%

I.4.2. PERSPECTIVES

N°	LIBELLE	ANNEE 2027	ANNEE 2028	ANNEE 2029
1	Construction des Bâtiments administratifs(2)	25%	25%	50 %
2.	Réapprovisionnement des CISM en produits pharmaceutiques(4) et réimplantation dans quelques Provinces (7)	28 %	32%	40 %
3.	Construction Maison de la Femme (2)	22%	28%	50 %
4.	Implantation des chambres froides mixtes à Kinshasa (5)	26%	34%	40 %
5.	Vulgarisation de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre	30 %	30%	40 %
6.	Mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Enfant	50 %	30 %	20 %
7.	Elaboration de la Politique Nationale Genre et de la Famille	32 %	34%	34%

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIF

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

1.Objectif 1 : Réduire les inégalités de genre ;
2.Objectif 2 : Accroître la prise en charge holistique des survivant(e)s des VBG
3.Objectif 3 : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et de la famille.

I.5.2. CADRE DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Tableau 2 : Cadre de Performance des Objectifs et Indicateurs les plus représentatifs du Ministère

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

	Objectif 1. : Réduire les inégalités de Genre								
Indicateur		**Unité**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Indice d'inégalité de Genre	Indice		0,552				0,516	
Source : rapport IDH/PNUD									
Mode de calcul : Indicateur composite calculé à partir de la mortalité maternelle, l'éducation secondaire des personnes âgées de 15 ans et plus santé reproductive, les données sur la représentation parlementaire et la participation aux marchés du travail									
Commentaires : Cet indicateur sert à mesurer les inégalités de genre calculé par le PNUD chaque fois après deux ans									

	Objectif 2. : Accroître la prise en charge holistique des survivant(e)s des VBG								
Indicateur		**Unité**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux des cas rapportés des Violences Basées sur le Genre	%	20	26	31		37	43	47
Source : BDD VBG Min Genre									
Mode de calcul : Nombre de femmes ou filles ayant connu des viols dont les dossiers ont obtenu un jugement prononcé / l'ensemble des dossiers de la chaîne pénale x 100									
Commentaire : Cet indicateur sert à mesurer l'ampleur des VBG dans la communauté et permet aux décideurs et aux intervenants de prendre des mesures pour réduire les cas des VBG et de planifier des actions pour la prise en charge des survivant (e)s.									
2	Taux des Survivantes des VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique	%	15	20	25		28	34	40
Source BDD VBG Min Genre									
Modalité de calcul : Nombre de Cas de prise en charge des VBG / le total des survivants des VBG X100									
Commentaire : Cet indicateur sert à mesurer le niveau d'amélioration des conditions de vie des survivant(e)s pris en charge.									

	Objectif 3. : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et de la famille								
Indicateur		**Unité**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'enfants de moins 5 ans dont les naissances sont enregistrées à l'Etat-civil	%	30	35	40		50	55	60
Source : EDS 2023 – 2024									
Mode de calcul : Nombre d'enfants de moins de 5 ans enregistrées à l'État-civil / l'ensemble d'enfants enregistrés aux hôpitaux à la naissance x 100									
Commentaire : l'insuffisance des moyens financiers disponible a poussé a la limitation de la cible à 50% pour les années 2028 et 2029									
2	Proportion de textes légaux favorables aux droits des femmes, famille et enfant vulgarisés.	%	15	17	20		60	80	100
Source : Min GEFAE									
Mode de calcul : Nombre de textes légaux favorables aux droits des femmes vulgarisés / l'ensemble de texte x 100									
Commentaire : Cet indicateur permet à l'Administration du Genre de mesurer ses performances en ce qui concerne la vulgarisation des textes juridiques favorables aux droits des femmes, enfants et familles									

I.6.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

Tableau 3 : Evolution des Crédits par Titre

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICES ENCOURS		Prevision 2027 en Franc
		Credits Votés en Franc	Executions en Franc	Credits Votés en Franc	Execution au 30 Juin	
	I. Depense Courant	23,079,767,317.00		**174,086,104,753**	**40,292,318,625**	
	Titre III : Dépenses de personnel	13,928,588,273.00	12,976,026,246.00	22 615 754 709	7 190 435 130	34079482411
	Titre IV : Biens et matériels ;	1,810,082,091.00	603,206,252.60	1 310 809 425	321 160 000	2365473265
	Titre V : Dépenses de prestations ;	3,921,595,142.00	5,117,168,440.00	6 613 383 559	5 864 534 550	1044317259
	Titre VI : Transferts et interventions		3,419,501,811.00	933 783 120	-	6405750162

	II. Dépenses en capital			31,473,730,813	13,376,129,680	
	Titre VII : Equipements		148,657,537,656.00	140 208 336 326	26 916 188 945	81609155927
	Titre VIII : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE		400,000,000.00	2 404 037 614		2462804489
	Financement intérieur		148,257,537,656.00			
	Financement extérieur			2,288,578,559.00		
	Titre VIII : Construction des maisons de la femme		2,288,578,559.00		-	
	Financement intérieur					
	Financement extérieur		2,288,578,559.00			
	Total	**174,025,883,532.00**	**169,707,015,294.98**	**174,086,104,753**	**40,292,318,625**	**127,966,983,513.00**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau 4 : Evolution des Crédits par Rubrique

RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévision 2027
	Crédits Votés en Franc	Exécution en Franc	Crédits Votés en Franc	Exécution en Franc	
Contrepartie des Projets	1,000,000,000.00		606,056,421		
Fonctionnement des Ministères	6,537,528,130.00	6,537,528,130.00	4,735,522,982	6,185,694,550	170190000
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2,033,830,876.00	826,790,340.00	4,188,907,511		
Investissements sur Resources Extérieures	148,257,537,656.00	150,008,944,016.38	138,064,452,176	26,916,188,945	
Investissements sur Ressources Propres	1,688,578,559.00	12,976,026,246.00	3,941,865,343		
Rémunérations	13,280,519,273.00		22,077,350,429	7,190,435,130	3500000000
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1,227,889,038.00	174,880,000.00	471,949,891		
TOTAL	**174,025,883,532.00**	**170,524,168,732.38**	**174,086,104,753**	**40,292,318,625**	**3670190000**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Commentaire : Chaque année les crédits alloués au Ministère du Genre demeurent insignifiants, non décaissés et ne lui permettent pas de mettre en œuvre son plan d'action.

I.6.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR PROGRAMME

Tableau 5 : Evolution des Crédits par Programme

N°	CODE PROGRAMME	INTITULE DU PROGRAMME	CREDITS VOTES 2025 (EN CDF)		CREDITS VOTES 2026 (EN CDF)		PREVISIONS 2027
			VOTES	EXECUTE	VOTES	EXECUTE	
1		Administration Générale	172726358790	13946049956098	161 109 003 763	38449680370	106181791
2		Statut de la Femme et Egalité de genre	230,243,304.00	41,872,812.00	11 257 763 474	1408431785	297632347
3		Protection des droits de la femme, de l'enfant et de la famille	1,069,281,438.00	204,642,892.00	1719337516	434 206 470	888546735
		TOTAL	**174,025,883,532.00**	**169,707,015,294.98**	**208.358.838.741**	**250.030.606.525**	**1292360873**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Commentaire : les crédits du Ministère du Genre ne connaissent pas une évolution significative.

I.7. Ventilation des effectifs du ministère par programme

Tableau 6 : Ventilation des effectifs du ministère par programme

N°	GRADE	Effectif Cadre Organique (1)	Barème en vigueur		Existant		Effectif non payé (5)	Masse salariale non payé (6)=(5)x(2)x12	BESOINS DE SERVICE 2027		Justification
			Effectifs	Taux (2)	Effectif payé en juin 2027 (3)	Masse salariale payée en juin 2027 (4)=(2)x(3)x6			Effectif (7)=(3)+(5)	Masse salariale (8)=(7)x(2)x12	
1	Secrétariat Général/Ass	1		380 628	1	2 283 768			1	4 567 536	
2	Directeur Général/Ass										
3	Directeur/Assimilé	11		377 628	9	20 391 912	12	54.378.432	21	81 567 648	
4	Chef de Division/Ass	32		361 238	7	15 171 996	23	99.701.688	30	177 729 096	
5	Chef de Bureau/Ass	76		346 768	4	8 322 432	88	3.66.187.008	92	399 476 736	
6	Attaché d'Administration de 1ère Classe	143		320 896	40	77 015 040	75	288.806.400	115	793 254 912	
7	Attaché d'Administration de 2ème Classe	116		315 022	60	113 407 920	274	1.035.792.376	334	1 814 526 720	
8	Agent d'Administration de 1ère Classe	103		300 538	80	144 258 240	373	1.345.20.088	453	1 626 511 656	
9	Agent d'Administration de 2ème Classe	68		297 604	63	112 494 312	305	1.089.230.640	268	932 095 728	
10	Agent Axiliaire de 1ère Classe	47		273 965	20	32 875 800				88 764 660	
11	Agent Axiliaire de 2ème Classe	45		254 586	5	7 637 580	1	3 055 032	6	18 330 192	
12	Huissier	22		240 720							
TOTAL GENERAL		664			289	833 364 688	1 131	4 284.660.685	1 587	5 936 824 884	

Services Provinciaux

N°	GRADE	Effectif	Barème en vigueur		Existant		Effectif	Masse salariale	Besoins de Service 2027		Justification
		Cadre	Effectifs	Taux (2)	Effectif payé	Masse salariale	non	non payé			
		Organique			en juin 2027	Payée en juin 2027	payé	(6)=(5)x(2)x12	Effectif (7)=(3)+(5)	Masse salariale (8)=(7)x(2)x12	
		(1)			(3)	(4)=(2)x(3)x6	(5)				
1	Secrétaraie Général/Ass										
2	Directeur Général/Ass										
3	Directeur/Assimilé										
4	Chef de Division/Ass	26		361 238	26	56.353128				112.706.256	
5	Chef de Bureau/Ass	202		346 768	37	76 982 496	165	686.600.640	202	840.565.632	
6	Attaché d'Administration de 1ère	490		320 896	53	104 609 280	604	2.325.854.208	500	1.925.376.000	

	Classe										
7	Attaché d'Administration de 2ème Classe	588		315 022	68	128 528 976	1008	3.810.586.112	965	3.647.954.760	
8	Agent d'Administration de 1ère Classe	258		300 538	145	261 468 060	429	1.547.169.624	288	1.038.659.328	
9	Agent d'Administration de 2ème Classe	628		297 604	98	174 991 152	706	2.521.301.088	628	2.242.743.744	
10	Agent Axiliaire de 1ère Classe	334		273 965	62	101 914 980	518	1.702.966.440	334	1.098.051.720	
11	Agent Axiliaire de 2ème Classe	288		254 586	3	4 582 548	435	1.481.690.520	288	879.849.216	
12	Huissier	360		240 720	4	5 777 280	456	1.317 .219.840	362	1.045.687.680	
TOTAL GENERAL			**3 274**		**496**	**1.321.112.277**	**4206**	**15.396.408.472**	**3791**	**12.831.594.336**	

II. PRESENTATION DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du programme : Madame KAMWANYA BIAYI Esther
Fonction : Secrétaire Générale

II.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Les Directions et Services Spécialisés qui concourent à la réalisation de ce programme : Secrétariat Général ; Direction des Services Généraux et du Personnel ; Direction d'Etudes et Planification, Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics, Inspection ; Coordination et Suivi des ONG, Service National Femme et Développement et Direction des Organismes internationaux et Bilatéraux.

II.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

II.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DU PROGRAMME

II.3.1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Dans le but de lutter contre les inégalités du Genre et de promouvoir les Droits des Femmes et des Enfants ainsi que la stabilité de la famille, la stratégie du programme de l'Administration du Genre consistera en le/l' :

1. Renforcement des capacités institutionnelles ;
2. Amélioration de la gestion des ressources humaines et budgétaires ;
3. Amélioration du pilotage et la Coordination des interventions en faveur de la femme, de la famille et de l'enfant.

II.3.2. Les objectifs et les indicateurs de performance du programme

Objectif 1 : Renforcer les capacités institutionnelles de l'administration du Ministère du Genre, Famille et Enfant ;
Objectif 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines et budgétaires du Ministère ;
Objectif 3 : Améliorer le pilotage et la coordination des interventions en
Faveur de la femme, de la famille et de l'enfant

II.3.2. CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 1 : Cadre de Performance des Objectifs du Programme Administration Générale

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	2026	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Renforcer les capacités institutionnelles de l'administration du Min. GEFAE	Nombre de bâtiments construits et équipés	%			-	-	-		2	3	4	
		Source des données	DSGP										
		Mode de calcul	Nbre de bâtiments construits et équipés / Nbre de bâtiments prévus x 100										
		Commentaire	Cet indicateur sert à mesurer les consditions de travail des cadres et agents du Ministère										
		Proportion d'agents en renforcement de capacité	%			24	26	28		40	54	60	
		Source des données	DSGP										
		Mode de calcul	Proportion d'agents renforcés en capacité / Nbre d'agents prevus x 100										
		Commentaire	Cet indicateur sert à mesurer les consditions de travail des cadres et agents du Ministère										
	Améliorer la gestion des ressources budgétaires du Ministère	Taux d'exécution du Budget	%			17	18	19		25	29	30	
		Source des données	DSGP/Cellule finanacière du Ministère.										
		Mode de calcul	Nombre de dossiers engages / Nbre de dossiers prévus x 100.										
		Commentaire	Cet indicateur permet au Ministère d'évaluer le nombre des dossiers engages et payés par rapport aux dossiers prévus.										

	Améliorer le pilotage et la coordination des interventions en faveur de la femme, de la famille et de l'enfant.	Taux d'actions menées en faveur de la Femme , Famille et Enfant	%	18		7	15	16		18,7	18,8	19	
		Source	DEP										
		Mode de calcul	Taux de dossiers menés en faveur de la Femme, Famille et Enfant/ l'Ensemble de dossiers menés x 100										
		Commentaire	Cet indicateur permet au Ministère d'évaluer les actions menées en faveur de la Femme; Famille et Enfant										
Action 1 : Pilotage et Coordination des actions stratégiques du Genre, Famille et Enfant	Améliorer la coordination de toutes les interventions en faveur du Genre, Famille et Enfant Garantir l'égalité du genre et le bien être des familles.	Taux d'intégration du Genre, de la Famille et de l'Enfant dans les Politiques et Programmes du Développement	%	35		28	-32	35		36	37	37	
		Source :	DEP										
		Mode de calcul :	Nombre de dossiers ayant l'aspect genre/ Nbre de dossiers présentés x 100										
		Commentaire :	Cet indicateur sert à mesurer le niveau d'intégration du genre dans les politiques et Programme du Gouvernement / l'Ensemble de dossiers présentés x 100										
		Taux de participation des femmes dans les instances décisionnelles	%	-		17	34,9	37,2	-	38	40	41	
		Source	Min. Fonction Publique, DEP/ Min. GENRE										
		Mode de calcul	Taux de participation des femmes dans les instances décisionnelles/ l'Ensemble de dossiers x 100										
		Commentaire	Cet indicateur sert à mesurer le taux de femmes dans les instances de prise des decisions sur l'ensemble de femmes dans les institutions .										
Action 2: Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer une gestion efficace et transpatrente des ressources	Taux d'éxicution budgétaire	%	25		22	23	24		26	27	28	

	finanacières et matéreilles.												
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer la performance des projets et programmes par une planification rigoureuse, une programmation adaptée et un suivi – évaluation systèmatique.	Taux des realisations des objectifs	%	18		14	14	14		23	27	32	
		Source: DEP											
		Mode de calcul : taux de projets réalisés sur l'ensemble de projets prévus X 100											
		Commentaire: Cet indicateur sert à analyser le projet mis én oeuvre sur le nombre de projets prévus X 100											
Action 4: Gestion des ressources humaines	Optimiser la performance et le développemnent des employés tout en favorisant un environnement de travail positf et inclusif	Taux de satisfaction des employés	%	20		18	19	19		21	21	22	
		Source :	DSGP										
		Mode de calcal :	Taux de satisfaction d'employés sur le taotal d'employés X 100										
		Commentaire :	Cet indicateur a pour but de mesurer le niveau de satisfavtion des employés au seint du Ministèrele										
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication	Assurer l'efficacité et la sécurité des systèmes d'informations et de communication pour faciliter la prise des décisions au sein de l'organisation.	Disponibilité du système d'information et de la communication.	%	60		25	35	50		75	85	100	
		Source :	CENADIF										
		Mode de calcal :	Taux de satisfaction des utilisateurs sur le besoin global de l'organisation										
		Commentaire :	Cet indicateur sert à mesurer la satisfaction des utilisateurs et l'efficacité globale de l'organisation.										

II.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.4.1. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR TITRE

Tableau 2 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		Annees en cours 2026		Previsions 2027
		Credits votes	Execution	Credits votes	Execution au 30 juin	
I. Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	0.00	0.00	15 268 312 800	5354191875	17607888119
2	Titre IV : Biens et matériels		**0.00**	**195,987,656.00**	314765000	1773339319
3	Titre V : Dépenses de prestations	**195,987,656.00**	**3,550,825,850.00**	2 030 081 859	5864534550	1044317259
4	Titre VI : Transferts et interventions			188 836 760	888546735	106181791
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
5	Titre VII : Equipements			140 006 317 519	26916188945	81387743315
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
II. Dépenses en capital						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	**2**		2 404 037 614		2462804489
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**195,987,656.00**	**3,550,825,850.00**	**161 109 003 763**	**38449680370**	**11800538337**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.2. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR RUBRIQUE

Tableau 2. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME PAR RUBRIQUE

RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LRF 2026		Prévision 2027
	Crédits Votés en Franc	Exécution en Franc	Crédits Votés en Franc	Exécution en Franc	
Contrepartie des Projets					423431420
Fonctionnement des Ministères					4496776795
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques					297632347
Investissements sur Resources Extérieures					728968877972
Investissements sur Ressources Propres					8490865343
Rémunérations					21259924437
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1,227,889,038.00	174,880,000.00	471,949,891		14616412
TOTAL	**174,025,883,532.00**	**170,524,168,732.38**	**174,086,104,753**	**40,292,318,625**	**763952124726**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.6. LISTES DES OPERATEURS :

- **Centre National de Documentation et d'Information sur la Famille (CENADIF),**
- **Service National Femme et Développement (SNFD), CE PFE**

FICHE DES INDICATEURS DE PROGRAMME

III. PRESENTATION DU PROGRAMME 2 : STATUT DE LA FEMME ET EGALITE DE GENRE

Responsable du programme : KATALAY MASHUWA PAUL,
Fonction : Directeur – Chef des Services Promotion Socio-économique

III.1. PERIMETRE DU PROGRAMME 2

Deux Directions concourent à la réalisation de ce programme. Il s'agit de :

- Direction des Services Juridiques et ;
- Direction de Promotion Socio – économique.

3.2. La stratégie du programme

La stratégie du programme « Statut de la femme et Égalité de Genre » va consister à réaliser progressivement l'objectif de la parité des représentations homme-femme au sein des institutions nationales, provinciales et locales pour lutter contre les inégalités de Genre et promouvoir les droits des femmes.
De manière générale, la lutte contre toutes les formes de discriminations faites à l'égard de la femme sera au centre de ce programme en vue d'éliminer toutes les pratiques néfastes et défavorables au droit de la femme en matière d'accès à la propriété, à la gestion, à l'administration, à la jouissance et à la disposition des biens.

3.3. Objectifs et indicateurs de performance du Programme

3.1. Les objectifs du programme

1. **Objectif 1** : Accroitre la participation de la femme aux instances de prise des décisions à tous les niveaux
2. **Objectif 2** : Lutter contre toutes formes des discriminations et des pratiques néfastes

3.2. Cadre de Performance des Objectifs et indicateur du Programme

Tableau 1 : Cadre de Performance des Objectifs et Indicateurs du Programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	2026	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme STATUT DE LA FEMME ET EGALITE DE GENRE	Accroitre la participation des femmes aux instances de prise des décisions à tous les niveaux	Taux de participation des femmes dans les instances décisionnelles	%	-		17	34,9	37,2	-	38	40	41	
		Source :	Min. Fonction Publique, DEP/ Min. GENRE										
		Mode de calculs :	Taux de participation des femmes dans les instances décisionnelles/ l'Ensemble de dossiers x 100										
		Commentaires :	Cet indicateur sert à mesurer le taux de femmes dans les instances de prise des decisions sur l'ensemble de femmes dans les institutions .										
		Taux des Survivantes des VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique	Taux			-	15	20	25		28	34	40
		Source :	BDD VBG Min Genre										
		Mode de calcul :	Nombre de Cas de prise en charge des VBG / le total des survivants des VBG X100										
		Commentaire :	Cet indicateur sert à mesurer le niveau d'amélioration des conditions de vie des survivant(e)s pris en charge.										
Action 1 : Lutte contre les violences basées sur le genre	Assurer une prise en charge hollistique des Victimees	Taux de prise en charge holistique	%			-	13	17	19		20	25	28
		Source :	CISM, Maison de la Femme, BDD VBG Min Genre										
		Mode de calcul :	Taux des cas de prise en charge holistique réinserée sur le nombre des cas des survivantes présentées X 100										
		Commentaire :	Cet indicateur sert à évaluer le nombre des cas réellement insérés										

Action 2: Autonomisation de la femme	Augmenter l'acces des femmes aux services financiers,et l' entrepreneuriat.	Taux de femmes detenant un compte bancaire ou des micro finances .	%	25			30	35	40		50	50	56
		Source :	INS, DEP/ Min. GENRE										
		Mode de calcul	Taux des femmes detentrice d' un compte bancaire/ Micro finance sur le nombre total de femme X 100										
		Commentaire	Cet un indicateur important pour évaluer l'inclusion financière des femmes dans la société. Et , cela, favorise l'autonomisation économique et sociale des femmes.										
		Taux de femmes detentrices d'une Activité Génératrice des Revenus (AGR)	%	20			25	30	35		40	45	56
		Source :	Dir. COORD. ONG, Dir. DPSE / Min. GENRE										
		Mode de calcul	Taux des femmes detentrice d' une AGR sur le nombre total de femme X 100										
		Commentaire	Cet indicateur est éssentiel pour mesurer l'autonomisation économique des femmes, promouvoir l'égalité de sexe et soutenir le développement économique inclusive.										

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

3.4. L'évolution des crédits par action du programme

3.4.1. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Évolution des crédits du programme par titre

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		Annees en cours 2026		Previsions 2027 en Fc
		Credits votes en Fc	Execution en Fc	Credits votes en Fc	Execution au 30 juin en Fc	
I. Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	41,872,812.00	**41,872,812.00**	6 427 497 969	1402036785	10587893060
2	Titre IV : Biens et matériels				6395000	256433265
3	Titre V : Dépenses de prestations			4 280 494 493	5864534550	
4	Titre VI : Transferts et interventions			273 350 407		5343356359
	Financement intérieur					

	Financement extérieur					
5	Titre VII : Equipements			202 018 807		221412612
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
II. Dépenses en capital		**188,370,492.00**				
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**230,243,304.00**	**41,872,812.00**	**11 257 763 474**	**1408431785**	**11784170884**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

3.4.1. Présentation des crédits du programme par rubrique

Tableau 4 : Évolution des crédits du programme par rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS 2026		Prévisions 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1.	Lutte contre les violences basées sur le genre	176,219,545.00	41,872,812.00	5 419 099 115	606302785	2587737871
2.	Autonomisation de la femme	54,023,759.00		5 838 664 359	802129000	2252778794
Total		**230,243,304.00**	**41,872,812.00**	11 257 763 474	1408431785	4840516665

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

III.4.3. Evolution des crédits par action du programme

Tableau 5 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Intitulé du programme	Crédit 2025		Crédit 2026		2027	
		Statut de la Femme et Egalité de Genre	V	E	V	E	V	E
1		Directions des services juridiques, Dir. des Organismes Internationaux et Bilatéraux,			480 168 243	2770000		
2		Agence National de lutte contre les Violences faites à la Femme et jeune fille et petite-fille (AVIFEM)			1 195 280 021	588984000		
3		Centre Mère et Enfant de NGABA(CMEN), Cellule Technique Mixte sur la Masculinité Positive (CTM+)			3 743 650 851	14548785		
4		Direction de Promotion Socioéconomique			179 938 144	3625000		
5		Fond National pour la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant (FONAFEN), CEF et CESAN			1 817 361 060	798504000		
6		Appui aux struct spec,			3 841 365 155			
TOTAL			**230,243,304.00**	**41,872,812.00**	**11 257 763 474**	**1408431785**		

Source LFR 2025/LF

LISTE DES OPERATEURS :

- **AVIFEM, R 1325,**
- **Cellule Technique Mixte sur la Masculinité Positive,**
- **MAISON DE LA FEMME**

III.5. PROGRAMME 3 : PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Pré- Responsable du programme : LUYELA LOYEL Gauthier
Fonction : Directeur Chef des services

III.5.1. Périmètre du programme

La Direction de la Protection de l'Enfant (DIPREN), le CENADIF, CHMEN, Fonds National de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (FONAFEN), Office National de la Stabilité de la Famille (ONAF), Centre Régional de Recherche et de Documentation sur les Femmes, le Genre et la Construction de la Paix dans la Région de Grand Lac (CERED-GL) et Conseil National de l'Enfant (CNE) sont des structures en charge du Programme 3 relatif à la Promotion et à la Protection des Droits de la femme, de l'enfant et de la stabilité de la famille.

III.5.2. La stratégie du programme

La stratégie du programme 3 consiste à réduire la vulnérabilité et la dépendance de la femme, de l'enfant et de la famille ainsi que la persistance des pesanteurs socioculturelles qui sont des obstacles majeurs à leur épanouissement et leur contribution au développement des communautés.
Pour ce faire, ce programme se fondera sur l'application des textes légaux favorables aux droits de la femme, de l'enfant et à la stabilité de la famille ainsi que de la mise en place des structures et des organes – conseil du Gouvernement qui assure la Promotion et la Protection des Droits de la Femme, de l'Enfant et de la stabilité de la Famille.

III.5.3. **Les Objectifs et Indicateur du Programme du Programme**

III.5.1. Les Objectifs du Programme

1. Renforcer la médiation dans le cadre des conflits des enfants et des familles
2. Réduire l'incidence des facteurs favorisant la vulnérabilité et la dépendance de la femme, de l'enfant et l'instabilité de la famille ainsi que la persistance des pesanteurs socioculturelles

III.5. Cadre de performance du programme

Tableau 1. Cadre de Performance des Objectifs et indicateurs du Programme

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unite de mesure	2026	Valeur	2023	2024	2025		2027	2028	2029	
Programme 3 : PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	Renforcer la médiation dans le cadre des conflits des enfants et des familles	Taux d'exécution des plans d'accompagnement des comités de médiation.	%			13,1	13,1	14 ,7	16,2	17,7	18	22	
		Source :	DIPREN / Min GENRE										
		Mode de calcul :	Taux d'exécution des Plan d'accompagnement / dossiers receuillis pour la médiation x 100										
		Commentaire :	Cet indicateur nous permet d'évaluer le taux d'accompagnement des dossiers dans le processus de la médiation										
		Proportion de dossiers des enfants en conflits transférés aux comités de médiation	%			14,29	14,56	14,70	14,84	14,97	15,11	15,9	
		Source :	D E / Min GENRE										
		Mode de calcul :	Taux de de dossiers des enfants en conflits transférés aux comités de médiation / les dossiers récueillis x 100										
		Commentaire :	Cet indicateur nous permet d'évaluer l'aboutisselment dles dossiers soumis au commité de mediation dans les cas des conflits des enfants										
Action 1 : Application et défense des textes légaux relatifs aux droits de la femme, de l'enfant et de la famille	Réduire l'indice des facteurs favorisant la vulnérabilité et la dépendance de la femme, de l'enfant et l'instabilité de la famille	Nombre de textes légaux favorables aux droits de la femme, de l'enfant et à la stabilité de la famille vulgarisés. .	Nombre			7	7	-	10	10	10	12	
		Source :	ONAF										
		Mode de calcul :	Nbre de textes vulgarisés / textes prévus x 100										
		Commentaire :	Cet indicateur nous aide à apprécier l'efficacité de la vulgarisation des textes relatifs à la stabilité de la Femme, L'Enfant et Famille										

III.6. L'évolution des crédits du programme

III.6.1. Evolution des Crédits du Programme par Titre

Tableau 2 : Tableau : Evolution des Crédits du Programme par Titre

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		Annees en cours 2026		Previsions 2027 en Fc
		Credits votes en Fc	Execution en Fc	Credits votes en Fc	Execution au 30 juin en Fc	
I. Dépenses courantes						
1	Titre III : Dépenses de personnel	29,762,892.00	29,762,892.00	91994394	434 206 470	5883701232
2	Titre IV : Biens et matériels			24990416		335700681
3	Titre V : Dépenses de prestations			302807207		0
4	Titre VI : Transferts et interventions	**1,039,518,546.00**	**174,880,000.00**	471595953		5343356359
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
5	Titre VII : Equipements					221412612
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
II. Dépenses en capital						
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière					

	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**1,069,281,438.00**	**1,069,281,438.00**	1719337516	434 206 470	11800538337

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

III.6.2. Evolution des Crédits du Programme par Rubrique Budgétaire

Tableau 3 : Evolution des Crédits du Programme par Rubrique/action

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS 2026		Prévisions 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1.	Protection de la Famille et de l'Enfant			1 719 337 516	434 206 470	4774544571
Total		**174,025,883,532.00**	**169,707,015,294.98**	**1 719 337 516**	**434 206 470**	4774544571

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

LISTES DES OPERATEURS :

- **ONAF,**
- **CERED –GL,**
- **CNE**

36. Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers

Section 78

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Maitre Marc EKILA LIKOMBO, Ministre d'État

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSION DU MINISTERE

Le Ministère de la Formation Professionnelle (MFP) est appelé à organiser, réguler et promouvoir la formation professionnelle afin de doter le pays d'une main-d'œuvre qualifiée, condition indispensable pour son développement socio-économique. Conformément à l'ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère de la formation professionnelle a pour attributions :

- Organisation et promotion de la formation professionnelle dans le domaine des métiers ;
- Définition, conduite et exécution de la politique générale du Gouvernement relative à la formation professionnelle dans les domaines des métiers ;
- Création et gestion des centres et instituts du cycle court ou établissements publics et agrément des centres ou établissements privés de formation professionnelle et des métiers ;
- Gestion du réseau d'écoles de formation pressionnelle et des centres spécialisés ;
- Contrôle et certification de la qualité de la formation professionnelle ;
- Agrément des manuels et matériels didactiques de formation professionnelle relative aux métiers ;
- Etablissement des équivalences des titres en collaboration avec le Ministère ayant l'enseignement maternel, primaire, secondaire et technique dans ses attributions ;
- Organisation des chambres nationales et provinciales des métiers ;
- Etc.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers (FPM) se présente comme suit :

1. Cabinet du Ministre ;
2. Secrétariat Général à la Formation Professionnelle (2 cellules rattachées, 4 Directions standards et 11 Directions métiers) ;
3. Inspection Générale de la Formation Professionnelle ;
4. Service National de Contrôle des Effectifs et Eléments de Paie du Personnel Enseignant et Formateur (SENACEEPEF).

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. PRIORITES DU MINISTERE

Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) et le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2024–2028) reconnaissent la Formation Professionnelle comme un levier stratégique pour la croissance inclusive, la réduction du chômage et la diversification de l'économie. Ils en font une priorité nationale, en inscrivant son développement dans la vision de transformation structurelle du pays et de développement d'un capital humain de qualité.

Pour relever les défis de la Formation professionnelle, le Gouvernement prévoit des mesures de facilitation prioritaires et assigne au Ministère les objectifs ci-après :

- Assurer l'accès et l'équité pour la formation professionnelle ;
- Améliorer la qualité et la pertinence de la formation ; promouvoir les métiers innovants ;
- Améliorer l'accès à l'emploi et l'auto emploi ;
- Améliorer la Gouvernance sectorielle.

I.2.2. POLITIQUES SECTORIELLES

La vision du système éducatif et de formation déclinée dans la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF 2016-2025) est toujours d'actualité bien que sa mission soit arrivée à terme. La Stratégie Sectorielle Intérimaire de l'Education et de la Formation (SSIEF) 2026-2030 a pour objectif de rassembler et fédérer dans un même document les différentes initiatives en cours ou planifiées des sous-secteurs, les enrichir pour assurer une convergence et une cohérence de la mise en œuvre des stratégies du secteur dans son ensemble.

Pour résoudre les faiblesses liées à l'insuffisance du Financement secteur, à la vétusté et insuffisance des infrastructures, à la sous-qualification des formateurs, à l'obsolescence des Équipements de formation, à l'inadéquation formation-emploi, à la sous-exploitation des Méthodes d'apprentissage (stages en entreprise, apprentissage en alternance, mentorat) , à l'absence d'une vision claire sur les secteurs prioritaires et les besoins précis en compétences, aux Barrières linguistiques (notamment pour les supports pédagogiques et les formateurs), aux barrières financières (coûts de formation) bloquant l'accès pour certains et au manque de cadre de certification et de qualification ; la Politique Nationale de la Formation Professionnelle (PNFP 2026-2035) visant à doter le pays d'une main-d'œuvre qualifiée par une offre de formation professionnelle de qualité, inclusive, durable et adaptée aux exigences du marché du travail, préconise les axes prioritaires suivants :

- Accroissement de l'offre de formation professionnelle qualitative et pertinente ;
- Amélioration de l'insertion socio-économique ;
- Renforcement des partenariats ;
- Amélioration de la gouvernance sectorielle.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette programmatique du ministère

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
78	**FORMATION PROFESSIONNELLE**						
		065	**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**			**Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA, SSAE et SENACEEPEF**	
				0651	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre, SG, CGPMP, CTA, SSAE	
				0652	Gestion des ressources financières et matérielles	DAF, SENACEEPEF	
					Gestion des ressources humaines et formation	DRH	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
					Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	DANTIC	
		066	**FORMATION PROFESSIONNELLE, APPUI A L'INSERTION ET A LA REINSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE -**			**DFP, DIOP, DIPROSMAD, DAFPAM, DAM, DSS, DIEQ, DREC et DPD**	
				0661	Offre et qualité de la formation professionnelle	DFP, DAFPAM, DIPROSMAD, DIEQ, DREC	
				0662	Formation et réinsertion socio-professionnelle des groupes spécifiques	DIOP	
				0663	Création et gestion des chambres de métiers	DAM	
				0664	Promotion des métiers	DPD	
				0665	Production des annuaires statistiques	DSS	
		196	**EVALUATION, CERTIFICATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION DES FORMATEURS ET DES INSPECTEURS**			**IG, DECC**	
				196.1	Evaluations professionnelles	IG	
				196.2	Accréditation et Certification professionnelle	DECC	
				196.3	Formation des formateurs et des inspecteurs	IG	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

Le secteur de la formation professionnelle en RDC est un écosystème dynamique, au sein duquel interagissent différents types d'acteurs publics et privés opérant à plusieurs niveaux : national, provincial et local. C'est sans oublier, les institutions de recherche ou de développement et la diaspora qui offrent des opportunités de financement, d'assistance technique, de capitalisation et de mise à l'épreuve d'approches innovantes.

Au cours de trois dernières années, le Ministère a réalisé les actions majeures suivantes :

- Organisation des examens nationaux 2021 à 2024 ;
- Construction du centre de formation professionnelle de KIKWIT ;
- Réhabilitation et acquisition des équipements du centre DUMI/Maluku :
- Acquisitions des terrains et titres des propriétés ;
- Elaboration et validation de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle ;
- Organisation des épreuves certificatives de la VAE ;
- Elaboration, actualisation et Modernisation des programmes ou curricula des métiers classiques ;
- Organisation de la 1ère Foire Nationale de la Formation Professionnelle ;
- Formation gratuite des dépendants des militaires et policiers à Kinshasa ;
- Etc.

I.4.2. PERSPECTIVES

Dans cette dynamique, le Ministère de la Formation Professionnelle entend poursuivre ses efforts en mettant l'accent sur :

- Elaboration de la Stratégie Sectorielle ;
- Construction et/ou réhabilitation des établissements de Formation Professionnelle à travers la République ;
- Equipements des établissements de Formation Professionnelle à travers la République ;
- Conception, élaboration et diffusion des programmes de Formation Professionnelle dans les domaines des métiers ;
- Organisation, supervision et publication des épreuves certificatives et des concours de compétences ;
- Contrôle et certification de la qualité de la Formation Professionnelle ;
- Agrément des manuels et matériels didactiques des Formations Professionnelles relatives aux métiers ;
- Amélioration de la situation salariale des agents, cadres et formateurs du Ministère de la Formation Professionnelle ;
- Construction des centres des Ressources ;
- Organisation des épreuves certificatives de la VAE ;

- Digitalisation de la Formation Professionnelle ;

- Promotion de la Formation Professionnelle.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIFS

- Améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur de la formation professionnelle ;
- Améliorer l'offre, la qualité et la pertinence de la Formation Professionnelle ;
- Améliorer l'accès à l'Emploi et l'Auto-emploi de sortants de la Formation Professionnelle.

I.5.2. CADRE- DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Tableau 2 : cadre de performance des objectifs représentatifs du ministère

Objectif 1. Améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur de la formation professionnelle									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution des travaux de construction du bâtiment administratif	%	0	0	0	0	50	100	
Source : DIEQ									
Mode de calcul : Nbr de niveaux construits / Nbr de niveaux prévus X 100									
Commentaires : les études de faisabilité étant déjà réalisées, il ne reste que la réactivation de la ligne budgétaire dans la LF 2027 et le paiement. D'où la projection de 50% en 2027 et 50 %en 2028.									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
2	Taux d'achèvement d'élaboration de la stratégie sectorielle	%	0	0	0	25	100		
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre d'activités critiques réalisées/ Nombre d'activités critiques prévues) X 100									
Commentaires : partant des avancées significatives enregistrées (draft du document) dans le processus d'élaboration, le Ministère prévoit réaliser 75% en 2027 en y intégrant la nouvelle vision du Ministère.									
Objectif 2. Améliorer l'offre, la qualité et la pertinence de la Formation Professionnelle									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'établissements de formation professionnelle viables	%	0	0	10	15	65	100	
Source : DSS									
Mode de calcul :(Nombre d'établissements jugés conforme aux normes de viabilité / Nombre total évalués au cours de la période) x 100									
Commentaires : Compte tenu des Projets du gouvernement notamment ceux des Corridors de développement (corridor de lobito) , le Ministère envisage mettre une main d'œuvre locale de qualité formée dans des établissements viables. D'où l'engagement de									

50% contre 35% en 2027 et 2028 respectivement.									
2	Taux de participation à la formation en ligne	%	ND	ND	ND	ND	25	50	75
Source : DFP , DANTIC et DPD									
Mode de calcul : (Nombre de participants ayant suivi la formation / Nombre total des inscrits) x 1OO									
Commentaires : Le faible accès de la population à l'outil informatique justifie une évolution constante de 25% chaque année.									
3	Taux de participation à la formation sur la gestion des catastrophes naturelles	%	ND	ND	ND	ND	35	70	100
Source : DFP									
Mode de calcul : nombre de participants effectifs / Nombre de populations prévues x 100									
Commentaires : vu la nécessité de prévenir la gestion des catastrophes naturelles, le Ministère entend former 35, 35 et 30% en 2027, 2028 et 2029 respectivement.									
Objectif 3. Améliorer l'Employabilité et l'Auto-emploi des sortants de la Formation Professionnelle									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Pourcentage de jeunes bénéficiaires de bourses de formation	%	4,5	ND	5,5	10	35	100	
Source : DRH									
Mode de calcul : (Nombre de jeunes ayant reçu une bourse / Nombre total de jeunes ciblés) x 100									
Commentaires : Suite à la Convention avec le Royaume de Maroc, le Ministère prévoit atteindre les cibles de 1000 jeunes boursiers. D'où l'engagement de 35% en 2027contre 65% en 2028.									
2	Taux de jeunes accompagnés à l'insertion	%	15	19,6	26 ,8	ND	51,8	76,8	100
Source : DIOP									
Mode de calcul : Nombre de jeunes insérés / Nombre total de jeunes bénéficiaires x 100									
Commentaires : Dans le cadre d'appui d'Enabel à travers le CDR MOSALA, le Ministère a la possibilité d'accompagner 25%, 25 contre 23,2% en 2029.									
3	Proportion des jeunes bénéficiaires équipés en kits d'insertion	%	ND	ND	ND	ND	25	50	75
Source : DIOP									
Mode de calcul : (Nombre de jeunes bénéficiaires ayant reçu leur kit / Nombre de jeunes formés) x 100									
Commentaires : Partant des contraintes budgétaires, le Ministère s'engage									

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

Tableau 3 : évolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**82 476 9 8 8 4**	**67 688 6 367 59**	**74 324 48 663**	**2 873 2 9 773**	**98 32 249 89**
1	Titre III : Dépenses du personnel	41 206 540 373,40	56 188 385 293,00	42 416 929 906	17 875 853 409	64 504 332 231,00
2	Titre IV : Biens et matériels ;	9 754 226 511,00	5 064 629 102,00	7 629 029 760	600 000 000	11 488 707 012,00
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	30 157 524 720,00	3 903 976 068,59	23 712 900 371	3 397 356 364	18 811 373 314,00
4	Titre VI : Interventions Economique	1 358 627 207,00	2 531 169 904,00	565 621 626	0	3 516 837 333,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	
	Financement extérieur	-	-	-	-	
I. Dépenses en capital		**7 537 4 6 2**		**3 44 656 639**		65 032 860 723,00

5	Titre VII : Equipement	5 032 836 784	-	3 117 984 021,00		23 609 521 725,00
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	12 504 564 828,00	-	10 026 672 618,00	-	41 423 338 998,00
	Financement intérieur					
	Financement extérieur					
Total		**4 32 423 4**	**67 688 6 367 59**	**87 469 38 3 2**	**2 873 2 9 773**	**63 354 6 3**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau 4 : évolution des crédits par rubrique

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
1	Contrepartie des projets					
2	Fonctionnement des Ministères	45 971 583 424,40	8 968 605 170,59	36 503 349 366,00	3 997 356 363,66	15 225 176 691,00
3	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	15 124 940 366,00	-	9 370 326 206,00	-	50 979 788 784,50
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 358 627 207,00	2 531 169 904,00	565 621 626,00	-	2 126 777 312,00
5	Investissements sur ressources propres	2 412 461 246,00	-	3 774 330 433,00	-	16 091 634 215,00
6	Rémunérations	35 146 708 180,00	56 188 385 293,00	37 255 510 671,00	17 875 853 409,00	50 178 359 952,00
Total		**4 32 423 4**	**67 688 6 367 59**	**87 469 38 3 2**	**2 873 2 9 772 66**	**34 6 736 954 5**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR PROGRAMME

Tableau 5 : Evolution des crédits par programme

Code Prog	Code actions	Libellé du Programme et Actions	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
065		**ADMINISTRATION GENERALE**	**67 59 265 9 4**	**55 953 575 26**	**6 7 2 22 742**	**9 933 69 687**	**34 6 736 954 5**
	0651	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	49 145 963 783	33 602 263 306	42 971 083 658	10 783 253 474,00	106 966 250 313,50
	0652	Gestion des ressources financières et matérielles	658 738 463	41 839 500	1 030 978 463	15 527 309 587	21 098 600 228,00
		Gestion des ressources humaines et formation	688 232 845	48 713 020	987 378 186	-	987 378 186,00
		Planification, programmation et suivi-évaluation	722 988 949	22 235 775 200	15 202 594 551	-	1 080 978 463,00
		Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	661 262 847	24 984 000	510 087 884	4 405 760 100	810 808 204,00
066		**FORMATION PROFESSIONNELLE, APPUI A L'INSERTION ET A LA REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE**	**7 556 9 8 299**	**337 63 9**	**5 598 2 8 939**	**-**	**5 99 642 8 6**

	0661	Offre et qualité de la formation professionnelle	2 166 866 799	78 188 700	1 466 000 911		1 950 730 111,00
	0662	Formation et réinsertion socio-professionnelle des groupes spécifiques	1 649 209 171	1 192 385 500	1 471 350 731		690 027 699,00
	0663	Création et gestion des chambres de métiers	1 197 476 444	23 020 000	687 599 989		687 599 989,00
	0664	Promotion des métiers	1 730 699 989	33 857 200	1 339 956 590		1 339 956 590,00
	0665	Production des annuaires statistiques	812 665 896	10 179 500	633 300 718		633 300 718,00
196		**EVALUATION, CERTIFICATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION DES FORMATEURS ET DES INSPECTEURS**	**24 867 136 210**	**396 954 442**	**2 68 8 6 62**	**94 4 86**	**25 2 22 328**
	1961	Evaluations professionnelles	567 818 364	-	89 250 424,50	-	**6 898 243**
	1962	Accréditation et Certification professionnelle	567818364	-	89 250 424,50	-	**39 6 2**
	1963	Formation des formateurs et des inspecteurs	23 731 499 482	10 396 954 442	20 280 420 783	1 940 140 086	**6 9 86 64**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.7 .VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE

Tableau 6 : Ventilation des effectifs du ministère

SECTION/ GRADE	Effectif Salaire de base(1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à la fin décembre 2026 à politique inchangée (3):=(2/6)*12	Nouvelles actions 2027		PROJECTION 2028	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	EFFECTIF	Masse salariale (6)
Section: 78 FORMATION PROFESSIONNELLE							
S.G	2	885 056,00	1 770 112,00	3	15 931 008,00	3	15 931 008,00
DIR	57	22 944 096,00	45 888 192,00	57	275 329 152,00	57	275 329 152,00
CD	147	56 776 986,00	113 553 972,00	147	681 323 832,00	147	681 323 832,00
CB	147	54 648 720,00	109 297 440,00	147	655 784 640,00	154	687 012 480,00
ATA1	226	79 994 960,00	159 989 920,00	235	998 167 200,00	253	1 074 622 560,00
ATA2	682	231 895 004,00	463 790 008,00	712	2 905 147 968,00	785	3 203 007 240,00
AGA1	592	192 718 496,00	385 436 992,00	623	2 433 722 088,00	683	2 668 109 448,00
AGA2	165	51 586 260,00	103 172 520,00	174	652 800 672,00	233	874 152 624,00
AA1	47	14 051 355,00	28 102 710,00	58	208 079 640,00	125	448 447 500,00
AA2	15	4 195 275,00	8 390 550,00	32	107 399 040,00	42	140 961 240,00
HUISSIER	40	10 628 800,00	21 257 600,00	61	194 507 040,00	85	271 034 400,00
TOTAL GENERAL	**2120**	**720 325 008,00**	**1 440 650 016,00**	**2249**	**9 128 192 280,00**	**2567**	**10 339 931 484,00**

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 65 : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du Programme : KENDELU MWAMINI Gisèle
Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Le périmètre du programme est constitué de :

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariat Général ;
- Cellule de gestion de projets et passation de marchés publics (CGPMP)
- Cellule Technique d'Appui (CTA)
- Inspection Générale ;
- Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- Direction Administrative et Financière (DAF) ;
- Direction d'Etudes et Planification (DEP) ;
- Direction des Archives, des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (DANTIC) ;
- Service National de Contrôle des Effectifs et Eléments de Paie du Personnel Enseignant et Formateur (SENACEEPEF).

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Face aux contraintes structurelles, logistiques et humaines ainsi que des faiblesses organisationnelles qui affectent profondément le rendement et la capacité à remplir efficacement les missions dévolues au Ministère, ce programme vise à redorer l'image ternie du Ministère en renforçant ses capacités institutionnelles et en améliorant la gouvernance et le pilotage du secteur de la Formation Professionnelle. Il doit permettre de :

- Moderniser la gestion des ressources humaines par des outils numériques intégrés ;
- Améliorer les conditions de travail et d'accueil, notamment par l'acquisition d'un siège administratif moderne et fonctionnel pour le ministère ;
- Régulariser et mécaniser le personnel de manière équitable et transparente ;
- Renforcer les capacités institutionnelles dans le suivi et évaluation des actions du Ministère ;
- Renforcer la transparence dans le processus de passation des marchés publics.

Pour plus d'efficacité des actions du Ministère, le processus d'opérationnalisation de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle, la mise en œuvre du cadre organique nouvellement restructuré, les référentiels d'évaluation et de certification, l'élaboration des programmes ou curricula de formation des métiers, ainsi que l'évaluation en vue de la valorisation d'acquis d'expérience doivent se poursuivre.

Dans le cadre d'élaboration de la Stratégie sectorielle intérimaire de l'éducation et de la formation (SSIEF) 2026-2030, la dynamique de la formation professionnelle entend améliorer l'offre, l'inclusion, l'équité et l'employabilité aux différents niveaux : national, provincial et local.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 1 : objectifs et indicateurs de performance du programme

PREMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du programme**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
065	**ADMINISTRATION GENERALE**	**Améliorer la gouvernance et le pilotage du secteur de la formation professionnelle**	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	2023	ND	ND	10	20	50	75	100	CABMIN, SG, DEP,
			Taux d'achèvement d'élaboration de la stratégie ministérielle	%	2023	ND	ND	ND	25	100			CABMIN, SG, DEP,
0651	**Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère**	**Assurer le pilotage et l'animation stratégique du ministère**	Taux d'exécution des travaux de construction du bâtiment administratif	%	2023	ND	ND	ND	ND	50	100		CABMIN, SG
			Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	2023	20	30	50	75	100			DRH
0652	**Gestion des ressources financières et matérielles**	**Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières**	Taux d'alignement des engagements sur le Plan d'actions du Ministère	%	2023	0	0	0	25	50	75		DAF

			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2023	ND	ND	ND	ND	50	75	100	CGPPM
	Gestion des ressources humaines et formation	**Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines**	Proportion du personnel formé par an	%	2023	ND	ND	ND	25	50	75	100	DRH
	Planification, programmation et suivi-évaluation	**Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions**	Proportion de missions de suivi et évaluation organisées	%	2023	ND	ND	ND	20	50	75	100	DEP
	Gestion du système d'information, de la communication et d'archivage	**Assurer la publication proactive de l'information**	Taux de couverture numérique	%	2023	0	0	0	25	50	75	100	DANTIC

II.1.4. Évolution des crédits du Programme

Tableau 2 : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
Dépenses courantes		**50052864302**	**55953575026**	**48040855867**	**19 933 069 687**	**67 53 3 3 955**
1	Titre III : Dépenses du personnel	34 720 194 459	50 330 088 255	36 300 861 388	15 935 713 323	54 144 678 175,00
2	Titre IV : Biens et matériels ;	3 370 411 048	4 743 560 202	2 493 547 087	600 000 000	5 835 633 764,00
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	11 603 631 588	879 926 569	9 180 965 412	3 397 356 364	5 423 224 704,00
4	Titre VI : Interventions Economique	358 627 207	-	65 481 980	-	2 126 777 312,00
	Financement intérieur	-	-	-	-	
	Financement extérieur	-	-	-	-	
I.	**Dépenses en capital**	**7 537 4 6 2**	-	**3 44 656 639**	-	**67 7 422 999 5**
5	Titre VII : Equipement	5 032 836 784	-	3 117 984 021	-	24 054 872 330,00
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	12 504 564 828	-	10 026 672 618	-	43 016 550 669,50
7	Financement intérieur	-	-	-	-	
8	Financement extérieur	-	-	-	-	
Total		**67 59 265 9 4**	**55 953 575 26**	**6 85 5 2 5 6**	**19 933 069 687**	**34 6 736 954 5**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Tableau 3. Evolution des crédits par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	**Contrepartie des projets**					
2	**Fonctionnement des Ministères**	18 491 202 531	5 623 486 771	14 148 334 516,00	3 997 356 363,66	15 225 176 691,00
3	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	15 124 940 366	-	9 370 326 206	-	50 979 788 784,50
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	358 627 207	-	65 481 980,00	-	2 126 777 312,00
5	Investissements sur ressources propres	2 412 461 246	-	3 774 330 433	-	16 091 634 215,00
6	Rémunérations	31 203 034 564	50 330 088 255	37 255 510 671,00	15 935 713 323	50 178 359 952,00
Total		**67 59 265 9 4**	**55 953 575 026**	**64 613 983 806**	**9 933 69 686 66**	**34 6 736 954 5**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Tableau 4. Évolution des crédits par actions du programme

N°	Actions	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS EN FC 2027
		Crédits votés	Exécution en fc	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
1	**Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère**	49 145 963 783	33 602 263 306	42 971 083 658	10 783 253 474,00	106 966 250 313,50
2	**Gestion des ressources financières et matérielles**	658 738 463	41 839 500	1 030 978 463	15 527 309 587	21 098 600 228,00
3	**Gestion des ressources humaines et formation**	688 232 845	48 713 020	987 378 186	-	987 378 186,00
4	**Planification, programmation et suivi-évaluation**	722 988 949	22 235 775 200	15 202 594 551	-	1 080 978 463,00
5	**Gestion du système d'information, de la communication et d'archivage**	661 262 847	24 984 000	510 087 884	4 405 760 100	810 808 204,00
Total		**67 59 265 9 4**	**55 953 575 26**	**6 7 2 22 742**	**9 933 69 687**	**34 6 736 954 5**

Source : Etat de suivi budgétaire 2025-2026

II .2. PROGRAMME 66 : FORMATION PROFESSIONNELLE, APPUI A L'INSERTION ET A LA REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

Responsable du Programme : Gabriel NZAU NZAU
Fonction : Directeur- Chef de Service de la Direction la Formation Professionnelle

II.2.1. Périmètre du Programme

Le programme vise à faciliter l'intégration des jeunes, des personnes sans emploi et des groupes vulnérables dans le marché du travail.

Ce périmètre comprend les services ci-après :

- Direction Formation Professionnelle (DFP),
- Direction Insertion et Orientation Professionnelle (DIOP),
- Direction des Programmes scolaires et matériels didactiques (DIPROSMAD),
- Direction Arts et Métiers (DAM),
- Direction Statistiques Scolaires (DSS),
- Directions Infrastructures et Equipements (DIEQ),
- Direction Promotion et Développement (DPD) ,
- Direction Apprentissage en Formation Professionnelle (DAFPAM)

II.2.2. Stratégie du Programme

En République Démocratique du Congo, le contexte sociopolitique, économique et sécuritaire instable des dernières décennies a engendré les conflits armés récurrents justifiant en grande partie une profonde fragilisation des tissus sociaux, accentuée par la pauvreté généralisée, le chômage massif des jeunes, la déscolarisation, les déplacements de population et l'effondrement de nombreux mécanismes de protection sociale. L'un des visages les plus visibles et les plus préoccupants de cette crise est l'exclusion socio-économique de larges couches de la population, en particulier des jeunes et des femmes marginalisés, dont une partie significative est constituée d'enfants en conflit avec la loi, d'enfants de la rue, des groupes de délinquants, de démobilisés, ainsi que de personnes sorties précocement du système éducatif sans qualifications.

Ces groupes partagent un dénominateur commun : l'absence de qualification professionnelle, l'exclusion des circuits traditionnels de formation et une rupture prolongée avec le tissu économique et social. Or, sans réponse structurelle à cette exclusion, ces personnes restent en permanence exposées à la récidive, à la criminalité, à la radicalisation ou à l'économie informelle.

Cette réalité décrite ci-haut, nécessite un programme spécifique consacré à la formation, à l'insertion et à la réinsertion socio-professionnelle. Ce programme se veut donc une réponse nationale dans le domaine de la formation professionnelle en dotant le pays d'une main-d'œuvre qualifiée dans sa diversité en vue de booster l'économie pour l'émergence d'ici 2030.

II.2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 1 : Objectifs et indicateurs de performance du programme

	DEUXIEME PROGRAMME : FORMATION PROFESSIONNELLE, APPUI A L'INSERTION ET A LA REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE												
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
0.66	**FORMATION PROFESSIONNELLE, APPUI A L'INSERTION ET A LA REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE**	**Améliorer l'offre, la qualité d'apprentissage et l'employabilité**	Taux d'établissements de formation professionnelle conformes aux normes de viabilité	%	2023	ND	ND	ND	ND	25	50	75	DFP, IG , DREC
			Ratio formateur apprenant	%	2023	0	0	0	0	50	75	100	DREC, IG
			Pourcentage de jeunes et adultes formés et insérés dans les entreprises	%	2023	ND	ND	ND	0	25	50	75	DIOP
0661	Offre et qualité de la formation professionnelle	**Augmenter la capacité d'accueil et améliorer la qualité de la formation**	Nombre d'établissements construits et équipés	Nbre	2023	0	0	0	2	30	40	50	SG et DIEQ
			Nombre d'établissements réhabilités et équipés	Nbre	2023	0	0	0	ND	25	35	50	SG, DIEQ
			Nombre de programmes élaborés ou actualisés	Nbre	2023	0	0	0	ND	250	350	450	DIPROMAD
0662	Formation et réinsertion socio-professionnelle des groupes spécifiques	**Organiser la formation professionnelle et appui à la réinsertion socio-professionnelle des groupes spécifiques**	Taux de personnes vulnérables formées	%	2023	0	0	0	ND	60	85	100	DREC, DIOP, DAM, DPD, DIPROSMAD
			Taux de personnes vulnérables formées bénéficiaires des kits d'insertion	%	2023	0	0	0	ND	25	50	75	DREC, DIOP, DAM, DPD, DIPROSMAD

0663	Création et gestion des chambres de métiers	**Faciliter l'insertion professionnelle des sortants de formation**	Nombre de chambres des métiers construites et équipées	Nbre	2023	0	0	0	ND	10	20	26	DAM, DIEQ
			Taux de sortants de formation insérés via les chambres des métiers	%	2023	0	0	0	ND	25	50	75	DIOP, DAM, DIPROSMAD
0664	Promotion des métiers	**Redorer l'image de la formation professionnelle**	Nombre des campagnes de vulgarisation organisées	Nbre	2023	0	0	0	ND	4	8	12	DPD
0665	Production des annuaires statistiques	**Assurer la disponibilité des données statistiques du secteur**	Taux de missions de collecte des données réalisées	%	2023	0	0	0	ND	50	75	100	DSS

2.2.4. Évolution des crédits du programme

Tableau 2. : Evolution des crédits par titre

N°	Titre	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
Dépenses courantes		7 556 918 299	1 337 630 900	5 598 208 939	65 619 629 318	5 590 913 607,00
1	Titre III : Dépenses du personnel	910 390 857	-	840 708 956	-	1 184 650 631,00
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 003 857 478	121 195 900	696 923 867	-	1 164 514 442,00
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	5 142 669 964	24 049 500	3 969 280 784	-	3 241 748 534,00
4	Titre VI : Interventions Economique	500 000 000	1 192 385 500	91 295 332	-	-
	Financement intérieur	-	-	-	-	-
	Financement extérieur	-	-	-	-	-
I. Dépenses en capital		-	-	-	-	
5	Titre VII : Equipement	-	-	-	-	
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
	Finance-ment intérieur	-	-	-	-	400 729 200,00
	Financement extérieur	-	-	-	-	
Total		**7 556 9 8 299**	**337 63 9**	**5 598 2 8 939**	**-**	**5 99 642 8 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Tableau 3. Evolution des crédits par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
1	**Contrepartie des projets**					
2	**Fonctionnement des Ministères**	7 056 918 299	1 337 630 900	5 506 913 607	-	5 590 913 607,00
3		-	-	-	-	

	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD					
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	1 192 385 500	91 295 332	-	
5	Investissements sur ressources propres	-	**-**	-	-	400 729 200,00
6	Rémunérations	-	-	-	-	
Total		**7 556 9 8 299**	**337 63 9**	**5 598 2 8 939**		**5 99 642 8 7**

Source : Etat de suivi budgétaire 2025-2026

Tableau 4. Evolution des Crédits par actions du programme

N°	ACTION	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	**Exécution en fc**	**Crédits votés**	**Exécutions au 30 Juin**	
1	Offre et qualité de la formation professionnelle	2 166 866 799	78 188 700	1 466 000 911	-	1 950 730 111,00
2	Formation et réinsertion socio-professionnelle des groupes spécifiques	1 649 209 171	1 192 385 500	1 471 350 731	-	690 027 699,00
3	Création et gestion des chambres de métiers	1 197 476 444	23 020 000	687 599 989	-	687 599 989,00
4	Promotion des métiers (DPD)	1 730 699 989	33 857 200	1 339 956 590	-	1 339 956 590,00
5	Production des annuaires statistiques	812 665 896	10 179 500	633 300 718	-	633 300 718,00
Total		7 556 918 299	1 337 630 900	5 598 208 939		**5 99 642 8 6**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

III PROGRAMME 196 : EVALUATION, CERTIFICATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION DES FORMATEURS ET DES INSPECTEURS

Responsable du Programme : Monsieur BANGA WAKIMESA Guillaume.
Fonction : Inspecteur Général

3.3.1 Périmètre du programme

3.3.2 Le périmètre du programme comprend les services ci-après :

- Inspection Générale (IG) et
- Direction Examen, concours et certification (DECC)

3.3.3 Stratégie du programme

Le système de formation professionnelle en République Démocratique du Congo se trouve actuellement à la croisée des chemins. L'un des maillons les plus critiques de ce système concerne les dispositifs d'évaluation, de certification des compétences et de formation des formateurs. Ces composantes, qui devraient constituer les piliers d'un système performant et orienté vers les besoins du marché de l'emploi, souffrent aujourd'hui de nombreuses faiblesses structurelles et fonctionnelles qui compromettent non seulement la qualité des formations, mais également la reconnaissance et la valorisation des compétences des apprenants.

En matière d'évaluation, on observe une absence criante d'un dispositif normatif harmonisé à l'échelle nationale. Les évaluations pratiquées dans les centres publics ou privés de formation sont très hétérogènes, tant dans leurs contenus que dans leurs méthodes. Elles sont, pour la plupart, centrées sur des épreuves théoriques, déconnectées des réalités professionnelles. Il manque une approche par compétences clairement définie et opérationnalisée, appuyée sur des référentiels de métiers élaborés en concertation avec le patronat. Les outils d'évaluation sont souvent obsolètes et le personnel en charge de l'évaluation, mal préparé, peine à objectiver ses appréciations. La dimension formative et progressive de l'évaluation est pratiquement inexistante, l'appréciation des acquis se limitant le plus souvent à une épreuve terminale, avec peu de retours constructifs permettant à l'apprenant de progresser tout au long de son parcours.

La certification professionnelle, qui devrait représenter le couronnement d'un processus d'apprentissage reconnu, souffre d'un déficit de crédibilité et de lisibilité. Il n'existe pas encore en RDC un cadre national des certifications officiellement adopté et opérationnel, qui permettrait de hiérarchiser, d'articuler et d'authentifier les différentes qualifications professionnelles. Les titres délivrés à l'issue des formations, qu'ils soient de courte ou de longue durée, manquent de standardisation et ne sont pas toujours reconnus par les employeurs. La validation des acquis de l'expérience (VAE), qui pourrait permettre de reconnaître les compétences acquises en milieu professionnel par des travailleurs sans certification formelle, demeure à l'état de concept ou de projet pilote, sans mécanisme fonctionnel à l'échelle nationale. En conséquence, un grand nombre de Congolais, qui possèdent pourtant des savoir-faire avérés dans divers métiers, se retrouvent exclus des parcours de reconnaissance professionnelle, freinant ainsi leur insertion et promotion socio-économique.

La situation est tout aussi préoccupante en ce qui concerne la formation des formateurs. Ces derniers constituent pourtant l'épine dorsale de tout système de formation professionnelle efficace. Or, en RDC, le corps des formateurs se caractérise par une grande hétérogénéité en termes de profils, de compétences et de statuts. Beaucoup de formateurs sont issus de l'enseignement général ou universitaire ou encore des

praticiens recrutés pour leur expérience, mais sans qualification pour la formation professionnelle. Les dispositifs de formation continue et de perfectionnement sont quasi absents. Il n'existe pas de plan national de développement des compétences des formateurs, ni de centre dédié à la formation des formateurs à l'échelle nationale. Les initiatives de recyclage sont sporadiques, dépendantes de financements extérieurs, sans logique de planification pérenne.

Partant de ce diagnostic approfondi, le programme évaluation, certification professionnelle et formation des formateurs et des inspecteurs répond à la nécessité de refonder un système marqué par l'inefficacité, le manque de crédibilité et l'inadéquation avec les exigences du marché de l'emploi pour la valorisation du capital humain, la transformation de l'économie et la réalisation du potentiel de développement.

.

II. 3.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 1. : **Objectifs et indicateurs de performance du programme**

TROISIEME PROGRAMME : EVALUATION, CERTIFICATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION DES FORMATEURS ET DES INSPECTEURS													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions	**unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
196	**EVALUATION, CERTIFICATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION DES FORMATEURS ET DES INSPECTEURS**	**Renforcer le système d'évaluation et améliorer la qualité de la formation professionnelle et de contrôle-qualité**	Proportion d'examens et concours nationaux organisés	%	2023	ND	ND	ND	ND	100	100	100	CABMIN, SG, IG, DECC
			Taux de formateurs mis à niveau	%	2023	ND	ND	ND	ND	25	50	100	IG, DREC
			Taux d'inspecteurs mis à niveau	%	2023	ND	ND	ND	ND	25	50	100	IG
1961	Evaluations professionnelles	**Mesurer les niveaux des compétences acquises par les candidats**	Taux de candidats ayant validé les compétences acquises	%	2023	ND	ND	ND	ND	15	25	50	IG , DECC
		Assurer l'organisation des examens	Proportion d'examens organisés	%	2023	ND	ND	ND	ND	100	100	100	CABMIN, SG, IG, DECC
			Taux de participations à l'examen national de la formation professionnelle.	%	2023	ND	ND	ND	ND	100	100	100	IG ET DECC
			Taux de réussites à l'examen national de la formation professionnelle.	%	2023	ND	ND	ND	ND	60	70	80	IG ET DECC

1962	Accréditation et Certification professionnelle	**Certifier les compétences acquises par l'expérience professionnelle et par la formation**	Taux de certifiés à l'issue de l'épreuve certificative nationale de fin de formation professionnelle (ECNFFP)	%	2022	ND	ND	ND	ND	100	100	100	IG ET DECC
			Taux de certifiés par la VAE	%	2022	ND	ND	ND	ND	100	100	100	IG , DECC IG , DECC
1963	Formation des formateurs et des inspecteurs	**Améliorer la qualité de la formation professionnelle et du contrôle-qualité**	Taux de formateurs mis à niveau	%	2022	ND	ND	ND	ND	25	50	100	IG, DREC
			Taux d'inspecteurs mis à niveau	%	2022	ND	ND	ND	ND	25	50	100	IG

2.2.5 Ventilation des crédits du programme

Tableau : Evolution des crédits par titre budgétaire

N°	Titre	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
Dépenses courantes		**24 867 36 2**	**396 954 442**	**2 68 8 6 62**	**94 4 86**	**25 2 22 328**
1	Titre III : Dépenses du personnel	5 575 955 057	5 858 297 038	5 275 359 562	1 940 140 086	**9 75 3 425**
2	Titre IV : Biens et matériels ;	5 379 957 985	199 873 000	4 438 558 806	-	4 488 558 806,00
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	13 411 223 168	3 000 000 000	11 046 043 939	-	10 146 400 076,00
4	Titre VI : Interventions Economique	500 000 000	1 338 784 404	408 844 314	-	1 390 060 021,00
Total		**24 867 36 2**	**396 954 442**	**2 68 8 6 62**	**94 4 86**	**25 2 22 328**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Tableau 3 : Evolution des crédits par Rubrique budgétaire

N°	Rubrique	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin	
1	**Contrepartie des projets**	-	-		-	
2	**Fonctionnement des Ministères**	20 423 462 594	3 199 873 000	16 848 101 243	-	**6 898 243**
3	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	-	-	-	-	**39 6 2**
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	1 338 784 404	408 844 314	-	-
5	Investissements sur ressources propres					-
6	Rémunérations	3 943 673 616	5 858 297 038	3 911 861 064	-	**6 9 86 64**
TOTAL		**24 867 36 2**	**396 954 442**	**2 68 8 6 62**	**94 4 86**	**25 2 22 328**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Tableau 2. : Evolution des crédits par action

N°	ACTION	REALISATION 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027
		Crédits votés	**Exécution**	**Crédits votés**	**Exécutions au 30 Juin**	
1	Evaluations professionnelles	567 818 364	-	89 250 424,50	-	888 385 838,00
2	Accréditation et Certification professionnelle	567818364	-	89 250 424,50	-	15 596 720 336,00
3	Formation des formateurs et des inspecteurs	23 731 499 482	10 396 954 442	20 280 420 783	1 940 140 086	-
TOTAL		**24 867 136 210**	**396 954 442**	**2 68 8 6 62**	**94 4 86**	**25 200 22 328**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

VOLUME 4

SECTEURS : DIPLOMATIE ET ADMINISTRATION GENERALE

SOUS-SECTEUR 2.1 : JUDICIAIRE

37. Ministère de la Justice et Garde des sceaux

Section 34

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Monsieur Guillaume **NGEFA ATONDOKO ANDALI**, Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

I.1. Mission et organisation du Ministère

I.1.1. Mission

Actuellement le Ministère de la Justice est régi conformément à l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères qui, en son article 1er, litera B point 12, lui confère les attributions ci-après :

- Administration de la Justice :
  - Suivi de l'exécution de la politique judiciaire du Gouvernement par les Cours et Tribunaux et les Parquets y rattachés ;
  - Contrôle des activités judiciaires ;
  - Surveillance générale sur les agents administratifs judiciaires ;
  - Questions relatives à la nationalité ;
  - Notariat et huissariat publics ;
  - Séquestre d'intérêt général ;
  - Police des cimetières ;
  - Cultes et associations sans but lucratif (ASBL) et établissements d'utilité publique ;
  - Régime pénitentiaire et libération conditionnelle
  - Exécution des décisions en matière de recours en grâce ;
  - Conservation des copies des textes légaux et réglementaires, des Traités ou Accords Internationaux, Protocoles d'accords et arrangements signés au nom de l'Etat ;
  - Conservation des spécimens des sceaux de la République ;
  - Défense des intérêts de l'Etat devant les juridictions nationales, étrangères et internationales ;
- Gestion des Services spécialisés :
  - Commission Permanente de Réforme du droit Congolais (CPRDC) ;
  - Commission de gestion des biens saisis et confisqués (COGEBISCO) ;
  - Service de Documentation et Etudes ;
  - Institut National de Formation Judiciaire (INAFORJ);
  - Inspectorat Général des Services Judiciaires et Pénitentiaires ;
  - Commission Nationale OHADA ;
  - Guichet unique de création d'entreprise.
  - Gestion de la Commission de censure des chansons et spectacles en collaboration avec les Ministères ayant les médias ainsi que la culture et les arts dans leurs attributions.

Pour mener à bien les attributions lui dévolues par l'Ordonnance sus-référencée, le Ministère de la Justice et Garde des Sceaux s'est doté d'une Politique Nationale de Réforme de la Justice (PNRJ) couvrant la période 2017-2026 reposant sur les axes ci-après :

- Garantir l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous ;
- Garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire ;
- Garantir la performance du ministère de la justice ;
- Garantir une justice fondée sur le respect de la dignité de la personne humaine.

I.1.2. Organisation du Ministère

Conformément aux Cadre et Structures Organiques provisoirement agréés par l'arrêté n°003b/CAB.VPMIN/FP-MA-ISP/JPL/2025 DU 13/02/2025 de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du service public, le Secrétariat Général à la Justice est composé des Services ci-après :

- Les Services Normatifs :
  - Secrétariat administratif du Secrétaire général ;
  - Services rattachés :
    - Cellule Inspection des services de la Justice ;
    - Cellule Technique d'appui ;
    - Cellule Gestion de Projets et des Marchés Publics.
  - Directions standards :
    - Direction des Ressources humaines ;
    - Direction Administrative et Financière ;
    - Direction d'Etudes et Planification ;
    - Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication.
  - Directions métiers :
    - Direction des Services Judicaires ;
    - Direction de la Chancellerie et Identité juridique ;
    - Direction des Associations sans but lucratif et Etablissements d'utilité publique ;
    - Direction des Affaires Judiciaires ;
    - Direction de la Protection de l'Enfant.
- Les Services Spécialisés :
  - Commission Permanente de Réforme du droit Congolais (CPRDC) ;
  - Commission Nationale de Censure des Chansons et des Spectacles ;
  - Inspectorat Général des Services Judiciaires et Pénitentiaires ;
  - Service de Documentation et d'Etudes ;
  - Commission de gestion des biens saisis et confisqués ;

- Brigade Anti-fraude.
- Police judiciaire des Parquets.

A ces services spécialisés s'ajoutent les Etablissements publics sous tutelle ci-après :

- Institut National de Formation Judiciaire (INAFORJ) ;
- Guichet Unique de Création d'Entreprise ;
- Fonds de Réparation et d'Indemnisation des Victimes des Activités Illicites de l'Ouganda (FRIVAO)

I.2. Présentation stratégique du Ministère

I.2.1 Priorités Nationales

En référence au Plan National Stratégique de Développement 2024-2028, l'action du Gouvernement en matière de Justice consiste en la consolidation d'une justice pour tous, indépendante, performante et protectrice des droits humains.

Pour ce faire, la politique du Gouvernement consiste à :

- Garantir l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous ;
- Garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire et la performance de l'Administration de la justice ;
- Garantir une justice fondée sur le respect de la dignité humaine.

En vue de parvenir à une justice impartiale et un appareil judiciaire doté des pouvoirs, des ressources financières, du matériel et des compétences nécessaires pour combattre l'impunité et protéger les droits humains.

La réalisation de ces objectifs tiendra compte de la nécessité de l'implication des autres structures qui interviennent dans le secteur de la justice, notamment, la police, l'administration pénitentiaire, le Barreau ainsi que la société civile qui ont également un rôle essentiel à jouer dans la dispensation d'une justice juste et équitable.

I.2.2. Politiques Sectorielles

La vision du Ministère est de mettre en place une justice de qualité pour tous, indépendante, performante et fondée sur le respect de la dignité humaine.

Sa Mission principale est d'instaurer un Etat de Droit fondé sur la Justice sociale, indépendante, impartiale et efficace, socle d'une société véritablement démocratique.

Ses missions spécifiques sont :

(i) Garantir l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous ;

(ii) Garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire ;

(iii) Garantir la performance de l'administration de la justice ;

(iv) Garantir une justice fondée sur le respect de la dignité humaine.

I.3. Maquette programmatique

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère de la Justice

N°	CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	PERIMETRE	
	34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX					Services normatifs	Opérateurs
1			48	Administration Générale			Cab Min, SG Justice, DRH, DAF, CGPMP, DEP, DANTIC	INAFORJ
					481	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Justice	Cab Min	
					482	Coordination administrative des activités de la Justice	SG Justice	
					483	Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la justice	DRH	INAFORJ
					484	Gouvernance Financière	DAF	
					485	Modernisation des infrastructures et équipements	SG Justice / CGPMP	
					486	Réformes du secteur de la Justice	DEP	
					487	Gestion d'archivage de la documentation de la justice	DANTIC	
2			49	Affaires Juridiques et Judiciaires			Direction des Services judiciaires, Cellule Technique de lutte contre la corruption, Cellule Technique de lutte contre l'impunité Brigade Anti-Fraude	

			491	Aide juridique	**Direction des Services Judiciaires**	
			492	Promotion des mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC)		
			493	Lutte contre la corruption et l'impunité	**Cellule Technique de lutte contre la corruption, Cellule Technique de lutte contre l'impunité, Brigade Anti-Fraude**	
3		**50**	**Affaires pénitentiaires et protection de l'enfant**		**Direction des Services Pénitentiaires (DSP), Direction de la Production Pénitentiaire (DPP), Direction Protection de l'Enfant (DPE)**	
			501	Gestion des affaires pénitentiaires	**Direction des Services Pénitentiaires (DSP)**	
			502	Réinsertion sociale des détenus	**Direction de la Production Pénitentiaire (DPP)**	
			503	Protection de l'enfant	**Direction Protection de l'Enfant (DPE)**	
4		**51**	**Contentieux de l'État et indemnisation des victimes**		**Direction des Affaires Judiciaires (DAJ)**	**FRIVAO / RENADHOC**
			511	Gestion des contentieux de l'Etat	**Direction des Affaires Judiciaires (DAJ)**	
			512	Indemnisation des victimes		**FRIVAO / RENADHOC**
5		**52**	**Modernisation du droit des Affaires**		**Commission nationale OHADA, Commission Permanente de réforme du droit congolais (CPRDC),**	**Guichet Unique de Création d'Entreprise**

			521	Cadre juridique et règlementaire du Droit des affaires	**Commission Permanente de réforme du droit congolais (CPRDC)**	
			522	Mise en œuvre et suivi des mesures complémentaires du droit des affaires	**Commission nationale OHADA, DEP**	Guichet Unique de Création d'Entreprise
6		**53**	**Garde des Sceaux et Règlementation**		Direction de la Chancellerie et identité Juridique, Direction des Associations sans but lucratif et Etablissements d'Utilité Publique, Commission nationale de censure des chansons et des spéctacles	
			531	Gestion des sceaux de la République	Direction de la Chancellerie et identité Juridique	
			532	Identité juridique et authentification	Direction de la Chancellerie et identité Juridique	
			533	Règlementation des ASBL, EUP et Œuvres artistiques	Direction des Associations sans but lucratif et Etablissements d'Utilité Publique, Commission nationale de censure, chansons et des spectacles	

I.4. Performances antérieures et perspectives

I.4.1. Performances antérieures

a. Renforcement des effectifs des magistrats évalués à 5573 en 2024 contre 3028 civils et 371militaires en 2018 ;

b. Avec l'installation de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et des parquets y rattachés, de nouvelles Cours d'appel (15), de Tribunaux de Grande Instance et de Tribunaux de paix et la nomination et l'affectation de nouveaux magistrats, le nombre de juridictions installées et opérationnelles a connu une révision à la hausse ; le nombre de 333 juridictions, soit 29,1% installées et opérationnelles sur 1144 juridictions prévues est largement dépassé en 2024 ;

c. La Loi n°23/028 du 15 juin 2023 déterminant les principes fondamentaux relatifs au régime pénitentiaire a été promulguée le 15 juin 2023 en remplacement de l'Ordonnance n°344 du 17 septembre 1965 relatif au régime pénitentiaire qu'elle a abrogé ;

d. Les effectifs du personnel pénitentiaire s'élèvent à ce jour à 6.266 unités dont 5.688 civils et 578 militaires, ce qui représente un réel accroissement au regard des 4000 agents civils recensés en 2020 ;

e. Une édition du Bulletin des arrêts de la Cour suprême de justice comprenant les arrêts prononcés par cette juridiction en matière administrative a été publiée, quelques arrêts de la Cour constitutionnelle ont également été postés dans son Bulletin des arrêts ainsi que ceux rendus par le Conseil d'Etat ont fait l'objet de publication par le Service de Documentation et Etudes ;

f. La carte pénitentiaire a été révisée, il en va de même de la carte judiciaire adoptée en 2025 par l'assemblée générale du CSM ;

g. En 2023, 2500 magistrats ont bénéficié de la formation initiale auprès de l'INAFORJ et en 2025, 2 500 autres magistrats ont bénéficié de la même formation. Entre 2023 et 2025, la formation continue a également été organisée en faveur des officiers de police judiciaire, des greffiers civils et militaires ainsi que des agents de l'administration pénitentiaire ;

h. En 2023, 58041 enfants ont eu accès à des services judiciaires de qualité et adaptés à leurs vulnérabilités et besoins spécifiques (UNICEF) ;

i. 1100 détenus (500 détenus du camp de détention de Luzumu et 600 détenus de la prison de Kananga) ont bénéficié d'un programme individualisé de réinsertion sociale et professionnelle ;

j. Mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) des magistrats avec la prise en compte de la dimension genre afin de doter l'administration de la magistrature d'outils de gestion prévisionnelle des carrières et des métiers ;

k. Actualisation et diffusion du guide pratique de procédure disciplinaire des magistrats ;

l. Le projet de cadre et de structures organiques du Secrétariat Général à la Justice élaboré en 2024, a été agréé provisoirement par l'arrêté ministériel n° 003B/CAB.VPMIN/FP-MA-ISP/JPL/2025 du 13 février 2025 du Vice-Premier Ministre en charge de la Fonction Publique ;

m. Le logiciel de gestion des Ressources Humaines est fonctionnel et est utilisé pour l'identification des fonctionnaires du ministère de la Justice et la délivrance des nouvelles cartes de service ; en 2025, 573 fonctionnaires des trois provinces (Kasai, Ituri et Equateur)sont encodés dans le logiciel et ont reçu leur carte de service, ce qui représente 85% des effectifs des 3 provinces ; à

Kinshasa, 2.068 fonctionnaires sont encodés et ont reçu leur carte de service sur les 3.128 fonctionnaires recensés, ce qui représente plus de 66% d'agents encodés ;

n. Renforcement des capacités de la DSAFRH et de la DEP du Ministère de la Justice en Budget-programme et Gestion des projets en 2025 ;

o. Une Commission ad hoc composée des experts de la DEP, de la DSAFRH et des différents Services a été mise en place pour appuyer le basculement du Ministère de la Justice en mode budget-programme ;

p. Renforcement du professionnalisme des ressources humaines de l'administration pénitentiaire et développement des outils de travail de celle-ci.

I.4.2. Perspectives

a. Installation de nouvelles juridictions en tenant compte des besoins réels ;

b. Amélioration des conditions de vie et de travail du personnel judiciaire (magistrats et non magistrats) pour assurer l'opérationnalisation des juridictions installées ;

c. Accélération du processus d'élaboration du Code pénal qui prévoit des alternatives à la détention ;

d. Désengorgement des prisons à travers la réhabilitation des celles existantes et la construction de nouvelles structures pénitentiaires (Camps de détention, Maisons d'arrêt, Prisons pour femmes et Etablissements de Garde et d'Education de l'Etat (EGEE) pour les enfants en conflits avec la loi) ;

e. Accélération du processus d'adoption de la loi sur l'aide juridique ;

f. Mise en place un Fonds d'aide juridique ;

g. Elaboration d'une méthodologie commune des Mécanismes Alternatifs de Résolution des Conflits (MARC) ;

h. Actualisation du programme législatif national ;

i. Elaboration et mise en œuvre du plan décennal de développement des infrastructures du secteur de la Justice ;

j. Accélération du processus d'indemnisation des victimes ;

k. Développement de la production pénitentiaire comme levier de réinsertion et d'autonomisation des Etablissements pénitentiaires **;**

l. Numérisation des services du secteur de la Justice ;

m. Formalisation du cadre de concertation entre le CSM et le Ministère de la Justice ;

n. Mise en œuvre du programme « Nutrition en détention » et « Santé en détention ».

o. Acquisition du palais de Justice de Kindu ;

p. Construction du Tribunal Pénal Economique et Financier ainsi que du Parquet y rattaché ;

q. Construction des Tribunaux de Commerce dans les Chefs-lieux des Provinces ;

r. Construction des Tribunaux pour enfants (TPE) dans les Chefs-lieux des Provinces ;

s. Construction des Tribunaux de paix pour une justice de proximité ;

t. Réhabilitation des palais de justice ;

u. Construction de nouveaux palais de justice dans les Chefs-lieux des Provinces ;

v. Construction d'un bâtiment devant abriter la Direction Générale de la Brigade Anti-fraude ;

w. Améliorer la mobilité des agents du Ministère de la Justice.

I.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du ministère

I.5.1. Objectifs

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique du Ministère sont :

- Optimiser le fonctionnement et la performance globale du ministère ;
- Assurer la défense en justice des intérêts de l'Etat et faciliter l'accès à une justice de qualité pour tous ;
- Mettre en œuvre une politique pénitentiaire conforme aux standards internationaux et développer des alternatives à l'incarcération.

I.5.2. Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Tableau 2 : **Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère**

Objectif 1 : Optimiser le fonctionnement et la performance globale du ministère									
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.1	Taux de numérisation des services du Ministère	%	10	12	16,6	17	45	58	70
	Source : Rapport du projet « Numérisation des Services du secteur de la Justice » / Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'information et de Communication								
	Mode de calcul : (Services équipés/ Nombre des Services) *100 (22/48) *100								
	Commentaires : La numérisation des services du Ministère constitue un levier de la performance du Ministère en termes d'efficience et de célérité								
1.2	Taux d'exécution des activités planifiées dans la PNRJ	%	0,65	0,80	0,85	1,35	5,20	10	15
	Source : Rapport d'évaluation de la PNRJ / GTJDH								
	Mode de calcul :(Nombre d'indicateurs réalisés/ nombre d'indicateurs prévus dans la PNRJ) *100								
	Commentaires : La hausse du taux du budget d'investissement du secteur de la Justice ainsi qu'un cadrage des interventions des PTF peuvent accélérer la mise en œuvre de la PNRJ								
1.3	Taux d'exécution budgétaire	%	150,9	116,1	144,1	137	100	100	100
	Source : Lois des redditions des comptes 2023-2024-2025-2026 / Etats de suivi budgétaire (ESB)								
	Mode de calcul : (Budget exécuté/Budget alloué) *100								
	Commentaires : L'indicateur nous permet de suivre l'évolution de la consommation des crédits								

Objectif 2 : Assurer la défense en justice des intérêts de l'Etat et faciliter l'accès à une justice de qualité pour tous									
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2.1	Taux de recouvrement des amendes et dommages-intérêts alloués à la République	%	15	15	15	20	45	60	75
	Source : Rapport annuel de la Direction des Affaires Judiciaires/Cabinet du Ministre								
	Mode de calcul : (nombre d'amendes et dommages-intérêts payés / nombre des amendes et dommages-intérêts alloués à la République) *100								
	Commentaires : L'indicateur prend en compte les décisions judiciaires des juridictions nationales et des juridictions internationales								
2.2	Proportion des Magistrats pour 10. 000 habitants	%	0,0025	0,0046	0,0067	0,0067	0,0067	0,0087	0,010
	Source : Rapport annuel de la Direction des Services Judiciaires /Organisation Mondiale de la Justice								
	Mode de calcul : (nombre total des magistrats / nombre de la population) *100								
	Commentaires : le standard international exige un magistrat pour 10.000 à 15.000 habitants, l'évolution actuelle permettra à l'appareil judiciaire de se rapprocher d'avantage au ratio minimum défini par les standards internationaux								
2.3	Nombre des cliniques juridiques appuyées financièrement par l'Etat	Nombre	0	0	0	0	10	25	50
	Source : Rapport sur l'Aide juridique / Direction des Services Judiciaires								
	Mode de calcul : Comptage des cliniques juridiques appuyées financièrement par l'Etat								
	Commentaires : L'appui aux cliniques juridiques passe par la création d'un fonds d'aide juridique en faveur des démunis								

Objectif 3 : Mettre en œuvre une politique pénitentiaire conforme aux standards internationaux et développer des alternatives à l'incarcération									
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
3.1	Taux d'occupation des prisons	%	800	800	600	600	500	300	200
	Source : Rapport annuel de la Direction des Services Pénitentiaires								

	Mode de calcul : (Nombre actuel des détenus/Nombre prévu) *100								
	Commentaires : Toutes les prisons ont été construites à l'époque coloniale et sont donc en état de vétusté très avancé et donc inadaptées à la croissance démographique, d'où la capacité d'accueil des prisons est largement dépassée par le nombre des détenus.								
3.2	Nombre des Maisons d'arrêt construites	Nombre	0	0	0	0	3	5	15
	Source : : Rapport annuel de la Direction des Services Pénitentiaires								
	Mode de calcul : Comptage des Maisons d'arrêt par Province								
	Commentaires : La construction des Maisons d'arrêt contribuera au désengorgement des prisons par la séparation des prévenus avec les détenus								
3.3	Nombre des prisons construites	Nombre	0	0	0	0	2	6	8
	Source : Rapport annuel de la Direction des Services Pénitentiaires								
	Mode de calcul : Comptage								
	Commentaires : L'indicateur est limité aux Prisons opérationnelles parce que plusieurs Etablissements pénitentiaires ne sont pas opérationnelles à cause de la vétusté très avancée								

I.6. Evolution des crédits du Ministère de la Justice

I.6.1 Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du Ministère par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	88 095 534 842	206 057 814 491	86 471 203 215	67 646 290 689	113 357 950 179
Titre III : Dépenses de personnel	52 312 629 057	54 931 848 125	60 172 008 500	25 754 650 866	73 569 083 306
Titre IV : Biens et matériels	8 888 618 987	83 347 372 740	6 131 960 790	19 461 396 600	12 298 022 600
Titre V : Dépenses de prestations	20 866 343 070	38 676 870 486	15 188 425 223	22 430 243 223	12 413 891 194
Titre VI : Transferts et interventions	6 027 943 728	29 101 723 139	4 978 808 702	-	15 076 953 079
II. Dépenses en capital	11 038 209 369	1 633 496 128	47 762 563 630	1 801 323 642	87 284 018 454
Titre VII : Equipements	3 391 231 453	1 633 496 128	23 979 960 000	1 801 323 642	46 353 952 052
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	7 646 977 916	-	23 782 603 630	-	40 930 066 402
TOTAL	**99 133 744 211**	**207 691 310 619**	**34 233 766 845**	**69 447 6 4 33**	**2 64 968 633**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2 Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits du Ministère par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	39 002 519 399	152 124 566 366	28 251 859 585	41 891 639 823	33 280 111 445
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	-	830 390 587	-	9 698 151 821
Investissements sur Ressources Extérieures	3 391 231 453	1 633 496 128	22 332 310 000	1 801 323 642	36 570 000 000
Investissements sur Ressources Propres	7 646 977 916	-	25 430 253 630	-	50 714 018 454
Rémunérations	47 505 232 620	53 933 248 125	56 855 546 577	25 754 650 866	69 846 280 447
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 387 782 823	-	533 406 466	-	533 406 466
TOTAL	**99 133 744 211**	**207 691 310 619**	**34 233 766 845**	**69 447 6 4 33**	**2 64 968 633**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.1. Evolution des crédits par programme

Tableau 5 : Evolution des crédits du Ministère par programme

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	48	Administration Générale de la Justice	82 893 117 495	118 383 972 934	114 095 266 929	46 388 865 061	171 664 096 015
2	49	Affaires Juridiques et Judiciaires	3 024 821 963	-	2 277 252 836	-	5 020 081 200
3	50	Affaires pénitentiaires et protection de l'enfant	7 959 327 934	80 120 210 420	6 335 960 493	18 761 396 600	7 930 747 517
4	51	Contentieux de l'Etat et indemnisation des victimes	1 277 487 284	-	1 187 309 057	-	5 687 643 710
5	52	Modernisation du Droit des affaires	2 964 827 801	9 187 127 265	9 638 341 286	4 297 352 670	9 639 064 311
6	53	Garde des Sceaux et Règlementation	1014161734	-	699 636 244	-	700 335 880
TOTAL			**99 133 744 211**	**207 691 310 619**	**134 233 766 845**	**69 447 614 331**	**2 64 968 633**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale du Ministère pour l'Exercice 2026

Tableau 6 : Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale du Ministère

Ventilation des effectifs et masse salariale Traitement de base Ministère de la Justice								
	Emplois			Crédits de masse salariale 2027				
Grade	Emplois (-retraite) 2026 (1)	Evolutions pour 2026 (actions Nouvelles) (2)	Projection Emplois 2027 (3)=(1+2)	Barème Base/(1)	Ancienneté/échelon(2)	Avancement(3)	Total masse salariale(4)=(3emplx1crédit)	Impact annuel
Traitement de base								
Hauts fonctionnaires								
SG	**3**	**4**	**7**	**390 439**			**2 733 073**	32 796 876
DG	**2**	**5**	**7**	**377 528**			**2 642 696**	31 712 352
Directeur	**86**	**93**	**179**	**377 528**			**67 577 512**	810 930 144
Cadres supérieurs								
CD	**192**	**273**	**465**	**361 238**			**167 975 670**	2015708040
CB	**484**	**819**	**1303**	**346 760**			**451 828 280**	5421939360
Agents de collaboration								
ATA1	**696**	**30**	**726**	**328 960**			**238 824 960**	2 865 899 520
ATA2	**1 476**	**306**	**1782**	**315 022**			**561 369 204**	6 736 430 448
AGA1	**1 909**	**500**	**2409**	**300 538**			**723 996 042**	8 687 952 504
Agents d'exécution								
AGA2	**2 097**	**696**	**2 793**	**287 644**			**803 389 692**	9 640 676 304

AA1	**289**	**54**	**343**	**273 965**			**93 969 995**	1 127 639 940
AA2	**78**	**13**	**91**	**254 685**			**23 176 335**	278 116 020
Huissier	**19**	**2**	**21**	**240 720**			**4 573 680**	54 884 160
Total	**7 331**	**2 793**	**10 126**				**3 142 057 139**	37 704 685 668

(Source : DAF-JUSTICE)

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1 PROGRAMME 48 : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable : Monsieur **BOOTO bo LOLIMBA King**

Fonction : Secrétaire Général à la Justice

II.1.1. Périmètre du programme

Les Services et Directions rattachés au programme sont les suivants : le Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, la Direction d'Etudes et Planification, la Direction Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, la Direction Administrative et Financière, la Direction des Ressources Humaines, la Cellule Technique d'Appui, le Secrétariat Administratif et la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics.

II.1.2. Stratégie du programme

La performance du ministère de la Justice est la clé de voûte du fonctionnement de l'Administration générale de ce service public qui contribue à grande échelle à la consolidation d'un Etat de droit. Elle tient à l'améliorer en s'appuyant sur la mise en œuvre d'une politique nationale de réforme de la justice.

La stratégie de ce programme se déploie dans l'efficacité des missions du secteur à travers le pilotage de la politique du secteur de la Justice, la coordination administrative des activités du Ministère de la Justice, le développement et la modernisation des infrastructures et des équipements du secteur de la Justice sur toute l'étendue du territoire national ainsi que le renforcement des capacités des acteurs de la justice et des fonctionnaires au sein du ministère.

II.1.3. Objectifs et indicateurs de performance

II.1.3.1. Objectif du programme

L'objectif retenu pour ce programme est :

- Optimiser le fonctionnement du ministère de la Justice

II.1.3.2. Cadre de performance du programme 1

Les indicateurs et des objectifs du programme sont classés comme suit :

Tableau 7 : Cadre de performance du programme

Code	Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
48	Administration Générale	Optimiser le fonctionnement du ministère de la Justice	Taux de numérisation des services du Ministère	%			10	12	16,6	17	45	58	70	**Cab Min, SG Justice, DRH, DAF, CGPMP, DEP, DANTIC, INAFORJ**
			Taux d'exécution des activités planifiées dans la PNRJ	%			0,65	0,80	0,85	1,35	5,20	10	15	
481	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Justice	Garantir la mise en œuvre coordonnée de la politique de la Justice	Nombre d'ateliers organisés sur la nouvelle PNRJ (2027-2036)	Nombre	2022	_	_	_	_	_	4	4	4	**Cab Min / Groupe Thématique Justice et Droits Humains**
			Existence d'un plan de partenariat avec les Partenaires Techniques et Financiers	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**Cab Min / DEP**
			Nombre des réunions du Cadre de concertation entre le Ministère de la Justice et le Conseil Supérieur de la Magistrature	Nombre	2022	_	_	_	_	_	3	4	4	**Cab Min**
482	Coordination administrative des activités de la Justice	Assurer la gestion administrative efficace et harmonisée du secteur de la Justice	Existence d'une base de données statistiques du secteur de la justice	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**DEP**
			Nombre de serveur du réseau intranet installé	Nombre	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**DANTIC**

			Nombre de rapports de suivi des activités du secteur par an	Nombre	2022	1	1	1	2	2	4	4	4	**DEP**
483	Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la justice	Former les acteurs du secteur de la justice sur les différentes thématiques	Nombre des formateurs formés	Nombre	2022	_	_	_	_	_	25	25	25	**SG / INAFORJ**
			Taux du Personnel formé	%	2022	21,5	30,8	30,8	34,6	34,6	41,6	50,3	55	**DRH**
484	Gouvernance financière	Rationnaliser la gestion des ressources financières dans le secteur de la justice	Taux de numérisation du processus d'octroi d'actes juridiques générateurs des recettes des services du Ministère	%	2024	12	_	_	16,6	17	45	58	70	**DAF / DANTIC**
			Taux de bancarisation des frais de justice et administratifs	%	2024	40	_	_	40	40	50	70	90	**DAF**
485	Modernisation des infrastructures et équipements	Développer les infrastructures et équipements du secteur de la justice	Nombre de missions d'état des lieux des infrastructures du secteur de la Justice effectuées par an	Nombre	2022	1	_	1	_	_	4	4	4	**DEP**
			Nombre de nouvelles juridictions et établissements pénitentiaires installés par an	Nombre	2022	_	_	_	_	_	5	10	25	**SG/DEP**
			Taux des services dotés des meubles, fournitures de bureau, outils informatiques et équipements par an	%	2022	25	_	_	30	40	60	80	100	**DAF**

486	Suivi -Evaluation des réformes du secteur	Assurer un suivi régulier des réformes du secteur	Nombre de missions de suivi-évaluation des réformes effectuées	Nombre	2022	_	_	_	-	_	4	4	4	**DEP**
			Nombre de numéros de la revue sectorielle publiés	Nombre	2022	_	_	_	_	_	2	2	2	**DEP**
487	Gestion d'archivage de la documentation de la justice	Numériser la gestion d'archivage et de la documentation dans le secteur de la Justice.	Existence d'un schéma directeur de digitalisation et numérisation des archives du secteur de la Justice	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**DANTIC**
			Taux de digitalisation et numérisation des archives	%	2022	10	10	12	16,6	17	45	58	70	**DANTIC**

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 8 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		71 854 908 126	116 750 476 806	66 332 703 299	44 587 541 419	84 380 077 561
1	Titre III : Dépenses de personnel	48 926 081 960	45 744 720 860	50 014 633 284	21 457 298 196	63 283 471 014
2	Titre IV : Biens et matériels	2 422 910 715	3 227 162 320	1 671 485 023	700 000 000	7 543 671 766
3	Titre V : Dépenses de prestations	16 372 754 546	38 676 870 486	11 795 255 597	22 430 243 223	9 341 985 925
4	Titre VI : Transferts et interventions	4 133 160 905	29 101 723 139	2 851 329 395	-	4 210 948 856
Dépenses en capital		11 038 209 369	1 633 496 128	47 762 563 630	1 801 323 642	87 284 018 454
5	Titre VII : Equipements	3 391 231 453	1 633 496 128	23 979 960 000	1 801 323 642	46 353 952 052
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	7 646 977 916	-	23 782 603 630	-	40 930 066 402
TOTAL		**82 893 7 495**	**8 383 972 934**	**4 95 266 929**	**46 388 865 6**	**7 664 96 5**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 9 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	25 474 066 884	72 004 355 946	18 071 862 062	23 130 243 223	23 128 502 454
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	22 332 310 000	1 801 323 642	-
3	Investissements sur Ressources Extérieures	3 391 231 453	1 633 496 128	25 430 253 630	-	36 570 000 000
4	Investissements sur Ressources Propres	7 646 977 916	-	48 260 841 237	21 457 298 196	50 714 018 454
5	Rémunérations	46 383 862 620	44 746 120 860	-	-	61 251 575 107
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
TOTAL		**82 896 38 873**	**8 383 972 934**	**4 95 266 929**	**46 388 865 6**	**7 664 96 5**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PFL 2027

II.1.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 10 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	481	Pilotage de la stratégie ministérielle de la Justice	18 033 846 197	71 943 582 539	12 941 187 141	23 128 658 017	12 993 680 804
2	482	Coordination administrative des activités de la Justice	61 436 812 962	46 440 390 395	98 793 040 314	23 260 207 044	156 307 014 696
3	483	Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la justice	1 275 594 185	-	879 989 742	-	880 869 732
4	484	Gouvernance Financière	1 114 694 768	-	768 990 619	-	769 759 610
5	485	Modernisation des infrastructures et équipements	409 471 854	-	282 480 930	-	282 763 412
6	486	Réformes du secteur de la Justice	459 832 369	-	317 222 961	-	317 540 184
7	487	Gestion d'archivage de la documentation de la justice	162 865 160	-	112 355 222	-	112 467 577
TOTAL			**82 893 117 495**	**118 383 972 934**	**4 95 266 929**	**46 388 865 6**	**7 664 96 5**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.6. Liste des opérateurs

II.1.6.1. Institut National de Formation Judiciaire (INAFORJ)

- Emploi-ressources

L'Institut National de Formation Judiciaire est un Etablissement public qui bénéficie jusque-là des subventions de l'Etat et suite à l'intégration de l'Ecole de formation en son sein, il doit remplacer le chapitre budgétaire de l'Ecole de formation dans la section 34 du Ministère de la Justice afin d'absorber les crédits alloués à l'Ecole de formation et ainsi contribuer efficacement au bon fonctionnement de la justice par le renforcement des capacités des ressources humaines et des services d'excellence du secteur de la Justice.

Tableau 11 : Emploi-ressources de l'INAFORJ

CODE	**INAFORJ**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
483		**Réalisation**		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES		-	-	-	**595 619 528**	**601 575 722**	**607591478**
Dépenses de personnel		-	-	-	170 671 538	172 378 253	174 102 035
Dépenses fonctionnement		-	-	-	424 947 990	429 197 469	433 489 443
Dépenses d'investissement		-	-	-	-	-	-
RESSOURCES		**115 395 318**	**115 395 318**	**127 019 593**	**135 199 324**	**136 551 317**	**137 916 830**
Subvention de l'Etat		115 395 318	115 395 318	127 019 593	135 199 324	136 551 317	137 916 830
Autres ressources		-	-	-	-	-	-

(Source : Lois de Finances 2024-2025-2026/CDMT 2026-2028)

- Recettes propres et dépenses sur recettes propres

L'Institut National de Formation Judiciaire ne dispose pas d'actes générateurs de recettes propres.

II.2. PROGRAMME 49 : AFFAIRES JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

Responsable : Monsieur **MUBENGA MISASA**

Fonction : Directeur-Chef des Services Judiciaires

II.2.1. Périmètre du programme

Les services impliqués sont : la Direction des Services Judiciaires, la Cellule de lutte contre l'impunité, la Cellule de lutte contre la corruption et la Brigade Anti-Fraude.

II.2.1. Stratégie du programme

Parmi les objectifs prioritaires poursuivis par la PNRJ, l'accès à une justice de qualité pour tous constitue un élément d'effectivité de l'Etat de droit ; une attention particulière sera portée sur l'aide juridique, particulièrement en faveur des personnes vulnérables. La lutte contre l'impunité, les crimes internationaux, la corruption et la fraude comptera également au nombre des priorités.

II.2.3. Objectifs et indicateurs de performance

II.2.3.1. Objectif du programme

L'objectif retenu pour ce programme est :

- Faciliter l'accès à une justice de qualité pour tous

II.2.3.1. Cadre de performance du programme 2

Les indicateurs repris dans ce programme sont classés comme suit :

Tableau 11 : Cadre de performance du programme

Code	Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structure responsable
			Actions		Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
49	Affaires Juridiques et Judiciaires	Faciliter l'accès à une justice de qualité pour tous	Nombre de Bureaux de consultation gratuite opérationnels	Nombre			24	27	27	27	30	40	52	**Direction des Services judiciaires, Cellule Technique de lutte contre la corruption, Cellule Technique de lutte contre l'impunité Brigade Anti-Fraude**
			Proportion des Magistrats pour 10. 000 habitants	%			0,0025	0,0046	0,0067	0,0087	0,036	0,076	0,16	
491	Aide juridique	Faciliter l'accès à la justice aux démunis	Existence d'une loi sur l'aide juridique	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**Direction des Services judiciaires**
			Existence d'un Fonds d'aide juridique	N/A	2022	_	_	_	_	-	1	1	1	**DAF / DSJ**
492	Promotion des mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC)	Renforcer la résolution des conflits par les MARC	Existence d'une stratégie	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**Direction des Services judiciaires**
			Existence d'un cadre institutionnel des MARC	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**Direction des Services judiciaires**

493	Lutte contre la corruption et l'impunité	Lutter efficacement contre la corruption et l'impunité	Taux d'opérationnalisation du Tribunal économique et financier ainsi que du parquet y rattaché	%	2022	0	0	0	0	40	70	100	100	**Cabinet du Ministre / Direction des Services judiciaires**
			Taux d'opérationnalisation de la Direction Générale de la Brigade anti-fraude	%	2022	0	0	0	0	0	30	50	100	**SG à la Justice / Cabinet du Ministre**

II.2.4. Evolution des crédits du programme

II.2.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 12 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		3 024 821 963	-	2 277 252 836	-	5 020 081 200
1	Titre III : Dépenses de personnel	690 090 047	-	476 070 029	-	516 546 098
2	Titre IV : Biens et matériels	466 241 977	-	321 644 739	-	332 982 766
3	Titre V : Dépenses de prestations	1 868 489 939	-	1 289 008 679	-	1 239 281 306
4	Titre VI : Transferts et interventions	-	-	190 529 389	-	2 931 271 030
Dépenses en capital		-	-	-	-	-
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
TOTAL		**3 24 82 963**	-	**2 277 252 836**	-	**5 2 8 2**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PFL 2027

II.2.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 13 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	3 024 821 963	-	2 086 723 447	-	2 088 810 170
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	190 529 389	-	2 931 271 030
3	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
5	Rémunérations	-	-	-	-	-
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
TOTAL		**3 24 82 963**	**-**	**2 277 252 836**	**-**	**5 2 8 2**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 14 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	491	Aide juridique	165 886 538	-	177 949 367	-	114 554 010
2	492	Promotion des mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC)	1 744 305 232	-	1 330 357 401	-	1 204 541 145
3	493	Lutte contre la corruption et l'impunité	1 114 630 193	-	768 946 068	-	3 700 986 045
TOTAL			**3 24 82 963**	**-**	**2 277 252 836**	**-**	**5 2 8 2**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3. PROGRAMME 50 : AFFAIRES PENITENTIAIRES ET PROTECTION DE L'ENFANT

Responsable du programme : Madame **MASIKA LUTHONGO Lydia**

Fonction : Directeur-Cheffe des Services Pénitentiaires (DSP)

II.3.1. Périmètre du programme

Les Services et Directions rattachés au programme sont les suivants : la Direction des Services Pénitentiaires, la Direction de la Production Pénitentiaire et la Direction de la Protection de l'Enfant

II.3.2. Stratégie du programme

La stratégie de ce programme se déploie dans une optique de mise en œuvre d'une politique pénitentiaire conforme aux standards internationaux en s'appuyant sur le triple volet des affaires pénitentiaires, de la réinsertion sociale et de l'assistance aux enfants en conflit avec la loi.

II.3.3. Objectifs et indicateurs de performance

II.3.3.1. Objectif du programme

Deux objectifs ont été assignés pour atteindre la réalisation de ce programme :

- Humaniser les conditions de détention ;
- Garantir les droits fondamentaux des enfants en conflit avec la loi.

II.3.3.2. Cadre de performance du programme

Les indicateurs de suivi des objectifs de ce programme sont classés comme suit :

Tableau 14 : Cadre de performance du programme

Code	Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
50	Affaires pénitentiaires et protection de l'enfant	Humaniser les conditions de détention	Taux d'occupation des prisons	%			800	800	600	600	500	300	200	Direction des Services Pénitentiaires (DSP), Direction de la Production Pénitentiaire (DPP), Direction Protection de l'Enfant (DPE)
			Nombre des Maisons d'arrêt construites	Nombre			-	-	-	-	5	15	28	
		Garantir les droits fondamentaux des enfants en conflit avec la loi	Nombre de textes promulgués améliorant la protection de l'enfant	Nombre			_	_	_	_	6	8	10	
			Nombre d'Etablissements de Garde et d'Education de l'Etat (EGEE) opérationnels	Nombre			3	3	3	5	8	12	18	
501	Gestion des affaires pénitentiaires	Améliorer les conditions de détention	Taux des cas de mortalité en détention dû à la malnutrition	%	2022	40	40	30	25	25	20	10	0	DSP
			Existence de la stratégie nationale	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	DSP
502	Réinsertion sociale des détenus	Réduire les cas de récidive.	Taux des besoins alimentaires couverts par la production pénitentiaire .	%	2022	12	12	15	18	20	35	45	60	DPP
			Nombre de détenus certifiés à la fin de la peine	Nombre	2022	180	180	250	340	500	1200	1700	2500	DPP

503	Protection de l'enfant	Garantir les droits fondamentaux des enfants en conflit avec la loi	Nombre des TPE installés sur toute l'étendue de la République	Nombre	2022	23	23	23	23	23	28	35	48	DSJ / DPE / DAF / CGPMP
			Nombre de Comités de médiation installés auprès des TPE	Nombre	2022	21	22	22	22	22	28	35	48	Direction Protection de l'Enfant

II.3.4. Evolution des crédits du programme

II.3.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 15 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		7 959 327 934	80 120 210 420	6 335 960 493	18 761 396 600	7 930 747 517
1	Titre III : Dépenses de personnel	775 205 812	-	534 788 548	18 761 396 600	559 729 351
2	Titre IV : Biens et matériels	5 565 593 230	80 120 210 420	3 839 516 520	-	4 058 597 058
3	Titre V : Dépenses de prestations	1 618 528 892	-	1 409 762 197	-	1 132 956 394
4	Titre VI : Transferts et interventions	-	-	551 893 228	-	2 179 464 714
Dépenses en capital		-	-		-	-
5	Titre VII : Equipements	-	-		-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-		-	-
Total		**7 959 327 934**	**8 2 2 42**	**6 335 96 493**	**8 76 396 6**	**7 93 747 5 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 16 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	7 959 327 934	80 120 210 420	6 335 960 493	18 761 396 600	6 303 727 924
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	1 627 019 593
3	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
5	Rémunérations	-	-	-	-	-
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
TOTAL		**7 959 327 934**	**8 2 2 42**	**6 335 96 493**	**8 76 396 6**	**7 93 747 5 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 17 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	501	Gestion des affaires pénitentiaires	4 443 696 626	80 120 210 420	3 065 557 597	18 761 396 600	3 068 623 154
2	502	Réinsertion sociale des détenus	2 920 011 780	-	2 307 611 690	-	2 309 919 302
3	503	Protection de l'enfant	595 619 528	-	962 791 206	-	2 552 205 061
TOTAL			**7 959 327 934**	**8 2 2 42**	**6 335 96 493**	**8 76 396 6**	**7 93 747 5 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4. PROGRAMME 51 : CONTENTIEUX DE L'ETAT ET INDEMNISATION DES VICTIMES

Responsable : Monsieur **BUKASA KALENGA Erick**

Fonction : Directeur-Chef des Services des Affaires Judiciaires (DAJ)

II.4.1. Périmètre du programme

Le périmètre du programme se limite à la Direction des Affaires Judiciaires

II.4.2. Stratégie du programme

La stratégie de ce programme se déploie dans une optique de réguler et défendre les intérêts de l'Etat dans les contentieux qui l'opposent aux particuliers et à d'autres Etats.

II.4.3. Objectifs et indicateurs de performance

II.4.3.1. Objectif du programme

Deux objectifs ont été assignés pour atteindre la réalisation de ce programme :

- Assurer avec efficacité la défense en justice des intérêts de l'Etat ;
- Assurer la réparation des préjudices causé par l'Etat congolais ou un autre Etat aux victimes.

II.4.3.2. Cadre de performance du programme

Les indicateurs de suivi de ce programme sont classés comme suit :

Tableau 18 : Cadre de performance du programme

Code	Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
51	Contentieux de l'État et indemnisation des victimes	Assurer avec efficacité la défense en justice des intérêts de l'Etat	Taux de recouvrement des amendes et dommages-intérêts alloués à la République	%			15	20	20	20	45	60	75	Direction des Affaires Judiciaires (DAJ), FRIVAO, RENADHOC
			Taux de réduction des litiges impliquant l'État	%			15	15	15	15	30	40	50	
		Assurer la réparation des préjudices causé par l'Etat congolais ou un autre Etat aux victimes	Existence d'un Fonds de garantie d'indemnisation des victimes	N/A			_	_	_	_	1	1	1	
			Existence d'un fichier informatique d'indemnisation des victimes	N/A			_	_	_	_	1	1	1	
511	Gestion des contentieux de l'Etat	Améliorer la défense en justice des intérêts de l'Etat	Existence d'un circulaire fixant les nouvelles conditions et critères de sélection des avocats de la République (besoins, profils et modalités de renouvellement et résiliation)	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	DAJ
			Nombre des réunions du Cadre de concertation permanente entre les avocats conseils de la République, le cabinet du ministre et l'administration de la justice	Nombre	2022	0	0	0	0	0	2	4	4	DAJ

512	Indemnisation des victimes	Garantir l'effectivité des indemnisations individuelles et collectives	Nombre d'audit du fichier informatique des indemnisations	Nombre	2022	0	0	0	0	0	4	4	4	**DAJ**
			Nombre des missions d'enquête de victimation	Nombre	2022	0	0	0	0	0	4	4	4	**DAJ**

II.4.4. Evolution des crédits du programme

II.4.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 19 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		1 277 487 284	-	1 187 309 057	-	5 687 643 710
1	Titre III : Dépenses de personnel	54 279 982	-	37 445 944	-	50 483 390
2	Titre IV : Biens et matériels	25 519 961	-	17 605 367	-	50 622 972
3	Titre V : Dépenses de prestations	98 299 831	-	67 813 765	-	151 881 578
4	Titre VI : Transferts et interventions	1 099 387 510	-	1 064 443 981	-	5 434 655 770
Dépenses en capital		-	-	-	-	-
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
Total		**277 487 284**	-	**87 3 9 57**	-	**5 687 643 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 20 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	485 099 774	-	334 654 102	-	334 988 755
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	-	639 861 198	-	5 139 861 198
3	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
5	Rémunérations	-	-	-	-	-
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires	592 387 510	-	212 793 757	-	212 793 757
TOTAL		**277 487 284**	**-**	**87 3 9 57**	**-**	**5 687 643 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 21 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	511	Gestion des contentieux de l'Etat	485 099 774	-	334 654 102	-	3 334 988 755
2	512	Indemnisation des victimes	792 387 510	-	852 654 955	-	2 352 654 955
TOTAL			**277 487 284**	**-**	**87 3 9 57**	**-**	**5 687 643 7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.5. Liste des operateurs

II.4.5.1. Fonds de Répartition de l'Indemnisation aux Victimes des Activités illicites de l'Ouganda et à leurs ayant-droit (FRIVAO)

- Emploi-ressources

Le Fonds de Réparation et d'Indemnisation des Victimes des Activités illicites de l'Ouganda est alimenté par les 325 millions de dollars à verser par l'Ouganda en exécution de l'arrêt de la Cour internationale de Justice rendu le 09 février 2022 dans l'affaire qui a opposé la RDC à l'Ouganda pour des faits intentionnellement illicites commis par l'armée Ougandaise entre 1998 et 2003 dans l'ancienne Province Orientale.

Ce fonds est destiné à indemniser les victimes de la guerre de six jours survenus en 2000 dans la ville de Kisangani qui a fait plus de 1 000 victimes civiles, plusieurs centaines de blessés, et de nombreux dégâts dans la ville ; et à ce titre, il a pour mission de répartir les indemnisations individuelles et collectives aux victimes et aux entités publiques et privées, affectées par ces combats.

Tableau 22 : Emploi-ressources du FRIVAO

CODE	**EMPLOI-RESSOURCES DU FRIVAO (en Franc congolais)**						
512	**FRIVAO**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
		Réalisation		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES		-	-	-	**-**	**-**	**-**
Dépenses de personnel		-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement		-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement		-	-	-	-	-	-
RESSOURCES		200 000 000	200 000 000	7 139 861 198	7 146 259 809	7 152 722 407	7 159 249 631
Subvention de l'Etat		200 000 000	200 000 000	7 139 861 198	7 146 259 809	7 152 722 407	7 159 249 631
Autres ressources		-	-	-	-	-	-

(Source : Lois de Finances 2024-2025-2026/CDMT 2026-2028)

- Recettes propres et dépenses sur recettes propres

Le Fonds de Réparation et d'Indemnisation des Victimes des Activités illicites de l'Ouganda ne dispose pas d'acte générateur de recettes mais il est alimenté par des tranches d'indemnisation estimé à 325 millions de dollars à verser par l'Ouganda.

Les dépenses et les allocations du FRIVAO étant sous examen judiciaire suite à certaines irrégularités constatées sur les décaissements, les marchés publics et les indemnisations réelles parvenues aux ayants droit ; seules les tranches d'indemnisation versées, entendu ici comme des recettes, sont présentées pour l'année 2025 ainsi que la prévision de 2027.

Tableau 23 : Recettes propres et dépenses sur recettes propres du FRIVAO

CODE FRIVAO 512	**RECETTES PROPRES ET DEPENSES SUR RECETTES PROPRES DU FRIVAO (en dollars américains)**					
Type de service	Recettes propres			Dépenses sur recettes propres		
	Réalisations	Budget	Prévision	Réalisations	Budget	Prévision
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Fonds de réparation	195 000 000	167 000 000	167 000 000	28 000 000	-	28 000 000
	-	-	-	-	-	-

(FRIVAO, déclaration du Coordonnateur national, 2026)

II.4.5.1. Réseau National des ONG de Droits de l'Homme en RDC (RENADHOC)

- Emploi-ressources

Le Réseau National des ONG de Droits de l'Homme en RDC (RENADHOC) bénéficie des subventions de l'Etat inscrites aux Budgets annexes de la section 34 du Ministère de la Justice afin de contribuer efficacement à l'émergence d'un Etat de droit par l'indemnisation des victimes des violations des droits de l'Homme présentées par les ONG et défenseurs des droits de l'Homme.

Tableau 24 : Emploi-ressources du RENADHOC

CODE	**EMPLOI-RESSOURCES DU RENADHOC (en Franc congolais)**						
512	**RENADHOC**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
		Réalisation		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES		-	-	-	**-**	**-**	**-**
Dépenses de personnel		-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement		-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement		-	-	-	-	-	-
RESSOURCES		**100 000 000**	**100 000 000**	**212 793 757**	**214 921 695**	**217 070 912**	**219 241 621**
Subvention de l'Etat		100 000 000	100 000 000	212 793 757	214 921 695	217 070 912	219 241 621
Autres ressources		-	-	-	-	-	-

(Source : Lois de Finances 2024-2025-2026/CDMT 2026-2028)

- Recettes propres et dépenses sur recettes propres

Le Réseau National des ONG de Droits de l'Homme en RDC ne dispose pas d'acte générateur de recettes.

II.5. PROGRAMME 52 : MODERNISATION DU DROIT DES AFFAIRES

Responsable : Monsieur **Roger MASAMBA MAKELA**

Fonction : Président de la Commission Nationale du droit OHADA, un service spécialisé du Ministère de la Justice chargé de l'étude et suivi des questions relatives à la coopération et à l'intégration en matière de Droit des Affaires dans le cadre de l'OHADA en RDC

II.5.1. Périmètre du programme

Le périmètre du programme couvre la Commission Nationale OHADA (CNO) et la Commission Permanente de Réforme de Droit Congolais (CPRDC)

II.5.2. Stratégie du programme

La stratégie de ce programme se déploie dans une démarche d'amélioration du climat d'investissement et de réforme du cadre juridique et institutionnel relatif aux droits des affaires.

II.5.3. Objectifs et indicateurs de performance

II.5.3.1. Objectif du programme

L'objectifs assigné pour atteindre la réalisation de ce programme :

- Mettre en conformité le droit national au droit OHADA

II.5.3.2. Cadre de performance du programme

Les indicateurs de suivi de ce programme sont classés comme suit :

Tableau 25 : Cadre de performance du programme 5

Code	Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
52	**Modernisation du droit des Affaires**	Mettre en conformité le droit national au droit OHADA	Taux d'adaptation du cadre règlementaire congolais au droit des Affaires	%			40	50	68	68	75	85	100	**Commission nationale OHADA, Commission Permanente de réforme du droit congolais (CPRDC), Guichet Unique de Création d'Entreprise**
			Existence de la Loi déterminant les peines applicables aux infractions prévues par les Actes uniformes OHADA	N/A			_	_	_	_	1	1	1	
521	Cadre juridique et règlementaire du Droit des affaires	Garantir l'application harmonieuse du droit OHADA en RDC.	Existence d'un code civil harmonisé aux Actes uniformes OHADA	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**CPRDC/Commission Nationale OHADA**
			Existence d'un mécanisme d'arbitrage entre les normes et la haute juridiction de l'OHADA (CCJA) et celles d'autres Organisations	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**CPRDC/CNO**

			d'intégration régionale											
522	Mise en œuvre et suivi des mesures complémentaires au Droit des affaires	Assainir l'environnement des affaires en RDC	Disponibilité du Registre des Bénéficiaires Effectifs au sein du GUCE	N/A	2022	_	_	_	_	_	1	1	1	**CabMin / GUCE**
			Nombre des Tribunaux de commerce installés	Nombre	2022	12	12	12	12	12	18	22	27	**CSM/DSJ**

II.5.4. Evolution des crédits du programme

II.5.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 26 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		2 964 827 801	9 187 127 265	9 638 341 286	4 297 352 670	9 639 064 311
1	Titre III : Dépenses de personnel	1 695 501 590	9 187 127 265	8 990 779 511	4 297 352 670	8 991 175 586
2	Titre IV : Biens et matériels	220 797 802	-	152 321 014	-	142 473 335
3	Titre V : Dépenses de prestations	253 133 096	-	174 628 052	-	184 802 681
4	Titre VI : Transferts et interventions	795 395 313	-	320 612 709	-	320 612 709
Dépenses en capital		-	-	-	-	-
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
Total		**2 964 827 8**	**9 87 27 265**	**9 638 34 286**	**4 297 352 67**	**9 639 64 3**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.5.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 27 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	1 048 062 488	-	723 023 237	-	723 746 262
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
3	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
5	Rémunérations	1 121 370 000	9 187 127 265	8 594 705 340	4 297 352 670	8 594 705 340
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires	795 395 313	-	320 612 709	-	320 612 709
TOTAL		**2 964 827 8**	**9 87 27 265**	**9 638 34 286**	**4 297 352 67**	**9 639 64 3**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.5.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 28 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	**521**	Cadre juridique et règlementaire du Droit des affaires	2 113 074 873	8 506 732 325	8 649 706 076	3 926 184 150	8 650 182 801
2	**522**	Mise en œuvre et suivi des mesures complémentaires du droit des affaires	851 752 928	680 394 940	988 635 210	371 168 520	988 881 510
		Total	**2 964 827 8**	**9 87 27 265**	**9 638 34 286**	**4 297 352 67**	**9 639 64 3**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.5.5. Liste des operateurs

II.5.5.1. Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE)

- Emploi-ressources

Le Guichet Unique de Création d'Entreprise a un chapitre budgétaire dans la section 34 du Ministère de la Justice afin de faciliter la création, la modification et la radiation des entreprises sur l'ensemble du territoire national, en regroupant tous les services nécessaires à l'immatriculation des personnes physiques et morales ; le GUCE vise à améliorer la formalisation économique, renforcer la transparence et réduire les délais administratifs.

Tableau 29 : Emploi-ressources du GUCE

CODE	**EMPLOI-RESSOURCES DU GUCE (en Franc congolais)**						
522	**GUCE**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
		Réalisation		**Budget**	**Prévision**		
DEPENSES		**1 317 679 560**	**1 317 679 560**	**8 329 093 367**	**8 477 4 3 2**	**8 573 8 395**	**8 9 3 78 378**
Dépenses de el		1 081 766 626	1 081 766 626	8 166 344 929	8 248 008 378	8 330 488 461	8 413 793 345
Dépenses de nement		235 912 934	235 912 934	162 748 438	229 132 934	242 692 934	499 988 033
Dépenses ssement		-	-	-	-	-	-
RESSOURCES							
Subvention de		-		-			
Autres ressources		2 374 460 094	816 212 000	3 128 245 472	-	-	-

(Source : Lois de Finances 2024-2025-2026/CDMT 2026-2028)

- Recettes propres et dépenses sur recettes propres

Le Guichet Unique de Création d'Entreprise est doté d'autonomie administrative et financière ; il perçoit les droits sur l'acte de création d'entreprise, de modification des actes des entreprises, d'installation de filiales, représentations ou succursales.

Tableau 30 : Recettes propres et dépenses sur recettes propres du GUCE

CODE GUCE 522	**RECETTES PROPRES ET DEPENSES SUR RECETTES PROPRES DU GUCE (en Franc congolais)**					
Type de service	Recettes propres			Dépenses sur recettes propres		
	Réalisations	Budget	Prévision	Réalisations	Budget	Prévision
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Droits sur l'acte de création d'entreprise	2 374 460 094	816 212 000	3 128 245 472	-	-	-

(ESB 2025/Loi de Finances 2026)

II.6. PROGRAMME 53 : GARDE DES SCEAUX ET REGLEMENTATION

Responsable : Monsieur **LIEMA IMENGA Jean Raphaël**

Fonction : Directeur-Chef des Services de la Chancellerie et Identité Juridique

II.6.1. Périmètre du programme

Les Services et Directions rattachés au programme sont les suivants : la Direction de la Chancellerie et identité Juridique, la Direction des Associations sans but lucratif et Etablissements d'utilité Publique, la Commission nationale de censure des chansons et des spectacles.

II.6.2. Stratégie du programme

La stratégie de ce programme se déploie dans une optique d'uniformisation des sceaux officiels de l'Etat et de règlementation des Associations sans but lucratif et Etablissements d'utilité Publique, de censure des chansons et des spectacles.

II.6.3. Objectifs et indicateurs de performance

II.6.3.1. Objectif du programme

L'objectif assigné pour atteindre la réalisation de ce programme :

- Uniformiser, produire et conserver les sceaux officiels de la République

II.6.3.2. Cadre de performance du programme

Les indicateurs de suivi des objectifs de ce programme sont classés comme suit :

Tableau 31 : Cadre de performance du programme 6

Code	Programme et Actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateurs de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation			Année en cours	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
53	**Garde des Sceaux et Règlementation**	Uniformiser, produire et conserver les sceaux officiels de la République	Taux d'uniformisation des sceaux officiels	N/A			0	10	15	20	50	70	100	Direction de la Chancellerie et identité Juridique, Direction des Associations sans but lucratif et Etablissements d'Utilité Publique, Commission nationale de censure des chansons et des spéctacles
			Nombre de commande de fabrication ou reproduction des sceaux officiels uniformisés	Nombre			0	3	20	20	50	150	250	
531	Gestion des sceaux de la Républiqu e	Améliorer la gestion des sceaux de la République	Taux d'archivage des spécimens des sceaux uniformisés	%	2022	0	0	5	10	20	50	70	100	**Direction de la Chancellerie et identité juridique**
			Existence d'un dispositif de contrôle de la chaîne de	N/A	2022	–	–	–	–	–	1	1	1	**Direction de la Chancellerie et identité juridique**

			fabrication des sceaux officiels											
532	Identité juridique et authentification	Développer le système d'identification et d'authentification juridiques	Existence d'une loi sur la nationalité congolaise harmonisée	N/A	2022	–	–	–	–	–	1	1	1	**Direction de la Chancellerie et identité juridique**
			Taux de numérisation des registres de légalisation et du référentiel des signatures	%	2022	0	0	0	0	0	30	70	100	**Direction de la Chancellerie et identité juridique**
533	Réglementation des ASBL, EUP et Œuvres artistiques	Assurer la conformité légale des ASBL, EUP et Œuvres artistiques	Existence d'une cartographie des Etablissements des ASBL	N/A	2022	–	–	–	–	–	1	1	1	**Direction des ASBL et EUP**
			Nombre d'Œuvres artistiques autorisées	Nombre	2022	596	601	653	806	707	1000	1500	2000	**Commission nationale de Censure**

II.6.4. Evolution des crédits du programme

II.6.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 32 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		1 014 161 734	-	699 636 244	-	700 335 880
1	Titre III : Dépenses de personnel	171 469 666	-	118 291 184	-	167 677 867
2	Titre IV : Biens et matériels	187 555 302	-	129 388 127	-	169 674 703
3	Titre V : Dépenses de prestations	655 136 766	-	451 956 933	-	362 983 310
4	Titre VI : Transferts et interventions	-	-	-	-	-
Dépenses en capital		-	-	699 636 244	-	-
5	Titre VII : Equipements	-	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
Total		**4 6 734**	-	**699 636 244**	-	**7 335 88**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.6.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 33 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	1 014 161 734	-	699 636 244	-	700 335 880
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-
3	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
5	Rémunérations	-	-	-	-	-
6	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
TOTAL		**4 6 734**	-	**699 636 244**	-	**7 335 88**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.6.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 34 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	**531**	Gestion des sceaux de la République	315 577 100	-	217 706 081	-	217 923 787
2	**532**	Identité juridique et authentification	352 309 260	-	243 046 369	-	243 289 416
3	**533**	Règlementation des ASBL, EUP et Œuvres artistiques	346 275 374	-	238 883 794	-	239 122 677
		Total	**1 014 161 734**	**-**	**699 636 244**	**-**	**7 335 88**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

38. Ministère de Droits Humains

Section 54 et 81

1. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable du Ministère : S.E. Monsieur le Ministre Samuel MBEMBA KABUYA.

1.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

1.1.1. Missions

Conformément à l'**Ordonnance** N°293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, les domaines d'intervention du Ministère des Droits Humains sont axés notamment sur :

1) La promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
2) La diffusion et vulgarisation des droits de l'homme ;
3) L'implémentation de la justice transitionnelle en collaboration avec les structures techniques ;
4) Le suivi du respect des droits de l'homme et la proposition des mesures protectrices des droits de l'homme auprès des ministères sectoriels concernés ;
5) L'examen et s'il échet, prise en charge des cas flagrants de violation des droits humains par des mécanismes appropriés tels que l'implémentation de la justice transitionnelle et la médiation en matière de droits de l'homme et la commission de contrôle sans se substituer aux cours et tribunaux ni aux procédures administratives prévues par la loi ;
6) La collaboration avec le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, avec la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et avec d'autres institutions nationales, régionales et internationales en matière des droits de l'homme ;
7) La défense des intérêts de la République Démocratique du Congo devant les instances internationales et régionales des droits de l'homme, notamment le Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, le Comité des Droits de l'Homme, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;
8) La conception et la diffusion des rapports périodiques destinés aux comités de surveillance des traités internationaux et régionaux des droits de l'homme.

1.1.2. Organisation du ministère

Le Ministère des Droits Humains comprend les structures ci-après :

(i) Le Cabinet du Ministre ;
(ii) Le Secrétariat Général :
- L'Administration du Secrétaire Général ;
- Les Directions ci-après :
  1) La Direction des Services Généraux et des Ressources Humaines ;
  2) La Direction de Promotion ;
  3) La Direction de Protection-Prévention ;
  4) La Direction de Coopération ;
  5) La Direction d'Etudes et Planification ;
  6) La Direction d'Archives, Documentation, Publication et Diffusion ;
  7) Et la Direction de l'Inspection.
- La Division urbaine de la ville de Kinshasa ;

- Les Divisions provinciales ;

(iii) Les Structures connexes, ci-dessous :

1) Le Fonds d'Indemnisation de Justice Transitionnelle ;
2) Le Comité Technique Interministériel d'Elaboration de Suivi des Rapports ;
3) La commission nationale des droits de l'homme ;
4) Le Comité National de Prévention Contre la Torture « CNPT » ;
5) Le Suivi du respect des Droits de l'Homme ;
6) Le Programme National de Promotion des Peuples Autochtones ;
7) Le programme national de promotion des droits humains ;
8) Le Fonds d'Intervention d'Urgence pour les victimes de violations des Droits Humains ;
9) Le Monitoring, Surveillance et Protection des Témoins et des Victimes ;
10) Le Fonds National de Réparation des Victimes des violences Sexuelles ;
11) La Cellule Technique des Droits Humains ;
12) La Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics ;
13) La Cellule Ministérielle de Protection des Droits des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA et des Personnes Affectées ;
14) La Commission Nationale de Justice Transitionnelle et Réconciliation « CNJT » ;
15) L'Entité de suivi du respect des droits de l'homme et de sécurité dans les industries extractives « RSDH » ;
16) L'Entité de Liaison des Droits de l'Homme ;
17) Le Programme National de Justice Transitionnelle ;

La Cellule de Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme

1.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

1.2.1. Priorités nationales

La vision du Gouvernement dans le secteur des droits humains s'inscrit dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) en son pilier 4.2 : Amélioration de la gouvernance.

Ce domaine de concentration de l'action du Gouvernement met un fondement à l'amélioration des conditions pour une mise en œuvre efficace des actions prioritaires de construction d'une économie à croissance inclusive en RDC. Ces conditions sont notamment : (i) la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national ; (ii) la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ; (iii) l'accroissement des recettes de l'Etat pour le financement des dépenses publiques de qualité ; (iv) le renforcement des capacités institutionnelles et humaines et l'attractivité de l'économie congolaise ; et (v) l'afflux de capitaux et des investissements privés.

Par ailleurs, le processus de mise en œuvre du PNSD dans ce secteur rejoint également les priorités du nouveau leadership politique pour qui l'avènement en RDC d'un état de droit et le développement centrés sur l'homme viennent en amont de toute son action.

Pour concrétiser et matérialiser ladite vision dans le secteur des droits humains, le Ministère s'attellera à renforcer les capacités de l'Administration des droits humains ; à contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme, à l'implémentation de la justice transitionnelle ; et à promouvoir la coopération internationale, régionale et nationale avec les mécanismes des droits de l'homme.

Dans le contexte actuel de la RDC, il y a des limitations concrètes, des contraintes particulières liées à l'aptitude des acteurs impliqués dans le processus de développement à adopter des mesures spécifiques de justice au respect des droits de l'homme. Toutes ces contraintes permettent d'admettre que des défis importants sont à relever et impactent négativement le développement national en général et les performances du secteur des Droits Humains en particulier.
Au nombre de ces défis, il convient de citer : (i) l'indépendance du pouvoir judiciaire ; (ii) la lutte contre la corruption et l'impunité, y compris avec le concours de l'expertise médico-légale et psycho légale ; (iii) la nécessité de disposer des mécanismes de la coopération des droits de l'homme ; (iv) la protection des défenseurs des Droits Humains, victimes et témoins ; (v) l'organisation administrative ainsi que la gestion du personnel, l'organisation des professionnels ainsi que la protection des activistes des Droits Humains et du personnel administratif ; (vi) la sécurité et la dignité humaines du Congolais ; (vii) la justice pénale et l'administration pénitentiaire ; (viii) la planification, la coordination, le suivi des reformes et le financement des Droits Humains ; (ix) l'existence dans les prisons et lieux de détention des cas de détention irrégulière notamment, par l'absence de titre justifiant la détention ou le maintien en détention ; (x) l'insuffisance du budget alloué au ministère des Droits Humains ; (xi) la présence des cas avérés des violations graves, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés en République Démocratique du Congo et (xii) la mise en œuvre des mécanismes de la justice transitionnelle suivant une vision holistique, globale et inclusive.

1.2.2. Politiques Sectorielles

Elles consistent à :

- Renforcer les capacités institutionnelles, humaines et matérielles par la dotation, notamment d'un cadre et des structures organiques appropriés, des bâtiments administratifs propres, des équipements, du charroi automobile, ainsi que des mobiliers de bureaux, en vue de redynamiser les services centraux et provinciaux en matière de promotion et protection des Droits Humains.
- Contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme et doter la RDC des mécanismes de justice transitionnelle par l'appui de la logistique, du renforcement des mécanismes techniques en matière des droits humains, la promotion et protection des droits humains, le renforcement de l'accès public à l'information et à la protection des libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux, la promotion et le renforcement des mécanismes de redevabilité, de développement et de mise en œuvre d'une politique nationale de justice transitionnelle holistique et centrée sur les victimes, ainsi que les principes volontaires sur les industries extractives.
- Promouvoir la coopération internationale, régionale et nationale avec les mécanismes des droits de l'homme par l'organisation des dialogues de paix dans toutes les communautés de la République, la redynamisation de la coopération de la République Démocratique du Congo avec les mécanismes régionaux, l'appui à l'application stricte et effective de la législation nationale en matière des droits de l'homme et de libertés fondamentales, la mise en œuvre et le suivi des recommandations issues des mécanismes régionaux et internationaux des droits humains.

1.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	PÉRIMÈTRE	
					SERVICES NORMATIFS	OPÉRATEURS
DROITS HUMAINS						
	110	ADMINISTRATION GÉNÉRALE			Cabinet du Ministre ; Administration du Secrétaire Général ; Direction de Services Généraux et des Ressources Humaines ; Direction d'Etudes et Planification ; Direction d'Archives, Documentation, Publication et Diffusion ainsi que CGPMP.	
			11 01	Pilotage de la stratégie ministérielle	Cabinet du Ministre.	
			11 02	Coordination Administrative	Administration du Secrétaire Général et CGPMP.	
			11 03	Gestion des ressources Humaines, financières et matérielles	Direction de Services Généraux et des Ressources Humaines	
			11 04	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction d'Etudes et Planification	
			11 05	Gestion des Archives, documentation, informations et communication.	Direction d'Archives, Documentation, Publication et Diffusion	
	111	PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS			La Direction de Promotion, la Direction de Protection et Prevention ;la Direction de l'Inspection ; la commission nationale des droits de l'homme ;le Comité National de Prévention Contre la Torture « CNPT » ; le Programme National de Promotion des Peuples Autochtones ; la Cellule Technique des Droits Humains ; la Cellule Ministérielle de Protection des Droits des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA et des Personnes Affectées ; le programme national de promotion des droits humains ;le Fonds d'Intervention d'Urgence pour les victimes de violations des Droits Humains ainsi que le Monitoring, Surveillance et Protection des Témoins et des Victimes .	Fonds National de Réparation des Victimes des violences sexuelles (FONAREV) Fonds d'Indemnisation de Justice Transitionnelle.

			11 11	Respect des droits humains	La Direction de Promotion et la Direction de Protection et Prevention	
			11 12	Justice Transitionnelle	La Direction de Protection et prévention	Fonds National de Réparation des Victimes des violences sexuelles (FONAREV) ; Fonds d'Indemnisation de Justice Transitionnelle.
			11 13	Suivi du respect des droits Humains	La Direction de l'Inspection	
	112	**Coopération en Matière de Droits de l'Homme**			La Direction de Coopération	Fonds National de Réparation des Victimes des violences sexuelles (FONAREV).
			11 21	Plaidoyer national et international	Direction de Coopération	Fonds National de Réparation des Victimes des violences sexuelles (FONAREV).
			11 22	Participation active et régulière de la RDC sur la scène internationale.	Direction de Coopération	
			11 23	Mise en œuvre effective des engagements issus des mécanismes nationaux et internationaux.	Direction de Coopération, Direction de Protection-prévention, Direction de Promotion	

1.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

1.4.1. Performances antérieures

Il convient de relever notamment en termes des performances antérieures, les activités effectuées, menées ou organisées par le Ministère des Droits Humains depuis janvier 2024, relatives au renforcement des capacités institutionnelles et humaines, à la promotion et à la protection des droits humains, à l'implémentation de la justice transitionnelle et à la promotion de la coopération en matière des droits de l'homme.

Pour ce faire, les performances enregistrées sont regroupées en trois blocs ci-après :

A. Du renforcement des capacités institutionnelles et humaines :

1) L'organisation des ateliers de validation des textes juridiques sur la mise en œuvre de l'Entité de liaison, en 2024 ;
2) L'élaboration des politiques sectorielles sur la justice transitionnelle, Mbuela lodge à Kisantu au Kongo-Central en 2023 ; les principes volontaires des Nations Unies, Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa en 2024, ainsi que la stratégie opérationnelle sur les réparations des victimes de violences sexuelles liées aux conflits, Léon Hôtel à Kinshasa en 2025 ;
3) Redynamisation :
   - L'organisation des missions des états de lieux des divisions provinciales 2023 (20 sur 26), 2025 (24 sur 26) ;
   - Le lancement du programme de redynamisation des Divisions Provinciales des Droits Humains à Kinshasa, le 27 Avril 2026 ;
   - Construction ou réhabilitation des divisions provinciales dans les 26 provinces : 5 provinces sur 26
   - Equipements des 26 divisions : 5 provinces sur 26
   - Renforcement des capacités : L'organisation des ateliers de renforcement des capacités des cadres et agents des services publics de l'Etat et des forces de défense et de sécurité en matière des droits de l'homme et droit international humanitaire, ainsi que des cérémonies inaugurales de nouveaux bâtiments des Divisions Provinciales, respectivement (i) au Kasaï Oriental à Mbuji-Mayi, le 28-30 Avril 2026 ; (ii) au Kasaï Central à Kananga, le 03-06 Mai 2026 ; et (iii) au Kongo central à Matadi, le 01-03 Juin 2026 (4000 formés sur 26000 agents prévus);
4) L'élaboration d'un avant-projet du cadre et des structures organiques du Secrétariat Général aux Droits Humains, entre Février et Avril 2026 en attente de validation par la Fonction Publique;

B. De la promotion, la protection des droits humains et de l'implémentation de la justice transitionnelle :

1) L'organisation des journées de réflexion sur la promotion du genre en République Démocratique du Congo, à Kinshasa en 2025 ;
2) L'organisation de test pilote et de l'identification des victimes par FONAREV dans les territoires de Luozi et Muanda, au Kongo Central en 2024 ;
3) L'organisation de l'atelier de validation du Plan d'action national sur les principes volontaires, à Kinshasa en 2024 ;
4) L'organisation de la cérémonie solennelle d'inhumation de 200 corps au cimetière du GENOCOST à Goma, le 02 Septembre 2024 ;
5) L'organisation des missions humanitaires d'envergure avec la participation des personnalités internationales à Uvira et au Burundi, en Mai 2025 ;

6) Le lancement du processus d'identification des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité par FONAREV, en partenariat avec le gouvernement provincial du Kongo Central, en Février 2025 ;
7) L'organisation de la 9ème édition du forum Africain sur la Justice Transitionnelle, le 30 Septembre 2025 ;
8) L'organisation du premier forum national des droits humains en RDC, du 9 au 11 Octobre 2025
9) La validation du plan d'action national 2025-2030 sur l'initiative des principes volontaires (IPV) en Novembre 2025 ;
10) L'organisation d'une journée porte ouverte de promotion et protection des droits fondamentaux en faveur des travailleurs congolais, à Kinshasa le 13 Janvier 2026 ;
11) La mission de collecte des données sur les violations des droits de l'homme au Sud-Kivu en Mars 2026 ;
12) La présentation du rapport sur les violations des droits humains commises à l'est de la Rdc, au Centre Nganda à Kinshasa du 29 Janvier au 07 Février 2026 ;
13) L'organisation des formations sur les mécanismes de justice transitionnelle à l'intention des diverses parties prenantes (armées, sécurités, membres du parlement, les universités, les membres des organisations de la société civile, les communautés locales).

C. De la coopération en matière des droits de l'homme :

1) La défense du 4ème rapport par la RDC à l'Examen Périodique Universel (EPU), à Genève en Novembre 2024 ;
2) L'élection de la République Démocratique du Congo au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour le mandat 2025-2027 à Genève, en Suisse le 10 octobre 2024 ;
3) L'adoption de la résolution A/HRC/S37/L1 à la 37ème session du Conseil des droits de l'homme relative à la création d'une mission d'établissement des faits et d'une commission d'enquête indépendante sur les graves violations des droits de l'homme et atteintes commises dans les deux provinces du Nord et Sud-Kivu de 2023-2024 ;
4) L'adoption de la résolution 2773 du Conseil de Sécurité des Nations Unies condamnant le Rwanda dans son soutien à l'offensive du Mouvement du 23 Mars (M23) dans l'Est de la RDC et exigeant le retrait immédiat de ses troupes en 2025 ;
5) La présentation et la défense régulière des rapports de la RDC devant les Comités de Surveillance et les organes des traités sous-régionaux, régionaux et internationaux auxquels la RDC est partie prenante ;
6) L'organisation de la première cérémonie officielle de la commémoration du génocide congolais « Genocost » à Kisangani, le 02 Aout 2024 ;
7) Les signatures de partenariat significatif entre les Ministères et les Partenaires Techniques et Financiers (Agences des Nations Unies et le FONAREV, le Ministère des Droits Humains et les Etats-Unis), le 5 Avril 2025 ;
8) Le plaidoyer et la mobilisation du Ministère des Droits Humains pour l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution 2773, le 21 Février 2025 ;
9) Le plaidoyer à l'Union Européenne sur la reconnaissance du Genocost, à Bruxelles le 7 Mai 2026 ;
10) Le plaidoyer à la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples relatif à l'agression de la RDC par le Rwanda, à Banjul en Gambie, le 12 mai 2026.

1.4.2. Perspectives

En termes de perspectives, le Ministère des Droits Humains s'attèle à mettre en œuvre trois programmes (i) Administration générale, (ii) Promotion et protection des droits de l'homme et, (iii) Coopération en matière des droits de l'homme contenant les actions phares ci-après :

1) La révisitation et la validation du cadre et des structures organiques.
2) La digitalisation de différents services ;
3) L'implémentation de la justice transitionnelle ;
4) Le plaidoyer pour la reconnaissance du Genocost au niveau international.

1.5. CADRE DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

1.5.1. Objectifs

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

Objectif 1 : Garantir une gouvernance performante du Ministère.

Objectif 2 : Promouvoir un Etat de droit.

Objectif 3 : Faire respecter les droits de l'homme.

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

OBJECTIF 1 : Garantir une gouvernance performante du Ministère									
INDICATEURS		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux des divisions provinciales redynamisées	**%**	ND	ND	ND	19,2	40	60	80
Source :		Rapports des missions /Direction des Services Généraux et des Ressources Humaines							
Mode de calcul :		(Nbre des divisions provinciales redynamisées/Nbre des divisions provinciales prévues) x 100							
Commentaire :		Il s'agit de mesurer le niveau d'implémentation des divisions provinciales et leur opérationnalisation en termes de bâtiments et équipements acquis, et du personnel renforcé en capacité.							
2	Taux d'élaboration des documents sur la politique et la stratégie sectorielle	**%**	**-**	**-**	**40**	**60**	**75**	**85**	**100**
Source :		**Documents validés /Direction d'Etudes et Planification (DEP)**							
Mode de calcul :		**(Nbre de documents produits / Nbre de documents prévus) x100**							
Commentaire :		**Il est question d'évaluer le nombre des documents produits**							
3	Taux de mise en œuvre du Plan Directeur Informatique (PDI)	**%**	ND	ND	ND	-	**50**	**80**	**100**
Source :		Direction d'Archives, Documentation, Publication et Diffusion (DAPD)							
Mode de calcul :		(Phases du PDI exécutées / phases du PDI prévues) x 100							
Commentaire :		Il s'agit de mesurer le niveau d'exécution des actions prévues dans le PDI visant la digitalisation des services et la modernisation de l'administration							

OBJECTIF 2 : Promouvoir un Etat de droit									
INDICATEURS		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'exécution des jugements	**%**	ND	ND	ND	-	10	15	20
Source :		Rapports /Direction de Protection							
Mode de calcul :		(Jugements exécutés/jugements rendus) X100							
Commentaire :		Il s'agit d'évaluer le taux d'exécution des jugements sur les violations des droits de l'Homme dont le service a été saisi et pour lesquels il a fait le suivi.							
2	Taux de détentions irrégulières	**%**	ND	ND	ND	**-**	**65**	**45**	**30**
Source :		Rapports de monitoring/Direction de protection							
Mode de calcul :		(Nbre de condamnés/Nbre de détenus) x 100							
Commentaire :		Il s'agit de réduire sensiblement les cas de détentions non conformes aux prescriptions légales dans les établissements pénitentiaires et lieux de détention afin de promouvoir le respect des garanties judiciaires et des droits des personnes privées de liberté.							
3	Taux d'intégration du genre dans les instances décisionnelles	**%**	ND	ND	ND	**-**	**20**	**25**	**35**
Source :		**Rapports /Direction des Services Généraux et des Ressources Humaines**							
Mode de calcul :		**(Nombre de femmes occupant les postes décisionnels/ nombre total des postes décisionnels) X 100**							
Commentaire :		Il s'agit de mener un plaidoyer pour l'intégration de la représentation des femmes dans les postes de responsabilité et de prise de décision au sein des institutions publiques et des structures relevant du secteur des droits humains.							

OBJECTIF 3 : Faire respecter les droits de l'homme									
INDICATEURS		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de participation aux forums	**%**	60	60	45	-	60	75	85
Source		Rapports /Direction de Coopération							
Mode de calcul		(Nombre de participation aux forums / Nombre des forums prévus) X100							
Commentaire		Il s'agit de mesurer le niveau de participation du Ministère aux rencontres nationales, régionales et internationales consacrées à la promotion, à la protection et à la défense des droits humains.							
2	Taux des rapports soumis et défendus	**%**	55	60	60	-	65	70	80
Source		Rapports /Direction de Coopération							
Mode de calcul		(Nombre des rapports soumis et défendus/ nombre des rapports attendus) X100							
Commentaire		Il s'agit d'évaluer en termes des rapports soumis par la République Démocratique du Congo vis-à-vis de ses obligations conventionnelles auprès des mécanismes internationaux et régionaux de promotion et protection des droits humains.							
3	Taux de mise en œuvre des recommandations formulées	**%**	**20**	**25**	27	-	30	42	50
Source		Rapports /Direction de Coopération							
Mode de calcul		(Nombre des recommandations mises en œuvre/nombre des recommandations formulées) X 100							
Commentaire		Il s'agit de mener le plaidoyer pour la mise en application par l'Etat Congolais, des recommandations formulées par les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux des droits humains à la suite des rapports soumis et examinés.							

1.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

1.6.1. Présentation des crédits par Titre 2025-2027

Tableau 3 : Présentation des crédits par titre 2025- 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	41 026 449 691	5 670 569 354	52 942 061 180	-	**25 003 014 133**
Titre III : Dépenses de personnel	8 428 900 444	3 514 271 043	9 799 968 177	-	**12 532 957 614**
Titre IV : Biens et matériels ;	4 797 549 247	1 999 319 077	3 339 780 662	-	**2 288 857 803**
Titre V : Dépenses de prestations ;	27 800 000 000	156 979 235	1 888 729 574	-	**1 966 631 939**
Titre VI : Transferts et interventions	-	-	37 913 582 567	-	**8 214 566 777**
II. Dépenses en capital	800 925 019	**-**	2 921 063 875		**4 705 276 650**
Titre VII : Equipements	800 925 019	**-**	2 921 063 875	-	**2 057 156 325**
Financement intérieur	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	2 648 120 325
Financement intérieur	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Total	**41 827 374 800**	**5 670 568 354**	**55 863 125 055**	-	**29 708 290 783**

Source : Lois de Finances Rectificatives 2025, ESB 2025 fin juin 2025 et LF 2026

1.6.2. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2026-2028

Tableau 4 : Projections de crédits par rubrique 2025 – 2027

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	4 797 549 247	2 156 298 311	7 037 426 709	-	**2 948 343 884**
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	27 800 000 000	-	36 970 000 000	-	**7 363 620 604**
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Propres	800 925 109	-	2 921 063 875	-	**4 705 276 650**
Rémunérations	8 428 900 444	3 514 271 043	8 934 634 471	-	**11 779 653 460**
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-
Total	**41 827 374 800**	**5 670 069 374**	**55 863 125 055**	**-**	**26 796 894 598**

Source : Lois de Finances Rectificatives 2025, ESB 2025 fin juin 2025, LF 2026 et CDMT 2026-2028

1.6.3. Evolution des crédits par Programme Budgétaire 2026-2028

Tableau 5 : Présentation des crédits par programme

Source : Lois de Finances Rectificatives 2025, ESB 2025 fin juin 2025, PLF 2026

N°	Code Programme	Intitulé du programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	110	Administration générale des Droits Humains	14 163 272 390	5 670 569 354	16 438 317 524		9 774 653 460
2	111	Promotion et protection des droits humains	27 664 102 410	-	39 424 807 531		2 005 000 000
3		Coopération en matière des droits humains					
TOTAL			**22 959 797 660**		**22 959 797 660**		**11779653460**

1.7. VENTILATION DES EFFECTIFS GLOBAUX ET PAR MASSE SALARIALE 2026-2027

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale 2027

Grade	Emplois			Crédits de masse salariale 2027			
	Emplois 2026 (-retraite)	Evolutions pour 2026 (actions Nouvelles) (2)	Projection Emplois 2027	Barème/ Base (1)	Ancienneté/ Échelon (2)	Avancement	Total masse salariale (4)=(3X1) x12
	-1		(3)= (1+2)			-3	
I. Traitement de Base							
Hauts Fonctionnaires							
SG	2	0	2	415.439	-	-	9 970 536
DG	-	-	-	-	-	-	-
Directeur	2	6	8	402528			38 642 688
Cadres Supérieurs							
CD	10	47	57	386238	-	-	264 186 792
CB	45	129	174	371760	-	-	776 234 880
Agents de Collaboration							
ATA1 (ATB1)	95	37	132	353960	-	-	560 672 640
ATA2 (ATB2)	234	173	407	340022	-	-	1 660 667 448
AGA1 (AGB1)	318	815	1133	325538	-	-	4 426 014 648
Agents d'exécution							
AGA2 (AGB2)	417	186	603	312564	-	-	2 261 713 104
AA1	71	48	119	298965	-	-	426 922 020
AA2	14	17	31	279685	-	-	104 042 820
Huissier	1	1	2	265720	-	-	6 377 280
Sous-Total	1 209	1 458	2 667	444 856			10 535

Source : DRH DROITS HUMAINS

2. PRESENTATION DES PROGRAMMES

2.1. PROGRAMME 1 : 110 - ADMINISTRATION GENERALE

Responsable du Programme : MANTOBO MENETUDIA Bertin

Fonction : Secrétaire Général

2.1.1. Périmètre du programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par les structures ci-après : Cabinet du Ministre, Secrétaire Général, Direction des Services Généraux et des Ressources Humaines (DSG**&**RH), Direction d'Etudes et Planification (DEP), Direction d'Archives, Documentation, Publication et Diffusion (DAP) et Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP).

2.1.2. Stratégie du programme

Elle consiste notamment à :

1) Doter l'Administration centrale des Droits Humains d'un bâtiment propre et approprié ;
2) Redynamiser les Divisions provinciales des Droits Humains ;
3) Assurer le renforcement de capacités des Cadres et Agents de l'Administration des Droits Humains ;
4) Concevoir et planifier les projets du Ministère ;
5) Assurer l'archivage ;
6) Assurer la gestion des projets et des marchés publics du Ministère.

2.1.3. Objectifs et indicateurs de performance

2.1.3.1 Les objectifs du programme sont les suivants :

Objectif 1 : **Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du Secrétariat Général aux Droits Humains ;**

Objectif 2 : **Appuyer la mise en place des outils de gestion du Secrétariat Général aux Droits Humains ;**

Objectif 3 : **Doter l'Administration des Droits Humains des bâtiments, du charroi automobile, des équipements, mobiliers et matériels de bureaux.**

2.1.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 8 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Objectif 1 : Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du Secrétariat Général aux Droits Humains								
Indicateurs		**Unité de Mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des documents élaborés sur la politique et la stratégie sectorielle.	**Nombre**	2	3	5	15	25	40
***Source** : RapportS/DEP*								
Mode de calcul : Comptage des documents élaborés								

Commentaires : Il s'agit d'évaluer les efforts du Ministère dans l'élaboration des documents stratégiques, politiques, plans d'actions, directives et cadres de référence destinés à orienter les interventions du secteur des droits humains.								
2	Nombre des mesures prises pour la promotion du genre	Nombre	ND	ND	-	5	7	10
***Source** : Rapports /DSG&RH*								
Mode de calcul : Comptage des mesures prises								
Commentaires : Il s'agit d'améliorer les conditions de vie et de renforcer la qualité des prestations du personnel des droits humains par genre.								
3	Taux de mise en œuvre des mesures prises	%	ND	ND	-	20	30	40
***Source** : Rapports/ DSG&RH*								
Mode de calcul : (Mesures appliquées / mesures prises) x 100								
Commentaires : Il s'agit d'évaluer le taux d'exécution des mesures prises en vue de l'amélioration de la situation de l'Administration de Droits Humains.								

Objectif 2 : Appuyer la mise en place des outils de gestion du Secrétariat Général aux Droits Humains

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de Mise en œuvre du Plan Directeur Informatique (PDI)	%	ND	ND	-	**15**	**30**	**40**
Source : Rapports/ DAP								
Mode de calcul : (phases du PDI exécutées / phases du PDI prévues) x 100								
Commentaires : Il s'agit de l'ensemble des orientations stratégiques du système d'information de l'Administration.								
2	Proportion d'outils de gestion élaborés et / ou acquis.	%	10	15	-	20	30	40
***Source** : DAP*								
Mode de calcul : (Nbre d'outils de gestion élaborés et/ou acquis/Nbre d'outils de gestion prévus) x 100								
Commentaires : Il s'agit de doter l'Administration des outils modernes de gestion.								

Objectif 3 : Doter l'Administration générale des bâtiments, du charroi automobile, des équipements, mobiliers et matériels de bureaux.								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux d'exécution des dépenses en capital	%	ND	ND	-	20	25	30
Source : Rapports/DSG&RH								
Mode de calcul : (dépenses en capital exécutées/ dépenses en capital prévues) x 100								
Commentaires : Il s'agit d'évaluer l'effectivité des dépenses en capital du Ministère exécutés par rapport au budget alloué.								
2	Taux de réalisation des travaux de construction des Bâtiments	%	ND	ND	18,5	25	35	50
*Source : Rapports/*CGPMP								
Mode de calcul : (Nombre d'activités réalisées /Nombre d'activités prévues) x 100								
Commentaires : : Il s'agit d'évaluer l'état d'avancement des travaux en rapport avec la construction des Bâtiments pour l'Administration centrale et les divisions provinciales.								
3	Taux d'acquisition des matériels de bureau et outils informatiques	%	ND	ND	-	25	50	75
*Source : Rapports/*DSG&RH								
Mode de calcul : (Nombre des matériels de bureau et outils informatiques acquis/nombre des matériels de bureau et outils informatiques prévus) x 100.								
Commentaires : Il s'agit d'évaluer les matériels de bureau et outils informatiques acquis.								

2.1.4. Evolution des credits du programme

2.1.4.1. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 9 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2026-2028

Rubrique	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE EN COURS LF 2026**		**Projections 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	
Fonctionnement des Ministères	3 423 814 958		4 065 120 775	6 686 690 121	4911048537
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	750 000 000		110 348 271		610348271
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Propres	800 925 109		2 921 063 875	-	4705276650
Rémunérations	9 188 532 323		7 308 955 676	4 684 853 910	9774653460
Subventions aux	-	-	-	-	-

Organismes Auxiliaires					
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	-
Total	**14 163 272 390**		**14 405 488 597**	**11 371 544 031**	**20 001 326 918**

Source : LFR 2025, LF : 2026 et CDMT Central 2026-2028

2.1.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 9 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 – 2027

Titre	**REALISATIONS LFR 2025**		**EXERCICE ENCOURS LFR 2026**		**Prévisions 2027 en FC**
	Crédits votés en FC	**Exécution en FC**	**Crédits votés en FC**	**Exécution à fin juin en FC**	
I. Dépenses Courantes	13 362 347 281		**11 484 424 722**	**11 371 544 031**	CDMT
Titre III : Dépenses de personnel	9 188 532 323		7 859 202 518	4 684 853 910	10 440 400 235
Titre IV : Biens et matériels ;	1 094 356 707		1 738 986 893	300 000 000	1 592 202 831
Titre V : Dépenses de prestations ;	2 329 458 251		1 124 940 867	6 386 690 121	1 802 152 758
Titre VI : Transferts et interventions	750 000 000		761 294 444	-	1 461 294 444
II. Dépenses en capital	800 925 109		**2 921 063 875**	**-**	
Titre VII : Equipements	800 925 109		2 921 063 875	-	2 057 156 325
Financement intérieur	-	-		-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	2 648 120 325
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total	**14 163 272 390**		**14 405 488 597**	**11 371 544 031**	20 001 326 918

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.5. Evolution des crédits par action du programme

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 10 : Présentation des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	**1101**	Pilotage de la stratégie ministérielle des Droits Humains	4 779 432 467		1 811 350 890	6 686 690 121	**2316205777**
2	**1102**	Coordination Administrative des Droits Humains	9 383 839 923		11 906 804 946	4 684 853 910	**17 844 048 264**
3	**1103**	Gestion des ressources et Humaines, financières et matérielles			267 189 783	-	**514 134 841**
4	**11 04**	Planification, programmation et suivi-évaluation			246 945 058	-	**246 945 058**
5	**11 05**	Gestion des Archives, documentation, informations et communication.			173 197 920	-	**173 197 920**
Total			**14 163 272 390**		**14 405 488 597**	**11 371 544 031**	**21 094 531 860**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2. PROGRAMME 2 : (111) PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Responsable du Programme : **MBUADI BALHA-BALHA Bernard**
Fonction : Directeur de Protection et Prévention

2.2.1. Périmètre du programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par les directions ci-après : Direction de Promotion, Direction de Protection et prévention et Direction de l'Inspection.

Aussi, les opérateurs de l'Etat qui interviennent dans la mise en œuvre de la stratégie du programme sont le Fonds National de Réparation des Victimes de Violences Sexuelles liées aux conflits et des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (**FONAREV)** et le Fonds d'Indemnisation de Justice Transitionnelle.

2.2.2. Stratégie du programme

Les interventions ci-après visent à répondre aux différents besoins de la protection et prévention des droits humains. Il s'agit notamment de :

1) Améliorer la protection des droits humains relatifs aux droits civils, politiques, socioéconomiques et culturels ;
2) Suivre et mettre en œuvre les recommandations des traités et conventions dûment ratifiés par la RDC et des Objectifs du Développement Durable (ODD) ;
3) Observer les évolutions des droits de l'homme et la sécurité dans les industries extractives « RSDH », le secteur de l'environnement et du climat ;
4) Poser le diagnostic et envisager les solutions en matière des droits de l'homme ;
5) Créer un Corps des Inspecteurs des droits humains dans les différentes thématiques (Industries Extractives-Environnement-Climat-Bonne Gouvernance) ;
6) La protection des défenseurs des droits de l'homme.

2.2.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.2.3.1. Les objectifs du programme sont les suivants :

Objectif 1 : **Contribuer à l'amélioration de la gestion des mécanismes de promotion des droits humains ;**

Objectif 2 : **Renforcer la responsabilité de l'Etat dans la protection des droits humains et implémenter les mécanismes de justice transitionnelle ;**

Objectif 3 : **Participer aux différents forums régionaux et internationaux des droits humains.**

2.2.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau 14 : Cadre de performance des objectifs du programme promotion et protection des droits humains

Objectif 1 : Contribuer à l'amélioration de la gestion des mécanismes de promotion des droits humains								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	Cibles		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	2028
N°	Nom de l'indicateur							
1	Nombre des mécanismes identifiés	Nombre	ND	ND	-	10	15	20
Source : Direction de Promotion								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaire : Il s'agit d'identifier les mécanismes existants et opérationnels de promotion des droits de l'homme.								
2	Niveau d'exécution de la politique nationale de promotion des droits humains	%	ND	ND	-	20	30	40
Source : Direction de Promotion								
Mode de calcul : (phases réalisées/phases prévues) x 100								
Commentaires : il importe de mettre en place puis évaluer la politique nationale de promotion des droits humains avec toutes les parties prenantes.								
3	Taux de sensibilisation des populations sur les mécanismes de promotion des droits humains.	%	ND	ND	-	20	30	40
Source : Direction de Promotion								
Mode de calcul : (Nbre de sensibilisations tenues / Nbre de sensibilisations prévues) x 100								
Commentaires : Il s'agit de l'organisation des campagnes de sensibilisation dans toutes les provinces sur les mécanismes de promotion des droits humains suivant les catégories ci- après : homme, femme, enfant et personnes vulnérables en matière des droits de l'homme.								

Objectif 2 : Renforcer la responsabilité de l'Etat dans la protection des droits humains et implémenter les mécanismes de justice transitionnelle.								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en**	**Cible**		
N°	**Nom de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
1	Prévalence des violences sexuelles liées aux conflits sur les filles et les femmes	%	45		-	-		
Source : Direction de Protection								
Mode de calcul : (Nbre des victimes femmes/ Nbre des victimes recensées) X100								
Commentaires : Il s'agit de cibler les zones à fortes concentrations des violations des droits humains, de mettre en place une cartographie et d'y enregistrer les cas de violations afin de les traiter. Toutefois il est difficile de faire une projection des violations (Non Définies : ND) mais le travail s'attèlera sur la réduction et la baisse des violations.								
2	Taux de poursuite des auteurs des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.	%	ND	ND	-	5	8	13
Source : Rapports/ Direction de Protection								

Mode de calcul : (Nbre d'auteurs poursuivis /Nbre d'auteurs identifiés) X100								
Commentaires : Il s'agit d'évaluer le niveau d'implication du ministère des droits humains dans la lutte contre l'impunité à travers le nombre de poursuites engagées contre les auteurs de ces crimes.								
3	Nombre de campagnes de sensibilisation de la population sur la protection de l'environnement contre la pollution.	Nombre	25	30	-		50	75
Mode de calcul : Comptage								
Source : Rapports/Direction de Promotion								
Commentaires : Il s'agit de répertorier les campagnes de sensibilisation pour la protection de l'environnement contre la pollution.								

Objectif 3 : Protéger les défenseurs, témoins et victimes des violations des droits de l'homme								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Nom de l'Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
1	Nombre des défenseurs, témoins et victimes recensés et/ou enregistrés	Nombre	0	0	0	ND	100	150
Source : Rapports/Direction de Protection								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaire : il s'agit de répertorier les défenseurs, témoins et victimes recensés et/ou enregistrés sur l'ensemble du territoire national.								
2	Nombre des défenseurs, témoins et victimes protégés.	Nombre	0	0	0	ND	50	100
Source : Rapports/Cabinet, Direction de Protection								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaire : il s'agit de répertorier les défenseurs, témoins et victimes protégés sur l'ensemble du territoire national.								
3	Taux de participation des défenseurs, témoins et victimes au cadre de dialogue avec le Ministère.	%	10	16	25	40	60	80
Source : Rapports/Direction de Protection								
Mode de calcul : (Nombre de défenseurs, témoins et victimes présents/Nombre de défenseurs, témoins et victimes sélectionnés) X100								
Commentaire : il s'agit d'évaluer le niveau d'implication des défenseurs, témoins et victimes dans les mesures et décisions prises par le Ministère en leur faveur.								

Evolution des crédits du programme

2.2.3.1. Evolution par rubriques budgétaire

Tableau 15 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2026-2028

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	344 833 219		606 690 345	-	789 764 409
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	72 000 000 000		5 591 640 630	-	675 3272 333
Investissements sur Ressources Extérieures			-	-	
Investissements sur Ressources Propres			-	-	
Rémunérations			-	-	2 005 000 000
Subventions aux Organismes Auxiliaires			-	-	
Subventions aux Services Ex-BPO			-	-	
Total	**72 344 833 219**		6 198 330 975	-	9 548 036 742

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.3.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 16 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 – 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	72 344 833 219		12 142 008 023	-	9 548 036 742
Titre III : Dépenses de personnel	64 495 461		5 826 900 389	-	2 065 269 205
Titre IV : Biens et matériels ;	127 823 552		377 532 520	-	565 016 023
Titre V : Dépenses de prestations ;	152 514 206		178 030 460	-	164 479 181
Titre VI : Transferts et interventions	72 000 000 000		5 759 544 654	-	6 753 272 333
II. Dépenses en capital			-	-	
Titre VII : Equipements			-	-	
Financement intérieur			-	-	
Financement extérieur			-	-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière			-		
Financement intérieur			-	-	
Financement extérieur			-	-	
Total	**72 344 833 219**		12 142 008 023	-	9 548 036 742

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.4. Evolution des crédits par action du programme

2.2.4.1. Présentation des crédits par action

Tableau 17 : Evolution des crédits par action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	**11 11**	Respect des droits humains	77 013 664		420 441 466	-	
2	**11 12**	Justice Transitionnelle	72 069 988 578		3 782 352 210	-	
3	**11 13**	Suivi du respect des droits Humains	106 080 986		186 248 879	-	**356 322 650**
Total			**72 344 833 219**		**4 389 042 555**	**-**	**356 322 650**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3. PROGRAMME 3 : Coopération en matière des droits de l'homme.

Responsable du programme : BATILATO BALABALA Breyph
Fonction : Directeur de Coopération.

2.3.1. Périmètre du programme

La stratégie du programme est mise en œuvre par la Direction de Coopération.

2.3.2. Stratégie du programme

Elle consiste notamment à répondre aux différents besoins des services relatifs à l'amélioration de collaboration et coopération avec les organisations internationales, régionales et nationales en matière des droits de l'homme.

Il s'agit entre autres de :

1) Renforcer les capacités et le pouvoir d'agir ensemble pour soutenir un développement collectif, inclusif, durable et équitable ;
2) Présenter les rapports nationaux conformément aux obligations découlant des traités et conventions internationaux ;
3) Défendre les progrès réalisés par la République Démocratique du Congo en matière de promotion et de protection des droits humains ;
4) Mettre en œuvre les Objectifs du Développement Durable (ODD).

2.3.3. Objectifs et indicateurs de performance

a. Les objectifs du programme sont les suivants :

Objectif 1 : **Représenter activement la République Démocratique du Congo lors des sessions et réunions des instances internationales et régionales des droits humains ;**

Objectif 2 : **Renforcer le partenariat au niveau national et international pour le respect des droits de l'homme ;**

Objectif 3 : **Faire reconnaitre le génocide pour gains économiques commis en République Démocratique du Congo (GENOCOST).**

b. Les objectifs du programme sont les suivants :

Tableau 22 : Cadre de performance des objectifs du programme Coopération

Objectif 1 : Représenter activement la République Démocratique du Congo lors des sessions et réunions des instances internationales et régionales des droits humains								
Indicateurs		**Unité de Mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de participation de la RDC aux fora des droits de l'homme.	%	ND	ND	-	10	15	20
Source : Rapports/Direction de Coopération								
Mode de calcul : (Nbre des fora auxquels la Rdc a pris part/Nbre des fora prévus) X100								
Commentaires : Il s'agit d'évaluer le taux de participation de la RDC aux différents fora des instances internationales et régionales.								
2	Nombre des rapports présentés et soumis	Nombre	ND	ND	-	25	50	75
Source : Rapports/ Direction de Coopération								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaires : Il s'agit de répertorier les rapports présentés et défendus devant les mécanismes internationaux et régionaux en matière des droits de l'homme.								
3	Taux de mise en œuvre des recommandations reçues	%	ND	ND	-	20	30	40
Source : Rapports/ Direction de Coopération								
Mode de calcul : (Nombre des recommandations mises en œuvre/Nombre des recommandations reçues) x 100								
Commentaires : Il s'agit de répertorier les recommandations reçues et d'en ressortir celles qui ont été mises en œuvre.								

Objectif 2 : Renforcer le partenariat au niveau national et international pour le respect des droits de l'homme								
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**		**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Nombre des réunions de concertation avec les partenaires.	Nombre	45	ND	20	40	60	80
Source : Rapports/Direction de Coopération								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaires : Il s'agit de dénombrer les réunions de concertation avec les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile.								
2.	Taux de collaboration avec les institutions nationales et internationales.	%	ND	ND	20	40	60	80
Source : Rapports/Direction de Coopération								

Mode de calcul : (Nbre d'activités conjointes exécutées/Nbre d'activités conjointes prévues X100
Commentaires : Il s'agit de jauger le niveau de collaboration du Ministère avec d'autres services de l'Etat ainsi que les organisations de la société civile et les PTF.

3	Taux de mise en œuvre des accords conclus.	%	ND	ND	20	50	70	100
Source : Rapports/Direction de Coopération								
Mode de calcul : (Nombre d'accords mis en application /nombre d'accords conclus) x 100.								
Commentaires : **Il s'agit de répertorier les accords conclus et d'en ressortir ceux mis en application**								

Objectif 3 : Faire reconnaitre le génocide pour gains économiques commis en République Démocratique du Congo (GENOCOST)

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice**	**Cibles**	
No	**Nom de l'indicateur**		**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre des plaidoyers menés.	Nombre	ND	ND	-	50	75	100
Source : Rapports/Direction de Coopération								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaires : Il s'agit de dénombrer des plaidoyers menés à tous les niveaux pour la reconnaissance du Génocost.								
2	Nombre des résolutions reconnaissant le Genocost.	Nombre	nd	2		5	7	10
Source : Rapports/Direction de Coopération								
Mode de calcul : Comptage								
Commentaires : Il s'agit de dénombrer les résolutions internationales et régionales qui reconnaissent le Genocost.								

2.3.4. Evolution des crédits du programme

2.3.4.1. Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 23 : Ventilation des crédits du programme par rubrique 2026-2028

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	3 517 183 917		183 074 064	-	5 135 722 437
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 897 789 675		3 612 278 439	-	862 500 000
Investissements sur Ressources Extérieures			-	-	
Investissements sur Ressources Propres	1 150 000 000		-	-	920 262 950
Rémunérations	4 999 073 316		-	-	9 739 844 262
Subventions aux Organismes Auxiliaires			-	-	
Subventions aux Services Ex-BPO			-	-	
Total	**15 564 046 908**		**3 795 352 503**	**-**	16 658 329 549

Source : LFR 2025, LF : 2026 et CDMT Central 2026-2028

2.3.4.2. Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 24 : Présentation des crédits du programme par titre 2025 - 2027

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	14 414 046 908		3 795 352 503	-	
Titre III : Dépenses de personnel	5 447 506 796		12 376 240	-	
Titre IV : Biens et matériels ;	1 142 804 053		104 868 501	-	
Titre V : Dépenses de prestations ;	1 833 253 396		65 829 323	-	
Titre VI : Transferts et interventions	5 990 482 663		3 612 278 439	-	
II. Dépenses en capital	**1 150 000 000**		-	-	
Titre VII : Equipements	650 000 000		-	-	
Financement intérieur			-	-	
Financement extérieur			-	-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	500 000 000		-	-	
Financement intérieur			-	-	
Financement extérieur			-	-	
Total	**15 564 046 908**		**3 795 352 503**	**-**	

Source : Lois de Finances Rectificatives 2025 et LF 2026, CDMT 2026-2028.

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme

2.3.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau 25 : Présentation des crédits par Action

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2024		EXERCICE ENCOURS LFR 2025		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1	11 21	Plaidoyer national et international	1 854 492 484		3 612 278 439	-	
2	11 22	Participation active et régulière de la RDC sur la scène internationale.	13 709 554 424		183 074 064	-	
3	11 23	Mise en œuvre effective des engagements issus des mécanismes nationaux et internationaux.			183 074 064	-	
Total			15 564 046 908		**3 978 426 567**	-	

Source : Lois de Finances Rectificatives 2025 et 2026, PTA 2026

SOUS-SECTEUR 2.2: DIPLOMATIE

39. Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise

Section 22 et 23

I. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Madame **Thérèse KAYIKWAMBA WAGNER**, Ministre d'Etat

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSION DU MINISTERE

Le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise a pour mission principale la protection, la défense et la promotion des intérêts de la République Démocratique du Congo à travers ses représentations à l'extérieur du Pays. Il assure le développement des relations diplomatiques, politiques, économiques et culturelles avec les autres États et les organisations internationales.

Conformément à l'ordonnance n°293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise a pour attributions :

- Animation et suivi de la politique étrangère de la République Démocratique du Congo et de sa diplomatie ;
- Défense des intérêts de l'État auprès des puissances étrangères ;
- Assistance aux autres ministères dans leurs rapports avec l'extérieur ;
- Suivi de la gestion de tous les Traités, Accords, Conventions, Protocoles d'Accords et Arrangements conclus avec les partenaires extérieurs et les Organisations Internationales ;
- Préparation des travaux avec les organisations bilatérales et multilatérales et suivi de l'exécution de leurs décisions et recommandations ;
- Gestion des relations de coopération bilatérale et multilatérale du pays ;
- Préparation et gestion des travaux des Commissions mixtes et suivi de l'exécution de leurs décisions et recommandations ;
- Protection diplomatique des Congolais à l'étranger ;
- Préparation des conférences et des négociations des Accords de coopération bilatérale ou multilatérale, en collaboration avec les autres ministères et organismes concernés ;
- Etc.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Dans sa configuration actuelle, le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise comprend :

- Le Cabinet du Ministre d'Etat ;
- Le Secrétariat Général aux Affaires Etrangères (SG et trois cellules, 4 Directions standards et 12 directions métiers) ;
- Le Secrétariat Général à la Coopération Internationale (SG et trois cellules, 4 Directions standards et 5 directions métiers) ;
- Le Secrétariat Technique à la Francophonie ;
- La Délégation Générale à la Francophonie ;
- La Délégation Générale à la MONUSCO.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. PRIORITES NATIONALES

La RDC entretient avec la communauté internationale des relations fondées sur les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 régissant les relations diplomatiques et consulaires et de ce fait, ambitionne de mobiliser le potentiel immense du pays pour faire du Congo, une terre de paix et de mieux-être et également une puissance régionale au cœur de l'Afrique.

Cependant, il est à relever la persistance des contraintes majeures qui pèsent tant sur le système diplomatique congolais que sur la coopération internationale, à savoir : (i) absence de documents de politique et de stratégie en matière de politique extérieure ; (ii) obsolescence des textes régissant le corps des diplomates ; (iii) mauvaise image de la diplomatie qui entame la crédibilité du pays à l'extérieur ; (iv) déficit des actions de coopération illustrée par la faible participation aux rencontres bi et multilatérales et exploitation limitée des opportunités diplomatiques et économiques ; (v) dysfonctionnement des structures chargées de promouvoir la Coopération à l'extérieur ; etc.

Pour relever ces défis, le gouvernement ambitionne de : (i) capitaliser la position géostratégique de la RDC afin de renforcer sa présence sur les scènes africaines et internationales où se jouent les grands enjeux mondiaux ; (ii) renouveler le corps diplomatique en veillant au renforcement des capacités de ses ressources humaines, logistiques et infrastructurelles ; (iii) relancer la coopération sans exclusive et diversifier les partenaires sur base des besoins et des intérêts de la RDC, tout en renforçant les relations avec les partenaires traditionnels ; (iv) redynamiser la fonction économique au sein des représentations diplomatiques, etc.

Pour ce faire, les objectifs suivants sont assignés au secteur :

- Assurer la pleine participation du pays sur la scène régionale et internationale ;
- Redorer l'image de la diplomatie à l'extérieur, réorganiser et assainir l'appareil diplomatique ;
- Améliorer les conditions de travail des diplomates à la centrale et en postes diplomatiques ;
- Optimiser la gestion des relations de coopération au service du développement de la RDC ;
- Affirmer la vocation économique et socioculturelle propre à la RDC sur la scène internationale.

I.2.2. POLITIQUES SECTORIELLES

Le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise, dans sa mission de la protection, la défense et la promotion des intérêts de la République Démocratique du Congo à travers ses représentations à l'extérieur du Pays est confronté à plusieurs contraintes structurelles, financières, administratives, infrastructurelles qui affectent l'appareil diplomatique. Il s'agit notamment de :

- Absence de documents de politique et de stratégie en matière de politique extérieure ;
- Multiplicité des centres pour les actions de coopération qui échappent à la coordination du Ministère ;
- Personnel pléthorique dont la plupart ne répond pas au profil d'un agent de carrière du Ministère des Affaires Etrangères ;
- Obsolescence du système de communication et non sécurisation des informations diplomatiques et stratégiques ;
- Paiement tardif et irrégulier des frais de fonctionnement aux missions diplomatiques, consulaires et à la centrale ;
- Absence d'un Comité de suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations de

différentes Conférences Diplomatiques ;

- Déficit du personnel diplomatique et défaut de représentativité dans les Organisations Internationales ;
- Absence de politique de placement des cadres congolais au sein des Organisations Internationales ;
- Caducité de beaucoup d'Accords de coopération signés par la RDC avec les partenaires extérieurs ;
- Insuffisance d'infrastructures (mobilières et immobilières) ;
- Non prise en compte des écoles consulaires dans la politique sectorielle du Ministère ;
- Insuffisance de suivi des actions financées sur ressources extérieures mobilisées ;
- Manque de synergie entre institutions facilitant la coordination dans la mise en œuvre des projets de développement et la régularisation des cotisations de la RDC auprès des Organisations Internationales et Régionales ;
- Insuffisance des centres de capture à l'intérieur et à l'extérieur du pays ;
- Non uniformisation d'actes générateurs des recettes du secteur diplomatique (à la centrale et dans les missions diplomatiques) ;
- Impaiement des engagés locaux auprès des missions diplomatiques et consulaires ;
- Manque de la promotion de la Francophonie à l'arrière-pays ;
- Manque de mobilité à la centrale et à l'extérieur ;
- Insuffisance de financement et faible taux d'exécution du budget alloué au secteur par le Trésor public.

Pour y remédier, le Ministère, dans le cadre de la lettre de mission du secteur, a pris l'engagement d'intervenir à travers les six axes stratégiques suivants :

- Amélioration des conditions de vies des diplomates et de l'outil diplomatique
- Formation et recyclage des diplomates ;
- Numérisation et digitalisation des services ;
- Redynamisation de la diplomatie à vocation économique pour la mobilisation des ressources extérieures ;
- Mobilisation des investissements extérieurs ;
- Renforcement des structures de l'Administration pour promouvoir la coopération et les partenariats.

En perspective, le document de politique et de stratégie en matière de politique extérieure est en cours d'élaboration.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau n° 1 : Maquette Programmatique du Ministère

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
22 & 23	AFFAIRES ETRANGERES, COOPERATION INTERNATIONALE, FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE						
			ADMINISTRATION GÉNÉRALE			**Cabinet du Ministre, SG, Délégation Générale à la MONUSCO, Délégation Générale à la Francophonie, Secrétariat Technique à la Francophonie, DRH, DAF, DEP, DANTIC, Direction Protocole d'Etat, CGPMP, CTA, Cellule de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE)**	
					Pilotage de la stratégie Ministérielle	Cabinet du Ministre, Délégation Générale à la MONUSCO, Délégation Générale à la Francophonie, Secrétariat Technique à la Francophonie	
					Coordination Administrative des Affaires Etrangères	SG, DAF, DRH, DEP, DANTIC, CTA, CGPMP	
					Coordination Administrative de la Coopération Internationale	SG, DAF, DRH, DEP, DANTIC, CTA, CGPMP, CCRE	
					Gestion du protocole d'Etat	Protocole d'Etat	
			DIPLOMATIE DE DEVELOPPEMENT ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL			**Direction des transmissions, Inspection des postes diplomatiques et consulaires, Direction chancellerie et litiges, Direction de la francophonie, Direction de l'académie diplomatique congolaise, Direction des Affaires juridiques et contentieux, Direction Afrique et Moyen Orient, Direction Amérique, Asie et Océanie, Direction Europe, Missions diplomatiques et consulaires.**	
					Gestion du réseau diplomatique et consulaire	Direction des transmissions, Inspection des postes diplomatiques et consulaires, Direction chancellerie et litiges	

					Diplomatie culturelle, scientifique et promotion de la francophonie	Direction de la francophonie, Direction de l'académie diplomatique congolaise	
					Défense des intérêts de la diaspora congolaise et protection des étrangers en RDC	Direction des Affaires juridiques et contentieux	
					Promotion des investissements extérieurs et attractivité	Direction Afrique et Moyen Orient, Direction Amérique, Asie et Océanie, Direction Europe, Missions diplomatiques et consulaires.	
			COOPERATION INTERNATIONALE			**Direction de Coopération Bilatérale avec les pays du Nord, Direction de Coopération Bilatérale avec les pays du Sud, Direction de Coopération Multilatérale, Direction des Investissements Extérieurs, Direction de Coopération Décentralisée.**	
					Coopération bilatérale	Direction de Coopération Bilatérale avec les Pays du Nord, Direction de Coopération Bilatérale avec les Pays du Sud	
					Coopération multilatérale	Direction de Coopération Multilatérale	
					Promotion des relations avec les Organisations Internationales	Direction de Coopération Multilatérale	
					Appui à la mobilisation de l'aide au développement	Direction des Investissements Extérieurs, Direction de Coopération Décentralisée	
			MOBILISATION DE LA DIASPORA CONGOLAISE ET PLACEMENT DES CONGOLAIS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX			**Direction des Congolais de l'Etranger, Direction des Organisations Internationales**	
					Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Direction des congolais de l'étranger	
					Promotion de l'expertise congolaise au niveau international	Direction des Organisations Internationales	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

En dépit des contraintes structurelles, financières, administratives, infrastructurelles qui affectent l'appareil diplomatique, le Ministères des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise a réalisé au cours de trois dernières années les actions suivantes :

- Acquisition du bâtiment de la Mission Permanente à New-York ;
- Election de la RDC comme membre du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine ;
- Election de la RDC comme membre du Conseil des Droits de l'Homme ;
- Election de la RDC comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies ;
- Election de la RDC comme Vice-Président à la quatre-vingtième session de l'Assemblée Générale des Nations-Unies ;
- Fin à l'obligation de notification préalable concernant l'achat ou le transfert des matériels militaires en RDC ;
- Mise en œuvre de la numérisation du processus d'obtention des passeports ;
- Organisation de la Commission Mixte RDC-Allemagne à Berlin ;
- Organisation de la Grande-Commission Mixte RDC-Afrique du Sud à Kinshasa ;
- Organisation des 9ème Jeux de la Francophonie à Kinshasa ;
- Organisation des Consultations Politiques RDC-Libéria à Kinshasa
- Participation au Forum CHINE-AFRIQUE à Pékin ;
- Participation aux travaux de TICAD au Japon ;
- Signature des Accords de paix avec le Rwanda à Washington ;
- Signature des Accords économiques avec les USA à Washington ;
- Signature du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD 2025-2029)
- Tenue de la deuxième réunion du Comité Mixte Permanent de Concertation RDC-Belgique ;
- Tenue de la première réunion du Comité Mixte de Concertation RDC-Allemagne à Kinshasa;
- Tenue de quatre réunions de la Structure Mixte de Concertation Technique RDC-SUISSE à Kinshasa ;
- Etc.

I.4.2. PERSPECTIVES

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la lettre de missions, le Ministère entend mettre en œuvre les actions ci-après couvertes par les 6 axes stratégiques susmentionnés :

- Elaboration de la politique sectorielle ;
- Revisitation des textes régissant le secteur ;
- Relecture des Cadres organiques des Administrations du Ministère ;
- Réforme de l'Académie Diplomatique ;
- Renforcement des capacités institutionnelles ;
- Installation des Antennes de Coopération dans 10 provinces ;
- Organisation des Commissions Mixtes avec les partenaires bilatéraux ;
- Digitalisation et uniformisation des visas ;
- Digitalisation et numérisation du Ministère ;
- Production de l'annuaire de coopération ;
- Mise en place et finalisation des sections économiques dans les ambassades ;
- Obtention du contreseing de la nouvelle grille barémique des diplomates et engagés locaux ;
- Mise en œuvre de la couverture médicale des diplomates en postes et leurs dépendants ;

- Participation aux réunions des Conseils d'Administration des Agences du système des Nations-Unies ;
- Construction d'un nouveau bâtiment du Ministère ;
- Acquisition, réhabilitation et équipement des bâtiments à la Centrale ;
- Acquisition, construction et réhabilitation des ambassades ;
- Paiement des arriérés des contributions dans les OI ;
- Organisation et participation aux conférences, fora, sommets et autres rencontres internationaux ;
- Initiation des réformes concernant la gestion des écoles consulaires en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté ;
- Suivi de l'exécution des Accords et Conventions avec les partenaires bi et multilatéraux ;
- Implantation des Centres de Lecture et d'Animation Culturels (CLAC) ;
- Etc.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIFS

Les objectifs les plus représentatifs du Ministère sont :

- Objectif 1 : Renforcer la présence et l'influence de la RDC sur la scène internationale ;
- Objectif 2 : Améliorer la performance et la crédibilité de l'appareil diplomatique ;
- Objectif 3 : Optimiser la mobilisation des ressources extérieures et la contribution de la diaspora au développement du pays

I.5.2. CADRE DE PERFORMANCE DES OBJECTIFS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Tableau n° 2 : Cadre de performance des Objectifs représentatifs du Ministère

Objectif 1. Renforcer la présence et l'influence de la RDC sur la scène internationale									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de participation effective de la RDC aux rencontres diplomatiques stratégiques	%	8	11	19	ND .	50	80	100
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre de participations stratégiques/Rencontres stratégiques prévues) *100									
Commentaires :									
Indicateur		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2	Taux d'initiatives diplomatiques ayant abouti	%							
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre d'initiatives diplomatiques ayant abouti /Nombre d'initiatives diplomatiques menés par la RDC) * 100									
Commentaires : Par initiative diplomatique, il faut entendre projet de résolution, déclaration, plaidoyer porté ou co-porté par la RDC									
Objectif 2. Améliorer la performance et la crédibilité de l'appareil diplomatique									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de satisfaction des requérants des passeports	%	91	91	45	60	95	98	100
Source : Direction chancellerie et litiges									

Mode de calcul : (Nombre de passeports délivrés dans le délai /Nombre de passeports sollicités) *100									
Commentaires : délai : ≤ à 30 jours									
2	Taux de satisfaction des requérants des visa RDC								
Source : Direction Chancellerie et litiges									
Mode de calcul : (Nombre de visa délivrés dans le délai/Nombre de visa sollicités) *100									
Commentaires : délai : ≤ 14 jours ouvrables									
3	Taux des postes diplomatiques et consulaires viables	%	52	58	62	71	80	90	100
Source : DEP									
Mode de calcul : (Nombre de postes diplomatiques et consulaires viables/Nombre de postes existants) *100									
Commentaires :									
Objectif 3. Optimiser la mobilisation des ressources extérieures et la contribution de la diaspora au développement									
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Montant des ressources extérieures mobilisées avec l'appui du ministère	USD	2815651038	3087734091	2157360459	1379730635	813063965	763063965	763063965
Source : DEP									
Mode de calcul : ∑ressources extérieures mobilisées									
Commentaires :									
2	Taux de contributions de la diaspora au développement	%	2.45	2.36	2.42		5	8	10
Source :									
Mode de calcul : (Contribution de la diaspora année N-contribution de la diaspora année N-1/ contribution de la diaspora année N-1) *100									
Commentaires :									
3	Taux de mise en œuvre des accords signés	%	75	80	85	90	95	95	100
Source :									
Mode de calcul : (Nombre d'accords exécutés/Nombre total d'accords signés) *100									
Commentaires :									

I.6. EVOLUTION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

Tableau n° 3 : Evolution des crédits par Titre 2025-2027

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	2027
I. Dépenses courantes		**220 020 402 467**	**483 876 010 087**	**372 568 803 096**		**462 370 626 009**
1	Titre III : Dépenses de personnel	94 980 715 704	196 303 430 239	134 032 853 966	67 237 403	170 303 666 823
2	Titre IV : Biens et matériels	5 915 128 199	5 538 969 363	7 147 662 436	2 199 800 000	13 709 769 548
3	Titre V : Dépenses de prestations	47 856 141 486	55 991 950 656	97 161 800	128 789 542 259	110 890 625 933
4	Titre VI : Transferts et interventions	71 268 417 078	226 041 659 O29	134 226 486 507	37710774338	167 466 563 705
II. Dépenses en capital		**35 260 345 842**	**123 315 798 299**	**4 1549 397 718**	**235 937 519 932**	**57 580 541 262**
5	Titre VII : Equipements	2957894318		1 280 000 000		13 929 704 158
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	32 302 451 524	123 315 798 299	40 269 397 718		43 650 837 104
	Total	**255 280 748 309**	**607 191 808 386**	**414 118 200 814**	**235 937 519 932**	**519 951 167 271**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau n° 4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets		-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	128 204 186 124	329 114 925 243	236 907 415 097	172 597 349 899	269 585 066 069
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	1 557 788 269	6 813 161 736	105 000 000	6 225 533 434
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	35 260 345 842	123 315 798 299	41 549 397 718	-	57 580 541 262
6	Rémunérations	9 131 621 6342	153 203 296 574	128 848 226 263	63 235 170 034	163 232 463 738
7	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	23 327 562 769
TOTAL		**255 280 748 308**	**607 191 808 385**	**414 118 200 814**	**235 937 519 933**	**519 951 167 272**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.3. EVOLUTION DES CREDITS PAR PROGRAMME

Tableau n° 5 : Evolutions des crédits par Programme

N°	PROGRAMME	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Administration Générale	130 289 292 402	352 474 734 879	209 745 008 714	114 238 905 436	280 115 113 591
2	Diplomatie de développement et rayonnement international	92 106 285 142	86 428 278 466	132 762 080 744	93 050 833 239	157 500 222 622
3	Coopération Internationale	2 681 780 760	331 855 612	2 186 575 869	2 681 780 760	1 899 635 445
4	Mobilisation de la diaspora congolaise et placement des congolais dans les organismes internationaux	30 587 260 153	167 956 939 429	69 702 595 613	28 647 781 257	80 436 195 613
TOTAL		**255 664 618 457**	**607 191 808 386**	**414 396 260 940**	**238 619 300 692**	**519 951 167 271**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE PAR PROGRAMME

Tableau n°6 : évolution des effectifs et masse salariale 2026-2027

SECTION / GRADE	Effectif Salaire de base (1)	Total masse T2 2026 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3) : = (2/9) * 12	Nouvelles actions 2027				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8) :	Masse Salariale (9)
Section : 22 & 23 AFFAIRES ETRANGERES, COOPERATION INTERNATIONALE, FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE									
110. Secrétaire Général	1	2 492 634	4 985 696	0	0	1	4 985 268	1	4 985 268
	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	17	42 374 778	84 749 556	12	4 985 268	29	144 572 772	29	144 572 772

120. Directeur	11	26 566 848	53 133 696	12	4 830 336	24	115 850 304	24	115 850 304
	4	13.59.008	17.121.344	14	72.664.704	14	72.664.704	14	1.385.076
	34	82 115 712	164 231 424	52	20 931 456	86	415 408 896	86	415 408 896
130. Chef de division	6	13 904 568	27 809 136	47	18 153 186	52	241 012 512	52	241 012 512
	6	19.506.852	26.009.136	19	88.062.264	19	88.062.264	19	1.497.400.388
	50	115 871 400	231 742 800	31	11 973 378	81	375 423 336	81	375 423 336
140. Chef de Bureau	29	64 686 240	129 372 480	98	36 432 480	127	566 562 240	127	566 562 240
	12	37.450.080	49.933.440	78	347.960.808	78	347.960.808	78	2.144.963.387
	87	194 058 720	388 117 440	40	14 870 400	127	566 562 240	127	566 562 240
210. Attaché d'administration 1 Cl.	120	254 851 200	509 702 400	60	21 237 600	298	1 265 760 960	298	1 265 760 960
	33	97.701.120	130.268.160	77	327.040.560	77	327.040.560	77	5.175.656.443
	112	237 861 120	475 722 240	43	15 220 280	155	658 365 600	155	658 365 600
220. Attaché d'administration 2 Cl.	217	442 708 644	885 417 288	122	41 482 684	279	1 138 393 656	279	1 138 393 656
	198.	561.369.204	748.492.272	284	1.158.815.424	284	1.158.815.424	284	6.436.249.755
	582	1 187 356 824	2 374 713 648	328	111 527 216	910	3 713 040 240	910	3 713 040 240
310. Agent d'administration 1 Cl.	105	205 088 940	410 177 880	18	5 859 684	120	468 774 720	120	468 774 720
	124	335.400.408	447.200.544	228	890.671.968	228	890.671.968	228	2.206.625.852
	429	837 934 812	1 675 869 624	165	53 713 770	594	2 320 434 864	594	2 320 434 864
320. Agent d'administration 2 Cl.	60	112 551 840	225 103 680	20	6 252 880	26	315 145 152	26	97 544 928
	82	212.281.272	283.041.696	175	65.342..400	175	65.342.400	175	1.125.385.619
	176	330 152 064	660 304 128	99	30 951 756	275	1 031 725 200	275	1 031 725 200
330. Agent Auxiliaire de 1 Cl.	1	1 793 790	3 587 580	0	0	0	0	0	0
	1	2.427.165	3.236.220	0	0	0	0	0	0
	17	34 814 430	69 628 860	11	3 288 615	28	100 452 240	28	100 452 240
340. Agent Auxiliaire de 2 Cl.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	1	1 678 110	3 356 220	0	0	1	3 356 220	1	3 356 220
350. Huissier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0		0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hors cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	460	**1.279.727.109**	**1.706.302.812**	**875**	**3.541.558.128**	**875**	**3.541.558.128**	**875**	**3.541.558.128**
TOTAL GENERAL	**550**	**1 124 644 704**	**2 249 289 408**	**377**	**134 248 850**	**927**	**3 898 884 588**	**927**	**3 898 884 588**
	1505	**3 59 897 97**	**6 9 795 94**						

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE

Pré-responsable du Programme :
Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme est assurée par les services suivants :

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariats Généraux ;
- Délégation Générale à la Francophonie
- Secrétariat Technique à la Francophonie ;
- Délégation Générale à la MONUSCO ;
- Directions des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière, Direction d'Etudes et Planification, Direction Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication ;
- Cellules Techniques d'Appui ;
- Cellules de Gestion de Passation des Marchés Publics ;
- Cellule de Coordination des ressources Extérieures (CCRE)
- Protocole d'Etat ;

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme soutient l'ensemble de programmes du Ministère. Il vise à renforcer le pilotage stratégique, la coordination administrative et la gestion du protocole d'Etat, afin d'améliorer durablement la performance globale du Ministère. Cette stratégie se fonde sur les contraintes relevées dans le secteur, à savoir : absence de documents de stratégie sectorielle, faiblesse de coordination, personnel ne répondant pas toujours au profil requis, déficit d'équipements et d'infrastructures, faible digitalisation des services et irrégularité dans la mise à disposition des moyens de fonctionnement.

S'appuyant sur les six axes ministériels, le programme recherche : (i) un meilleur pilotage ministériel ; (ii) une coordination administrative plus efficace entre les Affaires étrangères et la Coopération internationale ; (iii) une professionnalisation accrue de la gestion des ressources ; (iv) une amélioration du protocole d'État ; et (v) une meilleure disponibilité de l'information de gestion pour la décision. Les résultats attendus sont une administration plus efficace, mieux coordonnée, plus transparente et davantage orientée vers les résultats.

Dans ce cadre, une série de réformes sont envisagées, notamment la révision des cadres organiques, l'élaboration de la politique extérieure de la RDC, l'élaboration de la politique sectorielle, l'amélioration du système de suivi et évaluation, etc.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau n°2 : Cadre de performance du programme Administration Générale

REMIER PROGRAMME : ADMINISTRATION GENERALE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
0.651	**ADMINISTRATION GENERALE**	Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative du Ministère	Taux d'exécution des décisions stratégiques	%	2023								CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DFP, CGPMP
			Taux d'exécution du plan d'actions annuel du ministère	%	2023	30	30	35	35	50	80	100	
	Pilotage de la stratégique du Ministère	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%			80	80	**85**	95	100	**100**	CAB.MN
	Coordination Administrative des Affaires Etrangères	Renforcer la coordination et la mise en œuvre des orientations stratégiques	Taux de traitement des dossiers administratifs dans les délais	%			60	60	60	75	90	100	
			Taux d'exécution des résolutions des réunions stratégiques	%			70	70	70	85	100	100	
	Coordination Administrative de la Coopération Internationale	Renforcer la coordination et la mise en œuvre des orientations stratégiques	Taux de traitement des dossiers administratifs dans les délais	%	2023	65	70	75	85	90	100	100	
			Taux d'exécution des résolutions des réunions stratégiques	%		85	85	85	90	95	100	100	
	Gestion du protocole d'Etat	Améliorer la prise en charge protocolaire des activités officielles	Taux de cérémonies officielles couvertes par le protocole d'Etat	%									

		et diplomatiques de l'État	Taux d'incidents protocolaires enregistrés	%									

II.1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.1.4.1. EVOLUTION DES CREDITS PAR TITRE

Tableau n° 3 : Evolution des crédits par Titre 2025-2027

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	
I. Dépenses courantes		**93 863 920 889**	**229 158 936 580**	**168 195 610 996**	**114 238 905 436**	**222 534 572 329**
1	Titre III : Dépenses de personnel	36 627 131 072	114 735 415 615	54 608 706 845	39 367 268 842	69 877 808 700
2	Titre IV : Biens et matériels	4 849 540 308	5 509 869 363	5 804 600 902	2 199 800 000	10 267 397 870
3	Titre V : Dépenses de prestations	12 056 598 092	50 194 963 595	41 964 450 053	63 570 888 384	53 331 435 365
4	Titre VI : Transferts et interventions	41 495 677 088	58 718 688 007	6 5817 853 196	9 100 948 210	89 057 930 394
II. Dépenses en capital		**35 260 345 842**	**123 315 798 299**	**41 549 397 718**		**57 580 541 262**
5	Titre VII : Equipements	2 957 894 318		1 280 000 000		13 929 704 158
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	32 302 451 524	123 315 798 299	40 269 397 718	-	43 650 837 104
	Total	**130 289 292 402**	**352 474 734 879**	**209 745 008 714**	**114 238 905 436**	**280 115 113 591**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau n°4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	59 976 389 408	154 812 301 580	110 605 710 998	78 768 869 896	128 820 500 390
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	1 557 788 269	6 813 161 736	105 000 000	6 225 533 434
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	35 260 345 842	123 315 798 299	41 549 397 718		57 580 541 262
6	Rémunérations	34 168 687 003	72 788 846 729	50 776 738 262	35 365 035 540	64 160 975 737
7	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	-	-	23 327 562 769
TOTAL		**129 905 422 253**	**352 474 734 877**	**209 745 008 714**	**114 238 905 436**	**280 115 113 592**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
1	1532	Pilotage de la stratégique du Ministère	9 516 761 937	35 807 398 972	34 180 134 228	64 995 598 421	43 042 449 548
2		Coordination Administrative des Affaires Etrangères	104 661 885 200	297 616 633 325	157 518 282 897	38 826 637 778	217 797 053 069
3		Coordination Administrative de la Coopération Internationale	14 945 619 594	19 050 702 582	16 576 407 136	10 379 675 878	17 719 286 647
4	1533	Gestion du Protocole d'Etat	781 155 522		1 192 124 327	36 993 359	1 556 324 327
		TOTAL	**130 183 113 029**	**352 474 734 878**	**209 745 008 714**	**114 238 905 436**	**280 115 113 591**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME : DIPLOMATIE DE DEVELOPPEMENT ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Pré-responsable du Programme :
Fonction : Directeur-Chef de Service

II.2.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Ce programme est mis en œuvre par les services suivants :

- Direction des transmissions ;
- Inspection des postes diplomatiques et consulaires ;
- Direction chancellerie et litiges ;
- Direction de la francophonie ;
- Direction de l'académie diplomatique congolaise ;
- Direction des Affaires juridiques et contentieux ;
- Direction Afrique et Moyen Orient ;
- Direction Amérique, Asie et Océanie ;
- Direction Europe, Missions diplomatiques et consulaires.

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Face aux contraintes liées à la faible attractivité économique internationale de la RDC, au déficit de la protection des ressortissants congolais à l'étranger, à la faible valorisation de la francophonie et de la diplomatie culturelle et scientifique, ce programme vise à renforcer l'influence internationale de la RDC, promouvoir ses intérêts économiques et améliorer son attractivité diplomatique, culturelle et consulaire, améliorer son image internationale, protéger les droits et intérêts des Congolais de l'étranger.

Dans ce cadre, une série des leviers d'actions est envisagée, notamment la modernisation des services consulaires, le renforcement de la diplomatie culturelle et scientifique, la promotion de la francophonie, le renforcement des sections économiques dans les ambassades. Les résultats attendus sont la promotion économique à travers les représentations diplomatiques, l'amélioration de la protection des Congolais de la diaspora, le renforcement du rayonnement culturel et linguistique de la RDC.

II.2.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau n°2 : Cadre de performance du programme diplomatie de développement et rayonnement international

DEUXIEME PROGRAMME : DIPLOMATIE DE DEVELOPPEMENT ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	
	DIPLOMATIE DE DEVELOPPEMENT ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL	**Valoriser la position géostratégique de la RDC, redorer l'image de sa diplomatie et renforcer son rayonnement international**	Taux de participation effective de la RDC aux rencontres diplomatiques internationales	%			8	11	19		50	80	CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DFP, CGPMP
			Taux de satisfaction des requérants des passeports RDC	%			91	91	45	60	95	98	
			Taux de satisfaction des requérants des visas RDC										
	Gestion du réseau diplomatique et consulaire	Améliorer le fonctionnement, la couverture et la qualité des services du réseau diplomatique et consulaire	Taux de postes diplomatiques et consulaires fonctionnels selon les normes minimales	%			52	58	62	71	80	90	
			Délai moyen de traitement des actes et services consulaires	Délai			3	3	3	3	3	3	
	Diplomatie culturelle, scientifique et promotion de la francophonie	Promouvoir le rayonnement culturel et scientifique de la RDC au sein de l'espace francophone et international	Proportion d'évènements culturels et scientifiques organisés	%			30	50	60		70	85	
			Taux de participation de la RDC aux programmes de la Francophonie	%			100	100	100	100	100	100	
	Défense des intérêts de la diaspora congolaise et protection des étrangers en RDC	Renforcer l'assistance et la protection des Congolais de l'étranger ainsi que le traitement des questions juridiques liées aux étrangers en RDC	Taux de dossiers d'assistance traités dans les délais	%			60	72	75		100	100	
			Proportion de cas d'assistance/protection consulaire pris en charge	%			20	35	40		100	100	

II.2.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.2.4.1. EVOLUTION DES CREDITS TITRE

Tableau n° 3 : Evolution des crédits par Titre 2025-2027

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	2027
I. Dépenses courantes		**92 075 394 118**	**86 428 278 466**	**132 762 080 744**	**93 050 833 239**	**157 500 222 622**
1	Titre III : Dépenses de personnel	57 637 600 798	81 405 711 275	78 851 853 467	27 870 134 494	99 851 853 467
2	Titre IV : Biens et matériels	779 687 403		796 444 830		2 594 482 618
3	Titre V : Dépenses de prestations	33 663 627 654	5 022 567 191	53 073 385 654	65 180 698 746	55 013 489 744
4	Titre VI : Transferts et interventions	25 369 287		40 396 793		40 396 793
II. Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière		-		-	
	Total	**92 106 285 142**	**86 428 278 466**	**132 762 080 744**	**93 050 833 239**	**157 500 222 622**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau n°4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-
2	Fonctionnement des Ministères	34958755803	6 013 828 622	54 690 592 743	65 180 698 746	58 428 734 621
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	54 690 592 743	-	-	-
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-
6	Rémunérations	57 147 529 339	80 414 449 844	78 071 488 001	78 071 488 001	99 071 488 001
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	-
TOTAL		**92 106 285 142**	**86 428 278 466**	**132 762 080 744**	**93 050 833 239**	**157 500 222 622**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
1	1532	Gestion du réseau diplomatique et consulaire	87 997 197 383	1 145 259 708	126 962 844 700		2 290 991 050
2	1533	Diplomatie culturelle, scientifique et promotion de la francophonie	2 261 915 753	2 934 882 536	3 417 370 561	690 187 428	5 390 749 678
3		Défense des intérêts de la diaspora congolaise et protection des étrangers en RDC	464 184 981		690 518 802		1 175 481 663
4		Promotion des investissements extérieurs et attractivité	1 382 987 025	82 348 136 222	1691346681	92 360 645 811	148 643 000 231
		TOTAL	**92 106 285 142**	**86 428 278 466**	**132 762 080 744**	**93 050 833 239**	**157 500 222 622**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3. PROGRAMME : COOPERATION INTERNATIONALE

Pré-responsable du Programme : MUKANYA BUKASA Jean Dieu
Fonction : Directeur-Chef de Service

II.3.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Les services suivants concourent à la mise en œuvre du programme :

- Direction de Coopération Bilatérale avec les pays du Nord
- Direction de Coopération Bilatérale avec les pays du Sud
- Direction de Coopération Multilatérale
- Direction de Coopération Décentralisée ;
- Direction des Investissements Extérieures ;
- Cellule de Coordination des Ressources Extérieures

II.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme répond à plusieurs faiblesses structurelles observées dans le secteur, notamment : l'insuffisance des ressources internes de l'État pour le développement du pays, la non diversification des partenariats. À travers ses différentes actions, le programme cherche à renforcer les relations directes avec les États partenaires, bénéficier des mécanismes internationaux de financement et d'assistance offerts par les organisations internationales, améliorer l'attractivité économique du pays, améliorer la coordination, l'efficacité et l'utilisation des financements extérieurs obtenus.

À travers sa mise en œuvre, les résultats suivants sont attendus : l'augmentation significative des ressources extérieures mobilisées, le renforcement des relations stratégiques avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, l'amélioration du taux d'exécution des accords et projets de coopération conclus avec les partenaires extérieurs, l'augmentation des financements internationaux obtenus auprès des organisations multilatérales et des partenaires techniques et financiers, l'accroissement des investissements directs étrangers.

II.3.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau n°2 : Cadre de performance du programme Coopération internationale

TROISIEME PROGRAMME : COOPERATION INTERNATIONALE													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			programmes et actions	**unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	COOPERATION INTERNATIONALE	Redynamiser et diversifier les partenariats stratégiques	Taux d'exécution des accords de coopération	%	2023	70	75	80	85	90	98	100	DCBPN, DCBPS, DCM, DINEX, DCD, CCRE
			Volume des ressources extérieures mobilisées	%	2023	2815651038	3087734091	2157360459	1379730635	813063965	763063965	763063965	
	Coopération bilatérale	Renforcer la coopération avec les pays partenaires à travers les cadres de concertation mutuellement bénéfiques	Taux de mise en œuvre des accords bilatéraux signés	%	2023	75	80	85	90	95	95	100	DCBPN, DCBPS
	Coopération multilatérale	Optimiser le partenariats multilatéraux	Taux de projets exécutés par les agences multilatérales	%	2023	75	80	85	90	95	95	100	DCM
			Proportion des financements multilatéraux mobilisés	%	2023	65	70	75	80	90	95	100	
	Promotion des relations avec les Organisations Internationales	Renforcer les relations institutionnelles et développer les partenariats stratégiques de la RDC avec les	Taux de partenariat actif avec les Organisations Internationales	%	2023	70	75	80	85	90	100	100	DCM
			Taux d'exécution des programmes avec les	%	2023	70	75	80	85	90	95	100	

		Organisations Internationales.	Organisations Internationales										
	Appui à la mobilisation de l'aide au développement	Accroitre l'attractivité économique de la RDC auprès des investisseurs étrangers et Améliorer la coordination de l'aide publique au développement.	Taux de décaissement effectif des dons obtenus.	%	2023	65	70	75	80	90	95	100	DINEX
			Volume d'investissements directs étrangers captés	%	2023	65	70	75	80	85	90	100	DCD NB NN
			Taux de participation aux rencontres internationales organisées pour la mobilisation des investisseurs	%	2023	70	75	80	85	90	95	100	

II.3.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.3.4.1. EVOLUTION DES CREDITS TITRE

Tableau n° 3 : Evolution des crédits par Titre 2025-2027

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	2027
I. Dépenses courantes		**2 681 780 760**	**331 855 612**	**2 186 575 869**		**1 899 635 445**
1	Titre III : Dépenses de personnel	735 267 319	162 303 349	532 598 134		475 557 247
2	Titre IV : Biens et matériels	184 233 196	29 100 000	377 452 660		353 639 481
3	Titre V : Dépenses de prestations	1 762 280 245	140 452 263	1 276 525 075		1 070 438 717
4	Titre VI : Transferts et interventions					
II. Dépenses en capital						
5	Titre VII : Equipements					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière		-		-	
	Total	**2 681 780 760**	**331 855 612**	**2 186 575 869**		**1 899 635 445**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau n°4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	
2	Fonctionnement des Ministères	2 681 780 760	331 855 612	2 186 575 869		**1 899 635 445**
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
6	Rémunérations	-	-	-	-	
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
TOTAL		**2 681 780 760**	**331 855 612**	**2 186 575 869**	**-**	**1 899 635 445**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.3.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
1	1532	Coopération bilatérale	1 163 669 566	219 238 914	850 425 977		837 725 042
2	1533	Coopération multilatérale	417 440 686	22 744 543	420 622 817		422 141 636
		Promotion des relations avec les Organisations Internationales	417 440 686	22 744 543	420 622 817		422 141 635
		Promotion des investissements extérieurs, attractivité et appui à la mobilisation de l'aide au développement	683 229 822	67 127 614	494 904 258		217 627 132
		TOTAL	**2 681 780 760**	**331 855 614**	**2 186 575 869**		**1 899 635 445**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4. PROGRAMME : MOBILISATION DE LA DIASPORA CONGOLAISE ET PLACEMENT DES CONGOLAIS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX

Pré-responsable du Programme : Flory KABALU
Fonction : Directeur-Chef de Service

II.4.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme est assurée par les services suivants :

- **Direction des congolais de l'étranger ;**
- **Direction des Organisations Internationales.**

II.4.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Pour faire face aux défis observés dans le secteur, notamment : la faible structuration des politiques de mobilisation de la diaspora, l'insuffisante valorisation des compétences congolaises à l'international, la faible présence des Congolais dans les organisations internationales, l'absence de mécanismes de valorisation des investissements de la diaspora, ce programme vise à mobiliser les compétences, ressources et expertises de la diaspora congolaise afin de contribuer au développement national et renforcer la présence des Congolais dans les institutions internationales.

Les réformes et autres instruments d'amélioration de la performance du programme envisagées sont : l'élaboration des mécanismes de mobilisation de la diaspora, la création d'une base de données des compétences congolaises, la mise en place d'un mécanisme d'accompagnement des candidatures internationales, le renforcement des réseaux diplomatiques spécialisés, mise en œuvre des programmes d'incitation à l'investissement.

À travers la mise en œuvre de ces actions, les résultats suivants sont attendus : la participation active de la diaspora au développement national, l'accès des experts congolais aux postes internationaux, l'augmentation des investissements de la diaspora et le renforcement des mécanismes de collaboration avec la diaspora.

II.4.3. OBJECTIFS, ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau n°2 : Cadre de performance du programme Coopération internationale

QUATRIEME PROGRAMME : MOBILISATION DE LA DIASPORA CONGOLAISE ET PLACEMENT DES CONGOLAIS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX													
Code	**Programmes et actions**	**Objectif stratégique du Ministère**	**Indicateur de performance**		**Référence**		**Réalisation**		**Estimation**	**Cibles prévues**			**Structure responsable**
			Programmes et actions	**Unité de mesure**	**Année**	**Valeur**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	
	MOBILISATION DE LA DIASPORA CONGOLAISE ET PLACEMENT DES CONGOLAIS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX	**Mobiliser les compétences, ressources et expertises de la diaspora congolaise au profit du développement national.**	Taux de mobilisation des compétences de la diaspora	%									CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DFP, CGPMP
			Taux de contributions de la diaspora au développement	%	2023	2,45	2,36	2,42		5	8	10	
	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Renforcer l'implication de la diaspora dans les projets nationaux.	Taux de mobilisation des compétences de la diaspora										
			Taux d'accroissement des investissements de la diaspora										
	Promotion de l'expertise congolaise au niveau international	Soutenir le placement des experts congolais dans les institutions internationales.	Taux de couverture des postes internationaux ciblés										
			Taux de réussite des candidatures internationales soutenues										

II.4.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME

II.4.4.1. EVOLUTION DES CREDITS TITRE

Tableau n° 3 : Evolution des crédits par Titre 2025-2027

N°	TITRE	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	2027
I. Dépenses courantes		**30 587 260 153**	**167 956 939 429**	**69 702 483 008**	**28 647 781 257**	**80 436 195 613**
1	Titre III : Dépenses de personnel	61 825 218		98 447 409		98 447 409
2	Titre IV : Biens et matériels	136 298 607		194 136 974		494 249 579
3	Titre V : Dépenses de prestations	641 765 625	633 967 607	1 041 662 107	37 955 129	1 475 262 107
4	Titre VI : Transferts et interventions	29 747 370 703	167 322 971 823	68 368 236 518	28 609 826 128	78 368 236 518
II. Dépenses en capital						-
5	Titre VII : Equipements					
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière		-		-	
	Total	**30 587 260 153**	**167 956 939 429**	**69 702 595 613**	**28 647 781 257**	**80 436 195 613**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.4.2. EVOLUTION DES CREDITS PAR RUBRIQUE

Tableau n°4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	
2	Fonctionnement des Ministères	30 587 260 153	167 956 939 429	69 702 595 613	28 647 781 257	80 436 195 613
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	
4	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	
5	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	
6	Rémunérations	-	-	-	-	
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
TOTAL		**30 587 260 153**	**167 956 939 429**	**69 702 595 613**	**28 647 781 257**	**80 436 195 613**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.4.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION

Tableau n° 5 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 avril en FC	
1	1532	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	551 488 958	1 539 408 753	815 569 326	-	1 179 769 326
2	1533	Promotion de l'expertise congolaise au niveau international	30 035 771 195	166 417 530 676	68 887 026 287	28 647 781 25	79 256 426 287
		TOTAL	**30 587 260 153**	**167 956 939 429**	**69 702 595 613**	**28 647 781 257**	**80 436 195 613**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

40. Ministère de l'Intégration Régionale

Section 69

III. PRESENTATION DU MINISTERE

Responsable : Monsieur ANZULUNI ISILOKETSHI Floribert, Ministre

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. MISSION

Au plan stratégique, l'Intégration Régionale a pour vocation principale de contribuer au développement du pays à travers la pacification, la recherche, la négociation et la mobilisation des ressources extérieures auprès des partenaires bi et multilatéraux africains.

De ces missions, découlent les attributions contenues dans l'ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères. Celle-ci confère au Ministère les attributions ci-après :

- Défense d'une politique de formation et de placement des cadres congolais dans les organisations sous-régionales et régionales ;
- Mise en place des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution pacifique des conflits dans la région et la sous-région ;
- Promotion des organisations communautaires destinées à la coopération économique régionale et sous-régionale ;
- Suivi des résolutions, des recommandations adoptées ou des accords, conventions ou tout autre acte juridique pris dans le cadre des organisations sous-régionales et régionales ;
- Evaluation de l'application des accords régionaux et sous-régionaux ;
- Etc.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère de l'Intégration Régionale comprend :

- Le Cabinet du Ministre et la Coordination Nationale de la CIRGL ;
- Le Secrétariat Général de l'Intégration Régionale (SG et 2 cellules, 4 directions standards et 8 directions métiers) ;
- Les Antennes provinciales.

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. PRIORITES NATIONALES

Dans sa vocation de rechercher, négocier et mobiliser les ressources extérieures à travers la mise en œuvre de la coopération Bi et Multilatérale Africaine et de l'Intégration Régionale, le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) retient les priorités suivantes pour le ministère :

- Valoriser la position géostratégique de la RDC et redorer l'image de marque de sa diplomatie économique ;
- Renforcer les capacités institutionnelles en matière de coordination et de suivi-évaluation des accords ;
- Améliorer la gouvernance diplomatique d'intégration au plan régional et sous-régional ;
- Promouvoir l'émergence des projets régionaux intégrateurs et transfrontaliers ;

- Accroitre les exportations et l'accès aux marchés régionaux et sous-régionaux.

I.2.2. POLITIQUES SECTORIELLES

Présentement, le Ministère de l'Intégration Régionale est engagé dans le processus d'élaboration de sa stratégie ministérielle avec l'appui du Ministère du Ministère du Plan et d'un Consultant.

A la lumière de différents rapports annuels, l'état des lieux du Ministère révèle que l'Intégration Régionale est confrontée aux défis multidimensionnels suivants :

- Absence de stratégie nationale claire et cohérente ;
- Le manque d'infrastructures et autres ressources propres pour assurer son fonctionnement ;
- Obsolescence du cadre de travail ;
- Capacités techniques, technologique et humaines limitées ;
- Le dépotage et/ou empiétement au niveau des missions et structures organiques ;
- Faible coordination institutionnelle ;
- Faible représentation des Experts de la RDC au sein des organismes régionaux et sous régionaux dont la RDC est membre.
- Faible appropriation des engagements régionaux, souvent à la base de la faible réalisation des certains accords ;
- Faible internalisation des engagements régionaux ;
- Faible implication des acteurs non étatiques dans le processus d'intégration
- Récurrence des conflits des groupes armés locaux et étrangers (des pays voisins) ;
- Faible participation aux réunions et commissions mixtes organisées par différentes CER ou par les partenaires bilatéraux ;
- Retard des paiements des cotisations et autres engagements financiers du gouvernement au sein des organismes régionaux et sous régionaux ;
- Insuffisance des outils de pilotage et de suivi ;
- Faible compétitivité de l'économie nationale ;
- Déficit en infrastructures socio-économiques de base ;
- Procédures douanières lourdes ;
- Gouvernance locale faible ;
- Insuffisance de communication institutionnelle.

Pour y remédier, les orientations stratégiques du Ministère sont traduites par les 5 axes devant améliorer son système d'intégration régionale et sous-régionale, à savoir :

- Renforcement du cadre institutionnel et légal ;
- Renforcement de la gouvernance et du pilotage de l'Intégration Régionale ;
- Accélération de l'Intégration économique et développement des échanges ;
- Amélioration des infrastructures, de connectivité et de mobilité ;
- Restauration de la paix et sécurité pour le développement durable au niveau régional et sous-régional.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette programmatique du Ministère

CODE SECTION	LIBELLE SECTION	CODE PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	CODE ACTION	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
69	**INTEGRATION REGIONALE**						
			ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU MINISTERE			**Cabinet du Ministre, SG, DRH, DAF, DEP, DANTIC, CGPMP, CTA, CIRGL**	
					Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Cabinet du Ministre, SG, CTA, CGPMP, CIRGL	
					Gestion des ressources financières et matérielles	DAF	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
					Gestion des ressources humaines	DRH	
					Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
			INTEGRATION REGIONALE			**DIRECTION COOPERATION BILATERALE ZONE AFRIQUE NORD ET OUEST, DIRECTION COOPERATION BILATERALE ZONE AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE, DIRECTION COOPERATION BILATERALE ZONE AFRIQUE AUSTRALE, DIRECTION COOPERATION MULTILATERALE REGIONALE, DIRECTION COOPERATION MULTILATERALE SOUS REGIONALE AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST, DIRECTION COOPERATION MULTILATERALE SADC, DIRECTION COOPERATION MULTILATERALE COMESA, DIRECTION PARTENARIAT ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES, SECTORIELLES ET ONG**	

					Intégration économique	Direction coopération bilatérale zone Afrique nord et ouest, Direction coopération bilatérale zone Afrique centrale et orientale, direction coopération bilatérale zone Afrique australe, direction coopération multilatérale régionale, direction coopération multilatérale sous régionale Afrique centrale et de l'est	
					Suivi des organismes d'intégration	Direction coopération multilatérale SADC, direction coopération multilatérale COMESA, direction partenariat organisations communautaires, sectorielles et ONG	

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

En dépit des défis multidimensionnels auxquels le Ministère de l'Intégration régionale est confronté, les actions phares suivantes ont été réalisées au cours de trois dernières années :

- Organisation de la 9ème édition des jeux de la Francophonie (2023) ;
- Signature du Protocole sur la science, la technologie et l'innovation par les Pays membres de la SADC (2023) ;
- Signature du Protocole sur l'emploi et le travail par les Pays membres de la SADC (2023);
- Tenue de la session des hauts fonctionnaires et ministres de la CIRGL (2024) ;
- Tenue du sommet de la CIRGL (2025) ;
- Participation à la commission mixte RDC-UGANDA (hauts fonctionnaires, ministres et chefs d'Etat) en 2026 ;
- Etc.

I.4.2. PERSPECTIVES

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route, le ministère envisage les actions ci-après :

- Finalisation du Document de la Politique et Stratégie Sectorielle ;
- Révision du cadre organique ;
- Installation des Antennes provinciales d'Intégration Régionale ;
- Création de l'observatoire congolais de l'intégration régionale ;
- Formalisation et installation du Comité National Chargé de l'Intégration Régionale Africaine (CNIRA) ;
- Création du centre d'intégration régionale ;
- Création de l'agence nationale de l'intégration régionale ;
- Renforcement des capacités des cadres et agents du ministère par le SENAREC ;
- Etc.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

I.5.1. OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la stratégie de conduite de l'action par le Ministre sont :

Objectif 1 : Valoriser la position géostratégique de la RDC

Objectif 2 : Renforcer les capacités institutionnelles en matière de suivi et de coordination

Objectif 3 : Améliorer la Gouvernance diplomatique et appuyer la mise en œuvre de l'intégration régionale dans le cadre de l'agenda 2063.

I.5.2. INDICATEUR LES PLUS REPRESENTATIFS DU MINISTERE

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1. Valoriser la position géostratégique de la RDC sur le plan régional et sous-régional										
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours		Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
1	Taux de participation effective aux sommets sous-régionaux	%	50%	30 %	30%	60%	100%	100%	100%	
Source : COOP. MULTI SADC, COOP. MULTI. COMESA, COOP. MULTI EAC-CEEAC, BILAT ZONE-AFRIQUE NORD-OUEST, BILAT ZONE AFR. CENTR. ET ORIENT. ET COOP.BILAT. ZONE AFR. AUSTR.										
Mode de calcul : (Nombre de participations aux sommets /Nombre de sommets prévus) *100										
Commentaires : Il est prévu au niveau de chaque CER, un sommet Ordinaire des Chefs d'Etats chaque année et selon le besoin, certains sommets extraordinaires. Le Ministère de l'Intégration Régionale participe aux travaux préparatoires de chaque sommet suivant le lieu d'organisation. Ce qui engage d'importants moyens financiers à la charge du Trésor Publique ; les quels font souvent défaut. Ce sous financement constitue l'une des raisons principales du faible taux de participation de notre Pays au cours des dernières années. L'autre raison réside dans l'absence des calendriers fixes en termes de Rencontres entre les Chefs d'Etats dans le Cadre de la Coopération Bilatérale. Renforcer les capacités financières du Ministère de l'Intégration Régionale au cours des exercices avenirs permettrait d'améliorer ce taux de participation selon ses projections estimées à 100%. Soit 5 Sommets Ordinaire l'an et les besoins spontanées sur le plan Bilatéral et multilatéral.										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours		Cibles		
	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
2	Taux d'accords multilatéraux signés	%	90	60	30	30	100	100	100	
Source : SADC, COMESA, EAC, CEEAC										
Mode de calcul : (Nombre d'accords signés/Nombre d'accords prévus) *100										
Commentaires : Compte tenu de la situation sécuritaire critique à l'Est de la RDC, le Gouvernement a fixé ses priorités au renforcement du Cadre de Coopération régionale et Sous-régionale. Ce qui justifie le taux élevé d'accords signés en RDC avec les partenaires régionaux en 2023. La majorité ayant statué sur la sécurité et l'économie, les exercices 2024 et 2025 ont été consacré à la finalisation des accords restés pendants et le début de la mise en œuvre des ceux signés en 2023. L'un des enjeux du gouvernement étant orienté vers le captage maximal des dividendes résultant de ces accords, les actions du Ministères de l'Intégration Régionale au cours des prochaines exercices ciblent la finalisation des tous les accords en cours d'examen et l'effectivité totale des tous ceux déjà signés.										
Objectif 2. Renforcer les capacités institutionnelles en matière de suivi et de coordination										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours		Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
1	Proportion de réunions de suivi organisées	%	0	0	10	20	100	100	100	
Source : DEP										

Mode de calcul : (Nombre de réunions de suivi organisées/Nombre de réunions prévues) *100										
Commentaires : L'une des missions de la DEP repose sur le Suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Politique de l'Intégration régionale. Elle prévoit dans son agenda annuel, les missions de suivi-évaluations séquentielles en raison d'une mission trimestrielle localement et 2 Campagnes de missions l'an au niveau des Sièges des CER. Ces missions n'ont quasiment pas eu lieu faux en partie des moyens de leur financement et de l'autre, d'absence d'outils et de cohérence des agendas des intervenants à différents niveaux ces dernières années. L'aménagement de toutes ces contraintes permettrait d'atteindre 100% de prévisions (soit 6 missions de Suivi-évaluation par an) au cours des trois prochaines années.									
2	Proportion de rapports de suivi produits	%	0	0	10	20	100	100	100	
Source : DEP										
Mode de calcul : (Nombre de rapports de suivi produits/Nombre de rapports prévus) *100										
Commentaires : Comme renseigné supra, chaque mission de suivi-évaluation est sanctionnée par la production d'un Rapport. La faible exécution des missions ces dernières années a entrainé la faible production de Rapports. Mais leurs assignations pour les prochaines années sont fixées à 6 Rapports l'an dont 4 Rapports trimestriels au niveau sectoriel et 2 Rapports aux niveaux des CER. Répondre aux préalables permettant d'organiser ces missions améliorerait par ricochet, nos résultats attendus en termes de production de Rapport.										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours		Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
3	Taux de réunions de coordination organisées	%	0	0	0	30	100	100	100	
Source : DEP										
Mode de calcul : (Nombre de réunions de coordination organisées/Nombre de réunions de coordination prévues) *100										
Commentaires : En appui au cadre organique, il est prévu à l'agenda de la DEP, la tenue d'une réunion de concertation et coordination par mois. Elles n'ont carrément pas eu lieu le trois dernières années suite au manque de collaboration interservices et l'absence d'un leadership fédérateur et axé sur les résultats. Suite à une nouvelle mise en place matérialisée à tous les niveaux en fin 2025, les résultats autour de cette variable ont fait preuve d'une certaine amélioration en 2026 (Soit 30%) et progresseront certainement au cours des exercices avenirs.										
Objectif 3. Améliorer la Gouvernance diplomatique et appuyer la mise en œuvre de l'intégration régionale dans le cadre de l'agenda 2063										
Indicateur		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours		Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
1	Proportion d'initiatives diplomatiques alignées aux aspirations de l'agenda 2063	%	19	19	1	10				
Source : DEP										
Mode de calcul : (Nombre d'initiatives alignées /Nombre d'initiatives total) *100										
Commentaires : Plusieurs initiatives entreprises demeurent d'actualité jusqu'à ce jour.										
2	Taux de financement des projets intégrateurs	%	10	10	11	8				

Source : DEP									
Mode de calcul : (Montant décaissé/Montant du) *100									
Commentaires : Les informations renseignées ici se limitent au seul aspect de la participation de la RDC aux initiatives entamées par les communautés. L'intégration Régionale est limitée quant aux renseignements des montants alloués à chaque initiative.									
3	Nombre d'accords stratégiques signés		34	3	5	6			
Source : DEP									
Mode de calcul : ∑d'accords stratégiques signés									
Commentaires : Dans le souci constant d'accroître le développement économique et social de notre pays à travers une coopération internationale dynamique et mutuellement bénéfique et celui de renforcer la souveraineté et la consolidation de la place de la RDC dans les dynamiques internationales à haute valeur ajoutée, la stratégie du Gouvernement de la République s'est orientée en la conclusion, au fil des années, de plusieurs Accords internationaux, tant bilatéraux que multilatéraux, dans divers secteurs stratégiques, notamment la défense, la sécurité, l'économie, les mines, l'agriculture, la culture, les technologies, l'énergie, les infrastructures portuaires, la coopération juridique, l'exemption de visas, l'appui humanitaire multisectoriel, la promotion de la jeunesse et des sports, la consultation politique et la lutte contre les trafics Transfrontaliers. Ce dernier quinquennat, l'Intégration Régionale en a coordonné près de 50. Le dernier Rapport produit par la DEP sur l'Etat de la mise en œuvre de cet accord renseigne que la plupart d'entre eux connaissent un faible taux d'exécution. D'autres perçus moyennement exécutés (faute de la lenteur constatée dans leur exécution) et quelques rares ont été totalement exécutés. L'absence d'un mécanisme permanent de suivi-évaluation de l'exécution des agendas des différents services ou organismes régionaux en charge de l'exécution des certains accords, l'insuffisance des moyens financiers au niveau des Services et Représentations régionales, la non-participation de la RDC aux sommets et rencontres organisées par les CER ainsi que le non-paiement de la RDC des cotisations et arriérées sont parmi les principales raisons signalées de cette faible exécution. L'amélioration des crédits alloués aux différents Services et différentes représentations régionales en RDC engagés à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des dits accords permettrait au gouvernement de maximiser le captage des dividendes attendues de ces partenariats et de capitaliser pleinement leur impact sur les conditions de vie des Congolaises et des Congolais.									

I.6. Evolution des crédits du Ministère

I.6.3 Evolution des crédits par titre

Tableau 3 : Evolution des crédits du Ministère par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	26 122 903 820	49 496 442 186	28 484 705 799	18 353 315 029	41 201 905 026
Titre III : Dépenses de personnel	19 826 072 849	29 461 553 618	24 684 253 450	16 652 224 839	30 442 419 754
Titre IV : Biens et matériels	1 305 009 217	1 493 700 000	1 311 439 718	525 000 000	2 659 702 587
Titre V : Dépenses de prestations	3 958 225 455	15 148 801 408	1 964 537 175	1 176 090 190	4 568 443 767
Titre VI : Transferts et interventions	1 033 596 299	3 392 387 160	524 475 456	-	3 531 338 918
II. Dépenses en capital	150 000 000	-	2 172 500 000	-	2 607 000 000
Titre VII : Equipements	150 000 000	-	-	-	1 614 327 398
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	992 672 602
TOTAL	**26 272 9 3 82**	**49 496 442 86**	**3 657 2 5 799**	**8 353 3 5 29**	**43 8 8 9 5 26**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.2 Evolution des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits du Ministère par rubrique budgétaire

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	5 997 436 526	16 642 501 408	4 344 302 293	1 701 090 190	9 348 646 595
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000	3 392 387 160	500 139 646	-	3 457 003 108
Investissements sur Ressources Propres	150 000 000	-	2 172 500 000	-	2 607 000 000
Rémunérations	19 125 467 294	29 461 553 618	23 640 263 860	16 652 224 839	28 396 255 323
TOTAL	**26 272 9 3 82**	**49 496 442 86**	**3 657 2 5 799**	**8 353 3 5 29**	**43 8 8 9 5 26**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.6.1. Evolution des crédits par programme

Tableau 5 : Evolution des crédits du Ministère par programme

N°	Code Programme	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS 2026		Prévision 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	
1		Administration Générale de la Justice	16 984 609 359	38 115 530 782	21 282 967 849	12 141 989 332	30 157 975 402
2		Intégration Régionale	9 288 294 461	11 380 911 404	2 773 791 820	2 773 791 820	13 650 929 624
TOTAL			**26 272 9 3 82**	**49 496 442 86**	**3 657 2 5 799**	**8 353 3 5 29**	**43 8 8 9 5 26**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE DU MINISTERE

Tableau 6 : Evolution des effectifs et salaires de Base

SECTION / GRADE	Effectif Salaire de base(1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3): =(2/9)*12	Nouvelles actions 2027				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8):	Masse Salariale (9)
Section : 69									
INTEGRATION REGIONALE									
110. Secrétaire Général	1	1 171 317,00	1 923 766,57	1	4 685 268,00	1	4 685 268,00	1	4 685 268,00
120. Directeur	8	9 060 528,00	14 880 976,63	8	36 242 112,00	17	77 014 488,00	17	77 014 488,00
130. Chef de division	3	3 251 142,00	5 339 663,22	3	13 004 568,00	56	242 751 936,00	56	242 751 936,00
140. Chef de Bureau	18	18 725 040,00	30 753 934,28	18	74 900 160,00	159	661 618 080,00	159	661 618 080,00
210. Attaché d'administration 1 Cl.	22	21 711 360,00	35 658 654,86	22	86 845 440,00	148	584 232 960,00	148	584 232 960,00
220. Attaché d'administration 2 Cl.	237	223 980 642,00	367 864 952,19	237	895 922 568,00	285	1 077 375 240,00	285	1 077 375 240,00
310. Agent d'administration 1 Cl.	166	149 667 924,00	245 814 027,57	166	598 671 696,00	220	793 420 320,00	220	793 420 320,00
320. Agent d'administration 2 Cl.	69	59 542 308,00	97 792 059,57	69	238 169 232,00	41	141 520 848,00	41	141 520 848,00
330. Agent Auxiliaire de 1 Cl.	3	2 465 685,00	4049631,64	3	9 862 740,00	0	-	0	-

340. Agent Auxiliaire de 2 Cl.	1	764 055,00	1254881,018	1	3 056 220,00	0	-	0	-
350. Huissier	0	-	-	0	-	0	-	0	-
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors cadres	151	-	-	151	-	-	-	-	-
Total	**528**	**490 340 001,00**	**805 332 547,56**	**528**	**1 961 360 004,00**	**927**	**3 582 619 140,00**	**927**	**3 582 619 140,00**

Tableau 7 : Evolution des effectifs et Prime Permanente

SECTION / GRADE	Effectif Salaire de base(1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3): =(2/9)*12	Nouvelles actions 2027				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8):	Masse Salariale (9)
Section : 69									
INTEGRATION REGIONALE									
110. Secrétaire Général	1	11 040 000,00	13 903 656,49	1	55 200 000,00	1	55 200 000,00	1	55 200 000,00
120. Directeur	8	82 560 000,00	103 975 170,24	8	412 800 000,00	17	877 200 000,00	17	877 200 000,00
130. Chef de division	3	28 800 000,00	36 270 408,22	3	144 000 000,00	56	2 688 000 000,00	56	2 688 000 000,00
140. Chef de Bureau	18	159 840 000,00	201 300 765,65	18	799 200 000,00	159	7 059 600 000,00	159	7 059 600 000,00
210. Attaché d'administration 1 Cl.	22	174 240 000,00	219 435 969,76	22	871 200 000,00	148	5 860 800 000,00	148	5 860 800 000,00
220. Attaché d'administration 2 Cl.	237	1 763 280 000,00	2 220 655 743,57	237	8 816 400 000,00	285	10 602 000 000,00	285	10 602 000 000,00

310. Agent d'administration 1 Cl.	166	1 115 520 000,00	1 404 873 811,91	166	5 577 600 000,00	220	7 392 000 000,00	220	7 392 000 000,00
320. Agent d'administration 2 Cl.	69	397 440 000,00	500 531 633,50	69	1 987 200 000,00	41	1 180 800 000,00	41	1 180 800 000,00
330. Agent Auxiliaire de 1 Cl.	3	12 240 000,00	15 414 923,50	3	61 200 000,00	0	-	0	-
340. Agent Auxiliaire de 2 Cl.	1	3 360 000,00	4 231 547,63	1	16 800 000,00	0	-	0	-
350. Huissier	0	-	-	0	-	0	-	0	-
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors cadres	151	-	-	151	-	-	-	-	-
Total	**528**	**3 748 320 000,00**	**4 720 593 630,48**	**528**	**1 961 360 004,00**	**927**	**35 715 600 000,00**	**927**	**35 715 600 000,00**

IV. PRESENTATION DU PROGRAMMES

II .1. PROGRAMME 69 : ADMINISTRATION GENERALE

Pré-responsable du Programme : Daniel MAKIESE MWANAWANZAMBI

Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Les périmètres du programme Administration Général sont :

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariat général : Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction Administratif et Financier (DAF) ; Direction des Etudes et Planification (DEP) ; Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et Communication (DANTIC) ; Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics (CGPMP), Cellule Technique d'Appui (CTA).

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale soutient l'ensemble de programmes du ministère. Sa stratégie vise à renforcer le pilotage stratégique, la coordination administrative, afin d'améliorer durablement la performance globale du ministère. Cette stratégie se fonde sur les défis multidimensionnels relevés dans le secteur notamment : absence de stratégie nationale claire et cohérente, faible coordination institutionnelle, capacités techniques et humaines limitées, insuffisance des outils de pilotage et de suivi, gouvernance locale faible, insuffisance de communication institutionnelle.

S'appuyant sur les cinq axes ministériels, le programme recherche : (i) un meilleur pilotage ministériel ; (ii) une coordination administrative plus efficace ; (iii) une professionnalisation accrue de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles ; (iv) un dispositif de suivi et évaluation et (v) une meilleure disponibilité de l'information de gestion pour la décision. Les résultats attendus sont une administration plus efficace, mieux coordonnée, plus transparente et davantage orientée vers les résultats.

Dans ce cadre, une série de réformes sont envisagées, notamment la révision du cadre organique, élaboration du Document de Politique Stratégique Sectorielle, harmonisation des instruments juridiques au niveau sous-régional et régional, digitalisation des archives, élaboration des manuels des procédures, élaboration du référentiel de formation, etc.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

II.1.3.1. Objectifs du Programme

Le programme Administration générale a comme objectif :

- Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative du ministère

II.1.3.2. INDICATEUR DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 2 : indicateur de performance du programme

Code	Programmes et actions	Objectif stratégique/ Objectifs opérationnels	Indicateur de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
0.651	**ADMINISTRATION GENERALE**	Améliorer le pilotage stratégique et la coordination administrative du ministère	Taux d'exécution des décisions stratégiques	%					40	80	90	100	CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DFP, CGPMP
			Taux d'exécution du plan d'actions annuel du ministère	%					40	80	90	100	
	Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%					30	100	100	100	
	Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%					RAS	80	90	100	
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%					20	100	100	100	
	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des	Proportion du personnel formé par an	%					30	60	80	100	

		ressources humaines											
	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%					RAS	RAS	RAS	RAS	
	Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la publication proactive de l'information	Taux de dématérialisation des procédures	%					RAS	50	70	90	

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 3 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		16 944 609 359	38 115 530 782	19 110 467 849	12 141 989 332	27 550 975 402
1	Titre III : Dépenses de personnel	13 523 414 593	18 474 070 873	15 667 001 207	10 440 899 142	19 668 024 327
2	Titre IV : Biens et matériels	798 888 319	1 343 700 000	1 182 790 569	525 000 000	1 815 727 103
3	Titre V : Dépenses de prestations	2 088 710 148	14 905 372 749	1 736 200 617	1 176 090 190	2 535 885 054
4	Titre VI : Transferts et interventions	533 596 299	3 392 387 160	524 475 456	-	3 531 338 918
Dépenses en capital		40 000 000	-	2 172 500 000	-	2 607 000 000
5	Titre VII : Equipements	40 000 000	-	2 172 500 000	-	1 614 327 398
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	992 672 602
TOTAL		**6 984 6 9 359**	**38 5 53 782**	**2 282 967 849**	**2 4 989 332**	**3 57 975 4 2**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Évolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	3 269 606 616	16 249 072 749	3 847 202 147	1 701 090 190	5 574 854 775
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	3 392 387 160	500 139 646	-	3 457 003 108
3	Investissements sur Ressources Propres	40 000 000	-	2 172 500 000	-	2 607 000 000
4	Rémunérations	13 175 002 743	18 474 070 873	14 763 126 056	10 440 899 142	18 519 117 519
TOTAL		**6 984 6 9 359**	**38 5 53 782**	**2 282 967 849**	**2 4 989 332**	**3 57 975 4 2**

Source : ESB 2025, ESB 2026, PLF2027

II.1.5. Évolution des crédits du programme par action

Tableau 5 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère	16 546 032 348	38 110 730 782	20 093 504 107	12 141 989 332	28 634 203 589
2		Gestion des ressources financières et matérielles	160 820 248	-	375 220 554	-	375 220 554
3		Planification, programmation et suivi-évaluation	87 372 355	-	63 289 027	-	142 597 098
4		Gestion des ressources humaines	107 372 355	4 800 000	414 876 947	-	559 876 947
5		Gestion du système d'information et de la communication	83 012 053	-	336 077 214	-	446 077 214
TOTAL			**6 984 6 9 359**	**38 5 53 782**	**2 282 967 849**	**2 4 989 332**	**3 57 975 4 2**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.2. PROGRAMME : INTEGRATION REGIONALE

Pré-responsable du Programme : EKANGA EYONGO Bienvenu

Fonction : Directeur-Chef de service

II.2.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme connaitra la participation de services suivants : Direction coopération bilatérale zone Afrique nord et ouest, Direction coopération bilatérale zone Afrique centrale et orientale, Direction coopération bilatérale zone Afrique australe, Direction coopération multilatérale régionale, Direction coopération multilatérale sous régionale Afrique centrale et de l'est, Direction coopération multilatérale SADC, Direction coopération multilatérale COMESA, Direction partenariat organisations communautaires, sectorielles et ONG.

II.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Malgré d'énormes richesses naturelles et un potentiel économique important, la RDC fait face à un défi de gouvernance diplomatique et d'intégration économique au niveau sous-régional et régional.

Pour y remédier, le programme Intégration régionale s'appuie sur quatre piliers, à savoir : le renforcement de la gouvernance et du pilotage de l'intégration régionale, l'accélération de l'intégration économique et développement des échanges, l'amélioration des infrastructures, de connectivité et de mobilité, la restauration de la paix et sécurité pour le développement durable.

En effet, ce programme vise à redynamiser l'intégration régionale à travers les actions d'intégration économique et de Suivi des organismes d'intégration dans le cadre de l'agenda 2063 de l'Union Africaine afin de contribuer efficacement au développement durable de la RDC.

Dans le cadre de ce programme, une série de réformes sont envisagées, principalement l'implantation des sections économiques dans les ambassades au niveau sous-régional et régional pour capitaliser les enjeux de la coopération sud-sud, l'implantations des antennes frontalières en vue de faciliter le calcul de l'indice d'intégration régionale et d'améliorer son score.

II.2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

II.2.3.1. Objectifs du Programme

Le programme Administration générale a comme objectif :

- Redynamiser l'intégration régionale

II.2.3.2. INDICATEUR DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Tableau 2 : Objectifs et indicateurs de performance du programme

Code	Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectifs opérationnels	Indicateur de performance	Unité de mesure	Référence		Réalisation		Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
					Année	Valeur	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
0.691	**INTEGRATION REGIONALE**	Redynamiser l'intégration régionale	Taux de projets intégrateurs réalisés	%									CABMIN, SG, DEP, DRH, DAF, DFP, CGPMP
			Taux d'exécution d'initiatives d'intégration régionale	%									
	Intégration économique	Accélérer l'intégration économique sous-régionale	Proportion d'accords commerciaux signés	%									
	Suivi des organismes d'intégration	S'assurer du niveau de mise en œuvre des accords	Nombre de rapports de suivi produits	Nbre									

II.1.4. Evolution des crédits du programme

II.1.4.1. Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 3 : Évolution des crédits du programme par titres

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS en FC 2027
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		9 178 294 461	11 380 911 404	9 374 237 950	6 211 325 697	13 650 929 624
1	Titre III : Dépenses de personnel	6 302 658 256	10 987 482 745	9 017 252 243	6 211 325 697	10 774 395 427
2	Titre IV : Biens et matériels	506 120 898	150 000 000	128 649 149	-	843 975 484
3	Titre V : Dépenses de prestations	1 869 515 307	243 428 659	228 336 558	-	2 032 558 713
4	Titre VI : Transferts et interventions	500 000 000	-	-	-	-
Dépenses en capital		110 000 000	-	-	-	-
5	Titre VII : Equipements	110 000 000	-	-	-	-
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	-
TOTAL		**9 288 294 46**	**38 9 4 4**	**9 374 237 95**	**6 2 325 697**	**3 65 929 624**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 4 : Évolution des crédits du programme par rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Fonctionnement des Ministères	2 727 829 910	393 428 659	497 100 146	-	3 773 791 820
2	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	-	-	-	-
3	Investissements sur Ressources Propres	110 000 000	-	-	-	-
4	Rémunérations	5 950 464 551	10 987 482 745	8 877 137 804	6 211 325 697	9 877 137 804
TOTAL		**9 288 294 46**	**38 9 4 4**	**9 374 237 95**	**6 2 325 697**	**3 65 929 624**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

II.1.5. Evolution des crédits du programme par action

Tableau 5 : Évolution des crédits par action du programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Intégration économique	250 568 999	31 337 176	333 158 179	-	1 335 701 002
2		Suivi des organismes d'intégration	9 037 725 462	11 349 574 228	9 041 079 771	6 211 325 697	12 315 228 622
TOTAL			**9 288 294 46**	**38 9 4 4**	**9 374 237 95**	**6 2 325 697**	**3 65 929 624**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

SOUS-SECTEUR 2.3: ADMINISTRATION GENERALE

41. Ministère des Relations avec le Parlement

Section 36

1. PRESENTATION DU MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Responsable : S.E. Guy LOANDO MBOYO ; Ministre d'Etat, Ministre des Relations avec le Parlement.

1.1. MISSIONS ET ORGANISATION DU MINISTERE

1.1.1. Missions du Ministère

Le Ministère des Relations avec le Parlement dans son rôle d'interface entre les pouvoirs Législatif et Exécutif a pour missions, notamment de (d') :

- coordonner le programme législatif du Gouvernement ;
- contribuer à l'enrichissement des projets et propositions de textes à caractère législatif ainsi qu'à l'actualisation des lois ;
- assurer la présence permanente du Gouvernement dans les débats parlementaires et de suivre les délibérations des Chambres du Parlement en plénière et en commissions ;
- organiser des enquêtes et sondages d'opinions nationales sur les textes légaux et règlementaires ainsi que leurs applicabilités ;
- traduire et diffuser les lois en quatre langues nationales ;
- suivre la diplomatie parlementaire internationale, régionale et sous régionale ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement ;
- contribuer à l'assurance et à la garantie de la stabilité institutionnelle provinciale et locale ;
- suivre et évaluer le niveau d'exécution des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement ainsi que celui des lois de la République.

1.1.2. Organisation du Ministère

Le Ministère des Relations avec le Parlement présente la structure organisationnelle suivante :

- Cabinet du Ministre, appuyé par une cellule d'études dénommée Cellule Technique d'Appui ;
- Secrétariat Général composé des Directions suivantes, hormis l'Administration du Secrétaire Général, la Cellule de Gestion des Projets et de Passation des Marchés Publics ainsi que les (26) Divisions provinciales chargées de l'harmonisation des relations entre les Assemblées provinciales et les Gouvernements provinciaux :
  - Direction des Services Généraux, du Personnel et des Finances ;
  - Direction d'Etudes et Planification ;
  - Direction des Contacts et Préparation des Interventions ;
  - Direction d'Enquêtes et Vulgarisation ;
  - Direction des Relations Interparlementaires ;
  - Direction de la Documentation, Archives et Nouvelles Technologies de l'Information.

1.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

1.2.1. Priorités nationales

Le Ministère des Relations avec le Parlement, à travers sa mission essentielle d'harmonisation des rapports entre les Institutions politiques de notre pays, tant au niveau national que provincial, met en exergue les priorités nationales suivantes :

- L'instauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national ;
- Le fonctionnement harmonieux des institutions de l'État à tous les niveaux ;
- L'érection d'une administration territoriale de proximité et de développement ;
- La promotion de la démocratie.

Pour y parvenir, le Gouvernement de la République entend :

- consolider la paix ;
- garantir davantage la sécurité et la justice ;
- renforcer la gouvernance et la démocratie grâce à l'application rigoureuse des lois et à une amélioration soutenue de la qualité des institutions ;
- diversifier l'économie, accélérer sa croissance et la mettre au service de l'homme pour partager largement ses fruits.
-

1.2.2. Politiques Sectorielles

Dans le domaine des Relations avec le Parlement, la politique du Gouvernement consiste à :

- Renforcer les capacités institutionnelles de la gouvernance politique :
  - Elaboration de la politique et de la stratégie de gouvernance politique ;
  - Elaboration, production et diffusion du recueil national des Edits adoptés par les Assemblées provinciales ;
- Améliorer la Gouvernance interinstitutionnelle au niveau national
  - Apport en terme d'accompagnement du Ministère aux sectoriels dans l'organisation de leurs activités de vulgarisation ;
  - Suivi et évaluation du niveau d'exécution des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement ;
  - Suivi des moyens d'information et de contrôle parlementaire présentés en plénière et en commissions ;
  - Suivi et évaluation du niveau d'exécution des Lois ;
  - Suivi et évaluation de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) ;
  - Traduction et diffusion des Lois en quatre langues nationales ;
  - Suivi des activités relatives à la Diplomatie parlementaire internationale, régionale et sous régionale.
- Améliorer la gouvernance politique provinciale et locale
  - Contribution à la gestion et à la résolution des crises entre les Institutions politiques provinciales et locales ;
  - Contribution à la stabilité des Institutions politiques provinciales et locales

1. 3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT						
		054	Administration Générale des Relations avec le Parlement			Cabinet, SG, DAF, DEP, DRH, DANTIC, Cellule technique d'appui, Cellule de gestion des projets et des marchés publics (CGPMP)	
				0541	Pilotage et coordination des actions stratégiques des Relations avec le Parlement	Cabinet et Secrétariat Général	
				0542	Gestion des ressources humaines	DRH	
				0543	Gestion des Ressources financières et matérielles	DAF, CGPMP	
				0544	Planification, programmation et suivi-évaluation	DEP	
				0545	Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
				0546	Gestion de l'agenda parlementaire du Gouvernement	Cabinet	
		055	Gouvernance harmonieuse et connaissance des lois			Direction des contacts et préparation des interventions (DCPI), Direction d'Enquêtes et Vulgarisation (DEV)	
				0551	Couverture des travaux parlementaires en plénières et en Commissions	Direction des contacts et préparation des interventions (DCPI) et cellule d'Etudes	
				0552	Suivi et évaluation des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement	Direction des contacts et préparation des interventions (DCPI) et Direction d'Etudes et planification	
				0553	Appui technique aux autres Ministères, Entreprises du Portefeuille et Etablissements Publics dans leurs rapports avec le Parlement	Direction des contacts et préparation des interventions (DCPI) et cellule d'Etudes	

				0554	Operations d'enquêtes sur l'applicabilité des Lois et contribution à la vulgarisation des Lois	Direction d'Enquêtes et Vulgarisation	
				0555	Suivi et évaluation du Programme d'Actions du Gouvernement	Direction des Contacts et Préparations d'Interventions (DCPI)	
				0556	Traduction des Lois en quatre Langues nationales	Direction d'Enquêtes et Vulgarisation	
				0557	Enrichissement des projets et propositions de Lois ainsi que l'actualisation des Lois	Direction d'Enquêtes et Vulgarisation	
		056	**Diplomatie et coopération parlementaire**			Direction des relations interparlementaires	
				0561	Suivi de la diplomatie parlementaire au niveau international, régional et sous régional	Direction des Relations Interparlementaires	
				0562	Participation aux différents forums organisés par les structures des Nations-Unies et/ou organisations parlementaires	Direction des Relations Interparlementaires	
				0563	Echanges d'expériences avec les Etats ayant les Relations avec le Parlement dans leurs structures gouvernementales	Direction des Relations Interparlementaires	

1.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

1.4.1. PERFORMANCES ANTERIEURES

Depuis sa création dans l'architecture gouvernementale de notre pays, le Ministère des Relations avec le Parlement, dans son rôle d'interface entre le Législatif et l'Exécutif a eu à effectuer entre autres, les activités suivantes :

- la couverture des travaux parlementaires au cours des sessions tant ordinaires qu'extraordinaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat en tant que représentant du Gouvernement lors des débats et délibérations parlementaires ;
- le suivi du niveau d'exécution des Recommandations formulées par les Chambres parlementaires adressées aux Ministres sectoriels, issus des Synthèses nationales de Vacances parlementaires ;
- la contribution à l'enrichissement des projets et propositions de lois élaborés par les Ministres sectoriels à titre de réformes ou d'innovations avant leur adoption en Conseil des Ministres ;
- le suivi des initiatives de contrôle parlementaire, entendu comme un moyen de dédramatisation des relations entre le Législatif et l'Exécutif.

Toutefois, il sied de relever entre autres, à titre de contraintes et défis :

- La faible capacité opérationnelle suite à l'insuffisance des moyens financiers ;
- La modicité des crédits alloués au secteur des Relations avec le Parlement et d'énormes difficultés d'accéder aux crédits de fonctionnement alloués pourtant engagés et liquidés. Ce qui explique le faible niveau des réalisations des actions inscrites dans la Feuille de Route du Ministère ;
- Le cloisonnement des services entrainant des difficultés de communication et de suivi-évaluation financier ainsi que des projets du secteur ;
- Le non-décaissement des crédits alloués aux projets d'investissements du secteur ne sont guère décaissés.

1.4.2. PERSPECTIVES

- Le Ministère des Relations avec le Parlement est à la recherche de son propre bâtiment pour abriter ses différents services.
- Il compte doter son administration centrale des véhicules des fonctions pour les hauts fonctionnaires et les bus pour Cadres et Agents.
- Un nouveau cadre et structures organiques est en cours d'élaboration et son document de politique sectorielle ;
- En 2027 le Ministère des Relations avec le Parlement va matérialiser certains projets au regard de ses nouvelles attributions.

1.5. Objectifs et indicateurs les plus représentatifs du Ministère

- Objectif 1. Améliorer la Gouvernance entre l'Exécutif et le Législatif
- Objectif 2 : Améliorer la production législative
- Objectif 3 : Faire connaitre les lois aux citoyens.

Objectif 1. Améliorer la Gouvernance entre l'Exécutif et le Législatif									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de réalisation des activités du Ministère	%	40	35	20	45	50	55	60
Mode de calcul : Décompte d'activités réalisées / nombre d'activités prévues X100									
Source : Secrétariat Général aux Relations avec le Parlement									
Commentaires : Au cours de la première partie de l'année 2026, nous avons réalisé des activités à hauteur de 40% et prévoyons de réaliser au moins 50% des activités pour le reste de l'année, au regard des moyens alloués dans la Loi des Finances.									
Objectif 2. Améliorer la production législative									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de projets de loi enrichis	Nombre	4	5	6	4	6	8	10
Mode de calcul : Décompte de projets de loi enrichis									
Source: Secrétariat Général aux Relations avec le Parlement									
Commentaires : Au cours de cette année, nous prévoyons d'enrichir quatre avant-projets de lois, avant leur examen en Conseil des Ministres. Ce nombre pourrait s'accroître à la suite du lobbying à mener auprès des différents Ministres sectoriels, appelés à se conformer à l'Ordonnance fixant les attributions des Ministères.									
Objectif 3. Faire connaitre les lois aux citoyens.									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de fiches techniques de vulgarisation élaborées.	Nombre	5	4	4	3	5	7	9
Mode de calcul : Décompte de fiches de vulgarisation élaborées.									
Source: Secrétariat Général aux Relations avec le Parlement									
Commentaires : Au cours de cette année, nous prévoyons d'élaborer quatre (4) fiches techniques de vulgarisation, outils préparatoires de la descente sur terrain proprement dite.									

1.5. Evolution des crédits du Ministère

1.5.1. Présentation des crédits par programme

Tableau 3 : Présentation des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
1	054	Administration Générale	17 394 979 105	37 330 164 359	79 049 892 864	23 205 893 023	86 988 068 501
2	055	Gouvernance harmonieuse et connaissance des lois	437 193 386	--	295 989 344	--	295 989 344
3	056	Diplomatie et coopération parlementaire	121 204 176,7	--	87 795 441,33	--	221128774,7
4		Activités législatives en Province	60 602 088	--	43 897 720,67	--	110564387,3
TOTAL			**18 013 978 756**	**37 330 164 359**	**79 556 002 588**	**23 205 893 023**	**87 615 751 007**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.5.2. Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire 2027-2029

Tableau 4 : Projections des crédits par Rubrique 2027-2029

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027 en FC (CDMT)
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
Fonctionnement des Ministères	2 380 844 662	20 369 403 427	34 083 158 148	15 092 842 171	35 545 351 495
ues, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	20 465 193 981	--	19 700 091 722
Investissements sur Ressources Propres	98 286 823	--	113 029 846	--	5 135 635 815
Rémunérations	15 534 847 271	16960760932	24 466 938 107	8 113 050 852	27 234 671 975
Total	**18 013 978 756**	**37 330 164 359**	**79 556 002 588**	**23 205 893 023**	**87 615 751 007**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

1.5 .3. Evolution des crédits par Titre 2025-2027

Tableau 5 : Présentation des crédits par titre 2025-2027

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		LFR 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions en FC	2027
Dépenses courantes		**17 915 691 933**	**37 330 164 359**	**79 442 972 742**	**23 205 893 023**	**82 480 115 192**
1	Titre III : Dépenses de personnel	16 486 887 293	16 960 760 932	25 019 127 429	8 113 050 852	39 205 370 258
2	Titre IV : Biens et matériels ;	706 385 776	258 900 000	561 872 462	600 000 000	11 288 076 407
3	Titre V : Dépenses de prestations	722 418 864	20 110 503 427	33 396 778 870	14 492 842 171	12 286 576 805

4	Titre VI : Transferts et interventions	--	--	20 465 **193** 981	--	19 700 091 722
Dépenses en capital		**98 286 823**	--	**113 029 846**	--	**5 135 635 815**
5	Titre VII : Equipements	98 286 823	--	113 029 846	--	1 135 635 815
	Financement intérieur	98 286 823	--	113 029 846	--	1 135 635 815
	Financement extérieur	-	--	--	--	--
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	5 135 635 815
	Financement intérieur	-	-	-	-	5 135 635 815
	Financement extérieur	-	-	-	-	
	Total	**18 013 978 756**	**37 330 164 359**	**79 556 002 588**	**23 205 893 023**	**87 615 751 007**

Source : LFR 2025, LFR 2026, ESB2025, ESB2026, PLF2027

1.6. Ventilation des effectifs globaux et de la masse salariale

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2025 (2)	Projection à fin décembre 2025 à politique inchangée (3): = (2/9)*12	Nouvelles actions 2027				PROJECTIONS 2027	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	Effectifs (6)	Masse salariale (7)	EFFECTIFS (8)	Masse Salariale (9)
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	13	120 120 000							
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	116	915 966 444							
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	731	3 848 763 630							
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	75	282 511 551							
5. Autres	-	-							
Total	**929**	**5 167 361 625**							

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

Responsable : Monsieur Jean-Chrysostome MASALA BIKUGI
Fonction : Secrétaire Général aux Relations avec le Parlement

2.1.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Le programme Administration Générale a pour périmètres :

- le Cabinet du Ministre, appuyé par une cellule d'études dénommée Cellule Technique d'Appui ;
- le Secrétariat Général composé des Directions suivantes :
    - Direction des Services Généraux, du Personnel et des Finances ;
    - Direction d'Etudes et Planification ;
    - Direction des Contacts et Préparation des Interventions ;
    - Direction d'Enquêtes et Vulgarisation ;
    - Direction des Relations Interparlementaires ;
    - Direction de la Documentation, Archives et Nouvelles Technologies de l'Information.

2.1.2. STRATEGIES DU PROGRAMME

Ce programme repose sur le renforcement progressif de la gouvernance administrative, financière et technique du Ministère afin de créer un environnement favorable à la réalisation de ses missions institutionnelles.

Elle privilégie une approche axée sur les résultats, fondée sur les principes de bonne gouvernance, de rationalité, de transparence, de responsabilité et de performance.

La première orientation stratégique consiste à améliorer le pilotage institutionnel à travers une meilleure coordination des directions, une programmation rigoureuse des activités, un suivi permanent de l'exécution des décisions de la hiérarchie et la tenue régulière des cadres de concertation. Cette démarche permettra d'assurer une meilleure cohérence entre les orientations politiques du Gouvernement et les interventions du Ministère.

La deuxième orientation porte sur le développement du capital humain. À cet effet, le Ministère mettra en œuvre un plan annuel de renforcement des capacités comprenant des formations en droit parlementaire, en gestion axée sur les résultats, en finances publiques, en diplomatie parlementaire, en suivi-évaluation ainsi qu'en technologies de l'information. Cette stratégie favorisera l'amélioration de la productivité et de la qualité des prestations offertes.

La troisième orientation vise la modernisation de la gestion des ressources financières et matérielles.

Le Ministère entend renforcer la planification budgétaire, améliorer le taux d'exécution du budget, rationaliser les dépenses publiques, moderniser les procédures administratives et acquérir progressivement les équipements indispensables au fonctionnement des services. Par ailleurs, le programme prévoit le développement d'un système intégré d'information et de communication permettant la numérisation des archives, la gestion électronique des documents, l'amélioration des échanges d'informations entre les directions ainsi que le renforcement des infrastructures informatiques.

Enfin, une attention particulière sera accordée au renforcement des fonctions de planification, programmation et suivi-évaluation afin d'améliorer la qualité des documents stratégiques, le suivi des performances et l'évaluation régulière des résultats obtenus.

La coordination du programme législatif du Gouvernement constituera également un levier essentiel permettant d'assurer une meilleure programmation des projets de lois prioritaires devant les Chambres parlementaires.

2.1.3. **Objectifs et indicateurs de performance du programme**

Objectif. Renforcer les capacités institutionnelles du Ministère									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de réalisation des activités du Ministère	%	40	45	45	55	58	60	70
Mode de calcul : Décompte d'activités réalisées **/** nombre d'activités prévues X100									
Source : Secrétariat Général aux Relations avec le Parlement									
Commentaires : Au cours de cette année, nous prévoyons de réaliser au moins 55% des activités prévues au regard des moyens alloués dans la Loi des Finances.									
Action 1 : **Pilotage et coordination des actions stratégiques du Ministère**									
Objectif : **Améliorer la gouvernance du Ministère**									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Taux de mise en œuvre des décisions prises	%	25	30	32	35	40	42	45
Source : Cabinet et Secrétariat Général aux Relations avec le Parlement									
Mode de calcul : Décompte de décisions exécutées									
Commentaires : Compte tenu de certaines contraintes, les décisions arrêtées au niveau du pilotage et de la coordination ne sont pas totalement mis en œuvre. Un effort est effectué au niveau du Cabinet et de l'Administration pour arriver au pourcentage repris dans l'exercice en cours. Toutefois, compte tenu de la pertinence de ces différentes décisions, nous sommes appelés à fournir un effort supplémentaire pour atteindre 35 % l'année prochaine.									
Action 2 : **Gestion des Ressources humaines**									
Objectif : **Renforcer les capacités du capital Humain**									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Taux du personnel formé	%	5	10	20	10	25	30	35
Source : *Direction des Ressources Humaines*									
Mode de calcul : Décompte de Cadres et Agents formés / Total général de l'effectif X100									
Commentaires : Au regard des nouvelles attributions conférées par l'Ordonnance n°25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, en perspective de la revisitation du Cadre et Structures organiques ainsi que l'installation des organes délibérants au niveau local, la formation du personnel est une nécessité primordiale en vue d'atteindre les objectifs assignés.									
Action 3 : **Gestion des Ressources financières et matérielles**									
Objectif : **Améliorer la gestion des finances publiques au sein du Ministère**									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Taux d'exécution du budget alloué	%	110	80	130	26	60	55	67

Source : Direction Administrative et Financière

Mode de calcul : Crédits exécutés / Crédits alloués X 100

Commentaires : Il s'agit d'apprécier le taux d'exécution du budget alloué au Ministère des Relations avec le Parlement.

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
2.	Taux d'acquisition d'équipements	%	0	0	0	0	50	55	60

Source : *Direction Administrative et Financière*

Mode de calcul : Crédits exécutés aux équipements / Crédits alloués aux équipements x 100

Commentaires : Il s'agit, pour le secteur des Relations avec le Parlement, de constater le niveau d'acquisition d'équipements.

Action 4 : **Planification, programmation et suivi-évaluation**

Objectif : Améliorer la planification, la programmation et le suivi-évaluation du secteur

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Nombre de documents stratégiques élaborés	Nombre	1	1	1	2	2	2	3

Source : *Direction d'Etudes et Planification*

Mode de calcul : Décompte de documents produits

Commentaires : Il s'agit de démontrer la crédibilité des instruments de planification utilisés, des dispositifs de suivi-évaluation et de contrôle à mettre en œuvre en vue de la bonne planification stratégique et programmatique du Ministère

Action 5 : **Gestion du système d'information et de la communication**

Objectif : **Améliorer le système d'information et de la communication**

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Taux de connectivité des services du Ministère	%	0,14	0,14	0,14	0,14	20	25	30

Source : Direction de l**a** Documentation, des Archives et des Nouvelles Technologies de **l'**information

Mode de calcul : Nombre de services connectés / Nombre total des services X100

Commentaires : Il est question de dématérialiser l'Administration, c'est-à-dire de faire basculer le SG/REPA de l'Administration traditionnelle (stylos et papiers) à l'Administration numérisée (e-Gouv et e-apps).

Action 6 : **Gestion de l'agenda parlementaire du Gouvernement (Coordination du Programme législatif du Gouvernement)**

Objectif : Assurer le suivi de l'agenda parlementaire du Gouvernement

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
No	Nom de l'indicateur		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1.	Taux de projets de loi inscrits en priorité	%	16	18	20	25	27	30	32

Source : Cabinet du Ministre ayant les Relations avec le Parlement dans ses attributions

Mode de calcul : Nombre de projets de loi inscrits en priorité / Nombre de projet de lois déposés X 100

Commentaires : Le Ministère accompagne le Gouvernement dans le cadre de l'inscription prioritaire des projets ou propositions de loi prévue dans le Programme d'Actions du Gouvernement.

2.1.4. Evolution des crédits du programme

2.1.4.1. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	--	--	--	--	--
2	Fonctionnement des Ministères	1 761 845 011	20 369 403 427	34 083 158 148	14 550 352 982	34 917 668 989
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	20 465 193 981	--	19 700 091 722
4	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
5	Investissements sur Ressources Propres	98 286 823	--	113 029 846	--	5 135 635 815
6	Rémunérations	15 534 847 271	16 960 760 932	24 466 938 107	8 113 050 852	27 234 671 975
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
TOTAL		**17 394 979 105**	**37 330 164 359**	**79 128 320 082**	**23 205 893 023**	**86 988 068 501**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.4.2 Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**17 296 692 282**	**37 330 164 359**	**79 015 290 236**	**23 205 893 023**	**81 852 432 686**
1	Titre III : Dépenses de personnel	16 319 343 711	16 960 760 932	24 897 765 582	8 113 050 852	38 934 639 723
2	Titre IV : Biens et matériels	381 647 546	258 900 000	371 921 980	600 000 000	10 977 301 864
3	Titre V : Dépenses de prestations	561 766 426	20 110 503 427	33 280 408 693	14 492 842 171	12 240 399 377
4	Titre VI : Transferts et interventions	--	--	20 465 193 981	--	19 700 091 722
Dépenses en capital		**98 286 823**	--	**113 029 846**	--	**5 135 635 815**
5	Titre VII : Equipements	98 286 823	--	113 029 846	--	1 135 635 815
	Financement intérieur	98 286 823	--	113 029 846	--	1 135 635 815
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	4 000 000 000
	Financement intérieur	---	--	--	--	4 000 000 000
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
	Total	**17 394 979 105**	**37 330 164 359**	**79 128 320 082**	**23 205 893 023**	**86 988 068 501**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.1.5 Evolution des crédits par action du programme.

2.1.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	0541	Pilotage et coordination des actions stratégiques des Relations avec le Parlement	16 494 034 244	37 330 164 359	31 555 851 827	8 413 050 852	39 480 702 505
2	0542	Gestion des Ressources financières et matérielles	108 271 071	-	78 427 218	-	78 427 218
3	0543	Planification, programmation et suivi-évaluation	296 091 113	-	179 983 192,00	-	379 983 192
4	0544	Gestion des ressources humaines	317 281 445	-	195 332 618,00	-	195 332 617
5	0545	Gestion du système d'information et de la communication	179 301 232	-	95 385 289	-	95 385 289
	0545	Gestion de l'agenda parlementaire du Gouvernement	-	-	47 023 339 938	14 792 842 171	46 758 237 680
TOTAL			**17 394 979 105**	**37 330 164 359**	**79 128 320 082**	**23 205 893 023**	**86 988 068 501**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

Programme 2 : GOUVERNANCE HARMONIEUSE ET CONNAISSANCE DES LOIS

Pré-Responsable du Programme : Madame MANZOETO LUSALA Ruth

Fonction : Directeur-Chef de Service de Contacts et Préparation des Interventions

2.2.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Les activités du programme sont mises en œuvre par les Directions ci-après :

- Contacts et Préparation des Interventions et
- Enquêtes et Vulgarisation

2.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme met en exergue :

1. La veille parlementaire permettant la réactivité du Gouvernement face aux sollicitations du Parlement par l'assistance à toutes ses activités en plénières, en commissions, au niveau des groupes parlementaires, des groupes provinciaux ou encore de la conférence des présidents à titre de contribution à l'élaboration du calendrier de la session ;

2. Le suivi du niveau d'exécution des recommandations de l'Assemblée Nationale et du Sénat adressées aux Ministres sectoriels concernés, issues de la Synthèse nationale des Vacances parlementaires ;

3. L'appui technique aux Entreprises du portefeuille, des Etablissements et Services publics dans la prise en charge des moyens d'information et de contrôle parlementaire ;

4. L'organisation des enquêtes nationales par stratification sociale sur l'applicabilité des lois votées et l'accroissement de la connaissance des lois par la population, les Administrations et la Société Civile ;

5. L'enrichissement des avant-projets de lois des Ministères sectoriels avant leur présentation en Conseil des Ministres

2.2.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme

Objectif. Renforcer la gouvernance inter institutionnelle									
N°	**Indicateurs**	**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
			2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux de séances plénières à l'Assemblée Nationale et au Sénat marquées par la présence du Ministre des Relations avec le Parlement	%	59	60	61	63	61	63	65
Source : DCPI ; Rapports de couvertures des travaux parlementaires 2019, 2020 et 2021									
Mode de calcul *:* Nombre de séances parlementaires couvertes/ nombre total des séances prévues à la session ordinaire de l'Assemblée Nationale x100									
Commentaires : Le Ministre des Relations avec le Parlement représente le Gouvernement au cours des travaux parlementaires.									
2	Taux de couverture des travaux des sessions parlementaires au Sénat en plénière et en commissions	%	38	40	42	44	42	45	47
Source : DCPI, Rapports des couvertures des travaux parlementaires 2019, 2020 et 2021									
Mode de calcul : Nombre de séances parlementaires couvertes/ nombre total des séances prévues dans l'ordre du jour du Sénat x 100									
Commentaires : Idem									
3	Taux de Couverture des travaux parlementaires en plénière et en Commissions	Nombre				4	5	5	6
Source : DCPI									
Action 1. Couverture des travaux parlementaires en plénière et en Commissions									
Objectif 1. Informer, en temps réel, le Gouvernement sur le déroulement des travaux en plénières et en Commissions.									

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de couverture des travaux des sessions parlementaires à l'Assemblée Nationale en plénière et en commissions	%	89	92	93	94	96	97	98

Source : DCPI, Rapports annuels 2023, 2024 et 2025

Mode de calcul : Nombre de séances parlementaires couvertes / Nombre de séances prévues dans le calendrier X 100

Commentaires : Par la couverture des travaux parlementaires, le Ministère assure la présence permanente du Gouvernement dans les deux Chambres du Parlement. Celui-ci est mieux informé du déroulement des travaux en plénières et en Commissions par les Experts y affectés.

Action 2. Suivi et Evaluation des Recommandations du Parlement adressées au Gouvernement

Objectif 2. S'assurer de la prise en charge des Recommandations du Parlement par le Gouvernement

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de rapports de suivi du niveau d'exécution des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement	Nombre	4	2	0	4	5	5	6

Source : DCPI

Mode de calcul : Somme des rapports élaborés au cours d'une année.

Commentaires : Dans le cadre du suivi du niveau d'exécution des Recommandations du Parlement, le Ministère des Relations avec le Parlement accompagne les Ministères sectoriels concernés dans la présentation des éléments de réponse et élabore les Rapports y afférents. Le devoir de redevabilité incombant aux Ministres sectoriels sur base des Recommandations du Parlement nécessite la disponibilisation des moyens adéquats pour que les préoccupations du Souverain primaire soient pris en compte.

Action 3. Appui technique des Ministères sectoriels, Entreprises du Portefeuille et Etablissements Publics dans leurs rapport avec les chambres du Parlement

Objectif. Se rassurer du respect des us et coutumes parlementaires.

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de Ministères, Entreprises du Portefeuille et Etablissements Publics appuyés	Nombre	1	2	3	5	7	9	12

Source : DCPI

Mode de calcul : Nombre de Ministères, Entreprises du Portefeuille et Etablissements Publics appuyés

Commentaires : Le Ministère veille au respect des procédures et délais prescrits par les Règlements Intérieurs des deux Chambres au sujet des Ministres du Gouvernement ainsi que des Gestionnaires du Portefeuille de l'Etat.

Action 4. Opération d'enquêtes sur l'applicabilité et contribution à la vulgarisation des Lois

Objectif . S'enquérir de l'applicabilité et de la connaissance des Lois

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre d'enquêtes réalisées	Nombre	0	0	0	1	2	3	4

Source : DEV

Mode de calcul : Décompte de rapports d'enquêtes réalisées

Commentaires : L'enquête sur l'applicabilité des textes de lois est une nécessité vu le nombre important de textes produits par le législateur, destinés à encadrer la gouvernance publique. C'est une nouvelle application à implémenter en 2026.

2	Nombre de lois vulgarisées	Nombre	0	0	0	0	2	3	4

Source : DEV

Mode de calcul *:* Décompte de lois vulgarisées avec le concours des Ministères sectoriels.

Commentaires : L'activité de vulgarisation souffre du fait que selon l'Ordonnance fixant les attributions des Ministères, elle ne peut être initiée que par les sectoriels qui recourent à l'expertise du Ministère des Relations avec le Parlement. Celui-ci et conformément à l'article 62 de la Constitution, entend vulgariser les textes fondamentaux de la République au moment opportun.

Action 5. Suivi et évaluation du Programme d'Actions du Gouvernement

Objectif . Suivre la mise en œuvre des actions du Programme d'Actions du Gouvernement

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2026	2027	2028
1	Nombre des missions réalisées	Nombre	ND	ND	ND	10	15	20	30

Source *:* DCPI

Mode de calcul *:* Décompte des missions réalisées

Commentaires : Le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028 nécessite la permanence d'un suivi et une évaluation périodique, en vue de se rassurer de l'adéquation entre la vision du Chef de l'Etat, traduite en SIX Piliers et des actions réelles posées sur terrain par le Gouvernement à travers ses sectoriels.

C'est une action importante coulée sous forme de nouvelle attribution à implémenter au courant de cette année à travers dix (10) missions dans une première phase.

Action 6. Traduction et diffusion des Lois en quatre Langues nationales

Objectif . Permettre une meilleure connaissance des Lois par la population

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2026	2027	2028
1	Nombre de Lois traduites et diffusées en langues nationales	Nombre	ND	ND	ND	0	4	5	6
Source *:* DEV									
Mode de calcul *:* Décompte de nombre de lois traduites en langues nationales									
Commentaires : Dans le souci d'atteindre toutes les couches de la population, la traduction des textes de loi dans les quatre langues nationales est un atout majeur de leur appropriation conformément à l'esprit des articles 62 et 142 de la Constitution. C'est une nouvelle attribution à implémenter à partir de l'année prochaine.									
Action 7. Enrichissement des projets et propositions de Lois ainsi que l'actualisation des Lois									
Objectif . Rendre les textes de loi compatibles à nos réalités et aux standards internationaux									

N°	Indicateurs	Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Nombre de textes de loi enrichis	Nombre	4	3	6	5	7	9	11
Source *:* DEV									
Mode de calcul *:* Décompte de textes de loi enrichis									
Commentaires : Avant que le texte de loi ne soit soumis à l'examen en Conseil des Ministres, le MIREPA contribue à son enrichissement en l'examinant afin de l'adapter aux réalités du pays ainsi qu'aux standards internationaux.									

2.2.4 Evolution des crédits du programme

2.2.4.1. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	--	--	--	--	--
2	Fonctionnement des Ministères	437 193 386	-	295 989 344	-	295 989 344
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
4	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
5	Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
6	Rémunérations	--	--	--	--	--
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
TOTAL		**437 193 386**	--	**295 989 344**	--	**295 989 344**

Source : LFR 2025, LFR 2026, ESB2025, ESB2026, PLF2027

2.2.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		--	--	--	--	--
1	Titre III : Dépenses de personnel	140 076 268	--	101 465 626	--	121 478 744
2	Titre IV : Biens et matériels	195 126 485	--	120 645 798	--	141 469 859
3	Titre V : Dépenses de prestations	101 990 633	--	73 877 920	--	33 040 741
4	Titre VI : Transferts et interventions	**--0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Financement intérieur	**--0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Financement extérieur	**--0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses en capital		**-0**	**--0**	**0**	**0**	**0**
5	Titre VII : Equipements	**--0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Financement intérieur	**--0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Financement extérieur	**--0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total	**437 193 386**	--	**295 989 344**	--	**295 989 344**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.2.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.2.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	0551	Couverture des travaux parlementaires en plénières et en Commissions	58 164 321	--	42 131 899,50	--	42 131 899,5
2	0552	Suivi et évaluation des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement	58 164 321	--	42 131 899,50	--	42 131 899,5
3	0553	Appui technique aux autres Ministères, Entreprises du Portefeuille et Etablissements Publics dans leurs rapports avec le Parlement	58164321	--	42 131 899,50	--	42 131 899,5
4	0554	Operations d'enquêtes sur l'applicabilité des Lois et contribution à la vulgarisation des Lois	68178701	--	42 487 248,67	--	42 487 248,67
5	0555	Suivi et évaluation du Programme d'Actions du Gouvernement	58164321	--	42 131 899,50	--	42 131 899,5
6	0556	Traduction des Lois en quatre Langues nationales	68178701	--	42 487 248,67	--	42 487 248,67
7	0557	Enrichissement des projets et propositions de Lois ainsi que l'actualisation des Lois	68178701	--	42 487 248,67	--	42 487 248,67
TOTAL			**437 193 386**	--	**295 989 344**	--	**295 989 344**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2. 3. Programme 3 : DIPLOMATIE ET COOPERATION PARLEMENTAIRE

Responsable : Monsieur BEKOMA BOLONGA Egide-Stéphane

Fonction : Directeur-Chef de Service des Relations Interparlementaires

2.3.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Les activités du programme sont mises en œuvre par la Direction des Relations Interparlementaires.

2.3.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

La stratégie de ce programme repose sur le développement d'une diplomatie parlementaire active permettant à notre pays de renforcer sa coopération institutionnelle avec les organisations parlementaires internationales et les administrations gouvernementales en charge des relations avec le Parlement à travers les points suivants :

1. La mise en place d'un système de suivi des actions et activités de coopération avec les institutions internationales, régionales et sous régionales à connotation parlementaire. Les missions y afférentes consistent à la collecte d'informations au sein des structures desdites organisations et au rapportage auprès du Gouvernement pour compétence ;
2. La participation aux forums internationaux organisés notamment par l'Organisation des Nations Unies, le Parlement de l'OIF, l'Union Interparlementaire pour partager les expériences mutuelles ainsi que la promotion des Intérêts de notre pays ;
3. Le déploiement des Experts du Ministère dans les pays qui ont des structures des Relations avec le Parlement dans leurs organisations gouvernementales en vue d'un échanges d'expériences devant produire une plus-value ainsi qu'un développement harmonieux des activités du secteur ;
4. Le développement progressif d'une base documentaire sur les expériences internationales, les accords de coopération et les engagements parlementaires internationaux afin d'améliorer la qualité des analyses stratégiques mises à la disposition du Gouvernement et de renforcer l'intégration des standards internationaux dans les us et coutumes parlementaires nationales.

2.3.3. OBJECTIFS DU PROGRAMME ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

2.3.3.1. Objectifs du programme

2.3.3.2. Cadre de performance du programme

Tableau : Cadre de performance des objectifs du programme Diplomatie et Coopération parlementaire

Objectif 1. Développer la coopération en matière des Relations Interparlementaires									
Indicateurs		**Unités de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de missions d'échanges effectuées	Nombre	1	2	3	4	5	6	7
Source : DRIP, Rapports annuels 2023, 2024,2025									
Mode de calcul : Décompte									
Commentaires : Les Experts du Ministère effectuent plusieurs missions à l'extérieur pour renforcer les liens professionnels dans le domaine des affaires parlementaires.									
2	Taux de participations aux Forums Internationaux	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : DRIP, Rapports annuels 2023, 2024,2025									
Mode de calcul : Nombre de participations aux forums internationaux / forums internationaux tenus x 100									
Commentaire :									

Action 1. Suivi de la diplomatie parlementaire au niveau international, régional et sous régional									
Objectif. Informer le Gouvernement sur tous les enjeux débattus au niveau international, régional et sous régional en matière parlementaire.									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**

1	Nombre de rapports élaborés après collecte.	Nombre	2	3	2	4	5	6	7
Source : DRIP									
Mode de calcul : Décompte de rapports relatifs à la diplomatie parlementaire									
Commentaires : Le MIREPA informe le Gouvernement sur toutes les discussions relatives aux enjeux à caractère parlementaire sur le plan international.									
Action 2. Participation aux différents forums organisés par les structures des Nations-Unies et/ou organisations parlementaires									
Objectif : Acquérir l'expertise dans les différents domaines en rapport avec les questions parlementaires									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de participations effectuées	Nombre	1	0	2	0	2	3	4
Source : DRIP									
Mode de calcul : Décompte de participations effectuées									
Commentaires : Un bon nombre de missions ne sont pas priorisées suite à l'effort de guerre. Quelquefois, le Ministre participe à ces différents forums.									
Action 3. Echange d'expériences avec les Etats ayant les Relations avec le Parlement dans leurs structures gouvernementales									
Objectif : Partager les expériences avec les Etats ayant les Relations avec le Parlement dans leurs structures gouvernementales									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de missions effectuées	Nombre	0	0	0	1	2	3	4
Source : DRIP									
Mode de calcul : Décompte de rapports de missions effectuées									
Commentaires : Les échanges d'expériences permettent l'acquisition des compétences utiles au secteur des Relations avec le Parlement, essentiellement dans la matérialisation du dossier de l'Académie Parlementaire.									

2.3.4. Evolution des crédits du programme

2.3.4.1 Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	-	--	--	--	--
2	Fonctionnement des Ministères	121 204 177	--	87 795 441	--	221 128 775
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
4	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
5	Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
6	Rémunérations	--	--	--	--	--
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
TOTAL		**121 204 177**	**-**	**87 795 441**	**-**	**221 128 775**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**121 204 176,7**	--	**87 795 441,33**	--	**221 128 774,7**
1	Titre III : Dépenses de personnel	18 311 542,67	--	13 264 147,33	--	99 501 194
2	Titre IV : Biens et matériels	63 784 764	--	46 203 122,67	--	112 869 789,33
3	Titre V : Dépenses de prestations	39 107 870	--	28 328 171,33	--	8 757 791,333
4	Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
Dépenses en capital		-	--	--	--	--
5	Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
	Total	**121 204 176,7**	--	**87 795 441,33**	--	**221 128 774,7**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.3.5. Evolution des crédits par action du programme.

2.3.5.1 Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1		Suivi de la diplomatie parlementaire niveau : International, Sous régionale et régionale	40 401 392	--	29 265 147	--	73709592
2		Participation aux différents forums organisés par les structures des Nations Unies et/ou organisations parlementaires	40 401 392	--	29 265 147	--	73709592
3		Echange d'expériences avec les Etats ayant les Relations avec le Parlement dans leurs structures gouvernementales	40 401 392	--	29 265 147	--	73709592
TOTAL			**121 204 177**	--	**87 795 441**	--	**221 128 775**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4. Programme 4 : ACTIVITES LEGISLATIVES EN PROVINCE

Responsable : Monsieur KOY LITETE Casimir

Fonction : Directeur-Chef de Service d'Enquêtes et Vulgarisation

2.4.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Les activités du programme sont mises en œuvre par la Direction des Relations Interparlementaires.

2.4.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Cette stratégie repose sur le renforcement du suivi de la gouvernance des Assemblées provinciales et des Organes délibérants locaux afin de favoriser la consolidation de la stabilité institutionnelle et une collaboration harmonieuse entre les différents Organes des provinces et l'Etat central.

1. **La première orientation** consiste à mettre en place un dispositif permanent de suivi des travaux des Assemblées provinciales et des Organes délibérants des Entités Territoriales Décentralisées ainsi que la création de cadres de concertation avec le Ministère de l'Intérieur.

   Des missions régulières de collecte d'informations, d'observation des sessions des Assemblées provinciales et de production de rapports permettront d'évaluer la qualité du fonctionnement institutionnel au niveau local.
2. **La deuxième orientation** est centrée sur la prévention et la gestion des crises institutionnelles à travers les cadres de concertation mis en place avec le Ministère de l'Intérieur. Il s'agit de développer des mécanismes d'alerte précoce, de médiation institutionnelle et de dialogue politique permettant d'anticiper les conflits entre les Assemblées provinciales et les Exécutifs provinciaux.
3. Le programme prévoit également l'organisation de séminaires-ateliers destinés aux autorités provinciales et aux Députés provinciaux les deux premières années de la législature. La finalité reste le renforcement de la maîtrise des procédures parlementaires, du cadre juridique de la décentralisation et des mécanismes de gouvernance locale.

   Cette assistance technique contribuera à réduire les conflits institutionnels et à améliorer la qualité du fonctionnement des institutions provinciales.

2.4.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

2.4.3.1. Objectifs du programme

Suivre les activités législatives en Province

2.4.3.2. Cadre de performance du programme

Objectif : Appuyer techniquement les Institutions provinciales et locales									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de sessions de renforcement des capacités organisées	Nombre	1	2	2	3	5	7	9
Source : Secrétariat Général aux Relations avec le Parlement									
Mode de calcul : Décompte des rapports									
Commentaire : L'Administration centrale renforce en capacité les différents animateurs des Divisions Provinciales en vue de les outiller face aux défis inhérents à leurs fonctions.									
Action 1. Suivi et Evaluation des activités des sessions des Assemblées provinciales et locales									
Objectif : Suivre le déroulement des activités parlementaires en Province et au niveau des ETD									
Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de rapports d'activités produits	Nombre	11	13	16	18	20	21	22
Source : DRIP									

Mode de calcul : Décompte de rapports

Commentaires : Nos Divisions provinciales transmettent à l'Administration centrale leurs rapports d'activités, de séances ou de circonstance.

Action 2. Suivi de la gestion de l'instabilité institutionnelle provinciale et locale

Objectif 2. Concertation en vue de l'harmonisation des relations entre les Organes délibérants et les Exécutifs provinciaux

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de conflits aplanis	Nombre	ND	ND	ND	2	3	4	5

Source : *DRIP*

Mode de calcul : Décompte de différends gérés

Commentaires : L'analyse et l'exploitation des rapports des Divisions Provinciales permettent à l'Administration centrale du MIREPA de cerner ou de comprendre les réalités liées au fonctionnement des Assemblées provinciales et locales.

Action 3. Contribuer à la stabilité institutionnelle en Province

Objectif 3. Aider les institutions provinciales de travailler en harmonie

Indicateurs		**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Exercice en cours**	**Cibles**		
N°	**Libellé de l'indicateur**		**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Nombre de crises stabilisées	Nombre	0	0	0	1	3	4	5

Source : DRIP

Mode de calcul : Décompte de crises

Commentaires : Dans le cadre de son rôle d'interface, le MIREPA veille à l'harmonie et la stabilité institutionnelle provinciale et locale. Entre autres, il est intervenu dans le litige de réclamation des arriérés d'émoluments des anciens députés provinciaux.

C'est une nouvelle attribution à implémenter au courant de cette année.

2.4.4. Evolution des crédits du programme

2.4.4.1. Evolution du crédit par rubrique budgétaire

Tableau : Ventilation des crédits du programme par Rubrique budgétaire

N°	RUBRIQUE	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		Projection 2027 en FC
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	Contrepartie des Projets	--	--	--	--	--
2	Fonctionnement des Ministères	60 602 088	--	43 897 720,7	--	110 564 387
3	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	--	--	--	--	--
4	Investissements sur Ressources Extérieures	--	--	--	--	--
5	Investissements sur Ressources Propres	--	--	--	--	--
6	Rémunérations	--	--	--	--	--
7	Subventions aux Organismes Auxiliaires	--	--	--	--	--
TOTAL		**60 602 088**	--	**43 897 720,7**	--	**110 564 387**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.4.2. Evolution des crédits par titre

Tableau : Evolution des crédits du programme par titre

N°	Titre	REALISATIONS LFR 2025		REALISATIONS LFR 2026		PREVISIONS 2027 en FC
		Crédits votés	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions au 30 Juin en FC	
Dépenses courantes		**60 602 088**	--	**43 897 720,7**	--	**110 564 387,3**
1	Titre III : Dépenses de personnel	9155771	--	6 632 073,67	--	49 750 597
2	Titre IV : Biens et matériels	31892382	--	23 101 561,3	--	56 434 894,67
3	Titre V : Dépenses de prestations	19553935	--	14 164 085,7	--	4 378 895,67
4	Titre VI : Transferts et interventions	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
Dépenses en capital		--	--	--	--	--
5	Titre VII : Equipements	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	--	--	--	--	--
	Financement intérieur	--	--	--	--	--
	Financement extérieur	--	--	--	--	--
	Total	**60 602 088**	-	**43 897 720,7**	-	**110 564 387,3**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

2.4.5 Evolution des crédits par action du programme.

2.4.5.1. Présentation des crédits par action

Tableau : Evolution des crédits par programme

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés en CDF	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution au 30 Juin en FC	
1	0561	Suivi et Evaluation des activités des sessions des Assemblées provinciales parlementaires en plénières et en Commissions	20 200 696,11	--	14 632 573,6	--	36 854 795,78
2	0562	Gestion des rapports avec les Assemblées provinciales et locales ainsi que la collecte et Analyse des édits	20 200 696,11	--	14 632 573,6	--	36 854 795,78
3	0563	Contribuer à la stabilité institutionnelle en Province	20 200 696,11	--	14 632 573,6	--	36 854 795,78
TOTAL			**60 602 088,3**	**--**	**43 897 720,7**	**--**	**110 564 387,3**

Source : LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027

42. Ministère de la Communication et Médias

Section 53, 80

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Ministre : **Monsieur MUYAYA KATEMBWE Patrick,**
Ministre et Porte-parole du Gouvernement

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère de la Communication et Médias agit comme porte-parole du Gouvernement et supervise la politique nationale en matière de communication et médias.

I.1.1. MISSIONS PRINCIPALES

- Donner la position officielle du gouvernement auprès de la presse nationale et internationale et de l'opinion publique sur divers sujets ;
- Gérer l'espace presse et médias, exécuter la politique nationale en presse et médias, appliquer la Loi sur la liberté de presse, collaborer avec le conseil supérieur de l'Audiovisuel Et de la Communication ;
- Structurer l'espace informationnel et communicationnel en lien avec le Ministère de Télécommunication ; gérer la commission de censure des chansons et spectacles avec le Ministère de la Justice et de la Culture et Art ;
- Promouvoir et valoriser l'image de marque de la RDC en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères ;
- Elaborer, vulgariser et règlementer les lois sur la communication et médias.

I.1.2. ORGANISATION DU MINISTERE

L'organisation du Ministère s'articule autour de quatre entités principales :

1. Le Cabinet du Ministre ;
2. Le Secrétariat Général (administration centrale et provinciales) comportant huit Directions à savoir : Direction des Ressources Humaines, Direction Administrative et Financière, Direction des Etudes et Planification, Direction des Archives Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, Direction Médias Audiovisuels, Directions Presses Ecrites, Direction de la Promotion de Communication, Service Inspection
3. Les entreprises publiques dont notamment la Radio-Télévision Nationale Congolaise (RTNC), l'Agence Congolaise de Presse (ACP) et le Réseau Nationale de Télévision par Satellite (RENALTELSAT).
4. Les Services de dépenses dont la Commission de Contrôle des Radios et Télévisions Privées, le Comité National de la Migration vers la Télévision Numérique Terrestre (CNM-TNT) et l'Union des Journalistes Sportifs Africains (UJSA).

I.2. PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.2.1. Priorités nationales

Conformément au Programme National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) qui recommande la modernisation du secteur communicationnel et l'amélioration de la qualité des institutions et organes de gestion, les priorités du Ministère de la Communication et Médias reposent sur la salubrité de l'espace informationnel. Cette grande priorité nationale s'articule autour de deux axes majeurs (2), à savoir :

- Poursuivre et parachever la réforme du cadre normatif et institutionnel :
  - Finaliser les textes légaux et réglementaires ;
  - Appuyer la tenue effective du congrès de l'Union Nationale de la Presse du Congo et renforcer la collaboration avec les organisations professionnelles des médias.
- Moderniser les infrastructures de transmission radio-télévisée de l'information :
  - Moderniser les établissements sous-tutelle du Ministère de la Communication et Médias ;
  - Poursuivre et finaliser la migration vers la TNT dans 54 villes du pays ;
  - Moderniser les infrastructures et équipements des stations et bureaux en Provinces et dans les Territoires ;
  - Moderniser la RTNC III pour la couverture et la diffusion des activités parlementaires et institutionnelles.

Pour y parvenir, les efforts du Ministère vont se baser sur la mise en œuvre de deux programmes essentiels, à savoir :

1. Le programme **Administration générale** et
2. Le programme **Communication et Médias**.

I.2.2. Politiques Sectorielles

Nous référant à l'Ordonnance n° 025/293 du 15 décembre 2025 fixant des Attributions des Ministères, la politique sectorielle du Ministère traduite par ses priorités consiste à :

- Elaboration et exécution de la politique nationale en matière de presse, informationnel, communicationnel et audiovisuel
- Organisation, régulation et gestion de l'espace informationnel, communicationnel
- Règlementation et promotion de la publicité dans les médias, l'audiovisuel
- Promotion de l'image de la RDC à travers une stratégie d'image
- Mission de porte-parole du Gouvernement
- Développement et sécurisation des plateformes numériques ; des actifs digitaux
- Assister le gouvernement dans sa démarche vers le développement à travers la Communication et les Médias ;
- Edicter les normes et textes réglementaires pour guider l'exercice de cette liberté, harmoniser le fonctionnement des Médias et encadrer les acteurs dans leurs tâches quotidiennes ;
- Contribuer à la mobilisation et à la maximisation des recettes de l'Etat ;
- Veiller à l'exécution physique et financière des projets d'investissement du secteur ;
- Participer à la promotion de l'image de marque du pays ;
- Promouvoir les médias privés, les médias en ligne, les médias audiovisuels et la presse écrite. Toutefois, le ministère est buté à des faiblesses ci-après :
- L'absence d'une Politique nationale de communication ;
- Absence d'équipement en matériel spécifique lié au secteur ;
- Faible financement du budget de l'Etat au profit du Ministère ;

Cependant quelques opportunités s'offrent au Ministère. Il s'agit de :

- L'ouverture aux partenariats publics-privés ;
- Possibilité de mobilisation des ressources techniques et financières auprès des partenaires extérieurs ;
- La volonté du Gouvernement à respecter les engagements internationaux.

I.3. MAQUETTE PROGRAMMATIQUE DU MINISTERE

Tableau 1 : Maquette programmatique

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services normatifs	Opérateurs
53	**COMMUNICATION ET MEDIAS**						
		107	**Administration Générale**				
		107		107.1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre et Secrétariat Général	
				107.2	Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administration et Finances et Cellule de Gestion des Projets et de Marchés Publics	
				107.3	Planification, programmation et suivi-évaluation	Direction Etudes et Planification	
				107.4	Gestion des ressources humaines	Direction Ressources Humaines	
				107.5	Gestion du système d'information et de la communication	DANTIC	
		108	**Communication et Médias**				
				108.1	Règlementation des médias	Direction Médias Audiovisuels, Direction Presse écrite et Service Inspection, Commission de Contrôle de Conformité des Acteurs opérant dans le Secteur de la Communication et Médias1	
				108.2	Presse	Direction Presse écrite, UJSA et Direction Promotion Communication	ACP
				108.3	Médias audiovisuels	Direction Médias Audiovisuels, CNMTNT	RENATELSAT et RTNC
				108.4	Communication Gouvernementale	Direction Promotion Communication	ACP et RTNC

I.4. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1. Performances antérieures

- Renforcement de la liberté de la Presse : Le ministère a travaillé à l'amélioration de la législation sur la liberté de la presse, favorisant un environnement plus ouvert pour les médias ;
- Mise en place des mécanismes pour protéger les journalistes et promouvoir des pratiques éthiques dans le journalisme.
- Développements des médias numériques ;
- Acquisition des matériels numériques des médias ;
- Formation des journalistes sur les outils numériques ;
- Encouragement de la création des contenus en ligne et l'utilisation des réseaux sociaux pour la diffusion de l'information.
- Collaboration avec les organismes internationaux :
- Partenariat avec les organisations internationales (UNICEF, UNESCO, UIT) pour renforcer les capacités des médias locaux et améliorer l'accès à l'information
- Organisation des campagnes de sensibilisation sur les thèmes sociaux importants tels que : l'amour de la patrie (Bendele ekweya te), le droit de l'homme, la santé publique à travers les médias.

I.4.2. Perspectives

- Renforcement de réglementation des médias :
- Poursuite des efforts pour établir une régulation efficace des médias afin d'assurer une couverture équitable et responsable des évènements nationaux ;
- Assainissement du paysage médiatique ;
- Amélioration des conditions de travail des professionnels de médias
- Soutien à la diversité médiatique : Promotion de la pluralité des voix dans les médias en soutenant les médias communautaires et les initiatives locales ;
- Valorisation des contenus locaux et culturels
- Amélioration des infrastructures médiatiques : Investissement dans les infrastructures des diffusions pour améliorer la couverture médiatique dans les zones rurales et éloignées ;
- Développement de plateformes audiovisuelles numériques ;
- Mise en œuvre de Programmes de Formation continue : Développement de programmes de formation continue des journalistes afin de les tenir informés des évolutions technologiques et des meilleures pratiques.

I.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA POLITIQUE DU MINISTERE

I.5.1. Objectifs

Les principaux objectifs qui concourent à la mise en œuvre de la politique stratégique du Ministère sont :

- Renforcer les capacités institutionnelles ;
- Développer la communication.

I.5.2. Cadre de performance des objectifs représentatifs du Ministère

Tableau 2 : Cadre de performance des objectifs les plus représentatifs

Objectif 1. Renforcer les capacités institutionnelles									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.	Taux de réalisation des actions programmées du Ministère	%	30	45	55	20	60	65	100
Source : DEP/SG									
Modalité de calcul : Actions réalisées/Actions prévues × 100									
Commentaire : L'amélioration du pilotage stratégique doit renforcer l'exécution des actions du Ministère.									
2.	Taux d'exécution budgétaire	%	10	15	17	12	20	25	35
Source : DAF/SG									

Modalité de calcul : Crédits payés/crédits votés ×100									
Commentaire : Le financement régulier du fonctionnement constitue une condition de performance institutionnelle.									
Objectif 2 : Développement de la communication									
Indicateurs		Unité de mesure	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom de l'indicateur		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1.	Taux de couverture médiatique nationale	%	20	20	25	30	80	90	100
Source : RTNC – RENATELSAT – ACP – DEP/SG									
Modalité de calcul : Nombre de provinces ou zones effectivement couvertes par les services médias/Nombre total de provinces ou zones ciblées × 100									
Commentaire : Cet indicateur mesure l'amélioration de l'accès équitable aux services de communication et médias sur toute l'étendue du territoire national.									
2.	Taux d'accès au service d'information	%	10	15	20	20	80	85	90
Source : DEP/SG – RTNC – RENATELSAT – ACP									
Modalité de calcul : Population ayant accès aux services d'information / Population totale cible × 100									
Commentaire : Le renforcement de l'accès à l'information participe à l'inclusion informationnelle, au développement du secteur ainsi qu'au rapprochement de l'administration des citoyens.									
3.	Taux de satisfaction des usagers sur l'accès et la qualité de l'information publique	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Source : Enquêtes de satisfaction – DEP/SG – opérateurs du secteur (RTNC, RENATELSAT, ACP)									
Modalité de calcul : Nombre d'usagers satisfaits/Nombre total d'usagers enquêtés × 100									
Commentaire : Faute de moyens financiers la collecte de données n'a pas été réalisée.									

I.6. PRESENTATION DES CREDITS DU MINISTERE

I.6. 1. Evolution des crédits par Programme

Tableau 3 : évolution des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin Juin	
1	107	Administration Générale	21 805 846 106	75 598 491 842	73 797 124 291	19 005 724 570	76 975 967 399
2	108	Communication et Médias	114 531 469 031	101 965 121 596	139 609 264 483	46 351 533 506	150 044 285 674
TOTAL			**136 337 315 137**	**177 563 613 437**	**213 406 388 774**	**65 357 258 076**	**227 020 253 073**

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

I.6.2. Présentation des crédits par rubrique budgétaire

Tableau 4 : Evolution des crédits par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
Fonctionnement des Ministères	10 900 982 797	43 201 443 269	9 275 967 470	3 898 621 111	9 285 243 437
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	20 427 902 149	3 298 957 669	3 729 944 225	116 268 755	3 408 240 312
Investissements sur Ressources Extérieures	–	–	–	-	-
Investissements sur Ressources Propres	1 093 082 888	–	5 257 045 321	-	6 308 454 385
Rémunérations	101 815 347 303	130 773 671 778	150 370 278 392	61 197 597 849	162 888 792 312
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 000 000 000	–	807 153 366	144 770 361	807 153 366
Subventions aux Services Ex-BPO	1 100 000 000	289 540 722	-	-	-
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	43 966 000 000		44 322 369 261
Total	**136 337 315 137**	**177 563 613 438**	**213 406 388 774**	**65 357 258 076**	**227 020 253 073**

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

I.6.3. Evolution des crédits par titre

Tableau 5 : Evolution des crédits par titre

TITRE	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	102 251 405 793	130 773 671 778	150 979 134 719	61 197 597 849	165 900 745 703
Titre IV : Biens et matériels	701 248 174	2 917 678 150	1 938 120 494	300 000 000	3 178 717 022
Titre V : Dépenses de prestations ;	9 440 593 966	40 283 765 119	6 728 990 649	3 598 621 111	3 094 573 024
Titre VI : Transferts et interventions	22 546 767 888	3 588 498 391	48 503 097 591	261 039 116	48 537 762 939
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	1 539 906 091	-	3 244 199 683
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 093 082 888	-	3 717 139 230	-	3 064 254 702
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Total	**136 033 098 709**	**177 563 613 438**	**213 406 388 774**	**65 357 258 076**	**227 020 253 073**

Source : ESB-LFR2025-LFR2026-PLF2027

I.7. VENTILATION DES EFFECTIFS DU MINISTERE

Tableau 6 : évolution des effectifs et masse salariale

N°	GRADE	BAREME EXISTANT	EFFECTIF PAYES	MONTANT ANNUEL 2025	EXECUTION FIN JUIN 2026
1	SG	7 315 000	1	87780000	43890000
2	DIR	6 583 500	6	474012000	237006000
3	CD	5 852 000	5	351120000	175560000
4	CB	5 120 500	12	737352000	368676000
5	ATA1	4 389 000	68	3581424000	1790712000
6	ATA2	3 657 500	43	1887270000	943635000
7	AGA1	2 926 000	168	5898816000	2949408000
8	AGA2	2 194 500	191	5029794000	2514897000
9	AA1	1 463 000	173	3037188000	1518594000
10	AA2	1 097 250	143	1882881000	941440500
11	HUISSIER	731 500	210	1843380000	921690000
TOTAL			**1020**	**24 811 017 000**	**12 405 508 500**

Source : DAF

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

II.1. PROGRAMME 1 (107) : **ADMINISTRATION GENERALE**
Responsable du programme : Cléophas If. MALABA MUNYANJI
Fonction : Secrétaire Général

II.1.1. PERIMETRES DU PROGRAMME

Sous le pilotage du Ministre de la Communication et Media, ce programme est mis en œuvre par le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général et les Directions Standards (DAF, DEP, DRH, DANTIC et CGPMP).

II.1.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Ce programme assure le pilotage du Ministère et sa coordination. Sa stratégie consiste à :

- Renforcer les capacités institutionnelles en matière de pilotage, de coordination, de suivi et de planification stratégique (améliorer la gestion administrative, rapprocher l'Administration Centrale avec les Divisions provinciales et les Opérateurs du secteur) ;
- Promouvoir une gestion performante de ressources humaines (renforcer les capacités techniques et professionnelles des Agents et Cadres, assurer une bonne connectivité entre services) ;
- Garantir une bonne exécution budgétaire c'est-à-dire obtenir le paiement régulier et effectif des crédits budgétaires alloués pour le fonctionnement.

II.1.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME :

II.1.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs stratégiques de ce programme sont :

- Renforcer la gouvernance et la performance institutionnelle du Ministère
- Améliorer l'efficacité administrative, financière et organisationnelle des services

II.1.3.2. Cadre de Performance du programme :

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
Programme Administration Générale	Renforcer de la gouvernance et de la performance institutionnelle du Ministère	Taux de réalisation des actions programmées du Ministère	%	2026	30	20	25	30	45	70	75	85	Secrétariat Général
	Améliorer l'efficacité administrative, financière et organisationnelle des services.	Taux de traitement des dossiers administratifs dans le délai réglementaire	%	2025	35	30	35	40	85	70	75	80	
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Renforcer le pilotage stratégique du secteur	Taux de mise en œuvre des actions stratégiques planifiées	%	2025	31	33	35	45	55	42	43	45	CABINET
	Améliorer la coordination des politiques, programmes et projets	Taux de production de rapport de suivi et évaluation dans le délai	%	2025	20	15	25	27	50	35	45	47	Secrétariat Général
Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles	Garantir une gestion efficiente des ressources publiques	Taux d'exécution budgétaire	%	2025	15	20	25	30	100	80	85	95	CGPMP-DAF
	Assurer la disponibilité des moyens logistiques du Ministère	Taux de disponibilité des équipements logistiques	%	2025	20	25	10	15	100	85	90	95	
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer la qualité de la planification sectorielle	Taux de production des rapports de performance validés dans le délai	%	2025	15	10	10	35	80	65	70	75	DEP
	Améliorer le suivi de l'exécution des projets	Taux d'exécution physique des projets par rapport à l'exécution financière	%	2025	5	10	10	25	70	55	60	65	
	Développer les capacités institutionnelles du Ministère	Taux d'exécution du plan de formation	%	2025	10	15	17	25	40	25	30	35	DRH
	Renforcer l'adéquation	Taux de couverture	%	2025	40	45	50	60	80	75	80	80	

Action 4 : Gestion des ressources humaines et formation	entre les compétences disponibles et les besoins des structures du Ministère	des besoins en compétences											
Action 5 : Gestion du système d'information, de la communication et d'archivages	Accélérer la transformation numérique du Ministère	Taux de disponibilité du système d'information	%	2025	35	40	45	50	90	75	80	85	DANTIC
	Sécuriser et moderniser la gestion documentaire	Taux de numérisation des archives et de documents administratifs physiques	%	2025	25	30	35	40	70	60	65	68	

II.1.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME :

II.1.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	12 064 021 008	72 605 031 128	21 443 056 320	15 107 103 459	27 284 710 228
Titre IV : Biens et matériels	491 617 100	58 900 000	1 201 470 262	300 000 000	2 413 775 474
Titre V : Dépenses de prestations ;	8 625 772 259	40 283 765 119	6 184 624 276	3 598 621 111	2 639 941 123
Titre VI : Transferts et interventions	18 865 739	-	43 966 000 000	-	44 322 369 261
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	500 000 000	-	315 171 313
Financement intérieur					
Financement extérieur					
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	605 570 000	-	501 973 433	-	-
Financement intérieur			-	-	
Financement extérieur					
Total	**21 805 846 106**	**75 598 491 842**	**73 797 124 291**	**19 005 724 570**	**76 975 967 399**

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits du Programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
Fonctionnement des Ministères	9 581 076 544	43 201 443 269	7 780 936 230	3 898 621 111	7 790 212 197
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-			-
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-
Investissements sur Ressources Propres	605 570 000	-	1 001 973 433	-	315 171 313
Rémunérations	11 619 199 562	32 397 048 573	21 048 214 628	15 107 103 459	24 548 214 628
Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-	-	
Subventions aux Services Ex-BPO	-	-	-	-	
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	-	-	43 966 000 000	-	44 322 369 261
Total	**21 805 846 106**	**75 598 491 842**	**73 797 124 291**	**19 005 724 570**	**76 975 967 399**

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

II.1.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin Juin	
1	107.1	Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	20 339 620 974	75 579 491 842	72 514 654 257	19 005 724 570	75 693 497 365
2	107.2	Gestion des ressources Financières et matérielles	101 780 111	-	283 045 384	-	283 045 384
3	107.3	Planification, programmation et suivi-évaluation	416 092 996		415 223 936	-	415 223 936
4	107.4	Gestion des ressources humaines	342 782 025	19 000 000	374 880 755	-	374 880 755
5	107.5	Gestion du système d'information et de la communication	605 570 000		209 319 959	-	209 319 959
Total			21 805 846 106	75 598 491 842	73 797 124 291	19 005 724 570	76 975 967 399

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

II.2. PROGRAMME 2 (108) : **COMMUNICATION ET MEDIAS**
Responsable du programme : MABIALA Bunga Paul
Fonction : Direction Presse Ecrite

II.2.1. PERIMETRE DU PROGRAMME
Ce programme est mis en œuvre par les services métiers et opérateurs ci-après :

- Direction Médias Audiovisuels
- Direction Presse Ecrite
- Direction Promotion Communication
- Service Inspection

II.2.2. STRATEGIE DU PROGRAMME

La réalisation du programme relatif aux Médias publics vise l'amélioration des capacités opérationnelles en dotant des moyens techniques conséquents et un cadre institutionnel adapté. Quant aux Médias privés, leur assurer un accompagnement utile à travers certaines facilités.

Une opération d'identification et d'assainissement de l'espace médiatique (audiovisuel, presse écrite, médias en ligne) devra être menée en vue de produire une cartographie actualisée des médias en RDC.

II.2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

II.2.3.1. Objectifs du Programme

Les objectifs stratégiques de ce programme sont :

- moderniser, réglementer et assainir le secteur de la communication et de médias et
- améliorer l'accès à une information fiable, inclusive et de qualité sur l'ensemble du Taux de couverture médiatique nationale Efficacité socioéconomique

II.2.3.2. Cadre de Performance du programme :

Programmes et actions	Objectif stratégique/Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisation			Estimation N (année de référence)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal N-3	Réal N-2	Réal N-1		N+1	N+2	N+3	
Communication et Médias	Moderniser, réglementer et assainir le secteur de la communication et des médias	Taux de des médias contrôlés.	%	2026	20	40	60	65	50	55	60	75	Service Inspection
	Améliorer l'accès à une information fiable, inclusive et de qualité sur l'ensemble du territoire national	Taux de couverture médiatique	%	2026	70	60	65	70	74	76	80	90	
Action 1 : Règlementation des médias	Renforcer la réglementation et l'assainissement de l'espace médiatique national	Taux de conformité réglementaire des médias contrôlés	%	2026	65	55	55	60	95	35	60	95	Direction Médias Audiovisuels Service Inspection
	Améliorer l'encadrement et le contrôle des opérateurs médias	Taux d'exécution des missions de contrôle de conformité	%	2025	30	40	45	55	95	25	45	85	
Action 2 : Presse	Renforcer le développement et le professionnalisme de la presse écrite et des médias d'information	Taux de pénétration de la presse écrite et numérique	%	2025	41	39	45	48	60	50	53	56	Direction Presse écrite
	Soutenir la qualité et la promotion des contenus médiatiques	Taux d'organes de presse accompagnés ou appuyés	%	2025	12	15	18	22	40	26	30	35	Direction Presse écrite Direction Promotion Communication
Action 3 : Médias Audiovisuels	Développer les médias audiovisuels pour améliorer la couverture médiatique nationale	Taux de couverture audiovisuelle du territoire national	%	2025	55	58	61	65	80	69	73	78	Direction Médias Audiovisuels RENATELSAT

	Accélérer moderniser des infrastructures audiovisuelles	Taux d'exécution des projets de modernisation audiovisuelle	%	2025	45	50	58	65	100	72	80	95	Direction Médias Audiovisuels
Action 4 : Communication gouvernementale	Renforcer l'impact de la communication publique	Taux de diffusion des messages gouvernementaux prioritaires	%	2025	60	65	70	75	95	80	85	90	Direction Promotion Communication
	Améliorer la visibilité des actions gouvernementales	Taux de satisfaction des usagers sur l'information publique	%	2025	42	46	50	55	80	60	65	70	Direction Promotion Communication

II.2.4. EVOLUTION DES CREDITS DU PROGRAMME :

II.2.4.1. Evolution des crédits du Programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
I. Dépenses Courantes					
Titre III : Dépenses de personnel	90 491 601 213	98 376 623 205	129 536 078 399	129 536 078 399	138 616 035 475
Titre IV : Biens et matériels	209 631 074	-	736 650 232	736 650 232	764 941 548
Titre V : Dépenses de prestations ;	814 821 707	-	544 366 373	544 366 373	454 631 901
Titre VI : Transferts et interventions	22 527 902 149	3 588 498 391	4 537 097 591	4 537 097 591	4 215 393 768
II. Dépenses en capital					
Titre VII : Equipements	-	-	1 039 906 091	1 039 906 091	2 929 028 370
Financement intérieur	-	-			
Financement extérieur	-	-			
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	487 512 888	-	3 215 165 797	3 215 165 797	3 064 254 702
Financement intérieur	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Total	**114 531 469 031**	**101 965 121 596**	**139 609 264 483**	**46 351 533 506**	**150 044 285 764**

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

II.1.4.2. Evolution des crédits du Programme par rubrique

Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS LFR 2026		Projections 2027
	Crédits votés	Exécution	Crédits votés	Exécution à fin juin	
Fonctionnement des Ministères	1 319 906 253	-	1 495 031 240	-	1 495 031 240
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	20 427 902 149	3 298 957 669	3 729 944 225	116 268 755	3 408 240 312
Investissements sur Ressources Extérieures	48 751 288	-	4 255 071 888	-	-
Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	5 993 283 072
Rémunérations	90 196 147 741	98 376 623 205	129 322 063 764	46 090 494 390	138 340 577 684
Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 000 000 000	-	807 153 366	144 770 361	807 153 366
Subventions aux Services Ex-BPO	1 100 000 000	289 540 722	-	-	-
Total	**114 092 707 431**	**101 965 121 596**	**139 609 264 483**	**46 351 533 506**	**150 044 285 764**

Source : LFR 2025- LFR 2026-PLF 2027

II.1.5. EVOLUTION DES CREDITS PAR ACTION DU PROGRAMME

N°	Code action	Intitulé de l'action	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE EN COURS		Prévisions 2027
			Crédits votés	Exécution	LFR 2026	Exécution à fin Mars	
1	108.1	Réglémentation des médias	863 024 525	-	1 878 755 515	-	838 849 424
2	108.2	Presse	5 971 781 547	329 567 797	1 732 818 590	148 271 514	3 323 195 577
3	108.3	Médias audiovisuels	27 104 751 906	24 659 233 722	39 546 532 150	11 114 093 895	40 150 993 699
4	108.4	Communication Gouvernementale	80 591 911 053	76 976 320 077	96 415 158 228	35 089 168 097	105 731 246 974
Total			**114 531 469 031**	**101 965 121 596**	**139 573 264 483**	**46 351 533 506**	**150 044 285 764**

II.3. LISTE DES OPERATEURS CONCOURANT A LA REALISATION DES PROGRAMMES

II.3.1. RESEAU NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE

1. PRESENTATION

Le Réseau National des Télécommunications par Satellite, RENALTELSAT en sigle, est par Ordonnance présidentielle N°91-240 du 30 septembre 1991, une entreprise publique à caractère technique et commercial. Il est placé sous la double tutelle du Ministère de la Communication et Médias et celui de Postes et Télécommunications.
Son siège est situé à Kinshasa, au 4ième niveau de la Tour Administrative de la Cité de la Voix du Peuple (RTNC), au croisement des avenues Kabinda et Libération, dans la Commune de Lingwala.
Aux termes de la Loi-cadre N°013/2002 du 16 octobre 2002 sur les télécommunications en République Démocratiques du Congo, le RENATELSAT joue le rôle, au même titre que l'OCPT, d'Exploitant Public de référence.
L'Arrêté Interministériel N°009/CAB/M-CM/LMO/2015 le désigne comme Diffuseur Public du nouveau paysage audiovisuel congolais lié à la migration numérique vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT)
Le RENATELSAT a bénéficié d'un moratoire d'un an prorogé pour lui permettre de prendre toutes les dispositions utiles afin de se conformer à la nouvelle loi Télécommunication N°20/017 du 25 novembre 2020

2. MISSIONS

Ses missions sont :

- Installation, maintenance et gestion du Réseau Domestiques de Télécommunication par satellite ou BACKBONE SATELLITAIRE ;
- Exploitation Technique et des services du réseau ;

A ce titre, le RENATELSAT/Diffuser public est le support de transmission de tout établissement public et privé.
Ci-après le tableau donnant les ressources et dépenses réalisées les années n-2 et n-1, et les prévisions pour l'année courante et les années n+1 à n+3, et faisant apparaitre clairement les besoins en subvention de l'Etat :

3. TABLEAU SYNTHESE DES BESOINS EN SUBVENTIONS DE L'ETAT EN CDF

LIBELLE	2025	2026		2027	2028	2029
	Budget voté et exécuté	Budget voté	Budget exécuté (fin juin)			
Rémunérations	23 107 657 980	34 799 913 496	11 290 220 562	35 495 911 765	36 205 830 001	36 929 946 601
Subventions aux organisations auxiliaires (budget annexe)	161 474 319	587 988 243	197 995 002	599 748 013	611 742 973	623 977 832
Interventions économiques				11 500 000 000	11 730 000 000	11 964 600 000
Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et edition, acquisition immobilière		3 215 165 797	879 669 353	3 279 469 112	3 345 058 495	3 411 959 665
Subventions aux services Ex BPO	1 100 000 000					
INVESTISSEMENTS						
Projet d'implantions des Télécentres communautaires	1 499 071 888	1 592 053 325		3 947 782 001	4 026 737 641	4 107 272 393

Connectivité de territoires sur le dorsal du Backbone satellitaire du RENATELSAT		363 538 673		370 809 446	378 225 635	
Projet d'installation de système photovoltaïque		10 545 013		10 755 913	10 971 031	

DAF/RENATELSAT

II.3.2. UNION DES JOURNALISTES SPORTIFS AFRICAINS « UJSA »

1. MISSION

La mission principale de l'UJSA est dans l'éducation sportive des masses africaines, facteur déterminant de la qualité de la vie et de la formation de l'homme complet, serait incomplète :

- Faire comprendre l'importance et la signification de l'activité sportive en développant le goût et suscité le besoin ;
- Faire une chronique objective, des critiques sans passion au service du progrès qualitatif et moral des sports de notre continent ;
- Faire respecter les statuts de l'association internationale de la presse sportive (AIPS) ;
- Lutter contre toutes les déviations susceptibles dénaturés le sport ;
- Défendre la liberté, le droit et intérêts moraux ainsi que professionnels de ses membres ;
- Promouvoir la presse sportive du continent.

2. TABLEAU SYNTHESE DES BESOINS EN SUBVENTIONS DE L'ETAT

N°	LIBELLE	2025	2026		PROJECTION		
			Budget voté	Budget exécuté	2027	2028	2029
01	Rémunérations	274.855.764	274.855.764		1.952.862.085	1.972.390.706	1.992.114.613
02	Subventions	174.981.795	181.015.025		184.635.326	188.328.033	192.094.594
03	Interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles	283.574.499	293.351.918		296.285.437	299.248.292	302.240.775
04	Investissements	8.244.671.083	8.528.940.678		8.614.230.085	8.700.372.386	8.787.3756.101
Total Général		8 978 083 141	9 278 163 388		11.044.392.634	11.156.664.812	

Source : DAF/UJSA

II.3.3. RADIO TELEVISION NATIONALE CONGOLAISE (RTNC)

1. PRESENTATION

La Radiotélévision Nationale Congolaise RTNC en sigle, est un établissement créé par le décret n°09/62 du 3 décembre 2009 fixant ses statuts.

2. MISSIONS

La RTNC a pour mission d'assurer le service public de radiodiffusion et de Télévision qui implique entre autres :

- La couverture des activités politiques, économiques et sociales ;
- La vulgarisation des activités et des programmes d'actions des Institutions de la République ;
- La production nationale des programmes audiovisuels artistiques, éducatifs…

Ses organes de gestion sont :

1. Le Conseil d'Administration
2. La Direction Générale
3. Et Le Collèges des Commissaires aux Comptes

Son siège est situé à Kinshasa, à la Tour Administrative de la Voix du Peuple (RTNC), au croisement des avenues Kabinda et Libération, dans la Commune de Lingwala.

3. TABLEAU SYNTHESE DES BESOINS EN SUBVENTIONS DE L'ETAT

LIBELLE	2025	2026		2027	2028
	Budget voté	Budget voté	Budget exécuté (Fin juin)		
Rémunérations	48 803 701 897	66 052 252 872	30 156 424 512	239 805 849 598	244 601 966 590
Subventions aux organismes auxiliaires (budget annexe)					
Interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles	730 507 235	931 869 715	-	941 374 786	950 976 808
Investissements		286 266 744 990		286 266 744 991	289 186 665 789

II.3.4. AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE (ACP)

1. PRESENTATION

L'agence Congolaise de Presse « ACP » en sigle, créée par l'Ordonnance n° 67-83 du 03 février 1967, est transformée en un établissement public à caractère technique et administratif, doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé « AGENCE». Elle est régie par la loi n° 08/009 du 07 Juillet 2028 portant dispositions générales applicables aux établissements publics.

2. OBJET SOCIAL DE L'AGENCE CONGOLAISE DE PRESSE « ACP »

L'Agence Congolaise de Presse a pour objet la recherche et la diffusion de l'information. En exécution de cet objet, elle est chargée notamment :

- De rechercher, tant en République démocratique du Congo qu'à l'étranger, les éléments d'une information exacte, complète et saine.
- De mettre cette information à la disposition des usagers ;
- D'étudier et de mettre en œuvre les programmes ou les moyens d'information par écrit, par image et le son susceptible de servir le crédit international de la République démocratique du Congo ;
- D'assurer l'existence d'un réseau d'établissements lui conférant le caractère d'un organisme d'information à rayonnement mondial ;
- De s'attacher particulièrement à promouvoir le développement du pays au moyen des informations qu'elle diffuse ;
- De tenir compte, dans la diffusion de ses informations, de la mission d'éducation des masses qui, lui incombe à l'égard des populations congolaises.

4. TABLEAU SYNTHESE DES BESOINS EN SUBVENTIONS DE L'ETAT

	N - 2	N – 1	N	N+1	N+2	N+3
	Réalisation		Budget	Prévision		
DEPENSES						
Dépenses de personnel	18.357.496.776	20.440.581.624	10.241.619.672	28.447.337.778	28.731.811.155	29.019.129.267
Dépenses fonctionnement				8.820.996.121,39	8.910.088.182,21	9.000.080.072,85
Dépenses d'investissement				18.973.809.294	19.165.444.767,8	19.359.015.759,9
RECETTES						
Subvention de l'Etat				8.820.996.121,39	8.910.088.182,21	9.000.080.072,85
Autres ressources				18.973.809.294	19.165.444.767,8	19.359.015.759,9
EXCEDENT/DEFICIT				28.447.337.778	28.731.811.155	29.019.129.267

43. Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Secteur Public

Section 61

PREMIÈRE PARTIE : PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

I.1. MISSION ET ORGANISATION DU MINISTERE

I.1.1. Mission

Conformément à l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des ministères, le Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public a pour attributions d'assurer :
L'application de la législation sur les agents de carrière des services publics de l'Etat ;
L'étude et conduite technique de la réforme et de la modernisation de l'Administration Publique ;
La gestion administrative des agents de carrière des services publics de l'Etat tant actifs, retraités que leurs rentiers ;
L'organisation des administrations des Ministères, Institutions et Services publics de l'Etat relevant du régime général ;
L'organisation, en collaboration avec l'administration sectorielle concernée, du recrutement des ressources humaines de l'Etat conformément au cadre organique et pour les postes budgétairement prévus ;
La promotion et le suivi des activités syndicales et autres organismes de la Fonction Publique ;
L'engagement des dépenses des rémunérations des agents de carrière des services publics de l'Etat et de ceux émargeant aux budgets annexes et en assurer le suivi ;
La maitrise des effectifs des agents de carrière des services publics de l'Etat ;
L'innovation du Service Public ;
Le recensement périodique des agents de carrière des services publics de l'Etat et ceux émargeant au budget annexe ;
Le contrôle administratif de la régularité de la carrière des agents et fonctionnaires de l'Etat ;
L'appui aux provinces et aux Entités Territoriales Décentralisées dans la mise en place de la Fonction Publique provinciale et locale ;
La coordination de toutes les actions de formation horizontale des agents de carrière des services publics de l'Etat.

I.1.2 ORGANISATION DU MINISTERE

Le Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public est organisé comme suit :
Cabinet du Ministre, Secrétariat Général chargé des Actifs et le Secrétariat Général chargé des retraités et rentiers.
Le Secrétariat Général chargé des Actifs comprend : Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP), Direction Administrative et financière, Cellules de Gestion des Projets et des Marchés Publics, Directions d'Etudes et Planification, Directions des Ressources Humaines, Directions des Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Télécommunication (DANTIC), Direction de Recrutement et Promotion, Direction de Formation et Renforcement des capacités, Direction Suivi de la carrière ;

- Direction Gestion des Ressources Humaines du Secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; et de la Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat
- Direction Gestion des Ressources Humaines du Secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ; et de la Recherche Scientifique
- Direction Gestion des Ressources Humaines des Services du Secteur des Budgets Annexes de l'Etat
- Direction des Resavions ;
- Direction Gestion Base des Données Numériques des Ressources Humaines de l'Etat et Recensement (DBDR) ;
- Direction Engagement de la Paie, Observatoire Genre de l'Administration Publique, Direction de Formation et Renforcement des Capacités.

Le Secrétariat Général chargé des retraités et rentiers comprend :

Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics, la cellule technique d'appui, la Direction des Ressources Humaines, la Direction d'Etudes et Planification, Directions des Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Télécommunication (DANTIC), la Direction Gestion des Retraités Civiles de l'Etat, la Direction Gestion des Rentiers de l'Etat, la Direction de Contrôle des Effectifs et Eléments de Paie des Retraités et Rentiers, la Direction Actions Médico-sociales des Retraités, les Divisions Provinciales ainsi que les Antennes Territoriales.
Les structures spécialisées ou services d'appuis au Ministère :

- Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnelle (OSCEP)
- École Nationale d'Administration (ENA)
- Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP)

- Caisse Nationale de Sécurité Sociale de l'Administration Publique (CNSSAP).
- Les organes consultatifs : Conseil Supérieur de la Fonction Publique et Commission Administrative.

I.2 PRESENTATION STRATEGIQUE DU MINISTERE

Le Ministère est dirigé par le Vice-Premier Ministre, ministre de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public Jean-Pierre LIHAU EBUA.

I.2.1 PRIORITES NATIONALES

Le cadre programmatique du Plan National Stratégique de Développement 2024-2028 (PNSD 2024-2028) table sur 5 points dont le troisième (3è) « le développement du capital humain » et le cinquième (5è) « le développement durable et équilibré des provinces » ne peuvent réellement être des piliers de l'émergence que si l'on tient compte des facteurs suivants :

- L'adaptation des politiques aux besoins des citoyens ;
- Le renforcement de l'offre des services publics ;
- La restauration du climat de confiance mutuelle entre l'Etat, l'administration et les usagers des services publics ;
- La restauration de l'autorité de l'Etat et le renforcement de son efficacité dans ses interventions en fonction de ses missions ;
- Le replacement de l'administration publique au cœur de l'action réformatrice et refondatrice de l'Etat ;
- La reconstruction d'une administration publique d'excellence et efficace qui soit capable de porter véritablement la vision d'une RDC qui se veut émergente ;
- La mise à la retraite et le rajeunissement du personnel de l'Administration Publique ;
- La mise en place d'une politique salariale adaptée et incitative ;
- L'amélioration du rapport entre l'offre et la demande des services publics ;
- Le rapprochement de l'administration des administrés ;
- L'amélioration de rapports entre les cabinets ministériels et les administrations publiques ;
- Et la mise en place d'une politique adéquate de développement des compétences.

I.2.2 POLITIQUES SECTORIELLES

Le Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public fait de l'efficacité des services publics l'une des priorités principales de sa politique en dotant le pays d'une administration publique résiliente, performante et de qualité, au service du développement durable et proche des usagers, en adéquation avec la demande et les préoccupations citoyennes et sociétales.
La politique sectorielle a pour objectifs de :

- Maîtriser les effectifs et la masse salariale ;
- Améliorer les conditions de travail et la qualité des services ;
- Renforcer le dialogue social et l'égalité de chance.

I.3 Maquette Programmatique du Ministère

Tableau 1 : Maquette Programmatique du Ministère

CODE SECT	LIBELLE SECTION	CODE PROG	LIBELLE PROGRAMME	Code Action	LIBELLE ACTION	Périmètre	
						Services Normatifs	Opérateurs
		026	Administration Générale			Cabinet du Ministre, Secrétariat Général chargé des Actifs et Secrétariat Général chargé des Retraités et Rentiers.	
					Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Cabinet du Ministre, Secrétariat Général chargé des Actifs Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP)	
					Gestion des ressources Financières et matérielles	Direction Administrative et financière, Cellules de Gestion des Projets et des Marchés Publics	
					Planification, programmation et suivi-évaluation	Directions d'Etudes et Planification	
					Gestion des ressources humaines	Directions des Ressources Humaines	
					Gestion du système d'information et de la communication	Directions des Archives, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Télécommunication (DANTIC)	
		027	Ressources Humaines de l'Administration Publique			Direction Générale des Ressources Humaines de l'Administration Publique	Ecole Nationale de l'Administration (ENA)
					Recrutement des agents de l'administration publique	Direction de Recrutement et Promotion	ENA
					Formation Initiale	Direction de Formation et Renforcement des capacités	ENA

				Gestion et suivi de la carrière	Direction Suivi de la carrière ; Direction Gestion des Ressources Humaines du Secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; et de la Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat Direction Gestion des Ressources Humaines du Secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ; et de la Recherche Scientifique Direction Gestion des Ressources Humaines des Services du Secteur des Budgets Annexes de l'Etat Direction des Resavions ; Direction Gestion Base des Données Numériques des Ressources Humaines de l'Etat et Recensement (DBDR) ; Direction Engagement de la Paie	
				Genre et égalité de chance au sein de l'administration publique	Observatoire Genre de l'Administration Publique	
				Formation continue	Direction de Formation et Renforcement des Capacités	ENA
		028	**Retraite des agents publics**		**Direction de Contrôle des Effectifs et Éléments de Paie des Retraités et Rentiers (DCEE)**	**CNSSAP**
				Gestion du passif des éligibles à la retraite	Direction des Retraités Civils de l'Etat et Direction des Rentiers Civils de l'Etat ;	Caisse Nationale de Sécurité Sociale de l'Administration Publique (CNSSAP)
				Modernisation du processus de mise à la retraite	Direction des Retraités Civils de l'Etat et Direction des Rentiers Civils de l'Etat ;	
				Elaboration et mise en œuvre du plan Pluriannuel de départ à la retraite	Direction des Actions Médico-Sociales des Retraités et Direction des Retraités Civiles de l'Etat ;	
				Mécanisation progressive des Non payés	Direction de Contrôle des Effectifs et Éléments de Paie des Retraités et Rentiers (DCEE)	
		029	**Gouvernance, réforme et Innovation administratives**		**Direction Générale d'Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique (DGORMAP)**	**OSCEP, CNSSAP**
				Réforme Administrative	Direction Générale d'Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique, CMRAP	
				Dématérialisation des procédures administrative	Direction Générale d'Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique Direction de Documentation, Archives, Publication et Diffusion	
				Transparence et lutte contre la corruption dans l'administration publique	Inspection Générale de l'Administration Publique (IGAP)	Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnelle (OSCEP)

				Promotion de l'administration déconcentrée	Direction Générale d'Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP)	
				Dialogue sociale	Direction Service Juridique et Contentieux	
				Reconversion professionnelle	Direction des Actions Médico-Sociales des Retraités et Rentiers de l'Etat	Caisse Nationale de Sécurité Sociale de l'Administration Publique (CNSSAP)
				Qualité de vie au travail	Direction des Actions Sociales du Personnel Actif Direction Santé, sécurité et Environnement de Travail dans l'Administration Publique	
				Organisation des Administrations et Services Publics	Direction Générale d'Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP)	

I.4 PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

I.4.1 PERFORMANCES ANTERIEURES

Poursuivant sa vision de « faire de l'Administration Publique une Administration de Développement », le Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public s'est concentré sur 6 axes essentiels dont :

- La maîtrise des effectifs des agents et fonctionnaires de l'Etat au niveau central, provincial et les ETD ;
- La régularisation de la position administrative des haut-cadres, cadres et agents publics de l'Etat ;
- Poursuite de la mécanisation et assainissement du fichier de paie des agents publics de l'Etat ;
- La continuité de la matérialisation de la Réforme de l'Administration Publique ;
- La mise à la retraite ;
- Le dialogue social ;

Tableau synthétique de l'évolution des axes prioritaires réalisés.

N°	**LIBELLES**	**ANNEE**		
		2024	2025	2026
1	Maîtrise des effectifs	625 077	657 994	668 866
2	Régularisation de la position administrative	10 152	261	-
3	Mécanisation et assainissement du fichier de la paie	320 250	324 449	325 135
4	Continuité de la matérialisation de la Réforme	9	24	7
5	Mise à la retraite	10 108	12 086	13 106

Ce tableau synthétique exprime :
En ce qui concerne la maîtrise des effectifs : En 2023, les fonctionnaires certifiés dans le Fichier de Référence de l'Administration Publique (FRAP) ont été évalués à environ 590 000 agents. Et à partir de 2024, les opérations d'identification ont été intensifiées davantage dans toutes les provinces. Les évolutions ont été de 35 077 agents en 2024, 32 917 en 2025 et 10 872 agents en ce jour, ce qui fait un total de 668 866 agents certifiés en ce mois de juillet 2026. Notons que les opérations se poursuivent.
Quant à la régularisation de la position administrative : ce n'est pas un tabou d'affirmer que depuis de longues années, il était difficile que les cadres supérieurs revêtent des actes administratifs conformes aux grades et/ou fonctions qu'ils occupent dans l'Administration Publique, plus particulièrement les cadres et agents émanant du pouvoir central tels que prévus dans le Statut des agents de carrière. Ainsi, en 2024, 10 152 cadres ont bénéficié de la régularisation et/ou promotion par :

4 (quatre) Ordonnances de nomination des Hauts fonctionnaires, respectivement de 293, 247, 221 et 21 Directeurs qui font un total de 782 Directeurs nommés.
2 (deux) décrets nommant les Chefs de Division et Chefs de Bureau, respectivement dénombrés à 6 289 et 3 081 cadres qui font un total de 9 370 cadres.
Le total général des cadres supérieurs et hauts-fonctionnaires en 2024 est de 10 152.
En 2025, il n'y a eu que l'Ordonnance n°25/212 du 12 mai 2025 nommant 261 hauts-fonctionnaires. Donc, les 2 années nous font 10 413 cadres, hauts-cadres et hauts-fonctionnaires régularisés
En ce qui concerne la mécanisation et assainissement du fichier de la paie : De 240 851 agents payés en 2023 à 320 250 payés en 2024, l'écart énorme de 79 399 payés de plus démontre la volonté ferme du Gouvernement à travers la Fonction Publique, de mécaniser les agents qui depuis plusieurs décennies peinent à bénéficier de leur droit le plus légitime. Entre 2025 et 2026, l'on constate une très légère évolution d'à peine 4 885 agents suite au travail d'assainissement du fichier de la paie et la non disponibilité d'enveloppe additionnelle pour la mécanisation. Notons que la proportion entre les agents répertoriés dans le fichier de référence et ceux payés reste énorme et n'a même pas encore atteint 50% des mécanisés.
Matérialisation de la Réforme : Sur les 83 Administrations, seules 40 ont bénéficié de nouveaux cadres organiques durant ces 3 dernières années.
Mise à la retraite : Comptés à 10 108 en 2024, il y a eu une deuxième vague de 1 978 agents retraités en 2025 ainsi que la troisième vague de 1 028 publiée en juillet 2026. Les efforts se multiplient pour apurer le nombre réel des agents remplissant les conditions pour la retraite tout en s'assurant de leur accorder une retraite digne.

I.4.2 PERSPECTIVES

Pour les exercices à venir, le Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public envisage de mener les actions suivantes :

- La validation et la mise en œuvre d'une nouvelle politique salariale ;
- La poursuite de la revue du cadre juridique de l'Administration Publique ;
- L'informatisation des Administrations Publiques avec l'acquisition et la distribution des matériels informatiques, par la Direction de Gestion de la Base des Données Numériques des Ressources Humaines de l'Etat et Recensement (DBDR);
- La conception des politiques innovantes visant l'amélioration de la qualité et le rendement des Services Publics, à travers la promotion de l'administration électronique ;
- La mise à la retraite progressive des Agents éligibles ;
- Le paiement de la quote-part patronale pour l'intégration de l'ensemble des retraités civils et militaires ainsi que d'autres régis par des statuts particuliers dans le régime contributif de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat (CNSSAP) ;
- L'inclusion salariale avec la mécanisation progressive des Agents non encore payés ;
- L'exécution des différents protocoles d'accords signés entre le Gouvernement et les Partenaires sociaux ;
- Les travaux de construction d'un bâtiment-type pour les Administrations Publiques dans chacune des 3 provinces (Kasaï Oriental, Mongala et Bas Uele) ;
- La poursuite du déploiement et de la consolidation du Fichier de Référence de l'Administration Publique, pour la maîtrise des effectifs;
- L'organisation des élections syndicales, tant au niveau central que provincial ;
- L'acquisition des véhicules terrestres pour le transport des Cadres et Agents.

I.5 objectifs les plus représentatifs du Ministère

I.5.1 Objectifs

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère
Objectif 2 : Mettre à la disposition de l'administration publique un personnel compètent et compétitif
Objectif 3 : Améliorer la prise en charge des retraités et rentiers de l'Etat
Objectif 4 : Moderniser l'Administration Publique

I.5.2 Cadre de Performance des Objectifs les plus représentatifs du Ministère

Objectif 1 : Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère

Indicateur		Unité de mesure	Année de Reference	Réalisations			Exercice en cours	CIBLES		
N°	Nom	%	2027	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère							50	65	80

Source : DEP/SGA, DEP/SGRR

Mode de calcul : nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues * 100

Commentaires : Nombreuses activités programmées n'ont pas été réalisées suite aux contraintes liées aux moyens. Nous estimons qu'avec l'avènement du Budget-Programme bon nombre d'activités seront réalisées.

Objectif 2 : Mettre à la disposition de l'administration publique un personnel compètent et compétitif

Indicateur		Unité de mesure	Année de Reference	Réalisations			Exercices en cours	CIBLES		
N°	Nom		2027	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux de couverture de besoins prioritaires en compétence	%						20	30	50

Source : DGRH

Mode de calcul : Nbre de besoins prioritaires en compétence couverts/Nbre total de besoins prioritaires identifiés * 100

Commentaires : Nombreuses activités programmées n'ont pas été réalisées suite aux contraintes liées aux moyens. Nous estimons qu'avec l'avènement du Budget-Programme bon nombre d'activités seront réalisées, d'où une projection à 60% du taux de couverture de besoins prioritaires en compétence.

Objectif 3 : Améliorer la prise en charge des retraités et rentiers de l'état

Indicateur		Unité de mesure	Année de Reference	Réalisations			Exercice en cours	Cibles		
N°	Nom		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1	Taux des retraités et rentiers pris en charge par l'état	%	68,45	70,51	70,51	70,62	70,92	71,28	71,64	72

Source : Direction des Retraités Civils de l'Etat (DRT)

Mode de calcul : nombre des retraités et rentiers pris en charge par l'état / nombre total des retraités et rentiers * 100

Commentaires : Depuis la mise en œuvre de la CNSSAP, les retraités et rentiers ayant rempli les conditions administratives requises sont d'office pris en charge par la CNSSAP. Le reste sera pris en charge au fur et à mesure qu'ils se conformeront à la procédure administrative.

Objectif 4 : Moderniser l'administration publique

Indicateur		Unité de mesure	Année de Reference	Réalisations			Exercice en cours	CIBLES		
N°	**Nom**		**2024**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
1	Taux des services/administrations ayant bénéficiés des reformes	%			11	29	48	60	80	90

Sources : DGORMAP

Mode de calcul : nombre des administrations ayant bénéficiés des reformes /nombre total des administrations *100

Commentaires : 40 Administrations rationnalisées sur un total de 83 en 2026. L'objectif poursuivi est de reformer 90% des services/administrations d'ici 2029.

I.6 Evolution des crédits du Ministère

I.6.1 Evolution des crédits par Titre

Tableau 5 : Présentation des crédits par titre

N°	Titre	REALISATIONS 2025		LF 2026		PREVISIONS en FC
		Crédits votés (LFR)	Exécutions en FC	Crédits votés	Exécutions à fin juin en FC	2027
Dépenses courantes		**508 028 824 516**	**1 650 320 099 313**	**290 445 000 000**	**802 004 833 230**	**695 487 124 249**
1	Titre III : Dépenses de personnel	348 777 238 639	541 809 222 908	17 267 209 781	306 566 220 551	657 749 000 000
2	Titre IV : Biens et matériels ;	1 350 845 440	10 349 776 040	1 013 822 606	1 391 503 740	2 133 520 262
3	Titre V : Dépenses de prestations ;	28 087 947 011	281 924 556 167	25 651 117 588	128 957 058 831	25 776 450 794
4	Titre VI : Transferts et interventions	**129 812 793 426**	**816 236 544 198**	246 513 000 000	365 090 050 108	9 828 153 193
	Financement intérieur	129 812 793 426	816 236 544 198			
	Financement extérieur				-	-
Dépenses en capital		**33 137 720 421**	**601 215 814**	**49 422 452 922**	**-**	**61 613 901 350**
5	Titre VII : Equipements	**31 546 542 431**	**601 215 814**	14 044 144 413	-	36 997 171 313
	Financement intérieur	1 626 923 078	601 215 814		-	
	Financement extérieur	29 919 619 353			-	
6	Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	**1 591 177 990**	**-**	35 378 308 509	-	24 616 730 037
	Financement intérieur	1 591 177 990	-		-	
	Financement extérieur	-	-		-	
	Total	**541 166 544 937**	**1 650 921 315 127**	**339 867 452 922**	**802 004 833 230**	**757 101 025 599**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-202, PLF2027

I.6.2 Evolution des crédits par Rubrique Budgétaire

Tableau 6: Projections des crédits par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS 2025		LFR 2026		Projections en FC		
		Crédits votés (LFR)	Réalisations en FC	Crédits votés	Exécution à fin juin en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	276 923 078	601 215 814	148 250 725	-	157738771,5	168 780 486	180 595 120
2	Financement des reformes	20 000 000 000	270 583 965 799	20 000 000 000	128 951 050 959	21 280 000 000	24 420 461 600	28 023 072 719
3	Fonctionnement des Ministères	10 906 441 327	22 150 582 408	7 900 188 324	1397511612	7 908 088 512	8 066 250 283	8 227 575 288
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 300 000 000	617 140 163 741	9 825 112 772	316 226 077 555	8 977 706 744	9 157 260 879	8 852 143 253
5	Investissements sur Ressources Extérieures	29 919 619 353	-	23 809 772 190	-	12 571 360 916	13 354 198 552	15 625 734 069
6	Investissements sur Ressources Propres	2 941 177 990	-	38 737 334 718	-	48 884 801 662	51 329 041 745	42 339 264 388
7	Mise à la Retraite	126 375 351 284	199 096 380 457	233 837 271 214	48 863 972 553	236 621 753 701	209 651 753 701	209 102 426 005
8	Rémunérations	347 628 564 273	541 349 006 908	373 486 278 129	06 566 210 551	420 000 374 739	488 297 255 289	571 729 267 839
9	Subventions aux organismes auxiliaires	1 818 467 631		698 943 938	-	698 943 938	726 393 441	649 120 410
TOTAL		**541 166 544 936**	**1 650 921 315 127**	**708 443 152 010**	**802 004 823 230**	**757 100 768 984**	**805 171 395 976**	**884 729 199 091**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF2027

I.6.2 Evolution des crédits par programme

N°	Code Prog	Intitulé du Programme	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Prévisions 2027 en FC
			Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
1		Administration Générale	371 513 206 274	542 071 086 249	430 568 681 233	142 840 309 296	460 141 196 562
2		Ressources humaines de l'Administration Publique	5 437 173 668	5 509 557 377	6 616 967 754	1 065 647 695	7 071 437 363
3		Retraite des agents publics	127 906 712 888	814 395 195 458	234 551 922 153	182 287 314 615	250 661 524 675
4		Gouvernance, réforme et Innovation administratives	36 309 452 106	288 945 476 043	36 705 580 870	68 818 372 212	39 226 610 383
TOTAL			**541 166 544 936**	**1 650 921 315 127**	**708 443 152 010**	**395 011 643 818**	**757 100 768 984**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029.

I.7 Ventilation des effectifs globaux et par masse salariale

Tableau 6 : Effectifs et masse salariale

SECTION / GRADE	Effectif SALAIRE (1)	Total masse T3 2026 (2)	Projection à fin décembre 2026 à politique inchangée (3)	Nouvelles actions 2027		PROJECTIONS 2027(2028)	
				Effectifs (4)	Masse salariale (5)	EFFECTIFS (6)	Masse Salariale (7)
Section :							
1. HAUTS FONCTIONNAIRES (SG, DG, Directeur)	61	73 778 427	98 371 236	103	497 989 404	164	596 360 640
2. Cadres Supérieurs (CD, CB)	679	764 919 504	1 019 892 672	953	4 300 440 912	1 632	5 320 333 584
3. Agents de Collaboration (ATA1, ATA2, AGA1)	8 811	8 687 816 844	11 583755792	10 911	44 997 113 088	19 722	56 580 868 880
4. Agents d'exécution (AGA2, AA1 / AA2, Huissier)	3 468	3 288 358 287	4 384 477 716	3 198	11 760 298 620	6 666	16 144 776 336
5. Autres							
Total	**13 019**	**12 814 873 062**	**17 086 497 416**	**15 165**	**61 555 842 024**	**28 184**	**73 854 339 440**

Source : Div Capital humain/DRH/SGA

II. PRESENTATION DES PROGRAMMES

2 .1 PROGRAMME 1 : **ADMINISTRATION GENERALE**

Responsable du programme : **Madame Thérèse BAFALANGA ATOSA Fonction : Secrétaire Générale**

2.1.1 PERIMETRE DU PROGRAMME

Sous le pilotage du Ministre de la Fonction Publique, ce programme est mis en œuvre par le Cabinet du Ministre, le Secrétariat Général chargée des Actifs et le Secrétariat Général chargé des retraités et rentiers, les Directions Standards et la Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP).

2.1.2 STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme « administration générale » assure l'impulsion des politiques publiques menées par le ministère de la Fonction Publique et vise à renforcer le cadre de pilotage de l'Administration ainsi qu'améliorer la coordination entre différents acteurs et structures sectorielles. Ce programme regroupe les moyens consacrés aux activités de soutien aux programmes opérationnelles. Il porte à ce titre, les crédits correspondant aux missions mises en œuvre par le Cabinet du Ministre, la Secrétaire Générale chargée des Actifs, les Directions Standards et la Cellule de mise en œuvre de la réforme de l'Administration (CMRAP).
Pour le mettre en œuvre, le renforcement de capacités institutionnelles de l'Administration de la Fonction Publique et la promotion d'une gestion optimale des ressources humaines et budgétaires serviront de leviers d'actions.

2.1.3 Objectifs et indicateurs de performance du programme

2.1.3.1 Objectifs du programme

L'objectif du programme est de renforcer les capacités opérationnelles du Ministère Les objectifs des actions composant le programme sont :
Objectif 1 : Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère
Objectif 2 : Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières
Objectif 3 : Améliorer le processus de planification, de production des statistiques et suivi-évaluation des actions
Objectif 4 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières
Objectif 5 : Assurer la disponibilité et la sécurité des systèmes informatiques

2.1.3.2 Cadre de performance

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Administration Générale

Programme et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisations			2026 (Année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Administration Générale	Objectif stratégique	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère		2027						50	65	80	Secrétariat Général chargé des Actifs
Action 1 : Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	Assurer le pilotage et l'animation stratégique du Ministère	Taux de tenue des réunions des instances de pilotage	%	2027						40	50	70	Cabinet du Ministre, Secrétariat Général chargé des Actifs ; CMRAP
Action 2 : Gestion des ressources Financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	146	93	176	305	56	100	100	100	DAF
		Taux d'exécution des marchés publics		2024			47,43	46,68	121,08	50	85	100	CGPMP
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques et suivi-évaluation des actions	Proportion de programmes disposant d'un cadre de performance complet et validé	%	2028							70	100	DEP
Action 4 : Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel formé par an	%	2027						10	15	20	DRH
Action 5 : Gestion du système d'information et de la communication	Assurer la disponibilité et la sécurité des systèmes informatiques	Taux de dématérialisation des procédures	%	2027						5	10	15	DANTIC

II.1.4 Evolution des crédits du programme

II.1.4.1 Evolution des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Présentation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
I. Dépenses Courantes	**339 025 485 855**	**541 469 870 435**	**626 159 638 230**	**475 764 205 516**	672 070 657 638
Titre III : Dépenses de personnel	332 332 552 928	519 970 976 527	359 302 813 969	296 551 670 392	640 460 533 603
Titre IV : Biens et matériels ;	894 236 918	10 349 776 040	569 577 596	1 391 503 740	1 104 800 922
Titre V : Dépenses de prestations ;	5 479 721 498	11 149 117 868	23 091 786 810	128 957 058 831	23 716 685 141
Titre VI : Transferts et interventions	318 974 511		243 195 459 855	48 863 972 553	**6 788 637 972**
II. Dépenses en capital	**32 487 720 421**	**601 215 814**	**46 103 006 716**	-	
Titre VII : Equipements	31 446 542 431	601 215 814	12 861 570 716	-	-
Financement intérieur	1 526 923 078	601 215 814		-	57 932 327 653
Financement extérieur	29 919 619 353			-	33 610 597 616
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	1 041 177 990	-	33 241 436 000	-	
Financement intérieur	1 041 177 990			-	
Financement extérieur				-	24 321 730 037
Total	**371 513 206 276**	**542 071 086 249**	**672 262 644 946**	**475 764 205 516**	**730 002 985 291**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur bas des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029

II.1.4.2 Evolution des crédits du programme par rubrique

Tableau 3 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin Juin en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	176 923 078	0	89 354 473	-	94 842 520	101 554 607	111 589 068
2	Financement des reformes	-20 000 000 000	-115 620 294 102	20 000 000 000	128 951 050 959	21 280 000 000	-	-
3	Fonctionnement des Ministères	6 024 288 921	6 164 109 707	4 370 579 882	1 397 511 612	4 272 570 863	4 820 030 977	5 296 291 159
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-0	-0	9 206 686 130	-	6 637 135 461	10 463 733 473	11 497 639 610
5	Investissements sur Ressources Extérieures	29 919 619 353	-0	8 536 867 479	-	12 571 360 916	27 060 671 640	29 734 496 862
6	Investissements sur Ressources Propres	2 391 177 990	-0	37 476 784 764	-	45 266 124 217	41 457 191 909	45 553 516 155
7	Mise à la Retraite	-	-	233 837 271 214	48 863 972 553	236 621 753 701	-	-
8	Rémunérations	331 731 768 513	519 510 760 527	358 745 101 004	-	403 259 197 614	405 453 775 886	445 516 068 008
9	Subventions aux organismes auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		**371 513 206 274**	**542 071 086 249**	**672 262 644 946**	**475 764 205 516**	**730 002 985 291**	**489 356 958 492**	**537 709 600 862**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029.

II.1.5 Evolution des crédits par action du programme

II.1.5 1. Présentation des crédits par action

Tableau 4 : Evolution des crédits par Action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
1		Pilotage et coordination des actions stratégiques du ministère	353 377 695 938	509 299 838 211	641 389 737 897	475 079 218 207	
2		Gestion des ressources Financières et matérielles	634 729 671	-	9 992 196 313	4 357 503 000	214 890 768
3		Planification, programmation et suivi-évaluation	512 640 200	-	415 699 489	-	1 233 980 793
4		Gestion des ressources humaines	16 439 681 347	32 771 248 038	20 014 130 330		384 175 186
5		Gestion du système d'information et de la communication	548 459 118	-	450 880 920	-	5 143 128 636
Total			**371 513 206 274**	**542 071 086 249**	**672 262 644 946**	**475 764 205 516**	**6 976 115 383**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF2027.

2.2 PROGRAMME 2 : **RESSOURCES HUMAINES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**
Responsable du programme : Monsieur Hilaire MOTUZA METE LIPOKO
Fonction : Directeur Général des Ressources Humaines de l'Administration Publique

2.2.1 PERIMETRE DU PROGRAMME

Les Structures de mise en œuvre de ce programme sont les suivantes :

- Direction Générale des Ressources Humaines ;
- Direction Recrutement et Promotion ;
- Direction Engament de la Paie ;
- Direction Suivi de la Carrière ;
- Direction Gestion de la Base des Données Numériques des Ressources Humaines de l'Etat et Recensement ;
- Direction Formation et Renforcement des Capacités ;
- Direction de la Gestion de Ressources Humaines du Secteur de l'EPST et FPMA ;
- Direction de la Gestion des Ressources Humaines de Secteurs de l'Enseignement Supérieur Universitaire et de la Recherche Scientifique ;
- Direction de la Gestion de Ressources Humaines du Secteur des Budgets Annexes de l'Etat ;
- Direction des Resavions ;
- Observatoire Genre de l'Administration Publique.

2.2.2 STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme « Ressources Humaines de l'Administration Publique » vise à améliorer la qualité des services publics à travers un personnel compétent et compétitif. La modernisation de l'action de l'Etat s'appuie sur trois axes majeurs : la planification des effectifs, la professionnalisation des agents et l'amélioration de la qualité des services publics.
Ainsi, la stratégie du ministère en matière de Ressources Humaines va consister à :

- Elaborer des politiques et stratégies relatives à la réglementation et à la régularisation de la gestion du personnel des Services Publics des Ministères et Services Spécialisés conformément aux textes légaux et réglementaires en vigueur et assurer la coordination de leur mise en œuvre ;
- Poursuivre l'identification biométrique en vue de la maitrise des effectifs ;
- Préparer les actes de gestion des ressources humaines des Services Publics des Ministères et Services Spécialisés ;
- Gérer le fichier central du personnel de l'Etat et la paie ;
- Assurer la formation tant initiale que continue du personnel de l'Etat en vue de mettre à jour les compétences.

2.2.3 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif stratégique : Mettre à disposition de l'Administration Publique un personnel compétent et compétitif
Les objectifs des actions composant le programme sont :
Objectif 1 : Encadrer de manière rationnelle le recrutement des agents publics de l'Etat
Objectif 2 : Faciliter l'intégration des nouveaux agents publics
Objectif 3 : Assurer une gestion efficace et transparente de la carrière des agents publics Objectif 4 : Réduire les inégalités au sein de l'Administration Publique
Objectif 5 : Renforcer les capacités et compétences de base des nouveaux agents

Tableau 1 : Cadre de performance des objectifs du programme Ressources Humaines de l'Administration Publique

Programme et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisations			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	(Année en cours)	2027	2028	2029	
Programme Ressources Humaines de l'Administration Publique	Mettre à la disposition de l'Administration Publique un personnel compétent et compétitif	Taux de couverture de besoins prioritaires en compétence		2027				-	-	20	30	50	Direction Générale des Ressources Humaines
Action 1 : Recrutement des agents de l'administration publique	Encadrer de manière rationnelle le recrutement des agents publics de l'Etat	Taux de recrutement des agents publics sur concours	%	2022	1,12	0,91	0,47			0,50	0,53	0,59	Direction de Recrutement et Promotion
Action 2 : Formation Initiale	Faciliter l'intégration des nouveaux agents publics	Taux des agents intégrés	%	2027	-	-	-			100	100	100	Direction de Formation et Renforcement des capacités
Action 3 : Gestion et suivi de la carrière	Assurer une gestion efficace et transparente de la carrière des agents publics	Taux des dossiers de carrière traités dans le délai (Au cas par cas)	%	2027	-	-	-			30	40	50	Direction Suivi de la carrière - Direction Gestion des Ressources Humaines du Secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; et de la Formation Professionnelle, Métiers et

													Artisanat - Direction Gestion des Ressources Humaines du Secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ; et de la Recherche Scientifique - Direction Gestion des Ressources Humaines des Services du Secteur des Budgets Annexes de l'Etat - Direction des Resavions ; - Direction Gestion Base des Données Numériques des Ressources Humaines de l'Etat et Recensement (DBDR) ; - Direction Engagement de la Paie
Action 4 : Genre et égalité de chance au sein de l'administration publique	Réduire les inégalités au sein de l'Administration Publique	Pourcentage des hommes et des femmes par grade dans les administrations	%	2027					-	-			Observatoire Genre de l'Administration Publique

		Taux des hommes et femmes par grade	%	2027	-			-	-				
Action 5 : Formation continue	Renforcer les capacités et compétences de base des nouveaux agents.	Taux d'agents formés	%	2027						2	2,5	3,5	Direction de Formation et Renforcement des Cap

Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 2 : Présentation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
I. Dépenses Courantes	**5 437 173 668**	**5 509 557 377**	**5 480 095 247**	**2 303 800 030**	
Titre III : Dépenses de personnel	2 974 454 019	3 593 038 477	3 608 695 768	1 817 650 590	3 628 695 768
Titre IV : Biens et matériels ;	181 891 149		198 748 439	-	582 140524
Titre V : Dépenses de prestations;	1 242 682 039	191 472 500	1 176 406 837	-	974 034 888
Titre VI : Transferts et interventions	1 038 146 461	1 725 046 400	496 244 203	486 149 440	1 196 244 203
II. Dépenses en capital	**-**	**-**	**3 273 745 018**	**-**	
Titre VII : Equipements	-	-	-	-	300 000 000
Financement intérieur	-	-	-	-	-
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	2 136 872 509	-	295 000 000
Financement intérieur	-	-	1 136 872 509	-	
Financement extérieur	-	-		-	-
Total	**5 437 173 668**	**5 509 557 377**	**7 616 967 756**	**2 303 800 030**	**6 976 115 383**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF 2027.

II.2 1. **Evolution par rubrique budgétaire**

Tableau 3: Ventilation des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-	-	-
2	Financement des reformes	-	-	-	-	-	-	-
3	Fonctionnement des Ministères	1 651 277 827	191 472 500	1 631 966 609		1 832 986 747	1 788 144 415	1 964 828 339
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	1 725 046 400	113 523 7611	486 149 440	813 523 761	129 023 881	141 772 541
5	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Ressources Propres	-	-	2 136 872 509	-	595 000 000	1 292 096 935	1 419 767 135
7	Mise à la Retraite	-	-	-	-	-	-	-
8	Rémunérations	2 747 749 380	3 593 038 477	3 351 884 433	1 817 650 590	3 351 884 433	3 809 538 508	4 185 953 413
9	Subventions aux organismes auxiliaires	938 146 461	-	382 720 442	-	382 720 442	434 975 695	477 955 005
TOTAL		**5 437 173 668**	**5 509 557 377**	**7 616 967 754**	**2 303 800 030**	**6 976 115 383**	**7 453 779 434**	**8 190 276 433**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF 2027.

II.2.2. Evolution des crédits par action du programme

II.2.2.1 Présentation des crédits par action

Tableau 04 : Evolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
1		Recrutement des agents de l'administration publique	946 473 960	1 329 521 219		-	
2		Formation Initiale	2 839 421 881	3 988 563 658	485 670 924		214 890 768
3		Gestion et suivi de la carrière	944 870 165	-	762 120 499	-	1 233 980 793
4		Genre et égalité de chance au sein de l'administration publique	495 867 497	191 472 500	384 175 186	-	384 173 186
5		Formation continue	210 540 165	-	5 985 001 145	2 303 800 030	5 143 128 636
Total			**5 437 173 668**	**5 509 557 377**	**7 616 967 754**	**2 303 800 030**	**6 976 115 383**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF 2027

Opérateur concourant à la réalisation du programme : Ecole Nationale d'Administration (ENA)

L'Ecole Nationale d'Administration de la République Démocratique du Congo est un établissement public de formation créé par décret n°13/013 du 16 Avril 2013. Elle a pour mission principale de recruter et former les agents de l'Administration Publique congolaise afin d'améliorer l'efficacité et la performance des institutions de l'Etat.

Tableau 05: Ressources et dépenses des opérateurs

Opérateur	Réalisations 2024		Réalisations 2025		Année en cours 2026		Prévissions 2027		Prévisions 2028		Prévisions 2029	
ENA	Ressources	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subventions de l'Etat	Ressources	Subventions de l'Etat	Ressources	Subventions de l'Etat	Ressources	Subventions de l'Etat
	4 664 896 163	4 469 046 284	12 486 058 86	10 544 049 96	-	4 985 001 145	-	5 143 128 636	-	5 665 635 019	-	6 225 448 094
Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des Etats Financiers de l'ENA pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ; CDSMT 2027-2029,PLF 2027												

PROGRAMME 3 : RETRAITE DES AGENTS PUBLICS

Responsable du programme : Monsieur François TSHIMANGA MUSUNGAYI
Fonction : Directeur de Contrôle des Effectifs et Éléments de Paie des Retraités et Rentiers

3.3.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Ce programme est mis en œuvre par le Secrétariat Général aux Retraités et Rentiers et comprend les structures ci-après :

- Direction des Retraités civils de l'Etat ;
- Direction des Rentiers de l'Etat ;
- Direction de Contrôle des Effectifs et Éléments de Paie des Retraités et Rentiers ;
- Direction Actions Médico-sociales des Retraités ;
- Caisse Nationale de Sécurité Sociale de l'Administration Publique.

3.3. 2 STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme « Retraite des agents publics » a pour mission de mettre en place un système de retraite moderne, crédible, innovant, efficace et durable permettant d'offrir une retraite honorable aux agents Publics de l'Etat et de contribuer au rajeunissement de l'Administration Publique.
En d'autres termes, le Ministère de la Fonction Publique vise un système de retraite durable, inclusif et performant, garantissant aux agents publics de l'Etat une protection sociale efficace conformément aux engagements nationaux et internationaux en matière de sécurité sociale.
Pour y parvenir, le Ministère de la Fonction Publique prévoit les actions suivantes :

- Elaborer et mettre en œuvre les politiques, les stratégies et les normes relatives à la retraite des Agents Publics de l'Etat ;
- Fluidifier le processus de mise à la retraite des Agents Publics de l'Etat, réaliser les études actuarielles et élaborer les prévisions budgétaires pluriannuelles des indemnités de fine carrière ;
- Opérationnaliser les mécanismes innovants de financement du paiement des indemnités de fin de carrière ainsi que les allocations de décès des Agents Publics de l'Etat ;
- Poursuivre l'opérationnalisation des différentes branches de sécurité sociale des Agents Publics de l'Etat ;
- Mettre en place un fichier de référence des retraités de l'administration publique ;
- Vulgariser le cadre légal et réglementaire de la sécurité sociale des Agents Publics de l'Etat ;
- Gérer les contentieux nés de la sécurité sociale et du processus de mise à la retraite ;
- Mettre en place un mécanisme de collaboration entre parties prenantes à la sécurité sociale des Agents Publics de l'Etat ;
- Mettre en place un mécanisme d'accompagnement des retraités et rentiers de l'Etat dans leurs efforts de reconversion professionnelle ;
- Renforcer en capacités les agents intervenants dans la gestion de la sécurité sociale.

3.3.3. Objectifs et indicateurs de performance du programme
3.3.3.1. Objectif

Améliorer la prise en charge des retraités et rentiers de l'Etat Les objectifs des actions composant le programme sont :
Objectif 1 : Assurer la gestion des pensions
Objectif 2 : Rationnaliser les opérations de la gestion de la retraite
Objectif 3 : S'assurer de l'effectivité de la prise en charge et garantir la protection sociale durable des retraités et rentiers
Objectif 4 : Gérer rationnellement la base de données des retraités et rentiers de l'Eta

Tableau 01: Cadre de performance des objectifs du programme Retraite des agents publics

Programme et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisations			2026 (Année en cours)	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025		2027	2028	2029	
Programme Retraite des agents publics	Améliorer la prise en charge des retraités et rentiers de l'Etat	Taux des retraités et rentiers pris en charge par l'état		2022	68,45	70,51	70,51	70,62	70,92	71,28	71,64	72	Direction de Contrôle des Effectifs et Éléments de Paie des Retraités et Rentiers
Action 1 : Gestion du passif des éligibles à la retraite	Assurer la gestion des pensions	Taux de couverture des retraités et rentiers par vague	%	2022	3,04	4,11	6,52	1,27	0,65	8,31	13,03	16,97	Direction des Retraités Civils de l'Etat et Direction des Rentiers Civils de l'Etat
Action 2 : Modernisation du processus de mise à la retraite	Rationnaliser les opérations de la gestion de la retraite	Taux d'effectivité des opérations de retraite et rente	%	2022	1,25	1,81	2,88	0,56	0,29	0,56	0,83	1,1	Direction des Retraités Civils de l'Etat et Direction des Rentiers Civils de l'Etat
Action 3 : Elaboration et mise en œuvre du plan Pluriannuel de départ à la retraite	S'assurer de l'effectivité de la prise en charge et garantir la protection sociale durable des retraités et rentiers	Taux d'exécution des départs programmés	%	2022	14,68	21,23	33,69	6,59	3,42	13,26	16,42	19,59	Direction des Actions Médico-Sociales des Retraités et Direction des Retraités Civiles de l'Etat
Action 4 : Mécanisation progressive des Non payés	Gérer rationnellement la base de données des retraités et rentiers de l'Etat	Taux des retraités mécanisés	%	2022	4,45	5,83	9,25	1,8	0,92	1,74	2,56	3,38	Direction de Contrôle des Effectifs et Éléments de Paie des Retraités et Rentiers (DCEE)

Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 02 : Présentation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**127 906 712 888**	**814 395 195 458**	**234 551 922 153**	**182 287 314 615**	
Titre III : Dépenses de personnel	61 658 899	-	57 960 759	-	58 960 759
Titre IV : Biens et matériels ;	53 961 603	-	54 886 397	-	1120 050 592
Titre V : Dépenses de prestations ;	415 741 102	-	329 601 688	-	299 306 817
Titre VI : Transferts et interventions	127 375 351 284	814 395 195 458	2 277 855 359	315 739 928 115	
II. Dépenses en capital	-	-	-	-	
Titre VII : Equipements	-	-	-	-	
Financement intérieur	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	-	-	-	-	
Financement intérieur	-	-	-	-	
Financement extérieur	-	-	-	-	
Total	**127 906 712 888**	**814 395 195 458**	**2 720 304 203**	**315 739 928 115**	**478 318 168**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF 2027.

II.3 .Evolution des crédits du programme

II.3.1 Evolution par rubrique budgétaire

Tableau 03 : Ventilation des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-	-	-
2	Financement des reformes	-	-	-	-	-	-	-
3	Fonctionnement des Ministères	531 361 604	-	442 448 844	-	478 318 168	496 434 055	545 485 975
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000	615 298 815 001	2 277 855 359	315 739 928 115		315 792 716	346 995 731
5	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-	-
6	Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-	-	-
7	Mise à la Retraite	126 375 351 284	199 096 380 457	2 270 304 203	315 739 928 115		265 764 559 316	292 024 365 105
8	Rémunérations	-	-	-	-	-	-	-
9	Subventions aux organismes auxiliaires	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		**127 906 712 888**	**814 395 195 458**	**2 270 304 203**	**315 739 928 115**	**478 318 168**	**266 576 786 088**	**292 916 846 811**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029, PLF 2027.

II.3.2 Evolution des crédits par action du programme

Présentation des crédits par action

Tableau 04 : Evolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
1		Gestion du passif des éligibles à la retraite	56 962 748 125	199 096 380 457	112 322 896		113 322 896
2		Modernisation du processus de mise à la retraite	20 159 290 553	615 298 815 001	-	-	-
3		Elaboration et mise en œuvre du plan Pluriannuel de départ à la retraite	25 392 337 105	-	135 250 474	-	138 250 474
4		Mécanisation progressive des Non payés	25 392 337 105	-	2 472 730 830	315 739 928 115	226 744 798
Total			**127 906 712 888**	**814 395 195 458**	**2 720 304 203**	**315 739 928 115**	**478 318 168**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029.

Opérateur concourant à la réalisation du programme : Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat (CNSSAP)
La Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat est un établissement public congolais créé par décret n°15/031 du 14 décembre 2015. Elle a pour mission de gérer les prestations de sécurité sociale (pensions de retraite, invalidité, risques professionnels) des agents publics de l'Etat, fonctionnaires, militaires, policiers et enseignants.

Opérateur	**Réalisations 2024**		**Réalisations 2025**		**Année en cours 2026**		**Prévissions 2027**		**Prévisions 2028**		**Prévisions 2029**	
CNSSAP	Ressources	Dépenses	Ressources	Dépenses	Ressources	Subventions de l'Etat	Ressources	Subventions de l'Etat	Ressources	Subventions de l'Etat	Ressources	Subventions de l'Etat
	-	-	-	-	-	1 169 369 578	-		-	1 329 031 035	-	1 460 350 640
Source : LF 2026 ; CDSMT 2027-2029.												

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE, REFORME ET INNOVATION ADMINISTRATIVE

Responsable du programme : Monsieur Venant KOLA NAWENAKOKO
Fonction : Directeur Général d'Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique

4.4.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Ce Programme est mis en œuvre par les structures ci-après :

- Direction Générale Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique et toutes ses Sections ;
- Cellule de Mise en Œuvre de la Réforme de l'Administration Publique ;
- Direction Actions Médico-sociales des Retraités et Rentiers de l'Etat ;
- Direction Santé, Sécurité et Environnement de Travail dans l'Administration Publique ;
- Services Juridiques et Contentieux ;
- Caisse Nationale de Sécurité Sociale de l'Administration Publique ;
- Inspection Générale de l'Administration Publique (IGAP) ;
- Direction Actions Sociales ;
- Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnel.

4.4. 2. STRATEGIE DU PROGRAMME

Le programme « Gouvernance, reforme et innovation administrative » vise à moderniser l'Administration Publique.
Le Ministère de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public s'emploie à mener des actions destinées à la mise en place d'une véritable Administration Publique au service du citoyen.
Il poursuit les réformes en cours conformément au Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) et à la lettre de missions 2024-2028 par l'amélioration de la coordination entre l'administration centrale, les provinces et les ETD à travers la vulgarisation des textes légaux en vigueur ainsi que la rationalisation des missions des Administrations publiques à travers des Conférences sur les cadres et structures organiques.

4.4.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Objectif : Moderniser l'Administration Publique
Les objectifs des actions composant le programme sont :
Objectif 1 : Améliorer la qualité des services publics
Objectif 2 : Garantir les bonnes pratiques administratives
Objectif 3 : Instaurer la bonne gouvernance, la responsabilité et l'intégrité Objectif 4 : Promouvoir l'Administration au niveau des provinces et ETD
Objectif 5 : Promouvoir la concertation entre l'Etat et les agents publics
Objectif 6 : Garantir l'accompagnement des retraités dans leur auto-prise en charge
Objectif 7 : Améliorer les conditions de vie dans le travail
Objectif 8 : Rationnaliser les missions, structures, les emplois et les effectifs des services publics

Tableau 01 : Cadre de performance des objectifs du programme Gouvernance, réforme et Innovation administrative

Programme et actions	Objectif stratégique/ Objectif Opérationnel	Indicateurs de performance des programmes et actions	Références			Réalisations			2026	Cibles prévues			Structures responsables
			Unité de mesure	Année	Valeur	Réal 2023	Réal 2024	Réal 2025	(Année en cours)	2027	2028	2029	
Programme Gouvernance, reforme et innovation administrative	Moderniser l'Administration Publique	Taux des services/administrations ayant bénéficiés des reformes		2024			11	29	48	60	80	90	Direction Générale Organisation, Réforme et Modernisation de l'Administration Publique (DGORMAP)
Action 1 : Réforme Administrative	Améliorer la qualité des services publics	Taux d'exécution des décisions administratives	%	2027		-	-	-	-	15	25	30	DGORMAP ; CMRAP
Action 2 : Dématérialisation des procédures administratives	Garantir les bonnes pratiques administratives	Proportions de nouvelles procédures administratives dématérialisées	%	2028		-	-	-	-		50	60	DGORMAP ; Direction de Documentation, Archives, Publication et Diffusion
Action 3 : Transparence et lutte contre la corruption dans l'administration publique	Instaurer la bonne gouvernance, la responsabilité et l'intégrité	Taux d'abus sanctionnés	%	2028		-	-	-	-		50	60	Inspection Générale de l'Administration Publique (IGAP)

Action 4 : Promotion de l'administration déconcentrée	Promouvoir l'Administration au niveau des provinces et ETD	Proportion des services déconcentrés dont les capacités ont été renforcées	%	2027		-	-	-	-				DGORMAP ; CMRAP
Action 5 : Dialogue sociale	Promouvoir la concertation entre l'Etat et les agents publics	Taux de réduction des conflits sociaux dans les Administrations		2027		-	-	-	-				Direction Service Juridique et Contentieux
Action 6 : Reconversion professionnelle	Garantir l'accompagnement des retraités dans leur auto-prise en charge	Taux de retraités convertis par vague		2028		-	-	-	-		25	30	Direction des Actions Médico-Sociales des Retraités et Rentiers de l'Etat
Action 7 : Qualité de vie au travail	Améliorer les conditions de vie dans le travail.	Taux des risques psycho-sociaux éradiqués	%	2027		-	-	-	-				Direction des Actions Sociales du Personnel Actif ; Direction Santé, sécurité et Environnement de Travail dans l'Administration Publique
Action 8 : Organisation des Administrations et Services Publics	Rationnaliser les missions, structures, les emplois et les effectifs des services publics	Taux des services/administrations ayant bénéficiés d'un cadre organique	%	2024		-	11	29	48	60	80	90	DGORMAP ; CMRAP

Présentation des crédits du programme par titre

Tableau 02 : Présentation des crédits du programme par titre

Titre	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LF 2026		Prévisions 2027 en FC
	Crédits votés en FC	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	
I. Dépenses Courantes	**35 659 452 105**	**288 945 476 043**	**15 387 757 698**	**8 196 889 569**	
Titre III : Dépenses de personnel	13 408 572 793	18 245 207 904	13 600 553 254	8 196 889 569	13 600 553 254
Titre IV : Biens et matériels ;	220 755 770	-	190 610 174	-	326 528 224
Titre V : Dépenses de prestations ;	20 949 802 372	270 583 965 799	1 053 322 253		786 423 948
Titre VI : Transferts et interventions	1 080 321 170	116 302 340	543 271 018	-	1 846 271 081
II. Dépenses en capital	**650 000 000**	**-**	**1 182 573 697**	**-**	
Titre VII : Equipements	100 000 000	-	1 182 573697	-	3 086 573 697
Financement intérieur	100 000 000	-		-	
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Titre VIII : Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière	550 000 000	-		-	
Financement intérieur	550 000 000	-		-	
Financement extérieur	-	-	-	-	-
Total	**36 309 452 105**	**288 945 476 043**	**16 570 330 396**	**8 196 889569**	**19 643350 141**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029

Présentation des crédits du programme par Rubrique

Tableau 03: Présentation des crédits du programme par Rubrique

N°	Rubrique	REALISATIONS LFR 2025		EXERCICE ENCOURS LFR 2026		Projections (en CDF)		
		Crédits votés en FC	Exécution à fin juin en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	2027	2028	2029
1	Contrepartie des Projets	100 000 000	-	58 896 252	-	62 896 252	66 937 731	73 551 750
2	Financement des reformes	20 000 000 000	270 583 965 799				22 730 727 051	24 976 716 807
3	Fonctionnement des Ministères	1 430 084 556	-	1 455 192 989	-	1 324 212 734	1 807 596 812	1 986 202 799
4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	116 302 340	227 047 522	-	1 527 047 522	258 047 763	283 545 083
5	Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-		-	-
6	Investissements sur Ressources Propres	550 000 000	-	1 123 677 445	-	3 023 677 445	1 277 100 265	1 403 288 666
7	Mise à la Retraite	-	-	-	-	-	-	-
8	Rémunérations	13 149 046 380	18 245 207 904	13 389 292 692	8 196 889 569	13 389 292 692	15 217 417 879	16 721 028 591
9	Subventions aux organismes auxiliaires	880 321 170	-	316 223 496	-	316 223 496	359 399 499	394 911 235
TOTAL		**36 309 452 106**	**288 945 476 043**	**16 570 330 396**	**8 196 889 569**	**19 653 350 141**	**41 717 227 000**	**45 839 244 932**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029.

II.4 Evolution des crédits par action du programme

II.4.1 Présentation des crédits par action

Tableau 04 : Evolution des crédits par action

N°	Code de l'action	Actions du Programme	REALISATION 2025		EXERCICE EN COURS 2026		PREVISIONS 2027 en FC
			Crédits Votés (en CDF)	Exécution en FC	Crédits votés en FC	Exécution à fin mars en FC	
1		Réforme Administrative	20 698 278 692	271 340 434 382	902 196 952		913 196 952
2		Dématérialisation des procédures administrative	-	-	62 087 987	-	87 957 311
3		Transparence et lutte contre la corruption dans l'administration publique	14 979 754 415	17 605 041 661	15 350 939 083	7 847 750 223	18 336 350 856
4		Promotion de l'administration déconcentrée	-	-	-	-	
5		Dialogue sociale	140 332 723	-	114 145 729	-	140 015 053
6		Reconversion professionnelle	152 219 644	-	139 960 645		
7		Qualité de vie au travail	90 256 687	-		-	1165 829 969
8		Organisation des Administrations et Services Publics	248 609 945	-		-	
Total			**36 309 452 106**	**288 945 476 043**	**16 570 330 396**	**8 196 889 569**	**19 643 350 141**

Source : DPSB-P/DAF/SGA sur base des LFR 2025, LFR 2026, PLF 2027 et ESB 2025, T1 2026, CDSMT 2027-2029.

Opérateur concourant à la réalisation du programme : Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnel (OSCEP)
L'Observatoire de Surveillance de la Corruption et de l'Ethique Professionnelle est un établissement public crée par le décret n°16/020 du 16 juillet 2016, elle est chargée de promouvoir l'Ethique Professionnelle, de veiller au respect du Code de Conduite de l'Agent Public et de lutter contre la Corruption au sein de l'Administration de l'Etat.

Tableau 05 : Ressources et dépenses des opérateurs

Opérateur	**Réalisations 2024**		**Réalisations 2025**		**Année en cours 2026**		**Prévissions 2027**		**Prévisions 2028**		**Prévisions 2029**	
OSCEP	**Ressources**	**Dépenses**	**Ressources**	**Dépenses**	**Ressources**	**Subventions de l'Etat**	**Ressources**	**Subventions de l'Etat**	**Ressources**	**Subventions de l'Etat**	**Ressources**	**Subventions de l'Etat**
	3 126 114 776	3 126 114 776	3 229 157 955	3 229 157 955	-	720 433 512	-	6 848 679 626	-	5 278 847 241	-	5 800 442 384
Source : ESB 2024, 2025, T1 2026 ; CDSMT 2027-2029, PLF 2027												